

BERNARD LUGAN

LES GUERRES D'AFRIQUE

Des origines à nos jours

éditions du ROCHER
LIGNES DE FEU

LES GUERRES D'AFRIQUE

Des origines à nos jours

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

- *Le Safari du Kaiser*, récit, en collaboration avec A. de Lagrange, La Table Ronde, 1987.
- *Les Volontaires du roi*, roman, en collaboration avec A. de Lagrange, Les Presses de la Cité, 1989.
- *Robert de Kersauson : le dernier commando boer*, éditions du Rocher, 1989.
- *Villebois-Mareuil, le La Fayette de l'Afrique du Sud*, éditions du Rocher, 1990.
- *Cette Afrique qui était allemande*, éditions Picollec, 1990.
- *Histoire de la Louisiane française : 1682-1804*, Librairie académique Perrin,
  1994.
- *Afrique : de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire*, éditions Bartillat, 1995.
- *Afrique : l'histoire à l'endroit*, Librairie académique Perrin, 1996.
- *Ces Français qui ont fait l'Afrique du Sud*, éditions Bartillat, 1996.
- *Histoire du Rwanda : de la préhistoire à nos jours*, éditions Bartillat, 1997.
- *La guerre des Boers : 1899-1902*, Librairie académique Perrin, 1998.
- *Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2001.
- *Histoire de l'Égypte, des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2001.
- *God Bless Africa. Contre la mort programmée du continent noir*, éditions Carnot, 2003.
- *African Legacy. Solutions for a community in Crisis*, Carnot USA Books, New York, 2003.
- *Rwanda : le génocide, l'Église et la démocratie*, éditions du Rocher, 2001.
- *François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*, éditions du Rocher, 2005.
- *Pour en finir avec la colonisation (l'Europe et l'Afrique XV^e^-XX^e^ siècles)*, éditions du Rocher, 2006.
- *Rwanda. Contre-enquête sur le génocide*, éditions Privat, 2007.

– *Histoire de l'Afrique, des origines à nos jours*, Ellipses, 2009.
– *Histoire de l'Afrique du Sud, des origines à nos jours*, Ellipses, 2010.
– *Histoire du Maroc, des origines à nos jours*, Ellipses, 2011.
– *Décolonisez l'Afrique*, Ellipses, 2012.
– *Histoire des Berbères. Un combat identitaire plurimillénaire*, Bernard Lugan éditeur, 2012, www.bernard-lugan.com
– *Mythes et manipulations de l'histoire africaine. Mensonges et repentance*. Bernard Lugan éditeur, 2013, www.bernard-lugan.com

Bernard Lugan publie une lettre africaniste par internet *L' Afrique réelle*. Pour tout renseignement :
www.bernard-lugan.com et contact@bernard-lugan.com

BERNARD LUGAN

LES GUERRES D'AFRIQUE

Des origines à nos jours

éditions du ROCHER

Collection « LIGNES DE FEU »

dirigée par Daniel Hervouët

© Éditions du Rocher, 2013.
ISBN 978-2-268-07531-0
ISBN epub : 978-2-268-08344-5

INTRODUCTION

Le long déroulé de l'histoire du continent africain est rythmé par une succession de guerres. Les plus anciennes sont figurées sur les parois peintes du Sahara et de l'Afrique australe ; les plus récentes font l'actualité, de la Libye au Kivu et de la Somalie au Mali.

Ce livre qui ne peut naturellement prétendre à l'exhaustivité est construit autour de quatre grandes périodes : les guerres dans l'Afrique précoloniale, lors de la conquête européenne, à l'époque coloniale et aujourd'hui.

1. Dans l'Afrique d'« avant les Blancs », et sous l'impulsion des *Jihads*, tout l'arc sahélien, depuis le Sénégal jusqu'au Soudan, subit une profonde mutation, la guerre religieuse servant de paravent aux sultanats nordistes qui s'étendirent aux dépens des États et royaumes animistes. En Afrique centrale et australe, la guerre fut créatrice d'empires, qu'il s'agisse des royaumes Luba, Lunda, Shona ou Zulu. En Afrique orientale, l'impérialisme guerrier et commercial zanzibarite précéda l'expansion européenne et il s'étendit vers l'Ouest, jusqu'au centre de la forêt congolaise, bouleversant les rapports de force et entraînant la mutation de nombre de sociétés.

2. Avec la conquête coloniale, les Afriques furent confrontées à la modernité européenne. À l'exception de l'échec italien en Éthiopie, les guerres y tournèrent toutes à l'avantage des colonisateurs, même si, ici ou là, des batailles retardatrices furent occasionnellement remportées par les Africains.

3. Durant la période coloniale, l'Afrique connut les deux conflits mondiaux. La parenthèse impériale fut ensuite refermée sans affrontements majeurs, sans ces combats de grande intensité qui ravagèrent l'Indochine. Les guérillas nationalistes n'y furent jamais en mesure de l'emporter sur le terrain, pas plus en Algérie que dans le domaine portugais – à l'exception peut-être de la Guinée-Bissau –, ou encore en Rhodésie. Partout, la décolonisation fut un choix politique métropolitain ; elle ne fut nulle part imposée sur le terrain.

4. Après 1960, l'Afrique fut ravagée par de multiples confits qui firent des millions de morts et des dizaines de millions de déplacés. Alors que jusque-là le coeur de la confrontation entre les deux blocs avait été l'Asie (Chine, guerre de Corée, guerre d'Indochine puis du Vietnam, etc.), l'Afrique devint

à son tour une zone disputée, tant au Congo que dans la Corne ou dans le cône sud. Après la « guerre froide », l'Afrique redevint l'actrice de sa propre histoire. Tous les placages idéologiques et politiques qui lui avaient été imposés depuis des décennies volèrent alors en éclats et le continent s'embrasa. Durant la décennie 2000-2010, 70% des décisions de l'ONU et 45% des séances du Conseil de sécurité furent consacrées aux conflits africains.[1]

1. Les cartes de cet ouvrages ont été dessinées par André et Bernardette Fournel.

Première partie

Guerres et sociétés guerrières dans l’Afrique d’avant la colonisationd

Dans l'Afrique d'« avant les Blancs », les guerres eurent trois grandes formes :

– affrontements entre lignages ou tribus appartenant à la même ethnie. Par exemple les Zulu et les Ndebele-Matabele, deux tribus membres de l'ethnie Nguni ;

– affrontements entre des populations racialement différentes engagées, les unes dans la conquête d'un territoire et les autres dans sa défense. Le Sahara et l'Afrique australe fournissent des exemples de ce type de guerres qui aboutirent à l'élimination des Noirs par les Berbères blancs au Sahara, et des KhoiSan par les Nguni au sud du Limpopo ;

– affrontements entre peuples pasteurs, entre peuples pasteurs et peuples agriculteurs. Toute l'histoire de la zone sahélienne et estafricaine s'est écrite autour de cette réalité.

Dans la région sahélienne, et cela à partir du XI^{e} siècle avec les Almoravides, les guerres eurent également une forme religieuse. Ce furent les *jihads* qui durèrent jusqu'au moment où la colonisation les fit cesser et qui redessinèrent la carte ethno-politique de la région. Ailleurs, d'autres conflits débouchèrent sur la constitution d'empires militaires avec l'exemple emblématique des Zulu et de leurs cousins Ndebele-Matabele.

DÉFINITIONS
Ethnie, tribu, clan

– L'ethnie est un groupe humain considéré dans les seules particularités culturelles qui unissent ses membres. C'est une communauté linguistique établie en théorie sur son territoire traditionnel. L'ethnie ne se définit ni par la race, ni par le morphotype, mais d'abord par la langue.

  Le problème est que les frontières ethniques n'épousent pas automatiquement les frontières « raciales ». Ainsi, au Rwanda et au Burundi, les ancêtres des actuels Tutsi se sont jadis « bantuisés » en adoptant une langue bantu et en perdant l'usage de la leur qui appartenait au groupe Nil-Sahara. Mais, en devenant des locuteurs bantuphones, ils ne se sont pas pour autant transformés morphotypiquement en Hutu. Quant aux nombreux métissages, ils n'ont fait disparaître ni les Tutsi, ni les Hutu, ce qui aurait été le cas dans

l'hypothèse d'un métissage institutionnalisé, si le « sang » hutu était devenu majoritaire dans les lignées tutsi. L'on aurait pu alors parler d'ethnies métisses, et cela, tant pour les Tutsi que pour les Hutu. Or, ce ne fut pas le cas.

– La tribu est un groupement de clans ou de familles sous l'autorité d'un même chef. En général, les ethnies sont composées de tribus qui peuvent avoir des liens de solidarité plus ou moins étroits ou plus ou moins conflictuels. Comme ces groupements sont culturellement apparentés, ils peuvent donc facilement constituer des unités élargies. Un bon exemple à cet égard est donné par les Zulu qui n'étaient à l'origine qu'une des multiples tribus de la fraction septentrionale de l'ethnie bantuphone des Nguni.

  Au XVIII^{e} siècle, par le fer et par le feu, ils incorporèrent nombre de tribus du même ensemble, ce qui fut d'autant plus aisé que tous parlaient la même langue et adhéraient au même système de valeurs. Le royaume qui se constitua ensuite prit le nom de la tribu fédératrice éponyme, mais toutes les tribus nguni n'y furent pas intégrées.

– Le clan est l'unité sociologique désignant un ensemble d'individus consanguins descendant d'un ancêtre commun. Chaque tribu est composée de plusieurs clans et d'un grand nombre de lignages.

CHAPITRE PREMIER

AUX ORIGINES DE LA GUERRE AFRICAINE (DE 5000 AV. J.-C. JUSQU'AU VIIIE SIÈCLE)

Est-il possible de savoir ce que fut la guerre dans l'Afrique d'avant le VIIIe siècle ? La réponse à cette question est complexe car la documentation est inégale et souvent absente pour les périodes plus anciennes, à l'exception du Sahara et de l'Afrique australe où des renseignements sont donnés par l'art rupestre.

Avec l'Égypte, les mentions et les représentations guerrières deviennent considérables car, centrée sur son étroit cordon fluvial et attirant la convoitise de ses voisins, elle évita la submersion grâce à une puissante organisation militaire.

Avec Rome et Carthage, la guerre changea de nature en devenant en quelque sorte « mondiale » puisque toute la Méditerranée occidentale fut concernée. Ici aussi, les sources documentaires abondent.

Une révolution se produisit avec l'Islam quand la guerre ne fut plus uniquement un moyen de s'emparer d'esclaves, de richesses ou de terres, puisqu'elle se fit également pour convertir païens ou infidèles, c'est-à-dire les chrétiens. Les Berbères, depuis l'actuelle Libye jusqu'à l'océan Atlantique, furent ainsi soumis, certes pour être pillés, mais plus encore pour être convertis.

I. Sahara et Afrique australe : les plus lointains échos guerriers

Racialement cloisonnés, le Sahara et l'Afrique australe furent des mondes à prendre. L'art rupestre[1] nous apprend ainsi que le peuplement de ces immenses ensembles a varié à la suite de guerres territoriales.

a) Le Sahara, un pâturage convoité (carte n° 1)

À partir de 8000 av. J.-C., avec le retour des pluies, plusieurs populations morphotypiquement (« racialement ») bien différenciées se disputèrent le Sahara. Géographiquement délimités par des écoles de peintures rupestres aux styles différents, leurs territoires avaient de faibles extensions spatiales[2]. Ce morcellement « racial » eut pour conséquence des guerres territoriales dont nous ne connaissons pas les péripéties, nous bornant à constater que partout, les anciennes populations noires cédèrent la place à des leucodermes berbères.

Entre 8000 et 1000 av. J.-C., les gravures et surtout les peintures, permettent d'identifier trois grands groupes de population vivant dans le Sahara :

– des « europoïdes » leucodermes aux longs cheveux lisses occupaient tout le Sahara septentrional (Muzzolini, 1983 : 195-198 ; Smith, 1992) ;

– des groupes mélanodermes non négroïdes, à l'image des Peul ou des Nilotiques actuels, vivaient notamment dans le Tassili qui fut une zone de peuplement mixte jusqu'à l'époque pastorale, soit entre 4500 et 1000 av. J.-C. ;

– des groupes négroïdes vivaient dans le Tassili, dans l'Adrar des Iforas, au Tibesti et dans l'Ennedi.

Avant 4500 av. J.-C. la « frontière » entre les peuplements était constituée par la zone du Tropique du Cancer qui

> « (…) partage en quelque sorte le Sahara en deux versants : l'un, où prédominent les Blancs, l'autre, presque entièrement occupé par les Noirs. » (Camps 1987 : 50).

Puis, durant la période pastorale (4500-1000 av. J.-C.), nous observons un processus de conquête territoriale réalisé par les Berbères, d'abord en direction du Sahara central, et notamment vers le Tassili d'où disparaissent les populations noires, puis du reste du Sahara.

Le résultat de cette conquête est que, vers 1500-800 av. J.-C., au moment de la période dite des Équidiens dont le style artistique est le caballin, le Sahara, à l'exception de la zone de peuplement Toubou (Tibesti), est devenu entièrement « blanc » car totalement peuplé par des Berbères avec des pénétrantes jusque dans le Sahel comme la toponymie l'atteste[3].

Les peintures du Sahara central et septentrional, dans les régions de l'Acacus, du Tassili et du Hoggar (carte n° 000), représentent ainsi avec un grand réalisme des « europoïdes » portant de grands manteaux laissant une épaule nue, et apparentés à ces Libyens orientaux dont les représentations sont codifiées par les peintres égyptiens quand ils figurent les habitants du Sahara. C'est également dans cette région et alors que l'économie est encore pastorale, qu'apparaissent des représentations de chars à deux chevaux lancés au « galop volant » montés par des personnages stylisés vêtus de tuniques à cloche.

Vers le Sud-Est et vers le Sud, ces représentations sont absentes, les figurations cessant aux limites presque exactes des actuels territoires toubou et haoussa (Muzzolini, 1983 : 203).

L'explication socio-économique ne peut être retenue pour expliquer ce phénomène de territorialisation puisque toutes les populations sahariennes avaient à l'époque le même mode de vie pastoral et le même niveau technologique. Ce fut donc la guerre qui donna à la région son faciès humain et son homogénéité raciale[4].

Au Sahara, les peintures représentant des combats sont relativement peu nombreuses par rapport aux scènes de chasse, d'élevage ou de la vie quotidienne, mais elles fournissent cependant des renseignements précieux sur les techniques de guerre.

Ce qui frappe tout d'abord est l'équivalence de l'armement chez les combattants des divers camps, à savoir, la lance, le javelot et l'épée, ainsi que l'utilisation du bouclier rond ou en demi-cercle. L'arc est le plus souvent absent. Les représentations montrent de petits groupes de combattants se ruant les uns sur les autres (planche 1). Dans un premier temps, tous les protagonistes sont des fantassins, puis, à partir du début de l'ère chrétienne, apparaissent les groupes chameliers berbères.

Dans l'état présent des connaissances, il paraît difficile d'aller plus avant dans la « cartographie » humaine des populations sahariennes à ces époques (Huard et Allard-Huard, 1978), Muzzolini, 1995, Smith1992).

b) Les représentations guerrières d'Afrique australe

En Afrique australe, la guerre que les agro-pasteurs noirs livrèrent aux chasseurs-cueilleurs KhoiSan est observable sur les parois peintes. Comme au Sahara, cette guerre fut raciale. Ici, elle eut pour résultat l'ethnocide des San[5].

Les San qui ornèrent les parois rocheuses de la région de milliers de peintures vivaient jadis dans toute l'actuelle Afrique du Sud avant d'être

progressivement éliminés ou refoulés vers les massifs par les nouveaux arrivants bantuphones. Cette conquête des espaces sudafricains par les pionniers bantuphones se fit à travers deux phases d'expansion :

– Il y a environ deux mille ans, les porteurs du *premier âge du fer* s'installèrent au sud du fleuve Limpopo avant d'entreprendre la colonisation de la partie orientale de l'actuelle Afrique du Sud. Durant cette première phase, il n'y eut pas d'ethnocide des San car il n'y avait pas encore de réelle compétition pour l'espace. Le premier âge du fer était en effet une occupation en mailles lâches avec des concentrations de villages composés de huttes circulaires dont les habitants cultivaient sorgho, éleusine et petit mil (Hall, 1994) ;

– Alors que les cultivateurs du premier âge du fer étaient concentrés dans les régions à forte pluviométrie et aux sols fertiles, le *deuxième âge du fer*, qui débuta au sud du Limpopo vers 1000 ap.JC, vit l'occupation extensive des prairies du *highveld* par des éleveurs noirs ; ce fut alors que les San perdirent leurs territoires de chasse et de cueillette (Hall, 1994 ; Lugan, 2010).

Comme les troupeaux avaient besoin de vastes terrains de parcours, de points d'eau permanents et de terres salées, les éleveurs détruisirent le gibier qui concurrençait leur bétail. De plus, les herbivores sauvages migraient durant l'hiver, quittant les hautes terres froides pour les plaines tempérées, suivis par les San ; or, à partir des XI^{e}-XIII^{e} siècles, ce mouvement saisonnier leur fut interdit. Pour survivre, les San s'en prirent alors aux troupeaux, ce qui accéléra leur extermination par les éleveurs.

Les San des plaines se replièrent vers le massif montagneux du Drakensberg où ils entrèrent en conflit avec ceux des San qui y étaient déjà installés. Plusieurs peintures rupestres montrent ainsi des combats entre San alors que, généralement, les groupes ne s'affrontaient pas, chacun respectant le territoire des autres. Le mouvement de repli vers les massifs semble avoir débuté au XIV^{e} siècle. Durant plusieurs siècles, les Sotho et les Nguni ne s'aventurèrent pas dans le Drakensberg d'où les San lançaient des raids contre eux.

La longue guerre que menèrent les chasseurs san contre les colons noirs est régulièrement figurée sur les parois peintes de l'Afrique australe. À la différence des représentations rupestres sahariennes, les peintures san d'Afrique australe montrent une nette différence d'armement. Les San compensaient leur infériorité physique et numérique en combattant à distance, quasi exclusivement au moyen de petits arcs tirant des flèches empoisonnées, tandis que les « grands » bantuphones, avantagés par leur taille et par leur nombre, sont représentés certes, avec

des javelots, mais surtout avec des armes de contact, comme les lances ou le casse-tête (le *knobkirrie)*.

Sur les peintures laissées par les San, leurs adversaires noirs sont clairement identifiés, les Xhosa avec leur petit bouclier rond et les Sotho avec un grand bouclier fait d'une peau de vache tendue (planche 2/A).

II. L'Égypte et ses « neuf arcs »

Durant toute l'histoire dynastique, les Égyptiens désignèrent sous le nom des « neuf arcs » (Valbelle, 1990) les peuples cherchant à pénétrer à l'intérieur leur étroit cordon fertile et ce fut pour les en empêcher que l'Égypte développa une armée qui, au fil des siècles, pesa d'un poids de plus en plus lourd sur l'État et la société.

Avec l'Égypte, la documentation militaire devient considérable : représentation de batailles, de soldats, de leur armement, défilés de victoire, etc. Qu'il s'agisse de peintures ou de sculptures sur palettes, les artistes égyptiens ont décrit avec un réalisme étonnant les scènes de bataille ou les territoires conquis pour la plus grande gloire des pharaons, chefs suprêmes des armées.

De par sa situation géographique, l'Égypte était en contact avec trois grandes régions, donc trois populations : à l'ouest le Sahara berbère, à l'est le Sinaï bédouin et le Moyen-Orient sémitique et au Sud, la Nubie (planche 2/B).

Parmi ces peuples, les nomades sahariens, que les Égyptiens identifiaient sous le nom générique de « Libyens », menaçaient périodiquement la vallée du Nil. Tous n'étaient cependant pas pillards ; du moins ne l'étaient-ils pas toujours, certains lui fournissant en effet le bétail qui lui faisait défaut et une essence aromatique qu'ils échangeaient contre du grain. Parmi ces populations berbères sahariennes, quatre sont particulièrement citées par les sources égyptiennes, les Meshouesh, les Lebou[6], les Tjéhénou et les Tjéméhou que les Égyptiens représentent sur leurs peintures ou leurs sculptures avec une tresse sur la tempe et le manteau attaché sur l'épaule droite.

Durant presque tout le Nouvel Empire, l'Égypte dut faire face à d'incessantes menaces surgies de l'Ouest saharien d'où les populations berbères chassées par la péjoration climatique tentaient de s'infiltrer dans la vallée du Nil. Organisés et structurés, ces migrants-guerriers posèrent bien des problèmes à l'armée égyptienne, notamment durant les règnes de Séti 1er(1290-1279 av. J.-C.) et de Ramsès II (1279-1212 av. J.-C.). Ce dernier fut même contraint d'ériger

une ligne de fortifications à l'ouest du Delta et d'intégrer des Libyens à son armée.

Sous Mérenptah (1212-1202 av. J.-C.), successeur de Ramsès II, les Libyens, fuyant un Sahara oriental de plus en plus sec, tentèrent de nouveau de trouver refuge dans la vallée du Nil. Leur progression est bien connue : après avoir pris les oasis de Kharga et de Farafra, ils se dirigèrent vers la vallée du Nil, menaçant à la fois le Delta et la région de Memphis dans un mouvement de fond concerté et coordonné, mais l'armée égyptienne réussit à les contenir, puis à les refouler[7]. Sous la XX^{e} dynastie, durant les règnes de Ramsès III (1185-1153 av. J.-C.), de Ramsès VI (1143-1136 av. J.-C.), de Ramsès IX (1126-1108 av. J.-C.) et Ramsès XI (1105-1078 av. J.-C.) les Libyens menacèrent constamment la vallée du Nil au point de réussir à s'y établir en certaines zones.

L'autre zone de contact et d'expansion égyptienne en Afrique fut la Nubie, au sud de la deuxième cataracte. Pour les Égyptiens, la Nubie était le « misérable pays de Koush », région réputée barbare, tout à la fois repoussoir et négatif de la civilisation pharaonique.

Durant l'Ancien Empire, les pharaons de la VI^{e} dynastie conquirent toute la région située en amont d'Assouan, donc de la première cataracte.

Durant le Moyen Empire (2033-1710 av. J.-C.,), l'Égypte s'intéressa plus étroitement à la Nubie car elle était productrice d'or et sous Sésostris 1er(1964-1919 av. J.-C.), les frontières de l'Égypte furent établies à la hauteur de la deuxième cataracte. Sésostris III (1872-1854 av. J.-C.) repoussa encore plus au sud la frontière méridionale de l'Égypte, l'établissant à Semna et à Koumma.

Au Nouvel Empire, l'Égypte reprit son impérialisme vers la Nubie qui, entre-temps, s'était très largement égyptianisée. Le mouvement qui se fit par grandes étapes fut initié par Amosis (1543-1518 av. J.-C.), premier souverain de la XVIII^{e} dynastie (1543-1292 av. J.-C.). L'expansion militaire égyptienne s'exerça une nouvelle fois à partir de la deuxième cataracte, limite géographique et historique entre la Nubie et l'Égypte. Le mouvement s'amplifia sous le règne d'Amenhotep I^{er} (1517-1497 av. J.-C.) qui poussa jusqu'à la quatrième cataracte, mettant ainsi en contact l'Égypte avec le grand carrefour caravanier qui reliait la région à l'Afrique tropicale profonde.

Thoutmosis I^{er}, son successeur (1497-1483 av. J.-C.), entreprit la conquête de Koush et s'empara de la ville de Kerma qu'il détruisit, puis il progressa loin vers le Sud, en amont de la quatrième cataracte où il fonda un poste militaire à proximité de l'actuelle ville d'Abou-Hamed. Quand il rentra en Égypte, il fit pendre la tête en bas le roi koushite à la proue de son bateau. La civilisation de Kerma était détruite.

Cette campagne militaire n'avait cependant pas brisé la volonté de résistance de la Nubie puisque, sous Thoutmosis II (1483-1480 av. J.-C.), une violente révolte anti-égyptienne se produisit. Elle fut réduite avec férocité mais la pacification de la Nubie ne fut effective que sous la co-régence de Thoutmosis III (son règne dura de 1479 à 1424 av. J.-C.) et d'Hatshepsout (son règne dura de 1479 à 1457 av. J.-C.). La frontière sud de l'Égypte fut établie à la hauteur de la quatrième cataracte et la Nubie paraît alors avoir été une véritable dépendance de l'Égypte.

Cette situation demeura inchangée sous les pharaons de la XIX^{e} dynastie avec un intérêt particulier pour la Nubie marqué par Ramsès II (1279-1212 av. J.-C.) qui y entreprit de grands travaux et qui y fit édifier des temples majestueux dont ceux d'Abou Simbel. Puis, un nouveau retournement de situation se produisit durant la troisième période intermédiaire qui vit un nouvel effacement du pouvoir central égyptien et une revanche de la Nubie qui, avec la XXV^{e} dynastie, ou dynastie koushite, prit le pouvoir en Égypte.

L'ARMÉ EÉGYPTIENNE

L'armée égyptienne évolua à travers les époques. Corps professionnel dès le Moyen Empire, (2033-1710 av. J.-C.), à partir de la troisième période intermédiaire (1069-664 av. J.-C.), elle fut essentiellement composée de mercenaires et de vaincus enrégimentés qui, peu à peu développèrent une sorte d'État dans l'État qui finit par prendre le contrôle de l'armée.

Cette armée de métier était soldée et encasernée le long de la vallée dans un vaste réseau de forteresses édifiées dès l'Ancien Empire (2700-2200 av. J.-C.). Elles étaient destinées à protéger la vallée ainsi qu'à créer des zones tampon sous contrôle militaire afin de tenir les ennemis de l'Égypte, les « neuf arcs » écartés de l'étroit cordon fluvial.

Composée primitivement de fantassins qui se déplaçaient à pied ou par voie fluviale et dont la fonction était principalement défensive, l'armée égyptienne développa une très importante cavalerie ainsi qu'une charrerie, devenant une force offensive capable de mener des campagnes loin de la vallée, et jusque dans le royaume du Mitanni, l'actuelle Syrie. Sous le pharaon Ramsès II (1304-1213 av. J.-C.), plus de cinquante régiments composaient la cavalerie égyptienne.

La marine était également importante et sa vocation première était de pouvoir transporter les fantassins du Delta à la Nubie. Dans un second

temps, la marine égyptienne s'aventura en Méditerranée et en mer Rouge. Sous le Nouvel Empire, elle permit des expéditions jusque dans l'actuel Liban.

III. Rome et Carthage : les premières guerres coloniales

En Afrique, les guerres qui opposèrent Rome et Carthage entraînèrent une profonde mutation de la tactique militaire. Ce furent des opérations interarmes mêlant actions navales et débarquement, emploi combiné de la cavalerie légère et lourde (les éléphants) et recours aux mercenaires. Confrontés à deux impérialismes rivaux, les Berbères furent emportés par ces guerres (carte n° 3).

Carthage fut d'abord une colonie phénicienne. En Afrique du Nord, les plus anciens établissements phéniciens datent des VIII^{e} – VII^{e} siècles av. J.-C. Les premiers furent fondés en Tripolitaine avec les trois comptoirs, de Sabratha, d'Oea[8] et de Lepcis Magna. L'expansion territoriale carthaginoise se fit aux dépens des Berbères, en l'occurrence les Numides, et plus précisément les Massyles.

À la fin du V^{e} siècle et au début du IV^{e} siècle, Carthage, enrichie grâce à ses comptoirs nord-africains et ibériques, décida de se lancer dans une vaste politique de recrutement de mercenaires berbères, fantassins et cavaliers, les fameux cavaliers numides. La force principale de Carthage résidait dans sa marine composée de trirèmes ou de quinquérèmes (navires à cinq rangs de rames).

À la fin du IV^{e} siècle, la « Grande Grèce »[9], épuisée de son long conflit avec Carthage, entra en décadence, ce qui favorisa l'essor de Rome qui se trouva bientôt face à l'expansion punique. La confrontation fut tout d'abord évitée par la signature de deux traités, l'un en 348 et l'autre en 306 av. J.-C., et par le fait que Rome qui ne contrôlait pas encore la totalité du sud de l'Italie n'était pas en contact direct avec les possessions carthaginoises. La situation changea en 272 av. J.-C., quand Rome fut maîtresse de tout le sud de la péninsule. Un long conflit éclata alors en 264 av. J.-C., rythmé par trois guerres qui eurent pour conséquence la destruction de la puissance carthaginoise en 146 av. J.-C. Ces guerres sont connues sous le nom de « guerres puniques »[10] (Le Bohec, 1995).

La première guerre (272-241) fut à la fois terrestre et maritime. En 255 av. J.-C., les Romains qui, par deux fois avaient vaincu la flotte carthaginoise – en 260 av. J.-C. à Mylae et en 256 av. J.-C. à Ecnome –, tentèrent un débarquement en Afrique à proximité de Carthage.

Le consul Marcus Atilius Regulus remporta une première victoire, puis il fut battu par le Grec Xanthippe, chef des mercenaires carthaginois. Capturé puis libéré sur parole deux ans plus tard contre la promesse de se constituer prisonnier en cas d'échec de la mission de paix dont les Carthaginois l'avaient chargé, Regulus prit la parole devant le sénat romain et il défendit au contraire l'option de la guerre. Respectant sa parole, il serait ensuite retourné à Carthage pour s'y constituer prisonnier.

Puis le sort des armes pencha du côté de Carthage quand, en 249 av. J.-C., ses armées remportèrent coup sur coup deux nouvelles victoires : une sur mer à Drepanum et une autre, sur terre, en Sicile. L'artisan de cette dernière était Hamilcar Barca. En 241, les Romains renversèrent la situation en envoyant par le fond la flotte carthaginoise aux îles Aegates, à l'ouest de la Sicile, et Carthage fut contrainte de demander la paix. Rome, jusque-là puissance continentale, avait donc vaincu Carthage, puissance maritime, ce qui bouleversa en profondeur les rapports de force en Méditerranée.

Dans l'immédiat, Carthage renonça à la Sicile que Rome occupa en totalité et accepta de verser un énorme tribut qui devait être acquitté en vingt ans. Ruinée, la ville ne put payer ses mercenaires, ce qui provoqua leur soulèvement. Durant deux ans, de 240 à 238, elle mena contre plusieurs dizaines de milliers de ses anciens soldats dirigés par Mathô et Spendios, une guerre difficile et impitoyable.

Dans un premier temps, les villes carthaginoises furent assiégées, mais Hamilcar Barca contre-attaqua grâce à l'aide que lui procura son allié Massyle, le chef Naravas, qui mit sa cavalerie à sa disposition[1].

Puis, en 237, Hamilcar réussit à prendre au piège les mercenaires et il les extermina.

Hamilcar Barca avait donc sauvé Carthage mais son prestige suscita des jalousies. Afin de l'écarter, le sénat carthaginois lui confia la mission de conquérir l'Espagne pour compenser la perte de la Sicile. Il y fut tué en 229 et son gendre Asdrubal lui succéda en Espagne ; puis, Hannibal, un fils d'Hamilcar Barca, devint général en chef de l'armée carthaginoise.

La deuxième guerre punique (218-201 av. J.-C.) éclata en Espagne, là où les zones d'influence de Rome et de Carthage étaient au contact. Victorieux en Espagne, Hannibal viola le traité de paix de 241 av. J.-C. en prenant la ville de

Sagonte alliée de Rome, ce qui rompit la trêve.

La guerre débuta à l'avantage des armées de Carthage qui traversèrent les Pyrénées. Au mois de juin 218, avec leurs éléphants de guerre, elles franchirent le Rhône, puis traversèrent les Alpes et marchèrent sur Rome. Les Romains furent plusieurs fois battus, notamment en 217 au lac Trasimène et en 216 à Cannes. Rome fut alors à portée d'Hannibal qui prit ses quartiers d'hiver à Capoue car il ne disposait pas de matériel de siège. Il y attendit en vain les renforts promis, ce qui permit aux Romains de se réorganiser et de contreattaquer, le forçant à se replier dans le sud de la péninsule italienne.

Pendant ce temps-là, les Romains, commandés par Scipion (l'Afri-cain), avaient débarqué en Afrique et Hannibal fut rappelé par le sénat carthaginois. Une négociation eut ensuite lieu entre Scipion (l'Africain), et Hannibal, Carthage proposant la cession de l'Espagne et le désarmement de sa flotte, contre la reconnaissance de ses possessions africaines.

Scipion ayant refusé, le choc eut lieu à Zama, au mois d'octobre 202 av. J.-C. et Hannibal fut vaincu. Carthage dut signer un traité extrêmement dur puisqu'il prévoyait la destruction de sa flotte, la démonte de ses éléphants de guerre, le versement d'une énorme indemnité et l'envoi d'otages à Rome. De plus, Carthage ne pouvait engager de guerre sans l'accord du sénat romain.

La troisième guerre punique (149-146 av. J.-C.) éclata pour deux raisons principales. La première était, certes, que les Carthaginois violèrent le traité de 201 en attaquant les Massyles de Massinissa, mais la seconde, et la plus importante, était que Rome ne désirait pas voir naître un État berbère fort qui contrôlerait les ports carthaginois.

Durant cette troisième guerre Rome décida d'en finir avec Carthage. Le sénat romain ayant exigé que la population abandonne la ville pour qu'elle puisse être rasée, les Carthaginois ne pouvaient donc que résister avec l'énergie du désespoir, d'autant plus que, même si leur armée avait été anéantie, la ville disposait de solides fortifications[2]. Débuta alors un siège de trois ans, dirigé par Scipion Émilien, petit-fils adoptif de Scipion l'Africain. La défense fut acharnée et l'on se battit de maison à maison. Finalement, au printemps 146, les derniers combattants carthaginois s'immolèrent par le feu. Rome fit raser la ville, sema du sel sur son emplacement, annexa la région et décida de partager la Numidie entre les trois héritiers de Massinissa.

LA GUERRE INEXPIABLE

Durant cette guerre, et citant Appien, Yann Le Bohec montre que les Carthaginois commirent l'irréparable en torturant des prisonniers romains.

Le chef des troupes, Hasdrubal le Boétharque, « avec des outils de fer, leur fait arracher les yeux, la langue, les tendons, les organes sexuels ; aux uns, il fait lacérer la plante des pieds, aux autres, couper les doigts. Il les fait jeter encore vivants du haut des remparts » (…) On comprend alors un point : il ne faut peut-être pas chercher ailleurs que dans ces cruautés l'explication de l'acharnement mis par Scipion Émilien et ses hommes lors de la destruction de Carthage. Ces supplices inutiles changèrent le but de guerre qui leur avait été fixé : il ne s'agissait plus seulement de détruire Carthage en tant qu'État, en tant que puissance, mais d'anéantir physiquement la population de la ville. La clémence était devenue impossible. Décidément, les Puniques avaient parfois du talent pour rendre les guerres « inexpiables ». Les extrémistes carthaginois, qui ne l'ignoraient pas, avaient ce jour-là, délibérément joué le sort de leur cité à quitte ou double. Mais cette fois, ils avaient en face d'eux des légionnaires. » (Le Bohec, 1996 : 307-308).

IV. Une nouveauté, la guerre pour convertir : la conquête de la Berbérie par les Arabes (644-750)

Avec cette guerre, l'Afrique connut un nouveau type de conquête : en plus du butin, son but fut en effet la conversion des Berbères. L'entreprise prit un siècle (644-750) et connut nombre de péripéties et de retournements (carte n° 4).

Militairement parlant, les Arabes n'auraient jamais dû être en mesure de conquérir la Berbérie. Leur réussite s'explique essentiellement par deux raisons :

1. les erreurs de commandement des chefs byzantins qui ne surent pas tirer avantage de leur système de fortifications ;
2. l'indifférence des Berbères lors des premières campagnes.

Après la prise de Barka (Taucheira) en 642, la Cyrénaïque ne fut plus en mesure de résister aux envahisseurs, puis ce fut le tour de la Tripolitaine, Tripoli étant enlevée en 643[3].

En 644, une armée fut levée dans la région de Médine et elle fut placée sous le commandement d'Abd Allah ibn Arbi Sa'ad. Elle se renforça avec des

contingents égyptiens. À la fin de l'année 644, l'armée arabo-musulmane atteignit le sud de l'actuelle Tunisie où les forces byzantines étaient commandées par le patrice Grégoire.

Face aux 20 000 hommes d'Abd Allah ibn Arbi Sa'ad, le chef byzantin disposait avec les villes fortifiées de la région d'un réel atout car la force d'invasion était essentiellement composée de cavaliers. Il lui suffisait donc de se retrancher derrière ses murailles et d'attendre le départ des envahisseurs qui ne disposaient pas de matériel de siège. Or, le général byzantin commit une erreur grossière : en 647, après s'être porté au-devant de l'armée d'Abd Allah ibn Arbi Sa'ad, il se fortifia à l'abri des fortifications de Sufutela (Sbeitla), puis il tomba dans le piège que lui tendit son adversaire qui, feignant le repli, l'encouragea à quitter ses défenses pour l'attirer en rase campagne où il l'écrasa (Modéran, 2010).

Cette victoire n'ouvrit cependant pas la Berbérie aux vainqueurs car les forces byzantines étaient intactes et solidement retranchées dans plusieurs villes fortifiées. Un accord fut trouvé après une année d'occupation, les Byzantins versant peut-être une indemnité en échange de laquelle les hommes d'Abd Allah ibn Arbi Sa'ad regagnèrent la Tripolitaine. Cette première campagne leur avait permis de tester les défenses byzantines et leur avait donné une idée des potentialités de la région.

La crise interne qui s'ouvrit à la tête du monde musulman en 656 avec l'assassinat du calife Othman donna dix-sept années de répit aux Byzantins et aux Berbères. Durant ces années, les luttes se succédèrent à la tête du califat entre les partisans d'Ali, gendre du Prophète, et ceux de Moaouia. En 660 quand ce dernier l'emporta et fonda le califat omeyyade de Damas, l'expansion vers l'ouest reprit. De son côté, au lieu de profiter du délai qui lui avait été offert, l'Afrique byzantine avait continué à s'entre-déchirer entre Byzantins et Berbères, entre partisans de l'Empereur et chrétiens fidèles à Rome. C'était donc une région profondément divisée qui subit coup sur coup plusieurs expéditions de conquête.

Durant la seconde campagne (661-663), l'armée d'invasion, commandée par Muhawiya ben Hudayi se heurta à des renforts byzantins. Les Arabes furent victorieux mais ils rassemblèrent leur butin et regagnèrent la Tripolitaine. La politique du rezzou était donc encore la règle car aucune occupation durable n'était possible sans la construction d'un camp permanent pouvant servir de base aux troupes venues de l'Orient. C'est pourquoi il fut décidé de fonder une ville dans l'ancienne province romaine de Byzacène, afin d'en faire un point d'ancrage.

Ce fut le but de la troisième campagne (669-672) dont le commandement fut confié à Uqba ben Nafi el-Fihry qui avait sous ses ordres environ 10 000 cavaliers arabes et un nombre indéterminé de contingents égyptiens ou formés de Berbères islamisés originaires de Cyrénaïque et de Tripolitaine[4]. Il s'acquitta de sa mission et fonda Kairouan[5].

En 672, Uqba ben Nafi el-Firhy fut remplacé par Abu al-Muhajir qui lança la quatrième campagne (673-681). Les forces byzantines retranchées dans les villes étant toujours quasiment intactes, il choisit de les isoler en convertissant les Berbères, mais ces derniers résistèrent. Abu al-Muhajir dut livrer de rudes combats avant de réussir à capturer Kusayla[6], le chef de la tribu des Awréba et âme de la résistance.

En 681, Uqba ben Nafi el-Firhy retrouva son commandement et il lança la cinquième campagne (681-683). Contournant les garnisons byzantines enfermées dans les villes du nord de l'actuelle Tunisie, il marcha vers l'ouest[7]. Tout au long de sa progression, il eut à combattre les Berbères parfois renforcés de Byzantins, comme dans le nord des Aurès, à Baghai (Baghaia), où il fut victorieux. Puis, selon la tradition, il aurait pris la direction des hauts plateaux, vers la région de l'actuelle ville de Tiaret où il aurait remporté une nouvelle victoire. Il aurait ensuite obliqué vers l'ouest, et sans que l'on sache comment, il serait arrivé dans la région de Ceuta où le patrice Julien[8], représentant de l'empereur Constantin IV (668-685) qui avait reçu pour mission de défendre la rive africaine du détroit, lui aurait remis la ville, en échange de quoi Uqba ben Nafi el-Firhy l'aurait confirmé dans son commandement.

Comme l'a démontré Ahmed Benabbès (2005), Uqba ben Nafi el-Firhy n'a en réalité jamais entrepris une telle expédition, se bornant à contourner les Aurès. Le récit légendaire de son périple à travers l'actuel Maroc[9] est dû à des auteurs marocains tardifs qui utilisèrent le mythe de sa présence afin de fonder l'ancienneté de leurs tribus respectives dans l'islam (Benabbès, 2005 : 484).

Entre-temps, Kusayla s'était, semble t-il, échappé, sans que l'on connaisse toutefois les circonstances de cette évasion, et il avait soulevé les Aurès. En 683, Uqba ben Nafi el-Firhy décida de rentrer à Kairouan et alors qu'il contournait le massif par le sud, il fut inter-cepté à Tahuda et sa troupe anéantie, lui-même perdant la vie dans l'engagement[10]. Cette victoire berbère eut un immense retentissement car, partout, les tribus se soulevèrent, fournissant des combattants à Kusayla qui prit Kairouan cependant que les Arabes survivants abandonnaient l'*Ifriqiya* pour se replier jusqu'à Barka en Cyrénaïque.

Les Byzantins se retrouvèrent alors en position de force car ils tenaient toujours les principales villes dont les garnisons venaient d'être relevées ou

renforcées par des troupes fraîches débarquées de Sicile. De plus, face au nouveau danger, l'opposition ByzantinsBerbères s'estompa et de véritables alliances commencèrent même à se nouer.

En 687 (ou en 686 ?) le calife omeyyade Abd el-Malik ordonna une nouvelle expédition dont il confia le commandement à Zuhair ben Qays. La sixième campagne débuta par la bataille de Mems (Sbiba), à proximité de Kairouan, dans laquelle Kusayla fut tué (686, 687 ou 688 ?) et son armée disloquée. Kairouan fut reprise par les Arabomusulmans, mais les Berbères se ressaisirent et ils réussirent à submerger les envahisseurs sous leur masse. Zuhair ben Qays se replia alors, laissant une garnison à Kairouan mais, alors qu'il se trouvait à Barka, sur le chemin du retour, il fut surpris par un débarquement byzantin et tué.

Les Byzantins, toujours maîtres des principaux ports de Byzacène, depuis Hadrumète (Sousse) jusqu'à Hippo Regius (Bône), ainsi que de plusieurs villes fortifiées de l'intérieur, restaurèrent l'autorité impériale sur une partie de l'*Ifrikiya*. Les Omeyyades décidèrent alors d'en finir et ils constituèrent un puissant corps expéditionnaire qu'ils confièrent à Hassan ibn Numan al-Ghassani.

Cette septième campagne s'étendit sur les années 693 à 698. Hassan ibn Numan al-Ghassani se fixa pour premier objectif la ville de Carthage défendue par une puissante enceinte fortifiée derrière laquelle une importante garnison byzantine était stationnée. En 695, le chef byzantin commit à son tour l'erreur de livrer bataille en rase campagne et son armée fut mise en déroute par la cavalerie arabe ; les survivants se retranchèrent à Bizerte.

Les contingents berbères, eux aussi disloqués, se replièrent vers l'ouest où ils constituèrent une zone de résistance dans la région de Bône. Privée de défenseurs, Carthage tomba dès le premier assaut. Le traumatisme que provoqua la chute de la ville fut tel que l'empereur Leontios (695-698) mit immédiatement sur pied une expédition de reconquête et toujours en 695, un corps de débarquement fut mis à terre à Bizerte et Carthage reprise. Cette victoire fut cependant de courte durée car, dès 698, Hassan ibn Numan al-Ghassani s'empara une seconde fois de la ville.

Les Byzantins furent alors définitivement battus, même s'ils conservaient encore quelques garnisons à travers la région, et les Berbères se retrouvèrent donc seuls. Leur résistance s'effilocha puis, une femme, personnage historico-légendaire, prit le commandement des derniers groupes de combattants. Fille de Tabet, Dihya (Dahia) est connue dans l'histoire sous le nom de *l'Kahina* ou la Kahena (la sorcière) que lui donnèrent les Arabes[11]. Elle appartenait à une tribu des Aurès, les Jarawa, qui faisait partie de la grande confédération zénète. Elle

réussit à remporter plusieurs batailles contre les Arabes qui la pourchassaient, notamment à Miskyna dans la région de Constantine, contre les troupes d'Hassan ibn Numan al-Ghassani qui furent repoussées jusqu'à Gabès. En 695, elle remporta une nouvelle victoire dans la région de Tabarqua puis, en 698 (ou en 702), elle fut contrainte de livrer un combat majeur dans la région de Gabès. Vaincue et persuadée de sa fin prochaine, la légende rapporte qu'avant la bataille, elle aurait demandé à ses deux fils, Ifran et Yezdia, de se convertir à l'islam afin de sauver sa lignée, puis elle prit le maquis, poursuivie par les Arabes qui la rattrapèrent, la tuèrent, la décapitèrent et firent porter sa tête au calife[12].

En 698, Hassan ibn Numan al-Ghassani, fut remplacé par Musa ben Nusayr. En dix-sept ans, de 698 à 715, ce dernier acheva la conquête de la Berbérie puis fit celle de l'Espagne. Dès 710, des tribus berbères du Rif fournirent le contingent de guerriers qui permit à Tarik ibn Ziyad, nommé gouverneur de Tanger cette même année 710 par Musa ben Nusayr, de débarquer en Espagne[13]. À ce sujet, Henri Terrasse a fait remarquer que :

> « (…) bien des tribus du nord du Maroc furent entraînées par les musulmans à la conquête de l'Espagne, qui débuta en 709. Les Berbères trouvèrent dans la Péninsule gloire et profit : ils devinrent solidaires de l'expansion musulmane dont ils se montraient les meilleurs ouvriers. C'est la conquête de l'Espagne qui a consolidé la domination de l'islam sur la Berbérie et en particulier sur le Maroc du Nord. » (Terrasse, 1949, t. 1 : 89.)

---

2. Sur la question, les travaux de Muzzolini sont particulièrement éclairants, notamment (1995 :183-206). 12

3. Ainsi le nom de Tombouctou est-il berbère puisque *Tin* signifie « lieu » et *Tim* « puits » tandis que Bouktou était une reine touareg qui installait là son campement durant une partie de l'année. Tombouctou signifie donc lieu ou puits de Bouktou. Quant au nom du fleuve Sénégal, il vient soit de *Zénaga* pluriel de *Z'nagui* qui signifie « agriculteur » en berbère ou bien de Zénata ou Senhadja qui est l'un des principaux groupes berbères.

4. Cette « homogénéité » a ensuite été largement entamée par nombre de métissages résultant d'une histoire régionale particulièrement tourmentée.

5. L'ensemble KhoiSan est composé de deux populations, les Khoi et les San. Les navigateurs européens qui découvrirent la région du cap de Bonne-Espérance désignèrent les premiers sous le nom de Hottentots et les seconds sous le nom de Bushmen (Lugan, 2010).

6. De Lebou dérive peut-être Libyen et Libye.

7. Sous la XX^{e} dynastie (environ 188-1078 av. J.-C.), et plus particulièrement en 1177 av. J.-C., c'est-à-dire durant le règne de Ramsès III (environ 1185-1153 av. J.-C.), de nouvelles menaces surgirent depuis le nord cette fois avec les invasions attribuées aux « peuples de la mer ». Il semblerait que des Libyens y aient été associés ou aient profité de l'occasion pour attaquer l'Égypte sous le commandement d'un Lebou nommé Meghiev, fils de Ded.

8. Tripolis en grec. Quand Oea devint la capitale de la colonie, son nom fut changé pour celui de Tripoli qui signifie « les trois villes ».

9. Il s’agit des possessions grecques du sud de l’Italie et de la Sicile.

10. De *punicus* (« carthaginois »), déformation romaine du nom d’origine phénicienne.

1. En 237, à l’issue de la guerre, il épousa Salammbô, la fille d’Hamilcar.

2. Pour tout ce qui concerne les causes et les péripéties de cette guerre ainsi que les forces en présence, voir Le Bohec (1996 : 275-314). 22

3. Après avoir été conquises (?) en 643 par les Arabes, les villes de Tripo litaine furent reprises par les Byzantins et elles demeurèrent sous l’autorité de l’empereur jusqu’à la fin de la décennie 650 (Modéran, 2005 : 423). 24

4. Nous ignorons comment se fit l’islamisation des Berbères de Tripolitaine.

5. En arabe, Kairouan signifie « camp » ou « place d’armes ».

6. Son titre et son nom berbère étaient l’Aguellid Kusayla.

7. Peut-être était-il accompagné de Kusayla qui avait été mis aux fers.

8. Qui était-il ? Probablement un Berbère romanisé allié des Byzantins.

9. Pour l’identification de son véritable itinéraire, voir Moderan (2003 : 440-441).

10. Une ville, Sidi Oqba, fut fondée près du lieu de sa mort.

11. Au sujet de la Kahena, voir, entre autres, Nahla Zéraoui (2007).

12. Elle trouva la mort à proximité d’un puits qui porte encore son nom, Bir Kahina, à environ 50 km au nord de Tobna.

13. Pour les questions relatives à la conquête de l’Espagne, voir R. Collins (1989).

CHAPITRE II

LES GRANDES SOCIÉTÉS MILITAIRES ET GUERRIÈRES AFRICAINES

Toute l'Afrique a connu des États guerriers. Au nord, le Maroc fonda ainsi sa puissance sur l'armée qui fut à la fois institution de gouvernement et outil de puissance.

Au sud du Sahara, à partir de la seconde moitié du XVIII^{e} siècle, et tout au long du XIX^{e}, avec l'apparition de sociétés jihadistes, la guerre permit la constitution de grands ensembles politiques. Dans toute la région comprise entre les grands lacs au nord et l'actuelle Afrique du Sud, plusieurs États guerriers s'affirmèrent. Parmi eux, le Rwanda en Afrique centrale, l'empire Zulu et le royaume Matabele en Afrique australe.

I. L'armée marocaine, une force militaire polyvalente devenue outil de gouvernement

Durant les XVI^{e}-XVIII^{e} siècles, le Maroc fut une société largement militarisée reposant sur l'existence de tribus *guich* ou tribus militaires. Son armée moderne était capable à la fois de participer à l'administration du pays, de défendre son indépendance, de se projeter loin de ses bases et d'intervenir sur mer.

La pratique administrative était fondée sur le déplacement régulier des sultans accompagnés de leur *makhzen* et de leur armée, la *mhalla,* ce qui permettait un pouvoir direct et une perception des impôts. Le souverain passait

peu ou pas du tout dans les régions bien tenues ou *bled makhzen* pour se consacrer aux provinces qui posaient problème.

Une attention toute particulière fut accordée à la modernisation de l'armée. Sous le règne de Mohammed ech-Cheikh (1554-1557), une fonderie de canons fut créée à Fès et l'armée marocaine fut dotée d'un parc d'artillerie. Elle disposait d'un service de santé permettant de la classer parmi les armées modernes de l'époque.

a) La batail le de l'oued el-Makhazen (4 août 1578)[14] : la défense de l'intégrité territoriale.

Le roi Sébastien I[er] du Portugal (1557-1578) rêvait de prendre pied au Maroc. Aussi, en 1577, quand le prétendant Mohammed el-Moutaoukil vint lui offrir la reconnaissance de la suzeraineté portugaise en échange de son appui militaire, l'impétueux souverain décida d'intervenir.

Le sultan marocain Moulay Abd el-Malek (1576-1578) tenta de le raisonner, et par tous les moyens, il chercha à lui faire comprendre qu'il n'était dans l'intérêt, ni du Portugal, ni du Maroc, d'ouvrir les hostilités. Il lui proposa même de lui remettre un port marocain de son choix et d'élargir de treize lieues l'hinterland des places que le Portugal conservait encore sur le littoral du Maroc. Rien n'y fit car le souverain portugais voulait en découdre et il considéra même les sages propositions de Moulay Abd el-Malek comme autant d'aveux de faiblesse.

Tout en tentant de sauver la paix, Moulay Abd el-Malek prépara son armée à la guerre. Aussi, lorsque le sultan se mit en marche vers les troupes portugaises qui venaient de débarquer, c'est à une levée en masse que l'on assista.

Les Portugais qui disposaient de 36 canons alignèrent environ 20 000 hommes dont un peu plus de 1500 cavaliers. À ces effectifs combattants il est possible d'ajouter environ dix mille domestiques ou personnels de charroi, ce qui permet d'expliquer que les Marocains firent plus de prisonniers qu'il n'y eut de combattants[15].

Les Marocains ne disposaient que de 20 pièces d'artillerie, mais ils avaient une nette supériorité numérique, 14. Ou bataille d'Al-Ksar el-Kebir, ou bataille dite des « Trois Rois ». Voir à ce sujet Berthier (1985), Valensi (1992) et Nekrouf (2007). 15. Charles-André Julien (1978) parle de 20 000 prisonniers (578-579), ce qui serait un chiffre insolite si nous nous basions sur les seuls effectifs combattants. entre 40 à 50 000 hommes dont plus de 30 000 cavaliers. L'infériorité portugaise était encore accentuée par la lenteur de la progression

due à la lourdeur des convois de ravitaillement alors que les Marocains qui vivaient sur le pays ne connaissaient pas ce problème.

LES FORCES EN PRÉSENCE (BERTHIER, 1985)

Armée marocaine

1. INFANTERIE	
Fantassins	11 750
Détachements d'irréguliers	4 000
Total infanterie	14 750
2. CAVALERIE	
Arquebusiers montés[16]	3 000
Cavalerie	9 250
Contingents des tribus (réserves de cavalerie)	22 000
Total cavalerie	35 250
EFFECTIF TOTAL COMBATTANT	**50 000**[17]

Armée portugaise[18]

1. INFANTERIE	
« Terços » portugais :	8 000
« Terços » des Aventuriers :	1 400
« Tercio » espagnol :	1 600
Régiment allemand :	2 800
Corps des Italiens :	600
« Fronteiros » de Tanger (arquebusiers) :	200
Arquebusiers de Moulay Mohammed :	200
Total infanterie :	14 800
2. CAVALERIE	
Cavaliers commandés par Dom Sébastien :	600
Cavaliers commandés par le duc d'Aveiro :	300
« Fronteiros » de Tanger (cavaliers) :	400

Cavaliers commandés par Moulay Mohammed :	250
Total cavalerie :	1 550
EFFECTIF TOTAL COMBATTANT :	16 350

Accumulant les erreurs, ne tenant aucun compte des avertissements ou des renseignements qui lui étaient donnés par des déserteurs de l'armée marocaine, le 4 août au matin le souverain portugais commit une faute grossière en positionnant ses troupes en un carré massif, dos au fleuve, ce qui, durant la bataille empêcha son aile droite de manœuvrer et lui interdit ensuite toute possibilité de retraite.

Plus mobile, tirant au maximum parti du terrain, Moulay Abd el-Malek, pourtant déjà gravement malade[19], choisit de disposer ses troupes en croissant et cela afin d'opérer une manœuvre de débordement (Sadik, 1994 : 77).

La défaite portugaise fut totale, 10 000 morts portugais jonchant le champ de bataille contre 2 000 Marocains. Comme seule une centaine de Portugais réussit à s'échapper du champ de bataille et à gagner Tanger, les prisonniers se comptèrent donc par milliers dont environ 5 à 6 000 combattants et au moins 10 000 suivants et domestiques, soit un total d'environ 15 000 captifs[20]. Seuls quelques centaines de cavaliers nobles furent rachetés par leurs familles (Bennassar L. et B., 1989 : 359).

Les trois rois qui s'affrontèrent dans cette bataille y trouvèrent tous trois la mort. Sébastien et Mohammed el-Moutaoukil[21] se noyèrent dans l'oued el-Makhazen en tentant de fuir, tandis que Moulay Abd el-Malek mourait de maladie au début de la bataille. Sa mort fut d'ailleurs cachée à ses troupes.

Le soir de la bataille, sur le lieu de la victoire marocaine, un frère du sultan défunt fut proclamé sous le nom d'Ahmed el-Mansour (« le Victorieux ») qui régna de 1578 à 1603. Le nouveau sultan, formé à l'école ottomane, entreprit de réorganiser le *makhzen* et l'armée en utilisant largement les renégats, ce qui lui permit de lancer l'expédition de Tombouctou.

LA MARINE MAROCAINE

Contrairement à ce qui fut longtemps soutenu, la mer a toujours joué un rôle important au Maroc[22]. C'est ainsi qu'il a été démontré que la course salétine est antérieure d'un siècle au moins à l'arrivée des Morisques chassés d'Espagne et notamment des Hornacheros (Boucharb, 1992) qui ne

firent que prendre la suite d'un mouvement existant en l'amplifiant.

Sous le règne du sultan Moulay Abdallah el-Ghalib (1557-1574), la flotte de guerre marocaine aligna trente navires et durant le règne de son successeur Mohammed el-Moutaoukil (1574-1576), elle en compta dix de plus (Boucharb, 1992 : 91-93)[23].

La flotte corsaire marocaine maraudait sur les grandes voies maritimes de l'époque qui, toutes, passaient au large du Maroc, provoquant de violentes réactions européennes se traduisant par les bombardements de ports marocains ou par des blocus (Aboualfa, 2003). À partir de 1622, l'audace des corsaires salétins ne connut plus de bornes et leurs navires chassèrent en meute jusque dans la Manche, la mer d'Irlande ou sur les bancs de Terre-Neuve (carte n° 6).

La flotte corsaire de Salé était forte de plusieurs dizaines de navires taillés pour la course, fins, rapides, faciles à manœuvrer, mais pouvant également supporter toutes les tempêtes. Le plus souvent, il s'agissait de navires de prise, mais le chantier naval situé au pied de la tour Hassan à Rabat, en construisait également, qu'il s'agisse de brigantins montés par 100 hommes et armés de 10 canons ou deschébecs avec un équipage de 200 hommes et 20 bouches à feu (Castries, 1927 ; Aboualfa, 2003).

De retour de campagne, les navires débarquaient leurs prises, qu'il s'agisse de cargaisons ou de captifs qui étaient vendus aux enchères publiques. Les prisonniers de qualité étaient libérés contre rançon tandis que les simples marins ou les voyageurs anonymes attendaient parfois des années que des ordres religieux comme celui de Notre-Dame de la Merci aient réuni suffisamment de fonds pour les racheter[24] (Cocard, 2007).

Moulay Ismail et Louis XIV ne parvinrent pas à conclure une alliance en raison de la course salétine.

d) Une armée capable de se projeter au-delà du Sahara : l'expédition de Tombouctou (1591) (carte n° 5).

Depuis plusieurs décennies, les relations entre le Maroc et la dynastie des Askia qui régnait sur l'Empire songhay étaient orageuses. Dans les années 1540, le sultan Mohamed ech-Cheikh (1554-1557) avait ainsi écrit à Askia Ishaq I^{er} (1539-1545) pour que ce dernier reconnaisse la suzeraineté marocaine sur les

salines de Teghaza. En réponse, ce dernier avait envoyé plusieurs centaines de tributaires touareg ravager la vallée du Draa.

Les relations entre le Maroc et le Songhay se détériorèrent encore davantage durant les règnes du sultan El-Mansour (1578-1603) et d'Askia Mohamed III el-Hadj (1582-1586).

En 1586, le sultan marocain Ahmed el-Mansour demanda à Askia Ishaq II un *mithqal*[25] d'or par charge de sel exportée de Teghaza au motif qu'il devait aider financièrement les armées de l'islam en guerre contre les infidèles. Considérant que la menace marocaine était inexistante compte tenu des distances, le souverain noir refusa de se laisser intimider et il adressa au sultan un message hautain qu'il fit accompagner de javelots et de deux fers de lance, voulant ainsi lui faire comprendre qu'il n'était plus question de négocier et que, désormais, l'heure était à la guerre.

Le sultan El-Mansour constitua alors un corps expéditionnaire fort de 3 000 hommes dont 500 renégats chrétiens (As-Sa'adi[26], 1964 : 217), composé de 8 000 chameaux et de 1 000 chevaux de bât. Son commandement fut confié à Pacha Jouder, un renégat d'origine espagnole natif de Las Cuevas, dans les Asturies, et dont l'état-major était composé de 11 caïds parmi lesquels 5 étaient également des renégats (As-Sa'adi, 1964 : 217).

L'armée se dirigea vers Tindouf, puis vers Teghaza et Taoudeni. 135 jours après son départ de Marrakech, elle atteignit le fleuve Niger où elle récupéra du voyage. Puis elle marcha sur Gao qu'Askia chercha à défendre mais, le 13 mars 1591, à Tondibi, sur le Niger, ses troupes furent mises en déroute après avoir subi des pertes terribles[27]. Gao fut prise et des négociations s'ouvrirent entre Jouder et Askia. En échange de son retrait, le second offrit au premier 100 000 pièces d'or, un tribut de 10 000 esclaves, le versement annuel d'une somme d'argent, le monopole du commerce des coquillages de cauris dans les limites de l'empire songhay ainsi que le monopole reconnu au Maroc de l'importation du sel venant du Sahara.

Jouder pensa que ces conditions étaient acceptables, d'autant plus que son armée étant décimée par les fièvres, il ne voyait pas comment il lui aurait été possible d'occuper l'ensemble des possessions d'Askia. Il écrivit donc au sultan pour lui conseiller d'accepter les propositions du vaincu et, dans l'attente de sa réponse, il installa l'armée à Tombouctou, région où le climat était plus sain qu'à Gao.

Le sultan marocain repoussa les propositions d'Askia car il voulait sa soumission totale. Au mois de juin il remplaça Jouder par Mahmoud ben Zarqun,

un autre renégat, auquel il donna des ordres très précis et les moyens de les exécuter puisqu'il lui fournit des embarcations démontables afin de pouvoir conquérir le poumon du pays qu'était le fleuve Niger.

Mahmoud ben Zarqun fut victorieux. L'Empire songhay avait vécu et le Maroc créa sur ses décombres le Pachalik du Soudan dirigé par un pacha nommé par le sultan[28].

c) L'armée marocaine

Moulay Ismail, qui régna de 1672 à 1727, réorganisa l'armée (Morsy, 1967 : 97-122) et en fit un redoutable outil composé de trois éléments : les contingents noirs ou *abids* (Meyers, 1977 : 427-442), les unités four-nies par les tribus *guich*, c'est-à-dire les tribus qui, en échange du service militaire, recevaient des terres, et enfin les renégats.

> Selon Marc-André Nolet (2008), la modernisation du *makhzen* sous les Saadiens est largement due à l'emploi systématique des renégats. Cependant, rien ne prouve que les milliers de prisonniers portugais faits lors de la bataille dite des Trois Rois se soient convertis, de gré ou de force. De plus, la plupart de ces prisonniers étant des domestiques, des palefreniers, des cuisiniers, dans tous les cas des non-combattants, il est difficile d'accepter qu'ils aient pu, et cela du jour au lendemain, devenir les soldats d'élite de l'armée marocaine. De même, par quel miracle ces hommes de petite extraction et probablement largement illétrés auraient-ils pu devenir par un coup de baguette magique l'ossature administrative du *makhzen* ?
>
> En revanche, plusieurs officiers et nombre de soldats devinrent des renégats et certains occupèrent même de très hautes fonctions tant militaires qu'administratives, mais en aucune manière ne se constitua au Maroc l'équivalent des mamelouks égyptiens ou des janissaires ottomans.

Avant Moulay Ismail, les sultans tentèrent l'expérience d'une armée comportant de forts contingents de renégats chrétiens, mais le système avait montré ses limites, surtout en cas de conflit avec d'autres puissances chrétiennes et les exemples de désertion avaient été nombreux. C'est parce qu'ils « étaient devenus trop puissants et trop peu fiables » (Nolet, 2008 : 109) que Moulay Ismail décida de limiter leur place dans l'armée. Cependant, les écrits de l'un

d’entre eux, l’Anglais Thomas Pellow (Morsy, 1983 ; Nordman, 1986), nous apprennent que les renégats constituaient une partie de l’encadrement des armes techniques comme l’artillerie ou le génie ou bien encore qu’ils étaient utilisés comme unités-choc que le sultan exposait au feu sans tenir compte de leurs pertes[29].

En revanche, Moulay Ismail (1672-1727), élargit le petit noyau d’esclaves noirs, les *abids*, qui lui servaient de gardes du corps, et il en fit une véritable armée. Avec les *abids*, il constitua un corps de mercenaires en théorie totalement dévoués à sa personne[30], mais qui, à leur tour, posèrent bien des problèmes à ses successeurs. Cette armée noire eut des effectifs assez considérables pour l’époque puisque, selon les auteurs, elle aurait compté entre 30 000 et 150 000 hommes à la fin du règne[31].

Totalement pris en charge par l’État marocain, le jeune esclave noir vouait sa vie au sultan :

> « La formation dure une huitaine d’années. À l’âge de dix ans, le jeune esclave entre dans un métier dont il apprend les rudiments. Puis il s’entraîne à la conduite des bêtes de somme. Ensuite il est utilisé pour les travaux de maçonnerie (il faut entendre ici les constructions de Moulay Ismail). Après quoi, à l’âge sans doute de quatorze-quinze ans, les jeunes abids reçoivent des chevaux qu’ils apprennent à monter à cru en se tenant à la crinière. À partir de ce moment, commence l’entraînement militaire proprement dit (…) et vers l’âge de dix-huit ans, ils sont enfin versés dans les troupes combattantes. Alors Moulay Ismail les marie avec des jeunes filles noires qui ont reçu parallèlement dans le palais une éducation ménagère. Le jeune couple est établi aux frais du trésor impérial. Les enfants qui en naissent entrent à leur tour dans l’armée qui, à la fin du règne, en vient à n’être plus qu’une vaste famille au sens propre du terme : ce qui est un gage de cohésion, de force et d’efficacité. Le problème militaire est pour une grande partie résolu. » (Brignon *et alii*, 1967 : 242.)

Si une partie importante de l’armée de Moulay Ismail était composée d’*abids*, les tribus *guich* n’en fournissaient pas moins l’essentiel des contingents répartis à travers le royaume.

Durant le règne de Sidi Mohammed ben Abdallah (1757-1790), les *abids* devinrent une menace en raison de leur nombre, et la priorité fut de les mettre au pas. Le sultan y parvint en s’appuyant sur les tribus arabes maqil établies dans la région du Sous et grâce auxquelles il brisa la puissance des mercenaires noirs qu’il fit massacrer à plusieurs reprises, n’en gardant finalement que 15 000 répartis en plusieurs garnisons, flanqués par des contingents berbères ou des recrues *guich*.

La réorganisation militaire du royaume fut ensuite totale. Le sultan fit ainsi fortifier les villes côtières qu’il équipa d’artillerie car, comme il voulut développer la course et reconstituer une véritable marine, il se préparait à être en mesure de pouvoir riposter à de probables représailles maritimes. Sous son règne, la piraterie passa en partie sous le contrôle de l’État pour évoluer en une

véritable guerre de course (Lourido, 1969).

Quand le neveu de Moulay Slimane, Moulay Abderrahmane ben Hicham (1822-1859), monta sur le trône au mois de novembre 1822, le Maroc était une puissance invaincue disposant d'une armée moderne composée de quatre grandes catégories de troupes[32] :

– les tribus militaires ou tribus *guich* fournissaient les contingents réguliers en échange d'avantages divers ;

– les *abids*, qui pouvaient être soit d'origine sud-saharienne, les *abids* noirs, soit d'origine marocaine, les *abids* blancs, généralement recrutés parmi la tribu arabe des Ouadaya. Afin d'équilibrer son pouvoir, le sultan pouvait opposer sa garde noire et sa garde blanche. En 1831, la première écrasa ainsi la seconde ;

– les contingents fournis par les tribus *naïba* ou tribus payant l'impôt et fournissant de faibles nombre de recrues ;

– en cas de péril extrême, le sultan pouvait faire appel aux moujahidin ou combattants de la foi qui fournissaient des levées massives.

L'ARMÉE MAROCAINE AU DÉBUT DU XIXe SIÈCLE

« L'armée proprement dite se recrutait dans chaque tribu qui devait, en principe, fournir un tabor de 500 hommes portant son nom d'origine. Ces bataillons représentaient 20 000 fantassins réguliers, avec une avant-garde de cavaliers et une section de tabja ou artilleurs.

Quant à l'infanterie irrégulière (…) elle était numériquement plus importante (25 000). Parfois le tabor tribal ne contenait que 300 hommes ou même moins, selon l'importance de la tribu dont les conscrits étaient choisis un par famille (…) le tabor de 500 est commandé par un caïd er-Raha, que d'aucuns assimilent à un colonel et qui n'est en réalité, qu'un maître de camp ; il est assisté d'un khalifa. Chaque reha (unité de 500 hommes) se subdivise en mia de 100 hommes commandés par un caïd el mia, assimilé à un capitaine. Le mia se décompose à son tour en 8 escouades de 12 hommes commandées par des mokaddem (sous-officiers).

En juin 1845, Moulay Abd er-Rahman décida de se donner une armée à l'européenne. Il désigna d'abord 500 hommes destinés, après un sérieux entraînement, à devenir instructeurs et à commander chacun un groupe de 100 recrues, de manière à former une armée régulière de 50 000 hommes.

Ces soldats étaient habillés comme les troupes turques, coiffés du fez et armés de fusils à silex de fabrication anglaise. Ils étaient au nombre de 2 000 en juillet 1845 et, en mars 1846, de 2 700, répartis en trois bataillons de huit compagnies chacun. Mais ce fut là l'effectif maximum » (Benabdallah, 1994 : 54).

L'outil militaire marocain qui était encore performant dans le premier quart du XIX^{e} siècle fut totalement surclassé par l'armée fran-çaise d'Algérie à partir des années 1835 car le Maroc ne réussit pas à suivre la rapidité des évolutions techniques européennes, tant sur terre que sur mer.

II. Conquérants et guerres jihadistes au Sahel (cartes n^{os} 7 et 8)

À la fin du XVIII^{e} siècle et dans la première moitié du XIX^{e} siècle, le paysage politique sahélien fut largement remodelé par des éleveurs peul (ou fulbe) islamisés qui constituèrent de vastes États guerriers. Entre lac Tchad et mer Rouge, un autre mouvement islamiste apparut, à la fin du XIX^{e} siècle celui-là, le mahdisme, qui s'étendit sur toute la région soudano-nilotique, ne butant que sur la résistance éthiopienne.

Parmi les peuples qui prirent part aux jihads d'Afrique de l'Ouest, Peul, Toucouleur et Haoussa jouèrent un rôle déterminant. Il y eut trois grands jihads :

– celui d'Ousmane (Othman) dan Fodio en pays Haoussa en 1804 ;

– celui de Sékou Amadou au Macina en 1818 ;

– celui d'El-Hadj Omar contre les Bambara à partir de 1852.

« Pour prouver le bien-fondé du *djihad*, ses chefs faisaient (aussi) appel à la prophétie de Muhammad selon laquelle Allah enverrait tous les cent ans à toutes les communautés musulmanes authentiques le réformateur qui purifierait et régénérerait la religion. Douze de ces réformateurs successifs étaient réputés avoir été annoncés par le prophète : les dix premiers, selon l'opinion communément admise étaient apparus dans l'Orient musulman et le onzième était venu en la personne d'Askia al-Muhammad, le roi

songhay. Le douzième était attendu au XIX^{e} siècle. Les chefs du djihad surent exploiter cette croyance : Othman dan Fodio et Sékou Amadou affirmaient l'un et l'autre être le dernier réformateur promis par Allah, quant à Al-Hadj Omar, … (il) affirmait avoir été chargé dans une vision par le prophète et par Shaykh al-Tidjani, le guide spirituel de la confrérie Tijaniyya, de la mission de mener le *djihad* » (Batran, 1997 : 288).

De ces jihads, naquirent trois grands califats : celui de Sokoto dans le nord du Nigeria, celui d'Hamdallahi au Macina et enfin le califat tijaniyya de Sénégambie et du Macina.

a) Ousmane dan Fodio

C'est dans l'actuel Nigeria que se produisit le premier jihad, sous la conduite d'Ousmane dan Fodio (1754-1817). Ce Peul Fulani (synonyme : Fula ou Fulbé) né en pays haoussa, fut porté par l'idée de construire dans l'Ouest africain une société régie selon les préceptes de l'islam tel qu'il lui avait été enseigné au sein de la confrérie Qadiriya.

Ses débuts furent difficiles car, en 1802, Yunfa, le roi de Gobir (Maradi) qui avait pourtant suivi ses enseignements, décida de le chasser et peut-être même de le faire assassiner. À l'image du prophète Mohamed, Ousmane dan Fodio connut alors sa propre fuite au désert, son *Hidjira* (« hégire »). Elle lui fut également profitable car il réussit à attirer à lui une partie des Peul qui nomadisaient alors à l'ouest du monde haoussa et qui lui fournirent l'appui de leur cavalerie. C'est eux qui le proclamèrent Emir al-Mouminin (« guide des croyants »), ce qui lui permit d'appeler au jihad et de rassembler une armée avec laquelle il envahit le pays haoussa.

Ayant conquis les villes de Zaria et de Kano, il fut le maître d'un vaste territoire dont il fit l'empire de Sokoto, du nom de la capitale qu'il fonda en 1809. En 1815 il transmit le titre de sultan de Sokoto à son fils Mohamed Bello.

b) Sékou Amadou

C'est à l'imitation d'Ousmane dan Fodio, et également au nom de l'islam, que les Peul, vivant dans les royaumes bambara du Kaarta et de Ségou dans l'actuel Mali, se soulevèrent contre leurs maîtres animistes. Le mouvement fut lancé par Sékou Amadou.

Né en 1773, il avait suivi des études islamiques à Djenné et était convaincu de la nécessité d'un retour à l'orthodoxie islamique originelle. Ayant regroupé autour de lui des disciples-partisans, il se rendit à Sokoto auprès d'Ousmane dan Fodio qui lui conféra le titre de cheik, d'où son nom de Cheikou ou Sékou Amadou. Il prit ensuite le titre d'Émir des Croyants, affirmant qu'il était le dernier des douze Imam[33], à la suite de quoi, les Peul du Macina (actuel Mali), se rallièrent à lui. Fort de cette reconnaissance, il entreprit de combattre le Kaarta et le Macina qui étaient soutenus militairement par le royaume bambara de Ségou. Seul le Macina fut conquis.

En 1817, à la mort d'Ousmane dan Fodio, Sékou Amadou se déclara indépendant du califat de Sokoto et de son nouveau calife, Mohamed Bello. Poursuivant ses campagnes, mais désormais vers le sud puis vers l'est, il s'empara de Djenné en 1819 et se donna une capitale, Hamdallahi (« louange à Dieu »), ville fondée en 1820. Dans les années suivantes, il élargit ses conquêtes, y englobant Tombouctou ; vers le sud, il les étendit jusqu'à la confluence du Sourou et de la Volta Noire et il constitua l'empire peul du Macina.

Quand il mourut, en 1844, Tombouctou se libèra et son fils Amadou Sékou (1845-1853) lui succéda. Pour s'imposer, ce dernier dut affronter les Bambara du Saro, région comprise entre Ségou et Djenné, qui étaient toujours réfractaires à l'islam et qui se soulevèrent, ainsi que les Touareg de la région de Tombouctou.

c) Le royaume d'El-Hadj Omar (ou empire Toucouleur[34] ou Torodbe)

Omar Tall dit El-Hadj Omar naquit dans le Fouta-Toro, en 1796, au sein d'une famille peul (fulbé) convertie à l'islam et membre de la confrérie kadiriya. Encore jeune homme, il rompit avec cette dernière. Il adhéra ensuite à la confrérie tijaniya avant de partir pour vingt années de voyages qui le menèrent en Arabie et en Afrique du Nord, se déplaçant grâce au réseau international de cette puissante confrérie. De 1830 à 1838, il vécut dans l'empire de Sokoto où il fut reçu par Mohamed Bello et où il se forma militairement.

En 1847, de retour à l'ouest du fleuve Sénégal, il s'établit au FoutaDjalon. Ayant été nommé grand calife de la confrérie Tijaniya, il se fixa pour but l'islamisation de l'Ouest africain. En 1847 il s'installa à Dinguiraye ; vers 1852 il s'attaqua aux Bambara de Ségou et du Kaarta qui avaient réussi à échapper à la conquête de Sékou Amadou.

Pour El-Hadj Omar le moment était bien choisi car les Bambara du Kaarta étaient alors en pleine guerre dynastique. Profitant de cette division, il prit Nioro, la capitale du Kaarta en 1854. En juillet 1857 il tenta d'enlever Médine, poste

français très avancé situé sur le HautSénégal (carte n° 14), afin de s'ouvrir une voie vers le Bas-Sénégal, mais il fut défait par les troupes françaises commandées par le colonel Louis Faidherbe. C'est alors qu'il prit la décision de se tourner vers l'est.

En 1859 il s'attaqua à Ségou, la principale cité bambara. En 1860, s'estimant en grand danger, cette dernière s'allia au Macina alors dirigé par Ahmadou Ahmadou, le petit-fils de Sékou Amadou, le conquérant fulbé[35]. La ville fut néanmoins prise en 1861 et le souverain bambara se réfugia au Macina qui devint dès lors le nouvel objectif d'El-Hadj Omar.

Le premier affrontement entre l'armée du Macina renforcée de contingents bambara et celle d'El-Hadj Omar eut lieu en 1861. La bataille tourna à l'avantage du second qui marcha ensuite sur Hamdallahi qui fut prise en 1862. El-Hadj Omar mit alors à la tête du Macina son propre fils Ahmadou Tall.

Tout le Macina n'était cependant pas conquis. C'est ainsi qu'à Tombouctou, ville contrôlée par le clan arabe des Kunta et dont le chef, El-Bekay, était un notable de la confrérie Kadiriya, la résistance s'organisa. El-Bekay avait ainsi soutenu les Bambara avant d'entrer lui-même en guerre et c'est d'ailleurs en le combattant qu'en 1864, El-Hadj Omar trouva la mort sur les plateaux de Bandiagara (Robinson, 1988).

Son fils Ahmadou Tall lui succéda (1864-1878) mais, durant tout son règne, il lui fallut affronter d'abord ses frères, puis nombre de chefs de clans, cependant que les Bambara qui n'étaient toujours pas islamisés refusaient l'autorité de l'Empire toucouleur.

LE JIHAD D'EL-HADJ OMAR ET SON SOUVENIR DANS LA GUERRE DU MALI (2012 - 2013)

La conquête d'El-Hadj Omar aboutit, par l'amalgame de populations différentes, à la création du royaume des Toucouleur dont les limites allaient des marges du Sénégal contrôlé par les Français jusqu'à Tombouctou, soit de l'est de l'actuel Sénégal à l'ouest de l'actuel Mali. Or, le souvenir de ces épisodes toujours présents dans les immensités ouest-africaines n'est pas le même selon qu'il est vu par les conqué-rants ou par leurs victimes. Ainsi :

« Le Sénégal et le Mali gardent chacun un souvenir diamétralement opposé du jihad. Pour les Sénégalais, Umar et ses talibés[36] furent des héros de la cause islamique, des croisés contre les infidèles. Les Maliens, quant à eux, perçoivent leurs ancêtres comme des défenseurs face à un envahisseur

futanké[37] qui masquait ses visées impérialistes et sa cupidité sous le couvert de l'islam » (Robinson, 1988 : 317).

d) Le mahdisme et l'Afrique nilotique

À l'appel d'un chef religieux originaire de Dongola, Muhammad Ahmad ibn Abd Allah (1844-1885), qui était à la tête des Ansar, une secte dont le nom signifie « les victorieux », et qui se faisait appeler Al-Mahdi[38], un puissant mouvement connu sous le nom de *mahdisme* agita toute la région du Haut Nil, dans les actuels Soudan du Nord et du Sud et déboucha sur la constitution d'un État militarisé et guerrier.

Muhammad Ahmad ibn Abd Allah proclama le *jihad* au mois d'août 1881. Le mouvement s'étendit comme une traînée de poudre après qu'au mois de juin 1882, une force de plusieurs milliers d'hommes envoyée par le gouverneur égyptien de Khartoum eut été exterminée par les combattants rassemblés par le Mahdi. Le 18 janvier 1883, El-Obeid, la capitale du Kordofan, fut prise. Après cette victoire, le Mahdi décida d'émigrer vers l'ouest, en direction du Darfour, et àpartir de ce moment, ses soldats furent de plus en plus originaires de cette région.

Londres réagit en envoyant au Soudan une colonne composée d'une dizaine de milliers de recrues égyptiennes mal entraînées et encadrées par quarante-deux officiers britanniques. Placée sous les ordres du colonel Hicks (Hicks Pacha), elle partit de Souakin sur la mer Rouge avec pour objectif El-Obeid, mais le 4 novembre 1883, à Shaykan, à proximité de son objectif, elle fut attaquée par les mahdistes qui l'écrasèrent. Elle laissa sur le terrain, outre son chef, 9 500 hommes, la quasi-totalité de son encadrement européen et tout son matériel.

Les insurgés prirent ensuite le contrôle d'une grande partie du Soudan, notamment des provinces du Kordofan, du Darfour et du Bahr el-Ghazal. La victoire du Mahdi sembla alors totale car le gouverneur Charles Gordon était assiégé dans Khartoum. Le 26 janvier 1885, après plusieurs mois de siège, les forces mahdistes enlevèrent la ville dans laquelle 4 000 soldats anglo-égyptiens furent massacrés. Gordon subit le même sort et son cadavre fut décapité. Maître de Khartoum, Muhammad Ahmad fonda un État mahdiste et se donna le titre de calife. Quelques mois plus tard, en juin 1885, le Mahdi mourut.

Son successeur, le calife Abdallah, attaqua l'Éthiopie en 1889 et il pille Gondar. Au mois de mars 1889, l'empereur Johannès IV (1872-1889) le

repoussa lors de la bataille de Matamma, mais, blessé durant les combats, il mourut peu de temps après.

III. Le Rwanda, royaume de la lance et de la vache

Toute la région interlacustre fut une zone de forte concentration étatique. Du nord au sud, les principaux États étaient le Bunyoro, le Toro, le Nkore (Ankole), le Buhaya, le Karagwe, le Rwanda, le Burundi et le Buha. Parmi eux, le Rwanda fut une société authentiquement guerrière (Lugan, 1997 ; 2009) (carte n° 9).

L'histoire du Rwanda s'est écrite à travers une grille guerrière car le destin du royaume étant de conquérir, de vaincre, d'annexer, il ne pouvait donc pas connaître la paix. En effet :

> « (…) le principe essentiel de la société rwandaise étant d'unifier tous les pays sous le roi unique de la dynastie des Banyiginya, on ne peut jamais avoir la paix définitive avec les pays voisins » (Kagame, 1963).

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE SUR L'ORGANISATION VILLAGEOISE DES PEUPLES DELA FORÊT

Plus à l'est de la région interlacustre, dans la grande forêt, les premiers voyageurs ayant parcouru l'actuelle république de Centrafrique ont laissé de précieux témoignages quant à l'importance du fait guerrier dans l'organisation socio-spaciale des sociétés.

Tels des îles dans un océan de forêts, les villages de cette immense région étaient isolés les uns des autres par des no man's land d'étendue variable ceinturant leurs territoires. Ainsi :

« Le pays des Ndri, très boisé et assez accidenté, est séparé de ses voisins par une ceinture de brousses inhabitées, sortes de marches ou de territoires neutres, comme il s'en trouve toujours en Afrique entre deux tribus différentes » (Maistre, 1895 : 56).

Ces espaces tampon avaient des étendues variables. Du territoire des Ouadda jusqu'aux limites de celui des Langbassi, la distance était ainsi de 15 km ; jusqu'à celui des Sabanda de 20 km et jusqu'à celui des Togbo, de 40 km. Entre ces distances se trouvaient les terres de cueillette ou de guerre, zones permettant aux uns et aux autres de se protéger. Quand il

s’agissait de tribus parentes, les limites étaient moindres ; ainsi, au sein de l’ethnie Banda, les villages des tribus Banziri et Langbassi étaient proches les uns des autres, de même qu’entre ceux des Togbo et des Langbassi.

En revanche, vers le nord, Maistre marcha durant huit jours avant de relier le territoire de Togbo et celui des Mandjia. Cette grande distance s’explique car ici, ce ne n’était plus de frontières entre tribus membres de la même ethnie qu’il s’agissait, mais de territoires séparant deux grandes ethnies rivales, les Gbaya et les Banda.

Le long du fleuve Oubangui, l’urbanisme et l’organisation des villages découlaient des contraintes guerrières. Ainsi chez les Bondjo, toutes les cases étaient rangées sur deux lignes formant les grands côtés d’un trapèze avec pour base le fleuve Oubangui et le petit côté, une troisième ligne de cases, ouvert sur la rivière mais fermé vers l’intérieur par un fossé et une palissade et cerné par une épaisse brousse impénétrable ouvrant sur un sentier étroit aboutissant à une solide porte (Dybowski, 1893 : 161).

Ces villages étaient en outre protégés par de hautes palissades, des fossés, parfois des ponts-levis. De même pour les villages des Baboya, des Bouzerou et des Bouaka le long de l’Oubangui qui étaient ceinturés de pieux de trois mètres de haut avec une seule ouverture fortifiée sur la rive prolongée par un couloir fortifié (Dybowski, 1893 : 201).Tout cela est la preuve d’un état de guerre endémique. D’ailleurs :

« Presque tous les villages de berge se cachent en arrière de la galerie forestière et, depuis le fleuve, seul un sentier indique son existence. En temps d’inquiétude, les Banziri vont même jusqu’à couler leurs pirogues pour les cacher » (Dybowski, 1893 : 215).

a) L’armée des hommes

L’histoire du Rwanda, peuplé par environ 90% de Hutu et 10% de Tutsi, est d’abord celle d’une série de conquêtes. L’idéal qui était proposé à son élite dirigeante était celui de héros guerriers invincibles passant victorieusement à travers toutes les épreuves. L’activité du royaume était construite autour de l’armée qui, dans cette société profondément raciste et ségrégationniste, était multiraciale, même si ses unités de combat étaient en grande majorité tutsi.

Au début de chaque règne, le nouveau souverain (*mwami*), constituait une nouvelle armée qui portait son nom et qui était formée d’un noyau de 200 à 300

jeunes Tutsi, les *intore*. Éduqués à la cour, ils y étaient entraînés au sport, à la danse et à la guerre ; ils y apprenaient l'éloquence, l'art de la controverse, les généalogies familiales, l'histoire nationale et étaient élevés dans le culte des héros. On leur enseignait également la retenue, l'impassibilité, le courage, la maîtrise de soi, la discipline.

L'armée rwandaise était composée de plusieurs armées, chacune étant constituée de tous les Tutsi du district et d'un certain nombre de Hutu généralement chargés de garder les troupeaux rattachés à chaque armée. Des lignages hutu formaient également des unités combattantes ainsi que les Twa (pygmées) qui constituaient la garde personnelle du *mwami*.

Chaque armée était divisée en quatre compagnies de combattants d'environ cent hommes chacune. Chaque combattant était accompagné d'un aide portant ses lances et ses armes. Il existait en plus une section composée uniquement de Tutsi qui avait pour mission de contourner les lignes adverses pour s'emparer du bétail. Le ravitaillement et le portage étaient assurés par des Hutu. Au total, une armée en campagne avait un effectif variant entre 1 500 et 2 000 hommes.

Les chefs de ces armées étaient choisis par le *mwami*. En cas de nécessité, tous les sujets pouvaient être mobilisés et c'était alors le chef – *mutware* – de la province qui commandait à ces hommes.

Les unités, compagnies ou milices, avaient des noms évocateurs : *les découpeurs, les donneurs de mort, les jamais félons, les marteleurs, les concasseurs des rivaux*, etc. (Kagame, 1963).

Chaque opération militaire était précédée, accompagnée et suivie d'un rituel complexe. Durant la bataille, le chef restait à l'arrière, assis sur un siège taillé dans le bois de l'arbre magique érythrine, immobile, car le moindre mouvement aurait magiquement provoqué la déroute des siens. Autour de lui, se tenait la réserve des guerriers (Kagame, 1961 : 253).

Au combat, les unités se mettaient en place sur plusieurs lignes et engageaient l'ennemi à l'arc à partir d'une distance d'environ 400 mètres. Au moment où le chef jugeait que le tir adverse faiblissait, l'ordre d'attaque était donné et l'assaut se faisait à la lance, à environ 80 mètres sur plusieurs lignes, toujours pour obtenir un lancer continu ; puis le corps-à-corps commençait.

On ne faisait pas de prisonniers, le but du combat étant de tuer afin d'émasculer l'adversaire, l'émasculation du cadavre étant la preuve de la prouesse du combattant. Une fois que le sanglant trophée avait été montré au chef, le vainqueur était autorisé à recourber le fer de sa javeline, signe visible par tous qu'il avait tué un ennemi au combat. Quand il s'agissait d'un roi ou d'un chef étranger, son crâne et ses organes génitaux ornaient *Karinga*, le tambour

emblème de la monarchie (D'Hertefelt et Coupez, 1964 : 170-185).

La plus haute décoration que pouvait obtenir un guerrier était l'*umudende*, un collier remis à celui qui avait tué sept ennemis sur le champ de bataille. Cette décoration n'était attribuée que lors des guerres étrangères, jamais en cas de guerre civile.

Un autre but du combat était le pillage et le rapt des femmes et des fillettes qui restaient la propriété de ceux qui les avaient capturées. Le bétail était présenté au *mwami* et divisé entre ce dernier, les armées, les chefs de chaque armée et les plus valeureux combattants.

La poésie dynastique bien étudiée par Kagame (1951, 1969) et par D'Hertefelt et Coupez (1964), exaltait les faits et gestes guerriers du souverain, des dizaines de poèmes lui étant consacrés. Magnifiant cette geste héroïque et développant une conception aristocratique de la guerre, la poésie guerrière reposait sur les faits d'armes et les prouesses guerrières chantés et naturellement amplifiés. Le code ésotérique de la monarchie consacre quant à lui de très nombreuses déclinaisons à la guerre et aux activités militaires.

Le monarque y a naturellement sa place, et évidemment la première, comme l'exprime bien cette poésie guerrière datant du règne de Rwabugiri (1853-1895) et qui présente ainsi le *mwami* :

> « Le vigoureux décocheur de flèches,
> Race du preux qui superpose les dépouilles mortelles ;
> Je suis un héros grandi pour les triomphes
> Qui ne sait jamais balancer lorsqu'il faut livrer bataille ».

De tous les héros, les plus chantés étaient les libérateurs-offensifs, guerriers qui se sacrifiaient sur le champ de bataille pour donner au Rwanda le droit d'annexer un pays étranger acheté par son sang. Différent du libérateur-défensif qui faisait de même, mais pour empêcher l'ennemi de triompher du Rwanda (Kagame, 1961 : 271). Les libérateurs-offensifs ou défensifs étaient considérés comme bus par le tambour emblème *Karinga*[39] car « le sang des héros étanche la soif des conquêtes qu'il incarne » (Kagame, 1961 : 290).

b) L'armée bovine

Une originalité militaire du Rwanda était que l'armée des hommes avait son double, l'armée bovine (Kagame, 1961). De même que tout Rwandais appartenait à une milice, chaque bovin appartenait en effet à une armée bovine qui avait un nom : « le tourbillon », « les adoratrices des hauts faits », etc. À toute armée était adjoint un troupeau qui était sa richesse et qui était

magiquement associé à ses hauts faits, certaines vaches ou certains taureaux pouvant même être chantés comme les héros humains.

Les troupeaux de vaches étaient organisés selon le modèle militaire et les animaux dont les cornes étaient les plus longues et qui étaient comparées au javelot avaient leur place dans les combats. À ces « armées bovines » étaient rattachés des lignages humains. Ainsi, l'organisation sociale dépendait-elle des bovins. Le souverain avait donc en théorie à sa disposition un moyen efficace de contrôle de la population.

Les vaches qui formaient ces « armées bovines » étaient exaltées par des chants composant la « poésie pastorale ». L'amour de la vache était associé à la beauté dont les canons étaient souvent inspirés par les bovins. Les femmes tutsi étaient ainsi comparées aux vaches royales, les *Nyambo* qu'on ne laissait pas trop se reproduire afin de leur conserver l'élégance des formes.

IV. Le royaume zulu : son « pâturage est le champ de bataille »

Avec les Nguni, nous observons la création d'une autre société fondée sur et par la guerre dont elle était le ciment.

Vers la fin du XVIII^{e} siècle, sous Dingiswayo, chef des Mthethwa, tous les jeunes gens furent astreints au service militaire accompli dans des régiments constitués sur la base des classes d'âge et reconnais-sables à des couleurs distinctes. Cette nouveauté donna l'avantage aux Mthethwa sur leurs voisins qui furent subjugués. Une fois vaincus, ces derniers durent fournir des recrues à l'armée mthethwa qui se nourrit ainsi de ses conquêtes. L'expansion se fit vers le sud de la rivière Umfolozi en direction de la Tugela (carte n° 10).

Au nord les Ndwandwe commandés par Zwide connurent eux aussi un phénomène d'expansion. À partir de ce moment, chez les Nguni du nord, la lutte opposa Mthethwa et Ndwandwe. C'est de cette classique guerre inter-tribale que surgit le phénomène zulu.

Les ancêtres des Nguni, qui pourraient être arrivés dans la région du Natal il y a environ mille ans, s'installèrent dans les plaines côtières et les vallées des cours d'eau dévalant du massif du Drakensberg. Au XVIII^{e} siècle, leur territoire était la bande côtière et les *Midlands* fertiles et arrosés s'étendant

depuis l'actuel Swaziland au nord jusqu'à la rivière Great Fish au sud.

Les Nguni du nord (Zulu) constituèrent des chefferies alors que chez les Nguni du sud (Xhosa), l'émiettement fut la règle, les fils des chefs créant leurs propres chef-feries à l'occasion des crises liées aux successions[40]. Les émigrants constituaient ainsi de nouveaux clans qui colonisaient les espaces vierges ou occupés par les chasseurs-cueilleurs San, contribuant à faire avancer le front pionnier. Malgré les fragmentations familiales et territoriales, chaque nouveau rameau reconnaissait cependant l'appartenance symbolique à un tout commun antérieur à la dissociation.

L'unité de base des Nguni était le lignage qui rassemble tous les descendants d'un commun ancêtre mâle, l'addition des lignages constituant un clan. L'unité politique de base était la chefferie dont les limites n'étaient pas figées car elles grandissaient par annexion ou connaissaient des segmentations avec le départ de dissidents ; ou bien encore elles disparaissaient quand elles étaient conquises (Hammond-Tooke, 1991). À la fin du XVIII^{e} siècle, plusieurs chefferies se constituèrent entre les rivières Mkhuze et Tugela. Toutes se développèrent en conquérant et en incorporant des communautés nguni voisines et parentes. Toutes étaient organisées sur le même modèle, à savoir une chefferie centrale exerçant son pouvoir sur des tribus vassales ou alliées dont la matrice était l'organisation militaire reposant sur des ensembles constitués par classes d'âge, les *amabutho*, à la fois unités guerrières et agro-pastorales (Lugan, 2010).

À l'origine, les Zulu[41] (Morris, 1981 ; Laband, 1995) ne constituaient qu'une petite tribu au sein de l'ensemble Mthethwa. L'ancêtre éponyme de la tribu, Zulu[42], naquit vers le XVI^{e} siècle. Son quatrième successeur fut Senzangakona qui régna dans les années 1780 sur un petit territoire de quelques dizaines de kilomètres carrés, adossé à la rivière White Umfolozi (carte n° 10).

Selon la légende, vers 1786, Senzangakona eut une relation incestueuse avec Nandi, fille de Bhebbe[43], chef de la tribu voisine des Elangeni (ou Langeni)[44] dont naquit un garçon nommé Shaka Zulu[45] (1787-1828).

En 1795, Senzangakona répudia Nandi qui retourna chez les Elangeni (ou Langeni) avec Shaka. Vers 1802, une famine frappant la région, Nandi et Shaka furent recueillis par une tante maternelle mthethwa, et Dingiswayo qui était à la tête de cette puissante chefferie prit le jeune garçon sous sa protection. Bientôt, celui-ci se fit remarquer par ses qualités guerrières et il reçut le commandement

d’un régiment *(impi)* à la tête duquel il se distingua au combat contre les Ndwandwe commandés par Zwide. C’est ainsi qu’en 1812, lors de la bataille de Nongoma, à la tête du régiment *Isicwe* de l’armée mthetwa, il mit pour la première fois en pratique la méthode d’encerclement en corne (*izimpondo*) qui fit la renommée de l’armée zulu (planche 4/A).

En 1816, à la mort de Senzangakona, Sigujana, un des demi-frères de Shaka, prit la tête de la chefferie zulu, mais Shaka le fit assassiner.

En 1818, Dingiswayo trouva la mort en combattant les Ndwandwe. Le royaume qu’il laissait s’étendait du nord au sud, des rivières Umfolozi à Tugela et sur 100 à 130 kilomètres de profondeur vers l’intérieur. Shaka s’en empara puis, petit à petit, en conquérant puis en agglomé-rant plusieurs tribus ou chefferies nguni, il fonda le royaume zulu.

Avant Shaka le but principal des combats était de s’emparer du bétail de l’adversaire. Il s’agissait davantage de coups de main rapides que de campagnes organisées. Quand le contact était établi, les guerriers, rangés en ligne, se lançaient des javelots, puis, l’une des deux troupes se précipitait sur l’autre en poussant des hurlements, ce qui avait généralement pour résultat de mettre l’autre en fuite. Chaque combattant partait à la guerre armé de plusieurs lances à long manche qu’il lançait, de loin.

Shaka donna une nouvelle organisation à l’armée zulu. Il imposa la conscription des hommes de moins de quarante ans dans des régiments d’âge casernés à des endroits différents du royaume, ce qui lui permit de surveiller les peuples ralliés. Son quartier général fut établi au milieu des unités composées des plus jeunes recrues, les *Fasimba.*

En ce qui concerne les régiments ou *impi*, constitués par classe d’âge (*amabutho)*, leur mobilisation fut effective une partie de l’année. Tout homme valide était un combattant et l’autorisation de se marier ne lui était donnée qu’après quinze années de service.

Durant deux à trois années, les futurs soldats étaient soumis à un rude entraînement. Ils apprenaient à obéir aveuglément et à se soumettre à une discipline implacable, puis ils étaient admis dans l’un des *impi* correspondant à leur classe d’âge. Le principe soudait les individus ayant participé aux mêmes rites d’initiation. L’entraînement visait à former les corps et les âmes à l’offensive, la seule manœuvre utilisée par Shaka.

Les recrues apprenaient à adopter la formation en croissant ou en « corne » qui permettait d’encercler l’ennemi puis de l’écraser ensuite par des assauts au corps-à-corps. Déployée en quasi-demi-cercle, l’armée était divisée en quatre groupes (planche 4/A) :

– le centre chargé de fixer l’adversaire ;
– en avant les éclaireurs qui étaient répartis sur deux lignes dont la plus avancée était composée de conscrits ;
– les ailes, formées des combattants les plus rapides à la course puisqu’ils avaient pour tâche de tourner les défenses adverses ;
– à l’arrière enfin, les vétérans qui tournaient le dos aux combats, constituaient la réserve.

Des unités d’égorgeurs achevaient le travail des troupes de choc car le but de la guerre n’était plus de mettre l’adversaire en fuite, mais bien plutôt de le massacrer.

Shaka réforma la tactique en privilégiant le corps-à-corps et il donna donc aux guerriers des armes qui y furent adaptées : le javelot, peu meurtrier et dont le lancer laissait le guerrier désarmé, fut ainsi abandonné (planche 3). Le combattant zulu fut désormais doté de deux *assegai*. L’un destiné à être lancé en direction de l’ennemi et l’autre, à manche court et à la lourde lame, utilisé pour le corps-à-corps. Comme protection, chaque guerrier disposait d’un grand bouclier tressé lui couvrant l’ensemble du buste et les cuisses.

Chaque régiment, fort d’environ un millier de combattants, se distinguait sur le champ de bataille par les couleurs de sa coiffure ou de ses boucliers. Tous avaient le même uniforme : un bandeau à plumes ceignant le chef, des peaux de singe ou de petits félins autour de la taille, des bracelets aux bras et aux jambes, etc.

Les déplacements de l’armée zulu étaient rapides puisqu’elle était capable de parcourir des étapes quotidiennes de plus de 60 kilomètres, précédée d’un service de renseignement efficace. Quant au ravitaillement, il était assuré par des adolescents à raison d’un pour trois hommes.

Peu à peu fut ainsi mis sur pied un État militarisé dans lequel les responsabilités administratives et territoriales étaient confiées aux chefs de guerre, les *induna*. L’intégration était ainsi assurée au sommet entre les tribus et chefferies annexées et les autres, mais le pouvoir n’appartenait qu’à des hommes ayant fait leurs preuves à la guerre et qui étaient en principe des fidèles de Shaka.

Le royaume fut divisé en districts – *umuzi* – et en provinces – *izifunda*) dont les chefs avaient, en plus de leurs responsabilités territoriales, un rôle essentiellement militaire. Plusieurs grands camps furent créés où des garnisons composées de guerriers venus de tout le royaume étaient en permanence sur le

qui-vive et placés sous les ordres des induna.

Ses principaux adversaires en déroute, Shaka fut le maître au nord de la rivière Tugela. À partir de ce moment, il se lança à la conquête des chefferies nguni de la région afin de les incorporer, à commencer par les Buthelezi, les Elangeni, les Gqokoli et les Qwabe. Celles qui refusèrent de reconnaître son autorité furent impitoyablement massacrées et les rescapés, paniqués, se précipitèrent sur les territoires limitrophes. Devenus eux-mêmes des envahisseurs, ils répandirent la terreur de proche en proche, ce fut le *Mfecane*. Cette panique s'expliquait car les Zulu massacraient les hommes, n'épargnant parfois que les jeunes garçons, enrôlés comme supplétifs. Le système était cohérent car ne survivaient que les femmes, destinées à mettre au monde des enfants zulu.

À la fin de son règne, Shaka disposait d'une force de 30 000 combattants, sans rivale parmi les peuples de l'Afrique australe, et son royaume s'étendait depuis la rivière Pongola au Nord, jusqu'au sud de l'actuelle ville de Durban.

Chez les Zulu, chants ou poèmes servaient à exalter les prouesses guerrières. De retour de la guerre, le combattant se purifiait à la rivière la plus proche puis il allait déposer armes et bouclier au fond de sa hutte ; quand il en ressortait, entouré par une foule avide de l'entendre narrer ses exploits, il se faisait un moment prier puis il déclamait ses hauts faits.

Shaka fut assassiné en 1828 dans des circonstances confuses par plusieurs de ses demi-frères et l'un d'entre eux, Dingane, prit le pouvoir.

LE *MFECANE* (1818 - 1838) : QUAND LA GUERRERE COMPOSE L'ESPACE ET LES PEUPLES

Entre la fin du XVIII^{e} siècle et les années 1840, l'Afrique australe, depuis le plateau central sud-africain jusqu'au Zambèze, fut bouleversée en profondeur par une marée guerrière qui affecta tous les Nguni du nord et plus particulièrement les Zulu, les Ndebele et les Ngwane. Ce fut le *Mfecane*[46] (cart n° 11). L'onde des dévastations se propagea chez les Sotho qui furent quasiment chassés du sud de ce qui fut le Transvaal ainsi que d'une grande partie de l'ancien État libre d'Orange.

Dans toutes les régions affectées, la mosaïque ethnique se délita et des réfugiés se formant en bandes pillèrent tout sur leur passage. Le plateau central sud-africain fut largement vidé de sa population sotho qui abandonna villages, récoltes et réserves alimentaires ; la famine qui en

résulta fut terrible. C’est ainsi que les :

> *« […] tribus tswana et sotho qui, vers 1820, occupaient l’ensemble du sud du Transvaal, avaient été chassées, anéanties ou éparpillées à partir de 1830 par l’invasion matabele. Après la défaite et la fuite des Matabele, ces régions pouvaient être considérées comme un désert humain » (Videcoq, 1978 : 187).*

Le mouvement connut une accélération en 1817 ou en 1818 quand Shaka attaqua les Ngwane de Matiwane qui vivaient en amont de la White Umfolozi près de l’actuelle ville de Wakkerstroom. Les Ngwane mirent leur bétail en sécurité chez leurs cousins hlubi, mais après la guerre, ces derniers ayant refusé de leur rendre leurs troupeaux, Matiwane les attaqua et les chassa de leur territoire. Les Hlubi fran-chirent alors le Drakensberg, pénétrèrent en pays sotho et fondirent sur les Thlaping.

Pendant ce temps, au mois d’avril 1818, Zwide, le chef des Ndwandwe qui, allié aux Ngwane, venait de l’emporter sur les Mthethwa, attaqua Shaka, mais il fut battu. À la fin de l’année 1818, les Ndwandwe lancèrent une nouvelle offensive et ils furent une nouvelle fois vaincus ; plusieurs chefs de l’armée battue partirent alors vers le nord, ravageant tout sur leur passage.

L’un de ces chefs ndwandwe nommé Soshangane s’installa dans le sud de l’actuel Mozambique où il fonda le royaume de Gaza ou « empire » de Gaza (Liesegang, 1981). D’autres clans Ndwandwe sous la direction de Zwendengaba partirent encore plus loin vers le nord et fondèrent les royaumes ngoni dans les actuels États du Malawi, de Zambie et de Tanzanie. En 1834 Zwendengaba ravagea le royaume shona de Zimbabwe, puis il poursuivit sa longue marche destructrice avant de mourir en 1845 au terme d’un déplacement de 3 000 kilomètres.
Le *Mfecane* bouleversa donc l’implantation territoriale des Sotho Tswana qui furent largement contraints de trouver refuge soit au nord, vers l’actuel Botswana, soit dans les régions montagneuses de la chaîne du Drakensberg où ils constituèrent le Lesotho dans les années 1820 autour de deux ensembles, celui des Tlokwa du chef Sekonyela, et celui de Moshesh (1786-1870) (Gill, 1993)[47].

V. Les Ndebele-Matabele : des guerriers errants fondateurs de royaumes

Mzilikazi[48], chef de la tribu nguni des Khumalo se sépara de Shaka vers 1822, puis il fonda un royaume prédateur et itinérant dans ce qui fut le Transvaal. Refoulé par les Boers en 1837, il alla fonder le royaume ndebele-matabele dans le sud-ouest de l'actuel Zimbabwe.

Mzilikazi (1770-1868), était le fils de Mashobane, chef des Ndebele/Khumalo dont le *homeland* était situé à proximité de la rivière Black Umfolozi, et de Nompethu, fille de Zwide, chef des Ndwandwe.

Mashobane fut tué par Zwide, et Mzilikazi passa une partie de son enfance auprès de son grand-père Zwide. Après la mort de Dingiswayo, le chef des Mthethwa, Shaka et Zwide entrèrent en conflit et Mzilikazi se rallia à Shaka qui lui donna un *impi* (« régiment ») à commander.

Au mois de juin 1822, Shaka confia à Mzilikazi une expédition contre le chef sotho Ranisi qui fut vaincu. Ayant conservé pour lui le butin de guerre, Mzilikazi choisit de fuir. Suivi de quelques centaines de guerriers et de quelques dizaines de femmes et d'enfants, il tra-versa le massif du Drakensberg et se dirigea vers le nord et le nordouest. Le reste de sa tribu fut massacré par les Zulu.

Durant les mois de juillet août 1823, Mzilikazi se trouvait loin du Zululand, dans les environs des actuelles villes de Piet Retief et d'Ermelo où il refit ses forces. Il battit les Pedi[49], puis il regroupa autour de lui des milliers de Nguni du nord appartenant à des tribus n'ayant pas accepté de se fondre dans la nation zulu, dont de forts contingents de Ndwandwe. Sur le modèle agglomérant zulu, il en fit les Matabele, du nom *MaTebele*, par lequel les Sotho désignaient tous les peuples venant de la côte de l'océan Indien.

Mzilikazi déboucha ensuite sur les plateaux d'entre Limpopo et Vaal. Durant l'année 1824, il nomadisa dans l'actuelle région de Pietersburg (Polokwane) ; puis, à partir de 1825, il s'installa dans la région de l'actuelle ville de Pretoria, auprès de ses cousins Ndzundza mieux connus sous le nom de Ndebele du Transvaal (carte n° 11).

En 1828, Moletsane, le chef des Taung (Sotho), et ses alliés Korana, une tribu Khoi, attaquèrent Mzilikazi, mais ils furent mis en déroute, les Korana abandonnant même une partie de leurs armes à feu sur le terrain (Breutz, 1987).

En 1829, Mzilikazi détruisit l'armée des Kwena à proximité de l'actuelle ville de Rustenburg, puis celle des Kgatla. À la fin de 1829 ou au début de 1830, il attaqua les tribus sotho vivant à l'ouest de ses territoires. Les Rolong, les Kwena, les Hurutse et les Ngwaketse furent alors mis en déroute et ils se réfugièrent dans les régions désertiques du Nord.

Au début de 1831, les Ndebele franchirent le Vaal puis la rivière Modder et ils attaquèrent successivement les Tlokwa du chef Sekonyela et les Sotho de

Moshesh (Gill, 1993).

À la fin de 1831, Mzilikazi lança un raid au nord du Limpopo, contre les Shona vivant dans le sud de l'actuel Zimbabwe. Profitant de l'occasion, les Taung de Moletsane qui venaient de vaincre les Rolong, eux-mêmes fuyant les Ndebele, attaquèrent une nouvelle fois Mzilikazi. Alliés aux Korana et aux Griqua, ils furent battus et Moletsane se réfugia dans le nord-ouest de l'actuel Lesotho.

Au mois de juillet 1832, redoutant une attaque zulu, Mzilikazi partit s'établir dans la région du fleuve Marico après en avoir chassé les Rolong et les Hurutshe et pris Mosega, la capitale de ces derniers. Il s'installa ensuite dans la région des Magaliesberg. Les Sotho du Transvaal étaient donc dispersés et la frontière ouest du royaume ndebele fut alors le Vaal.

Scission de la nation Zulu, les Ndebele-Matabele, une fois vain-cus par les Boers en 1837 abandonnèrent leurs conquêtes sur le plateau central sud-africain pour aller s'établir au nord du Limpopo où ils disloquèrent le royaume shona du Zimbabwe. Installés autour de l'actuelle ville de Bulawayo qui devint leur nouvelle capitale et d'où ils lancèrent des raids contre les Lozi et contre les Ngwato, ils constituèrent à la manière des Zulu un État militaire et guerrier particulièrement redouté de ses voisins, le royaume matabele.

---

14. Ou bataille d'Al-Ksar el-Kebir, ou bataille dite des « Trois Rois ». Voir à ce sujet Berthier (1985), Valensi (1992) et Nekrouf (2007).

15. Charles-André Julien (1978) parle de 20 000 prisonniers (578-579), ce qui serait un chiffre insolite si nous nous basions sur les seuls effectifs combattants.

16. Ou *argolets*.

17. Dans ce nombre total figuraient 3 000 renégats, c'est-à-dire des chrétiens islamisés, ou des chrétiens mercenaires, selon Luis de Oxeda, soldat portugais qui participa à la bataille (Castries, 1905-1926, t.I : 593). Ces hommes étaient essentiellement des arquebusiers à pied.

18. Les témoins oculaires portugais s'accordent sur les effectifs de l'armée de Sébastien avec quelques différences mineures. Pour le frère Luis de Neto, les Portugais alignèrent 14 000 fantassins armés de piques et d'arquebuses, 2000 cavaliers et 10 000 serviteurs (Castries, 1905-1926, t.I : 473-474). Selon Luis de Oxeda, les combattants à pied étaient 18 000 (Castries, 1905-1926, t.I : 585-586), quant au duc Duarte de Menezes, maître de camp de l'armée portugaise, il soutenait que les arquebusiers n'étaient que 10 000 et que l'armée comptait 16 000 suivants (Castries, 1905-1926, t.I : 651).

19. Moulay Abd-el-Malek mourut d'intoxication alimentaire après avoir consommé du poisson (Sadik, 1994 : 76).

20. Pour l'étude de la manière dont la bataille est devenue récit et dont la mémoire contradictoire s'est emparée, voir Lucette Valensi (1992).

21. Quand ils reconnurent le cadavre de Mohammed el-Moutaoukil, les Marocains l'écorchèrent, d'où le nom d'El-Mesloukh (« l'écorché ») qui lui est resté dans l'histoire ; la sanglante dépouille fut bourrée de paille et exhibée dans les principales villes du Maroc.

22. Voir notamment Abdelmajid Kaddouri (1992a et 1992b) et Abd el-Kader Timoule (1989 et 1992).

23. Sur la question (Dziubinski, 1972 ; Kaddouri, 1992a et b ; Boucharb, 1992 ; Bookin-Weiner, 1992 : 163-191).

24. Par une bulle pontificale en date du 17 décembre 1198, saint Jean de Matha et saint Félix de Valois avaient fondé à Marseille l'Ordre de la Trinité de la Rédemption pour le Soulagement, le Rachat et l'Échange des captifs chrétiens. Le 8 mars 1199, le pape Innocent III écrivit au sultan Abou Youssef Yacoub (1184-1193), lui demandant de bien accueillir les Pères Rédempteurs pour leur première mission (Chovin, 1957 : 268).

25. Monnaie d'or pesant environ 3,5 grammes sous les Saadiens.

26. Abd er-Rahmane ibn Abadallah as-Sa'adi, qui devint imam de la mosquée de Sankoré à Tombouctou, est l'auteur du *Tarikh es-Soudan*, la principale source concernant cette question, ouvrage qui fut écrit vers 1650.

27. Selon As-Sa'adi (1964 : 219), les troupes du Songhay totalisaient 12 500 cavaliers et 30 000 frantassins.

28. Les quatre pachas qui se succédèrent à Tombouctou durant le règne du sultan El-Mansour furent des renégats.

29. On lira à ce sujet Henri Terrasse (1926), ainsi que D. Nordman (1996 : 75-100) et Magali Morsy (1983) également sur Thomas Pellow.

30. Afin de s'assurer leur fidélité, Moulay Ismail fit prêter serment à ces hommes sur le recueil de Traditions de l'imam Al-Bokhari, ce qui explique pourquoi ils étaient également désignés sous le nom d'*abid al-Bokhari* ou *Bouakhar*. Les *abids* sont à l'origine de la célèbre *garde noire* marocaine.

31. Il n'y eut pas de problème de recrutement puisque l'autorité marocaine s'exerçait jusqu'aux fleuves Sénégal et Niger.

32. Dans ces catégories ne figurent pas les mercenaires étrangers souvent, mais pas toujours, convertis à l'islam. À la mort de Moulay Ismail, les renégats étaient plus de 2 000 à servir le sultan mais leur nombre décrut par la suite et dans les années 1830 ils n'étaient plus que 200 environ (Miège, 1994 : 25).

33. En référence à la prophétie shiite.

34. Déformation du nom de Tekrour. Les Toucouleur sont issus d'un mélange entre Peul et Serer et se désignent entre eux par le nom *Haalpulaaren*, ce qui veut dire « ceux qui parlent le pulaar », la langue des Peul. La société toucouleur est composée de douze castes dont une est supérieure, celle des *Toorobbê* ou *Torodbe.*

35. Les raisons qui firent qu'El-Hadj Omar et Ahmadou Ahmadou se combattirent tiennent à la rivalité entre les deux hommes. El-Hadj Omar avait en effet proposé une alliance au souverain du Macina en vue d'assurer le triomphe de l'islam, mais ce dernier qui craignait de perdre toute influence sur la région avait refusé.

36. Littéralement « élève ou étudiant apprenant le Coran ». Par extension, et dans le cas présent, disciples-guerriers.

37. Originaire du Fouta-Toro, région du nord du Sénégal actuel.

38. Littéralement « le bien guidé par Dieu ».

39. Le tambour *Karinga* a remplacé le tambour *Rwoga* pris par l'ennemi à la mort de Ndahiro II Cyamatare vers 1510.

40. Pour la discussion se rapportant au phénomène de scission chez les Xhosa, on se reportera à Hammond-Tooke (1969) et à Peires (1975 ; 1976).

41. Nous avons une connaissance directe des Zulu par divers témoins dont les traitants Henry Francis Fynn (2004) et Nathaniel Isaacs qui les approchèrent respectivement à partir de 1824 et 1825, ainsi que part les missionnaires Allen Gardiner et Francis Owen qui vécurent parmi eux en 1835 et en 1837. D'autres

missionnaires arrivés ultérieurement collectèrent les traditions zulu, dont le RP A. Bryant à partir de 1883. Dans son journal publié en 1860 (traduction et édition française en 2004), H.F. Fynn qui vécut une dizaine d'années au Natal et qui fréquenta longuement les Zulu dont il apprit la langue, décrit la vie quotidienne à la cour de Shaka.

42. Le nom « Zulu » qui apparaît pour la première fois vers 1620 signifie « ciel » ou « paradis ».

43. La mère de Senzangakona était la soeur de Bhebbe.

44. Qui faisait probablement partie de la confédération Mthetwa.

45. Le prénom donné au futur fondateur de la puissance zulu aurait une singulière explication. Voyant d'un mauvais œil la place que Nandi prenait dans le cœur du roi, les conseillers devins de Senzangakona accusèrent cette dernière de mentir en affirmant qu'elle était enceinte alors que, selon eux, elle ne portait qu'un parasite intestinal, un *i-shaka*, un « ténia » en zulu.

46. *Mfecane* ou « broyage » est un mot zulu, les Sotho parlant quant à eux de *difaqane*. Pour une synthèse historique de la question, voir Wilson et Thompson (1986). Pour tout ce qui concerne les royaumes ou entités nés de l'expansion zulu et plus généralement du *Mfecane*, il convient de se reporter à Omer-Cooper (1966) et à Lugan (2010).

47. Sur le sujet, on se reportera à Sanders, 1975 ; Thompson, 1975 et Eldredge, 1993.

48. Sur Mzilikazi, voir Lye (1969) et Rasmussen (1978). Sur les Ndebele, voir Rasmussen (1977 et 1978) et Lye (1967 et 1969). Concernant les conséquences de l'expansion des Ndebele en zone sotho, voir Lye (1967) et Lye et Murray (1980).

49. Sur les Pedi qui sont des Sotho, voir Wilson et Thompson (1986 : 403) et Delius (1983 et 1997).

CHAPITRE III

DEUX SOCIÉTÉS GUERRIÈRES EXOGÈNES : L'ÉTAT ETHNO-MILITAIRE MAMELOUK ET LE MILITARO-PASTORALISME BOER

À l'extrème nord et à l'extrème sud du continent africain, en Égypte et en Afrique du Sud, naquirent et se développèrent deux sociétés guerrières exogènes, l'une d'origine caucasienne et l'autre d'origine européenne. Toutes deux jouèrenjt un rôle considérable dans l'histoire militaire et politique de l'Afrique. Il s'agit du sultanat mamelouk et des républiques boers.

I. Les mamelouks : une aristocratie guerrière à titre viager

En Égypte, au XIII^{e} siècle, les héritiers du sultan Saladin fondèrent leur puissance sur les mamelouks, un corps d'élite dont les membres étaient importés depuis l'Asie centrale – populations turques –, de la Russie méridionale (Slaves) mais essentiellement du Caucase. En 1250, les mamelouks renversèrent les sultans et prirent le pouvoir qu'ils conservèrent jusqu'au début du XVI^{e} siècle.

a) Le sultanat mamelouk (1250-1517)

En 1249, quand le roi de France Louis IX lança la sixième croisade en débarquant à Damiette, en Égypte, le sultan Al-Malik al-Salih venait de mourir et son successeur, Turanshah (1249-1250) était absent du pays. La situation était

donc favorable aux Francs mais, près de Mansourah, les mamelouks commandés par Baybars l'emportèrent sur l'armée croisée décimée par les fièvres et capturèrent le roi Louis IX.

Quand Turanshah rentra d'Irak, il comprit que les mamelouks allaient se dresser contre lui. Aussi, pour tenter de les reprendre en main, il leur retira certaines de leurs possessions. Les mamelouks ne l'entendirent pas ainsi et ils l'assassinèrent puis, le 12 novembre 1250, ils proclamèrent l'un d'entre eux. Il s'agissait de Koutouz, premier des quarante-cinq sultans mamelouks qui régnèrent sur l'Égypte durant deux cent cinquant-huit ans[1].

Le second sultan mamelouk, Baybars (1260-1277), assassina Koutouz et incorpora la Syrie à l'Égypte, faisant du sultanat mamelouk la principale puissance musulmane de son temps. Triomphant des Croisés, il leur enleva Jaffa, Césarée, Safad, le Krak (Al-Karak) et Antioche. Il combattit également les Arméniens et les Nubiens chrétiens du royaume de Dongola.

Baybars, qui voulait voir son fils aîné, Saïd Berke lui succéder, le désigna de son vivant[2]. En 1277, Saïd Berke avait dix-neuf ans quand il succéda à son père. Incapable, il abandonna le pouvoir dès 1279 ou dès 1280 et l'un de ses frères, âgé de moins de dix ans, lui succéda. Trois mois plus tard, ce dernier fut déposé par Kalaoun (1279 ou 1280-1290) qui avait été un fidèle et proche compagnon de Baybars et qui poursuivit sa politique.

Kalaoun eut ainsi à son tour à faire face à la menace mongole et, ne voulant pas avoir à affronter une éventuelle coalition, il écarta le danger que représentaient les États croisés en signant avec Bohémond de Tripoli, les Hospitaliers et les Templiers, une trêve de dix années. Il se tourna ensuite vers les forces d'invasion mongoles commandées par Mangoutimour qui avait reçu le renfort des troupes arméniennes du roi Léo III ainsi que de contingents géorgiens. En octobre 1281, devant Homs, les Arméniens firent plier les mamelouks, mais la fortune des armes changea de camp au moment où Mangoutimour fut blessé, ce qui provoqua le repli de l'armée mongole qui repassa l'Euphrate.

Nasir Mohamed ibn Kalaoun n'avait qu'une dizaine d'années quand il fut proclamé sultan en 1290. À la fin de l'année 1299, avec leurs alliés arméniens, les Mongols franchirent à nouveau l'Euphrate. À la bataille de Homs, une armée mamelouke fut vaincue puis Alep et Damas tombèrent. La contre-attaque mamelouke eut lieu au mois d'avril 1303 et les Mongols furent écrasés à la bataille de Mardj alSaffar, dans la région de Damas.

En 1309, Nasir Mohamed ibn Kalaoun abdiqua et Rukn al-Din Baybars, un Caucasien de Circassie, fut élu sultan sous le nom de Baybars II. Mais Nasir

Mohamed ibn Kalaoun changea ensuite d'avis et il entra en campagne contre lui, appuyé par les gouverneurs mamelouks de Syrie. Baybars II décida d'abdiquer mais il fut mis à mort.

Le sultan qui remontait une nouvelle fois sur le trône accédait au pouvoir dans un contexte totalement nouveau puisque les États croisés n'existaient plus et que la menace mongole semblait avoir disparu.

Le règne de Nasir Mohamed ibn Kalaoun fut une période d'apogée dans l'histoire du sultanat mamelouk car le pays fut alors la première puissance musulmane régionale au point de vue militaire, politique et économique. Le développement de la ville du Caire fut à l'image de la prospérité du pays et elle se couvrit de constructions nouvelles.

La période comprise entre les années 1340 et 1517 fut ensuite celle d'une lente décadence aboutissant à la fin du sultanat mamelouk et à la prise du contrôle de l'Égypte par les Ottomans[3]. Une des raisons de la défaite des mamelouks est qu'ils méprisaient l'usage des armes à feu. Ce fut d'ailleurs lors des dernières décennies du sultanat qu'ils décidèrent de se doter d'une artillerie. Insuffisante et mal utilisée, elle fut surclassée par celle des Ottomans. Plus généralement :

> « Jusqu'à la fin (…) l'arquebuse ne fut confiée que très rarement à des Blancs, moins encore à des Mamelouks. Manier cette arme fut toujours considéré comme une tâche dégradante pour un Blanc. À l'extrême fin de l'Empire, elle devint même le monopole exclusif des esclaves noirs, les hommes des dernières places de l'échelle sociale. On surnommait les unités d'arquebusiers la « fausse armée », l'« armée bigarrée », méprisée et tenue à l'écart. Ses hommes recevaient leur solde un jour différent de ceux des autres armes, qui ne voulaient pas être mêlés à cette horde méprisable. » (Clôt, 1996 : 185.)

b) Un corps d'élite à recrutement racial

Les mamelouks étaient des esclaves guerriers exclusivement blancs d'origine slave, turque ou caucasienne, les Noirs ou les Asiatiques ne pouvant en aucun cas en faire partie (Ayalon, 1996 : 19). Les mamelouks égyptiens furent d'abord importés depuis l'Asie centrale – populations turques –, puis de la Russie méridionale et surtout du Caucase. Les mamelouks qui venaient de la mer Noire, les Kipcak, étaient vendus par les Génois. À partir du moment où les Ottomans coupèrent les détroits, les mamelouks du Khanat du Kipcak furent moins nombreux qu'auparavant et c'est au Caucase qu'ils furent désormais achetés et ce fut pourquoi l'ethnie des Circassiens domina. Avec ces derniers, l'ethnicisation de la caste mamelouke s'accentua.

La sélection qui précédait l'enrôlement du futur mamelouk était impitoyable, tant sur leur lieu de capture ou d'achat qu'au moment de la revente par les marchands spécialisés. Ibn Khaldoun écrit que les fournisseurs :

> « (…) choisissent la fine fleur des prisonniers : les garçons semblables à des pièces d'or et les filles semblables à des perles ».

Les fillettes esclaves destinées à devenir les épouses des mamelouks étaient également choisies avec un grand soin et elles devaient obligatoirement avoir les mêmes origines « ethno-raciales » que les garçons. De plus, alors que la répudiation des épouses était très largement admise dans le monde musulman, les mamelouks n'avaient pas le droit de divorcer et leur descendance se devait, en théorie, de pratiquer l'endogamie.

Le futur mamelouk était donc d'origine montagnarde ou steppique et il était choisi parmi les plus robustes des enfants qui avaient été capables de résister aux terribles difficultés de leurs régions natales. Arrivé en Égypte et une fois admis dans une école (*Hilqa* ou *Tibaq*) destinée à en faire un mamelouk, le jeune captif était placé sous la responsabilité d'un instructeur qui devenait le responsable de sa formation militaire (*Al-Furusiyya*) ; sous sa supervision, plus qu'une éducation, il subissait un dressage particulièrement rigoureux :

> « Pendant la durée de son entraînement le Mamelouk infidèle y était transformé en croyant ; de garçon, il devenait adulte, d'une recrue on faisait un soldat prêt à combattre ; d'un esclave, un affranchi (…) L'école (…) y ajoutait un élément dont on ne saurait assez souligner l'importance, à savoir une nouvelle famille pour remplacer celle qu'il avait perdue » (Ayalon, 1996 : 24).

Une fois affranchi et devenu mamelouk, le jeune guerrier était automatiquement assimilé à la caste supérieure, mais ce statut lui était lié et il :

> « (…) ne pouvait transmettre à sa descendance ni son rang ni sa qualité aristocratique. Il était un noble "à titre viager" et la société mamelouke, une noblesse limitée à une seule génération (…) c'était une noblesse jaillie de l'obscurité, qui retournait à l'obscurité. Les fils étaient éliminés de la classe supérieure et se perdaient dans la population civile, même si le processus prenait un certain temps »[4] (Ayalon, 1996 : 26).

En réalité, les fils de mamelouks constituaient une sorte de caste intermédiaire entre l'aristocratie mamelouke et la population civile.

Le prénom turc était un des signes distinctifs de l'appartenance à la caste guerrière. Les mamelouks étaient en effet seuls à porter des prénoms turcs, même ceux qui n'étaient pas d'origine turque. Le *cognomen* du mamelouk marquait son rattachement à la troupe d'un chef prestigieux qui l'avait sélectionné, acheté, formé, puis affranchi. C'est ainsi, par exemple que les :

> « (…) Mamlouks d'As-Salih Nagm ad-Din Ayyub étaient désignés par le terme as-Salihiya (singulier as-salihi). Ceux d'Al-Musizz Aybak se désignent par le terme Al-Musizziya (singulier : Musizzi), ceux d'Al-Mansur Qalawun s'appellent à titre singulier al-Mansurill » (Mansouri 1992 :

24).

Parmi les mamelouks, une élite spéciale était constituée par le corps des mamelouks royaux. Composé de mamelouks achetés, formés puis affranchis par le sultan lui-même, il tenait garnison dans la ville du Caire d'où, en quelques jours de marche, il pouvait intervenir partout où le service du sultan le réclamait.

Après une brève parenthèse ottomane, durant la seconde partie du XVI^{e} siècle, l'autorité de la Porte se relâcha en Égypte et durant tout le XVII^{e} siècle, le climat redevint anarchique. Les mamelouks reprirent alors de fait le pouvoir et le conservèrent jusqu'à l'expédition de Bonaparte en 1799.

II. Les Boers : une société guerrière d'inspiration biblique

De 1837 à 1839, afin de se soustraire à l'autorité britannique, les plus intransigeants parmi les Boers[5] chargèrent leurs biens sur de lourds chariots à bœufs et ils quittèrent leurs fermes de la colonie anglaise du Cap pour s'enfoncer dans l'inconnu à la recherche de terres libres sur lesquelles, en hommes libres, ils voulaient vivre selon les principes hérités de leurs ancêtres (Lugan, 2010). Ce fut le *Grand Trek* (Etherington, 2001) (carte n° 12). Cette entreprise, qui réussit grâce à une solide organisation militaire lentement élaborée au cours du XVIII^{e} siècle, leur permit de fonder des États au nord du fleuve Orange (État libre d'Orange et Transvaal).

a) Un atout militaire : le laager (planche 5)

Le *Grand Trek* réussit d'abord grâce au chariot de transport utilisé également comme pièce de défense et d'attaque. Ce véhicule-habitat à peine large de plus d'un mètre pour une longueur de cinq environ était construit en planches ajustées facilement démontables, ce qui lui donnait une grande souplesse. Un double toit protégeant de la pluie et de la chaleur était fixé à la caisse par une série de cerceaux. Chaque famille disposant d'un chariot, les femmes et les enfants s'y entassaient au milieu des ustensiles et du maigre déménagement. Les hommes étaient à cheval, carabine dans les fontes, soit en mission d'éclaireurs, soit en garde des nombreux troupeaux qui accompagnaient les convois. Les attelages étaient composés de 4 à 8 paires de bœufs guidés par deux conducteurs, l'un

juché sur l'avant du timon et l'autre, assis sur une caisse de bois servant de siège.

En terrain plat les convois se déplaçaient à la vitesse d'un homme au pas et chaque étape comptait entre 7 à 8 heures de route. Chaque jour les *Voortrekkers* (littéralement, les « pionniers de l'avant ») s'éloignaient ainsi de 20 à 30 kilomètres au maximum de la terre qui les avait vus naître et leurs parents avant eux. Ils se rapprochaient d'autant de la « Terre promise » que le « Créateur » leur réservait puisqu'ils étaient persuadés qu'ils étaient le « Peuple élu ». La lecture quotidienne de la Bible les confirmait d'ailleurs dans l'idée qu'ils vivaient un moderne « Exode » au terme duquel ils trouveraient la « terre de Canaan ». Leur vocabulaire était profondément imprégné par les Saintes Écritures. Ainsi, pour eux, le roi d'Angleterre était-il « Pharaon » et la colonie du Cap une nouvelle Égypte qu'ils fuyaient.

Les convois étaient précédés par des éclaireurs opérant à plusieurs jours de cheval, ce qui les mettait à l'abri des mauvaises surprises car les Nbebele et les Zulu pouvaient parcourir à la course 60 kilomètres en une seule étape. L'ennemi repéré, ils avaient donc le temps de se mettre en position de *laager*, si possible au sommet d'une colline.

Avec le chariot, le *laager* fut l'atout principal des Boers. Une fois formé, un *laager*[6] était à peu près imprenable avec ses véhicules solidement arrimés les uns aux autres et disposés en double cercle ou en carré dont chaque espace était bouché par des arbustes d'épineux. Les femmes et les enfants prenaient place dans l'enceinte centrale avec les réserves de munitions. Le bétail et les chevaux entravés formaient une masse compacte. Les Boers étaient prêts. L'assaut serait repoussé avec l'aide de Dieu et grâce à la précision du tir des longues carabines.

Toute la famille participait à la construction et à la défense d'un *laager*. Lors de l'assaut, la cohésion du groupe était en effet nécessaire car chaque homme en âge de combattre utilisait trois fusils, le rôle des femmes étant de les recharger le plus rapidement possible afin que le feu roulant des défenseurs ne ralentisse à aucun moment. Les *Voortrekkers* n'étaient vulnérables qu'en cas d'attaque surprise en rase campagne, avant d'avoir pu organiser un *laager*.

Le *laager* n'était cependant formé qu'en cas de réel péril car, s'il protégeait les vies humaines, ses faibles dimensions ne permettaient pas qu'y soient abrités les grands troupeaux qui constituaient la richesse des *Voortrekkers*. Ainsi, en se retranchant à l'intérieur de leur cercle de chariots, les Boers abandonnaient-ils le plus souvent leurs troupeaux aux assaillants.

b) La victoire des Boers sur Mzilikazi

Le 16 octobre 1836, quand les guerriers de Mzilikazi se lancèrent à l'assaut du convoi commandé par Potgieter, ce dernier avait pris la précaution de se retrancher au sommet d'une colline qui fut plus tard désignée sous le nom de *Vegkop* ou « colline du combat ». Trois heures durant, les attaques lancées par les Ndebele se brisèrent sur les défenseurs organisés en *laager* (planche 5/B).

Au lendemain de leur victoire, en vie mais ruinés et épuisés, les *Voortrekkers* n'avaient plus de bœufs de trait et presque plus de chevaux. Le chef sotho Moroko leur envoya alors des vivres et des attelages pour tirer les chariots. L'intervention d'alliés noirs était une nouveauté, dans le cas présent, il s'agissait de Sotho qui avaient été victimes du *Mfecane*.

Le 2 janvier 1837, 107 *Voortrekkers* renforcés par une quarantaine de cavaliers griqua et autant d'hommes de Moroko, se mirent en marche vers Mosega, la capitale ndebele, guidés par Matlaba, un chef rolong (une tribu sotho). Le 17 janvier au petit matin, une attaque surprise fut lancée et le campement, formé de 15 vastes *kraals*[7] fut totalement rasé. Mzilikazi était à ce moment-là à Kapain, une autre de ses résidences. L'idée de l'y attaquer fut un moment envisagée, mais les chevaux étant fourbus, les hommes exténués et l'effet de surprise ne pouvant plus jouer, les assaillants décidèrent de se retirer avec un butin de plusieurs milliers de têtes de bétail. Ils se replièrent donc au sud du Vaal avant une réaction des Ndebele dont la puissance était intacte. Le 28 janvier 1837, ils étaient de retour à *Vegkop*.

Au mois de novembre 1837, Potgieter et Uys, suivis de 330 hommes, lancèrent une seconde opération contre Mzilikazi. Une fois encore renseignés et aidés par des Sotho, ils attaquèrent l'armée ndebele et ils la harcelèrent durant neuf jours, du 4 au 12 novembre, la poursuivant le long de la rivière Marico. Tous les campements de Mzilikazi, dont celui de Kapain, furent détruits et plus de 3 000 Ndebele tués ; les Boers n'eurent pas de pertes.

Le 12 novembre 1837, l'armée ndebele se scinda en deux, une partie se dirigeant en direction du lac Ngami et des marais de l'Okavango, au nord de l'actuel Botswana, tandis que l'autre, commandée par Mzilikazi, pénétra dans le Sud de l'actuel Zimbabwe où fut fondé un État ndebele (ou Matabele), dans la région de l'actuelle ville de Bulawayo.

Les Ndebele traversèrent alors des territoires ravagés où d'autres Nguni, dont ceux qui avaient suivi Zwendengaba, les avaient précédés. Ainsi, Mzilikazi put-il s'installer sur des terres vidées de leurs occupants shona et sur lesquelles il constitua un État fortement centralisé dans le Sud de l'actuel Zimbabwe. En 1868, à sa mort, son royaume s'étendait du Limpopo au sud jusqu'au Zambèze

au nord.

c) La confrontation entre Boers et Zulu

Durant ces évènements, le *trek* avait continué et au mois de juillet 1837, des éclaireurs avaient annoncé qu'ils avaient découvert cinq passes praticables pour les chariots à travers la chaîne du Drakensberg, ce qui ouvrait donc la route de l'océan Indien. Le 19 octobre 1837, après avoir traversé des régions totalement vidées de leur population par le *Mfecane*, Piet Retief, le chef de l'expédition, arriva à Port Natal, rebaptisé Durban en 1835 en l'honneur du gouverneur du Cap, Sir Benjamin d'Urban. Le comptoir n'était alors habité que par quelques dizaines de traitants ou de commerçants anglais, essentiellement des aventuriers trafiquant l'ivoire avec les Zulu.

Désireux de s'installer dans la région, les *Voortrekkers* ne pouvaient se passer du consentement des Zulu dont le territoire était situé à moins de 100 kilomètres de Durban et dont la capitale, Mgungundlovu, n'était qu'à 20 heures de cheval.

Piet Retief écrivit donc une lettre à Dingane dans laquelle il lui demandait l'autorisation de s'établir entre les rivières Tugela et Umzimvubu, dans une région vide de toute implantation humaine. La missive fut traduite au souverain par Francis Owen[8]. Dingane répondit courtoisement, mais sans aborder toutefois la question territoriale.

Encouragé, le chef *voortrekker* rendit visite à Dingane qui lui laissa entendre qu'il ne voyait pas d'obstacle à son installation, mais, qu'auparavant, il devait lui donner une preuve d'amitié en récupérant le bétail que Sekonyela, le chef des Tlokwa, lui avait volé. Piet Retief accepta le marché et envoya des émissaires informer les *trekkers* que le roi zulu avait autorisé leur installation et qu'ils pouvaient donc se mettre en route.

Au début du mois de janvier 1838, Piet Retief captura Sekonyela, récupéra le bétail et saisit 53 chevaux ainsi que 33 fusils. Des Zulu chargés d'identifier le bétail volé l'accompagnaient et quand ils eurent regagné Mgungundlovu, ils racontèrent à Dingane ce qui s'était passé. Le souverain attendait donc que Piet Retief lui remette tout le bétail, mais également les chevaux et les fusils.

Piet Retief partit pour Mgungundlovu avec 70 volontaires et il y arriva le 3 février 1838. Le lendemain, 4 février, il fut reçu par Dingane qui lui reprocha de ne pas avoir tué Sekonyela et d'avoir gardé pour lui chevaux et fusils. Retief lui fit néanmoins parapher un document autorisant l'installation des *Voortrekkers*.

Le 6 février, avant de prendre congé, Piet Retief et ses compagnons se présentèrent sans armes devant le souverain ainsi que le voulait le cérémonial

zulu. Ils furent alors massacrés et leurs corps jetés en pâture aux vautours. Le missionnaire Francis Owen assista de loin à la scène[9]. Les Zulu se lancèrent ensuite à la recherche des familles qui venaient de traverser le Drakensberg et qui, confiantes, avançaient vers le Natal sans prendre la précaution de se faire précéder par des éclaireurs et surtout sans former des *laager* à chaque étape. Le 17 février, à Bloukrans, après un combat désespéré, 282 hommes, femmes et enfants furent ainsi massacrés.

Le 22 novembre 1838, Andries Pretorius arriva au principal *laager* du Natal et il y fut élu commandant général de l'expédition de représailles contre Dingane[10].

Compte tenu de la disproportion des forces, Pretorius savait que seule une unité disciplinée et retranchée dans un *laager* avait une chance de résister aux *impi* zulu. Aussi, plutôt que de lancer un raid de cavalerie qui n'aurait eu aucune chance d'entamer les masses zulu, il forma quotidiennement le *laager*. Son but était de se rapprocher le plus possible du cœur du pays zulu afin de forcer l'ennemi à l'attaquer pour briser ses vagues d'assaut avant de lancer sa cavalerie à sa pour-suite (Dejong, 1981).

Le 15 décembre 1838, un cercle de 64 chariots (*laager*) fut formé dans le méandre d'un affluent de la rivière Ncome où 470 Boers attendirent l'armée zulu. Les chevaux et les bœufs de traits furent abrités à l'intérieur du *laager.* Le brouillard était épais et le silence seulement brisé par les voix des défenseurs chantant hymnes et déclamant psaumes. Des lanternes projetant une faible lueur jusqu'à quelques mètres des lignes défensives avaient été suspendues à de hautes perches afin d'éviter toute surprise. Lentement et silencieusement, les Zulu encerclèrent le *laager.* Lorsque, de temps à autre, la brume se dissipait, les feux du camp zulu pouvaient être aperçus.

Vers 5 heures du matin, le 16 décembre 1838, le soleil rayonna dans un ciel sans nuages et l'attaque commença, lancée par 10 à 15 000 guerriers. Pretorius avait ordonné de ne tirer que lorsque les assaillants seraient à dix pas. Quatre vagues d'assaut se brisèrent en trois heures sous le feu des défenseurs.

Vers 8 heures, le commandant boer sentit que l'ennemi s'épuisait et il ordonna une sortie à cheval ; 300 cavaliers surgirent alors sur les arrières des Zulu saisis de panique et qui prirent la fuite. La rivière 10. Il avait une solide expérience militaire pour avoir dirigé un *kommando* de 800 hommes durant la 6e Ncome qui coulait à proximité fut rougie de leur sang et les vain-queurs la baptisèrent *Blood River*. Plus de 3 000 combattants zulu trouvèrent la mort lors de cette bataille, contre seulement trois blessés chez les hommes de Pretorius

(planche 5/A).

Leur victoire étant totale, les *Voortrekkers*, galvanisés, poursuivirent les Zulu et ils s'emparèrent de leur capitale qui n'était plus qu'un tas de cendres, ses occupants l'ayant incendiée avant de prendre la fuite[11].

---

1. Le régime mamelouk nourrissait les intrigues et les complots car chaque sultan qui arrivait au pouvoir y était porté par son clan. Il s'empressait alors d'écarter de toutes les charges importantes les hommes de confiance de son prédécesseur, lesquels ne pensaient plus qu'à se venger. Vingt-deux sultans parvinrent ainsi au pouvoir par la violence (Mansouri, 1992 : 31).

2. Sur la question de la dévolution du pouvoir chez les mamelouks, voir Holt (1975).

3. Sur l'Égypte ottomane, voir Jane Hathaway (1997).

4. « Les fils de Mamelouks (…) appartenaient à un régiment ou à une classe d'hommes libres (…) Ils constituaient une sorte de caste intermédiaire entre l'aristocratie mamelouke et la population civile (…) Leurs fils, eux, étaient déjà complètement assimilés aux citadins. » (Ayalon, 1996 : 99.)

5. Environ 15 000, soit le dixième de la population afrikaner totale.

6. Pour tout ce qui concerne le *laager* de chariots, voir Dejong (1981).

7. Un kraal est un ensemble de huttes.

8. Francis Owen (1802-1854), missionnaire anglican de la CMS (*Church Missionary Society)*, séjourna à la cour de Dingane et était présent le jour du massacre de Piet Retief et de ses compagnons. Il avait tenté de persuader Dingane de ne pas céder de territoire aux *Voortrekkers*. Il publia un journal (Owen, 1926).

9. Le 5 au matin, William Wood, un jeune garçon qui accompagnait le révérend Owen et qui parlait zulu, avait prévenu plusieurs *Voortrekkers* que les Zulu avaient décidé de les tuer, mais personne ne voulut le croire.

10. Il avait une solide expérience militaire pour avoir dirigé un *kommando* de 800 hommes durant la 6e guerre de frontière.

11. Pour la suite des évènements, voir Lugan (2010).

Deuxième partie

Les guerres de conquête coloniale

Pour se lancer dans cette gigantesque entreprise militaire et guerrière que fut la colonisation, l'Europe disposait de trois atouts principaux :

1. le progrès technique dont le résultat principal fut un gain de temps dans le domaine des communications (télégraphe puis TSF) et un moyen d'acheminement rapide des hommes et du matériel (vapeur et moteur diesel) ;
2. l'armement moderne – fusils à chargement par la culasse, puis à répétition, et enfin les mitrailleuses –, fit que la supériorité européenne fut incontestable. Les temps n'étaient plus à Pizarre qui conquit l'Empire inca sans la moindre arme à feu, ou encore à Vasco de Gama qui triompha des forces hostiles avec ses seules arbalètes ;
3. la création des troupes indigènes adaptées au climat.

La supériorité matérielle elle-même, n'explique cependant pas tout car elle fut très largement compensée par le milieu, les distances, les conditions naturelles, le nombre et la maladie.

> « La moyenne de la mortalité des Européens est considérable pour les premières années, effrayante même. Elle oscille entre 40 et 45 pour cent. À cette époque, de 1880 à 1885 (…) quel Européen, sur son sol natal eût résisté à des fatigues et des privations semblables à celles qu'endurèrent nos jeunes soldats sous ce climat tropical ? Aucun d'eux, pendant cette période, ne fit moins de 2 000 kilomètres en l'espace de huit mois, n'y ayant pour toute nourriture que du biscuit de mauvaise qualité, souvent avarié, de la viande de conserve fermentée sous l'action d'une chaleur torride, du riz, du maïs, du mil et, pour toute boisson, de l'eau boueuse coupée de tafia. Cependant, c'est dans de pareilles conditions hygiéniques qu'ils construisirent sur notre ligne de ravitaillement (Sénégal-Niger) sept forts, la route de 600 kilomètres qui les relie, les divers établissements qui les complètent ; en même temps ils assiégèrent et prirent quatre villages fortifiés, livrèrent neuf batailles rangées et quarantetrois engagements partiels » (Péroz, 1896 : 452).

La rapidité de la conquête s'explique également parce que les colonisateurs n'eurent pas face à eux une résistance globale. Il n'y eut en effet quasiment jamais de solidarité entre les peuples africains. Plus encore, quand la conquête coloniale renversa des empires, leur écroulement se fit dans l'allégresse des exploités ; d'où les aides que les Européens obtinrent lors de chaque résistance. Les animistes bambara soutinrent ainsi les Français lors de leurs campagnes contre l'Empire toucouleur ou contre Samory ; les Fanti et les Yoruba firent de même avec les Britanniques quand ces derniers combattirent les Ashanti ou le califat de Sokoto ; en Afrique australe, les Sotho épaulèrent les Boers contre les Ndebele, puis les Anglais contre les Zulu ; quant à Madagascar, les Côtiers y prirent le parti du corps expéditionnaire français contre les Mérina, etc.

En définitive, la conquête de l'Afrique fut la revanche offerte par l'Europe

aux vaincus de la longue histoire africaine.

Trois derniers points ne doivent pas être perdus de vue :

1. la conquête coloniale se fit à partir des pôles littoraux avec lesquels les Européens avaient noué de séculaires relations et qui, dans bien des cas, avaient été leurs partenaires durant l'époque de la traite esclavagiste ;
2. cette conquête ne donna pas lieu à des guerres de grande intensité ;
3. des batailles furent certes perdues par les Européens (Isandhlawana par les Britanniques en 1879, Takoubao par les Français en 1894, etc.) mais toutes les guerres furent finalement gagnées par ces derniers ; à l'exception toutefois de celle menée par l'Italie contre l'Éthiopie en 1895-1896.

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE S’ADAPTE À LA GUERRE D’AFRIQUE

Ce fut une armée métropolitaine qui débarqua en Algérie et qui y fut confrontée à un environnement nouveau pour elle. Dans un premier temps, elle chercha ses marques, puis elle s’adapta. Ce fut l’œuvre de Bugeaud, véritable père de l’armée d’Afrique, même si les premières unités « africaines » furent créées dès 1830-1831, donc avant son arrivée (Faivre, 2010).

I. La création d’une armée coloniale

En France, avant la révolution de 1789, les troupes de marine avaient en charge la conquête des colonies. La défense tactique et les expéditions d’exploration relevaient des troupes recrutées en métro-pole par les compagnies commerciales et la police, des milices levées localement parmi les colons. Lorsque les périls menaçaient, comme en Nouvelle-France et en Louisiane, des régiments métropolitains étaient envoyés en renfort de la milice.

En Afrique, les troupes de marine intervinrent par deux fois, en 1677 et en 1779, pour conquérir ou reprendre les établissements du Sénégal, mais la Compagnie des Indes occidentales recruta des soldats noirs pour protéger les maisons de commerce installées à la côte ou à l’intérieur, le long du fleuve.

Composé de Français métropolitains, le bataillon d’Afrique, créé au mois d’avril 1763 par le ministre Choiseul, fut décimé par les fièvres et rapatrié en France. Aussi, en 1765, De Mesnager, le gouverneur des établissements français du Sénégal, leva une unité locale, les laptots de Gorée, dans laquelle servaient à

des grades différents, toutes les composantes de la population de la colonie : colons blancs, métis, Noirs libres et esclaves.

> « Le terme laptot signifiant matelot ou mousse en langue wolof désigne à l'origine en Afrique de l'ouest les matelots ou les bateliers indigènes au service de l'armée française. Les laptots sont vêtus d'une longue culotte à la matelote de toile blache ou grise et d'un gilet ou veste courte de même étoffe, avec boutons blancs, col jaune et turban à la turque à fond blanc, revers jaune et houppe de laine jaune. Ils sont armés d'une lance de 2,43 m à banderole jaune. Leurs chefs portent un habit court ou une grande veste blanche avec collet et paremement « à la polonaise » jaune et une petite veste courte et jaune. Ils sont armés d'épées ou de sabres et de fusils avec baïonnettes et gibernes » (Champeaux et Deroo, 2006).

Cette unité fut dissoute au début de la période révolutionnaire quand le décret du 21 juillet 1791 supprima les corps spéciaux. En 1796, le Directoire envoya à Gorée un détachement de Noirs antillais et durant le Consulat, deux compagnies furent recrutées sur place.

Lors de la campagne d'Égypte, le général Bonaparte qui avait le projet de recruter 30 000 auxiliaires volontaires locaux, constitua un corps bien plus réduit composé de déserteurs mamelouks qui formèrent le cœur des futurs mamelouks de la Garde, et de quelques dizaines de cavaliers palestiniens, les chasseurs d'Orient. Il constitua également un régiment de Dromadaires.

En 1802 un corps de Volontaires du Sénégal fut créé, mais sa piètre conduite au feu entraîna la capitulation de Saint-Louis devant les Anglais au mois de juillet 1809. En 1818 fut créé le 1er bataillon d'Afrique qui devint bataillon de Gorée en 1823.

En 1831, sous la monarchie de Juillet, naquirent les troupes coloniales : infanterie de marine (marsouins), artillerie de marine (bigors) et légion étrangère. Pour ce qui est des troupes indigènes, leur création se fit en Algérie avec les spahis, plus tard avec les tirailleurs. En Afrique noire, les troupes indigènes, notamment les tirailleurs sénégalais, furent créées en 1857 (Champeaux et Deroo, 2006). Avec ces derniers, la France disposa d'une force adaptée à l'Afrique de l'Ouest :

> « Commencé au Sénégal, le recrutement des tirailleurs s'étend rapidement à tous les territoires conquis par la France. Les soldats recrutés en Afrique ou à Madagascar sont appelés initialement en fonction de leur région d'origine *tirailleurs sénégalais, haoussas, gabonais, malgaches, somalis.* Par la suite on uti-lise pendant quelques années l'expression *tirailleurs coloniaux.* Dans la pratique, c'est l'appellation générique *tirailleurs sénégalais* qui s'impose à tous, le Sénégal étant le premier pays ayant fourni des soldats à l'initiative de Faidherbe. Quant au terme tirailleur, désignant à l'origine un combattant doté d'une certaine liberté de manœuvre qui tire en dehors du rang, il s'applique indifféremment à des soldats servant comme fantassins, cavaliers, artilleurs ou même encore comme conducteurs, infirmiers, ouvriers des bataillons d'étape »… (Champeaux et Deroo, 2006 : 3.)

À la Chambre des députés, Jean Jaurès s'éleva contre la constitution d'une armée coloniale recrutant des indigènes car il y voyait une menace pour le

prolétariat français :

> « Quand 120 000 hommes pourront être brusquement mobilisés à la moindre alerte des troubles civils et des antagonismes sociaux, ils deviendront une armée prétorienne au service de la bourgeoisie et du Capital » (cité par Dubois, 1985 : 116).

LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE[1]
UNE ARMÉE PRISONNIÈRE DE SA CONQUÉTE

Le 5 mars 1798, le *Directoire* autorisa Bonaparte à entreprendre la conquête de l'Égypte. Mais pour cela, il fallait commencer par relever le défi que représentait le rassemblement rapide d'une flotte de près de trois cents navires, capables de transporter un corps expéditionnaire de 38 000 hommes doté d'un millier de pièces d'artillerie, à un moment où la marine française sortait très éprouvée des années révolutionnaires. L'expédition fut rassemblée en un temps record et dans la nuit du 1er au 2 juillet 1798, 4 000 hommes débarquèrent à l'ouest d'Alexandrie.

Le 6 juillet, l'armée se mit en marche. L'amiral Brueys qui ne pouvait utiliser la rade d'Alexandrie, trop peu profonde, installa sa flotte à Aboukir. Le 14 juillet, le combat de Chebreis, livré au pied des pyramides à 1 200 mamelouks engagés par Mourad Bey[2], tourna à l'avantage des Français.

Cette victoire fut compromise le 1er août à Aboukir par la destruction de la flotte de l'amiral Brueys qui attendait la confirmation de la prise du Caire pour faire voile vers Corfou. Privée de communications avec la France, l'armée d'Égypte se retrouva alors prisonnière de sa conquête.

L'entrée en guerre du sultan ottoman ouvrit entre-temps un nouveau « front » au nord et, le 10 février 1799, Bonaparte quitta Le Caire pour marcher sur la Syrie, avec 13 000 hommes. Dans la nuit du 14 au 15 février, il infligea, à hauteur d'El-Arish, un cuisant revers aux troupes du pacha turc d'Acre et, dès le lendemain, le fort voisin dut capituler. Gaza fut prise le 25 février, Jaffa enlevée le 7 et, rendus furieux par l'assassinat d'un parlementaire, les Français y firent un grand massacre. Quatre jours plus tard, la peste, déjà signalée à El-Arish, commença à décimer la troupe malgré les mesures préventives imposées par René-Nicolas Desgenettes, médecin-chef de l'armée d'Orient.

Dans la nuit du 21 mai, la petite armée engagée en Syrie se replia vers l'Égypte où l'on craignait un prochain débarquement des troupes turques. Le 14 juin 1799, les « vainqueurs » étaient de retour au Caire mais, sur les 13 000 hommes partis en février, 8 000 seulement regagnèrent l'Égypte.

Avec 18 000 hommes encore disponibles (la moitié de l'effectif débarqué un an plus tôt), Bonaparte devait préserver sa conquête sans l'espoir de recevoir le moindre soutien du Directoire, confronté à une nouvelle coalition européenne.
Le 14 juillet, il fut informé de l'arrivée, deux jours plus tôt, d'une flotte anglo-turque en rade d'Aboukir où 20 000 Turcs commandés par Mustapha Pacha avaient débarqué. Dès le 23 juillet, le gros de l'armée française fut rassemblé à Alexandrie et le 25, la majeure partie des forces turques mises à terre fut anéantie alors que les Français ne comptaient qu'une centaine de tués.
La victoire était totale mais Bonaparte avait pris connaissance des graves évènements qui se déroulaient en France. La défaite de Jourdan à Stokach, celles de Scherer, de Moreau et de MacDonald en Italie faisaient que le pays risquait de se trouver de nouveau menacé d'invasion, ce qui l'incita à envisager son retour. Aussi, après avoir laissé le commandement à Kléber, embarqua-t-il pour la France et le 8 octobre 1799 il mettait pied à terre à Toulon.

Le 29 octobre 1799, à l'embouchure du Nil, la marine britannique débarqua 7 000 janissaires turcs mais le général Verdier qui commandait à Damiette les rejetta à la mer avec seulement un millier d'hommes.

Depuis El-Arish une armée ottomane forte de 70 000 hommes s'avança. Kléber se porta à sa rencontre avec les 10 000 hommes qui lui restaient et il remporta la victoire d'Héliopolis. Il se retourna ensuite contre Le Caire et y écrasa l'insurrection qui venait d'y éclater avec l'aide de Mourad Bey. Kléber fut assassiné le 14 juin 18003 et le général Menou – qui avait épousé une Égyptienne et s'était converti à l'Islam – lui succéda. Le 8 mars 1801, la flotte anglaise débarqua à Aboukir 16 000 hommes commandés par le général Abercrombie.
Le 23 mars, avec 9 600 hommes, Menou livra bataille devant Canope, à mi-chemin entre Alexandrie et Aboukir, mais il perdit le tiers de son effectif et fut vaincu. Il s'enferma alors dans Alexandrie et, le 27 juin 1801, le général Belliard demeuré au Caire accepta de négocier avec les représentants anglo-turcs, puis de signer l'acte de capitulation. Treize mille Français et 700 Coptes, Grecs ou mamelouks de leurs unités auxiliaires quittèrent ensuite Le Caire emportant la dépouille de Kléber et ils se dirigèrent vers Damiette pour y être embarqués et rapatriés.

Après avoir vainement attendu l'arrivée d'hypothétiques secours, Menou

capitula à son tour le 2 septembre, trois ans et deux mois après la prise d'Alexandrie qui avait marqué le début de l'aventure égyptienne.

II. L'Algérie et la naissance de l'armée d'Afrique

La présence française en Algérie résulte de choix politiques bien incertains que nous ne discuterons pas ici. Très rapidement, Paris se demanda ce qu'il convenait de faire de ce qui apparut comme une encombrante conquête : évacuer, se maintenir dans des place-fortes littorales ou bien prendre le contrôle de tout le pays ? Ces trois options furent discutées et envisagées. La troisième impliquait une refonte complète de l'armée, ou plutôt, la création d'une armée d'Afrique adaptée au terrain. Ce fut l'œuvre de Bugeaud.

Le 14 juin 1830, le corps expéditionnaire français fut mis à terre sur la plage de Sidi-Ferruch. Les défenses d'Alger furent prises à revers, par voie de terre, l'artillerie turque étant tournée vers la mer ; la ville capitula le 5 juillet. Dans le reste du pays, certaines tribus et plusieurs responsables turcs prirent le parti des Français afin de régler des querelles locales, comme à Oran ou à Bône ; d'autres résistèrent, comme à Constantine, qui ne fut prise qu'en 1837.

Abd el-Kader voulut utiliser la présence française qu'il pensait provisoire pour éliminer les Turcs et devenir « sultan des côtes d'Alger, d'Oran et de Tlemcen jusqu'à la frontière de Tunis ». Comme ils le détestaient, les Turcs et les *Kouloughli*[4] de Tlemcen, ainsi que les anciennes tribus *makhzen*[5] de l'Oranie, notamment les Douairs et les Smela, dirigées par Mustapha ben Ismail, se rallièrent aux Français. Une guerre confuse éclata alors.

THOMAS - ROBERT BUGEAUD (1784 - 1849)

De haute taille, vigoureux, l'œil gris clair, le nez légèrement aquilin, ancien officier de la Grande Armée, Thomas Robert Bugeaud, marquis de la Piconnerie, duc d'Isly, maréchal de France, naquit à Limoges le 15 octobre 1784.
Engagé volontaire en 1804 dans la Garde impériale, il participa à la bataille d'Austerlitz comme caporal et gagna la plupart de ses grades durant les campagnes d'Espagne où il servit quasiment sans interruption de 1808 à

1813. Il y acquit une grande expérience de la guerre contre les partisans, ce qui lui servit en Algérie. Rallié à l'Empereur durant les Cent Jours, il commandait le 14e de ligne face aux Autrichiens, sur les Alpes. La personnalité de Bugeaud apparaît bien à cette occasion quand, le 27 juin 1815, neuf jours après Waterloo, il apprit qu'une division autrichienne forte de 10 000 hommes avançait contre ses 1 700 hommes. Il s'adressa alors à ces derniers en ces termes :

> *« (…) Nous sommes 1 700 chasseurs contre 10 000 lapins, la proportion est excellente et la chasse sera bonne : c'est 3 000 pièces de gibier à laisser sur le carreau ».*

De fait, 2 960 Autrichiens furent tués ou faits prisonniers.

Mis en demi-solde sous la Restauration, il se retira sur ses terres, en Dordogne, avant de reprendre sa carrière sous la monarchie de Juillet comme colonel du 56e régiment d'infanterie. Nommé général le 2 avril 1831, il se fit élire député de la Dordogne au mois de juillet de la même année. Le 27 janvier 1834, il tua dans un duel au pistolet le député Dulong qui l'avait traité de « geôlier » parce qu'il avait été chargé, en 1832, de surveiller la duchesse de Berry enfermée à Blaye. Lors des émeutes parisiennes d'avril 1834, son nom fut associé au massacre de la rue Transnonain quand, pour venger un officier abattu par un franc-tireur, des soldats de sa division tuèrent tous les habitants de la maison d'où était parti le coup de feu.

Envoyé une première fois en Algérie au mois de juin 1836, il y resta jusqu'en 1837. Nommé gouverneur général de l'Algérie le 29 décembre 1840, il rejoignit son poste au mois de février 1841. Bugeaud quitta l'Algérie le 5 juin 1847. Maréchal de France le 31 juillet 1843, il tenta ensuite de persuader le roi Louis-Philippe d'user de la force lors de la Révolution de 1848. Nommé commandant en chef de l'armée, il annonça qu'il allait en finir « avec cette canaille rebelle ». Cependant, la réputation qui le suivait depuis l'affaire de la rue Transnonain fit que la garde nationale refusa d'obéir à ses ordres. À Louis-Philippe qui venait de lui retirer son commandement, il déclara : « Sire, votre majesté est fichue. » Il continua cependant à prôner la manière forte mais Louis-Philippe qui ne voulait pas se battre fut emporté par la tourmente révolutionnaire.

Élu député à la Constituante de 1848, il fut nommé à la tête de l'armée des Alpes par Louis-Napoléon Bonaparte. Élu député de la Charente-Inférieure le 26 novembre 1849, il mourut à Paris le 10 juin 1849, emporté par le choléra (Bois, 1997 et 2012).

Au mois de mai 1836, Bugeaud fut nommé à la tête des renforts envoyés en Algérie avec pour mission de contenir Abd el-Kader et de tenter de faire la paix avec lui. Il avait alors cinquante-deux ans et une nouvelle carrière s'ouvrait devant lui. Dès son arrivée au mois de juin 1836, il décida de bousculer les pesanteurs qui faisaient de l'armée envoyée en Algérie un corps lent et peu adapté aux combats africains tout en coups de main et en embuscades.

Sa vision fut clairement définie dans un rapport daté du 10 juin 1836, donc des premiers moments de son séjour :

> « Il faut, pour commander en Afrique, des hommes vigoureusement trempés au moral comme au physique. Les colonels et les chefs de bataillon un peu âgés, chez qui la vigueur d'esprit et de cœur ne soutient pas les forces physiques devraient être rappelés en France (…) Ce qu'il faut aussi pour faire la guerre avec succès, ce sont des brigades de mulets militairement organisés afin de ne pas dépendre des habitants du pays, de pouvoir se porter partout avec légèreté et de ne pas charger les soldats ».

Dans un autre rapport, daté du 24 juin celui-là, il demandait la création d'unités spécialisées, les régiments de renfort arrivant de France ayant, selon lui, une mentalité qu'il qualifiait de « détestable » car leurs officiers servaient en Afrique à contrecœur, ce qui avait naturellement pour effet de démoraliser les hommes. Aussi, écrivait-il qu'il fallait « des troupes constituées tout exprès ».

En fin de séjour, il rédigea un *Mémoire sur la guerre dans la province d'Oran* dans lequel il reprenait les idées développées dans ses précé-dents rapports :

> « Il ne faut point trop multiplier les postes fortifiés, qui diminuent les res-sources disponibles en hommes, sont coûteux et difficiles à ravitailler, et exposent aux surprises ».

Il concluait en préconisant le mouvement, toujours le mouvement, et cela grâce à la mise au point d'un « système de colonnes agissantes ». Il ajoutait que si la France voulait conquérir l'Algérie, il faudrait d'abord réorganiser l'armée en profondeur et lui donner d'autres moyens que ceux qui y étaient déployés. C'est ainsi que 100 000 hommes seraient nécessaires qu'il faudrait répartir en dix colonnes de 10 000 hommes chacune, 3 000 demeurant au dépôt et les 7 000 autres légèrement équipés et très mobiles, devant sillonner le pays.

Signataire avec Abd el-Kader du traité de la Tafna le 30 mai 1837, Bugeaud rentra en France, persuadé que la présence française en Algérie était une erreur, parlant même de cette conquête comme d'« une possession onéreuse dont la nation serait bien aise d'être débarrassée ».

En 1839, Bugeaud se fit élire député de la Dordogne. Les nouvelles d'Algérie qui parvenaient alors à Paris étaient alarmantes car l'armée subissait

des pertes considérables, plus d'ailleurs par les fièvres que par les coups de l'ennemi. Le 15 janvier 1840, le député Bugeaud donna son avis en séance. Après avoir exposé qu'il n'y avait selon lui que trois options possibles, à savoir l'abandon pur et simple, l'occupation maritime de « quelques Gibraltar » qui absorberait des effectifs disproportionnés pour des objectifs peu clairs, ou enfin la conquête totale, il déclara :

> « (…) Je ne serai pas suspect quand je dirai que l'occupation restreinte me paraît une chimère. Cependant, c'est sur cette idée qu'avait été fait le traité de la Tafna[6]. Eh bien, c'est une chimère (…) Messieurs, il ne reste pas trois partis à prendre : l'abandon, l'occupation maritime et la conquête absolue.
>
> L'abandon, la France officielle n'en veut pas (…) L'occupation maritime serait bonne si l'on pouvait avoir sur la côte quelques Gibraltar qu'on pût garder avec 1 200 ou 1 500 hommes et approvisionner par mer. Mais il n'en est point ainsi ; vous avez des populations considérables à nourrir : 35 000 âmes à Alger, 12 à 15 000 à Oran, 8 000 à Bône, etc. Vous ne pouvez étouffer ces grosses populations entre quatre murailles, il leur faut une zone pour leurs besoins et pour la sécurité de ces zones, il faut 25 ou 30 000 hommes (…) Il ne reste donc, selon moi, que la domination absolue, la soumission du pays (…) Oui, à mon avis, la possession d'Alger est une faute, mais puisque vous voulez la faire (…) il faut que vous la fassiez grandement. Il faut donc que le pays soit conquis et la puissance d'Abd el-Kader détruite ».

En mai 1840, toujours devant les députés, il s'opposa à la stratégie défensive suivie par le maréchal Valée[7] :

> « Que diriez-vous d'un amiral qui, chargé de dominer la Méditerranée, amarrerait ses vaisseaux en grand nombre sur quelques points de la côte et ne bougerait pas de là ? Vous avez fait la même chose. Vous avez réparti la plus grande partie de vos forces sur la côte, et vous ne pouvez, de là, dominer l'intérieur. Entre l'occupation restreinte par les postes retranchés et la mobilité, il y a toute la différence qui existe entre la portée du fusil et la portée des jambes. Les postes retranchés commandent seulement à portée de fusil, tandis que la mobilité commande le pays à quinze ou vingt lieues. Il faut donc être avare de retranchements, et n'établir un poste que quand la nécessité en est dix fois démontrée. »

Au mois de décembre 1840 le maréchal Valée fut rappelé en France et Bugeaud désigné pour le remplacer. Cette nomination par le roi Louis-Philippe provoqua des remous chez les partisans de la conquête car le nouveau commandant en chef en était considéré par eux comme un adversaire.

Débarqué à Alger le 22 février 1841, Bugeaud était donc de retour pour une seconde campagne et ce fut lui, l'opposant à l'occupation de l'Algérie, qui soumit le pays.

En 1841, Bugeaud prit Saïda et Boghari. En 1842, ce fut le tour de Tlemcen, puis il fonda Orléansville. Tandis qu'il harcelait AbdelKader dans l'Ouest de l'Algérie, de Mascara à Saïda, Lamoricière et Changarnier dispersaient ses lieutenants dans la région d'Alger et d'Oran.

La lutte contre la guérilla espagnole ayant été formatrice, Bugeaud décida de

se débarrasser des lourds convois et d'une artillerie qu'il jugeait largement inutile dans ce genre de campagne. Sa première priorité fut d'alléger les hommes qui portaient alors un fourniment composé de sept à huit jours de vivres, de soixante cartouches, de chemises et souliers de rechange, d'ustensiles de cuisine et de couchage, etc. Ni cavalerie lourde, ni artillerie, ni places fortifiées mais des colonnes d'infanterie mobiles avec une cavalerie légère pour éclairer, couvrir leurs flancs et lancer des actions surprise. Leur mission devait être de ratisser le pays pour obtenir la soumission des tribus et interdire à l'ennemi de reconstituer ses forces. Tous les transports, vivres et malades, devraient être effectués par mulets.

Le 16 mai 1843, les 500 cavaliers du duc d'Aumale et de Youssouf capturèrent la *Smala* (camp mobile) d'Abd el-Kader. Les survivants se replièrent au Maroc, base arrière d'autant plus solide pour eux qu'Abd el-Kader avait épousé une des filles sultan Moulay Abderramane (1822-1859) et qu'il reconnaissait son autorité religieuse. Les *oulémas* de Fès décrétèrent d'ailleurs que sa résistance s'apparentait au *jihad*, à la guerre sainte.

En 1844, un poste militaire français ayant été construit à LallaMaghnia, en territoire marocain, le sultan y envoya une armée. Le 6 août 1844, l'escadre du prince de Joinville bombarda Tanger et le 15 août, après un débarquement, le prince se rendit maître de Mogador qui fut brièvement occupée. La veille, 14 août 1844, Bugeaud avait remporté la bataille de l'oued Isly qui fut un désastre pour l'armée marocaine. Le 10 septembre 1844, le Maroc signa les accords de Tanger et le 18 mars 1845, Français et Marocains paraphèrent le traité de Lalla-Maghnia par lequel une frontière artificielle était tracée entre le Maroc et l'Algérie. La France était désormais engagée dans une entreprise de conquête dans la durée.

En 1845, Abd el-Kader reprit le combat alors que Bugeaud était rentré en France pour un congé, laissant le commandement au général de La moricière. À l'automne, les colonnes françaises perdirent de nombreuses forces dans de meurtrières embuscades et Bugeaud revint en hâte. Le 22 décembre 1847[8], traqué par les colonnes mobiles françaises, devenu indésirable au Maroc qui ne voulait pas de nouvelle confrontation armée avec la France, ayant vu ses forces se réduire, Abd el-Kader se rendit au général Lamoricière. Le lendemain il fit sa soumission au duc d'Aumale qui venait juste de succéder à Bugeaud comme gouverneur général de l'Algérie. La méthode Bugeaud avait porté ses fruits.

LES DÉBUTS DE L'ARMÉE D'AFRIQUE

L'armée d'Afrique était l'armée d'Afrique du Nord et les troupes coloniales, celles du reste de l'Empire.

En Algérie, les Zaoua, tribu kabyle du Djurdjura qui était une tribu *makhzen*, passa au service de la France. C'est à partir d'elle que le 1er octobre 1830 fut créé un corps de zouaves fantassins, puis un corps monté de zouaves qui prit le nom de chasseurs algériens.
En 1831 furent créés la Légion étrangère ainsi que deux régiments de chasseurs d'Afrique, le premier à Alger et le deuxième à Oran, tous deux formés à partir du 12e régiment de chasseurs à cheval auxquels furent adjoints quelques dizaines de chasseurs algériens.
À partir de 1834, les chasseurs algériens devinrent les spahis, et les chasseurs d'Afrique furent à partir de ce moment uniquement à recrutement français. Quant aux zouaves, ils furent eux aussi, mais peu à peu à recrutement uniquement fran-çais. En réalité, ce furent les unités d'infanterie algérienne dans lesquelles servaient les Français d'Algérie.
En 1835, furent créées des unités d'auxiliaires, les Turcos, qui prirent le nom de tirailleurs en 1841. En Afrique noire les tirailleurs furent créés en 1857 au Sénégal et les premières compagnies sahariennes à recrutement nomade local naquirent en 1901 au Niger (Carlier, 2000).

III. La conquête de l'Ouest africain

Deux périodes doivent être distinguées. Dans la première qui va de 1880 à 1894 environ, l'objectif fut le fleuve Niger et des pénétrantes furent lancées à partir du Sénégal et des comptoirs du golfe de Guinée. À partir des années 1896-1899, l'objectif fut le lac Tchad et la progression française se fit depuis l'Algérie, le Niger, le golfe de Guinée et le Congo.

LA PÉNÉTRANTE DU SÉNÉGAL

« Les forts jalonnent la ligne de pénétration qui suit l'axe fluvial du Sénégal et de ses affluents, le Bafing, le Bakhoy recevant à son tour le Baoulé. Le fleuve, lieu de transport, acquiert une importance majeure aux yeux des militaires car sa vallée constitue le véritable axe de communication à contrôler à tout prix malgré les contraintes du

franchissement. Les officiers, qu'ils aient comme le saint-cyrien Gallieni une solide formation de géographie militaire ou bien moindre comme les polytechniciens Borgnis-Desbordes ou Archinard, ont le sens du terrain, c'est pourquoi ils cherchent à maîtriser les axes de convergence des vallées pour organiser leurs communications et leur logistique.

Les premiers forts sont isolés et séparés par des distances de plusieurs dizaines, voire de plusieurs centaines de kilomètres les uns des autres. Puis les intervalles sont complétés de façon à réduire les trop longues distances. Le choix de l'empla-cement était stratégique, il s'est discuté âprement entre les chefs militaires. Il a fait l'objet de reconnaissances spéciales du terrain, véritables missions de renseignement. En août 1879 puis en avril 1880, à la demande du gouverneur Brière de l'Isle, le capitaine Gallieni a effectué des missions de repérage entre Médine et Bafoulabé jusqu'au Bakhoy » (Cuttier, 2003 : 81).

a) La conquête du bassin du Niger

La conquête du bassin du Niger se fit à partir du Sénégal et des comptoirs du littoral du golfe de Guinée.

Des campagnes annuelles généralement menées de novembre à juin, les premières dirigées par le colonel Borgnis-Desbordes, aboutirent à la prise de Bamako en 1883. Puis, de 1885 à 1888, le colonel Gallieni élargit la zone sous contrôle français en prenant Siguiri. À cette phase de la conquête, les Français atteignirent les franges de l'empire de Samory et comme, en 1882, le colonel Borgnis-Desbordes lui avait fermé la rive gauche du Niger, Samory (Person, 1975) préféra alors négocier et il conclut avec les Français les traités de Kéniéba-Koura en 1886 et de Bissandougou l'année suivante (Oloruntimehin, 1971 : 67-92). Tranquille à l'Ouest, il porta alors ses regards vers l'Est. En 1887 il engagea ainsi les hostilités contre le roi sénoufo Tyéba et vint assiéger Sikasso, mais ce fut un échec.

Louis Archinard qui succéda au colonel Gallieni en 1891 comme commandant des forces du Soudan, obtint du ministère des Colonies l'autorisation de lancer une expédition contre Ségou, la capitale du royaume toucouleur située au nord-est de Bamako. La ville fut prise au mois de février 1891 et la puissance des Toucouleur disloquée.

Toujours en 1891, le colonel Archinard franchit le Niger et pénétra dans les territoires de Samory. Ce dernier tenta de ralentir l'avance des colonnes

françaises en ordonnant une politique de la « terre brûlée » et en entraînant de force vers l'Est les populations qui lui étaient soumises. Il tenta également de s'ouvrir un couloir vers la côte d'où lui arrivaient les armes à feu. Il se déplaça ainsi dans une sorte de « longue marche », installant une nouvelle capitale à Dabakala dans l'actuelle Côte d'Ivoire, à 150 km au sud de Kong, soit à 700 km à vol d'oiseau de Bissandougou qui était son point de départ (carte n° 8). Les Sénoufo et les Gouro furent alors soumis de la manière la plus brutale et la cité de Kong rasée.

En 1898, Samory tenta de gagner le territoire libérien, mais le 9 septembre, le lieutenant Woelffel surprit une partie de ses forces alors qu'elles s'apprêtaient à franchir la rivière Cavally. Les Français firent alors 1 800 prisonniers et récupérèrent de grandes quantités d'armes. Le 29 septembre Samory fut capturé par un détachement commandé par le capitaine Gouraud et le lieutenant Mangin (Andurain, 2012).

Sur le littoral du golfe de Guinée, la France était présente depuis 1868 à Cotonou et à Ouidah, mais pour accéder au Bas-Niger, elle devait franchir l'obstacle présenté par le royaume fon d'Abomey dont Béhanzin était le souverain depuis 1889.

Un débarquement français eut lieu au mois de février 1890 et fin mars, les troupes françaises repoussèrent l'armée dahoméenne. Au mois d'octobre 1890 l'Arrangement de Ouidah fut signé entre les représentants français et le roi Béhanzin qui reconnaissait à la France la possession de Porto Novo et qui lui cédait Cotonou. Au mois de février 1891, Victor Ballot, qui venait d'être nommé lieutenant-gouverneur des établissements du Bénin, débarqua à Cotonou. Le mois suivant, Béhanzin lança une razzia sur une région dépendant de l'établissement de Porto Novo et attaqua une cannonière française. Fin mai 1892, à Cotonou, 2 000 hommes débarquèrent, commandés par le colonel Alfred Dodds.

Pour venir à bout du royaume fon, il fallut cependant à la France deux difficiles campagnes.

La première débuta au mois de novembre 1892. Le 17 novembre Abomey fut prise et Béhanzin contraint de se replier dans l'intérieur du pays où il déclencha la guérilla. Nommé général, Dodds lança la seconde campagne au mois d'août 1893. Durant le mois de septembre, les troupes françaises prirent le contrôle du nord du pays et fin janvier 1894 Béhanzin fut capturé[9].

La conquête du Dahomey avait ouvert à la France l'accès au Niger. Mais il lui fallait auparavant réduire la principauté de Nikki (ou de Borgou), également revendiquée par la Grande-Bretagne. La question de l'accès au Niger créa donc

une forte tension entre les deux puissances. Finalement la raison l'emporta et l'on négocia pour signer le 14 juin 1898 une convention réglant le contentieux régional franco-britannique, ce qui allait permettre aux Anglais de constituer l'immense Nigeria. Les Français obtinrent Nikki et donc une ouverture sur le sud du Niger, tandis que les Anglais, qui voyaient leur possession du Bas-Niger reconnue, obtenaient en plus le califat de Sokoto (ou empire de Sokoto) avec la possibilité de créer une fenêtre sur le lac Tchad.

b) La course au Tchad : coloniaux contre esclavagistes (cartes n^{os} 15 et 16)

Dans les années 1880 il était devenu évident que le lac Tchad était la clef de voûte de l'Empire africain dont la France entendait se constituer. La progression française vers le lac fut méthodique et se fit dans trois directions : depuis le Niger, depuis le Congo et depuis l'Algérie. Cependant, avant d'atteindre le lac Tchad, il fallut aux Français, triompher de rudes adversaires dont Rabah[10].

L'EMPIRE DE RABAH : UN ÉTAT GUERRIER ET ESCLAVAGISTE

Rabah (ou Rabèh) naquit en 1845 à Salamat al-Bacha, l'actuelle Khartoum[11]. Il créa un empire guerrier dont la richesse reposait sur l'esclavage qui :

« (…) fournissait tout à la fois, la main-d'œuvre, les soldats, les fonctionnaires, les hommes de confiance des chefs, un moyen de transport, un produit de luxe et un article d'exportation. L'esclavage soutenait cette civilisation aussi fermement que la monnaie du monde occidental » (Pascal, 2001 : 5-6).

Dans l'empire prédateur et guerrier fondé par Rabah :

« L'armée constituait la base de l'État et était divisée en vingt-neuf détachements appelés bannières (birak *en arabe*) *qui étaient commandées par un chef indépendant. Elles comptaient de 50 à 300 hommes. Le nom et l'armement dont disposait chaque soldat était consigné dans un registre. Les chefs des bannières étaient arabes, bornou, jellab, kreich, etc. Une discipline militaire stricte caractérisait l'armée de Rabèh : exercices réguliers et châtiments corporels sévères en cas d'insubordination ou de mauvais entretien des armes à feu. D'après les estimations françaises, l'infanterie régulière comptait 4 000 hommes armés de fusils dont 1 500 à*

répétition. On comptait aussi 15 000 porteurs de lances et 4 000 cavaliers utilisés principalement comme éclaireurs. L'artillerie était peu importante : quelques vieux canons dont certains pris à Kouka. Certains soldats savaient utiliser des pièces modernes récupérées par exemple lors des combats contre Bretonnet. On trouvait aussi dans l'armée de Rabèh des armuriers capables de transformer en fusils de précision à capsule des armes à pierre ou à mèche, et de réparer des armes. Les douilles des cartouches étaient récupérées pour être à nouveau utilisées. La poudre de moindre portée que celle venant d'Europe était fabriquée sur place. Les bazinguers (guerriers) étaient accompagnés de leurs femmes qui jouaient non seulement un rôle dans l'intendance de l'armée mais encourageaient les troupes lors des combats. » (Arditi, 2003 : 102.)

1. La progression à partir du Congo

À partir du Congo, deux colonnes françaises progressèrent en direction du lac Tchad, l'une était commandée par Paul Crampel, ancien secrétaire de Savorgnan de Brazza, et elle se mit en marche en 1890. La seconde, qui avait à sa tête Émile Gentil, un officier de marine, suivit quelques années plus tard, en 1895.

– La mission Crampel se fit en deux temps. En 1888-1889, Paul Crampel s'avança dans les régions septentrionales du Congo mais, blessé lors d'une embuscade, il fut contraint de battre en retraite à travers une zone de forêts et de marais particulièrement hostile. Soutenu par le sous-secrétaire d'État aux Colonies, Eugène Étienne, et financé par le comité de l'Afrique française, il repartit quelques mois plus tard pour tenter d'atteindre le lac Tchad à partir du Congo et de l'Oubangui.

Avec seulement 30 tirailleurs sénégalais et 90 porteurs, la mission Crampel se proposait de parcourir et de découvrir les régions encore inexplorées s'étendant entre Bembé sur l'Oubangui – à 200 km en amont de Bangui – et le lac Tchad, situé à vol d'oiseau à 1 000 km de là.

Arrivé à Brazzaville le 10 août 1890, Crampel gagna Bangui le 25 septembre. Il fut tué le 9 avril 1891 à El-Kouti (n° 2 sur la carte) par Mohammed es-Senoussi, un des lieutenants de Rabah.

Les missions de l'ingénieur Jean Dybowski (1891) et de l'explorateur Casimir Maistre (1892-1893) permirent le châtiment de certains des assassins de la mission Crampel, ainsi que la reconnaissance complète de la région,

notamment celle du cours du Chari, la voie qu'emprunta quelques années plus tard Émile Gentil.

– La seconde colonne française partie du Congo en direction du lac Tchad était commandée par Émile Gentil et elle se mit en marche à la fin du mois de juillet 1895 (Haurie, 2003).

Officier de marine, Émile Gentil était naturellement convaincu qu'il fallait utiliser la voie d'eau pour atteindre le Tchad en faisant passer des bateaux du bassin du Congo et de l'Oubangui à celui du Chari. Avec l'aide d'Ernest Huntzbüchler[12], il organisa donc le portage, en pièces détachées, d'un petit vapeur, le *Léon Blot*, long de 18 m et large de 4 m, pour un tirant d'eau de 40 cm et dont l'hélice pouvait être démontée. La flottille était en outre composée de deux baleinières.

Parvenu sur la rive droite du Gribingui, un affluent du Chari, Gentil y installa une base de départ baptisée Fort-Crampel, et il embarqua sur le *Léon Blot*. Le 27 juillet 1897, il atteignit le lac Tchad après 1 000 km de navigation sur le Chari et sur certains de ses affluents. Ce fut l'occasion de conclure un traité avec le sultan Gaourang, roi du Baguirmi, qui voulait se protéger de Rabah, et d'obtenir la soumission de Mohammed es-Senoussi, le meurtrier de Crampel. Puis Gentil rentra en France, laissant à Fort-Crampel le lieutenant de vaisseau Bretonnet.

Profitant du départ de Gentil, Rabah attaqua Gaourang qui appela au secours. Le 17 juillet 1899, Bretonnet fut tué à Togbao (n° 6 sur la carte).

Le 16 août, Gentil qui était revenu de ses congés, se mit en marche à la tête d'une importante colonne dont l'objectif était certes, de venger Bretonnet, mais surtout d'assurer la jonction sur les rives du Tchad avec la mission Afrique centrale, venue du Soudan et avec la mission Foureau-Lamy venue d'Algérie à travers le Sahara.

Le 28 octobre, Émile Gentil infligea aux troupes de Rabah une sévère défaite lors du combat de Kouno.

2. La progression à partir du Niger

Elle avait été préparée par l'expédition du colonel Louis Monteil qui, de 1890 à 1892, avait traversé le Songhay, atteint Ségou, Sikasso, Ouagadougou, régions déjà parcourues quelques années plus tôt par Binger. Monteil s'était ensuite rendu à Sokoto, à Kano et dans le Bornou pour aboutir finalement à quelques dizaines de kilomètres du lac Tchad. Il était rentré par le Fezzan et Tripoli (Monteil, 1895).

Venant du Soudan, la mission Afrique centrale-Tchad, qui devait atteindre le

lac à partir du fleuve Niger, se mit en marche au mois de juillet 1899. Commandée par le capitaine Voulet et son second, le capitaine Chanoine, elle se rapprocha du lac Tchad tout en fermant aux Britanniques l'accès au Haut-Niger. Après des épisodes sanglants (Lugan, 2009 : 586-587) et la mort du colonel Klobb à Dankori (n° 5 sur la carte), puis de Voulet et de Chanoine, tués par leurs propres hommes, le lieutenant Joalland prit le commandement et la mission se poursuivit (Joalland, 1930). Elle est connue sous le nom de mission Joalland-Meynier.

En chemin, le 30 juillet, la mission Joalland-Meynier s'empara de la ville de Zinder, après en avoir repoussé les guerriers du sultan Ahmadou. Le 3 octobre, Joalland et le lieutenant Meynier reprirent leur marche vers le lac Tchad à la tête de 160 tirailleurs et spahis. Le 24 octobre 1899, le lac était atteint au terme d'une marche de 525 km faite en vingt jours.

3. La mission Foureau-Lamy (carte n° 16)

Le massacre de la mission Flatters, perpétré en 1881 à Tadjenout (n° 1 sur la carte page 000), avait ralenti la pénétration française au Sahara, reconnu comme « zone d'influence » de la France lors de la conférence de Berlin de 1885. Or, au nord, la prise d'El-Goléa, en 1891 puis, au sud, celle de Tombouctou, conquise par le futur général Joffre en 1894, firent que la France fut désormais présente sur les deux rives du Sahara. En conséquence, il fallut prendre le contrôle des territoires s'étendant de l'Algérie au Soudan et ce fut le but de la mission Foureau-Lamy (Ardisson, 2003 : 57-62).

Fernand Foureau était un « vieux Saharien » qui avait accompli onze voyages dans le grand désert entre 1876 et 1898, cependant que le commandant François-Joseph Lamy était un officier familier des affectations coloniales, qui avait servi en Algérie, en Tunisie, au Tonkin, à El-Goléa au Sahara, au Congo et à Madagascar avant de prendre le commandement de la mission.

La mission Foureau-Lamy quitta Blida, en Algérie, au mois de septembre 1898. Le 21 janvier elle atteignit les rives du lac Tchad, mais il lui fallait encore effectuer sa jonction avec les deux autres missions venues respectivement du Soudan et du Congo.

Foureau et Lamy ayant décidé de contourner le lac par le nord, l'expédition se remit en marche le 3 février. Faute de guides sûrs, la colonne perdit du temps, mais elle rencontra le 18 février les premiers éléments de la mission Joalland-Meynier. Informé de la mort de Bretonnet[13], le commandant Lamy entendit se

mettre le plus rapidement possible à la disposition d'Émile Gentil afin d'être en mesure de détruire une fois pour toutes la puissance de Rabah. La colonne marcha alors vers l'est et, le 24 février – après avoir parcouru 180 km en quatre jours, ce qui constituait un exploit dans cet environnement inconnu –, elle atteignit les rives du Chari. Le 3 mars, Kousseri fut prise d'assaut et, le 8, les *sofas* (contingents de fantassins) du fils de Rabah, Fadlallah, étaient dispersés. Rabah n'en conservait pas moins le gros de ses troupes.

Réunies à Kousséri, le 21 avril 1900, les trois missions (Gentil, Afrique centrale et Foureau-Lamy), disposaient alors de 700 fusils et de 4 canons pour faire face aux 4 000 hommes (dont 1 500 armés de fusils) que pouvait encore aligner Rabah. Le 22 avril son camp retranché fut emporté par l'assaut des tirailleurs, mais le commandant Lamy fut tué à l'issue du combat, quasiment en même temps que Rabah[14]. Durant cette opération le capitaine de Cointet perdit également la vie.

Gentil prit alors le commandement des opérations et le 29 mai 1900 il fonda le poste de Fort-Lamy. Le capitaine Reibell, qui avait succédé à Gentil qui était rentré en France, poursuivit ce qui restait des troupes de Rabah.

Fadlallah, fils de Rabah, poursuivit le combat et chercha à se placer sous protectorat anglais mais, le 23 août 1901, le lieutenant-colonel Destenave franchit le Chari, pénétra en territoire britannique, le surprit et le tua. « L'empire » de Rabah n'était plus dès lors qu'un souvenir.

La défaite de Rabah et la prise de contrôle des régions riveraines du lac Tchad soudaient les possessions de l'Afrique occidentale à celles de l'Afrique équatoriale, mais il restait encore à la France à prendre le contrôle effectif du Sahara.

---

1. Dans l'immensité de la bibliographie, on retiendra : Laurens (1989), Brégeon (1991), Laissus (1998), Tranié et Carmignani (1988).

2. Mourad Bey (1750-1801) était un des vingt-quatre beys mamelouks gouvernant l'Égypte pour le compte du sultan ottoman contre lequel il se rebella. Après avoir farouchement combattu les Français, il se rallia à eux. Il mourut de la peste en 1801.

3. « Quoique l'Égypte soit soumise en apparence, elle n'est rien moins que soumise en réalité » (Kléber, dernier rapport au Directoire).

4. Les *Kouloughli* étaient les enfants nés de Turcs et de femmes indigènes.

5. Les tribus dites *makhzen* étaient celles qui levaient l'impôt pour le compte de la Régence et qui lui fournissaient des troupes en cas de besoin. En échange, elles bénéficiaient de multiples avantages, dont la dispense d'impôt. 82

6. Par ce traité, Abd el-Kader avait reconnu à la France la possession d'enclaves, des « Gibraltar » selon l'expression de Bugeaud, dont Alger, Oran et Bône.

7. En 1840, face aux attaques lancées par Abd el-Kader, le maréchal Valée eut l'idée de construire un fossé

fortifié destiné à protéger la région d'Alger, Mitidja comprise, où la colonisation agricole avait débuté. Bugeaud considérait qu'une telle politique purement défensive serait sans résultat et il préconisait donc soit l'abandon, soit la conquête de toute l'Algérie afin d'écarter la menace par une politique globale.

8. Pour l''histoire de la conquête de l'Algérie depuis le débarquement de 1830 jusqu'à la reddition d'Abd el-Kader, voir Georges Fleury (2004).

9. Il fut déporté à La Martinique puis en Algérie où il mourut en 1906. Agoli-Agbo, frère du souverain, fut installé sur le trône et il accepta le protectorat français. Au mois de mars 1893, le Dahomey devint une colonie autonome détachée des Rivières du Sud et au mois de juin 1894, Victor Ballot en fut nommé gouverneur avec pour mission, à partir du littoral, d'élargir la zone contrôlée par la France en direction du Niger afin d'y devancer Britanniques et Allemands.

10. Sur Rabah, voir Zeltner (1988), Tubiana (2003), Arditi (2003).

11. Pour tout ce qui concerne les populations arabes ou arabisées de la région du lac Tchad, voir Zeltner (1970 et 1988).

12. Chef d'exploration, c'est-à-dire chargé de reconnaître le fleuve, d'assurer l'intendance, les stocks, la cartographie.

13. Le lieutenant Bretonnet qui dirigeait une mission dans la région du chair fut tué lors de la bataille de Togbao (n°6 sur la carte page…).

14. La tête de Rabah coupée par un tirailleur et fichée en haut d'une lance, fournit à la revue *Le Tour du Monde* l'une de ses couvertures les plus célèbres.

CHAPITRE II

LA GRANDE-BRETAGNE ET LES GUERRES D'AFRIQUE AUSTRALE

En Afrique, la Grande-Bretagne se trouva face à trois théâtres d'opérations militaires, la région du Nil contre le Mahdi, l'Ouest avec la guerre de l'Ashanti et celle de Sokoto et l'Afrique du Sud. Cette dernière région fut le front principal car l'armée britannique y eut à faire face aux Zulu et aux Boers, deux rudes adversaires dont les méthodes de combat lui posèrent bien des problèmes.

I. Les « surprises » de la guerre anglo-zulu (1879) (carte n° 17)

Durant ce conflit, les Britanniques cherchèrent à imposer leur méthode de guerre aux Zulu mais ce fut au contraire ces derniers qui leur imposèrent la leur[1]. Puis, dans un second temps, le rouleau compresseur britannique ne laissa aucune chance aux *impi* du roi Cetshwayo.

a) Une guerre programmée

À la veille de la guerre, le royaume zulu était au sommet de sa puissance (Morris, 1981 ; Laband, 1995). En 1873, Cetshwayo avait succédé à son père Mpande et il disposait d'une armée forte de 40 000 guerriers largement pourvus d'armes à feu (planche 3a) car, depuis 1875, les Zulu en achetaient en moyenne

15 000 par an aux commerçants portugais du Mozambique, dont plusieurs centaines à tir rapide (Guy, 1971).

Le Zululand avait pour voisin méridional la colonie du Natal dont il était séparé par les rivières Tugela et Buffalo. Au nord, la rivière Pongola formait sa limite avec le royaume du Swaziland et l'Afrique portugaise. À l'ouest, l'escarpement du Drakensberg formait une frontière naturelle avec le Transvaal.

L'affrontement fut programmé par sir Bartle Frere, haut-commissaire pour l'Afrique australe de 1877 à 1880, qui développa une politique dont le but était d'étendre le domaine britannique au nord de la rivière Tugela. Il fut secondé dans cette entreprise par Théophile Shepstone qui était à ce moment-là commissaire pour les Affaires indigènes. Sir Henry Bulwer, le gouverneur du Natal, considérait quant à lui que la colonie dont il avait la charge était directement exposée à une attaque soudaine. Ainsi, peu à peu, s'imposa l'idée de la nécessité d'une destruction préventive de la machine de guerre zulu.

LA GUERRE ANGLO - ZULU (11 JANVIER 1879 - 27 AOÛT 1879)

11 décembre 1878 : ultimatum de sir Bartle Frere.
11 janvier 1879 : invasion du Zululand.
22 janvier : batailles d'Isandlawana et de Rorke's Drift.
28 janvier : la garnison britannique d'Eshowe est encerclée.
28 mars : bataille de Hlobane.
29 mars : bataille de Kambula.
2 avril : bataille de Mgungundhlovu.
Mai : seconde invasion du Zululand.
1er juin 1879 : mort du prince impérial Louis-Napoléon.
4 juillet : bataille d'Ulundi.
27 août : Cetshwayo est fait prisonnier.

Le prétexte de l'intervention fut un problème frontalier entre les Boers, devenus sujets britanniques et les Zulu. Le 11 décembre 1878, sir Bartle Frere adressa un ultimatum à Cetshwayo : les auteurs des incidents de frontière devaient être remis aux autorités du Natal dans les vingt jours, leur livraison devait s'accompagner d'une amende de 600 têtes de bovins et les Zulu avaient un mois pour démanteler leurs régiments. À la fin d'un délai de vingt jours, le corps expéditionnaire commandé par sir Frédéric Thesiger-Chelmsford pénétrerait au Zululand.

Les Britanniques cherchaient donc clairement la guerre et les Zulu comprirent l'ultimatum comme tel car Londres demandait en réalité l'auto-dissolution du ciment même de la nation zulu. Le 4 janvier 1879, la réponse de Cetshwayo n'étant pas parvenue au gouverneur, trois colonnes britanniques totalisant 17 922 hommes franchirent la frontière en traversant la rivière Buffalo (carte n° 17).

La tâche de l'État-major anglais n'était pas simple. En raison de la faiblesse des effectifs dont il disposait, il ne pouvait sérieusement envisager d'occuper et de quadriller tout le Zululand. Comme il voulait également mener une campagne rapide, afin d'économiser le coût énorme d'une guerre d'usure, une seule possibilité lui était offerte : attirer l'armée zulu afin de la briser en rase campagne pour ensuite la détruire sous son feu. Pour la première fois dans une guerre contre un peuple africain, les Anglais étaient privés de l'aide que leur fournissaient d'habitude les *kommando* boers qui étaient à la fois leurs yeux et leurs oreilles. Rares furent en effet les Boers qui apportèrent une aide à l'armée britannique. Ce fut pourtant le cas de Piet Uys, chef de 30 éclaireurs, qui s'engagea avec quatre de ses fils.

Lord Chelmsford confia au colonel Durnford la protection du Natal contre d'éventuelles infiltrations zulu et il divisa les 16 000 hommes composant la force offensive, à savoir 8 000 Britanniques, 1 000 cavaliers indigènes et 7 000 recrues africaines du Natal – essen-tiellement des Nguni non incorporés au royaume zulu ou des dissidents zulu –, en trois groupes :

– l'aile droite, forte de 4 750 hommes commandés par le colonel Pearson, eut pour mission de franchir la rivière Tugela puis de se diriger vers Ulundi, la nouvelle capitale de Cetshwayo ;

– l'aile gauche, commandée par le colonel Wood devait pénétrer au cœur du territoire zulu par le franchissement de la Blood River ;

– le centre, commandé par le colonel Glyn, et où prit place lord Chelmsford, eut pour objectif d'accrocher le gros des forces de Cetshwayo.

b) La colonne centre et la bataille d'Isandhlwana

Le franchissement de la Tugela se fit à la hauteur de la mission de Rorke's Drift où existait un gué facilitant le passage des convois. Le corps expéditionnaire britannique fut ralenti par ses énormes convois de ravitaillement composés de plusieurs milliers de bêtes de somme, bœufs, mulets et ânes tirant des centaines de chariots et de caissons. La progression fut donc extrêmement

lente alors qu'il fallait affronter les *impi* zulu se déplaçant avec rapidité et pouvant attaquer là où ils n'étaient pas attendus.

Après neuf jours de marche, lord Chelmsford établit sa base au pied de la colline d'Isandhlwana, à 13 km de son point de départ seulement. Tôt, le 22 janvier, à la tête de 3 000 hommes, il se lança à la recherche des Zulu dont la présence lui avait été signalée vers l'est.

La bataille d'Isandhlwana qui eut lieu le 22 janvier 1879 se déroula sur le site du camp de base anglais avec ses chariots, ses approvisionnements et son parc à munitions qui n'était défendu que par un peu moins de 1 800 hommes dont 400 recrues indigènes peu entraînées. Lord Chelmsford qui n'avait pas pris la précaution de former ce camp en *laager,* ignorait que l'armée zulu commençait à envelopper le camp qu'il venait juste de quitter.

La progression des deux forces était en effet bien différente. Les Britanniques, alourdis par leurs convois, n'avançaient qu'au pas des attelages. S'ils choisissaient la rapidité, alors, il leur fallait se séparer de leur train d'équipages, mais, dans ce cas, leur autonomie n'excédait pas une journée, voire deux, car il fallait ravitailler hommes et chevaux. Toute la manœuvre consista donc dans la création de camps à partir desquels des opérations pouvaient être lancées.

Les Zulu ne connaissaient pas ce problème puisqu'ils portaient en permanence leur armement et la valeur de quelques jours de vivres. Se déplaçant durant des heures en petites foulées, ils pouvaient attaquer là où ils n'étaient pas attendus et ils combinaient à l'effet de surprise une attaque en tenaille, enveloppant l'ennemi avant de le réduire. Cette méthode avait assuré les triomphes de Shaka, ainsi que nous l'avons vu.

Quand les Zulu lancèrent leur premier assaut contre le camp d'Isandhlwana, lord Chelmsford n'en était éloigné que de 16 km. L'adversaire qu'il recherchait vers l'est venait donc d'attaquer sa base arrière. Les éclaireurs boers faisaient donc cruellement défaut à l'armée britannique car il n'est pas concevable, militairement parlant, que 20 000 guerriers n'aient pas été suivis en permanence dans leurs déplacements.

Vers 11 h 45, le premier assaut fut lancé sur les défenses du colonel Pulleine qui n'avait eu qu'un quart d'heure pour se préparer à le soutenir, car ce ne fut qu'à 11 h 30 que ses éclaireurs lui annoncèrent le prochain déferlement de milliers de Zulu. Pourquoi les Britanniques ne formèrent-ils pas un *laager ?* Dejong (1981) a bien démontré dans sa thèse que les défenseurs, prévenus de l'arrivée des Zulu, auraient eu le temps de mettre en *laager* leurs cinquante

chariots sans avoir à les atteler puisqu'ils étaient vides.

Vague après vague, les guerriers furent fauchés par les salves des carabines Martini-Henry. Mais, bientôt, les Zulu arrivèrent au contact. L'ordre du « tir à volonté » fut donné et les modernes carabines ne pouvant plus retenir l'irrésistible élan des guerriers de Cetshwayo, les baïonnettes durent être fixées au bout des canons brûlants. Ce fut la fin car, l'un après l'autre, les défenseurs furent massacrés.

À 13 h 30, le dernier coup de feu fut tiré, puis, une immense clameur fut poussée par les Zulu victorieux. Seuls trois cents hommes purent se réfugier au Natal ; il s'agissait essentiellement de survivants du corps des volontaires indigènes du Natal (*Natal Native Contingent*) qui avaient cédé à la panique lors du début de l'assaut zulu, ce qui avait d'ailleurs permis aux *impi* de tourner les défenses anglaises. Sur l'ensemble du champ de bataille d'Isandhlwana, 1 329 soldats britanniques trouvèrent la mort.

Quand lord Chelmsford parvint sur les lieux de la bataille, en fin de soirée, il dut, impuissant, se contenter d'écouter l'écho d'une fusillade nourrie lui parvenant depuis la mission de Rorke's Drift située à une douzaine de kilomètres et où une compagnie de fusiliers du 24^{e} d'infanterie soutenait depuis le milieu de l'après-midi l'assaut de 4 000 Zulu commandés par Dubulamanzi, le frère de Cetshwayo. La nuit tombée, les combats s'y poursuivirent à la lueur des incendies, puis, vers minuit, les assaillants se replièrent, abandonnant 750 cadavres. Les défenseurs de Rorke's Drift, qui ne comptaient que 15 tués, avaient empêché les Zulu de déferler sur le Natal.

c) La colonne sud

Sans contacts avec la colonne centrale, le colonel Pearson, commandant la colonne sud, c'est-à-dire l'aile droite du dispositif de lord Chelmsford, remplit point par point le début de sa mission. Il franchit ainsi la rivière Tugela le 12 janvier et, après une progression d'une trentaine de kilomètres à l'intérieur du territoire zulu, ralentie par un convoi de 384 chariots et de 3 400 animaux de bât, il décida de mettre un terme provisoire à sa marche de treize jours. Il installa alors son camp à la mission d'Eshowe où, avec ses 4 750 hommes dont 2 250 indigènes des *Natal Native Contingent* et *Natal Native Pioneer Corps*, il attendit les ordres.

Le 28 janvier, soit six jours après la bataille d'Isandhlwana, il reçut un message de lord Chelmsford ne lui mentionnant pas le désastre mais l'informant que tous les ordres étaient annulés et que, désormais, il était le seul juge de la

manœuvre à adopter.

Afin de réduire le nombre de bouches à nourrir, il renvoya toute sa cavalerie, soit 312 hommes, la plus grande partie des volontaires du Natal et 1 200 bêtes de somme, ne conservant que 1 300 combattants et 400 conducteurs d'attelage. Il fortifia ensuite la mission, enterra ses chariots en *laager* et attendit l'attaque zulu qui se produisit le 2 février mais qui fut repoussée. Débuta alors un siège de trois mois.

Le 2 avril, lord Chelmsford, qui avait reçu des renforts, livra bataille à Mgungundhlovu, l'ancienne capitale zulu. Ayant cette fois formé un *laager* bien défendu, il infligea une défaite aux *impi* de Cetshwayo. Le lendemain, 3 avril, il partit délivrer le colonel Pearson.

d) La colonne nord

Restait la colonne nord, commandée par le colonel Wood. Comme prévu, elle avait traversé la Blood River et, après une marche de 30 km en territoire zulu, son chef avait ordonné la construction d'un camp-*laager* à Kambula, sur une colline. C'est là qu'il avait appris la défaite d'Isandhlwana. Durant tout le mois de mars il demeura dans sa position défensive. Ses éclaireurs lui signalèrent bientôt une concentration ennemie sur le plateau de Hlobane à une trentaine de kilomètres de là et le 26 mars, lord Chelmsford lui demanda, afin de soulager sa progression, d'établir le contact et si possible de fixer cette armée zulu.

Dans la nuit du 28 au 29 mars 1879, le colonel Wood tenta une attaque surprise sur la position de Hlobane, se lançant à l'assaut du millier de Zulu occupant les hauteurs du plateau, mais, en raison de l'obscurité, du brouillard et du sol détrempé par des pluies diluviennes, l'ascension fut difficile et les chevaux glissèrent. Les assaillants ne parvinrent au sommet qu'à l'aube et les Zulu les repérèrent immédiatement. Les 300 cavaliers anglais s'emparèrent cependant de la position, mais vers 10 h 30, la situation se retourna. Dans la plaine, une immense armée zulu, forte de 20 000 guerriers, entama en effet une manœuvre destinée à prendre les Anglais au piège. Cette arrivée constitua une totale surprise et un détachement de 83 cavaliers qui patrouillait à mi-hauteur de la colline fut entièrement massacré.

Pour les cavaliers anglais, la seule issue pour tenter d'échapper aux Zulu fut alors d'emprunter le versant ouest, le plus abrupt, mais le seul non encore occupé par les *impi*. Ce fut un sauve-qui-peut généralisé à l'issue duquel Wood réussit à regagner son camp de Kambula. En plus des 83 cavaliers tués au début

de l’assaut zulu, il avait perdu 16 officiers et 79 soldats.

Le 29 mars, Wood, qui comme nous l’avons vu, avait pris la pré-caution de faire édifier un *laager* et une redoute, vit arriver la masse des Zulu au pied de la colline de Kambula. Face à l’armée ennemie évaluée à 24 000 hommes, il opposa 121 artilleurs, 638 cavaliers et 1 238 fantassins, mais sa défense était bien organisée et l’approvisionnement en munitions ne fit pas défaut, comme à Isandhlwana. Les Zulu arrivèrent au corps-à-corps et des charges à la baïonnette furent nécessaires pour les repousser.

Après quatre heures de combats acharnés, les *impi* se replièrent, poursuivis par les cavaliers, laissant 2 000 morts sur le champ de bataille contre 18 chez les Anglais qui comptaient également 65 blessés dont 10 moururent de leurs blessures quelques jours plus tard.

Mi-avril 1879, lord Chelmsford donna l’ordre du repli en deçà de la Tugela. La première campagne s’achevait. Était-elle pour autant un échec pour les Britanniques ? En dépit de pertes importantes, de la défaite d’Isandhlwana et du fait qu’ils n’avaient pas atteint leur objectif en territoire zulu, les Anglais avaient cependant un net avantage à l’issue de la « première invasion » car les *impi* avaient subi des pertes irréparables, les 10 à 15 000 guerriers tués au combat, sans compter les blessés, ne pouvant en effet être remplacés. De plus, le conservatisme militaire zulu donnait l’avantage aux Anglais :

> « Les méthodes de combat, mises au point par Shaka, cinquante ans auparavant et dans un contexte entièrement précolonial, étaient certes terriblement efficaces contre d’autres peuples noirs. Elles s’avéraient en revanche inutiles et coûteuses en vies humaines dès lors qu’il s’agissait d’affronter des troupes européennes entraînées. » (Guy, 1971.)

Même équipés d’armes à feu, les Zulu continuaient en effet à attaquer en se ruant sur l’adversaire, ce qui, bien évidemment, les exposait aux tirs de salve des carabines Martini-Henry et aux ravages causés par l’artillerie de campagne. Les pertes subies étaient donc immenses et, de combat en combat, d’assaut en assaut, les forces zulu connaissaient une véritable hémorragie de guerriers.

Aussi, au mois de mai 1879, quand les Britanniques envahirent une nouvelle fois le Zululand, l’issue de la guerre ne fit plus aucun doute et les 20 000 hommes de l’expédition firent une « promenade militaire ». La campagne ne connut guère d’incidents notables en dehors de la fin tragique du prince impérial Louis-Napoléon, fils unique de l’empereur Napoléon III, tué le 1er juin 1879 par un parti de Zulu, alors qu’avec 6 hommes il se livrait à une reconnaissance topographique (Lugan, 1996 : 157)[2].

La campagne s’acheva le 4 juillet 1879 par la prise d’Ulundi, la capitale de Cetshwayo. La bataille ne dura qu’une trentaine de minutes tant le moral et la

pugnacité des Zulu avaient baissé. Leurs pertes s'élevèrent à plus de 1 000 morts, la plupart massacrés par les soldats noirs du *Natal Native Corps* contre 10 morts et 69 blessés chez les Anglais. La résidence royale fut incendiée[3]. Ici ou là, des foyers de résistance subsistèrent encore une dizaine d'années, puis ils furent réduits les uns après les autres.

Obtenue par Wolseley contre la promesse de l'intégrité territoriale du Zululand, la paix se traduisit cependant par la division du royaume en 13 chefferies avant sa transformation en protectorat britannique en 1887, puis son annexion par le Natal.

ASHANTI ET SOKOTO

À la fin du XIX^{e} siècle, la poussée coloniale britannique en Afrique de l'Ouest s'exerça à partir du littoral du golfe de Guinée et, à l'exception de la résistance du royaume Ashanti, la progression se fit sans grandes difficultés jusqu'au moment où, dans la région du Haut-Niger, elle se heurta aux sultanats du Sahel. Les troupes anglaises furent parfois bien accueillies par certaines populations sudistes, qui voyaient en elles une protection contre les guerriers musulmans et esclavagistes nordistes (sultanat de Sokoto, etc.).

En Gold Coast, l'actuel Ghana, l'Angleterre fut un temps bloquée dans sa progression vers le Niger par les Ashanti du royaume de Kumasi (ou Koumasi) contre lequel ils menèrent quatre guerres difficiles. La première avait débuté en 1824 quand les Ashanti tuèrent au combat Charles MacCarthy, le gouverneur de la Gold Coast, mais le conflit s'était terminé en 1826 par une victoire anglaise. Entre 1869 et 1872, la poussée ashanti s'exerça vers le royaume côtier des Fante (ou Fanti), qui fut submergé.
La seconde guerre de l'Ashanti éclata en 1874 quand les Anglais décidèrent de repousser les Ashanti vers le Nord. Ils lancèrent alors une campagne militaire d'importance dont le commandement fut confié au général Garnet Wolseley. Kumasi fut prise au mois de février 1874, l'empire ashanti fut ensuite démantelé et une guerre civile éclata. Elle se termina en 1888 avec la victoire de Prempeh 1er qui devint le nouveau roi (asantehene) et qui refit la puissance ashanti. Londres proposa alors son protectorat mais les Ashanti le refusèrent, ce qui entraîna une troisième expédition, celle du général Sir Francis Scott qui prit Kumasi en janvier 1896. Prempeh fut arrêté et déporté aux Seychelles et le protectorat anglais proclamé sur le royaume. Une nouvelle insurrection éclata en 1900, mais elle fut rapidement écrasée et le

royaume ashanti intégré à la Gold Coast britannique.

Au Nigeria les Anglais étaient présents à Lagos depuis 1851. Les missionnaires avaient préparé le terrain à la colonisation et c'est même eux qui firent passer le pays yoruba sous influence britannique. En 1886 presque tous les chefs yoruba avaient signé des traités avec Londres et ceux qui ne l'avaient pas encore fait suivirent le mouvement entre 1893 et 1899. À partir de 1897, toute la zone côtière et son hinterland étaient sous contrôle britannique. Au Nord, ce fut la RNC (*Royal Niger Company*) qui imposa la présence britannique. Comme le principe de l'occupation effective avait été établi lors de la conférence de Berlin, Londres ne pouvait donc pas se contenter de revendiquer la possession de la région, d'autant plus que les Français et les Allemands s'en rapprochaient.
Mais les Anglais étaient face à un sérieux problème : entre le Niger et le littoral, la principautés d'Illorin (carte n° 15) refusait de les laisser passer. En 1897 la question fut réglée militairement mais les Anglais se trouvèrent ensuite face aux chefs ou aux émirs du Nord musulman (Kano, Sokoto, etc.) qui leur opposèrent une forte résistance. Il leur fallut ainsi plusieurs campagnes pour en venir à bout et la région ne fut pas considérée comme pacifiée avant 1903.

II. La guerre des Boers : entre modernité et archaïsme

La première guerre du XX^{e} siècle se déroula dans le sud du continent africain. Ce fut une guerre totale qui opposa l'Empire britannique aux républiques boers du Transvaal et de l'Orange. Durant presque trois ans, elle mit aux prises deux peuples blancs : l'un luttant pour sa survie et l'autre pour sa suprématie. Ce fut un conflit international puisque, face à des forces venues de tout l'Empire britannique, les Boers furent renforcés par des volontaires français, allemands, ita-liens, irlandais, russes, serbes, américains, hollandais (Lugan, 1989 ; 1998 : 237-308 ; 2010). La guerre des Boers annonçait à bien des titres les conflits du siècle à venir : utilisation de matériel moderne, guerre de tranchées, fil de fer barbelé, maîtrise des moyens de transport et attaques contre les civils utilisés comme otages, puis internés dans des camps. Autre innovation, les Britanniques eurent recours à une vaste propagande pour diaboliser l'ennemi et s'assurer du soutien de leur propre opinion publique.

Contrairement à une idée reçue, la guerre des Boers ne fut pas qu'une guerre de Blancs car, dans les deux camps, des Noirs participèrent activement aux opérations. Un peu plus de 10 000 volontaires noirs furent ainsi recrutés et armés par les Britanniques (Warwick, 1983). Ils eurent droit de pillage sur les fermes non évacuées et de viol sur les femmes qui avaient échappé aux rafles. Cette guerre annonçait les conflits du XX^{e} siècle conçus comme des guerres totales et ayant recours à la terreur à l'encontre des populations civiles (Lugan, 1998 ; 2010).

Ce ne fut pas de gaieté de cœur que le Transvaal et l'État libre d'Orange déclarèrent la guerre à l'Empire britannique[4] car la population boer des deux républiques n'était en effet que de 200 000 âmes. Pourtant, en quelques jours, 40 000 hommes rejoignirent les *kommandos*, ces unités militaires régionales dont les chefs étaient élus par leurs hommes (Lugan, 1998 : 123-134).

a) Le corps de bataille boer : une nation-armée

L'unité de combat boer était le *kommando*. Dans les armées européennes, un commando est une unité de spécialistes intervenant pour une action ponctuelle. Chez les Boers, le *kommando* était l'unité militaire du district électoral dont faisaient partie tous les citoyens mâles en âge d'être mobilisés, entre 16 et 60 ans. Ils recevaient d'ailleurs un entraînement régulier. Cette mobilisation de tous les hommes valides donnait aux *kommandos* leur allure particulière avec des familles entières au combat, toutes générations confondues.

L'originalité du système tenait dans le fait que c'était le peuple qui était en armes. Il s'agissait d'une nation-armée et ceux qui ne combat-taient pas, les femmes, les vieillards et les invalides étaient considérés comme faisant partie de l'armée à laquelle ils devaient toute l'aide possible. Ce point explique pourquoi les Britanniques durent mener la guerre contre les civils puisque ces derniers y participaient en aidant, ravitaillant, abritant et renseignant les hommes des *kommandos*.

Jusque dans les années 1880, les Boers furent responsables de leur propre armement et de leur remonte. Plus tard, lorsque les deux républiques se développèrent, il fut nécessaire d'harmoniser les équipements et les deux gouvernements achetèrent les redoutables Mauser 95 de calibre 7x57 qui furent revendus aux hommes des *kommandos* avec un système d'aide pour ceux qui n'avaient pas les moyens de les payer. Chaque combattant fournissait son cheval, sa remonte, son harnachement et il devait disposer d'une autonomie en vivres de

huit jours.

Rien n'était plus étranger que la notion de hiérarchie à cette armée composée de libres citoyens égaux entre eux. Chez ces soldats-paysans, point d'uniformes, sauf chez les artilleurs, mais la tenue de travail de tous les jours. Pour tous, un chapeau à larges bords protégeant à la fois du soleil et de la pluie, une épaisse chemise, une veste, une culotte de toile ou de laine, des bottes et une cartouchière barrant le torse.

Les Boers étaient d'abord des cavaliers. Moins chargés que ceux des Britanniques, leurs petits chevaux étaient capables de les porter sur de longues distances. Mais ils combattaient toujours à pied. Ils étaient en fait une infanterie portée, rapide à décrocher et à changer de position au gré du combat. Insaisissables, rapides, connaissant admirablement le terrain, excellents tireurs, rustiques, résistants, endurants et sobres, les combattants boers donnèrent du fil à retordre aux unités britanniques hautes en couleurs, disciplinées, lourdes, peu mobiles et dépendant totalement de leurs lignes d'approvisionnement.

Le système des *kommandos* reposait sur la division du pays en districts. À la tête de chaque district se trouvait un magistrat, le *Landdrost*, qui avait en charge l'administration civile et un *Kommandant*[5] qui était responsable des affaires militaires. Chaque district était divisé en secteurs ou *Wyks*, confiés à la responsabilité des *Veldkornets*. Parfois, l'importance de certains secteurs nécessitait qu'ils aient des adjoints, les assistants *Veldkornets*. Cette organisation couvrait l'ensemble du pays, dont les villes.

Le Transvaal avait 22 districts électoraux et donc 22 *kommandos*, et l'État libre d'Orange 18. Chaque *kommando* était subdivisé entre plusieurs *Veldkornetcies* (équivalent de compagnies), chacune commandée par un *Veldkornet*. Leur nombre pouvait varier de 2 à 5 en fonction de l'importance démographique du district. Chaque *Veldkornet* était responsable de l'entraînement, de l'approvisionnement et de l'administration militaire de son secteur. Au combat, les *Veldkornets* avaient sous leurs ordres des adjudants et des *korporaals* (caporaux).

Chaque *kommando* avait à sa tête un *Kommandant* ou *Veldkommandant*. Tous les chefs, du bas de la hiérarchie jusqu'au sommet, étaient élus pour cinq ans. Les hommes du rang pouvaient à tout moment contester un chef et exiger son remplacement, ce qui n'allait évidemment pas sans poser des problèmes et qui provoqua la stupé-faction des officiers européens venus combattre aux côtés des Boers. Les hommes pouvaient également intervenir pour donner leur avis à chaque échelon de la chaîne de commandement. Le général en chef – au Transvaal, il s'agissait d'un *Kommandant-Generaal* – était à son tour élu par les *Veldkommandant*.

Au Transvaal, existait un commandement militaire permanent, y compris en temps de paix. Dans l'État libre d'Orange, la situation était différente dans la mesure où le commandant en chef ou *Veld-Generaal* n'était élu qu'en cas de guerre et pour la seule durée des hostilités. À la déclaration de guerre, nombre de commandants furent promus généraux. Dans la plupart des cas, ils furent incapables d'assumer les obligations d'une guerre moderne.

Une fois mobilisés, les *kommandos* prirent position tout le long des frontières des deux républiques (carte n° 19). La principale concentration se fit sur les frontières du Natal. Pour l'état-major boer, la seule manoeuvre possible était, en effet, de tenter d'envahir cette colonie britannique afin d'y prendre au piège les unités qui venaient d'y être positionnées. Il leur fallait gagner la guerre avant l'arrivée des renforts dont le débarquement était annoncé.

Prévoyants, les dirigeants boers avaient constitué d'importantes réserves d'armes et de munitions avant le début du conflit. Bien leur en prit car le blocus imposé par les Britanniques devint à peu près hermétique à partir du 11 octobre 1899.

Les Boers entrèrent en guerre avec un handicap insurmontable qui était qu'ils ne pourraient en aucun cas recevoir le moindre ravitaillement en armes et en munitions durant toute la durée des hostilités tandis que l'Angleterre, maîtresse des mers, pouvait tout à loisir ravitailler et renforcer son corps expéditionnaire. 101 navires furent ainsi exclusivement employés au transport des hommes ou du matériel vers les ports du Natal ou de la colonie du Cap. À la fin du mois de janvier 1900, ces navires avaient transporté 750 000 tonnes de fret, 188 000 hommes, 36 000 chevaux, 409 pièces d'artillerie et des milliers de chariots. 18 navires ne faisaient que le transport de matériel, 10 le transport des fantassins, 3 celui de la cavalerie, 4 celui de l'artillerie et un du génie.

b) L'armée britannique : une pittoresque lourdeur colorée

Haute en couleur, l'armée britannique était équipée du fusil Lee Enfield pouvant être prolongé par une baïonnette. L'uniforme de couleur rouge fut vite remplacé par une tenue de couleur kaki, et le fantassin portait un sac lourd et volumineux. Les cavaliers avaient des uniformes chamarrés qui n'avaient guère évolué depuis les campagnes napoléoniennes et ils étaient armés du sabre, de la lance de bambou ou/et d'une carabine.

L'armée britannique eut trois commandants en chef durant la guerre : sir Redvers Buller[6] qui commandait à l'origine le contingent du Natal, lord Roberts

qui lui succéda au mois de janvier 1900 et le général Kitchener qui prit le commandement suprême en Afrique du Sud au mois de novembre 1900.

Durant ce qu'il est convenu de nommer la « phase classique » de la guerre qui s'étendit à peu près sur une année, du déclenchement des hostilités jusqu'à l'automne 1900, le corps expéditionnaire engagé contre les Boers s'éleva à 267 911 hommes dont 210 000 combat-tants. Sur ce total, les Britanniques étaient 164 533 ; 11 034 hommes venaient des *Dominions* et 28 932 étaient des sujets britanniques vivant au Natal ou dans la colonie du Cap, ou bien encore des recrues indigènes, des « gens de couleur », métis, Noirs ou Indiens du Natal, utilisés pour conduire les chariots, servir de guides ou comme infirmiers mais il y eut également des combattants (Varwick, 1983).

En théorie, la Grande-Bretagne devait être en mesure de l'emporter rapidement sur les Boers, mais la réalité fut autre car le facteur humain fut sous-estimé par les généraux anglais qui durent mener une guerre très différente des opérations de police auxquelles ils avaient été habitués par leurs longues années de service aux Indes.

Le 7 octobre, soit quatre jours avant le début des hostilités, le gouvernement britannique fit rappeler sous les drapeaux un seizième des réservistes et tous les hommes dont l'engagement s'achevait furent maintenus au service actif. Il fut également fait appel à des volontaires et, durant toute la guerre, des campagnes de recrutement furent menées en métropole.

Le premier corps expéditionnaire britannique, celui que commandait le général Buller, était arrivé en Afrique du Sud entre les 20 et 24 octobre 1899. Il totalisait environ 35 000 hommes et une artillerie de 114 canons. Ce renfort portait à 75 000 hommes le contingent destiné aux opérations. L'armée britannique ayant avant la guerre des effectifs relativement réduits, puisque ses réguliers n'étaient que 216 000, il fallut avoir recours aux volontaires et à la *Yeomanry*, composée de volontaires à cheval dont le corps avait été créé en 1790.

Au mois de décembre 1899, deux divisions supplémentaires furent constituées par des engagés et, dès l'instruction terminée, elles furent envoyées sur le front. À la mi-janvier 1900, les effectifs britanniques présents en Afrique australe s'élevaient à six divisions totalisant 100 000 hommes. À cette date, une nouvelle division était en cours d'acheminement et une autre en cours de constitution en GrandeBretagne. Le 31 janvier, 150 000 soldats étaient présents sur le terrain.

c) Les trois phases de la guerre (cartes n^{os} 18-21)

La guerre des Boers s'est déroulée en trois phases. Durant les deux premières, les vieux chefs boers qui accumulèrent les erreurs, eurent la chance d'avoir en face d'eux des généraux britanniques incompétents. Avec la troisième période du conflit, celle de la guérilla, les jeunes commandants boers donnèrent la mesure de leur pugnacité dans une guerre faite de coups de main dans laquelle les hommes des kommandos excellaient. Cependant, il était trop tard car le pays avait été broyé par le rouleau compresseur britannique.

Phase 1

D'octobre 1899 à janvier 1900, les Boers passèrent partout à l'offensive et ils enfoncèrent les lignes anglaises.

Le commandant en chef boer, le vieux général Piet Joubert, fut cependant dépassé par l'ampleur de la victoire et il se montra incapable de l'exploiter. Au lieu de poursuivre les Anglais jusqu'à l'océan Indien et de prendre la ville de Durban, il préféra immobiliser ses meilleures troupes pour assiéger des poches anglaises isolées. Ce furent les sièges inutiles de Ladysmith, de Kimberley où Cecil Rhodes se trouva encerclé, et de Mafeking où s'illustra le colonel anglais Baden-Powell, futur fondateur des « *Boys Scouts* ».

Durant cette première phase de la guerre, les Britanniques lancèrent une triple contre-offensive destinée à dégager les garnisons assiégées. Mais elle s'acheva par trois terribles défaites à Stormberg, le 10 décembre 1899, à Magersfontein le 11 décembre et à Colenso le 15 décembre. Ce fut la « semaine noire » *Black Week* qui provoqua un véritable séisme en Europe où les caricaturistes ne se privèrent pas de ridiculiser les troupiers de la reine Victoria affrontant des combattants plus redoutables que leurs habituels adversaires, les guerriers pathans, ashanti ou mahdistes. Cependant, soutenu par une opinion acquise au parti de la guerre, le Premier ministre Chamberlain fit parvenir d'importants renforts au corps expéditionnaire qui atteignit bientôt 270 000 hommes.

Phase 2

Durant la seconde phase de la guerre, comprise entre les mois de janvier et d'octobre 1900, les Boers furent submergés sous le nombre. Leurs vieux chefs avaient commis une nouvelle erreur en se laissant entraîner dans une guerre

moderne voulue par l'État-major britannique. Ils n'avaient en effet aucune expérience du déplacement coordonné de grosses unités, de la concentration des moyens, de l'utilisation rationnelle de l'artillerie ou même de l'unité du commandement.

Les voies ferrées eurent pour les Britanniques un intérêt stratégique de première importance dans la mesure où elles aboutissaient aux ports dans lesquels étaient débarqués les renforts.
Pour protéger les trains et les voies ferrées furent utilisées dans un premier temps des plates-formes armées bientôt remplacées par des trains blindés. Dans un train blindé, la locomotive et le *tender* de charbon étaient blindés et placés au milieu du convoi. Le conducteur et le mécanicien étaient protégés par des blindages et chaque wagon était aménagé en fortin roulant avec des meurtrières à l'abri desquelles les soldats pouvaient tirer. L'équipage d'un train blindé était composé de fantassins, d'artilleurs et de membres du génie (les *Royal Engineers*), de deux télégraphistes, d'un secrétaire, de deux conducteurs et de deux pompiers. L'armement d'un train blindé était composé de canons de divers calibres.

Phase 3

La troisième phase du conflit, celle de la guérilla, fut la plus longue et la plus meurtrière. Elle s'étendit de novembre 1900 à mai 1902 et vit les jeunes chefs boers, Jan Smuts, Louis Botha, Jacobus De La Rey, Christiaan De Wet, Manie Maritz, etc., prendre le commandement des opérations. Les Britanniques qui pensaient avoir gagné la guerre se virent partout attaqués par des adversaires insaisissables surgis du *Veld*. Le corps expéditionnaire se trouva même bientôt en position délicate, englué et fixé le long des voies de chemin de fer.

Nouveau commandant en chef britannique depuis le mois de novembre 1900, le général Horatio Kitchener, qui avait assis sa réputation comme « pacificateur » du Soudan en 1898 contre les armées du Mahdi, devait donc, coûte que coûte, tenter de limiter l'autonomie de déplacement des *kommandos*.

Il fit alors quadriller tout le pays par des lignes de barbelés et des points fortifiés – les *blockhouses* –, qui devaient prendre au piége les kommandos dans des sortes de damiers où pensait-il, il serait facile de les exterminer[7]. Ce fut un échec car les Boers apprirent à couper et à franchir ces réseaux barbelés. Quant aux *blockhouses*, ils devinrent vite des pièges dans lesquels se retrouvèrent isolés

des milliers de soldats britanniques.

Kitchener déclencha alors une guerre contre les civils. Des villages entiers furent détruits et 25 000 à 30 000 fermes incendiées. Tout le maillage rural boer fut ainsi rayé de la carte. Quant aux civils, ils furent enfermés dans des camps (58 au total) où, exposés au froid et à la pluie, subissant les épidémies de rougeole, de dysenterie, de furonculose, de pneumonie, de bronchite et de coqueluche, la mortalité infantile atteignit 80%. Une génération de femmes et d'enfants boers y mourut.

CES ÉTRANGERS QUI COMBATTIRENT AVEC LES BOERS (LUGAN, 1998 : 237 - 308)

À la déclaration de guerre, près de 1 000 volontaires étrangers groupés en six unités nationales, à savoir deux groupes allemands, un corps hollandais, un corps irlandais, un corps scandinave et un corps d'éclaireurs américains, étaient prêts à combattre aux côtés des Boers. Combien furent-ils au total, la question demeure posée.

J.Hassell, chef des volontaires américains, a donné une estimation mais ses chiffres ne portent toutefois que sur les volontaires officiellement intégrés à des unités étrangères autonomes : Allemands : 750 ; Hollandais : 600 ; Irlandais : 500 ; Américains : 300 ; Italiens et Grecs : 200 ; Scandinaves : 175 ; Français : 150 et enfin Russes : 60 ; soit un total d'environ 2 800 hommes (Hassel et Hilley, 1902).

Selon Brian Pottinger (1986), 360 Allemands, 300 Hollandais, 200 Irlandais, 100 Italiens, 60 Français, 50 Américains, et environ 30 Russes, soit 1 100 volontaires, combattirent au sein des diverses unités étrangères constituées au début du conflit, plus environ 600 autres qui servirent directement dans les unités boers comme le Français Robert de Kersauson, soit au total environ 1 700 hommes.
Les chiffres avancés par Pottinger paraissent en dessous de la réalité car, pour les seuls volontaires français, et en ne s'appuyant que sur les rapports du consul de France à Lourenço Marques, J.G. Pelletier (1972) a recensé 231 noms quand Pottinger donne un chiffre de 60 volontaires.

Selon Davidson et Filatova (1998), il y eut environ 2 700 volontaires étrangers dont 650 Hollandais, 550 Allemands, 400 Français, 300 Américains, 225 Russes, 200 Italiens, 200 Irlandais et 150 scandinaves[8].

Le 17 mars 1900, toutes les unités nationales furent dissoutes et placées

sous le commandement du colonel de Villebois-Mareuil. Cette légion étrangère ne survécut pas à la mort de son chef, le 5 avril 1900 à Boshof.

Durant les trois années de ce conflit, les Britanniques perdirent 21 942 morts contre 5 000 chez les Boers, mais 27 927 femmes et enfants boers périrent dans les camps de concentration, soit environ 15% de la population afrikaner totale.

---

1. La littérature concernant cette question est foisonnante et de valeur inégale. Les deux classiques les plus utilisables et les plus fiables sont Laband (1995) et Morris (1985).

2. Quand le capitaine J. B. Carey, le commandant de la petite patrouille à laquelle participait le prince impérial Louis-Napoléon, rendit compte de la mort du lieutenant Napoléon dont il avait la charge, le colonel Buller lui déclara : « Vous auriez dû être tué et je souhaiterais que vous l'ayez été ; je devrais vous tuer moi-même. »

3. Le souverain en fuite fut capturé en août puis exilé en Angleterre..

4. À un diplomate allemand qui lui faisait remarquer que son attitude était suicidaire en raison de la disproportion des forces, Paul Kruger répondit : « Supposez que vous marchez sur un chemin avec pour seule arme un canif et qu'un lion croise votre route, seriez-vous assez fou pour l'attaquer avec ce canif ? » « Évidemment non », lui dit le diplomate. « Mais, si le lion vous attaquait, seriez-vous assez lâche pour ne pas vous défendre, même avec votre canif ? » interrogea Kruger. « J'utiliserais tout ce qui est en ma possession pour tenter de sauver ma vie », répondit le diplomate. « Vous avez la réponse à votre remarque », lui déclara alors le président.

5. L'équivalence entre les grades européens et ceux des armées boers n'est pas clairement automatique. *Kommandant* équivaudrait à colonel et *kommando* à régiment ou à bataillon selon les cas. Quant à la *Veldkornetcie* confiée à un *Veldkornet*, elle serait l'équivalent de la compagnie commandée par un capitaine. L'assistant *Veldkornet* serait pour sa part un lieutenant.

6. Au mois de juin 1899, sir Redvers Henry Buller (1839-1908) fut nommé commandant en chef en Afrique du Sud. Après la « Semaine noire », il fut remplacé par lord Roberts mais il conserva cependant le commandement du front du Natal. Le 24 octobre 1900, il rentra en Grande-Bretagne où, relevé de son commandement pour ses erreurs durant la campagne, il fut mis à la retraite avec demi-solde.

7. Ces défenses étaient destinées à jouer le rôe e toiles d'araignée à travers lesquelles les Boers seraient incapables de passer. C'est ainsi que 50 000 kilomètres de fils barbelés furent déroulés et que 8 000 fortins furent construits.

8. Sur les volontaires allemands, voir Wessels (1996 : 6-10) et Lugan (2001 : 46-51) ; sur les volontaires scandinaves, voir De Jong (1983 ;1984) ; sur les volontaires italiens, voir Lupini (1988) ; sur les volontaires américains, voir Hassell et Hilley (1902), Blake (1903) et Wessels (1990) ; sur les volontaires irlandais, voir Mac Craken (1989) ; sur les volontaires russes, voir Wessels (1995), Davidson et Filatova (1998) ; sur les volontaires hollandais, voir De Jong (1983 et 1984) ; sur les volontaires français, voir Lugan (1989 ;1990a ; 1996 ; 1998 ; 2000).

CHAPITRE III

DE DIFFICILES CAMPAGNES D'AFRIQUE

Sans passé colonial, donc sans expérience en la matière, l'Allemagne et l'Italie, toutes deux tard venues dans la « course au clocher », connurent bien des difficultés en Afrique.

Dans l'Est africain avec la guerre des Hehe et des Maji-Maji, puis dans le Sud-Ouest africain avec la guerre des Herero, les Allemands, après de dures péripéties, vinrent cependant à bout de leurs adversaires. Le cas italien est particulier dans la mesure où il constitue le seul échec militaire européen en Afrique. En effet, tous les colonisateurs y subirent des défaites ponctuelles, qui purent parfois retarder leur prise de possession, mais, au bout du compte, ils gagnèrent toutes les guerres. Ce ne fut pas le cas des Italiens puisque, battus à Adoua en 1896, ils renoncèrent purement et simplement à leur projet colonial sur l'Éthiopie.

I. Allemagne : une lente adaptation à la guerre d'Afrique[1]

Jusqu'en 1884, les priorités allemandes furent européennes. Avant 1870, afin de réaliser l'unité des États allemands ; après la proclamation de l'Empire, afin de consolider ce dernier. C'est ce qui explique le retard pris par l'Allemagne dans la course aux colonies. L'Allemagne se lança ensuite avec ardeur dans la constitution d'un empire colonial africain à la fois dans l'Ouest, le Sud et l'Est

du continent. Cette politique fut initiée par l'empereur Guillaume II et elle provoqua de fortes tensions internationales.

a) L'Afrique orientale

Après 1871, la priorité pour les commerçants allemands fut de trouver un débouché sur le littoral afin d'y construire un port ; or, comme le sultan de Zanzibar ne voulait rien leur céder – encouragé en cela par les Britanniques –, les relations se tendirent. En avril 1885, le sultan de Zanzibar envoya des troupes sur le littoral continental afin de décourager les appétits des représentants du Reich. Il déclara ensuite nulles les cessions territoriales précédemment accordées par les chefs de l'intérieur, car il s'estimait propriétaire des immensités s'étendant jusqu'aux Grands Lacs de l'Afrique centrale et de la totalité du littoral, depuis la Somalie au nord, jusqu'au Mozambique au sud. En réaction, le 7 août 1885, cinq navires de guerre allemands se présentèrent devant Zanzibar. Le sultan comprit alors qu'il devait céder et il mit la rade de Dar es-Salaam à la disposition de l'Allemagne.

L'Afrique orientale allemande connut des débuts difficiles avec les révoltes des Hehe et des Maji-Maji (carte n° 27) d'une part et les problèmes financiers de la *Deutsche Ostafrikanische Geselschaft* fondée par Karl Peters.

Cette dernière fut incapable de venir à bout des révoltes qui éclatèrent à travers tout le pays et le major von Wissmann perdit 21 Allemands et 151 *askaris* dans les incessantes campagnes qu'il lui fallut mener contre les arabisés de l'Est africain ruinés par la fin de la traite. De plus, ces opérations coûtaient cher : pas moins de neuf millions de marks pour l'année 1890 et les trois premiers mois de 1891. Comme elle était à bout de ressources, au mois de novembre 1890, le gouvernement autorisa la compagnie à contracter un emprunt de 11 millions de marks. Puis, à partir de février 1891, après un vote du Reichstag, l'Empire prit en charge l'administration du territoire.

Le 1er avril 1891, Freiherr von Saden, gouverneur du Kamerun, remplaça le *Reichkommissar* von Wissmann. Sa résidence fut établie à Dar es-Salaam d'où il exerça les pouvoirs civils et militaires. Cette même année 1891, les Hehe entrèrent en rébellion. Le capitaine Emil von Zelewski se mit en marche à la tête d'une colonne de 150 hommes mais le 17 août 1891, il tomba dans une embuscade et fut tué avec plus de cent de ses *askaris*. Il fallut ensuite sept années de durs combats pour venir à bout des révoltés. Ce fut la tâche du capitaine Tom von Prince[2] qui, le 19 juillet 1898, réussit à encercler Mkwakwa,

le chef des Hehe qui se suicida afin de ne pas être capturé.

En 1905, sept ans après la mort de Mkwakwa, éclata l'insurrection des Maji-Maji qui menaça tout le Sud de la colonie. Maji-Maji est un mot swahili, maji signifiant eau car la croyance des insurgés était que les balles tirées par les Allemands se changeaient en eau. L'originalité de cette révolte est d'avoir associé plusieurs tribus et elle est parfois considérée comme une guerre anticoloniale. Elle fut encouragée par les Arabo-musulmans qui avaient un compte à régler avec le Reich qui venait de les ruiner en mettant un terme à la traite des esclaves (Belle, 1950 ; Illife, 1967).

b) La guerre des Herero (carte n° 22)

Les Herero sont des pasteurs à la haute taille. Originaires d'Afrique orientale, et poussant leur bétail devant eux, ils arrivèrent dans l'actuelle Namibie au XVII^{e} siècle. Là, ils se heurtèrent aux Ovambo qu'ils repoussèrent vers l'actuel Angola. Ils conquirent ensuite les terres des Nama qu'ils refoulèrent vers le sud. Ayant dégagé un vaste espace favorable à leur bétail, ils s'installèrent dans le centre du territoire.

En 1880, alors commandés par Maherero, ils entreprirent de chasser ceux des Nama qui étaient demeurés sur les territoires qu'il avait conquis, ce qui provoqua une guerre contre Witbooi qui unifia toutes les tribus Nama mais qui fut vaincu. L'histoire des Herero est donc rythmée par leurs luttes incessantes contre les Damara, les Nama et les Oorlam, ce qui fit que, durant le conflit qui éclata en 1904, tous les peuples du Sud-Ouest africain furent soit clairement dans le camp allemand, soit adoptèrent une politique de stricte neutralité[3].

C'est dans cet imbroglio ethnique qu'en 1883, un commerçant allemand, Franz Lüderitz, installa un comptoir à Angra Pequeña, l'actuelle ville de Lüderitz, noyau à partir duquel l'implantation allemande se développa ensuite. L'année suivante, l'Allemagne proclama sa souveraineté sur un immense espace s'étendant le long de la côte, depuis le fleuve Orange au sud jusqu'à la frontière avec le territoire portugais de l'Angola au nord.

En 1885 Henrich Göring (1839-1913), commissaire impérial fit reconnaître le protectorat allemand à Maherero. En 1888, les Herero dénoncèrent le traité de protectorat et les Allemands durent se replier sur leurs comptoirs côtiers. Le capitaine Curt von François, accompagné de son frère Hugo, quadrilla alors le territoire herero et en 1890 Maherero accepta finalement le protectorat allemand.

En 1891, le siège de l'administration du territoire fut transféré

d’Otjimbingwe à Windhoek, site bien pourvu en eau et situé dans un *no man’s land* entre les territoires herero et nama.

En 1904, éclata, inattendue et féroce, la révolte des Herero. De 4 à 5 000 guerriers sur les 15 000 combattants herero possédaient des carabines Martini-Henry à chargement par la culasse.

La principale raison du soulèvement des Herero fut l’interdiction de l’esclavage. Les Herero n’acceptèrent en effet pas la mesure de libé-ration de leurs esclaves Damara prise par l’administration allemande. En remerciement de leur libération, les Damara s’engagèrent d’ailleurs militairement aux côtés des Allemands durant toute la guerre et ils leur fournirent de précieux éclaireurs.

Les Herero qui avaient soigneusement préparé leur soulèvement, choisirent le meilleur moment pour le déclencher. Depuis le 25 octobre 1903 à plus de vingt jours de marche au sud du territoire herero, une tribu khoi était en effet entrée en dissidence et la garnison allemande de Warmbad étant assiégée, toutes les forces disponibles avaient été engagées pour la secourir, dégarnissant ainsi le territoire herero.

La garnison allemande chargée de protéger les 830 000 km² du territoire se composait alors de 34 officiers, de 785 sous-officiers et soldats répartis en quatre compagnies d’infanterie montée. 780 réservistes pouvaient, le cas échéant, venir renforcer cette petite troupe répartie en quatre garnisons : 1re compagnie Windhoek ; 2e compagnie Omaruru ; 3e compagnie Keetmanshoop et 4e Outjo. Chacune de ces unités était dispersée en sections à travers le secteur qu’elle avait à surveiller. À la différence du Cameroun et surtout de l’Afrique de l’Est, la *Schutztruppe* ne comprenait pas de soldats noirs, les *askaris*.

Les Herero débutèrent leur mouvement dans la région d’Okahandja le 12 janvier 1904 en coupant la voie ferrée de Swakopmund et en assassinant 123 civils allemands. Plusieurs familles de colons furent alors massacrées, torturées, les femmes violées puis dépecées vivantes sous les yeux de leurs enfants, les hommes émasculés puis éventrés. Le « traitement » que les Herero réservèrent à certaines femmes allemandes tombées vivantes entre leurs mains fut particulièrement atroce car elles furent suspendues par les pieds à un arbre, jambes écartées, avant d’être éventrées et éviscérées comme des bêtes de boucherie… À Okahandja même, attaqués par 6 000 Herero, les Allemands eurent juste le temps de se réfugier dans le fort.

Le 12 janvier, jour du soulèvement des Herero, le capitaine August Viktor Franke (1866-1936), commandant le poste d’Omaruru, qui venait juste d’arriver dans l’extrême sud du territoire avec sa compagnie, fut renvoyé d’urgence vers

le pays herero avec pour mission de dégager les postes de Windhoek, d'Okahandja et d'Omaruru assiégés. Il rallia Windhoek, distante de 400 kilomètres, le 17 janvier, soit en quatre jours et demi de marches forcées. Le 18, il se remit en route pour Okahandja où la situation était critique. Après avoir franchi la Swakop en crue, le 27, il brisa l'encerclement du poste au moment où la petite garnison et les civils armés étaient sur le point de céder sous les assauts herero. Puis il délivra Omaruru le 4 février.

Devant la gravité de la situation, Berlin envoya alors d'importants renforts. En avril, mai et juin, 3 500 hommes, 180 officiers, 2 stations de T.S.F., 41 canons, 13 mitrailleuses, 5 277 chevaux et 953 mulets débarquèrent ainsi à Swakopmund. La ligne de chemin de fer fut vite embouteillée et pour transporter une compagnie complète entre Swakopmund et Okahandja, base avancée de la campagne, il fallut quatre jours.

Le 11 juin, le général major Lothar von Trotha (1848-1920), nouveau commandant en chef, débarqua à son tour, accompagné de son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Charles de Beaulieu. Il comprit vite que les Herero étaient des adversaires sérieux et qu'il convenait donc d'agir ni à la légère, ni avec précipitation.

À la fin du mois de juillet 1904, il disposa de 7 000 hommes sur lesquels il en préleva 1 500 pour constituer une colonne de marche. Les autres quadrillèrent le Hereroland.

Devant le déploiement du dispositif allemand, les Herero se retirèrent avec leurs troupeaux sur le vaste plateau du Waterberg. Von Trotha savait qu'ils allaient se disperser sur l'immensité du territoire et que la guérilla serait ensuite longue ; aussi décida t-il de les fixer dans l'attente de renforts d'infanterie montée avec lesquels il pourrait les poursuivre.

Le 11 août, sur un front de 40 km, quand l'assaut allemand fut lancé contre le Waterberg, les Herero avaient l'avantage numérique, ils occupaient une position forte et ils avaient une parfaite connaissance du terrain. Leur résistance fut opiniâtre et ils lancèrent de furieuses contre-attaques, l'une d'entre elles menaça même l'état-major de von Trotha. Dans la soirée, après des heures de combats au corps-à-corps, les fantassins allemands finirent par prendre l'avantage. Les Herero abandonnèrent alors le combat et ils se replièrent vers l'Est, c'est-à-dire vers le désert du Kalahari et le Bechuanaland britannique.

Von Trotha se lança alors à leur poursuite et ce fut la dernière phase de la campagne qui dura de la mi-août 1904 au mois de novembre 1905. Le plan de von Trotha était clair : puisque les Herero refusaient le combat, il allait donc tenter de les maintenir à l'Est, dans les zones désertiques limitrophes du désert

du Kalahari où leur bétail mourrait. De fait, leurs pertes en bovins mais aussi en hommes furent importantes et c'est pourquoi ils décidèrent de se rendre.

La guerre aurait pu s'achever alors, mais von Trotha refusa la reddition des Herero. Les raisons de cette décision lourde de conséquences pour les Herero sont multiples. Voulut-il leur faire payer au prix fort les massacres de civils allemands ? Voulut-il les intimider afin de leur faire définitivement quitter le territoire allemand ? Toutes ces raisons ont pu s'aditionner dans son esprit mais, aujourd'hui, et hors contexte, la gauche allemande met en avant le *Vernichtungsbefehl* qu'il donna le 2 octobre 1904 :

> « À l'intérieur de la frontière allemande, tout Herero, avec ou sans fusil, avec ou sans bétail, sera fusillé. Je n'accepte plus ni femme ni enfant, je les renvoie à leur peuple ou fais tirer sur eux. Telles sont mes paroles au peuple herero. Le grand général du puissant empereur. Von Trotha. »

La population herero qui était comme nous l'avons vu d'environ 70 000 âmes à la veille de la guerre était tombée à environ 15 000 après les hostilités. Quant aux pertes allemandes, tant civiles que militaires, elles furent de 1 749 morts pour des effectifs militaires totaux d'environ 5 000 hommes et une population de quelques centaines de colons.

Le 19 novembre 1905, à la suite d'une campagne des sociaux démocrates, le général von Trotha fut relevé de son commandement. En 1919, les Alliés qui avaient besoin d'arguments moraux pour s'emparer des colonies allemandes, reprochèrent alors à Berlin la manière brutale avec laquelle ils avaient châtié les Herero, ce qui leur permit de « démontrer » la « culpabilité coloniale allemande ».

II. L'échec militaire italien face à l'Éthiopie (1895-1896)

Le désastre subi par l'armée italienne lors de la bataille d'Adoua[4] n'est en rien comparable avec celui essuyé par les Britanniques à Isandhlawana et cela pour deux grandes raisons :

– face aux Éthiopiens, ce fut le corps de bataille italien qui fut détruit alors que, face aux Zulu, ce fut une base arrière de l'armée britannique, un dépot mal protégé ;

– la défaite d'Isandhlawana ne fut qu'une péripétie dans une campagne de bout en bout victorieuse des Britanniques, alors que l'échec d'Adoua provoqua

l’abandon de la conquête de l’Éthiopie par l’Italie.

a) La marche à la guerre

Le contentieux italo-éthiopien date de l’installation italienne sur le littoral érythréen traditionnellement considéré par l’Éthiopie comme sa facade maritime. Il fut aggravé quand les Italiens occupèrent l’arrière-pays et s’installèrent à Asmara au mois d’août 1889, ce qui ouvrit la voie à la création de la colonie d’Érythrée. Or, l’empereur Ménélik refusa de reconnaître les frontières que les Italiens prétendaient donner à cette dernière.

La guerre éclata sur un malentendu habilement exploité par Rome et qui datait de la signature du traité d’« amitié » d’Ucciali (*Wuchalé* pour les Éthiopiens) le 2 mai 1889. Rédigé en deux langues, italien et amharique, ses deux versions étaient différentes. Dans le texte amaharique, il était stipulé que l’empereur d’Éthiopie, Ménélik, pouvait, s’il le souhaitait, se tourner vers l’Italie pour qu’elle l’aide en matière diplomatique s’il éprouvait des difficultés à communiquer avec l’Europe. La version italienne stipulait que l’Éthiopie avait l’obligation de se tourner vers l’Italie avant toute initiative diplomatique. Or, si l’Éthiopie n’était plus maîtresse de sa diplomatie, cela signifiait qu’elle était donc devenue un protectorat. Le 11 octobre 1889, alors qu’il était ministre des Affaires étrangères, Francisco Crispi demanda ainsi aux ambassadeurs italiens de porter à la connaissance des Puissances que l’Italie plaçait l’Éthiopie sous son protectorat.

Furieux de découvrir qu’il avait été abusé, Ménélik protesta auprès du roi d’Italie ; en vain. En conséquence de quoi il rompit peu à peu les liens économiques avec Rome et enfin, le 12 février 1893, il dénonça le traité d’Ucciali, réaffirmant que l’Éthiopie était une nation souveraine.

Les relations entre les deux pays s’envenimèrent ensuite rapidement car les Italiens ne respectèrent pas la frontière entre l’Éthiopie et leur colonie d’Érythrée telle qu’elle avait pourtant été définie d’un commun accord lors de la signature du traité.

Franchissant la rivière Mareb, les forces italiennes s’enfoncèrent ainsi dans le Tigré éthiopien. À partir de ce moment, l’Éthiopie qui avait compris que Rome cherchait la guerre, se mit à acheter de grandes quantités d’armes. Le 17 septembre 1895, les empiétements italiens se poursuivant, elle décréta la mobilisation générale à laquelle des centaines de milliers d’hommes répondirent.

Pour les Italiens le choix était dès lors très clair : stopper la progression en

territoire éthiopien ou continuer à avancer. Comme la mobilisation éthiopienne était lente compte tenu de l'immensité du pays, ils décidèrent de continuer à avancer tant qu'ils ne rencontreraient pas de résistance. Or, le 7 décembre 1895, une de leurs colonnes se fit surprendre et encercler à Amba-Alagi et elle laissa sur le terrain plus de 2 000 hommes sur un effectif de 2 300. Ce désastre fut suivi d'un second le 21 janvier 1896, quand, encerclée et après deux semaines de bombardement, la garnison italienne de Mekele (Makalle), au Tigré, capitula (carte n° 23).

Pour Francesco Crispi, Premier ministre depuis 1893, ces deux graves échecs devaient impérativement et rapidement être effacés par une éclatante victoire et c'est pourquoi, au mois de juillet 1895, il ordonna au général Baratieri d'engager la conquête de l'Éthiopie. La décision de Crispi était doublement motivée :

– pour des raisons de politique intérieure, révoltes paysannes et mouvements révolutionnaires d'inspiration socialiste, il ne pouvait accepter les échecs militaires qui le mettaient en difficulté devant les députés ;

– il redoutait les ambitions de Paris dans la région, or la réalisation en cours du chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba allait faire d'une colonie française le poumon de l'Éthiopie et cela aux dépens de Massawa, port italien.

Le commandant en chef italien, le général Oreste Baratieri, gouverneur de l'Érythrée, était parfaitement conscient de la force de l'armée éthiopienne. C'est pourquoi il avait privilégié la défensive en installant ses troupes à l'abri de fortifications. Crispi qui considérait ce choix comme timoré, avait décidé de remplacer Baratieri mais, dans l'immédiat, il lui ordonna de livrer bataille. Or, à ce moment-là, l'armée éthiopienne avançait en deux colonnes vers la ligne de défense italienne, l'une vers Adoua et l'autre vers Asmara.

Cette stratégie offensive sur deux fronts était destinée à détruire les concentrations italiennes à l'intérieur du territoire éthiopien. Ménélik qui voulait commencer par isoler les colonnes italiennes avait décidé d'en attaquer les parties les plus aventurées, tout en contournant les positions bien défendues et cela, pour marcher sur Adoua. Au total c'étaient plus de 100 000 hommes bien équipés en armes à feu modernes et galvanisés par leurs précédentes victoires qui s'apprêtaient à fondre sur un corps de bataille italien près de dix fois inférieur en nombre et qui, de plus, allait imprudemment sortir de ses retranchements.

Or, si Baratieri avait attendu, il n'y aurait pas eu de bataille car les Éthiopiens avaient un point faible : le ravitaillement. La famine commençait même à poindre dans leurs rangs car les 100 000 hommes de l'armée éthiopienne

projetés sans ravitaillement avaient en effet épuisé les possibilités de la région et Ménélik s'était donné jusqu'au 3 ou 4 mars avant de lever le camp.

b) La bataille d'Adoua (1er mars 1896) (carte n° 24)

Alors que, depuis le 18 février, les deux armées étaient à 25 kilomètres l'une de l'autre, Baratieri décida de lancer une attaque surprise, non pour détruire l'ennemi, objectif jugé irréaliste compte tenu de la disproportion des effectifs, mais pour lui tendre un piège en prenant position sur trois collines surplombant le camp éthiopien. Son idée était en effet d'arriver au plus près de ses lignes, sur un terrain favorable sur lequel il pourrait se retrancher, en espérant que les Éthiopiens accepteraient de livrer bataille pour venir se briser sur ses canons. Ou bien que, découragés, ils se replieraient, lui ouvrant ainsi la route d'Addis-Abeba.

Cette attaque surprise fut lancée dans la nuit du 28 février au 1er mars 1896 avec un peu moins de 15 000 hommes divisés en quatre brigades équipées au total de 56 pièces d'artillerie. Sur ces brigades, celle qui était commandée par le général Albertone était composée d'*askaris* érythréens à la piètre valeur guerrière, deux de conscrits sans expérience et une quatrième de bonne troupe dont des *Alpini* et des *Bersaglieri*.

Face à l'enthousiame de dizaines de milliers de combattants éthiopiens dopés par leurs précédentes victoires, connaissant le terrain, bien équipés et épaulés par 42 pièces d'artillerie modernes, les Italiens opposèrent des soldats armés de vieux fusils, les modernes Remington n'étant pas encore en dotation générale, chaussés de souliers légers inadaptés au sol rocheux, sans moyens de communication, et manquant cruellement de mulets de transport.

Le plus grave était que les cartes dont disposaient les Italiens étaient fausses et que les colonnes perdirent donc un temps précieux pour tenter de repérer leurs objectifs. Le terrain extrêmement accidenté ralentit également la marche des colonnes qui se se trouvèrent séparées les unes des autres, donc sans possibilité de s'épauler. Toute la réussite du plan de Baratieri reposait sur la rapidité car il fallait qu'au lever du jour, les Éthiopiens découvrent un dispositif italien en place. Or, entre cinq et six heures du matin, épuisés, les Italiens étaient encore en marche et leurs colonnes, étirées et non couvertes sur leurs flancs offrirent alors une cible idéale aux Éthiopiens. Ces derniers attaquèrent le dispositif italien là où il était le plus fragile, en l'occur-rence la colonne Albertone dont les *askaris* érythréens se débandèrent avant de se ruer vers le centre du dispositif qu'ils désorganisèrent. Avec un grand sens de la manœuvre, les Éthiopiens

s’engouffrèrent alors dans les brêches ainsi ouvertes. Attaqués de toutes parts, les Italiens tentèrent de résister, mais ils furent disloqués par l’artillerie et submergés par les vagues d’assaut. À midi, le général Baratieri donna l’ordre de la retraite.

La bataille d’Adoua fut un désastre pour l’armée italienne qui perdit 40% des effectifs engagés, laissant selon les auteurs entre 5 000 et 7 000 morts sur le terrain, et abandonnant entre 1 800 et 3 000 prisonniers aux mains des Éthiopiens. Près de 1 000 (954) soldats italiens furent portés disparus et les blessés étaient 1 500. Plus de 300 officiers furent tués dont 4 des 5 commandants des colonnes. Les généraux Giuseppe Arimondi, Vittorio Dabormina et Giuseppe Galliano furent tués et le général Mateo Albertone fut fait prisonnier. Les Italiens laissèrent 11 000 fusils et toute leur artillerie aux mains des Éthiopiens. Quant aux pertes éthiopiennes, difficiles à évaluer, elles furent comprises entre 4 000 et 6 000 morts et entre 8 000 et 10 000 blessés.

Après cette victoire, certains chefs éthiopiens voulurent profiter de l’élan pour chasser les Italiens d’Érythrée. L’empereur s’y opposa car il craignait l’arrivée d’une armée italienne plus aguerrie. De plus, Asmara était défendue par des positions fortes, les généraux italiens ne referaient pas l’erreur de livrer bataille en rase campagne et Massawa était imprenable. Enfin la famine menaçait et comme la saison des pluies, donc des semailles, allait commencer, il serait donc difficile de garder les hommes mobilisés sous les armes.

En définitive, l’Éthiopie étant épuisée et l’Italie étant en mesure de sauver l’essentiel pour elle, à savoir sa colonie d’Eythrée, un cessezle-feu fut signé et l’armée éthiopienne se retira sur la frontière établie par le traité d’Ucciali.

Humiliée, l’Italie fut secouée par un véritable séisme politique. Le gouvernement Crispi démissionna et fut remplacé le 10 mars par celui du marquis Di Rudini qui ordonna l’ouverture de pourparlers avec Ménélik. Puis, le 26 octobre 1896, rédigé en français et en amharique, le traité d’Addis-Abeba fut signé et l’Italie reconnut l’indépen-dance de l’Éthiopie.

Après une phase de repliement sur elle-même, l’Italie reporta ses ambitions coloniales sur un théatre d’opérations moins éloigné de ses côtes et ce fut la guerre italo-turque en Tripolitaine et en Cyrénaïque.

LA GUERRE ITALO - TURQUE (1911-1912)

À la différence de l’Afrique orientale, la Tripolitaine turque était un objectif situé à proximité de l’Italie et après l’échec éthiopien, elle devint le

nouveau champ d'expansion italien.

Rome avait diplomatiquement préparé son intervention. Dès 1887, un accord avait ainsi été donné par les Britanniques qui voulaient à la fois détourner les ambitions de Rome de l'Afrique orientale tout en limitant l'expansion française au sud de la Méditerranée. Puis, en 1902, la France laissa les mains libres à l'Italie en échange de la reconnaissance de ses droits sur le Maroc ; en 1909, la Russie qui emboita le pas à la France fit savoir qu'elle ne voyait aucun inconvénient à l'installation italienne dans la région. Tout était donc prêt et il ne fallait plus qu'un prétexte pour lancer l'opération de conquête.
Le 29 septembre 1911 l'Italie déclara la guerre à la Turquie au motif que ses colons installés en Libye étaient maltraités et le 30 septembre, la flotte italienne croisa devant Tripoli. La guerre italo-turque (1911-1912) venait donc d'éclater.

Paradoxalement, ce furent les alliés de l'Italie, à savoir l'Autriche et l'Allemagne qui protestèrent. L'Autriche craignait en effet qu'en cas de guerre générale avec la Turquie, l'Italie décide d'intervenir dans les Balkans ; quant à l'Allemagne qui avait des intérêts en Turquie, elle était furieuse d'avoir été placée devant un fait accompli qui allait la contraindre à choisir entre deux ententes, toutes deux indispensables à sa diplomatie.

Contre les 25 000 hommes sous les ordres d'Enver Pas, a, le corps expéditionnaire italien, fort de 100 000 hommes5 et commandé par le général Carlo Caneva, disposait d'un équipement moderne, notamment d'une aviation embryonnaire. Ce fut d'ailleurs durant ce conflit que l'aviation fut pour la première fois engagée, notamment le 1er novembre 1911 quand un avion largua une bombe sur une position turque. Le 10 septembre 1912, le premier avion détruit au combat fut un monoplan Nieuport abattu par une mitrailleuse turque.

Le 4 octobre les Italiens s'emparèrent de Tripoli, puis des villes de Benghazi et de Tobrouk, mais ailleurs, et notamment à l'intérieur, la résistance fut vive. Ainsi, le 23 octobre 1911, à Al-Hani, à quelques dizaines de kilomètres de Tripoli, quand les Italiens subirent une grave défaite. Derna résista, défendue par des officiers turcs qui firent parler d'eux plus tard puisqu'il s'agissait d'Enver Pas, a et de Mustafa Kemal, le futur Kemal Atatürk.
Pour faire plier la Turquie, au mois de mai 1912, la marine italienne ouvrit un second front en mer Egée et s'empara de Rhodes ainsi que du

Dodécanèse. Le renversement du gouvernement Jeune Turc par l'armée, le soulèvement de l'Albanie et les pressions russes aidèrent les Italiens. D'autant plus que, au mois d'octobre 1912, jugeant le moment favorable, les États balkaniques (Serbie, Monténégro, Grèce et Bulgarie) adressèrent un ultimatum à la Turquie puis l'attaquèrent à leur tour.

Devant la multiplication des périls, et menacée sur plusieurs fronts à la fois, Istanbul signa le traité de Lausanne le 15 octobre 1912. Quant à la guerre italo-turque, elle se termina le 18 octobre 1912 par la signature du traité d'Ouchy par lequel la Turquie cédait à l'Italie la Tripolitaine, la Cyrénaïque et les îles du Dodécanèse.
Une grande partie de la Libye demeura cependant incontrôlée et il fallut attendre 1924 pour que la Tripolitaine passe sous le contrôle effectif de l'Italie.

III. Une guerre privée : la campagne anti-esclavagiste au Congo (1890-1896) (carte n° 25)

En 1885 quand fut internationalement reconnu l'État indépendant du Congo (EIC), la puissance zanzibarite qui était à son sommet, contrôlait tout l'est du pays. Ayant largement franchi le fleuve, les esclavagistes étaient présents le long de la Lualaba, de l'Uélé et dans le bassin de la Lomami, un des affluents majeurs du Congo.

Alertée par les récits des voyageurs, notamment ceux de Stanley, la *Société anti esclavagiste belge* (SAB), fondée en 1888, réunit des fonds et organisa quatre campagnes destinées à bloquer les esclavagistes venus de Zanzibar. Elle fut relayée par les forces de l'État indépendant du Congo, ce qui fit qu'à plusieurs reprises, les interventions furent mixtes. Il est donc difficile de faire la part entre ce qui revient à la SAB et à l'EIC.

Les campagnes de la SAB furent privées car financées par des fonds privés. Ces expéditions furent les suivantes :

– 1890-1892 : expédition Hinck, Van Kerckhoven, Ectors dans la région Congo-Lomami. Elle se replia devant les esclavagistes ;

– 1891-1892 : arrivée par l'est, la mission Jacques, Storms, Docquier, Renier,

Vrithoff lutta contre Rumaliza dans la région du lac Tanganyika et fonda Albertville ;

– 1892-1893 : l'expédition Duvivier, Demol et Long qui fut envoyée au secours de la précédente, arriva également depuis l'est et opéra dans la même région ;

– 1893-1896 : l'expédition Descamps, Miot, Chargois arriva par le Zambèze, au sud.

Ces quelques Européens qui s'aventurèrent dans des immensités inconnues eurent face à eux un nombre considérable d'adversaires composés des traitants arabo-swahili et des tribus qui leur étaient associées dans la chasse aux esclaves.

Qu'il s'agisse des missions de la SAB ou de celles de l'EIC, les premiers combats eurent lieu en 1890 à Lusambo où Francis Dhanis et Oscar Michaux repoussèrent une attaque lancée par les Batetela alliés des esclavagistes. L'année suivante, en 1891, le capitaine Van Kerckhoven arriva dans la région de l'Uélé et le 27 octobre, le capitaine Pierre Ponthier repoussa un groupe d'esclavagistes au confluent entre l'Uélé et le Bomokandi.

La guerre ouverte éclata au mois d'avril 1892 quand le capitaine Alphonse Jacques fut assiégé par le chef esclavagiste Rumaliza dans le poste d'Albertville (Kalemie), qu'il venait de fonder sur les rives du lac Tanganyika. Puis, durant deux années, des mois d'avril-mai 1892 à janvier 1894, les missions de la SAB associées aux forces de l'EIC affrontèrent les esclavagistes cependant que Tippo-Tip, le principal d'entre eux, quittait la région pour retourner à Zanzibar[6].

Plusieurs Européens perdirent la vie durant ces affrontements, notamment le 15 mars 1892, dans la région de Riba Riba (Lokandu), quand le traitant d'ivoire Arthur Hodister et dix de ses compagnons furent massacrés cependant que, dans le Maniema, le lieutenant Joseph Lippens et le sergent Henri De Bruyne furent capturés puis massacrés après avoir eu les mains et les pieds coupés.

Petit à petit, les forces de l'EIC prirent le dessus, menées par les capitaines Francis Dhanis et Oscar Michaux avec une dizaine d'Européens et quelques centaines de soldats noirs.

Le 23 novembre, sur la Lomami, Michaux affronta ainsi plusieurs milliers de Zanzibarites, de Swahili et de guerriers fournis par les tribus qui étaient leurs partenaires et qui laissèrent dans la bataille 600 morts et un millier de prisonniers, sans compter un nombre indéterminé de noyés.

Avec 6 Belges et 400 *askaris*, le capitaine Dhanis, suivi par des milliers de guerriers désireux de se venger des esclavagistes, traversa ensuite la Lomami et

le 30 décembre, les Zanzibarites commandés par Séfu, l'un des fils de Tippo-Tip, subirent une seconde défaite. Le 4 mars 1893, Nyangwe, leur « capitale » sur le Congo, fut prise et Séfu se replia à Kasongo. Renforcé par le capitaine cyriaque Gillain qui était arrivé avec 500 *askaris*, Dhanis se dirigea ensuite vers Kasongo qui fut prise le 22 avril.

Pendant ce temps, le commandant Louis Napoléon Chaltin progressait en direction des Stanley Falls, d'abord au moyen d'un vapeur, puis à pied. Il prit Riba Riba le 30 avril, puis il se porta au secours de Nicolas Tobback assiégé dans la station des Stanley Falls (Kisangani) qu'il délivra le 18 mai. À la fin du mois de juin, les capitaines Ponthier et Lothaire achevèrent la pacification de la région.

Dernier chef esclavagiste, Mohamed bin Hassan Rumaliza, sultan d'Ujiji, décida de contre-attaquer en direction du Maniéma mais il se heurta au capitaine Dhanis. Le 25 octobre, les esclavagistes furent défaits mais Ponthier fut tué dans la bataille. Rumaliza en fuite fut pourchassé mais il parvint à s'enfuir.

La campagne anti-esclavagiste était terminée mais les Belges n'avaient cependant pas achevé la pacification du Congo car en 1897 se produisit la révolte des soldats batetela de l'expédition Dhanis (Salmon, 1977).

---

1. Townsend (1930) ; Brunschwig (1957) ; Cornevin (1969) ; Guillen (1967 ; 1972) ; Lugan (1990b ; 1993a) ; Porte (2006).

2. Sur la personnalité du capitaine von Prince, voir Schmiedel (1959).

3. Kambonde ka Mpingana (1865-1908), le grand chef des Ondonga, le principal rameau Ovambo, refusa de se joindre aux Herero. Durant la période la plus délicate de la guerre des Herero, Witbooi soutint l'effort de guerre allemand, fournissant même des combattants. Puis, en octobre 1904, alors que la guerre des Herero se terminait, il se souleva à son tour.

4. Dans l'immensité de la documentation, on sélectionnera Tsegaye Tegenu (1997), Milkias (2005) et McLachlan (2011).

5. Pour prendre le contrôle d'un désert, les Italiens engagèrent plus d'hommes que Bugeaud quand il lui avait fallu conquérir l'Algérie.

6. À ce sujet, voir les travaux qui lui ont été consacrés par le père François Renault (1987) et par François Bontinck (1974).

Troisième partie

Les guerres de la période coloniale

Entre 1914 et 1942, quatre conflits majeurs se déroulèrent sur le continent :

– la première guerre mondiale ;
– les guerres du Rif ;
– la guerre d'Éthiopie ;
– le second conflit mondial.

À partir de la décennie 1950, l'Afrique connut les guerres d'indépendance, mais, ces dernières, guerre d'Algérie (1954-1962) comprise, ne furent pas des conflits de forte intensité.

La révolte des Mau-Mau au Kenya en 1952-1955, celle des Bamiléké au Cameroun en 1959 et celle des Ovambo regroupés dans la Swapo (*South-West African People's Organisation*) au Sud-Ouest africain dans les années 1980, furent en réalité des flambées circonscrites à certaines ethnies et à leurs territoires. Nulle part les insurgés n'arrachèrent l'indépendance aux colonisateurs.

La situation de l'Afrique portugaise ne fut guère différente car ce ne furent ni les guérilleros du Mpla, du Fnla ou de l'Unita dans le cas de l'Angola, ni ceux du Frelimo dans celui du Mozambique qui triomphèrent du système colonial, mais les officiers « progressistes », « marxistes » ou simplement « réalistes » qui, à Lisbonne, firent la « révolution des Œillets ».

CHAPITRE PREMIER

LE PREMIER CONFLIT MONDIAL : QUAND L'HOMME BLANC COMBATTAIT L'HOMME BLANC

Durant le premier conflit mondial les opérations militaires se déroulèrent à la fois au nord et au sud du Sahara. En Égypte, dans la zone du canal de Suez, elles opposèrent l'armée turque aux Alliés. En Afrique sud-saharienne, isolées les unes des autres, les possessions allemandes opposèrent une résistance variable. Si le Togo, le Sud-Ouest africain et la plus grande partie du Kamerun furent rapidement occupés par les Alliés, il n'en fut pas de même de l'Est africain où la pugnacité de la *Schutztruppe* commandée par le colonel, puis général Paul-Emil von Lettow-Vorbeck ralentit l'inéluctable victoire des contingents britanniques, sud-africains, belges et portugais.

TURCS, SENOUSSISTES ET ITALIENS EN LIBYE

Le 12 novembre 1914, l'Empire ottoman entra en guerre aux côtés des Empires centraux. Le 8 septembre, à Tripoli, le représentant du sultan lança l'appel au jihad contre la France, l'Angleterre et la Russie. De leur côté, les senoussistes attaquèrent les Italiens bien que Rome, pourtant alliée de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne au sein de la Triplice, ait décidé de rester neutre.

Les 27 et 28 novembre 1914, les forces senoussistes prirent Sebha où elles massacrèrent la garnison. Les Italiens évacuèrent alors Mourzouk et Ghât pour se replier sur la côte, ne tenant plus que les villes de Benghazi, Cyrène, Derna et Tobrouk en Cyrénaïque, Tripoli et Homs en Tripolitaine.

Le 21 août 1915, quand l'Italie déclara la guerre à la Turquie, elle avait quasiment perdu le contrôle de la Libye.

Le 21 février 1915, en Cyrénaïque, le frère d'Enver Pacha, Nury Bey, débarqua d'un navire grec de contrebande accompagné d'une douzaine d'officiers turcs et allemands afin d'encadrer les combattants senoussistes. À la fin du mois de novembre 1915, les forces senoussistes, en appui de l'offensive turque en direction du canal de Suez, progressèrent vers l'est et prirent Sollum et Sidi-Barrani en Égypte. Le 25 décembre, une contre-attaque britannique les repoussa. Les officiers turcs furent presque tous capturés et la Sanusiyya se divisa. Son chef, Idriss as-Senussi, s'entendit ainsi avec les Britanniques, reconnaissant aux Italiens la possession des territoires qu'ils occupaient effectivement et demandant en échange que soit créé un État de Cyrénaïque.

En Tripolitaine et au Fezzan, sous les ordres chef berbère Soleiman el-Baruni, la résistance fut en revanche très forte, en partie encadrée par des officiers turcs, contraignant la France à immobiliser des troupes sur la frontière tunisienne. En 1916, tout le flanc saharien français fut même menacé à partir du Fezzan. Au mois de décembre 1916, les Français abandonnèrent le Tassili des Ajjer et se replièrent sur fort Flatters, cependant qu'Agadès était menacée.
Au mois de juin 1916, les Italiens contre-attaquèrent, mais ils ne parvinrent pas à reprendre la Tripolitaine. Mourzouk demeura ainsi sous contrôle turc et senoussiste jusqu'à la fin de la guerre.
Au mois de janvier 1917, les Italiens remportèrent une victoire sur Soleiman elBaruni et le 17 avril 1917, par le pacte d'Acroma, l'Italie reconnut l'autonomie de la Cyrénaïque sous l'autorité de l'émir Idriss as-Senussi, qui accepta de fait la présence italienne.

I. La guerre en Afrique du Nord : objectif Suez

Au mois de janvier 1915, le canal de Suez fut menacé par une puissante offensive menée par le général Djemal Pas, a[1], à la tête d'une armée de 80 000 hommes. Cette offensive était destinée à reprendre l'initiative militaire car, depuis le début des hostilités, l'armée turque subissait une très forte pression dans le golfe face aux Britanniques qui avaient pris Bassora et Fao, et face aux

Russes dans le Caucase.

À l'Ouest, en s'appuyant sur la confrérie sénoussiste, les Turcs tentèrent de déstabiliser une vaste zone s'étendant depuis la Tripolitaine au nord, le Fezzan au sud-ouest et le Darfour au sud. Cette politique posa des problèmes aux Italiens en Tripolitaine, aux Français dans le Sahara oriental et aux Anglais dans la partie occidentale du Soudan. Ces derniers réagirent en 1916 en occupant le Darfour. Jusqu'à cette date, ils avaient laissé la région vivre une existence quasi autonome, se contentant d'une vassalité plus que théorique. Mais, en 1916, quand le sultan du Darfour sembla se rapprocher des Turcs présents en Libye, le gouverneur général Wingate décida d'intervenir afin d'éviter tout risque de contagion.

Au Maghreb, l'Algérie ne fut pas directement touchée par la guerre, à l'exception d'un bombardement naval effectué par deux croiseurs allemands, le *Breslau* et le *Goeben* au début du mois d'août 1914. La mobilisation à grande échelle effectuée au sein de la population fran-çaise eut d'importantes conséquences car les cadres et les colons une fois mobilisés, le maillage européen de l'Algérie intérieure se relâcha considérablement. Dans les zones de colonisation les plus récentes, l'on assista même à un repli vers les centres urbains de nombre de familles européennes.

Au Maroc, la déclaration de guerre intervint à un moment particulièrement difficile car la « pacification » y était alors loin d'être achevée et les troupes françaises n'occupaient effectivement qu'une partie du pays. De plus, bien des régions soumises ne l'étaient que superficiellement. Or, le résident général Lyautey avait reçu des ordres très clairs : replier vers la côte les unités qui tenaient les contreforts de l'Atlas afin de pouvoir envoyer le maximum de troupes sur le front européen. Il n'ignorait pas qu'un tel repli entraînerait une révolte générale qui aurait des conséquences dans tout le Maghreb. Il réussit donc à rallier le gouvernement à une autre option qu'il baptisa d'une manière imagée de « politique de la langouste » : aucune position avancée ne serait abandonnée, mais les troupes de première ligne qui les tenaient seraient remplacées par des réservistes. Le dispositif resterait donc le même sur le terrain, du moins en apparence. La guerre ralentit l'œuvre de Lyautey, mais elle ne l'interrompit pas puisqu'en dépit des restrictions et du manque de cadres, il réussit à tracer des routes, à construire des voies ferrées, à bâtir des écoles, des dispensaires, des hôpitaux et même à organiser des foires, aimant dire : « la France continue ».

Durant le premier conflit mondial, 7,8 millions de Français métropolitains furent mobilisés. L'outre-mer dans son ensemble fournit 500 000 hommes (457 000 hommes), soit 8% de l'effectif total, l'Algérie en fournissant à elle seule 251 000, dont 73 000 Français de souche. Vingt-cinq mille Algériens, soit environ le septième de l'effectif, et 22 000 Français d'Algérie, soit un peu plus d'un tiers furent tués.

Le 2e corps colonial engagé à Verdun en 1916 était aux deux tiers européen. Il était composé de 16 régiments venus du Maghreb, dont 10 régiments de Zouaves formés de Français d'Algérie mobilisés et du RICM (Régiment d'infanterie coloniale du Maroc), totalement européen.
En 1917, aucune mutinerie ne se produisit dans les régiments coloniaux, qu'ils fussent composés d'Européens ou d'Africains (Faivre, 2006 : 6).
Durant tout le conflit, la France importa 6 millions de tonnes de marchandises de son Empire contre 170 millions de tonnes de l'étranger, ce qui représenta 3,5% de toutes les importations françaises (Lefeuvre, 2006).

II. Les guerres de l'Afrique de l'Ouest2 : la « promenade » des Alliés

Les Alliés ouvrirent les hostilités au Togo dès le 7 août 1914. Pour Paris et pour Londres, l'intérêt d'une telle campagne était d'abord de permettre la prise de la station radio de Kamina (près d'Atakpamé). Cette station de T.S.F., ultramoderne pour l'époque, aurait permis la coordination de la guerre maritime sur des axes vitaux pour les Alliés et aurait pu donner à l'Allemagne un avantage certain. Il est d'ailleurs insolite que le Reich ait construit une telle station dans la moins protégée et la moins défendue de ses colonies.

L'invasion du Togo se fit par mer et par terre, au nord, à l'ouest et à l'est. Dans la nuit du 24 au 25 août, les Allemands détruisirent leur station radio de Kamina et, dans la journée du 25, alors que les forces alliées se rapprochaient d'Atakpamé, le major von Roben entama des pourparlers en vue d'une reddition. Le 26, les troupes commandées par le gouverneur von Doering capitulèrent.

La victoire du Togo était la première « bonne nouvelle » d'une guerre qui avait bien mal débuté pour les Alliés. Charleroi et Morhange étaient certes perdus, les armées étaient en retraite, mais à des milliers de kilomètres du front

franco-belge, une colonie allemande venait d'être conquise. Deux autres n'allaient pas tarder à l'être également, le Kamerun et le Sud-Ouest africain.

UNE GUERRE QUI AURAIT PU ÊTRE ÉVITÉE

Au sud du Sahara, la guerre aurait pu être évitée car l'Allemagne ne souhaitait pas que le conflit fût étendu aux colonies puisqu'en définitive le sort des empires se déciderait sur les fronts d'Europe. Le général Eymerich, commandant supérieur des troupes de l'Afrique-Équatoriale française partageait cet avis :

> « (…) les succès remportés aux colonies, pour si brillants qu'ils soient, n'atténueraient pas les résultats d'une défaite en Europe et réciproquement ».

L'Allemagne tenta de faire prévaloir la neutralité de tout le bassin du Congo. Sa référence était l'acte de Berlin de 1885 qui avait, par convention diplomatique, élargi ses limites géographiques à une fraction de l'AEF au Kamerun, à l'Afrique-Orientale allemande, à l'Afrique-Orientale anglaise, au nord de l'Angola et de la Rhodésie, ce qui revenait, de facto, à neutraliser une grande partie de l'Afrique :

> « Dans le cas où une puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article premier et placées sous le régime de la liberté commerciale, serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent acte s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale, soient placés, pour la durée de la guerre, sous le régime de neutralité et considérés comme appartenant à un état non belligérant ; les parties belligérantes renonceraient, dès lors, à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés aussi bien qu'à les faire servir de bases à des opérations de guerre » (Article 2 de l'acte de Berlin).

Le 7 août 1914, le gouvernement belge qui soutenait lui aussi le principe de neutralité de l'Afrique-Orientale, envoya une note dans ce sens à ses ambassadeurs à Londres et à Paris :

> « Vu la mission civilisatrice commune aux nations colonisatrices, le gouvernement belge désire, par un souci d'humanité, ne pas étendre le champ des hostilités à l'Afrique centrale. Il ne prendra donc pas l'initiative d'infliger une pareille épreuve à la civilisation dans cette région et les forces militaires qu'il y possède n'entreront en action que dans le cas où elles devraient repousser une attaque contre ses possessions africaines. »

Le 15 septembre 1914, alors que le Togo était sur le point d'être conquis par les Alliés, le sous-secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, le Dr Zimmermann, adressa une note à l'ambassadeur américain à Berlin dans laquelle il défendait encore la nécessité de neutraliser l'Afrique centrale, et ce afin de :

> « (…) prévenir une aggravation purement gratuite de l'état de guerre qui serait préjudiciable à la communauté de culture de la race blanche ».

Les gouvernements britannique et français refusèrent cette proposition, mais les Allemands persistèrent puisque, encore en 1915, une note allemande soulignait que :

> « L'emploi des troupes de couleur en Europe et l'extension de la guerre dans les colonies africaines, qui s'est produite contrairement aux traités existants, qui diminue le prestige de la race blanche dans cette partie du monde, ne sont pas moins inconciliables avec les principes du droit international et de la civilisation. »

Londres et Paris restèrent sourds à ces remarques, leur priorité étant d'attaquer l'Allemagne sur tous les théâtres d'opération afin d'obtenir des victoires faciles qui pourraient donner à leurs opinions publiques des motifs d'espoir.

a) La campagne du Kamerun (Cameroun) (carte n° 26)

Quand la guerre éclata, les forces allemandes du Kamerun s'élevaient, après mobilisation, à 1 460 Blancs et à environ 3 000 tirailleurs. Le pays était divisé en 12 circonscriptions civiles ayant autant de compagnies de police. Chaque circonscription avait un chef-lieu qui était le quartier général de la compagnie locale et où était construit un fortin avec blockhaus, généralement entouré de fossés et garni de deux mitrailleuses. À l'intérieur de l'enceinte crénelée étaient construits les bureaux, l'armurerie, la prison et le logement de la troupe. Le commandant supérieur du Kamerun était le lieutenant-colonel Emil Zimmermann.

Dans leurs colonies d'Afrique Occidentale, les Britanniques disposaient, en août 1914, du régiment de Sierra Leone, de la compagnie de Gambie, de trois unités de la Gold Coast composées d'un régiment régulier, d'une batterie d'artillerie de montagne et d'un bataillon d'infanterie, ainsi que de quatre autres éléments fournis par le Nigeria, à savoir un bataillon d'infanterie montée, un bataillon d'infanterie et deux batteries d'artillerie de montagne équipées de 20 pièces. L'effectif total de ces forces d'active était de 500 Britanniques et de 8 000 Africains, mais la mobilisation permit d'enrôler plusieurs centaines de fonctionnaires, de colons ou de résidents qui vinrent ren-forcer ces unités.

Le plan militaire français prévoyait de revenir par les armes sur les accords de 1911 afin de ressouder l'AEF en un seul bloc. Les forces françaises de l'AEF s'élevaient à 6 440 tirailleurs africains, dont les trois quarts recrutés en AOF, et à

environ 1 000 cadres européens.

Un petit contingent belge de 580 hommes, dont 10 Européens, participa également aux combats. L'entrée en guerre de la Belgique au côté des Alliés donna à ces derniers un réel avantage dans la mesure où le chemin de fer, les navires fluviaux et les lignes télégraphiques du Congo furent mis à leur disposition.

La campagne du Kamerun débuta les 6 et 7 août avec l'occupation de Bonga par les troupes françaises, ce qui permit de rétablir les communications fluviales entre les possessions de l'AEF. À la fin du mois d'août, un corps expéditionnaire franco-britannique placé sous les ordres du brigadier-général C. Dobell, fut mis à terre à proximité de Douala, la capitale de la colonie qui fut prise le 27 septembre. Dans le Nord, le poste de Kousseri avait été enlevé le 20 septembre par les 600 hommes de la colonne du Tchad commandée par le général Largeau, mais la garnison allemande avait réussi à rejoindre le gros de la compagnie du capitaine von Raben à Mora.

Au mois de mars 1915, quand la principale offensive alliée débuta, le colonel Zimmermann avait deux possibilités : soit s'arc-bouter en position défensive autour de Yaoundé et se condamner tôt ou tard à un encerclement, donc à une capitulation, soit abandonner le territoire allemand et tenter une percée à travers le sud du Kamerun afin d'atteindre le Rio Muni, ou Guinée espagnole, territoire neutre, et échapper ainsi à la capture par les troupes alliées. Ayant choisi la seconde option, une course poursuite s'engagea alors entre les troupes allemandes convergeant vers la frontière espagnole et les forces alliées désireuses de les intercepter.

Les Allemands furent les plus rapides et ce fut dans la plus stricte discipline que les compagnies se rassemblèrent autour de panneaux indiquant leur numéro, le nom de leur commandant et la date de fran-chissement de la frontière.

Le 7 janvier 1916, une ultime parade eut lieu en territoire allemand, puis la petite armée composée de 73 officiers, 22 médecins, 310 sous-officiers, 570 colons ou fonctionnaires allemands, 6 000 tirailleurs et porteurs noirs et 14 000 civils indigènes passa en zone espagnole[3]. Cette forte présence allemande en territoire espagnol inquiéta les autorités françaises car en cas de décision de reprise des hostilités, qu'auraient pu faire les 180 miliciens du Rio Muni contre ces combattants aguerris ? À l'issue de négociations franco-espagnoles, 875 Allemands, y compris le gouverneur Ebermayer et le colonel Zimmermann, embarquèrent sur des navires espagnols à destination de Cadix. Les tirailleurs furent transférés sur l'île de Fernando-Pó, scindés en groupes de 55 hommes encadrés par des officiers et des sous-officiers allemands.

Dans le nord du Kamerun, une enclave résistait toujours, à Sava, près de Mora, où, à l'abri d'une formidable position rocheuse, le capitaine von Raben encerclé depuis 18 mois avec une poignée d'hommes, refusait de capituler. Le 20 février 1916, un émissaire l'informa que les troupes allemandes avaient été désarmées au Rio Muni. Von Raben accepta alors de rendre la position, mais à la condition que les honneurs lui soient rendus, ce qui lui fut accordé (Lugan, 1990b : 152-164).

b) La campagne du Sud-Ouest africain (carte n° 22)

Au Sud-Ouest africain, les Allemands étaient plus nombreux qu'au Togo et qu'au Kamerun et les 1 600 soldats d'active composant la garnison furent renforcés par plusieurs milliers de réservistes issus d'une population de 12 000 colons.

Le 4 août 1914, quand la guerre fut déclarée, l'Union sud-africaine, *dominion* britannique, se trouva automatiquement engagée dans le camp anglais. Les anglophones acceptèrent l'entrée en guerre comme un devoir patriotique, mais les Afrikaners se divisèrent. Certains, suivant en cela le Premier ministre de l'Union, le général Louis Botha et le général Ian Smuts, son ministre de la Défense, affirmèrent leur solidarité avec la Grande-Bretagne. D'autres, alignés sur la position du général Hertzog, fondateur du Parti national, prônaient la neutralité tant que le pays n'était pas attaqué.

Au mois de septembre 1914, le Parlement du Cap accepta la demande britannique de lever une armée afin d'envahir le Sud-Ouest africain allemand. C'est alors que le colonel Manie Maritz, commandant le régiment sud-africain stationné à proximité de la frontière allemande, entra en rébellion afin de s'allier aux Allemands et pour proclamer ensuite l'indépendance des républiques boers de l'Orange et du Transvaal (Davenport, 1963 ; Lugan, 1995 : 184-187)[4].

Une nouvelle guerre des Boers était donc sur le point d'éclater. Pour les Britanniques la situation était particulièrement grave, car ils risquaient de devoir affronter Boers et Allemands coalisés. Le gouvernement de Londres fut à ce point inquiet qu'il envisagea de dérouter les 30 000 hommes du contingent australo-néo-zélandais en route pour les Dardanelles et de les faire débarquer en Afrique du Sud. Au total, 12 000 hommes prirent les armes contre le gouvernement de l'Union.

Le 12 octobre, Louis Botha proclama la loi martiale et il marcha à la rencontre des rebelles qui avaient décidé de prendre Pretoria et il les battit.

Maritz continua seul la lutte, mais en janvier 1915, pressé par les forces loyalistes, il fut contraint de trouver refuge en territoire allemand. Le 5 mai 1915, fuyant devant l'avance des troupes sud-africaines, il se réfugia en Angola où les Portugais l'internèrent jusqu'en 1916. La rébellion était écrasée. Les irréductibles de la cause boer qui avaient pensé que l'Allemagne allait vaincre l'Angleterre et qu'ils avaient là l'occasion rêvée de prendre leur revanche de la guerre des Boers, avaient perdu.

La campagne du Sud-Ouest africain débuta ensuite mais la dispro-portion des forces était telle que les Allemands ne pouvaient que tenter de retarder une défaite inévitable. En plus de cela, le 9 novembre 1914, le colonel Joachim von Heyderbreck qui était le commandant des troupes se tua accidentellement en manipulant une grenade. Son successeur fut le colonel August-Viktor Franke, lui-même ancien combattant de la guerre des Herero comme nous l'avons vu plus haut.

Au mois d'avril 1916, trois colonnes sud-africaines, fortes de 42 000 hommes au total pénétrèrent en territoire allemand. Le 12 mai, le général Botha occupa le poste de Windhoek abandonné par les Allemands repliés à Tsumeb. Le 22 mai, Omaruru était prise et le 28 ce fut le tour d'Otjiwarongo tandis que le massif du Waterberg était investi[5]. Le 1er juillet, Otavi était contrôlé par les Sud-Africains et le 8, c'était au tour de Tsumeb.

Les Allemands avaient peut-être espéré, par la bande de Caprivi, rejoindre l'Afrique-Orientale où le colonel von Lettow-Vorbeck résistait aux Alliés. Ils ne le pouvaient plus et, comme ils n'avaient aucune possibilité de retraite, le 9 juillet à deux heures du matin, le Dr Seitz, gouverneur du territoire, capitula. Les prisonniers allemands étaient au nombre de 204 officiers et de 3 166 hommes de troupe. Les SudAfricains les démobilisèrent sur place et le colonel Franke passa le restant de la guerre dans une ferme. Les Allemands qui le désiraient furent rapatriés en 1919, mais une majorité choisit de demeurer sur le territoire (Lugan, 1990b : 165-173).

III. Afrique orientale : le général Paul von Lettow-Vorbeck invente la guérilla moderne
(carte n° 27)

Administrée par le Dr Schnee depuis le 22 juillet 1912, l'Afrique Orientale

allemande était divisée en 22 districts dirigés par des commissaires impériaux. Deux de ces districts, ceux de Mahenge et d'Iringa où avait eu lieu l'insurrection des Hehe et des Maji-Maji entre 1892 et 1906, étaient placés sous administration militaire. Le Ruanda, l'Urundi, et le Karagwe (la région de Bukoba) constituaient des résidences autonomes et avaient à leur tête des résidents impériaux.

PAUL-EMIL VON LETTOW-VORBECK (1870-1964)

Né en 1870, Paul-Emil von Lettow-Vorbeck avait quarante-quatre ans quand il débarqua à Dar es-Salaam. En 1900, il avait fait partie du corps expéditionnaire envoyé en Chine pour y venger l'assassinat du consul d'Allemagne, le baron von Ketteler. En 1904, il avait servi comme capitaine dans le Sud-Ouest africain sous les ordres de von Trotha. Il s'y était familiarisé avec les campagnes coloniales faites de rapidité et d'initiatives. À la fin de cette guerre, il fut blessé à l'œil gauche lors d'un engagement contre les Herero et rapatrié. Il reçut ensuite le commandement d'un bataillon d'infanterie de marine basé à Wilhelmshaven. En 1913, il fut désigné pour l'État-major où il fit un rapport remarqué sur les aspects militaires de la politique coloniale de l'Allemagne.

À peine débarqué à Dar es-Salaam, il n'ignorait pas qu'en cas de guerre il ne pour-rait compter que sur lui-même car les Britanniques allaient imposer un blocus maritime. Il disposait cependant de réels atouts tenant au moral élevé de sa troupe, au niveau de ses cadres et à la connaissance du terrain. Chez les colons, généralement installés dans la région du Kilimandjaro et du mont Méru, nombreux étaient les officiers de réserve prêts à reprendre du service au premier signal. Qu'il s'agisse, entre autres, du lieutenant-capitaine en retraite Niemeyer, du capitaine de frégate en retraite Schoenfeld, du baron von Ledebur, ancien cadet, ou encore du lieutenant-colonel de réserve, le baron von Bock, tous se révélèrent de remarquables meneurs d'hommes.

Durant quatre ans, von Lettow résista aux Alliés. Promu général, il ne cessa le combat qu'après la signature de l'Armistice européen.

Les Britanniques traitèrent leurs adversaires de la veille avec tous les égards. À Dar es-Salaam, dans l'attente de navires devant les rapatrier, les survivants de la campagne de l'Est africain furent victimes de la grippe espagnole qui fit des ravages chez des hommes épuisés par quatre années

de guerre de brousse. Le 18 décembre 1918, les pertes occasionnées par l'épidémie atteignaient 10% de l'effectif.

Au mois de mars 1919, le général von Lettow-Vorbeck rentra en Allemagne. Durant quelques mois il commanda une division de la *Reichwehr* avec laquelle il intervint à Hambourg pour y contrer un soulèvement communiste. Ce fut là sa dernière action militaire.

En 1920, il quitta l'armée et se fit élire comme député au Reichstag où il siégea jusqu'en 1930 au sein de la coalition de Weimar. Il écrivit ses *Mémoires* (LettowVorbeck, 1933), voyagea en Europe, fut triomphalement reçu en Grande-Bretagne. En 1935, il refusa le poste d'ambassadeur à Londres qu'Hitler lui proposait. Suspecté par les nazis, il fut placé sous surveillance. Durant le second conflit mondial, deux de ses fils trouvèrent la mort au combat, dont l'un comme colonel d'un régiment de *Waffen SS*.

Quand la seconde guerre mondiale se termina, von Lettow subit une épuration aussi injuste qu'infondée. Privé de ressources, il fut alors contraint de s'employer comme jardinier. Il avait alors 75 ans, mais était en pleine forme physique, intellectuelle et morale.
En 1953, invité par les Britanniques, il entreprit un voyage dans l'ancienne Afrique Orientale allemande, à ce moment-là divisée en Tanganyika sous souveraineté britannique et Ruanda-Urundi administré par la Belgique. Il y reçut un accueil triomphal, ses hôtes poussant la délicatesse jusqu'à faire jouer en son honneur la marche de la *Schutztruppe*, le fameux *Heia Safari*. Il mourut en 1964 à l'âge de 94 ans[6].

Von Lettow-Vorbeck pouvait s'appuyer sur deux voies ferrées, l'une, au nord, le *Nordbahn*, le long de la frontière du Kenya, et l'autre le *Centralbahn* (carte n° 000), qui permettait de relier l'océan Indien au lac Tanganyika. Ces deux voies ferrées lui permirent de déplacer rapidement ses compagnies, de faire face aux offensives ennemies et de lancer des contre-attaques.

a) La résistance allemande

Au point de vue militaire, la *Schutztruppe* allemande était surtout une force de police. Destinée au maintien de l'ordre, elle n'était pas une armée ayant vocation à participer à une guerre moderne à l'européenne.

La troupe était fractionnée en 14 compagnies dont l'armement était

largement déclassé, la majorité des fusils étant du modèle 71 à poudre noire de calibre 8x8. Six compagnies étaient néanmoins équipées de fusils modernes du modèle 98 de calibre 7x9 mm, en service dans l'armée allemande. L'artillerie se composait d'environ 50 canons de tous calibres allant du 105 mm au 37 mm. Ce parc fut ultérieurement renforcé par les canons enlevés à deux navires, le *Königsberg* et la *Möwe*. Sur le lac Victoria, les Allemands disposaient de deux vapeurs armés, le *Mwanza* et le *Otto-Heinrich* et sur le Tanganyika, de quatre navires, le *Hedwig von Wissmann*, le *Kingani*, le *Graf von Götzen* et le *Wami*.

Au début de la guerre, von Lettow ne possédait que trois camions bien vite hors d'état de servir et c'est pourquoi une armée de porteurs fut recrutée pour ravitailler la *Schutztruppe* ; en moyenne, trois porteurs par combattant furent nécessaires durant la guerre.

La disproportion des forces apparaît nettement lorsque l'on considère le train des équipages. La *Schutztruppe* ne disposait en effet que de trois automobiles et de trois camions de trois tonnes alors que les Britanniques, et plus tard les Sud-Africains, en totalisèrent plusieurs centaines. Or un camion de trois tonnes remplaçait 600 porteurs. La charge utile des porteurs était de 25 kilos, mais comme il leur fallait un kilo de ravitaillement par jour, le déplacement des colonnes était conditionné par l'obligation de ne traverser que des contrées où il était possible de les nourrir. Disposant de nombreux véhicules, les Alliés n'eurent pas ce problème. De plus, les camions ne craignant ni les moustiques, ni la mouche tsé-tsé, ni les maladies tropicales, ils pouvaient emprunter des itinéraires interdits aux caravanes.

Avant mobilisation, la *Schutztruppe* était composée de 216 officiers et sous-officiers allemands et de 2 540 *askaris*. À ce total, il convient d'ajouter une force de police de 45 Allemands et de 2 140 *askaris*. Chaque compagnie était commandée par un capitaine ayant sous ses ordres 16 officiers et sous-officiers, tous Allemands, et 160 *askaris*. Chacune de ces compagnies avait, en temps de paix, un effectif d'environ 250 porteurs et était dotée de 2 mitrailleuses. Après mobilisation des colons et des réservistes – environ 2 500 hommes –, et l'appel aux volontaires noirs, von Lettow fut en mesure d'aligner 18 compagnies au lieu de 14. Puis, à partir de 1915, quand les 322 marins du *Königsberg* et les 102 de la *Möwe* furent débarqués, il disposa de 60 compagnies d'infanterie et de deux compagnies montées, chacune d'entre elles à effectif de 200 *askaris*.

Au début de la guerre, les Britanniques disposaient de trois régiments des *King's African Rifles* à effectif de 1 200 hommes chacun, soit 3 600 combattants. Par rapport aux Allemands, ils étaient donc initialement en position d'infériorité numérique, mais la mobilisation des colons s'effectua et des renforts arrivèrent

de tout l’Empire, ce qui fit que les effectifs britanniques dépassèrent bientôt les 80 000 hommes.

Pour contrôler leur immense colonie du Congo, les Belges disposaient pour leur part de 18 000 hommes recrutés localement. Il s’agissait plus d’une force de police destinée à maintenir l’ordre que d’une armée apte à affronter un ennemi européen. En Afrique comme en Europe, la Belgique pensait que sa neutralité était son meilleur bouclier. L’encadrement de ces hommes était d’un Européen pour cinq Noirs. L’armement était composé du fusil Albini modèle 1867 et seules les forces du Katanga étaient équipées de fusils à répétition. L’artillerie belge qui était performante était constituée de 12 canons de 70 mm Saint-Chamond.

Avec les moyens dont ils disposaient, les Britanniques avaient trois possibilités d’action, soit débarquer au point d’aboutissement de l’une des deux voies ferrées pour les utiliser dans une progression vers l’intérieur ; soit attaquer depuis le nord, à partir du Kenya, afin de couper le *Nordbahn* et ensuite progresser vers le sud. Dernière option, une action combinée anglo-belge : les Belges progressant depuis le Congo et les Britanniques depuis l’Ouganda afin de converger à Tabora. Cette manœuvre anglo-belge eut bien lieu, mais en 1916 seulement.

En Afrique-Orientale, les hostilités débutèrent le 8 août 1914 avec le bombardement de la ville, du port et de la station de T.S.F. de Dar es-Salaam par deux croiseurs anglais, l’*Astrée* et le *Pégase*. En application du plan décidé par von Lettow, les responsables militaires des districts passèrent à l’offensive à partir du 14 août.

Entre le Kilimandjaro et l’océan Indien, les Allemands eurent d’abord l’avantage. Comme ils ne parvenaient pas à arrêter leur offensive, les Britanniques effectuèrent un débarquement à Tanga, en novembre 1914, afin de les contraindre à combattre sur deux fronts. Seize navires anglais mirent ainsi à terre un corps expéditionnaire de 6 500 hommes. Ce fut un échec, et le 5 novembre, la victoire allemande était totale. Les vainqueurs étaient moins d’un millier. Le butin capturé leur permit d’équiper et de nourrir la *Schutztruppe* durant une année et d’armer 3 compagnies de fusils modernes. Une installation téléphonique de campagne, 16 mitrailleuses et 600 000 cartouches complètaient le tableau des prises.

Un tournant intervint en janvier 1915 quand von Lettow comprit qu’en raison du blocus maritime, même lorsqu’il sortait vainqueur d’un combat, ses pertes étaient irréparables. Durant toute l’année 1915, l’offensive de von Lettow fit alors place à une retraite offensive, c’est-à-dire à un lent repli entrecoupé de contre-attaques. Au mois de juillet 1915, les Britanniques réussirent à détruire le

croiseur *Königsberg*[7].

b) L’offensive anglo-belge de 1916

À la fin de 1915, le commandement allemand alignait 2 998 Européens et 11 300 *askaris* divisés en 60 compagnies de 160 à 200 hommes avec 2 mitrailleuses chacune. Les Britanniques ne pouvaient espérer en venir à bout sans un important renfort. L’Union sud-afri-caine le leur fournit en envoyant sur le front d’Afrique Orientale un corps expéditionnaire de 15 000 hommes. En mars 1916, après création de 5 nouveaux régiments de *King’s African Rifles*, les effectifs britanniques s’élevaient à 42 000 hommes.

Sous le nombre, la défense du chemin de fer central, le *Zentralbahn,* ne put plus être assurée et il fut définitivement perdu. La dernière carte allemande résida alors dans la mobilité et von Lettow la joua avec habileté. Allégeant ses colonnes, il commença par supprimer l’intendance, puis il écarta les non-combattants, ne conservant que les hommes valides.

Au mois d’avril 1916, trois mille soldats portugais venus du Mozambique franchirent par surprise la frontière de l’Est africain allemand en traversant la rivière Rovuma. Von Lettow réagit rapidement et en novembre, les Portugais furent repoussés après avoir abandonné 4 canons de montagne, 13 mitrailleuses, plusieurs centaines de caisses de fusils neufs, des centaines de milliers de cartouches, des vivres, une installation téléphonique, 300 chevaux ou mules et trois automobiles.

Puis, au mois de juin 1916, le général Charles Tombeur, commandant de toutes les forces belges engagées sur le front du Congo, lança une puissante offensive sur le lac Tanganyika afin d’en chasser la marine allemande. L’emploi de quatre hydravions donna aux Belges la victoire totale. Après le *Graf von Götzen*, ce furent les autres navires allemands qui furent détruits. Sur le front du Kivu, les Belges alignèrent 12 000 Africains et 719 cadres européens. Face à eux, le capitaine Wintgens, qui ne disposait que de quelques centaines d’hommes dont une vingtaine d’Allemands, se replia. Les Belges entrèrent à Kigali le 6 mai. En Urundi, Kitega fut prise le 17 juin 1916 et le 19 septembre, les éléments avancés belges pénétrèrent dans Tabora.

Au début de l’année 1917, les Allemands se replièrent vers le Sud où ils ne tenaient plus qu’un quadrilatère délimité par l’océan Indien à l’est, le lac Nyassa à l’ouest, la Rufidji au nord, le Mozambique portugais au sud. Totalement coupés du monde extérieur, ils ne pouvaient plus compter que sur eux-mêmes.

LES FORCEURS DE BLOCUS

Plusieurs tentatives de ravitaillement des troupes de l'Est africain allemand eurent lieu. Ainsi, au mois d'août 1915, un navire commandé par le lieutenant de vaisseau Christiansen réussit à forcer le blocus, à apporter des nouvelles du front d'Europe, alors largement dominé par les troupes du Kaiser et surtout à ravitailler la *Schutztruppe* en fusils modernes, en mitrailleuses, en équipement et en matériel sanitaire. En mars 1916, un autre navire ravitailleur réussit à forcer le blocus britannique. Son aventure mérite que l'on s'y attarde.

Le nom de ce vaisseau était *La Marie*. Commandée par le lieutenant Soeren, il réussit à débarquer un arsenal à la barbe de la flotte anglaise qui formait une véritable chaîne devant les côtes de l'Afrique-Orientale allemande. Parti de Kiel, il avait traversé la mer du Nord, longé les côtes d'Afrique de l'Ouest, franchi le cap de BonneEspérance et, toujours sans se faire repérer, réussi à jeter l'ancre au sud de Lindi où il mit à terre un matériel précieux pour la *Schutztruppe* : des centaines de fusils, des quantités de munitions, des obus, des obusiers, du matériel de fabrication de munitions, des uniformes, etc. En avril, alors que sa cargaison était juste débarquée, *La Marie* fut repérée par la flotte britannique et elle subit une pluie d'obus. Plusieurs fois touchée, son équipage réussit cependant à lui faire reprendre la mer. Le 25 avril, le navire trompa une nouvelle fois la vigilance des Britanniques et le 14 mai 1916, il atteignit un port neutre de l'Insulinde, ou Indonésie hollandaise.

Au mois de novembre 1917, une dernière tentative de secours à la *Schutztruppe* eut lieu avec l'envoi d'un dirigeable *Zeppelin* de la *Kriegsmarine*, le L 59, chargé de matériel médical, d'armes et de munitions. Parti de Jamboli, en Bulgarie, le 21 novembre, l'aéronef avait dépassé Ouadi-Halfa, dans la vallée du Nil, une quarantaine d'heures plus tard lorsqu'il reçut par radio l'ordre de revenir, sous le prétexte que le général von Lettow-Vorbeck venait de se rendre aux Britanniques. Or, la nouvelle était fausse. Cette histoire de message radio qui émanait en principe de l'émetteur allemand de Nauen n'a jamais été élucidée et elle pourrait représenter un exemple typique de désinformation dans le cas où un émetteur « pirate » britannique en aurait été le véritable auteur. Obéissant à l'ordre reçu, le commandant du *Zeppelin*, le capitaine-lieutenant Ludwig Bockholt, revint à Jamboli où l'atterrissage eut lieu le 25

novembre, après un extraordinaire vol sans escale de 7 000 kilomètres en moins de 100 heures.

Fin novembre 1917, von Lettow décida de porter la guerre en territoire portugais. Pour être en mesure de le faire, il réduisit sa petite armée à 320 Européens et à 2 000 *askaris*, ce qui lui permit de disposer de 15 compagnies équipées de deux mitrailleuses chacune. Son artillerie était réduite à 2 canons. 3 000 porteurs furent conservés, chargés de transporter des armes, des munitions et des médicaments pour un mois ainsi que pour douze jours de vivres. Ayant allégé sa troupe, ne dépendant plus d'itinéraires tracés à partir de magasins de ravitaillement, en libérant les porteurs au fur et à mesure de la consommation de leur charge, von Lettow qui avait fait un pari sur le butin qui devait être pris à l'ennemi était désormais libre de ses mouvements.

Le 25 novembre 1917, les éléments avancés allemands traversèrent le Rovuma et pénétrèrent en territoire portugais défendu par 7 500 hommes, dont 5 500 Européens. Le 27 novembre, le poste de Ngomano tenu par un millier d'hommes fut pris avec tous les approvisionnements qui y étaient entreposés : un hôpital de campagne, plusieurs tonnes de nourriture, 30 chevaux, 6 mitrailleuses et un million de cartouches. Les Portugais abandonnèrent 200 morts sur le terrain et plusieurs centaines de prisonniers dont 150 Européens. À Namacourra, gare sur la voie ferrée de la ligne de Quelimane, von Lettow remporta une autre importante bataille quand, du 1er au 3 juillet 1918, les défenseurs perdirent près de 300 hommes et 421 prisonniers parmi lesquels 5 Anglais et 117 Portugais. Là encore, le butin fut énorme : 10 mitrailleuses, 2 canons, 350 fusils modernes qui permit de réformer les derniers fusils modèle 71 encore en dotation dans la *Schutztruppe*, des centaines de caisses de cartouches, du vin, des conserves, des vêtements, etc. Ces prises durent être en partie abandonnées faute de porteurs, mais la troupe, équipée à neuf, put reprendre sa progression.

Les Anglo-Portugais préparèrent alors une contre-offensive à partir de Quelimane et von Lettow décida de marcher vers le nord-est en direction de Porto Amelia. À ce stade de la guerre, il ne lui restait plus que 176 Européens et 1 500 askaris, mais, comme nous venons de le voir, leur armement était excellent, en quantité suffisante, et le nombre de mitrailleuses en dotation atteignait la quarantaine. Cependant, la nasse menaçant de se refermer sur lui, il décida de quitter le territoire portugais, hésitant entre deux directions : soit se diriger vers Blantyre au Nyassaland – l'actuel Malawi –, soit retourner en territoire allemand occupé par l'ennemi. C'est cette dernière solution qu'il choisit et, le 29 septembre 1918, franchissant le Rovuma, ses compagnies

pénétrèrent dans ce qui avait été la *Deutsche-Ostafrika*.

Attendu au Nord, dans la région de Lupembe, von Lettow obliqua vers l'ouest, en direction de Fifé, en Rhodésie, se jouant une fois de plus de ses poursuivants. Le 9 novembre, l'avant-garde allemande, commandée par le capitaine Spangerberg, s'empara du poste de Kasama et d'un ravitaillement considérable. Von Lettow l'y rejoignit le 11 novembre. Le 13 novembre, la colonne se remit en marche.

Dans la nuit du 13 au 14 novembre, un message du général sudafricain Van Deventer parvint à von Lettow, l'informant que la guerre était terminée. Des discussions avec le commandement britannique s'engagèrent alors et elles durèrent jusqu'au 25 novembre, von Lettow ne voulant entendre parler ni de « reddition sans conditions », ni même « d'évacuation sans conditions ». Il acceptait uniquement de se remettre volontairement au pouvoir de l'ennemi, en soldat discipliné appliquant les clauses de l'Armistice signé en Europe.

Le 25 novembre 1918 au matin, dans la région d'Abercorn, en Rhodésie du Nord, et alors que l'armistice était signé depuis 14 jours, une colonne allemande se rangea face à l'*Union Jack* hissé sur un mât de fortune. Derrière le D^{r} Schnee, gouverneur de l'Est africain allemand, et le général von Lettow-Vorbeck, commandant en chef, 20 officiers, 6 médecins, un secrétaire télégraphiste, un pharmacien, un vétérinaire, 125 Allemands, officiers, sous-officiers et rappelés, 1 156 *askaris* et 1 598 porteurs se formèrent en carré au milieu duquel ils déposèrent un canon portugais, 37 mitrailleuses dont 7 seulement étaient allemandes, 1 071 fusils anglais et portugais, 208 000 car-touches et 40 projectiles d'artillerie. Ces hommes étaient les survivants d'une petite troupe qui, durant quatre années, conduite par un chef de guerre exceptionnel, avait résisté à près de 250 000 soldats britanniques, belges, sud-africains et portugais.

---

1. L'offensive turque vers l'Égypte partit de Damas et traversa le Sinaï pour atteindre le canal mais elle ne réussit pas à le conquérir et elle battit en retraite après un sévère échec le 3 février lors de la bataille de Toussoun, en Palestine.

2. Lugan (1990b) ; Porte (2006).

3. Cet épisode est raconté par Pierre Benoît dans un roman intitulé *Monsieur de La Ferté*, Paris, 1934.

4. Maritz rassembla son régiment et donna une minute à ses hommes pour décider s'ils voulaient le suivre dans la rébellion. Sur un effectif de 1 000 soldats, 940 entrèrent en dissidence. Maritz proclama ensuite la République.

5. Dans la région de Rehoboth, des indigènes se soulevèrent. Après avoir massacré des colons allemands, ils vinrent proposer leur coopération au général Botha qui les renvoya après qu'il leur eut fait savoir que cette guerre ne les concernait en rien, car c'était une affaire entre Blancs.

6. En Allemagne, quatre casernes de la *Bundeswehr* ont un temps porté son nom, à Brême, à Bad Segaberg,

à Hambourg-Jenfeld et à Leer. Elles furent débaptisées dans les années 2000.

7. Jaugeant 3 400 tonnes, il était armé de 10 canons de 105 mm. Le 20 septembre 1914, il avait coulé un navire britannique à la hauteur de Zanzibar. Pris en chasse, il s'était abrité dans le delta de la Rufidji, où, dissimulé sous l'épaisse végétation, il était difficilement détectable. Une fois repéré, 16 navires britanniques, dont 4 croiseurs et 2 canonnières armées, l'attaquèrent. Les tirs furent réglés par avion et, le 11 juillet, après cinq jours de bombardement, les servants du bord étant presque tous hors de combat, le commandant Schoenfeld, grièvement blessé, fit sauter son navire après en avoir débarqué les canons qui furent transportés jusque sur le front du Tanganyika.

CHAPITRE II

DU MAROC À L'ÉTHIOPIE : LA MUTATION DES GUERRES AFRICAINES

Entre les deux guerres, à l'apogée de la colonisation, deux conflits qui éclatèrent, l'un dans le nord du Maroc, dans le Rif, et l'autre en Afrique orientale, en Éthiopie, posèrent les bases de la lutte pour l'émancipation qui allait balayer les empires au lendemain du second conflit mondial.

I. La « pacification » marocaine1, une guerre par procuration

La « Pacification » entreprise par Lyautey fut d'abord une intervention par procuration destinée à briser la résistance des tribus berbères qui refusaient le pouvoir du sultan. En définitive et même si dans sa phase d'apogée le protectorat marocain semble s'être appuyé sur les Berbères, le résultat de l'action française fut donc de favoriser l'État arabo-musulman puisqu'elle cassa la force de résistance des grands ensembles berbères. En 2000, les rédacteurs du *Manifeste berbère* exprimèrent bien cette idée :

> « Merveilleusement symbolisé par la personne de Lyautey[2], le Protecteur en titre va s'avérer le meilleur allié des cercles makhzéniens, en lesquels il trouve lui-même ses meilleurs auxiliaires. Ne l'ont-ils précisément pas mandé d'urgence pour qu'il vienne à leur secours, eux qui n'en peuvent plus face à l'insoumission endémique des Imazighen ? Ils ne tardent guère d'ailleurs à découvrir qu'il peut être pour eux le meilleur garant contre toutes les irrévérencieuses attaques que n'hésite plus à leur livrer l'ensemble de leurs compatriotes (…) Son statut et le leur au sein des masses marocaines font d'eux des alliés objectifs et presque naturels ; ils s'exhortent mutuellement à combattre la rébellion berbère, au point qu'un vrai pacte finit par lier leurs sorts de façon

> sacramentelle : un message ayant valeur de prêche est lu un vendredi des années vingt dans les mosquées du royaume, par des imams de premier plan, appelant les Marocains à un “jihad” destiné à soutenir… les armées (chrétiennes) d’occupation dans leur glorieux combat contre les insoumis (berbères). Les familles makhzéniennes en vue participent de façon ostentatoire aux festivités célébrant les victoires successives des troupes étrangères sur les tribus berbères. » (*Le Manifeste berbère* : 2000)

Les Marocains parlent de Résistance[3] et les Français de Pacification, cette dernière notion reposant sur l’idée selon laquelle une partie du pays refusant l’autorité du sultan, c’était pour son compte, et en son nom, que se firent les opérations militaires françaises.

La région de Marrakech constitua une exception car les opérations y furent limitées en raison du soutien que Lyautey avait obtenu des grands caïds berbères régionaux (Glaoui, Mtouggui et Goundafi). L’originalité de cette « politique des grands caïds » consista « à laisser à certains caïds du *makhzen* pré-colonial le soin de mener la « pacification » au nom du *makhzen* colonial » (El-Qadéry, 2007 : 8).

Dans un discours prononcé à Paris le 12 décembre 1912, quelques mois à peine après le début du Protectorat, le général Lyautey déclara : « *La pacification du Maroc, restez-en bien convaincus, est une très grosse affaire, à très longue échéance* »[4]. De fait, la résistance armée fut très importante et très longue, même si les Français et les Espagnols n’eurent jamais à faire face à un mouvement d’ensemble, y compris durant la guerre du Rif. Malgré le déséquilibre des forces, les tribus n’hésitèrent pas à prendre les armes et, dans certaines régions, elles résistèrent jusqu’en 1934, date à laquelle le Maroc fut enfin considéré comme pacifié. La prise de conscience politique se développa ensuite dans les centres urbains et le combat fut dès lors plutôt politique.

La résistance commença dès 1912 dans le sud avec El-Hiba qui, depuis Tiznit où son père Ma el-Aimin s’était retiré, souleva le Sous, l’oued Noun, la vallée du Draa, le nord du Sahara et une partie de l’actuelle Mauritanie.

En 1912, quand le sultan Moulay Hafid abdiqua et que Moulay Youssef fut proclamé à sa place, les tribus sahariennes étaient en plein soulèvement. El-Hiba prit alors Marrakech à la tête d’une armée de plusieurs dizaines de milliers d’hommes, essentiellement Saharaouis, avant d’être écrasé à la bataille de Sidi Bou Othmane[5], mais il continua de résister jusqu’à sa mort en 1919 ; puis son frère Merabbi Rebbu prit la relève. Au même moment, dans l’actuelle région du Saquia el-Hamra, une colonne française venue de l’Adrar prit Smara mais, devant le soulèvement des Rguibat et de certains Tekna commandés par Mohamed Laghdaf, un autre fils de Ma el-Aimin, elle se replia vers l’actuelle

Mauritanie.

Ce fut dans les régions du Moyen Atlas, de l'Atlas central et du Tadla que les résistances furent les plus vives. À la limite des trois régions militaires de Meknès, Fès et Taza, les Français furent confrontés à de rudes adversaires, qu'il s'agisse des Beni Warain, des Marmoucha ou encore des Aït Seghrouchen avec Moulay Ahmed Seghrouchni auquel succéda son fils Sidi Akka et qui ne déposèrent les armes qu'en 1926[6]. Au mois de mai 1914, les troupes venues d'Algérie et commandées par le général Baumgarten firent leur liaison à Taza avec celles du Maroc qui étaient sous les ordres du général Gouraud[7].

Le principal chef de la résistance dans cette région du Moyen Atlas, fut Moha ou Hammou es-Zaïani, qui prit la tête des tribus révoltées. Bien équipé et armé, il dut, malgré tout quitter sa capitale Khenifra en 1914, lors de sa conquête par le général Henrys, mais il reforma ses troupes dans la montagne et il organisa le blocus de la ville. En novembre 1914, à El-Heri, à quelques kilomètres de Kénifra, il parvint à surprendre et à submerger une colonne française commandée par le colonel René Laverdure qui perdit 33 officiers et 580 soldats morts ou blessés, tandis que 8 canons et 10 mitrailleuses restèrent aux mains des Marocains. Cette victoire fut cependant sans lendemain car la contre-attaque obligea Moha ou Hammou à se replier à nouveau dans ses montagnes où il résista jusqu'au 2 juin 1920, date de sa sou-mission au général Poeymirau.

Mohammed N'Ifrouten combattit quant à lui dans le Tafilalet où, durant l'été de 1918, dans la région de Bou Denib, il attaqua les troupes françaises à la tête de plusieurs milliers d'hommes. Il fut battu à Gaouz, où six cents de ses hommes trouvèrent la mort en une matinée.

Le premier conflit mondial terminé, Lyautey ne put obtenir les moyens qui lui auraient permis de prendre le contrôle du Moyen Atlas. Plus encore, une déflation s'opéra dans les effectifs qui furent ramenés de 87 000 hommes au mois d'août 1918 à 68 000 au début du mois de janvier 1918 (Rivet, 1999 : 58). Ne pouvant envisager une vaste opération, il concentra alors ses moyens contre la « tache de Taza » qui fut « effacée » en 1921. À partir de cette date, les communications avec l'Algérie furent sûres, mais le cœur du Moyen Atlas, notamment les territoires des Marmoucha et des Aït Seghrouchen résista encore.

II. La guerre du Rif 8 : première guerre de libération

(carte n^{os} 28 et 29)

Cette guerre qui impliqua d'abord l'Espagne, puis l'Espagne et la France, fut initialement menée par le caïd des Béni Ouriaghel, la plus puissante tribu du Rif central, Abd el-Krim el-Khettabi, puis par son fils, Mohammed ben Abd el-Krim el-Khettabi[9].

a) Une guerre qui vient de loin

Abd el-Krim[10] avait collaboré au *Telegrama del Rif*, organe de la colonisation espagnole, avait été interprète à la *Oficina de Asuntos Indígenas* chargée d'organiser le renseignement dans le Maroc espagnol. La lutte qu'il engagea ne fut pas une résistance désespérée contre le rouleau compresseur colonial. Fondée sur un projet politique, elle fut soutenue par une volonté populaire, même si toutes les tribus du Rif ne le suivirent pas. Abd el-Krim se référait aux événements de Syrie, à ce qui s'était passé en Turquie après le premier conflit mon-dial, et aux idées qui agitaient le monde arabe (Courcelle-Labrousse et Marmié, 2008 : 17 et 23).

Au nord du Maroc, dans la zone qui leur revint, les Espagnols eurent bien des difficultés avec les tribus, et leur politique y fut constamment hésitante. Présents à Melilla, à l'Est et dans l'Ouest atlantique, ils furent longtemps bloqués dans leur progression vers l'intérieur. Dans l'arrière-pays de Melilla, le chérif Ameziane leur infligea même deux terribles défaites, l'une au mois de juillet 1909 à Barranco del Lobo et l'autre, au mois de septembre, à Souk el-Khémis. N'étant pas en mesure de relier par voie de terre leurs deux points d'appui de Tétouan et de Melilla, la seule solution qui leur restait était de tenter un débarquement dans la baie d'Al-Hoceima. Ce projet étant très risqué, il fut plusieurs fois repoussé et les Espagnols se contentèrent d'occuper l'îlot de Nekkour dans la baie, de le fortifier et de nouer des contacts avec le puissant chef des Beni Ouriaghel, Abd el-Krim el-Khettabi. Ce dernier qui considérait les Espagnols comme peu dangereux pour son indépendance choisit de se rapprocher d'eux pour triompher de ses rivaux rifains et il envoya son fils Mohamed se mettre à leur service[11].

En 1911 les Espagnols demandèrent à Abd el-Krim père de les aider à débarquer à Al-Hoceima afin de tenter un mouvement de prise à revers d'Ameziane mais, au dernier moment, ils renoncèrent à leur opération et Abd el-Krim qui se retrouva seul face à ses rivaux dut se réfugier à Nekkour puis à Tétouan. En 1912, après la mort d'Ameziane, il revint dans sa tribu et y attendit une nouvelle fois les Espagnols qui renoncèrent encore à débarquer.

Durant la guerre de 1914, il joua la carte allemande et au mois d'août 1915 les Espagnols soupçonnèrent son fils de les trahir. Interrogé, ce dernier déclara qu'il n'avait rien contre l'Espagne si cette dernière se contentait de la zone qu'elle occupait et abandonnait toute idée de prendre le contrôle du Rif, mais qu'en revanche il s'opposerait à tout empiétement. Au mois de septembre 1915, les Espagnols le mirent en prison. Abd el-Krim père se rapprocha alors de Madrid et accepta une nouvelle fois de soutenir un débarquement à Al-Hoceima programmé durant l'été 1916, ce qui permit la libération de son fils. L'Espagne ayant une fois encore renoncé, Abd el-Krim considéra qu'il était dangereux de continuer à collaborer avec elle et il décida de rompre.

b) Les défaites espagnoles

Le 12 février 1920, le général Manuel Fernández Sylvestre fut nommé commandant-général du secteur de Melilla et une opération combinée fut décidée. Sa composante terrestre devait progresser à partir de Melilla cependant qu'un débarquement à Al-Hoceima devait permettre de prendre les Rifains à revers[12]. Au mois de mars, son supérieur, le général Berenguer renonça au débarquement et il ordonna une offensive terrestre à partir de Melilla vers la baie d'AlHoceima. L'erreur du général Sylvestre fut que, au lieu de marcher vers l'ouest en direction du Monte Mauro défendu par les Beni Said, il décida de faire un détour par le sud et Monte Arruit.

LES TROUPES DE CHOCDE L'ARMéE ESPAGNOLE

L'armée espagnole étant essentiellement composée de recrues, le lieutenant-colonel Millán Astray proposa de créer une troupe professionnelle composée de volontaires, à l'image de la Légion étrangère française, et destinée à opérer au Maroc.
Le 2 septembre 1920, par décret royal signé par le roi Alphonse XIII, naquit le *Tercio* ou Légion étrangère espagnole dont le commandement fut donné au colonel Millán Astray et dont la première *bandera* en formation fut confiée au commandant Francisco Franco alors à peine âgé de 28 ans. Grande figure de l'armée espagnole, le commandant Franco avait servi dans les *Regulares* où il avait gagné une réputation à la fois de chef au courage exemplaire et de meneur d'hommes.

Pour tenir leurs possessions marocaines, les Espagnols levèrent sur place des contingents de supplétifs à l'image de la *Milicia Voluntaria de Ceuta*,

de la *Compania de Moros de Melilla* ou encore des *Tiradores del Rif*.
En 1913, une fois le traité de protectorat signé, ces milices furent regroupées sous une seule organisation qui eut pour nom les *Fuerzas Regulares Indígenas* plus connue sous le nom de *Regulares* (Benjelloun, 1988). En 1914, sous le commandement du *Khalifa* représentant le sultan marocain, fut constituée une force uniquement marocaine avec encadrement espagnol, la *Mehalla khalifiana* qui atteignit l'effectif de 8 000 hommes en 1936.

La manœuvre était risquée car elle allongeait considérablement la marche de sa troupe essentiellement composée de recrues peu entraînées, peu motivées et sous-équipées. Entre les mois d'avril 1920 et de juin 1921, il lança une série d'opérations qui lui permirent d'avancer de plusieurs dizaines de kilomètres et d'édifier 46 postes ; plusieurs tribus se soumirent alors dont les Beni Saïd, les Beni Uliseq et les Temsaman. Encouragé par ces victoires faciles, le général Silvestre commit ensuite quatre nouvelles erreurs :

– un excès de confiance dans ses propres troupes ;
– une sous-estimation de la puissance et de la détermination d'Abd el-Krim ;
– un étirement de ses lignes sur 130 kilomètres ;
– une dispersion de ses forces en 144 postes isolés les uns des autres et le plus souvent perchés sur des sommets sans possibilité de ravitaillement en eau.

Au mois de mai 1921, ayant installé son centre de commandement à Anoual, il se prépara à lancer la dernière phase de son plan en donnant l'ordre de progresser en direction de la baie d'Al-Hoceima.

Le 1er juin au matin, les Espagnols prirent position sur le mont Abarran, à cinq kilomètres à l'ouest d'Anoual et ils y installèrent un poste occupé par 50 soldats métropolitains, 200 policiers rifains et une *harka* fournie par la tribu ralliée des Temsaman ; mais, dès l'aprèsmidi, la position fut enlevée, la *harka* ainsi que les policiers s'étant ralliés aux assaillants.

Fort de ce succès, Abd el-Krim décida de couper les Espagnols de toute possibilité de ravitaillement par mer et il attaqua la position côtière de Sidi Driss qui résista. Considérant ces attaques comme des évènements isolés et sans réelle importance, le général Sylvestre ne dévia pas de son plan initial ; cependant, afin de protéger Anoual, il installa plusieurs postes dont un à Igueriben, à six kilomètres à l'ouest d'Anoual et il y laissa une garnison de 350 hommes.

Le 17 juillet, Abd el-Krim lança une attaque générale et le 22 juillet, Igueriben fut pris. Le général Sylvestre ordonna alors l'abandon de toutes les positions avancées et un repli sur Anoual où 5 000 hommes dont 2 000 recrues rifaines, les *Regulares*, furent assiégés par 18 000 Rifains.

N'ayant que pour un jour de munitions et à peine pour quelques jours de vivres et d'eau, le général Sylvestre comprit que sa situation était désespérée et il décida d'évacuer Anoual pour se replier sur le poste de Beni Taieb. Alourdis par un énorme train des équipages et par leur convoi de blessés, les Espagnols furent assaillis de toutes parts par les Rifains. Quand les policiers indigènes qui tenaient les hauteurs nord d'Anoual eurent massacré leurs officiers et retourné leurs armes contre les Espagnols, la retraite devint une déroute chaotique.

Toute l'armée espagnole aurait même pu être capturée sans la résistance des *Regulares* du commandant Llamas qui tinrent bon sur le flanc sud, se repliant par échelons et couvrant une partie de la retraite.

En plus du général Sylvestre[13], les Espagnols perdirent 2 500 hommes à Anoual, chiffre auquel il faut ajouter environ 1 500 morts lors de la prise de 14 postes, soit un total de 4 000 morts et de 492 prisonniers (Francisco, 2005). Au bout de plusieurs jours de marche et d'embuscades, un peu plus de 3 000 survivants conduits par le général Felipe Navarro, commandant en second, réussirent à se replier jusqu'à Monte Arruit où ils furent recueillis par le lieutenant-colonel Fernando Primo de Rivera[14], frère du général Miguel Primo de Rivera et commandant du Régiment *Alcantara.*

Le 2 août, les Rifains entrèrent à Nador après capitulation de la garnison et le sort de Monte Arruit, assiégé, fut scellé. Refusant d'abandonner ses blessés, le général Navarro n'ordonna pas une percée désespérée en direction de Melilla et à l'intérieur de la position, sans vivres et sans eau[15], certaines unités furent au bord de la mutinerie.

Le général Berenguer autorisa alors la capitulation pour le 9 août, mais, alors que les Espagnols déposaient les armes et que les blessés étaient alignés à l'extérieur du poste, les Rifains lancèrent une nouvelle attaque. Sur 3 000 hommes, 600 furent faits prisonniers, dont le général Navarro, tous les autres furent massacrés et leurs cadavres se décomposèrent au soleil.

Selon un rapport fait au lendemain du désastre par le général Juan Picasso, les pertes espagnoles totales s'élevèrent à 13 363 morts dont 2 390 volontaires rifains engagés aux côtés de l'Espagne. Les études récentes (Poveda, 1984 et Moreno, 2001) ont ramené les pertes espagnoles entre 7 875 et 8 180 morts ou disparus. Les Espagnols abandonnèrent aux combattants rifains 20 000 fusils,

400 mitrailleuses, 129 canons et de grandes quantités de munitions.

Après les défaites d'Anoual et de Monte Arruit, Melilla située à 40 kilomètres de cette dernière position fut à la portée d'Abd el-Krim, mais, réagissant rapidement, le général Berenguer rassembla alors ses unités d'élite, à savoir le *Tercio* et les *Regulares*[16] qui furent transportés à Melilla par mer. La ville fut sauvée, puis l'état-major espagnol ordonna la contre-attaque et Monte Arruit fut repris au mois de novembre 1921.

Abd el-Krim, désormais bien armé grâce aux prises faites sur les Espagnols, réunit les chefs de tribus et leur fit élire une assemblée nationale qui adopta une charte refusant de reconnaître le Protectorat. L'armée du Rif fut constituée sur le modèle européen, avec des réguliers et des contingents levés dans les tribus. Tous les hommes entre 16 et 50 ans étaient mobilisables. Les *caïds* dépendant du ministère de l'Intérieur se virent déléguer les pouvoirs administratifs, judiciaires et militaires dans leurs tribus respectives.

Le 1er février 1922 la « République confédérée des tribus du Rif » fut proclamée, avec pour capitale Ajdir. Elle demanda la reconnaissance internationale et l'établissement de relations diplomatiques et économiques avec tous les pays. Des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice, de la Guerre et des Finances furent créés. Abd el-Krim fut désigné président de la République. Quant à l'Espagne, sommée de dédommager le Rif des pertes subies depuis 1912, elle dut racheter les prisonniers faits à Anoual et à Monte Arruit.

Ces désastres provoquèrent l'anarchie en Espagne et le 13 septembre 1923, le général Primo de Rivera prit le pouvoir avec l'assentiment du roi Alphonse XIII[17].

Pour l'État-major espagnol, la situation était d'autant plus grave qu'à l'Ouest également, la situation était catastrophique face à la révolte des tribus locales, aussi, en 1924, fut-il décidé d'évacuer toute la partie montagneuse de la zone espagnole du protectorat, y compris la ville de Chefchaouen, afin de se retrancher à Ceuta et à Tétouan. Abd el-Krim fut alors prêt de réaliser la jonction des deux fronts, mais les Espagnols furent alors sauvés par Raissouni[18].

c) La guerre déborde en zone française

Au mois de mai 1924, enhardi par ses succès, Abd el-Krim tenta, mais en vain, de rallier à sa cause la tribu des Beni Zeroual qui était à cheval sur les zones espagnole et française. Son objectif était la ville de Fès, mais le maréchal

Lyautey qui avait eu connaissance de ses projets et même de la date de l'attaque contre les positions françaises, à savoir le mois d'avril 1925, avait pris ses précautions. Dès le mois de juin 1924, lui qui, jusque-là, n'avait pas voulu intervenir dans ce qu'il appelait le « guêpier rifain »[19], créa ainsi un cordon sanitaire au nord de l'Ouergha en y installant des petits postes destinés à assurer une présence parmi les tribus ; toutefois, sachant qu'il ne disposait pas d'effectifs suffisants pour contenir l'attaque annoncée, il demanda avec insistance des renforts à Paris.

Le 12 avril 1925, Abd el-Krim lança une attaque soudaine sur les Beni Zeroual qui le rejoignirent. Cette action fut le prélude à une offensive générale contre les positions françaises installées l'année précédente et qui débuta le 14 avril. La manœuvre d'Abd el-Krim étant de prendre Ouezzane puis de se rabattre sur Kéléa des Sless afin de « cueillir » les postes français et s'ouvrir ainsi l'accès à Fès.

Pour faire face à cette offensive, le général de Chambrun, chargé du front nord, ne disposait que de 16 bataillons mobiles, et les faibles renforts arrivés étaient de piètre qualité. Au mois de juin 1926, sur les 56 bataillons d'infanterie présents sur le front, 3 étaient composés de légionnaires, 5 de Marocains et 24 d'Algériens.

Lyautey réorganisa alors l'ensemble de son dispositif et il confia cette partie du front au général Daugan. Les postes français étant menacés, particulièrement ceux d'Aoulai, d'Aoudour, de Beni Derkoul[20] et de Bibane[21], tous furent évacués et repliés sur deux solides bastions à Taounat et à Tafrant.

Ayant échoué dans sa manœuvre initiale, Abd el-Krim tenta un double mouvement de débordement par Ouezzane à l'ouest avec toujours Fès pour objectif, et par Taza à l'est afin de joindre les insurgés de l'Atlas. Au mois de juillet 1925, il fut sur le point de réussir quand les Branès et les Tsoul l'ayant rallié, le front de Taza céda, menaçant de couper la route Algérie-Taza-Fès. La ville de Taza fut alors menacée et l'idée de l'évacuer fut alors avancée par certains responsables français mais Lyautey s'y opposa fermement et le 6 juillet, il ordonna de tenir la ville coûte que coûte, ce qui sauva la situation.

Lyautey fut clairement soutenu par le sultan car Abd el-Krim avait maladroitement contesté sa légitimité. Moulay Youssef se rendit même à Fès pour y affirmer son soutien. Le 4 juillet, jour de l'*Aid*, il fit lire dans les mosquées une lettre citant « Les hordes de l'agitateur Rifain » qui ont trouvé devant elles « les vaillantes troupes qui défendent l'intégrité de notre empire ». L'armée française était ainsi présentée comme l'outil de la légitimité chérifienne. En réponse, Abd el-Krim traita le sultan d'« employé salarié » des Français.

Le 11 juillet 1925, la France et l'Espagne signèrent les accords de Madrid par lesquels les deux pays affirmèrent une position commune face à Abd el-Krim. À cette date Lyautey avait redressé la situation puisque les troupes françaises avaient repris les positions perdues ou abandonnées au mois d'avril. À la fin du mois de juillet, un groupe mobile français avança même au contact du dispositif rifain qu'il fit reculer vers le nord. À partir de ce moment, Abd el-Krim ayant perdu l'initiative, Lyautey s'apprêta à reprendre sa fameuse stratégie de la « tache d'huile », mais il en fut empêché par le maréchal Pétain.

Les renforts demandés par Lyautey arrivèrent au mois de juillet 1925, une fois l'offensive rifaine bloquée. Ils étaient placés sous les ordres d'un commandant opérationnel, le général Stanislas Naulin, accompagné par le maréchal Philippe Pétain[22] chargé d'une mission d'évaluation dont le rapport fut aussi critique qu'injuste. Pétain qui ne connaissait rien du Maroc ne se priva pourtant pas de pointer des erreurs militaires qui n'en n'étaient pas puisqu'elles constituaient au contraire la poursuite de cette politique si originale suivie par Lyautey et qui visait à éviter une confrontation généralisée en jouant sur les rapports personnels qu'il entretenait avec les chefs des tribus.

Le plan de Lyautey prévoyait un assaut puissant sur les seuls Beni Zeroual afin de les rallier et cela pour entraîner ensuite la défection des autres tribus. Lyautey faisait la guerre tout en préparant la paix, ménageant le long terme, sa stratégie étant d'occuper le pays Beni Zeroual pour couper le pays djebala du bloc rifain. Pétain, qui voulait au contraire une victoire militaire à l'européenne, était partisan d'une offensive généralisée appuyée sur de gros moyens et sur une jonction avec l'Espagne. En définitive, Pétain voulait écraser Abd el-Krim quand Lyautey cherchait à l'étouffer. Au général Naulin qui s'était rallié au projet de Lyautey, Pétain déclara : « Vous faites de la politique, je fais de la stratégie. »[23]

En réalité, dans cette opposition Pétain-Lyautey, de vieux comptes se réglaient entre le héros de la Grande Guerre et le résident général dont le passage au ministère de la Guerre, en 1916-1917, s'était mal terminé.[24]

Contre les avis de Lyautey, le gouvernement français chargea Pétain de régler la question du Rif et il enleva au résident général toute la responsabilité des opérations ; or, en séparant commandement politique et militaire, Paris tuait le "système Lyautey".

Ayant désormais les mains libres, le maréchal Pétain qui avait obtenu les moyens qui avaient été refusés à Lyautey, à savoir des dizaines de milliers d'hommes, du matériel moderne et de l'aviation, mena alors une guerre totale. Le corps de bataille rifain fut cassé par les Français et le 8 septembre 1925, les

Espagnols réussirent un débarquement risqué à Al-Hoceima. Nommé commandant opérationnel du *Tercio* en 1923, Francisco Franco fut le maître d'œuvre de ce débarquement planifié par le général José Sanjurjo et qui permit à l'armée espagnole de prendre pied au cœur même de la zone tenue par Abd el-Krim. Ce débarquement espagnol fut appuyé par flotte française (La Calle et Rubio, 2001).

Le gouvernement avait donc humilié Lyautey. Ulcéré de voir sa politique réduite à néant, ce dernier attendit que la situation militaire soit rétablie, ce qui fut le cas à la fin du mois de septembre 1925, et le 24, il présenta sa démission dans les termes suivants :

> « Les organisations militaires, les doctrines, les méthodes, les programmes instaurés actuellement au Maroc l'ont été en dehors de moi (…) Elles diffèrent totalement de celles que, pendant toute ma carrière, j'ai toujours préconisées et appliquées. À tort ou à raison je n'ai pas confiance dans leur efficacité. Je n'ai pas été en mesure de donner mon avis (…) Il m'était impossible, à l'égard de la France, du Maroc et de moi-même, de garder un jour de plus une apparence même de responsabilité ». (Lettre à Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères, septembre 1925).

Au mois d'octobre 1925 le maréchal Lyautey quitta le Maroc alors que la menace rifaine avait été contenue et alors qu'une manœuvre combinée franco-espagnole était en préparation pour l'été 1926 en application des accords Pétain-Primo de Rivera.

Au mois d'avril 1926, des pourparlers eurent lieu à Oujda avec les envoyés d'Abd el-Krim, mais ils échouèrent en raison de « l'énormité » des exigences de ce dernier qui demandait l'indépendance du Rif, ce que ni les Espagnols, ni les Français ne pouvaient accepter. Les premiers car une telle reconnaissance aurait signifié qu'ils avaient perdu la guerre. Les seconds parce que, étant garants de l'unité du Maroc aux termes du traité de protectorat, ils ne pouvaient donc pas accepter son démembrement.

La France et l'Espagne menèrent alors de concert une offensive totale avec emploi massif de l'aviation[25]. Le Rif soumis à un déluge de feu, la ville de Targuist fut bientôt prise et les survivants, après un an de guerre totale, se dispersèrent. Pétain était venu à bout de ce qu'il appelait les « hordes barbares ». L'échec militaire étant consommé, Abd el-Krim se rendit le 27 mai 1926 aux troupes françaises commandées par le colonel Corap (Lévy, 1984 : 121)[26].

III. La dernière guerre de conquête coloniale : Éthiopie 1935

Après l'échec éthiopien de la fin du XIX^{e} siècle, l'idée coloniale retrouva toute sa vigueur avec l'arrivée au pouvoir de Mussolini. Le retournement de ce dernier était total car, avant 1914, alors qu'il était encore socialiste, il s'était farouchement opposé à la campagne de Libye. Au mois de janvier 1919, donc avant la création des premiers faisceaux, il avait changé d'avis, proclamant dans le journal *Popolo d'Italia* qu'il fallait faire de la Méditerranée « un lac italien » afin d'ouvrir « la prison méditerranéenne dont les barreaux s'appellent Gibraltar, Tunis et Suez. » Avec lui, les ambitions italiennes se portèrent également sur l'Afrique orientale et donc à nouveau sur l'Éthiopie. Or, comment allait-il être possible à l'Italie de se lancer dans une nouvelle campagne contre le vieil empire alors que le souvenir de la défaite d'Adoua en 1896 était encore présent à toutes les mémoires ?

En Afrique orientale les Italiens possédaient deux colonies, l'Érythrée et la Somalie italienne laquelle avait été agrandie – après un accord conclu en 1924 – du Giubaland anglais, pris sur le territoire du Kenya –, mais ses 500 000 km² peuplés par moins d'un million d'habitants étaient essentiellement désertiques. L'Éthiopie, avec ses 1 184 000 km², ses 10 000 000 d'habitants et son climat favorable, était une proie tentante car le pays pouvait, selon les milieux coloniaux italiens, devenir une colonie de peuplement et le moyen de réaliser la vocation impériale et africaine de l'Italie fasciste.

Le 5 décembre 1934, un incident qui survint sur la frontière très incertaine séparant la Somalie italienne de la province éthiopienne de l'Ogaden, fournit à Mussolini le prétexte de la guerre.

Juridiquement parlant, la position italienne était indéfendable. Le pacte de la Société des Nations l'obligeait en effet à rechercher l'arbitrage international et, en 1928, Rome s'était associée à la conclusion du pacte Briand-Kellog de renonciation à la guerre. Quant à l'accord tripartite anglo-franco-italien de 1906, il garantissait l'indépendance de l'Éthiopie et, au mois de septembre 1923, l'Italie avait soutenu, avec la France et contre l'avis de la Grande-Bretagne, l'entrée de cette dernière à la SDN. Mais la France était prête à des concessions pour qu'en échange l'Italie continue à interdire l'*Anschluss* à l'Allemagne tandis que l'Angleterre s'inquiétait de la montée en puissance de la flotte italienne en Méditerranée, en même temps que des ambitions de Rome en Afrique orientale.

Au début de l'année 1935, l'Italie accéléra ses préparatifs. Au mois d'août, elle disposait de 170 000 hommes en Afrique orientale et de nouveaux renforts en effectifs et en matériel continuaient à y affluer. Le déploiement en Méditerranée d'une imposante armada britannique ne changea rien à l'affaire et

il apparut désormais clairement que la guerre était devenue inévitable. Elle fut déclenchée par l'Italie le 3 octobre 1935.

Le corps expéditionnaire italien, fort de 500 000 hommes, fut divisé en deux forces distinctes. L'armée d'Érythrée, confiée au général De Bono, eut pour mission de pénétrer en Éthiopie et de marcher sur Addis-Abeba. L'armée de Somalie, que commandait le général Graziani, eut quant à elle pour objectif Harar (carte n° 000). Le Négus disposait pour sa part de près de 300 000 combattants très motivés, ce qui fit que la campagne ne fut pas une simple « promenade militaire ».

L'Italie mena une guerre de type européen en déployant des unités motorisées, ce qui impliquait d'aménager des voies de communication dans un pays où les pistes se transformaient en bourbiers durant la saison des pluies. Les forces italiennes engagèrent des effectifs considérables puisqu'elles alignèrent des dizaines de milliers de combattants, chiffre tout à fait exceptionnel pour une guerre coloniale. À maintes reprises, les Italiens furent contraints d'engager massivement leur aviation de bombardement pour disloquer les positions adverses et ils durent utiliser des bombes asphyxiantes (Del Bocca, 1996)[27].

La prise d'Adoua le 6 octobre, puis celle d'Axoum le 14, déclenchèrent l'enthousiasme en Italie, mais la progression fut ensuite prudente et méthodique, trop lente sans doute au goût du Duce qui, le 28 novembre, remplaça le général De Bono par le général Badoglio.

Fin février 1936, Addis-Abeba était à portée de l'armée italienne, mais la bataille qui se déclencha le 31 mars dura sept jours. La garde impériale éthiopienne opposa une forte résistance et perdit les trois quarts de son effectif, mais elle ne put rien contre la puissance de feu italienne.

Au soir du 6 avril, le Négus s'enfuit avec quelques fidèles pour gagner Djibouti. Le 26 avril, le général Badoglio lança vers la capitale éthiopienne trois colonnes motorisées fortes de 20 000 hommes, appuyées par onze batteries d'artillerie et par un escadron de chars légers. L'état de la piste et la pluie ralentirent la progression et les sapeurs italiens durent réaliser des prodiges car il fallut trois jours pour franchir le col de Termeber, dernier obstacle naturel avant Addis-Abeba où la colonne motorisée italienne entra dans l'après-midi du 4 mai (Conrad 2007).

Le même jour, l'ambassadeur anglais, Sidney Barton, lança un appel au secours à Badoglio pour qu'il accélère sa marche car la capitale éthiopienne était plongée dans l'anarchie et la sécurité des Européens réfugiés dans le quartier des légations n'était plus assurée.

Le 8 mai 1936, les troupes de Graziani entrèrent dans Harar et, dès le lendemain, elles firent leur jonction à Dire-Daoua avec celles de Badoglio. Il

avait fallu sept mois et six jours aux Italiens pour venir à bout de la résistance éthiopienne.

Les Italiens durent ensuite affronter une résistance non négligeable. L'empereur Haïlé Sélassié se réfugia à Londres mais des foyers de guérilla subsistèrent, notamment dans l'Ouest du pays. En février 1937, une tentative d'attentat contre le maréchal Graziani déclencha une vague de représailles très violentes, mais l'arrivée à Addis-Abeba du duc d'Aoste et l'engagement d'un programme de grands travaux visant à la mise en valeur du pays contribuèrent à stabiliser la situation, même si une révolte éclata en février 1938 (Miège, 1968 ; Pankhurst, 1977 : 35-86 ; Sbacchi, 1977 : 503-516).

---

1. Pour la question des résistances dans le Sud-Est du Maroc, voir Ross (1977).

2. Sur la méthode Lyautey, voir, entre autres, et parmi les publications les plus récentes : Franc (2012), Gillet (2010), Hoisington (1995), Huet (2012), Levillain et Ferragu (2011).

3. Résistance essentiellement berbère à cette époque.

4. Du guerrier marocain des plaines ou des montagnes qu'il connaissait bien pour avoir commandé les goums marocains durant la Campagne d'Italie, le général Augustin Guillaume (1895-1983) disait : « II sait sacrifier délibérément ses biens, sa famille et plus facilement encore sa vie. Aucune tribu n'est venue à nous dans un mouvement spontané. Aucune ne s'est soumise sans combattre, et certaines sans avoir épuisé, jusqu'au dernier de leurs moyens de résistance » (Guillaume, 1946 : 80).

5. « Fauchés par le tir des carabines et des mitrailleuses, écrasés sous les obus, puis taillés en pièces par la cavalerie, les hommes bleus et leurs alliés du Haouz, après plusieurs retours offensifs, avaient lâché pied, fuyant le champ de bataille jonché de blessés et de cadavres. » (Weisgerber, 1947).

6. Sur les résistances des Aït Ndhir Beni M'Tir et des Aït Youssi du Moyen-Atlas dans les années 1911-1920 ainsi que sur la biographie de Mohand N'Hammoucha qui participa au siège de Fès en 1911, voir Burke et Tauris (1993).

7. Parlant de cette région qu'il comparait à un couloir, Lyautey disait : « C'est un couloir ; dans une maison, le couloir n'est pas la pièce la plus riche ; mais c'est tout de même une pièce utile, intéressante, indispensable » (Cité par le capitaine Vial, 1938 : 94).

8. Pour tout approfondissement de cette question, il est indispensable de se reporter à la bibliographie dressée par Mustapha Allouh (2010).

9. Nous parlerons de lui sous le nom d'Abd el-Krim.

10. Voir à ce sujet Woolman (1968), Charnay (1978), Ayache (1981 et 1996), Campos (2000), Gershovich (2000), Courcelle-Labrousse et Marmié (2008). Sur Abd el-Krim et la guerre du Rif, même si cette publication est datée et idéologiquement inscrite dans le contexte de la lutte anti-impérialiste de la décennie 1970, il est indispensable de se reporter au colloque international d'études historiques et sociologiques tenu à Paris en 1973, dont le thème était *Abd el-Krim et la République du Rif* et dont les actes furent publiés en 1976.

11. Tous deux furent décorés de l'ordre d'Isabelle la Catholique, prestigieuse décoration espagnole. Abd el-Krim père mourut le 7 août 1921.

12. Pour tout ce qui a trait aux campagnes militaires espagnoles au Maroc, voir Madariaga (2005) ; pour ce qui concerne plus particulièrement les opérations espagnoles durant la guerre du Rif, voir Woolman (1968).

13. Les circonstances de la mort du général Sylvestre ne sont pas clairement établies car son cadavre ne fut pas retrouvé. L'idée dominante est qu'il se serait suicidé, mais certains témoignages de survivants donnent une autre version, à savoir qu'encerclé avec son état-major, il aurait combattu jusqu'à la mort.

14. Blessé le 31 juillet et amputé sans anesthésie, il mourut de gangrène le 5 août.

15. Deux avions espagnols larguèrent des blocs de glace sur les assiégés.

16. La question se pose de savoir pourquoi la colonne du général Sylvestre était aux deux tiers composée de recrues métropolitaines non motivées et non entraînées alors que la force de frappe espagnole, à savoir l'armée d'Afrique, était engagée au sud de Tétouan.

17. Durant toute la guerre, les Rifains furent soutenus par le *Partido Comunista de España* et par les partis catalans *Accio Catalana* et *Estat Català* (Martin, 1973).

18. D'ascendance idrisside, donc descendant du Prophète, ce féodal Djebala originaire du Rif occidental avait forcé le sultan Abdelaziz à composer avec lui. Nommé gouverneur de Tanger, c'est lui qui avait accueilli l'empereur Guillaume II en 1905. Ayant compris que la France allait « avaler » le Maroc, il choisit de s'allier aux Espagnols pour maintenir son autonomie. Ce fut d'ailleurs grâce à lui qu'en 1911, ils purent débarquer à Larache et à Asilah. Puis, en 1913, il rompit avec Madrid quand Moulay el-Mehdi fut nommé *Khalifa* du sultan. Durant le premier conflit mondial il joua la carte allemande puis, à partir de 1919, le nouveau haut-commissaire espagnol, le général Dámaso Berenguer eut pour priorité de prendre le contrôle du pays Djebala afin de dégager Tétouan et en 1920, Chefchaouen fut occupée. Le 22 mai 1922, Raissouni fut battu par Espagnols mais au mois de juillet, ces derniers étant aux abois, ils firent appel à lui afin de conserver le contrôle du secteur ouest. Après l'abandon de Chefchaouen par les Espagnols, Abd el-Krim voulut alors raccorder le Rif et le pays Djebala et Raissouni, appuyé sur les Khmès, fut alors le dernier à pouvoir faire obstacle à ce plan. Capturé le 8 février 1925 par les Rifains, il mourut le 3 avril 1925.

19. En 1924 Lyautey avait soixante-dix ans et il venait juste de rentrer au Maroc après une intervention chirurgicale qui l'avait éloigné de son poste durant plusieurs mois. Il était cependant en pleine forme physique et intellectuelle. En France, le Cartel des gauches était au pouvoir et Édouard Herriot avait succédé à Alexandre Millerand comme Président du Conseil.

20. « Lapeyre Pol, sous-lieutenant au 5ème régiment de Tirailleurs Sénégalais, commandant le poste de Beni-Derkoul, comprenant 4 Français et 31 Sénégalais, a tenu en échec pendant 61 jours un ennemi ardent et nombreux, a conservé jusqu'au dernier jour un moral superbe, sans une plainte, sans un appel à l'aide. Le 14 juin 1925, submergé par le flot ennemi, a fait sauter son poste plutôt que de se rendre, ensevelissant à la fois sous ses ruines les restes de sa garnison et les assaillants. Mérite que son nom soit inscrit au livre d'or de l'armée. » Signé : Louis Hubert Lyautey, Maréchal de France.

21. Pour tous les détails concernant ces épisodes, voir Courcelle-Labrousse et Marmié (2008 : 161 et suivantes).

22. Le maréchal Pétain était inspecteur général de l'armée depuis le mois de février 1922. Il inspecta le front marocain du 17 au 27 juillet 1925.

23. Le 20 janvier le général Stanislas Naulin fut remplacé comme commandant supérieur des troupes du Maroc par le général Edmont Boichut.

24. Ministre de la Guerre dans le cabinet Briand entre décembre 1916 et mars 1917, Lyautey s'y fit de nombreux ennemis parmi certains cadres métropolitains qui jalousaient les « coloniaux », ces hommes des grands espaces habitués aux plus larges initiatives. Comme il le faisait d'ailleurs remarquer : « Il n'y a pas de ces petits lieutenants, chef de poste ou de reconnaissance, qui ne développe en six mois plus d'initiative, d'endurance, de persuasion, de personnalité qu'un officier de France dans toute sa carrière ».

25. Pour ce qui concerne la collaboration franco-espagnole durant la guerre du Rif, voir Xavier Huetz de Lemps (1991) ; pour tout ce qui concerne le rôle de l'aviation militaire française durant cette même guerre du Rif, voir Jérôme Millet (1987).

26. Abd el-Krim fut exilé sur l’île de La Réunion ; alors qu’il avait été autorisé à se rendre à Marseille, au mois de mai 1947, il profita d’une escale à Suez pour s’évader. Il finit ses jours en Égypte où il mourut le 6 février 1963. Le colonel Nasser lui organisa des funérailles nationales.

27. L’emploi de telles armes valut d’ailleurs à l’Italie de se trouver mise en accusation par la presse britannique et française, les Anglais ayant « oublié » qu’en 1920, en Irak, ils avaient eux-mêmes utilisé les gaz de combat.

CHAPITRE III

LE SECOND CONFLIT MONDIAL1

De 1940 à 1942, l’essentiel des combats se déroula dans le domaine italien, en Libye et en Afrique orientale. Comme cela avait été le cas durant le premier conflit mondial, l’Afrique du Nord fut d’abord un enjeu pour les belligérants en raison de la position stratégique du canal de Suez. Après le débarquement anglo-américain de novembre 1942 en Algérie et au Maroc, l’armée française stationnée au Maghreb, l’armée d’Afrique, entra en guerre aux côtés des Alliés. En Tunisie, acculée, l’*Afrika Korps* capitula le 13 mai 1943 et l’Afrique du Nord servit ensuite de plate-forme pour les futurs débarquements alliés en Italie et en Provence.

I. Les années 1940-1942 et la fin de l’Impero italien

De 1940 à 1942, à l’exception d’escarmouches entre forces gaul-listes et vichystes la quasi-totalité des combats se déroula en Libye et dans l’ouest de l’Égypte dans un gigantesque mouvement d’allerretour… (carte n° 30)

a) La guerre pour le canal de Suez

Au mois de septembre 1940, depuis la Libye, une armée italienne commandée par le maréchal Rodolfo Graziani lança une offensive en direction du canal de Suez, mais elle fut bloquée par les forces du général britannique Archibald Wavell. Le 9 décembre, à Sidi Barani une contre-attaque dirigée par le brigadier général Richard O’Connor enfonça les lignes italiennes sur 600

kilomètres et 130 000 prisonniers restèrent aux mains des Britanniques.

Au mois de mars 1941, l'Allemagne intervint en envoyant en Libye un corps expéditionnaire moderne, l'*Afrika Korps*, placé sous les ordres du général Erwin Rommel, spécialiste des opérations blindées, et qui s'était distingué notamment lors de la campagne de France en 1940 (Rondeau, 2013). L'intention allemande était de tenter une opé-ration de type *blitzkrieg* en direction du canal de Suez et au-delà, pour s'assurer le contrôle des puits de pétrole du Moyen-Orient.

Cependant, pour mener à bien cette guerre du désert, l'*Afrika Korps* avait besoin d'énormes quantités de carburant, de matériel de rechange et de ravitaillement. La maîtrise de la navigation entre l'Europe et l'Afrique du Nord était donc impérative et Berlin compta sur la puissante marine italienne pour l'aider à la garantir. La supériorité aéronavale britannique l'en empêcha, ce qui freina et limita la capacité du cops blindé allemand projeté au sud de la Méditerranée.

Entre le 23 octobre et le 4 novembre 1942, l'*Afrika Korps* du général Rommel et la 8^{e} armée britannique commandée par le général Bernard Montgomery s'affrontèrent lors de la bataille d'El-Alamein, à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Alexandrie. Le front s'étendit sur une soixantaine de kilomètres, depuis l'intérieur jusqu'à la mer et sur une profondeur de plus de dix kilomètres. Deux fois supérieurs en hommes et en moyens puisqu'ils alignèrent 200 000 combattants, 1 030 chars, 1 200 pièces d'artillerie et 750 avions, pouvant de plus être facilement ravitaillés, les Britanniques en furent les vainqueurs. Rommel fut alors contraint de replier ses troupes vers Benghazi. Désormais, les Allemands et les Italiens furent sur la défensive et le 23 janvier 1943, les Britanniques entrèrent à Tripoli.

Pendant que les belligérants se disputaient la possession du canal de Suez, l'Afrique orientale italienne était conquise par les troupes britanniques renforcées d'unités de la France libre et d'un contingent belge venu du Congo (Delhougne, 1945). Les forces anglaises et les partisans du Négus réalisèrent la conquête de l'Éthiopie entre janvier et mai 1941. Le 5 mai, l'empereur Haïlé Sélassié retrouva sa capitale qu'il avait dû fuir cinq ans plus tôt.

b) L'Afrique du Nord française jusqu'en 1942

Le 22 juin 1940 avait été signé l'armistice franco-allemand et le 3 juillet les Britanniques attaquèrent par surprise la base navale fran-çaise de Mers el-Kébir, en Algérie, y détruisant une partie de la flotte qui s'y était réfugiée, tuant 2 000

marins français[2].

Au mois de septembre 1940, le général Weygand fut nommé délégué général du gouvernement en Afrique française avec pour mission de défendre l'empire africain contre toute menace ou tentative de sécession. Le 23 septembre 1940 un débarquement anglo-gaulliste fut ainsi repoussé à Dakar.

Aidé par les généraux Juin et de Lattre, le général Weygand réussit à constituer une force armée composée officiellement de 137 000 hommes, mais en réalité 60 000 de plus, notamment les goumiers marocains, qui furent camouflés, et disposant de 400 avions. Parallèlement, il échafauda un plan secret de mobilisation de 100 000 hommes supplémentaires.

Le 18 novembre 1941, le général Weygand fut relevé de son commandement et interdit de retour en Afrique du Nord pour s'être opposé à l'ouverture du port de Dakar aux sous-marins allemands et de celui de Bizerte à l'*Afrika Korps*.

II. Le débarquement allié de novembre 1942 et ses conséquences militaires

Le 7 novembre 1942, un débarquement américano-britannique eut lieu au Maroc et en Algérie. Ce fut l'opération Torch, le plus important débarquement jamais réalisé. Il avait un double objectif : affaiblir l'offensive de Rommel en direction du canal de Suez en ouvrant un front sur ses arrières et appuyer les Soviétiques en mauvaise position sur le front du Caucase en attirant des divisions allemandes en Italie.

Cependant, le 8 novembre 1942, quand le débarquement eut lieu, la situation militaire avait considérablement évolué car la bataille d'El-Alamein engagée depuis le 23 octobre tournait à l'avantage des Britanniques qui avaient enfoncé les lignes allemandes, tandis qu'à Stalingrad, l'étau russe se refermant sur l'armée allemande, cette dernière commençait à refluer dans le Caucase.

Le plan allié de débarquement en Afrique du Nord fut secrètement décidé au mois de juillet 1942 entre le président Roosevelt et le Premier ministre britannique Winston Churchill.

Les positions des deux alliés étaient différentes. Les Britanniques étaient partisans d'un débarquement le plus à l'est possible, entre Bône et Bizerte, afin de prendre à revers les troupes de Rommel, cependant que les Américains souhaitaient une opération limitée au Maroc atlantique.

Finalement, un moyen terme fut adopté prévoyant un débarquement

américain au Maroc dans la région de Casablanca et à Oran et un débarquement britannique dans la région d'Alger. Au total, 107 000 soldats anglo-américains embarquèrent à bord de 650 navires.

a) Les combats contre les troupes françaises[3]

En application des clauses de l'armistice de 1940, la France s'était engagée à défendre ses colonies et ses possessions contre toutes les agressions. C'était d'ailleurs à cette seule condition que l'Allemagne avait consenti à laisser au gouvernement français la souveraineté sur son Empire.

Le général Noguès, commandant en chef au Maroc, donna donc l'ordre aux troupes françaises de s'y opposer. Durant trois jours les forces américaines eurent alors à combattre sur terre, sur mer et dans les airs, une armée d'Afrique particulièrement pugnace. À Alger, la résistance permit que le débarquement allié se fasse sans incidents majeurs. Le 8 novembre dans l'après-midi, le cessez-le-feu y fut appliqué cependant que les combats se poursuivirent à Oran jusqu'au 10 novembre à midi.

Le 10 novembre, depuis Alger, l'amiral François Darlan qui venait de quitter Vichy, transmit au général Noguès l'ordre du cessez-le-feu. Le 11 novembre, ce dernier signa l'« armistice de Fédala » qui mit un terme aux combats franco-américains.

Le bilan de ces combats fut lourd. À Casablanca, les 35 000 hommes du général Patton durent livrer une rude bataille. La flotte française fut détruite, 462 marins et officiers furent tués et 600 blessés. L'armée de terre perdit 1 400 hommes, tués ou blessés, et 20 avions furent détruits. Les pertes humaines américaines furent du même ordre et l'aviation perdit plusieurs appareils abattus par la chasse française.

À Oran, les 39 000 Britanniques de la force de débarquement essuyèrent de lourdes pertes puisque 300 hommes furent tués et plusieurs centaines furent faits prisonniers. Une opération de parachutage sur les bases aériennes de la Sénia et de Tafaraoui destinée à mettre hors d'état de vol l'aviation française fut un sanglant échec : 550 parachutistes anglais furent en effet tués ou faits prisonniers. Le 8 novembre, une forte contre-attaque du 2^{e} Zouaves tenta de repousser les forces débarquées sur les plages, à Saint-Cloud le 16^{e} régiment de tirailleurs et deux bataillons de la Légion bloquèrent la progression britannique et le 9, une contre-attaque du 20^{e} régiment de tirailleurs fut lancée à La Macta.

Côté français, le bilan des combats était également lourd : 300 morts et 150

blessés cependant qu'à Mers el-Kébir les navires qui avaient échappé à l'attaque anglaise du 3 juillet 1940 furent détruits. L'armée de l'air perdit également 15 avions détruits au combat ou au sol.

b) La réaction allemande

Le débarquement anglo-américain précipita les évènements car, voulant éviter d'être attaqués sur deux fronts à la fois, les Allemands lancèrent une puissante offensive vers l'ouest, depuis la Libye et à travers la Tunisie, en direction des forces alliées à peine débarquées en Algérie. Parallèlement, le 9 novembre 1942, une noria d'avions achemina une force d'intervention en Tunisie. Le 14 novembre, Tunis et toutes les grandes villes étaient entre les mains des Allemands.

Le plan de Rommel était clair : attaquer les forces alliées à revers et prendre le port de Bône. Les Américains, commandés par le général Llyod Fredendal perdirent alors 150 chars et 2 000 prisonniers, mais l'avancée de la 8e armée britannique depuis la Tripolitaine, à l'Est, inquiéta Berlin qui ordonna à Rommel de se replier.

Au mois de mars 1943, l'armée française qui s'était lancée audevant des troupes allemandes remporta coup sur coup deux victoires à Medjez el-Bab dans le nord de la Tunisie, et à Sbeitla, dans le sud. Le 22 mars, sur le front est, Rommel recula face aux Britanniques et il se replia vers le nord de la Tunisie. Le 7 mai les Alliés entraient dans Tunis et le 13 mai, les forces allemandes d'Afrique capitulaient.

L'armée d'Afrique était donc rentrée dans la guerre, fournissant à la France combattante des unités qui participèrent à la campagne de Tunisie, puis aux débarquements de Corse, de l'île d'Elbe, de Provence, à la campagne d'Italie, à l'épopée de « Rhin et Danube » et à celle de la 2e DB.

---

1. Pour tout ce qui concerne l'Afrique du Nord durant le second conflit mondial, voir Christine Levisse-Touzé (2000). Pour les opérations en Libye, voir Pinta (2006 : 241-254).

2. Voir à ce sujet Couteau-Bégarie et Huan (1994), Rochas (2006) et Valla (2007).

3. Voir à ce sujet le numéro spécial de la revue *L'Algérianiste*, n° 60, décembre 1992, consacré au débarquement du 8 novembre 1942.

CHAPITRE IV

LA DÉCOLONISATION : DES GUERRES GAGNÉES, DES EMPIRES PERDUS

Trois grandes réalités doivent être présentes à l'esprit lorsque l'on étudie cette période :

1. Partout en Afrique, les indépendances furent octroyées par les colonisateurs et elles ne leur furent pas imposées. Nulle part, les puissances coloniales ne furent militairement contraintes d'accorder la liberté à leurs possessions. Même là où des guerres se déroulèrent, l'indépendance fut finalement décidée par les métropoles. Ainsi en Algérie où elle fut imposée par le général De Gaulle à une armée française qui avait largement triomphé de ses adversaires ; de même en Angola et au Mozambique où l'armée portugaise était maîtresse du terrain. En définitive, la décolonisation fut facilement acceptée par des métropoles désireuses de mettre un terme à un anachronisme économiquement coûteux et générateur de bien des problèmes au plan politique international.
2. Les opinions des colonisés furent pour le moins partagées. Ainsi en fut-il en Algérie où plus de 200 000 Algériens combattirent volontairement dans les rangs de l'armée française (tirailleurs, spahis, *harkis*, *moghaznis*, etc.), ce qui constitua des effectifs au moins quatre fois supérieurs à ceux des maquisards de l'intérieur ou des membres de l'ALN stationnés en Tunisie ou au Maroc. Le même phénomène se retrouva en Angola, au Mozambique, en Namibie et même en Rhodésie.
3. La politique britannique de décolonisation fut différente de celle suivie par la France. Londres ayant admis très tôt que le mouvement des indépendances était inéluctable, il lui importa donc de ne pas se laisser acculer à des

situations conflictuelles, mais tout en organisant la transition au mieux de ses intérêts. De plus, et encore à la différence de la France, il y eut en Grande-Bretagne un consensus de toute la classe politique[1]. Les indépendances britanniques furent donc en général acquises sans heurts, sans ruptures majeures et au terme d'une évolution constitutionnelle contrôlée de bout en bout. Les seules exceptions furent le Kenya où, en 1952, éclata la révolte des Mau Mau, et la Rhodésie du Sud où la minorité blanche proclama unilatéralement l'indépendance en novembre 1965.

I. La guerre des Mau Mau (1952-1956) 2 : un coup de tonnerre dans un ciel serein (carte n° 31)

Au Kenya, colonie de la Couronne depuis 1920, éclata en 1952 une révolte qui ne concerna qu'une seule ethnie, celle des Kikuyu[3]. Ce mouvement qui fut circonscrit à une partie du pays fut rapidement écrasé par les Britanniques appuyés sur une partie des Kikuyu et sur les autres ethnies du pays, dont les Luo et les Masaï. Cette révolte eut un retentissement international considérable car elle fut la première de ce genre en Afrique à une époque où les conflits indépendantistes se déroulaient en Asie.

a) La genèse d'un mouvement

Au XIX^{e} siècle, les Kikuyu, qui étaient à l'étroit, tentèrent un mouvement de conquête territoriale sur les périphéries de leurs zones d'habitat, mais la colonisation figea l'occupation humaine. Pour les Kikuyu, habitués :

> « (…) à résoudre (leurs) problèmes démographiques ou même les problèmes de clivage au sein d'un lignage, par la conquête plus ou moins pacifique de nouvelles terres aux confins de (leur) territoire coutumier (…) l'arrivée des Européens (…) a eu pour conséquence de mettre brusquement fin à cette expansion territoriale séculaire. » (Buijtenhuijs, 1998 : 99.)

Les Kikuyu, dont la démographie était devenue galopante en raison du maillage sanitaire colonial et missionnaire, furent bientôt à l'étroit au pied des Aberdare, ce qui provoqua chez eux un fort sentiment de frustration mis en évidence en 1938 par un jeune diplômé kikuyu, Johnstone Kamau wa Ngengi qui publia à Londres sous le pseudonyme de Jomo Kenyatta un livre qui fit l'effet d'un manifeste politique[4].

En 1920, éduqués par les missionnaires protestants, des intellectuels avaient fondé la *Kikuyu Association*. Après la seconde guerre mondiale, Jomo Kenyatta, lui aussi produit de la Mission, et qui avait longtemps séjourné à Londres pour ses études, rentra au Kenya où il devint le président de la KAU (*Kenyan African Union*), mouvement qui menait une active campagne nationaliste, ce qui entraîna d'ailleurs sa dissolution. De nombreux Kikuyu adhérèrent alors à une société secrète connue sous le nom de Mau Mau. Ancrée sur le fonds culturel traditionnel et fondée sur des pratiques de sorcellerie, elle reposait sur la prestation d'un serment d'engagement, sur une cérémonie d'initiation et punissait avec cruauté toute violation du secret et toute désobéissance.

b) La « guerre » des Mau Mau (1952-1956)

Au mois de mai 1952 les Mau Mau commencèrent à assassiner ceux des Kikuyu qui ne voulaient pas les rejoindre, et au mois de novembre 1952, les premiers meurtres d'Européens furent commis. Le 20 octobre 1952, l'état d'urgence fut proclamé par le gouverneur, Sir Evelyn Baring, et des renforts militaires envoyés.

Au mois de juin 1953 les forces britanniques comptaient 7 500 hommes, plus un régiment levé chez les colons, ainsi que 5 000 soldats africains des *King's African Rifles* et 21 000 policiers en majorité Kamba[5] et Kalenjin. Un nombre indéterminé de guerriers masaï, kalenjin, luo et kamba participa également à la lutte contre les Mau Mau, vue comme un moyen de régler des comptes ancestraux avec les Kikuyu, ce qui allait laisser bien des cicatrices dans les mémoires et expliquer nombre d'affrontements futurs.

À ces effectifs, il convenait d'ajouter plusieurs milliers de volontaires de la *Kikuyu Home Guard*, car nombre de Kikuyu étaient opposés aux Mau Mau, d'où une guerre civile inter-Kikuyu. Les Kikuyu étaient en effet divisés par des lignes de fracture essentiellement régionalistes, ceux des régions septentrionales s'opposant à ceux de Kiambu[6] dans le Sud. À la fin de l'année 1955, la révolte avait été écrasée et il ne restait plus que quelques centaines de Mau Mau réfugiés dans les zones les plus impénétrables de la forêt de montagne. La guerre prit fin officiellement au mois d'octobre 1956 avec la capture du principal chef Mau Mau, Dedan Kimathi, suivie de sa pendaison.

Le bilan de cette guerre qui avait coûté 55 millions de livres au Trésor britannique fut, chez les Européens, de 32 civils et de 63 soldats tués, chez les Asiatiques, de 26 civils et de 12 soldats, quant aux Africains, leurs pertes en vies

humaines s'élevaient à 100 policiers ou soldats, 1 800 civils et 10 000 Mau Mau. Un peu plus d'un millier de Mau Mau avaient été pendus et 90 000 suspects étaient détenus[7].

Après avoir pris l'avantage sur le terrain, les Britanniques firent participer les populations du Kenya à la gestion du territoire, tout en négociant les modalités de l'indépendance avec Jomo Kenyatta, pour-tant accusé d'être un des chefs de la révolte Mau Mau et qui fut libéré de prison en 1961.

L'EXPÉDITION DE SUEZ (1956)

Afin de bien montrer que l'Égypte était un pays souverain et effectivement « non-aligné », le colonel Nasser entreprit de nouer des relations commerciales avec le bloc soviétique. Afin de diversifier ses armements, il décida d'acheter des armes auprès des fabricants de l'Europe de l'Est, ce qui provoqua la colère des Occidentaux lesquels, en représailles, décidèrent de ne pas participer au financement des travaux du barrage d'Assouan. Le 26 juillet 1956, pour répliquer à ce refus, il nationalisa le canal encore détenu à plus de 40% par des intérêts essentiellement britanniques et il plaça sous séquestre les biens de la Compagnie universelle du canal de Suez. Britanniques et Français retirèrent alors leurs techniciens qui furent remplacés notamment par des Indiens.

Antony Eden, Premier ministre britannique, était partisan d'une réplique énergique à ce qu'il considérait comme un inacceptable coup de force et il réussit à convaincre Paris de la nécessité d'une opération militaire commune. Côté français, l'idée d'une expédition qui détruirait la puissance du principal soutien du FLN algérien fut vue avec intérêt et le président du Conseil, le socialiste Guy Mollet, l'accepta. C'est alors que fut conclu un accord secret, dit accord de Sèvres, entre la France, la GrandeBretagne et Israël. Aux termes de cet accord, l'armée israélienne devait attaquer l'Égypte, cependant que Paris et Londres lanceraient un ultimatum aux deux belligérants afin qu'ils se retirent des rives du canal de Suez ; en cas de refus égyptien, un débarquement franco-britannique serait opéré à Port-Saïd.

Le 29 octobre, l'armée israélienne attaqua l'Égypte et elle fonça sur le canal de Suez. Paris et Londres adressèrent donc leur ultimatum à l'Égypte qui le repoussa. Aussi, le 31 octobre, débuta l'opération militaire franco-britannique programmée sous le nom de « plan Mousquetaire ».

L’expédition franco-britannique était considérable puisqu’elle impliqua 155 navires de guerre dont 5 porte-avions, plus une centaine de navires de commerce réquisitionnés pour l’opération.

Le 5 novembre, les parachutistes français du 2e RPC (Régiment de parachutistes coloniaux) et du 11e Choc sautèrent sur Port-Saïd et le 6 novembre, les *Royal Marines* britanniques débarquèrent à Port-Saïd et à Port-Fouad. Le canal fut rapidement sous le contrôle de la force alliée et les troupes franco-britanniques se mirent en marche en direction du Caire cependant que l’armée égyptienne capitulait.

La victoire militaire franco-britannique se transforma vite en un fiasco diplomatique. À Paris, Guy Mollet fut soutenu par le Parlement tandis qu’à Londres, le Premier ministre Antony Eden fut hué à la Chambre des Communes pour n’avoir pas consulté le chef de l’’opposition avant de décider d’entrer en guerre. Dès le 6 octobre, les États-Unis et l’Union soviétique s’unirent pour imposer un cessez-le-feu, effectif le jour même.

Le 10 novembre 1956 l’Assemblée générale des Nations unies vota la création de la FUNU (Force d’Urgence des Nations unies) qui devait remplacer les unités franco-britanniques (Beaufre, 1967 ; RHA, 1986 ; Lefebvre, 1996 ; Ferro, 2006).

II. La guerre d’Algérie (1954-1962) 8 : victoire militaire française, victoire politique algérienne

La guerre d’Algérie dura du mois de novembre 1954 au mois de mars 1962. Elle se termina par une victoire militaire française et par une victoire politique algérienne, le général de Gaulle ayant voulu libérer la France du « fardeau algérien ». Cette guerre se déroula à la fois en Algérie et en métropole, et cela à la différence des conflits de décolonisation que connurent la Grande-Bretagne ou le Portugal. Dans cette guerre, trois grandes périodes peuvent être distinguées : de 1954 à 1957, de 1958 à 1960 et de 1960 à 1962.

a) De la « guerre sans nom » à la « bataille d’Alger » (1954-1957)

La guerre d'Algérie[9] éclata dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954[10] quand, à Boufarik et à Blida, des commandos respectivement dirigés par Amar Ouamrane et par Rabah Bitat attaquèrent des casernes françaises. Dans la région d'Alger, une coopérative d'agrumes, une usine de transformation de l'alfa, un relais téléphonique et un dépôt de carburant furent mitraillés ; à Alger même, trois bombes explosèrent. Dans l'Oranais la gendarmerie de Cassaigne fut mitraillée et deux fermes attaquées. En Kabylie, Krim Belkacem lança plusieurs attaques contre des dépôts de liège, des mairies ou des gendarmeries.

Ce fut dans les Aurès et les régions voisines que le mouvement fut le plus significatif car Mostafa ben Boulaïd qui disposait de plusieurs centaines d'hommes y lança de véritables opérations militaires, ainsi à Batna, à Kenchela et plus au sud, à Biskra. La ville d'Arris fut coupée de l'extérieur durant deux jours et dans les gorges de Tighanimine, sur la route de Biskra, une embuscade tendue à un car de voyageurs coûta la vie à un instituteur, Guy Monnerot, ainsi qu'au *caïd* de M'Chounèche, Hadj Sadok, qui s'était interposé.

Du mois d'octobre 1954 au mois d'août 1955, de nombreux évènements isolés se produisirent en Kabylie et dans les Aurès puis, le 20 août 1955, le FLN lança une attaque sanglante contre Philippeville et nombre de petits centres urbains où plusieurs dizaines de civils, tant européens que musulmans, furent massacrés.

La vraie guerre commença avec la création de l'ALN et la définition du programme politique du FLN lors du congrès de la Soummam au mois d'août 1956. Côté français, les pouvoirs spéciaux furent votés au mois de mars 1956 et l'envoi du contingent décidé.

Durant l'automne 1956, le FLN, constata qu'il ne pouvait l'em-porter sur l'armée française dans le *bled*. Il décida alors de mener la bataille sur un terrain qui lui était plus favorable, à Alger même, depuis le cœur de l'ancienne citadelle turque, la *casbah*, où l'enchevêtrement des rues permettait une facile dissimulation. De là, de sanglants attentats furent organisés dans la ville européenne.

La police étant impuissante, le 7 janvier 1957, le gouvernement du socialiste Guy Mollet donna ordre à la division parachutiste commandée par le général Massu de démanteler les réseaux du FLN. Ce fut la « bataille d'Alger » qui se déroula de janvier à septembre 1957. La manière forte fut employée, et cela à la hauteur du défi que l'armée avait été chargée de relever par le pouvoir civil : 24 000 personnes furent arrêtées, des suspects furent torturés afin de leur faire révéler les lieux où étaient entreposées les bombes qui tuaient des civils, et les réseaux terroristes furent démantelés (Massu, 1971 ; Léger, 1983 ; Schmitt,

2002). La bataille d'Alger permit de détruire les implantations et les réseaux du FLN urbain.

La victoire de l'armée fut aussi totale que sa défaite politique organisée depuis Paris par les alliés du FLN, qui déclenchèrent alors une puissante campagne contre la torture[11].

La victoire française durant la « bataille d'Alger » provoqua une grave crise au sein du FLN entre la branche intérieure et la branche extérieure. Après la mort de Larbi ben M'Hidi, exécuté au mois de février par l'armée française (Aussaresses, 2001), Abbane Ramdane qui avait déclenché l'opération fut mis en accusation par la direction militaire du FLN. Organisateur du congrès de la Soummam au mois d'août 1956, cet homme qui avait eu un rôle essentiel dans le ralliement au mouvement de modérés comme Ferhat Abbas, qui avait réussi à regrouper divers courants politiques et qui avait imposé le leadership des militants de l'intérieur sur les exilés, fut mis en accusation par la branche extérieure du FLN pour avoir déclenché la bataille d'Alger d'une manière inconsidérée et donc pour avoir donné une victoire à la France. Il riposta en accusant plusieurs chefs militaires dont le colonel Boussouf, chef de la Wilaya V, celle d'Oranie et Ben Bella, alors emprisonné en France. Il fut assassiné au Maroc en 1957 sur ordre d'Abdelhafid Boussouf.

b) La victoire militaire française (1958-1960)

Cette victoire fut obtenue en deux étapes, la « bataille des Frontières » et le plan Challe.

– la « bataille des Frontières » (21 janvier-28 mai 1958) (cartes n^{os} 31 et 32)

Cette bataille fut gagnée à l'époque où le général Salan était commandant supérieur de la région Algérie (1er décembre 1956-12 décembre 1958).

Le 26 juin 1957, André Morice, ministre de la Défense nationale dans le gouvernement de Maurice Bourgès-Maunoury, prit la décision de rendre hermétiques les deux frontières est et ouest de l'Algérie afin d'éviter de devoir lancer des opérations aux lourdes conséquences diplomatiques contre les bases de l'ALN situées en Tunisie et au Maroc. Ce fut la ligne Morice, complétée par la ligne Challe, du nom du nouveau commandant en chef qui succéda au général Salan et qui était un « barrage de l'avant » destiné à prendre dans une nasse les unités de l'ALN qui auraient réussi à franchir le barrage.

Ce barrage était composé d'une clôture électrifiée sous haut voltage continu avec des postes de contrôle permettant de signaler immédiatement les coupures signifiant un passage. Cette clôture était doublée par un réseau de fil de fer barbelé miné, et par une piste parcourue jour et nuit par des unités de cavalerie désignées sous le nom de « herse ». Le barrage eut deux grands buts : empêcher autant que possible les franchissements et déclencher le plus rapidement possible l'alerte en cas de passage afin de boucler la zone pour pouvoir prendre au piège les combattants de l'ALN. Sur la frontière tunisienne, le barrage avait une longueur de 460 km et sur la frontière marocaine 700 km[12].

Dans la zone de l'est constantinois commandée par le général Vanuxem, tous les passages en force échouèrent et les *katibas* – unités d'infanterie de l'ALN – qui les tentèrent furent toutes détruites. Dans la partie centrale de la ligne Morice, dans la région de Montesquieu, là où le barrage était le plus faible, ce furent les unités de la « herse » qui empêchèrent les franchissements.

Le résultat fut que les maquis de l'intérieur se trouvèrent dans une situation critique faute de ravitaillement, notamment en munitions. L'état-major de l'ALN tenta alors une manœuvre consistant à attaquer la ligne Morice sur toute sa longueur, en lançant à l'assaut des milliers de combattants afin de saturer les unités d'intervention et les contraindre à se disperser.

Une opération fut ainsi lancée dans la nuit du 29 au 30 avril 1958 dans le secteur de Souk Ahras où le principal choc fut supporté par le 9e RPC (régiment de parachutistes coloniaux), un régiment composé d'appelés du contingent commandé par le colonel Buchoud. Lors des combats, la 3e compagnie du régiment fut encerclée par des *fellaghas* ayant fait mine de se rendre et mitraillée à bout portant. Son chef, le capitaine Beaumont et 28 hommes furent tués et 28 autres blessés. Mais la *katiba* fut détruite. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, une seconde *katiba* força le barrage au même endroit, mais le 2e REP (régiment étranger de parachtistes) l'intercepta et la détruisit.

En six jours, du 28 avril au 3 mai, l'ALN perdit 620 tués et les Français 33[13]. Du 21 janvier au 28 mai 1958, la bataille des frontières fit au total 2 400 morts et 300 prisonniers dans les rangs de l'ALN et 279 morts et 758 blessés du côté français.

À partir de ce moment, les maquis de l'intérieur ne reçurent plus de renforts et ils connurent de gros problèmes de ravitaillement[14]. L'ALN de l'extérieur n'étant plus en mesure d'aider les maquis de l'intérieur, ces derniers ne furent bientôt plus que résiduels, d'autant plus qu'ils furent achevés par le plan Challe.

– Le plan Challe

Le plan Challe, du nom du commandant en chef qui succéda au général Salan au mois de décembre 1958, fut mis en pratique de 1959 à 1961.

Les populations qui étaient sous le contrôle des nationalistes furent regroupées et les zones qui étaient les bastions de l'ALN furent systématiquement ratissées, puis quadrillées. Les maquis de l'intérieur furent alors asphyxiés et contraints de se disperser pour ne pas être détruits. Obligés de sortir de la clandestinité pour se ravitailler, ils furent alors à la portée des commandos de chasse.

Le plan Challe permit d'éliminer à la fois les unités militaires de l'ALN opérant à l'intérieur du territoire algérien et de détruire l'organisation politico-administrative du FLN. Son bilan fut de 26 000 combattants tués et de près de 11 000 prisonniers, ce qui eut un effet considérable sur le moral de l'ALN isolé de ses bases tunisiennes et marocaines par les barrages de la ligne Morice.

LA GUERRE EN FRANCE

« (…) après avoir perdu les batailles d'Alger et des frontières, et se sentant humilié par les fraternisations de mai 1958, le FLN a décidé dès le 28 août 1958 de transporter la guerre en territoire français, et ordonné à ses commandos de combattre l'ennemi avec violence. Cette décision faisait suite à la volonté, proclamée dès 1955, d'éliminer les messalistes[15] en Algérie et en métropole » (Faivre, 2011).

Le FLN appliqua donc sa stratégie terroriste en métropole, y provoquant des milliers de morts. Pour mémoire, 10 223 attentats y furent commis pour la période du 1er janvier 1956 au 23 janvier 1962. Pour le seul département de la Seine, 1 433 Algériens opposés au FLN furent tués et 1 726 autres blessés entre le 1er janvier 1956 et le 31 décembre 1962 (Valat, 2007, 27-28).

Au total, de janvier 1955 au 1er juillet 1962, le FLN assassina en France métropolitaine 6 000 Algériens et en blessa 9 000 autres. La police, grâce en partie aux « calots bleus », les Harkis de la préfecture de police de Paris[16], démantela les réseaux et réduisit à néant l'appareil opérationnel clandestin du FLN en France[17].

Face à ces actes de terrorisme visant à prendre le contrôle de la population algérienne vivant en France, le 5 octobre 1961, un couvre-feu relevant d'un choix opérationnel dans un contexte de guerre, fut imposé aux Algériens

afin de gêner les communications des réseaux du FLN et l'acheminement des armes vers les dépôts clandestins. Totalement asphyxié, le 7 octobre 1961, le FLN décida alors une action médiatique :

« (…) en pleine connaissance de cause, il décida de lancer 20 000 manifestants sur le pavé parisien pour protester contre le couvre-feu (…) L'itinéraire des cortèges qui vise des lieux symboliques de la capitale, dont la préfecture de police et les ChampsÉlysées en raison de leur proximité avec le palais présidentiel, est prémédité de manière à susciter une réaction optimale des forces de l'ordre (Valat, 2009 : 11).

Les autorités furent surprises par cette manifestation comme le montre le rapport Mandelkern[18], et, assaillis de toutes parts, les 1 658 hommes des forces de l'ordre rassemblés en urgence, et non les 7 000 comme cela est toujours dit, firent preuve d'un grand sang-froid se traduisant par un bilan des pertes « modéré » dans de telles circonstances (Brunet, 2008).

c) De Gaulle et la fin du « fardeau » algérien (1960-1962)

Victorieuse sur le terrain, l'armée française se fit imposer l'abandon par le général De Gaulle, ce qui entraîna des mouvements de résistance comme le semaine des barricades au mois de janvier 1960, le putsch d'avril 1961 et l'apparition de l'OAS.

Le 19 septembre 1958, De Gaulle [19] proposa la « paix des braves ». Le FLN qui se transforma en GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne), refusa toutes les ouvertures françaises, exigeant l'indépendance immédiate de l'Algérie.

Le 16 septembre 1959, lors d'une allocution radiotélévisée, le général De Gaulle créa la surprise en parlant pour la première fois d'auto-détermination avec trois options possibles : francisation, association ou sécession. À partir de 1960, il commença à préparer l'opinion française à l'idée de l'« Algérie algérienne ». De conférence de presse en discours, il passa ainsi de la solution « la plus française » à « l'Algérie algérienne ».

Par le référendum du 8 janvier 1961[20], les Français entérinèrent la politique décidée par le général De Gaulle au sujet de l'Algérie. Tout alla ensuite très vite avec le putsch d'avril 1961, le début des négociations au mois de mai 1961, la lutte désespérée de l'OAS (Organisation armée secrète)[21] qui représenta le

dernier espoir des Européens d'Algérie[22].

Le 18 mars 1962, à 17 h 40, la France et une délégation du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) signèrent les « accords d'Évian ». Le même jour, le général Ailleret, commandant en chef, donna l'ordre de cessez-le-feu aux unités françaises d'Algérie puis, le 8 avril, par référendum, les Français ratifièrent les « accords d'Évian » par 90,80% de « oui ». La population de souche européenne fut ensuite l'objet d'une véritable persécution de la part des forces de l'ordre françaises en général, et de certaines unités de la gendarmerie mobile en particulier, tandis que les musulmans pro-Français étaient massacrés par les nouveaux maîtres de l'Algérie.

Les accords d'Évian ne furent pas acceptés par l'armée des frontières commandée par Houari Boumedienne pour qui il s'agissait d'un compromis et qui aurait voulu une victoire qu'il aurait d'ailleurs été bien incapable d'obtenir. Le fond du problème était l'opposition totale entre le GPRA et l'EMG (État-major général) ou armée des frontières dont la force était intacte car elle n'avait pas combattu l'armée française et ce fut d'ailleurs elle qui profita du vide politique laissé par le départ de la France et qui s'imposa aux survivants des maquis de l'intérieur[23].

Le 2 juillet Paris reconnut l'indépendance de l'Algérie et remit tous les pouvoirs à Abderrahmane Farès, chef de l'exécutif provisoire. Jean-Marcel Jeanneney fut désigné comme premier ambassadeur de France en Algérie.

200 000 Algériens combattirent volontairement dans les rangs de l'armée française (tirailleurs, spahis, *harkis*, *moghaznis*, etc.), ce qui constitua des effectifs au moins quatre fois supérieurs à ceux des maquisards de l'intérieur ou des membres de l'ALN stationnés en Tunisie ou au Maroc.

En 1960, il y avait dans l'armée française, 202 842 Algériens se répartissant ainsi :

Réguliers (tirailleurs, spahis, etc.)	61 500
Harkis	57 900
GAD (groupes d'autodéfense)	55 702
SAS (sections administratives spécialisées)	19 120
Divers	8 620

Pour la « Régulière », en 1961, on comptait 60 000 musulmans appelés, 27 700 engagés, 700 officiers dont 250 appelés et 4 600 sous-officiers.

Au total cumulé, et concernant les troupes d'origine européenne, 317 545

militaires d'active et 1 101 580 appelés ont servi en Algérie, et non 2 à 3 millions comme il est souvent écrit.
Les pertes furent les suivantes :

ALN	143 500
Armée française	24 614[24]

Le nombre des *harkis* et autres supplétifs assassinés après le 19 mars 1962 est compris entre 60 000 et 80 000 (Faivre, 1995 et 1996).

Les pertes civiles causées par le FLN furent, de novembre 1954 au 19 mars 1962 furent de 33 337 personnes :

Européens :	2 788 tués	875 disparus	7 541 blessés
Musulmans :	16 378	13 296	?

Après le 19 mars 1962, plusieurs milliers d'Européens furent enlevés et la plupart assassinés (Monneret, 2001 et 2006).

III. La guerre de décolonisation portugaise (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau (1961-1975)25

Présent en Afrique depuis le XV^e^ siècle, le Portugal demeura à contre-courant de l'évolution internationale puisqu'il considérait ses colonies d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissau, du cap Vert et de Sao Tomé-Principe comme des parties intégrantes du Portugal, le pays étant un *en deçà et au-delà de la mer.* Nation pluricontinentale et multiraciale, le Portugal investit dans son empire africain des sommes considérables, ce qui était largement au-dessus de ses moyens.

Militairement, il lui fallut adapter son armée à une guerre nouvelle pour elle. Il réussit parfaitement, passant même maître dans la contre-insurrection apprise des Français. Quand eut lieu le coup d'État militaire du mois d'avril 1974 qui déboucha sur l'indépendance des colonies, en Angola comme au Mozambique, l'armée portugaise avait gagné la guerre.

a) La contre-insurrection à la portugaise

La méthode portugaise reposait sur un volet militaire et sur un volet psychologique, les deux étant étroitement liés.

– Le volet militaire

À l'origine, les forces armées portugaises ne disposaient pas d'un État-major interarmées, mais de trois composantes, l'armée de terre – *Exército* –, l'armée de l'air – *Força Aéra*) et la marine – *Marinha* –, d'où un manque de coordination préjudiciable à la conduite des opérations. Cet inconvénient fut supprimé dès le début des évènements africains.

Ensuite, il fut procédé à l'adaptation des troupes sur le terrain avec la constitution de trois corps spécialisées, les commandos, les *fuzileiros* et les troupes aéroportées qui opéraient de concert avec les contingents africains recrutés localement dont les *Flechas*, ou forces spéciales.

L'armée portugaise n'eut pas recours aux grands ratissages, privilégiant l'emploi de petites unités mobiles d'infanterie légère dont la mission était d'assurer une présence partout dans le pays, de renseigner, de surprendre l'ennemi, de couper ses voies de ravitaillement et de lui interdire de s'implanter parmi les populations civiles. Toutes les unités portugaises, à l'exception des artilleurs et des pilotes d'avions ou d'hélicoptères, furent refondues sur ce modèle.

Le principal problème rencontré fut le manque d'armes en raison de l'embargo international contre le Portugal. Tout au contraire, les guérilleros, équipés tant par l'URSS que par les États-Unis, étaient mieux armés que les soldats portugais qui durent, régulièrement, s'équiper avec le matériel de prise.

– La guerre psychologique

Elle reposa sur quatre points :

1. Une doctrine originale, le « lusotropicalisme » qui faisait du Portugal une puissance coloniale atypique[26].
2. Une formation politique. Tous les soldats apprenaient :
   - pourquoi se battre ?
   - comment se battre ?
   - quels résultats fallait-il obtenir ?

   Avant de partir pour l'Afrique, tous les conscrits devaient avoir compris ce qu'était l'insurrection et la subversion (Pahlavi et Ali, 2012).
3. Le progrès social était le pivot de la contre-guérilla et de l'action psychologique. Le soldat portugais était présent pour aider les populations.

4. L'africanisation des troupes[27] montrait bien que l'armée portugaise était une alliée qui combattait aux côtés des populations et non une force d'occupation. Au Mozambique, plus de 60% des 50 000 soldats étaient des volontaires noirs recrutés localement dans les *grupos especiais* qui intervenaient dans leur région d'origine en plus des milices villageoises dont la fonction était de protéger les populations regroupées.

Dans l'exercice de la contre-guérilla, les Portugais surent parfaitement utiliser les haines tribales, notamment au Mozambique, et ils n'hésitèrent pas à procéder à l'élimination physique des chefs rebelles. Militairement, le résultat fut que :

> « Durant près de quinze ans, en dépit de ressources humaines, matérielles et financières restreintes, de l'immensité des territoires à défendre, d'un climat de désapprobation certain sur la scène internationale, de l'absence d'un modèle de réussite contre-insurrectionnelle comparable, les Portugais sont arrivés à perpétuer un conflit de faible intensité et à maintenir un taux de pertes peu élevé en vies humaines métropolitaines (3 300 morts), et ce, à un coût relativement bas. La grande majorité des observateurs considèrent qu'en 1971, le Portugal a remporté la victoire en Angola et qu'au moins jusqu'en 1970, l'armée portugaise a réussi à contenir la rébellion mozambicaine » (Pahlavi et Ali, 2012 : 12).

Ceci étant, la situation fut différente selon les territoires car, si la guerre avait été effectivement gagnée par les Portugais en Angola et s'ils contrôlaient les quatre cinquièmes du Mozambique, en Guinée-Bissau, le PAIGC (*Partido Africano da Independancia de Guiné e Cabo Verde*) contrôlait près de la moitié du pays. Dès le début, les Portugais surent d'ailleurs qu'ils ne pourraient pas l'emporter dans cette enclave sans colons et littéralement encerclée par des pays hostiles.

b) La guerre en Angola (carte n° 34)

En Angola où vivaient plusieurs centaines de milliers de Portugais et où la métropole avait consenti d'énormes efforts de mise en valeur, c'est en 1956 que fut créé le premier mouvement indépendantiste, le MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola), dont les cadres étaient généralement des métis côtiers marxistes et dont le chef fut Agostino Neto. Sa première action fut lancée le 4 février 1961 avec l'attaque de la prison de Luanda lors de laquelle sept policiers furent tués.

Ce fut cependant en zone Kongo que se produisit le premier soulèvement. Durant les mois de février-mars 1961, dans l'extrême nord de l'Angola, fief de l'Upa (Union des populations d'Angola) d'Holden Roberto, plusieurs centaines de Portugais et d'*assimilados* furent ainsi massacrés. Les districts de Zaïre, Uige

et Quanza-Norte échappèrent alors au contrôle portugais durant plusieurs mois. En 1962, Holden Roberto transforma l'UPA en FNLA (Front national de libération de l'Angola).

En 1966, de son côté, Jonas Savimbi créa l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), mouvement ovimbundu.

Les diverses guérillas angolaises ne parvinrent pas à mettre l'armée portugaise en difficulté puisque, à la veille du processus d'indépen-dance, ses unités étaient maîtresses de la quasi-totalité de la colonie.

En 1972-1973, les forces portugaises mirent le MPLA hors d'état d'agir. La défaite fut telle que les 800 survivants qui avaient réussi à échapper aux Portugais, dont Agostino Neto, se réfugièrent au Congo-Brazzaville. Il en résulta de fortes dissenssions au sein du mouvement et, devant son inefficacité, l'URSS cessa même un temps ses livrai-sons d'armes. Ce fut la révolution portugaise du mois de juillet 1975 qui sauva le MPLA qui put rentrer à Luanda où il se remit à recruter.

Après le coup d'État intervenu au Portugal, la politique de Lisbonne changea en effet du tout au tout et le 15 janvier 1975, les accords d'Alvor furent signés par MM. Agostinho Neto pour le MPLA, Jonas Savimbi pour l'UNITA et Holden Roberto pour le FNLA. Un gouvernement provisoire tripartite fut alors constitué, mais, le 29 avril 1975, à Luanda, les FAPLA (Forces armées populaires de libération de l'Angola), branche armée du MPLA, lancèrent une violente attaque-surprise contre les locaux du FNLA et de l'UNITA, assassinant la plupart des cadres des deux mouvements. La deuxième guerre d'Angola débuta alors.

Le 12 novembre 1975, dans un climat de totale anarchie, l'Angola devint indépendant, ce qui entraîna l'exode de centaines de milliers de Portugais.

c) La guerre au Mozambique (carte n° 35)

Au Mozambique, le Frelimo (Front de libération du Mozambique), mouvement marxiste prônant à la fois l'indépendance immédiate et la lutte contre le capitalisme, fut fondé le 25 juin 1962. En 1964, il débuta ses opérations militaires, tentant de créer au Mozambique une véritable insurrection armée. Cependant, deux problèmes se posèrent aux nationalistes mozambicains : leurs divisions internes d'une part, et l'efficacité de l'armée portugaise d'autre part.

En 1969, après l'assassinat par les services portugais d'Eduardo Mondlane, chef historique du Frelimo, et afin de tenter d'unir sous cette bannière tous les

courants indépendantistes, le mouvement se dota d'une direction tricéphale composée d'un marxiste (Samora Machel), d'un intellectuel métis (Marcelino Dos Santos) et d'un chrétien (le révérend Uria Simango). Grace à cette direction « rassurante », le Frelimo fut internationalement reconnu comme étant l'émanation de toutes les composantes nationalistes du Mozambique.

En réalité, le vrai chef en était Samora Machel, un marxiste orthodoxe ; et le révérend Simango, lassé d'être un « idiot utile », démissionna. Quant à Marcelino Dos Santos, il fut largement critiqué par le courant africaniste du fait qu'il était métis. L'opposition historique entre Noirs et métis était en effet une réalité au Mozambique car les premiers n'avaient pas oublié que les seconds furent les promoteurs de la traite esclavagiste.

Divisé ethniquement et idéologiquement le Frelimo ne fut capable de lancer des actions que dans l'extrême Nord du pays, adossé à la frontière de la Tanzanie. Cependant, dans cette région, une partie des Makonde s'opposa à la ligne marxiste officielle et demanda la création d'un État makonde. Finalement, certains se rallièrent aux Portugais avec leur chef Kavandame. De plus, en 1972, les Rhodésiens créèrent le Renamo (*Resistencia Nacional Moçambicana*) dont la base ethnique était composée des Ndau, la branche mozambicaine des Shona.

En 1972, le Frelimo fut laminé car, sur ses 8 000 combattants revendiqués, 1 428 furent tués ou mis hors de combat par l'armée portugaise. Aussi, quand, au mois d'avril 1974, la « révolution des Œillets » renversa le président Marcello Caetano, le Frelimo, en dépit de l'aide internationale qu'il recevait, ne contrôlait que deux petites zones, la première, dans l'extrême Nord car elle était adossée à la Tanzanie, et la seconde, au centre, dans la région de Tete, soit moins du cinquième du Mozambique. Partout ailleurs, l'armée portugaise était maîtresse du terrain.

Début septembre 1974, le gouvernement portugais signa les accords de Lusaka avec le Frelimo, accords qui prévoyaient non seulement l'indépendance du Mozambique, mais encore la reconnaissance *de facto* du Frelimo comme futur gouvernement du territoire, les colons portugais, soutenus par une grande partie des populations du pays, se soulevèrent. Du 5 au 10 septembre 1974, une révolte européenne se produisit ainsi à Lourenço Marques, capitale du Mozambique, mais le mouvement fut désordonné car ses objectifs étaient confus. De plus, les Européens étaient profondément divisés entre un courant prônant la rupture avec Lisbonne et la proclamation d'un Mozambique indépendant à l'image de la Rhodésie, et un autre qui souhaitait une partition de la colonie. Le 21 octobre, 400 Européens furent massacrés, ce qui fit que, alors que la colonie n'était pas encore indépendante, 120 000 Portugais sur une

population de 200 000 la quittèrent en quelques jours, dont plus de la moitié pour aller s'établir en Afrique du Sud. Certains de ces émigrants détruisirent leurs biens ou brûlèrent leurs fermes avant de partir.

---

1. « Dans l'entreprise impériale anglaise, j'admire profondément le sens du mouvement, et plus encore que le *crescendo*, le génie du *decrescendo*, du pouvoir absolu au départ absolu. Admirable dextérité. » (Jacques Berque.)

2. Corfield (1959-1960), Currey (1997) et Buijtenhuijs (1998 : 95-111).

3. Les tribus Embu et Meru qui leur sont apparentées ont également été concernées par le mouvement (Corfield, 1960 :12).

4. Jomo Kenyatta, *Facing Mount Kenya*, Londres, 1938.

5. Les Mau Mau avaient vainement tenté d'embrigader les Kamba qui demeurèrent « loyaux ». Pourtant, un Kamba, Paul Ngei, était membre du comité central Mau Mau (Corfield, 1960 : 202) et il réussit à recruter quelques partisans parmi les habitants des bidonvilles de Nairobi.

6. Kiambu est la région d'origine de Jomo Kenyatta.

7. Cette révolte a inspiré nombre de chroniqueurs ou romanciers. Parmi eux Robert Ruark (1955) et Joseph Kessel (1954, chapitres I à IX).

8. En France on parle de « guerre d'Algérie » quand il faudrait parler de « guerre en Algérie », et en Algérie on emploie l'expression « guerre de libération nationale », ce qui n'est scientifiquement pas recevable car l'Algérie n'étant alors pas une nation, il ne pouvait donc y avoir « libération nationale ».

C'est pourquoi l'expression la plus licite semble être « guerre d'indépendance algérienne ».

9. Sur la guerre d'Algérie, la bibliographie est considérable et de qualité inégale, on retiendra Jean Charles Jauffret (2002). Pour une vision dépassionnée, claire et objective de la guerre d'Algérie, on se reportera à Monneret (2008) et à Montagnon (1984).

10. Le 1er novembre 1954, un communiqué de la radio *La Voix des* Arabes émettant depuis Le Caire annonça : « la lutte grandiose pour la liberté a commencé ».

11. Pour un état de la question, il sera utile de se reporter à Aussaresses (2001) et à Branche (2001) qui présentent les faits d'une manière à la fois opposée et partisane et à Puy-Montbrun (2002) pour sa hauteur de vue.

12. Pour tous les détails concernant le barrage, voir Guy Pervillé (2004).

13. Pour tous les détails concernant ces combats, voir le site internet « Promotion Capitaine Beaumont » (192e promotion de l'École spéciale de Saint-Cyr, 2005-2008).

14. Une ultime tentative de franchissement en force eut lieu en novembre-décembre 1959 quand 2 500 combattants se lancèrent à l'assaut du barrage ; 800 d'entre eux réussirent à le franchir mais tous furent tués par les unités d'intervention qui les interceptèrent.

15. Du nom de Messali Hadj, le père historique du nationalisme algérien. En 1956, dépassé par le radicalisme du FLN, il créa le MNA (Mouvement national algérien). Les militants des deux mouvements se livrèrent ensuite une lutte sans merci, tant en Algérie que sur le territoire métropolitain, illustrée entre autres, le 28 mai 1957, par le massacre du douar messaliste de Mélouza où des centaines de femmes, d'enfants et de vieillards furent horriblement massacrés. Cette tuerie s'inscrivait dans la stratégie du FLN qui était d'éliminer le MNA afin d'apparaître comme le seul représentant du nationalisme algérien. Voir Harbi (1980 ; 1998) et Simon (2006).

16. Ces policiers auxiliaires furent assimilés à la gestapo par les partisans du FLN. Ils payèrent un lourd

tribut au terrorisme.

17. On se reportera pour le bilan des opérations et à leurs détails au livre de Rémy Valat (2007).

18. « Rapport sur les archives de la Préfecture de police relatives à la manifestation organisée par le FLN le 17 octobre 1961 ». Rapport établi à la demande du Premier ministre, M. Lionel Jospin, et remis au mois de janvier 1998 par M. Dieudonné Mandelkern, président de section au Conseil d'État ; M. André Wiehn, inspecteur général de l'administration ; M^{me} Mireille Jean, conservateur aux Archives nationales ; M. Werner Gagneron, inspecteur de l'Administration. En ligne sur le site de la Documentation française.

19. Pour une perspective nouvelle concernant le bilan historique du général De Gaulle, on se reportera à Dominique Venner (2005).

20. En métropole, le « oui » obtint 75,25% et le « non » 24,74%. En Algérie, le « oui » recueillit 69,09% des suffrages et le « non » 31%.

21. Pour une vision de l'OAS depuis l'« intérieur », voir www.algerie-francaise.org, chapitre OAS.

22. La bibliographie concernant l'OAS est aussi importante que partielle. Pour l'histoire d'ensemble du mouvement, on se reportera, entre autres, à Collectif (1964), Harrison (1989), Duranton-Crabol (1996), Déroulède (1997), Fleury (2002), Kauffer (2002) et Perez (2008). Pour les commandos Delta, voir Guibert (2000), pour les divers réseaux de l'OAS ou pour des études régionales, on consultera Reimbold (1966) et Lehmann (2004).

23. Comme il n'était plus possible de franchir les barrages, l'ALN de Tunisie (22 000 hommes) et du Maroc (10 000 hommes) constituait donc une force intacte en 1962, ce qui lui permit de prendre le pouvoir en évinçant le GPRA et les survivants des maquis de l'intérieur.

24. Dont 7 917 par accident et 1 114 par maladie donc 15 583 au combat.

25. Pour tout l'aspect militaire de ces trois conflits, voir Abbott et Ribeiro Rodrigues (1988). Pour une analyse globale de ces conflits, voir Pierre Pahlavi et Karine Ali (2012).

26. Sur le modèle portugais de contre-insurrection, voir Thomas Hendriksen (1978). Sur la guerre populaire dans les colonies portugaises, voir Thomas Hendriksen(1976).

27. Sur les Noirs dans l'armée portugaise voir Douglas Wheeler(1976).

Quatrième partie

Les guerres contemporaines 1960-2013

Les grands conflits africains débutèrent après les indépen-dances, ils firent plusieurs millions de morts et des millions de déplacés et ils relèvent de quatre grandes classifications pouvant se chevaucher.

1 – Des conflits ethniques limités à un pays

Même si par capillarité ethnique des conséquences se firent parfois sentir chez les voisins, entraînant des conséquences ou une déstabilisation régionale, la principale caractéristique de ce type de conflits est qu'ils se déroulèrent en « vase clos ».

Tel fut le cas de la guerre du Biafra (juillet 1967-janvier 1970), des guerres du Congo-RDC entre 1960 et 1964, de celles l'Ouganda (1979-1986), du conflit du Sud-Soudan (1955 aux années 2010), du Libéria (1989-2003), de Sierra Leone (1991-2002), du Congo-Brazzaville dans les années 1990, du Burundi (de 1965 à 2005), du Rwanda (1990-1994), du Kivu (depuis 1996), de l'Ituri (depuis 1996), de celui de la Somalie, depuis les années 1970 ou encore de celui de la Côte d'Ivoire.

Les guerres du Katanga entre 1960 et 1962 constituent un cas en partie différent dans la mesure où la sécession katangaise fut réduite par un contingent international envoyé par l'ONU.

2 – Des conflits impliquant plusieurs pays

Dans cette catégorie, il est possible d'identifier la *Border War* sudafricaine (1975-1990) englobant les guerres d'Angola après 1975 et qui concerna l'Afrique du Sud, l'Angola, Cuba et le pacte de Varsovie ; les guerres du Tchad (Tchad, Soudan, Libye, France), la guerre du Sahara occidental (Polisario, Maroc, Algérie et un temps la Mauritanie), les guerres du Zaïre/RDC (Ouganda, Rwanda, Burundi, Zimbabwe, Namibie, Angola, Tchad).

3 – Des conflits entre deux pays

Ce type de conflit est caractérisé par sa brièveté. Ainsi en fut-il de la « guerre des Sables » qui opposa le Maroc et l'Algérie (1963), de la guerre Éthiopie-Somalie (années 1970), du conflit Tanzanie-Ouganda (1978-1979), de celui ayant opposé le Mali au Burkina Faso (1985), ou encore de l'affrontement entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan en 2012. À l'exception de la guerre Éthiopie-Érythrée (1998-2000), il s'agit également de conflits de faible intensité.

4 – Des résurgences d’anciennes oppositions mises entre parenthèse durant la période coloniale et durant la guerre froide

Dans les années 1990, I’Afrique des peuples revint en force, se réveillant de ce sommeil artificiel qui avait interrompu le déroulé de sa longue histoire, résurgence qui se fit d’une manière conflictuelle dans des espaces désormais bornés par un maillage frontalier. Ainsi au Rwanda, au Burundi, au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti, au Tchad, en Ouganda, en RDC, en Zambie, en Afrique du Sud, en Angola, au Congo, au Cameroun, au Nigeria, au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, en Côte d’Ivoire, au Nigeria, etc.

Face à ces guerres africaines – les conflits liés à la guerre froide exceptés –, les observateurs privilégièrent généralement les explications économiques et sociales, ce qui était une erreur d’analyse. Le diagnostique étant mal posé, les remèdes furent donc inefficaces. Qu’il s’agisse de la RDC, du Liberia, du Nigeria, de la Côte d’ivoire ou encore du Soudan, la plupart des conflits africains contemporains présentent en effet une double caractéristique :

a. Au départ internes à des États, ils éclatèrent pour des raisons politiques quasiment toujours à base ethnique. Ensuite, mais seulement ensuite, et toujours dans un second temps, des facteurs économiques (ou religieux) purent les amplifier, les entretenir ou les compliquer, mais il ne s’agissait là que d’effets secondaires ; une surinfection de la plaie en quelque sorte.

b. Les éléments déclencheurs de ces affrontements ne furent ni la misère, ni le surpeuplement, ni même la compétition pour les matières premières. Les deux premiers purent certes ponctuellement les favoriser, tandis que le troisième a pu permettre leur prolongement, mais ils n’en furent pas la cause. Quelques exemples :

   – le conflit du Sahara occidental est d’abord politique, même si le non-dit algérien concernant les potentialités pétrolières le long du littoral du Sahara occidental ou la question du débouché océanique pour ses mines de Gara Djebilet est naturellement prégnant ;

   – les guerres du Tchad éclatèrent dès les années 1960, donc quatre décennies avant la découverte et la mise en exploitation du pétrole ;

   – les guerres de Sierra Leone, du Liberia ou de l’Ituri n’eurent pas pour origine le contrôle des diamants, du bois ou du coltan ; ce furent en effet des conflits ethniques qui prirent de l’ampleur pour ensuite, mais seulement ensuite, s’autofinancer avec les diamants, le bois et le coltan. Ainsi, en RDC :

> « Il n’existe pas de corrélation entre les zones d’extraction de diamants et celles où les rébellions se sont formées. En 2005, des rebelles ont pris les armes au Nord-Ouest, où il n’y a pas de diamants, alors qu’il n’y a eu aucune activité insurrectionnelle dans le Sud-Ouest, pourtant riche en diamants »[1].

Après les indépendances, la question des frontières fut un facteur amplificateur des crises et un accélérateur des conflits car leurs tracés sont faits de lignes artificielles divisant des peuples ou en en condamnant d’autres à vivre ensemble. Or, les véritables frontières africaines qui sont ailleurs s’inscrivent dans les barrières naturelles, déserts ou forêt, qui découpent le continent en bandes parallèles à l’Équateur, tandis que les voies de communication permettant de les franchir sont au contraire généralement orientées sud-nord-sud : routes transsahariennes nées dans l’alignement des oasis, vallée du Nil, Rift Valley et couloirs des hautes terres de l’Afrique orientale.

Dans l’Afrique traditionnelle, la notion de frontière telle que les Occidentaux la connaissent était inconnue. Chaque territoire ethnique était en effet isolé et ses accès toujours difficiles. Tout changea avec la frontière coloniale car :

> « En instaurant la frontière linéaire comme principe exclusif d’encadrement de l’espace, la colonisation a entrepris de contester les usages de la frontière comme espace tampon. Des délimitations précises et rigides ont été subs-tituées à une logique organisationnelle qui permettait de transcrire dans le temps et dans l’espace la fluidité des allégeances et rapports entre individus, groupes et structures politiques. Avec la remise en cause de l’épaisseur géographique inhérente à la frontière tampon, ce sont ses fonctions de front pion-nier qui ont aussi été brutalement contestées (Bach, 2003 : 953).

Les frontières détruisirent également l’équilibre interne aux grandes zones d’élevage où la transhumance millénaire a été changée de nature par le cloisonnement des espaces. Résultat : les conflits entre pasteurs et agriculteurs et entre groupes pastoraux entrés en concurrence pour les pâturages ou les points d’eau furent multipliés. Elles firent également que des peuples furent coupés par ces lignes de partage artificielles. Ailleurs, la colonisation rassembla tout aussi artificiellement des mondes émiettés en de nombreuses entités ethniques, tribales ou même villageoises, afin d’en faire des ensembles administrativement cohérents. Partout, les colonisateurs ont ainsi bouleversé ou figé les rapports entre les populations, ce qui explique nombre de conflits contemporains.

En définitive, les causes des actuelles guerres africaines découlent d’un problème politique qui comporte trois volets :

1. En Afrique où l’autorité ne se partage pas, la transposition des institutions politiques occidentales s’est faite sans qu’auparavant il ait été réfléchi à la création de contre-pouvoirs, au mode de représentation et d’association au gouvernement des peuples minoritaires, condamnés par la mathématique

électorale à être pour l'éternité écartés du pouvoir ;

2. La démocratie majoritaire, pertinente dans des sociétés homo-gènes et individualistes, telles celles des États-Nations d'Europe occidentale, l'est apparemment moins dans les sociétés africaines où les définitions sont communautaires et hétérogènes. Or, grâce à la démocratie majoritaire, des peuples démographiquement dominants échappent par définition à l'alternance politique, détournant ainsi la finalité démocratique théorique du principe majoritaire. La contradiction est donc totale car la démocratie sert de para-vent légal à des dictatures ethniques profitant aux peuples dont les femmes ont été les plus fécondes, d'où des guerres. Un exemple parmi bien d'autres : au Congo-Brazzaville, la démocratie a ainsi donné l'avantage aux plus nombreux, en l'occurrence les Kongo qui l'ont électoralement emporté sur les Mbochi ; or, comme ces derniers n'ont pas accepté la mathématique électorale et à l'issue d'une sanglante guerre civile, le colonel Sassou Nguesso a repris par les armes un pouvoir qu'il avait perdu par les urnes ;
3. L'idée de Nation n'est pas la même en Europe et en Afrique puisque, dans un cas, l'ordre social repose sur des individus et dans l'autre sur des groupes. Or, le principe du « *One Man, one vote* » interdit la prise en compte de la seule réalité politique africaine qui est la communauté.

Pour tenter de limiter le nombre des conflits africains, il est donc nécessaire, non pas de noyer le continent sous des aides qui, en plus d'être inutiles, l'infantilisent (Lugan, 2006), mais de trouver un moyen constitutionnel permettant de répondre à une question essen-tielle : comment éviter que les plus nombreux soient automatiquement détenteurs d'un pouvoir issu de l'addition des suffrages ?

Tant qu'une réponse n'aura pas été donnée à cette interrogation, les États africains seront perçus comme des corps étrangers prédateurs par une large partie de leurs propres « citoyens », ce qui fait que les foyers potentiels de guerre continueront d'être innombrables.

---

1. *Rapport Afrique*, d'International Crisis Group, n° 167, 16 décembre 2010, p16.

CHAPITRE PREMIER

LES GUERRES EN AFRIQUE DU NORD

Durant cette période, l'Afrique du Nord dans son ensemble a connu quatre conflits[1]. À l'ouest, le Maroc et l'Algérie s'affrontèrent directement lors de la « guerre des Sables » durant les mois d'octobre et de novembre 1963, puis d'une manière indirecte lors du conflit du Sahara occidental entre et 1975 et 1991.

En Algérie, une atroce guerre civile et religieuse ensanglanta le pays à partir de 1992, cependant qu'en Libye, l'intervention internationale donna la victoire aux rebelles contre les forces du colonel Kadhafi à l'issue d'une guerre civile de sept mois.

I. La double conflictualité algéro-marocaine

La tension algéro-marocaine fut la conséquence à la fois des amputations territoriales subies par le Maroc à l'époque coloniale et des ambiguïtés de la politique de l'Algérie.

a) La « guerre des Sables » (octobre-novembre 1963)

(carte n° 38)

Le 5 septembre 1961, lors d'une conférence de presse, le général De Gaulle évoqua le « caractère algérien du Sahara ». Cette déclaration créa de vives tensions avec le Maroc. Pour Rabat, il était en effet clair que l'indépendance à venir de l'Algérie allait permettre de régler un contentieux frontalier résultant de

décisions coloniales. Or, l'Algérie se posa en héritière territoriale de la France, refusant de reconnaître que le Maroc avait été territorialement amputé par l'ex-puissance coloniale.

Cette attitude algérienne fut amèrement ressentie au Maroc. D'autant plus qu'avant l'indépendance de l'Algérie, la France avait proposé au sultan Mohamed V de régler les problèmes territoriaux en suspens. La question du contentieux frontalier algéro-marocain fut ainsi étudiée par une commission mixte d'experts, mais les positions des deux pays furent inconciliables dans la mesure où la France n'était disposée à consentir qu'à des rectifications de détail, alors que le Maroc revendiquait une grande partie de l'Ouest algérien, notamment les régions des oasis du Touat, du Tidikelt, du Gourara, etc., ainsi que la totalité de la Mauritanie. La position de Mohamed V fut alors très claire :

> « Toute négociation qui s'engagerait avec le gouvernement français actuellement en ce qui concerne les prétentions et les droits du Maroc sera considérée comme un coup de poignard dans le dos de nos amis algériens qui combattent, et je préfère attendre l'indépendance de l'Algérie pour poser à mes frères algériens le contentieux frontalier. »

Le 6 juillet 1961, le Maroc signa avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) un accord stipulant que les problèmes frontaliers existant entre les deux pays seraient résolus par la négociation dès que l'Algérie aurait acquis son indépendance :

> « Le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne reconnaît pour sa part que le problème territorial posé par la délimitation imposée arbitrairement par la France entre les deux pays trouvera sa résolution dans les négociations entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de l'Algérie indépendante.
>
> À cette fin, les deux gouvernements décident la création d'une commission algéro-marocaine qui se réunira dans les meilleurs délais pour procéder à l'étude et à la solution de ce problème dans un esprit de fraternité et d'unité maghrébines ». (Protocole d'accord entre le gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc et le G.P.R.A. (6 juillet 1961) Gouvernement Provisoire de la République Algérienne).

Le souverain marocain avait fait un geste de bonne volonté en direction de l'Algérie car :

> « (…) en acceptant de s'en remettre au bon vouloir de l'Algérie, l'indépendance venue, sans demander de gage, le Maroc faisait donc preuve de générosité et même d'abnégation si l'on tient compte des graves inconvénients que présentait pour lui la forme insolite du territoire algérien au Sud du Draa. Celle-ci résultait de la pénétration française à partir de bases algériennes et du désir des autorités françaises de placer le maximum de territoires sous la souveraineté de la France. Les frontières administratives fixées par la France avaient permis à l'Algérie de lancer vers l'océan Atlantique un véritable pseudopode. Elles aboutissaient à faire du Maroc un territoire encerclé par l'Algérie » (Méric, 1965 : 747).

Après l'indépendance, l'Algérie refusant d'appliquer l'accord du 6 juillet 1961, le roi Hassan II demanda à plusieurs reprises que les commissions

marocaine et algérienne chargées de sa mise en application se réunissent afin qu'il soit possible d'entrer dans une phase concrète de négociation.

Fehrat Abbas ayant été évincé du pouvoir le 15 septembre 1963, son successeur, Ahmed ben Bella, ne s'estima pas lié par les engagements pris par le GPRA et la tension monta entre les deux pays. Pour tenter de la faire baisser, le 5 octobre 1962, les ministres des Affaires étrangères marocain et algérien se rencontrèrent à Oujda et ils convinrent d'un sommet entre le roi Hassan II et le président Ben Bella, mais la rencontre fut annulée.

Le 8 octobre 1963, dans la région de Figuig, l'armée algérienne lança une attaque surprise et anéantit plusieurs petites garnisons marocaines à Hassi Beida, Tinjoub et Tinfouchy, puis elle tenta de s'emparer de Figuig. La « guerre des Sables » venait d'éclater.

Le 14 octobre les FAR (Forces armées royales) reprirent Hassi Beida et Tinjoub, puis elles avancèrent vers la piste Béchar-Tindouf cependant que les Algériens s'emparaient d'Ich. Le 15 octobre, l'Algérie décida la mobilisation générale des anciens combattants de la guerre d'Indépendance et le 18, les forces algériennes furent en vue de Figuig.

Le 25 octobre les FAR remportèrent deux importantes victoires, l'une à Hassi Beida et l'autre à Tinjoub. Le 28, elles furent à portée de Tindouf qu'elles n'investirent pas, demeurant en position à proximité de la ville.

Le plan du général Kettani[2] était une offensive à travers le Sahara dont le but était la reprise des régions marocaines que la France avait rattachées à l'Algérie, dont Tindouf, le Touat et le Gourara. Le roi Hassan II lui fit la réponse suivante :

> « (…) ça ne servira à rien, moi je pars du principe, peut-être cynique, que lorsqu'on fait la guerre à quelqu'un, c'est pour avoir la paix pendant au moins une génération. Si on n'est pas assuré de la tranquillité pendant trente ans après avoir mis au tapis son adversaire, il vaut mieux éviter de lancer une opération militaire, parce qu'on défigure le présent, on compromet l'avenir, on tue des hommes, on dépense de l'argent, pour recommencer quatre ou cinq années après. » (Hassan II, 1993 : 86).

Le Maroc qui avait alors l'avantage militaire se trouva diplomatiquement isolé alors que l'Algérie bénéficiait au contraire du soutien du bloc de l'Est[3], de la Ligue arabe et de l'OUA (Organisation de l'unité africaine).

Plusieurs tentatives de règlement échouèrent, puis, sous la pression de l'OUA, le Maroc accepta un cessez-le-feu. Une médiation fut ensuite menée par le président Modibo Keïta du Mali et par l'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié. À Bamako, les 29 et 30 octobre, un cessez-le-feu fut négocié entre le roi Hassan II et Ben Bella ; il devait entrer en vigueur le 2 novembre, mais il ne fut effectif que le 5 novembre.

Les troupes marocaines se retirèrent ensuite sur les lignes qu'elles occupaient

à la veille du conflit et l'OUA mit en place une zone démilitarisée sur la frontière entre Figuig et Tindouf, sur 1 000 kilomètres de long, surveillée par des observateurs éthiopiens et maliens. Le cessez-le-feu définitif intervint le 20 février 1964 et le 15 janvier 1969, un traité de paix fut conclu entre les deux pays.

Le souverain marocain qui n'avait pas voulu humilier l'Algérie désirait régler une fois pour toutes le contentieux territorial avec son voisin, fût-ce au prix de l'abandon de ses revendications sur des régions historiquement marocaines. Hassan II espérait qu'en retour, la neutralité d'Alger dans sa volonté de récupération du Sahara occidental espagnol[4] lui serait acquise. Or, à partir de 1975, Alger arma et soutint les combattants du Polisario.

b) Le conflit du Sahara occidental (carte n° 39)

Madrid qui désirait maintenir indirectement sa présence au Sahara occidental vit dans l'autodétermination des populations du territoire le moyen d'obtenir la naissance d'un « État saharaoui » indépendant et faible qui lui demeurerait donc lié. C'est dans ce but qu'en 1974, l'Espagne organisa un recensement qui donna pour tout le « Sahara occidental » une population de 73 487 habitants. Le Maroc refusa un référendum reposant sur la base de ces listes électorales car, selon lui, 65 000 Saharaouis réfugiés dans le Sud du royaume au moment de l'opération Écouvillon avaient été écartés de la procédure.

L'OPÉRATION ÉCOUVILLON (NOVEMBRE 1957 - FÉVRIER 1958) ET LA QUESTION DES RÉFUGIÉS

En novembre 1957, une véritable guerre éclata dans l'enclave espagnole de Sidi Ifni, ainsi que dans le nord du Sahara espagnol. Cette évolution de la situation sur les confins de l'Algérie où l'armée française combattait le FLN algérien inquiéta l'État-major français. Aussi, en liaison avec les autorités espagnoles, une opération conjointe fut décidée. Baptisée « Ouragan », elle coiffa en réalité deux actions, l'une, sous la responsabilité espagnole, qui eut pour nom « Teide », et l'autre, française, mais conduite en totalité en territoire espagnol, connue sous le nom d'opération « Écouvillon ». Cette dernière fut menée en deux étapes dans ce qui est aujourd'hui le Sahara occidental marocain.

La première, rapidement conclue eut pour cadre la Saquia el-Hamra, donc

le Nord du territoire, puis, l'autorité espagnole rétablie dans la zone, les troupes françaises obliquèrent vers le sud, c'est-à-dire vers le Rio de Oro ou oued Ed-Dahab.

Cette seconde phase, qui dura quatre jours, du 20 au 24 février 1958, eut pour but de prendre en tenaille les éléments marocains et ceux du FLN algérien entre les unités françaises progressant d'est en ouest et les troupes espagnoles parties du littoral et avançant vers l'intérieur du Sahara occidental.

Les résultats de cette opération franco-espagnole furent à la fois militaires et politiques. Sur le plan militaire, la situation de l'Espagne fut rétablie et les postes abandonnés quelques mois plus tôt furent réoccupés. Pour éviter l'encerclement, les combattants de l'ALN se replièrent vers le nord et des dizaines de milliers d'habitants quittèrent la région des combats pour se réfugier au Maroc. Ce sont ces réfugiés qui sont au cœur du problème de l'établissement des listes électorales concernant le référendum d'autodétermination du Sahara occidental.

La position marocaine a, depuis, été confortée par les déclarations du colonel Emilio Cuevas Puente qui fut sur place, en 1974, l'organisateur du recensement espagnol. Dans une déclaration au journal *Le Monde*, rapportée le 1er avril 1999, il indiqua que le comptage des Saharaouis fut incomplet : « Pressés par les Nations unies, nous n'avons pu travailler que pendant un mois. C'était trop court pour faire le décompte d'une population éparpillée sur un territoire très vaste et qui ne coopérait pas toujours avec nous (…) On savait aussi que des nomades saharaouis avaient quitté le Sahara occidental pour aller se réfugier dans les pays limitrophes, mais nous n'avions aucun mandat pour aller les dénombrer. »

Le 16 octobre 1975, la Cour internationale de justice qui avait été saisie par le Maroc reconnut qu'en 1884, au moment où l'Espagne avait commencé à s'intéresser à la région, celle-ci n'était pas *terra nullius* et que les tribus nomades qui l'habitaient avaient des liens d'allégeance avec le souverain marocain.

Juridiquement en position de force, le roi Hassan II chercha alors un moyen de contraindre le gouvernement espagnol à négocier avec lui. Il imagina donc de réunir 350 000 volontaires et de les faire participer à une marche vers le Sahara occidental. Ce fut la « Marche verte » qui débuta le jeudi 6 novembre 1975 et devant laquelle l'Espagne céda. Quelques jours auparavant, le Polisario lança

des actions provocatrices afin de pousser les Espagnols à intervenir contre cette Marche verte. Le 3 novembre, à Tifariti, une section de la 1re compagnie de la VIIe *Bandera* fut ainsi attaquée par un fort parti composé d'Algériens et de membres du Polisario. Les Espagnols perdirent 23 tués et les assaillants 45.

Le 14 novembre, à Madrid, un accord tripartite – Maroc, Mauritanie, Espagne – fut signé qui partageait le territoire espagnol entre le Maroc qui obtenait la Saquia el-Hamra au nord et la Mauritanie qui recevait l'oued ad-Dahab au sud.

Pour l'Algérie dont l'intérêt régional était triple – politique, économique[5], et stratégique[6] –, il n'était pas question de laisser le Maroc s'étendre le long du littoral atlantique et de fermer ainsi tous les débouchés du Sahara algérien vers l'océan. Sa politique fut donc de contester par tous les moyens la marocanité du Sahara occidental et de soutenir au contraire la fiction de l'existence d'un peuple saharaoui ayant le droit de s'autodéterminer. Son objectif politique était que soit créé un mini-État sur lequel elle pourrait exercer une sorte de protectorat.

Une seconde guerre algéro-marocaine, non officielle celle-là, éclata alors. Petit à petit, et en application de l'accord tripartite du 14 novembre 1975, l'armée espagnole se retira, laissant la place aux unités de l'armée marocaine. Le 27 novembre, la VIIe *Bandera* du *Tercio* évacua Smara et se replia sur El-Aioun (Laayoun). Du 15 décembre 1975 au 2 février 1976, la Légion espagnole eut la responsabilité de l'aéroport de la ville et deux compagnies assurèrent la sécurité des mines de phosphates de Bou Craa en attendant d'être relevées par l'armée marocaine

Au mois de décembre, l'armée marocaine entra à El-Aioun (Laayoun) et les unités espagnoles quittèrent alors le territoire. Le 2 février, ce fut le tour des derniers détachements des VIIe et VIIIe *Banderas* et, à la fin du mois, du *Grupo Ligero de Cavaleria del Tercio Don Alejandro Farnese*.

Dans le Sud, c'est-à-dire dans la zone rattachée à la Mauritanie, l'armée mauritanienne occupa avec difficulté La Guera où le Polisario se retrancha. L'armée marocaine entra à Villa Cisneros (Dakhla) le 8 janvier car les Mauritaniens n'étaient pas en mesure de le faire.

Dans l'Est du Sahara occidental, les Algériens et le Polisario tentèrent de s'opposer à l'installation marocaine et des combats violents se déroulèrent à Amgala entre le 29 janvier et le 15 février 1976.

La RASD (République arabe saharaouie démocratique) fut proclamée au début du mois de février 1976 et portée sur les fonts baptismaux par l'Algérie.

Le 25 octobre 1977, une spectaculaire action du Polisario aboutit à l'enlèvement d'otages européens à Zouerate en Mauritanie et le Maroc se vit

placé dans l'obligation d'intervenir afin d'éviter un effondrement de l'armée mauritanienne. Plus de 6 000 soldats marocains furent alors répartis le long de la frontière Mauritanie-Algérie mais, en dépit de cette présence, la guerre continua et la Mauritanie ne put en supporter le coût en hommes et en moyens.

DE LA GUERRE DE MOUVEMENT À LA GUERRE DE POSITION (1976 - 1987)

Après leur démobilisation à la fin du mois d'octobre 1975, les Tropas Nomadas et la police territoriale espagnoles fournirent un apport d'un millier d'hommes au Polisario dont les effectifs grossirent jusqu'à atteindre plus de 10 000 combattants. Basés en Algérie, ils furent bien équipés par Alger, par l'URSS et, dans un premier temps, par la Libye. Extrèmement mobiles ils eurent initialement l'initiative grace à des colonnes mobiles et très rapides qui frappaient où et quand elles le voulaient. Durant cette première phase, l'armée mauritanienne fut surclassée, cependant que l'armée marocaine chercha ses marques. Puis, à partir de 1980, les Marocains prirent le dessus. Cette guerre a donc connu deux grandes phases :

1. **1976-1980 : le Polisario a l'initiative**

Il n'est pas question ici, de donner une liste exhaustive des combats, seuls les principaux ou les plus significatifs seront mentionnés. Ainsi :

- le 21 janvier 1976, un avion marocain est abattu et le Polisario s'empare d'un poste ;
- le 24 avril, un raid du Polisario parvient jusqu'à Laayoun ;
- le 9 juin, le chef du Polisario, Mustapha el-Ouali Sayed est tué lors d'un raid contre Nouakchott et il est remplacé par Mohamed Abdelaziz ;
- le 1er mai 1977, le Polisario investit la cité minière de Zouerate en Mauritanie. Deux coopérants français sont tués et six pris en otages ;
- la Mauritanie sollicite l'assistance militaire de la France ;
- fin septembre, de violents combats opposent l'armée marocaine au Polisario ;
- le 7 novembre, le poste mauritanien d'Atar est pris par le Polisario ;
- le 23 novembre, à la demande de la Mauritanie, la France déclenche l'« opération Lamentin » qui fut une opération essentiellement aérienne destinée à détruire les colonnes du Polisario ;

- le 12 décembre, l'aviation française attaque une colonne d'une cinquantaine de véhicules au sud de Zouerate ;
- le 18 décembre, les Jaguar français détruisent une forte colonne du Polisario qui tentait un raid en profondeur en territoire mauritanien ;
- le 25 mars 1978, l'aviation française donne un appui à un détachement mauritanien qui intercepte une colonne du Polisario, toujours dans la région de Zouerate ;
- le 3 mai et le 4 mai, les avions français détruisent une colonne de véhicules ;
- au mois de janvier 1979, le Polisario lance une attaque en règle avec près de 2 000 hommes contre la ville de Tan-Tan au Maroc ;
- après le coup d'État du 10 juillet 1979, la Mauritanie capitule devant le Polisario. L'opération Lamentin qui avait été demandée par la Mauritanie est donc interrompue et le Maroc se retrouve seul. Le Polisario qui pense alors pouvoir l'emporter lance une vaste offensive contre les positions marocaines, ce qui se traduit par plusieurs batailles d'importance ;
- au mois de septembre, avec près de 3 000 hommes et plusieurs centaines de véhicules, le Polisario attaque le poste de Bir Anzarane défendu par moins de 500 soldats marocains qui repoussent les assaillants ;
- les 6 et 7 octobre, une attaque contre Smara est repoussée mais le 14, le poste de Mahbès est pris ;
- durant la première quinzaine du mois de mars 1980, le Polisario remporte plusieurs batailles contre des garnisons marocaines isolées.

2. **1980-1987 : le conflit s'enlise**

À partir de ce moment, l'État-major marocain décide de casser la mobilité du Polisario en refaisant ce que la France avait réussi avec la Ligne Morice en Algérie. Un immense mur de sable est alors construit par l'armée marocaine avec pour finalité d'interdire, ou, du moins, de rendre difficiles des raids en profondeur. Ce mur long de 2 720 km, en réalité un fossé avec un remblai équipé de matériel de détection, fut défendu par 100 000 hommes. Les travaux débutèrent en 1980 et s'achevèrent en 1987 (carte n° 39).

À partir de ce moment, le Polisario ne fut plus en mesure de lancer des raids et le conflit s'enlisa. Les derniers combats d'importance se déroulèrent autour de Guelta-Zemmour en octobre 1989 et en janvier 1990 ;

ce furent de sanglants échecs pour le Polisario qui se brisa sur les défenses marocaines. Un cessez-le-feu fut ensuite signé le 6 septembre 1991. Le bilan de cette guerre fut de plusieurs milliers de morts dans les deux camps.

Le 10 juillet 1979, un coup d'État renversa le président mauritanien Moktar Ould Daddah qui fut remplacé par le colonel Ould Mohamed Salek. Avec la nouvelle équipe au pouvoir à Nouakchott, le désengagement mauritanien fut programmé, suivi d'un renversement d'alliances qui se réalisa en trois étapes :

– le 23 avril 1979 fut signé un protocole mauritano-libyen prévoyant la remise de la partie mauritanienne du Sahara au Polisario et reconnaissant l'existence d'un « peuple saharaoui » ainsi que son droit à l'autodétermination ;

– au mois de juillet 1979, lors du 16e sommet de l'OUA tenu à Monrovia, la Mauritanie fit savoir qu'elle se désolidarisait de son allié marocain et elle vota une résolution demandant la tenue d'un référendum au Sahara ;

– le 5 août 1979, à Alger, en présence de quatre ministres algériens, un accord de paix fut signé aux termes duquel la Mauritanie abandonna officiellement la partie du Sahara qu'elle occupait, à savoir l'oued ad-Dahab (Tiris-El-Gharbia).

Devant ce qu'il considérait comme un risque de déshérence, le Maroc fit alors savoir que le territoire abandonné par la Mauritanie faisait historiquement partie du royaume marocain ; aussi, le 11 août, l'armée marocaine en prit-elle possession. Le 14 août, les représentants des tribus d'oued ad-Dahab vinrent à Rabat pour y prêter allégeance au roi Hassan II. Le Sahara occidental était en totalité redevenu marocain, mais les tensions ne cessèrent à aucun moment avec l'Algérie, base arrière du Polisario d'où furent lancés des raids motorisés en profondeur.

Pour limiter les possibilités de manœuvre du Polisario, le Maroc construisit alors – et nous l'avons vu – un mur long de 2 700 km. Équipée de matériel électronique destiné à protéger le territoire des raids motorisés lancés par le Polisario depuis l'Algérie, l'armée marocaine reprit alors l'initiative sur le terrain.

LES TENTATIVES DE PAIX

Au mois de février 1982, l'admission de la RASD (République arabe

saharaouie démocratique) comme 51e membre de l'OUA entraîna le boycott par le Maroc du sommet de Tripoli. En 1984, le colonel Kadhafi abandonna le Polisario et se retourna vers le Maroc avec lequel il signa les accords d'Oujda. En réaction, le président algérien Chadli Benjedid laissa la délégation de la RASD participer au sommet de l'OUA qui se tint à Addis-Abeba. En réaction, le 12 novembre 1984, le Maroc quitta l'organisation.

En 1986, l'ONU tenta de débloquer la situation et de longs pourparlers débutèrent. Au mois d'août 1988, le plan de paix de l'ONU fut présenté aux deux parties, Maroc et Polisario, mais sans résultat.
Le 19 avril 1991, par la résolution 690, le Conseil de sécurité créa la Minurso (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) et le 6 septembre, un cessez-le-feu entra en vigueur.
À partir du mois de janvier 1997, date de l'élection de M. Koffi Annan au secrétariat général des Nations unies, le processus en vue du règlement de la question du Sahara occidental fut relancé et M. James Baker, ancien secrétaire d'État américain, fut nommé comme envoyé personnel du secrétaire général pour le Sahara occidental. James Baker réussit à réunir Marocains et Polisario à Houston du 14 au 16 septembre. Des accords y furent signés prévoyant la tenue d'un référendum pour l'année 1998, mais le problème de la composition du corps électoral n'étant pas réglé, ce référendum fut repoussé.

En 2000, James Baker proposa un plan connu sous le nom de « plan Baker I » qui était une tentative de solution transitoire en deux temps. Il prévoyait une autonomie dans un cadre marocain puis, au bout de cinq ans, une consultation des populations saharaouies. Le Maroc accepta mais le Polisario et l'Algérie refusèrent ce plan.

En 2003, James Baker proposa le « plan Baker II », qui prévoyait l'établissement d'une Autorité du Sahara occidental pour une durée de cinq ans, puis la tenue du référendum. Ce plan fut approuvé par le Conseil de sécurité sous la condition qu'il fasse l'unanimité des parties concernées ; or, comme il considérait que son intégrité territoriale était menacée, le Maroc le repoussa, ce qui entraîna la démission de M. Baker et le blocage de la situation.

Au mois de mars 2005, le roi Mohamed VI se rendit à Alger pour le sommet de la Ligue arabe et, des entretiens qu'il eut avec le président Bouteflika, il ressortit que l'Algérie continuait à s'aligner sur les positions

du Polisario. Le Maroc tira alors les conséquences de l'attitude algérienne et considéra qu'il n'était donc plus nécessaire de discuter car la marocanité du Sahara n'était pas négociable.

Au mois de février 2007, l'ONU fit volte-face et se rangea à l'option marocaine en proposant un plan prévoyant l'autonomie sans référendum et dans le cadre marocain. Le 21 avril 2008, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Peter Van Walsum, déclara que l'indépendance du Sahara occidental n'était pas une proposition réaliste.

En 2013, aucune solution n'était en vue car, pour l'ONU, le Sahara occidental était un territoire décolonisé dont le devenir n'était pas réglé, et pour l'UA, il s'agissait d'une ancienne possession coloniale dont les frontières devaient être respectées. La situation était donc bloquée.
L'évolution du dossier était cependant rapide car, militairement épuisé et en plein désarroi, le Polisario avait vu ses effectifs fondre comme neige au soleil. Entre 1992 et 2012, de véritables vagues de reddition ou de ralliement auprès des garnisons marocaines de Figuig et de Zagora s'étaient en effet produites. En plus de ses cadres et de ses militants qui rallièrent le Maroc, le Polisario perdit peu à peu ses appuis internationaux. Reconnue par 82 États à la fin du XX^{e} siècle, la RASD ne l'était plus que par 32 en 2012. En 2013 le Polisario était devenu une sorte de coquille vide dont certains éléments s'étaient reconvertis dans des activités transsahariennes islamo-mafieuses[7].

II. La guerre civile algérienne (1992-2002)

En Algérie, la guerre civile de la « décennie noire » éclata au mois de janvier 1992 après l'annulation par l'armée du processus électoral qui allait donner la victoire aux islamistes. Ce conflit particulièrement cruel fit entre 70 000 et 150 000 victimes. Il s'acheva par la victoire du gouvernement et la défaite du GIA (Groupes islamistes armés) en 2002, même si des maquis résiduels subsistèrent après cette date.

a) Aux origines d'une guerre

À partir des années 1980, avec une accentuation entre 1990 et 1992, la crise économique et morale qui frappait l'Algérie entraîna le désespoir de la jeunesse qui rejeta en bloc un système politique corrompu qu'elle percevait comme étant le responsable de ses malheurs. Une partie d'entre elle adhéra aux modèles de justice ancrés sur les préceptes de l'islam proposés par des *mollahs* qui bâtirent, à force de démagogie, un islam idéal, révolutionnaire, désincarné et totalement idéologique.

Inexistant dans l'Algérie française, l'islamisme radical fut largement la compensation d'un peuple frustré qui pensa avoir trouvé dans la forme la plus figée de la religion musulmane un dérivatif à ses humiliations. Ce courant islamiste fut artificiellement gonflé et encouragé par l'État qui, durant les années 1970, l'utilisa à la fois contre son opposition de gauche et contre la revendication berbère.

Le FIS (Front islamique du salut), qui fédéra habilement les multiples composantes islamistes, était à l'origine divisé en deux grands courants :

1. pour le courant dit « salafiste », la démocratie allait contre les enseignements du Coran, seul un pouvoir ayant l'autorité divine étant légitime ;
2. le courant nationaliste ou « djezarien » (Algérie en arabe, El-Djezair) prônait la définition d'un islam algérien non opposé à la démocratie dès lors que le caractère musulman du pays était affirmé par les institutions et non remis en question par une politique de laïcité. À la veille des élections de 1992, le FIS était contrôlé par la tendance « djezarienne ».

Ce fut sous la présidence de Chadli Bendjedid (1978-1992), que la jeunesse algérienne se tourna peu à peu vers les islamistes qui étaient les seuls à condamner l'insolence de la caste des privilégiés qui prospérait sur la misère du peuple. Durant des années, en silence, les organisations islamistes prirent le contrôle des masses paupérisées auxquelles elles fournissaient de quoi ne pas mourir de faim. Leur message égalitaire devint de plus en plus mobilisateur et les jeunes prêtèrent une oreille attentive à leurs demandes de constitution d'une république islamique.

Le 4 octobre 1988, des émeutes de la misère éclatèrent dans tout le pays et l'armée tira dans la foule, faisant des centaines de morts. Le pouvoir, qui avait repris les affaires en main, annonça ensuite une politique de libéralisation politique et l'instauration du multipartisme. Au mois de février 1989 une nouvelle constitution instaurant le multipartisme fut promulguée et le FIS (Front islamique du salut) fut légalisé.

Seule force organisée en dehors de l'armée, le FIS s'enfonça alors dans la

brèche politique qui s'ouvrait devant lui. Dirigé par Abassi Madani et Ali Belhadj, il dénonça la corruption du régime et, lors des élections municipales et communales du mois de juin 1990 qui furent boycottées par le FFS (Front des forces socialistes) de Hocine Aït-Hamed et par le MDA (Mouvement pour la démocratie en Algérie) d'Hamed ben Bella, le FIS (Front islamique du salut) obtint 55% des suffrages contre 28% au FLN, l'ancien parti unique.

Au mois de décembre 1991, lors du premier tour du scrutin législatif, le FIS obtint 47,3% des voix, le FLN 23,4% et le FFS 7,4%. Les islamistes étaient désormais la première force politique du pays. Assurés d'obtenir la majorité absolue à l'issue du second tour, ils allaient être en mesure de transformer l'Algérie en république islamique.

Pour l'armée et pour la *nomenklatura* au pouvoir depuis l'indépendance, le danger était mortel. Aussi, le 11 janvier, le président Bendjedid fut-il écarté et le 12 les élections furent annulées. L'armée emprisonna les leaders du FIS ainsi que des milliers de militants et prit de fait le pouvoir. Un Haut Comité d'État (HCE) de cinq membres fut constitué et sa présidence confiée à Mohamed Boudiaf, un des chefs historiques du FLN qui vivait alors en exil au Maroc. Peu de temps après, le pays bascula dans la guerre civile.

b) La guerre (1992-1999)

Le 16 janvier 1992, après vingt-huit années d'exil au Maroc, Mohamed Boudiaf était de retour en Algérie. Opposant à Ben Bella, arrêté en 1963 puis exilé au Maroc, c'est là que, tel un sauveur, les autorités algériennes vinrent l'y chercher pour qu'il puisse couvrir de sa « légitimité » l'annulation du processus électoral.

Dès son retour, il annonça une rupture avec les anciennes pratiques et une lutte totale contre la corruption. Au mois de février 1992 l'état d'urgence fut instauré et des camps de détention administrative furent ouverts dans le Sud algérien. Les militants du FIS massivement arrêtés y furent internés. Puis, au mois de mars et d'avril 1992, le FIS ainsi que tous les conseils communaux qu'il détenait depuis les élections municipales du mois de juin 1990 furent dissous. Le 15 juillet Abassi Madani et Ali Belhadj furent condamnés à douze ans de prison.

Après avoir joué son rôle de caution historique au coup de force politique du 12 janvier 1992 Mohamed Boudiaf apparut à beaucoup comme un gêneur et il fut assassiné le 29 juin 1992 par un sous-lieutenant des services de renseignements affecté depuis peu à la garde présidentielle.

UNE GUERRE SANGLANTE

Le terrorisme débuta quelques semaines après l'annulation du premier tour du scrutin de 1992 avec l'assassinat de huit policiers dans la casbah d'Alger puis, le 26 août, une bombe explosa dans l'aéroport d'Alger, faisant 9 morts et 128 blessés.
Le 24 décembre 1994, le GIA détourna un avion d'Air France vers Marseille, trois passagers et les quatre pirates furent tués. Toujours en 1994 face à l'augmentation des attentats et des massacres, des milices d'auto-défense furent constituées à travers le pays.
Le 30 janvier 1995, un attentat à la voiture piégée devant le commissariat central d'Alger fit 42 morts et 286 blessés quand, durant les mois de juillet à octobre, la campagne d'attentats toucha la France, y faisant au total 10 morts et 200 blessés.
Le 27 mars 1996, sept moines français du monastère de Tibéhrine furent enlevés par le GIA. Cette année-là, la population de villages entiers fut massacrée.
Au mois d'avril 1997, se déroulèrent des tueries de masse, notamment à Thalit et à Bentallah où des dizaines de civils, dont des femmes et des enfants, furent éventrés, fracassés, dépecés[8]. Durant l'été 1997 les massacres de civils firent un millier de morts. Refusant cette escalade meurtrière, au mois d'octobre 1997, l'AIS (Armée islamique du salut), bras armé du FIS, proclama une trêve unilatérale, prélude à une rupture qui éclata au grand jour avec le GIA[9].

Après une légère baisse des massacres au quatrième trimestre 1999, les violences reprirent avec une sauvagerie encore inégalée durant l'année 2000, dépassant même la phase de massacres collectifs de l'année 1997. C'est ainsi que durant le mois de ramadan, plus de 500 morts furent à déplorer dans des tueries cruelles, comme celle de 17 collégiens égorgés dans leur dortoir du lycée professionnel de Médéa. Ce fut même une véritable guerre qui se déroula alors, puisque durant la seule semaine du 11 au 16 décembre 2000, plus de cent civils furent massacrés tandis que l'armée perdait au combat une soixantaine d'hommes à travers tout le pays. À la fin de l'année 2000, le nombre des morts depuis l'annulation du scrutin électoral de 1992 était proche de 100 000.
En 2001, les attentats firent 1 300 morts, cependant que 600 islamistes armés étaient tués par les forces de l'ordre.

À partir de 2002, le nombre des attentats terroristes baissa, faisant pour toute l'année moins de 500 victimes, phénomène probablement lié à la mort le 8 février du chef du GIA, Antar Zouabri.
Le 18 juin 2004, Nabil Sahraoui, chef du GSPC et quatre de ses lieutenants furent tués en Kabylie par l'armée. Au début du mois de janvier 2005, les autorités algériennes annoncèrent la mise hors d'état de nuire du GIA ; mais le GSPC était encore capable de mener des actions violentes, ce qu'il ne se priva pas de faire au mois d'octobre 2006 en lançant une campagne d'attentats dans la région d'Alger.

En 2006, Abdelmalek Droukal, du GSPC, fit allégeance à Al-Qaida et le mouvement devint « Al-Qaida au Maghreb islamique » (Aqmi). À la suite de cette affiliation, les attentats reprirent de plus belle. Le 8 avril 2007, 9 militaires furent ainsi tués dans une embuscade à Aïn Delfa à 150 km à l'ouest d'Alger et des attentats suicide se produisirent les 11 avril et 12 décembre 2007.
Une nouvelle campagne d'attentats fut déclenchée à partir du mois de mai 2008 et au mois d'août, plusieurs attentats suicide qui ensanglantèrent le pays furent revendiqués par Aqmi. Onze gendarmes furent tués dans une embuscade le 30 juin 2010 à Tinzaoutine. Durant l'année 2010 la violence islamiste provoqua en moyenne entre 20 et 25 morts. En 2011, les violences diminuèrent avec 105 attaques qui firent 159 tués et 191 blessés.

Pour lutter contre les terroristes, l'armée algérienne choisit l'option sécuritaire avec la militarisation de la société. Le recrutement d'environ 200 000 supplétifs, les GLD (Groupes de légitime défense) permit d'encadrer la population et de quadriller le territoire. Les 150 000 hommes de l'armée régulière purent alors se concentrer sur l'Algérie « utile », qu'elle soit pétrolière ou qu'il s'agisse des zones de vie des militaires et de leurs familles.

Coopté par le HCE, le colonel Ali Kafi succéda à Mohamed Boudiaf et à partir du mois d'août 1992 les islamistes lancèrent une campagne d'assassinats de ressortissants étrangers et de personnalités « laïques ». Les troubles se transformèrent alors en une véritable guerre civile.

Créés en 1992, les GIA, dont le noyau fondateur était constitué des « Afghans », ces combattants islamistes qui avaient lutté contre les forces soviétiques en Afghanistan, recrutèrent rapidement parmi les petits délinquants en rupture avec la société. Les GIA déclenchèrent une violence aveugle,

l'ensemble de la population algérienne étant suspecte à leurs yeux : le FIS et ses militants furent ainsi accusés de trahir la cause islamique ; les intellectuels et plus particulièrement les journalistes furent désignés comme « ennemis de l'islam » ; les étrangers devinrent des cibles car leurs gouvernements respectifs soutenaient celui d'Alger et enfin, la population civile dans son ensemble devait être châtiée car elle manifestait son impiété en ne les soutenant pas. Cette guerre menée contre tout un peuple explique la cruauté des exactions et notamment le traitement réservé aux femmes et aux jeunes filles, enlevées pour devenir les esclaves sexuelles des terroristes avant d'être égorgées.

Au mois de janvier 1994 la « tiédeur » d'Ali Kafi poussa les plus hautes autorités militaires réunies dans une « Conférence nationale de consensus » d'imposer la candidature du général Zeroual comme « Président de l'État ». Le 31 janvier 1994 ce dernier entra en fonction (1994-1999).

Avec lui, l'armée tenta deux politiques à la fois : ouverture pluraliste et lutte contre les islamistes les plus irréductibles, desquels elle réussira d'ailleurs à détacher les « modérés » du FIS. Afin de faire éclater le front islamiste déjà largement fissuré, le président Zéroual poursuivit le dialogue avec le FIS dont deux leaders, Abdelkader Hachami et Abassi Madani furent libérés. Cette démarche eut pour principal résultat de discréditer le FIS aux yeux de la tendance extrémiste de l'islamisme. Éclatée dans ce que certains observateurs définirent comme la « nébuleuse des GIA », elle s'engagea dans une surenchère de l'horreur, massacrant les civils dans des conditions de cruauté indescriptible.

Au mois de janvier 1995, la tendance « djezarienne » du FIS revint en force et signa le « contrat de Rome » sous l'égide de la communauté de Sant'Egidio. Il s'agissait d'une « plate-forme pour une solution politique et pacifique à la crise ».

En 1998 fut fondé le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) qui était une scission du GIA, le 6 juin 1999, l'AIS déposa les armes.

Le 15 avril 1999, Abdelazziz Bouteflika, qui fut un fidèle compagnon du colonel Boumediene, se fit élire à la présidence de la République sur un programme de restauration de la paix. Sa marge de manœuvre était cependant singulièrement réduite car l'armée n'avait permis son élection que parce qu'elle était à la recherche d'un alibi civil crédible.

Au mois de juillet 1999, un référendum permit au président Bouteflika nouvellement élu de tenter une ouverture en direction des islamistes par la promulgation d'une loi d'amnistie dite « loi sur la concorde civile » qui prévoyait l'amnistie pour ceux qui n'avaient commis ni viols, ni crimes de sang.

Le 13 janvier 2000, à la fin du délai accordé aux terroristes pour déposer les

armes, le GIA et le GSPC annoncèrent qu'ils continuaient le combat. Au mois de décembre, durant le Ramadan, les attentats s'intensifièrent.

L'échec du président Bouteflika fut alors évident, sa loi sur la « concorde civile » plébiscitée à l'automne 1999 n'ayant eu pour seul résultat tangible que d'officialiser la fin des hostilités par l'AIS car les islamistes redoublèrent de violence, ce qui entraîna les critiques des durs de l'armée, ceux que la rue nommait les « éradicateurs ».

Réélu à la présidence en 2004, au mois de septembre 2005, Abdelaziz Bouteflika fit adopter par référendum la Charte pour la paix et la réconciliation nationale.

III. La guerre de Libye (février 2011-octobre 2011)

Arrivé au pouvoir en 1969 à l'issue d'un coup d'État ayant renversé la monarchie, le colonel Kadhafi réussit, au prix d'une dictature sévère, à imposer la stabilité intérieure dans un pays menacé d'une fragmentation régionale (Tripolitaine-Cyrénaïque-Fezzan) doublée de fractures interrégionales.

a) Aux origines de la guerre civile

À la différence de la Tunisie ou de l'Égypte, la Libye, dont plus de 90% du territoire est désertique, a une forte définition tribale. Ses dizaines de tribus qui sont divisées en sous-tribus et en clans constituent des ensembles ayant des alliances traditionnelles et mouvantes au sein des trois régions composant le pays. La Tripolitaine avec la ville de Tripoli regarde vers Tunis, la Cyrénaïque dont la capitale est Benghazi est tournée vers Le Caire et le Fezzan, dont la principale ville est Sebba, plonge vers le bassin du Tchad et la boucle du Niger.

De l'indépendance de la Libye en 1951 jusqu'au coup d'État qui porta le colonel Kadhafi au pouvoir en 1969, la Libye fut une monarchie dirigée par les tribus de Cyrénaïque. Le colonel Kadhafi fut porté au pouvoir par une junte militaire multitribale mais dans laquelle dominaient les deux principales tribus de Libye, celle des Warfalla de Cyrénaïque et celle des Meghara de Tripolitaine.

Avec les évènements qui éclatèrent au mois de février 2011, ce fut tout son système d'alliance avec la Cyrénaïque qui vola en éclats. La date clé du délitement tribal du système Kadhafi est cependant 1993 quand un coup d'État

tenté par une fraction des Warfalla fut noyé dans le sang. Les haines furent ensuite tues tant la terreur imposée par le régime fut forte, mais les tribus de Cyrénaïque n'attendaient qu'une occasion pour se révolter. Elle se présenta durant le mois de février 2011 et elles s'emparèrent alors de la région, arborant le drapeau de l'ancienne monarchie (carte n° 55 bis).

Au départ de la guerre de Libye, il s'est donc agi d'une dissidence régionaliste née en Cyrénaïque, donc à l'Est du pays, renforcée d'une manière opportuniste et tout à fait artificielle par le soulèvement de la minorité berbère vivant dans le djebel Nefusa, à cheval sur la frontière tunisienne, donc à l'ouest. À la différence de la Tunisie et de l'Égypte, le mouvement n'est donc pas parti de la capitale, mais de deux régions excentrées. Cette Cyrénaïque dissidente à l'époque ottomane, rebelle durant l'*Impero* italien et insoumise depuis les années 1990, présentait plusieurs originalités : elle était le fief des partisans de l'ancienne monarchie islamo-senoussiste, le phénomène jihadiste y était fortement ancré et la contestation y avait reçu le renfort des mafias locales dont les ressources avaient été coupées depuis plusieurs mois à la suite de l'accord italo-libyen concernant la lutte contre les filières de l'immigration africaine clandestine.

Toujours à la différence de la Tunisie et de l'Égypte, et cela a constamment été caché à l'opinion internationale afin de ne pas écorner l'image « positive » des insurgés, ce soulèvement fut extrêmement violent. Dans certaines villes tombées aux mains des rebelles, il fut accompagné de la mise à mort d'une manière cruelle et rappelant les méthodes des islamistes algériens, des partisans du régime et des membres de leurs familles. Ce fut donc dans une atroce guerre civile que la France et l'OTAN s'immisçèrent pour des raisons officiellement éthiques. Or, sans cette intervention, le colonel Kadhafi aurait repris le contrôle de la situation.

b) Les quatre grandes phases de la guerre

La guerre civile libyenne qui dura du 15 février au 23 octobre 2011, date de l'annonce à Benghazi par Mustapha Abdel Jalil, président CNT, de la « libération » du pays, a comporté quatre grandes phases.

L'« opération Harmattan » fut le volet français de l'opération menée par la coalition internationale et s'est déroulée du 19 mars au 31 octobre 2011. Le nom de l'opération britannique fut « Ellamy », celle des États-Unis eut pour nom de code « Odyssey », quant au Canada, il baptisa la sienne du nom de

« Mobile ».

Durant cette opération, l'aviation française largua 950 bombes et tira 240 missiles air-sol dont 15 Scalp et 225 A2SM. Les hélicoptères français lancèrent 431 missiles Hot cependant que la marine nationale tira 3 000 obus de 100 et de 78 mm.

1. Du 15 au 27 février : avantage aux rebelles

La guerre civile commença en Cyrénaïque, à Benghazi, Darnah et El-Beïda, entre le 15 et le 17 février 2011. Dès le 19 février la ville de Benghazi passa sous le contrôle des rebelles qui la conservèrent durant tout le conflit.

Les 20 et 21 février des émeutes éclatèrent à Tripoli et le 23 les villes de Tadjourah en Tripolitaine et de Dernah en Cyrénaïque furent prises par les insurgés. Le 26, Koufra, capitale du Fezzan, Zouara à proximité de la Tunisie et Misrata sur le littoral méditerranéen tombèrent. Le 27, ce fut le tour de Zaouia.

En moins de 15 jours, le mouvement avait donc touché toutes les régions de Libye et le pouvoir n'avait pas osé réagir car il avait à l'esprit l'exemple tunisien. Cependant, menacé, il fut contraint de le faire et ses forces reprirent l'avantage et cela jusqu'au moment où l'intervention franco-internationale renversa le rapport de forces.

2. Du 1er au 19 mars : la réaction régimiste

Le 1er mars les forces fidèles au régime contre-attaquèrent autour de Tripoli et les villes de Sabratha, Zintan et Gharyan furent reprises. Le 2 mars, Brega fut brièvement reconquise.

Le 7 mars, les forces régimistes avancèrent vers l'est, le long du littoral et reprirent Ben-Jawad cependant qu'elles encerclaient Ras-Lanouf.

Le 10 mars, la France reconnut le CNT (Conseil national de transition) comme « seul représentant » légitime du pays, ce qui fut un encouragement certain donné aux rebelles qui commençaient à se débander. Le 11 mars ils abandonnèrent Ras-Lanouf et se replièrent vers Brega.

Le 15 mars, les forces fidèles au colonel Kadhafi encerclèrent Ajdabiya et se rapprochèrent de Benghazi.

Une énorme mobilisation orchestrée par le philosophe Bernard-Henri Lévy, ami du président Sarkozy, fit que, le 17 mars, la France réussit à faire voter la

résolution 1973 du Conseil de sécurité destinée à sanctuariser Benghazi. La zone d'exclusion aérienne qui fut décidée autorisait des frappes pour protéger la population. Cette résolution fut mise en pratique dès le 19 mars 2011. À partir de ce moment-là, le colonel Kadhafi, qui ne pouvait plus espérer reprendre le contrôle de la Cyrénaïque, fut en sursis. Cependant, en dépit des frappes aériennes, ses forces empêchèrent encore un moment les rebelles d'avancer vers Tripoli.

3. Du 19 mars à fin avril, l'équilibre des forces

L'intervention aérienne française permit de stopper la contreattaque des forces du régime vers Benghazi, mais elle fut insuffisante pour donner l'avantage aux rebelles. Le 19 mars se tint le sommet de Paris où fut officialisée la coalition internationale qui allait intervenir à leurs côtés.

Les forces loyalistes qui avançaient en direction de Benghazi furent bombardées et détruites cependant que le 21 mars, à l'ouest, les partisans du colonel Kadhafi reprenaient la ville de Yefren.

Le 26 mars, l'appui aérien français fut déterminant et permit aux rebelles de prendre les villes d'Ajdabiya et de Brega, puis le 27, ils entrèrent en Tripolitaine où ils s'emparèrent de Ras-Lanouf et de Beni-Jawad.

Le 28, une contre-attaque kadhafiste les stoppa à Syrte, puis, le 30 les loyalistes reprirent Ras-Lanouf. En dépit des bombardements aériens et maritimes de la coalition, le 31 mars la contre-offensive loyaliste prit de l'ampleur et les rebelles reculèrent vers l'est. L'Otan prit alors le relais et l'intensification des bombardements redonna l'avantage aux insurgés. C'est ainsi que le 2 avril, Brega tomba en leur pouvoir.

Désormais face à l'aviation de l'OTAN, les loyalistes renoncèrent à l'emploi des chars trop vulnérables au profit de véhicules légers et rapides difficiles à détecter. Ils réussirent alors à stabiliser le front entre Adjabiyah et Brega.

4. L'engagement massif de l'Otan et la défaite des loyalistes

À partir de ce moment, l'intervention de l'OTAN changea de nature. Il ne fut plus question de protéger les civils de Benghazi, mais de détruire le régime Kadhafi afin de hisser le CNT au pouvoir.

Le 30 avril, Saif al-Arab, le plus jeune fils du colonel Kadhafi, fut tué avec trois de ses enfants dans un bombardement aérien de l'OTAN et une véritable chasse à l'homme, « mort ou vif », fut lancée contre le colonel Kadhafi et ses fils

par le CNT, prime à l'appui.

La guerre devint alors totale. C'est ainsi que le 20 mai, 8 navires libyens à quai furent coulés et à partir du 3 juin, les hélicoptères français furent directement engagés en appui au sol des rebelles. Ce fut au même moment que débuta l'offensive des Berbères du djebel Nefusa, soutenue et coordonnée par les forces spéciales françaises.

Le 14 juillet, un puissant appui permit aux rebelles de lancer la bataille de Brega qui résista jusqu'au 22 août. Le 6 août, le djebel Nefusa fut considéré comme libéré et le 18 août, la route menant à la Tunisie ayant été coupée par rebelles, la bataille de Tripoli commença. Plus au sud, Mourzouk fut prise.

Le 20 août les partisans du CNT se soulevèrent à Tripoli et le 21 l'assaut débuta. Le 23, la capitale tomba ainsi que le terminal de Ras-Lanouf cependant que Sebha était menacée.

Le 24 août une dernière contre-attaque loyaliste se fit à Zouara mais elle fut repoussée le 28. Pour le colonel Kadhafi, la fin fut désormais proche et le 15 septembre, débuta la bataille de Syrte, ville dans laquelle il s'était retranché. Après 150 sorties des avions de l'OTAN sur ce seul front, la ville fut prise le 20 octobre et le colonel Kadhafi fait prisonnier et lynché. Le 16 octobre la ville de Bani-Walid tomba et le 23 octobre, le CNT annonça la fin de la guerre.

c) Après la guerre, plusieurs autres guerres…

La mort du colonel Kadhafi ne marqua pas la fin du conflit libyen car, dans tout le pays, les milices s'opposèrent sur fond de rupture entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine.

La situation en Tripolitaine :

Au mois de novembre 2011, en Tripolitaine, plusieurs grandes forces étaient présentes :

– les milices de Misrata, celles qui capturèrent et lynchèrent le colonel Kadhafi, refusaient toute autre autorité que celle de leurs chefs ;

– au sud de Misrata, autour de Bani-Walid la fraction tripolitaine de la tribu des Warfalla, soit environ 500 000 membres, était toujours fidèle à l'ancien régime ;

– dans la région de Tripoli, les combats entre les deux milices berbères du djebel Nefusa et de Zintan d'une part, et les islamistes du *Tripoli Military Council* (TMC) d'autre part, étaient fréquents. Grands perdants de la nouvelle situation politique, les Berbères se retrouvaient, comme avant la

chute du régime Kadhafi, face à un nationalisme arabo-musulman niant leur existence[10] ; aussi, le 25 novembre, la conférence libyenne des Amazighs (Berbères) suspendit ses relations avec le CNT.

Au mois de janvier 2012, la situation n'avait guère évolué car les miliciens de Misrata refusaient toujours de quitter la capitale. Pour tenter de se les concilier, le CNT nomma comme chef d'état-major un originaire de Misrata, le général Youssef al-Mankouch, avec pour mission d'intégrer les diverses milices au sein d'une armée nationale encore fantôme.

Dans cet imbroglio politico-tribal, la seule marge de manœuvre du CNT était donc de donner des gages aux uns, tout en essayant de ne pas s'aliéner les autres. Le principal danger qui le menaçait alors était la constitution d'une alliance des mécontents qui aurait rassemblé, outre les milices de Zintan et du djebel Nefusa, la fraction tripolitaine des Warfalla ainsi que les tribus de la région de Syrte et de Sebha, lesquelles étaient décidées à venger la mort du colonel Kadhafi. Sans compter qu'au sud, les Touareg et les Toubou ne manifestaient pas de sentiments particulièrement amicaux à l'égard des nouvelles autorités libyennes.

Au mois d'octobre 2012, soit un an après la fin du régime du colonel Kadhafi, la ville de Misrata affirma son leadership en Tripolitaine en s'emparant de la ville de Bani-Walid, « capitale » de la tribu des Warfalla.

La situation en Cyrénaïque :

En Cyrénaïque, deux guerres se déroulèrent après la victoire des insurgés. L'une opposa les fondamentalistes musulmans dont le fief est la ville de Dernah aux « traditionalistes » rassemblés derrière les confréries *soufies*. L'autre vit se dresser contre le pouvoir de Tripoli les partisans d'une Libye bicéphale, fédérale ou confédérale.

Dans toute la Cyrénaïque, les fondamentalistes harcelèrent les *soufis* qu'ils considèrent comme des hérétiques. Le 13 janvier 2012, à Benghazi, ils passèrent ainsi un cimetière au bulldozer, profanant une trentaine de tombes de saints – les marabouts du Maghreb –, dont ils dispersèrent les ossements. Comme pour les fondamentalistes du Mali qui détruisirent des lieux saints à Tombouctou, les rassemblements autour des tombeaux ne sont rien d'autre que de l'idolâtrie. À travers ces actes insupportables aux habitants de la Cyrénaïque, les fondamentalistes cherchaient à briser les structures traditionnelles d'encadrement des populations afin d'en prendre le contrôle.

Côté fédéraliste, le 6 mars 2012, à Benghazi, Ahmed Zubair al-Senoussi, parent de l'ancien roi Idriss et membre important de la confrérie senoussiste, fut élu émir par les chefs des tribus de Cyrénaïque. Cet acte politique était un signal

fort envoyé aux autorités de Tripoli puisqu'il signifiait que la région se prononçait pour une orientation très fédérale de la future Libye.

La situation au Sud :

Après le renversement du colonel Kadhafi, le Grand Sud devint une zone grise où le « pouvoir » central, ancré sur le littoral méditerranéen, n'était obéi ni par les Touareg, ni par les Toubou, ces derniers devant périodiquement faire face à des raids lancés contre eux par les tribus arabes.

Au mois de juillet 2013, le président tchadien Idriss Déby, dont le pays, au contact de la Libye, pourrait être le premier à subir les conséquences d'un tel climat anarchique, déclara :

> « Depuis le début des opérations de l'Otan en Libye et jusqu'à la chute de Kadhafi, je n'ai cessé de mettre en garde quant aux conséquences non maîtrisées de cette guerre. J'ai trop longtemps prêché dans le désert (…) les nouvelles autorités libyennes ne contrôlent toujours pas leur propre territoire (…) Plus généralement, quand je regarde l'état actuel de la Libye, où chaque localité est gouvernée sur une base tribale par des milices surarmées ou par ce qu'il reste des forces fidèles à Kadhafi, ma crainte a un nom : la somalisation » (Idriss Déby, président de la République du Tchad, dans *Jeune Afrique*, le 23 juillet 2012).

---

1. Les conflits israélo-égyptiens ne seront pas traités.

2. Ancien général de l'armée française.

3. Cuba envoya des troupes et du matériel (Gleijeses, 1996). Le 31 octobre le Maroc rompit ses relations diplomatiques avec Cuba et rappela son ambassadeur en Égypte.

4. Pour ce qui est de la décolonisation espagnole en général, voir Pélissier (2005) et pour tout ce qui concerne la question du Sahara occidental, voir Lugan (1998b ; 2000 : 307-344 ; 2011, etc.).

5. Le sous-sol saharien est riche. Dans la région de Tindouf, les gisements de fer de Gara Jbilet produisent un minerai de bonne qualité, quant à Bou Craa dans l'ex-Sahara espagnol, ce sont d'immenses réserves de phosphates qui y sont en exploitation depuis 1966.

6. Sur les implications géopolitiques de la question du Sahara occidental, on se reportera à Khadija Mohsen-Finan (1997).

7. Le 23 octobre 2011, trois humanitaires espagnols furent ainsi enlevés dans un camp de réfugiés contrôlé par le Polisario, enlèvement revendiqué par des « dissidents » d'Aqmi. Lors de l'opération Serval au Mali, l'armée française détruisit au moins un pick-up armé par des jihadistes saharaoui venus du camp de Tindouf en Algérie.

8. Pour les descriptions, les explications et les interprétations de ce massacre, voir Yous et Mellah (2000). « Nous avons toute la nuit pour violer vos femmes et les enfants, boire votre sang. Même si vous nous échappez aujourd'hui, nous reviendrons demain pour vous finir ! Nous sommes ici pour vous renvoyer à votre Dieu », cité par Nesroullah Yous et Salima Mellah (2000).

9. Certains groupes durent alors se réfugier dans les casernes pour échapper aux GIA lancés à leur poursuite.

10. Si les berbérophones ne constituent qu'un peu plus de 10% de la population de toute la Libye, ils totalisent au moins 20% de celle de la seule Tripolitaine, ce qui leur donne un poids régional considérable.

CHAPITRE II

LES GUERRES LE LONG DU RIFT RACIAL SAHÉLO-SAHARIEN

Depuis la décennie 1960, la région saharo-sahélienne a connu plusieurs guerres, toutes inscrites dans la longue durée historique. Qu'il s'agisse du Mali, du Niger, du Tchad ou du Darfour, nous étions en effet en présence d'autant de résurgences de conflits gelés par la colonisation. Deux nouveautés étaient cependant intervenues car :

1. la région avait été découpée, et même mutilée, par des frontières artificielles ;
2. les États nés des indépendances étaient défaillants et incapables de faire face à la crise des sociétés pastorales, aux trafics en tous genres et à la corruption.

Plus récemment, deux autres nouveautés vinrent encore compliquer la situation, à savoir un environnement géopolitique bouleversé par les conséquences de la guerre de Libye et l'intrusion d'un islamisme radical se voulant le fédérateur des frustrations diverses. Apparu dans les années 2010, le fondamentalisme islamique n'était donc pas la cause de la septicémie sahélienne, mais la manifestation de la surinfection d'une plaie originellement ouverte par la négation du réel ethnique.

I. Le Sahel : un archipel de conflits(carte n° 40)

Les caractéristiques physiques, humaines, historiques et religieuses font du Sahel un monde original.

a) La terre et les hommes

Vaste de plus de 3 millions de km², le Sahel est d'abord un couloir géographique reliant Atlantique et mer Rouge. Cette zone de contact et de transition entre l'Afrique « blanche » et les Afriques « noires » couvre dix pays. Il s'agit d'un monde écologiquement fragile avec une faible pluviométrie concentrée sur les mois de juillet à septembreoctobre avec un pic de fortes chaleurs de mai à juillet. La région est composée de zones pastorales au nord et de zones agricoles au sud, vers le fleuve Niger et le lac Tchad. Elle est peuplée par des populations « blanches », du moins à peau claire, habitant dans le Nord, et par des Noirs dans le Sud. Ainsi :

– en Mauritanie, les Maures blancs, les Beïdanes, vivent dans le Nord et les Noirs, sauf les serviteurs, dans la vallée du fleuve Sénégal ;
– au Mali, où 90% de la population est composée de sudistes sédentaires (Bambara, Malinke ou Soninké), les nordistes « blancs », Maures et Touareg, sont concentrés au Nord du pays ;
– le Niger est tripolaire : l'Ouest est djerma-songhay (environ 30%), le centre est haoussa (55%) et le nord touareg (10%) ;
– au Tchad, trois zones peuvent être mises en évidence : le Sud peuplé par des agriculteurs noirs (environ 70%), le centre par des agro-pasteurs arabes et apparentés (20%) et le Nord par des populations toubou ou zaghawa et apparentées (10%) ;
– le Soudan d'avant la partition de 2012 était bi-polaire, arabonubien au nord et noir au sud.

Tout le Sahel connaît une forte croissance démographique partout supérieure à 3%, avec une moyenne à 3,1%. La fécondité est de 4,5 enfants par femme au Soudan, de 7,1 au Niger. La population de cette zone fragile au point de vue écologique sera de plus de 150 millions en 2040.

b) Le poids de l'histoire

Le Sahel est une zone contact entre le monde des greniers et celui du nomadisme. Le long de ce véritable *rift* racial, nordistes et sudistes sont, depuis la nuit des temps, en rivalité pour le contrôle des zones intermédiaires situées entre le désert et les savanes. Le pastoralisme transhumant des premiers a pour

impérieuse nécessité la liberté d'accès au fleuve, ce qui heurte les sociétés sédentaires, villageoises et agricoles.

Dans toute la région de la boucle du Niger, depuis Djenné au Mali jusqu'à Niamey au Niger, les Songhay sont les héritiers d'un puissant empire éponyme qui réussit à se faire respecter des Touareg, faisant même de certains d'entre eux des tributaires. En 1591 – et comme nous l'avons vu plus haut – il fut vaincu par les Marocains qui créèrent sur ses ruines le Pachalik de Tombouctou. Les fonctionnaires marocains épousèrent des femmes de l'aristocratie songhay et certains de leurs descendants, les *Arma*, devinrent les gouverneurs de la région. Puis, au XVIII^{e} siècle, les Touareg firent passer la région sous leur autorité.

Plus au sud, la dislocation de l'Empire songhay donna naissance aux royaumes bambara de Ségou et du Kaarta. À partir de la fin du XVIII^{e} siècle, ces deux royaumes animistes subirent les razzias esclavagistes menées par les Maures vivant dans le désert, à l'ouest des espaces touaregs. Au XIX^{e} siècle, et nous l'avons vu, lors du grand jihad peul de Sékou Amadou, et après une farouche résistance, le royaume bambara de Ségou fut conquis, ravagé et islamisé.

Pour encore compliquer la palette des relations humaines du Mali, du Niger, mais également du Burkina Faso, il importe de bien voir que toutes les populations nomades nordistes, Touareg, Maures, Arabes, mais aussi dans une large mesure Peul, furent esclavagistes, et qu'elles puisèrent dans le « vivier humain » sudiste du *Bilad al-Sudan*, le « pays des Noirs ».

Le souvenir de ces événements nourrit un antagonisme Nord-Sud qui dépasse les seuls Touareg. Durant des millénaires, les agriculteurs sédentaires sudistes noirs vécurent en effet dans la terreur des raids lancés contre leurs villages par les Touareg ou les Maures surgis des immensités sahariennes.

Il y a à peine plus d'un siècle, entre 1880 et 1900, l'armée française était déjà engagée là même où se déroula l'« opération Serval ». Le long du fleuve Niger les colonels Gallieni et Archinard détruisirent alors les sultanats jihadistes, libérant ainsi les populations noires sédentaires des raids esclavagistes cependant que, dans la boucle du fleuve, le colonel de Trentinian repoussait les Touareg vers le massif des Iforas.

La colonisation a donc libéré les sudistes, puis elle a inversé le rapport des forces en leur faveur. Avec les indépendances, l'espace sahélo-saharien fut ensuite cloisonné par des frontières artificielles donnant naissance à des États regroupant nordistes et sudistes. Étant les plus nombreux, les seconds en prirent le contrôle. Tous les conflits de la région découlent de cette réalité.

II. Mali-Niger-Azawad : des conflits récurrents

Les régions du Nord-Mali sont en guerre depuis 1963, quasiment depuis les indépendances. L'origine de ce long conflit est que la colonisation rassembla nomades et sédentaires dans les mêmes limites administratives internes à l'AOF (Afrique occidentale française). Avec les indépendances, ces dernières devinrent frontières d'États à l'intérieur desquels les nordistes furent soumis aux sudistes[1]. Sur ce terreau fertile se développèrent les trafics de toutes sortes, puis l'islamisme.

Les Touareg (ou *Imazighen*), qui sont à l'origine des événements de 2012-2013, sont des Berbères nomades. Relativement homogène au Nord, notamment en Algérie et en Libye, le peuplement touareg s'est peu à peu dilué parmi la population des agriculteurs noirs ou des nomades peul de la région sahélienne.
Les Touareg apparaissent aujourd'hui comme des victimes de la décolonisation de l'Afrique de l'Ouest puisque leur peuple, évalué à un peu moins de deux millions d'âmes a été éclaté entre cinq États nés des indépendances : Algérie, Mali, Niger, Libye et Burkina Faso. Une exception cependant : le territoire des Touareg du Hoggar, les Kel Ahaggar, est totalement inclus à l'intérieur des frontières algériennes.

Devenus étrangers dans des pays qui n'étaient pas les leurs, ces hommes des espaces infinis durent accepter de voir leurs axes de transhumance barrés par des frontières de circonstance dont le tracé avait été décidé sans eux et parfois même contre eux. Ils furent également contraints d'accepter de voir leurs enfants scolarisés dans la langue de leurs nouveaux maîtres. De plus, afin de ruiner leur mode de vie fondé sur la transhumance pastorale, les États issus de la décolonisation décidèrent de les sédentariser de force par la saisie des chameaux et par la confiscation des troupeaux.

a) 1963 : une guerre de cinquante ans débute au Mali

Le Mali a connu cinq guerres touareg dont l'intensité fut variable[2].

– **La première guerre touareg (1963-1964)** (carte n° 42)

Elle éclata le 14 mai 1963 dans l'Adrar des Iforas, au Mali, quand, dans des

circonstances obscures[3], des policiers locaux se firent voler leurs chameaux et leurs armes.

Le régime marxiste du président Modibo Keïta profita de l'occasion pour tenter d'éradiquer les velléités autonomistes latentes des Touareg et il réagit à ce vol avec une extrême fermeté. La région comprise entre Kidal et la frontière algérienne fut déclarée zone interdite et, comme ils furent alors agressés, les Ifora se soulevèrent.

Composée de Noirs sudistes, l'armée malienne massacra les civils, détruisit les campements, viola les femmes et procéda à des exécutions sommaires. Un exode en direction des camps de réfugiés algériens se produisit. L'Algérie accueillit les fugitifs tout en leur refusant le statut de réfugiés qui aurait pu susciter l'intervention du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies. En même temps, le président Ben Bella autorisa les forces maliennes à intervenir en Algérie, ce qu'elles firent en menant une opération à 200 km de leur frontière, pour aller massacrer des réfugiés au puits d'In-Ouzzal (Badi, 2010 : 5 et 7).

Dans le nord du Mali, Bamako appliqua la politique de la terre brûlée : arbres coupés, puits empoisonnés, cheptel abattu, campements incendiés et région vidée de ses habitants. L'économie de cette partie de l'Azawad anéantie et le mode vie nomade détruit, la révolte prit fin dès 1964, mais le souvenir de ces moments dramatiques nourrit le ressentiment des Touareg.

Durant plusieurs années, littéralement sidérés par la répression des années 1963-1964, les Touareg ne firent quasiment plus parler d'eux. Cependant, parmi la jeune génération, celle qui avait vu les pères abattus, les mères et les soeurs violées sous leurs yeux, nombreux furent ceux qui décidèrent de se venger et qui partirent donc se former militairement, qui au Liban, qui en Libye.

En 1987, plusieurs mouvements furent fondés dont le Mouvement de libération de l'Azawad (MLA), le Mouvement de libération du Mali (MLM) et le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA). Leur représentativité était problématique et tous paraissaient être influencés par Iyad Ag Ghali, un Ifora.

– **La deuxième guerre touareg (1990-1996)** (carte n° 43)

La deuxième guerre débuta en 1990 quand la ville de Ménaka fut attaquée par des hommes armés se réclamant du FPLA, puis le mouvement fit tache d'huile.

En 1991, trois mouvements participaient à la rébellion, le FPLA, le Front islamique de l'Azawad (FIA), composé d'Arabes, et un nouveau venu, l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA), émanation des Imghad, les Touareg noirs ou tributaires, à ne pas confondre avec les esclaves qui sont les Bellah.

Le 6 janvier 1991, les accords de paix de Tamanrasset qui furent signés avec le régime du général Moussa Traoré mirent fin à la guerre. Ils reconnaissaient un statut particulier aux Touareg, mais ils ne parlaient pas d'autonomie.

Le 26 mars 1991, Moussa Traoré fut renversé par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (ATT) et un « pacte national » fut ensuite signé le 11 avril 1992 à Bamako entre les autorités maliennes et une coordination des mouvements touareg.

Cependant, dès le mois de mai 1992, les hostilités reprirent à la suite d'une opération lancée par l'armée malienne.

Une guerre ethnique éclata ensuite entre les factions nordistes, les Arabes du FIA s'opposant aux Touareg du MPA. Puis, une guerre raciale opposa Noirs et « Blancs » après la création d'une milice ethnique sudiste à recrutement songhay, le Mouvement patriotique du Ganda Ko (ou Koy). Avec le soutien de l'armée, elle s'attaqua aux Arabes et aux Touareg, faisant des centaines de morts et poussant des milliers de réfugiés vers la Mauritanie, le Burkina Faso et l'Algérie (Saint-Girons, 2009).

Alors que le pays était au bord de la guerre civile généralisée, les « Rencontres intercommunautaires » permirent une réconciliation de façade illustrée par la « cérémonie de la Flamme de la paix » qui se déroula le 26 mars 1996 à Tombouctou. En présence d'Alpha Oumar Konaré, le président de la République, un bûcher fut dressé sur lequel furent brûlées plusieurs milliers d'armes, puis plusieurs centaines de rebelles touareg furent réintégrés dans l'armée.

Cependant, la paix ne revint qu'en apparence car le Nord du Mali se transforma peu à peu en « zone grise » dans laquelle vinrent se réfugier les survivants des maquis jihadistes algériens qui se lièrent aux trafiquants de toutes sortes et à certains irréductibles de la cause touareg.

– **La troisième guerre touareg (mai-juillet 2006)**

Le 23 mai 2006, Kidal et Menaka furent attaquées et prises par des combattants appartenant à l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement (ADC), mouvement fondé par Iyad Ag Ghali, Ibrahim Ag Bahanga et le lieutenant-colonel Hassan Ag Fagaga.

Le 4 juillet 2006, à Alger, l'État malien et les représentants de l'ADC, signèrent les « accords d'Alger pour la restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans la région de Kidal » qui devaient mettre fin à ce conflit.

À la fin du mois de septembre 2006, les hommes de l'ADC affrontèrent les islamistes algériens du GSPC qui voulaient s'implanter dans les Iforas.

– **La quatrième guerre touareg (2007-2009)**

Le 11 mai 2007, Ibrahim Ag Bahanga qui avait repris les armes, fut blessé au combat et soigné en Algérie. Au mois de septembre 2007, il se sépara de l'ADC pour fonder l'Alliance touareg du Nord-Mali pour le changement (ATNMC). Ses partisans étaient moins de 200, mais comme ils étaient insaisissables, l'armée malienne ne parvint pas à en venir à bout. Aussi, eut-elle recours aux Imghad, anciens dépendants des Ifora, ainsi qu'aux milices arabes. Finalement, en 2009, Ibrahim Ag Bahanga fut-il contraint de se réfugier en Libye. Il trouva la mort dans un accident de la route le 26 août 2011.

LE COLONEL KADHAFI ET LES TOUAREG

Le colonel Kadhafi avait un projet, qui était l'union des peuples du Grand Sahara, et il courtisa les Touareg pour s'en faire des alliés, leur permettant même l'usage des prénoms autres que d'origine arabe, ce qui était pourtant interdit en Libye. (Badi, 2010 : 13). Cette politique commença en 1981 avec le discours d'Oubari à la suite duquel la Libye ouvrit des camps destinés à la formation militaire des Touareg.

Au mois d'août 2008, lors de la réunion d'Oubari, le colonel Kadhafi leur demanda d'abandonner la lutte armée, de lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue et d'intégrer les institutions de leurs États respectifs. Ce changement de politique était total car il déclara alors que la création d'un État touareg était impossible, le seul État touareg existant étant la Libye où ils étaient invités à s'établir (Badi, 2010 : 20). Contradiction et marché de dupes tout à la fois, par cette déclaration le colonel Kadhafi revenait sur ses précédents engagements tout en demandant aux Touareg de devenir les citoyens d'un État arabe.

b) Les guerres touareg au Niger (carte n° 44)

Le Niger a connu deux guerres touareg, la première éclata en 1990 et la seconde en 2007. À la différence de leurs cousins du Mali, les Touareg du Niger attendirent donc trente ans après l'indépendance pour se soulever (Deycard, 2011).

Comme au Mali, ce furent les sudistes, dans le cas présent les Songhay et

dans une moindre mesure les Haoussa, qui héritèrent de l'État post-colonial, le président Diori Hamani étant un Zarma-Songhay. La réalité était cependant différente du Mali car les Touareg y étaient plus nombreux et répartis entre plusieurs confédérations[4] et non une seule comme les Ifora du Mali. Diori Hamani tenta également d'associer les ethnies minoritaires au pouvoir en nommant deux ministres touareg.

Au mois d'avril 1974, le président Hamani fut renversé par le colonel Seïni Kountché qui supprima le ministère des Affaires nomades dans lequel il voyait une courroie d'influence du colonel Kadhafi ; or, il soupçonnait les Touareg de prêter une oreille favorable aux propositions séparatistes faites par Tripoli. Il nomma cependant des ministres touareg.

En 1985, des incidents sanglants éclatèrent qui montraient bien que le problème touareg existait, mais il ne fut pas traité.

Au mois de novembre 1987, Seyni Kountché mourut et son successeur, le colonel Ali Saibou décida l'amnistie générale des auteurs des attaques de 1985 ainsi qu'une politique de réconciliation nationale.

– **La première guerre touareg (1990-1996)**

Au mois de mai 1990, à Tchin-Tabaradène, un incident mineur provoqua une répression militaire disproportionnée qui déboucha sur une insurrection touareg se propageant au Mali.

En 1990 naquit le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawagh (du nom de la vallée éponyme au sud du pays) qui fut rapidement déchiré par les querelles de personnes entre Mano Dayak et Ghissa Ag Boula. Une triple scission en résulta avec la naissance du groupe dit « Ténéré » avec Mano Dayak et rassemblant les Ifora, un groupe dit « Aïr » avec Ghissa Ag Boula et recrutant chez les Kel Aïr, et une entité regroupant les Touareg du Sud, le groupe dit « Azawagh ».

En 1993, Niamey qui ne parvenait pas à venir à bout des insurgés confia la répression aux Arabes de la région de Tassara qui furent poussés contre les Touareg. Les exactions furent alors nombreuses, assorties de pillages et de viols. Parmi ces miliciens arabes, se distingua particulièrement l'Algérien Abou Zeid, le futur responsable d'Aqmi dans la région qui fut tué au combat le 25 février 2013. Les Touareg se retranchèrent alors dans l'Aïr et le Ténéré où ils furent hors d'atteinte.

En 1994, les trois factions touareg se retrouvèrent dans la Coordination de la résistance armée (CRA), pour signer les accords de paix de Ouagadougou qui furent conclus au mois d'octobre 1994. Cependant, extrêmement divisés sur des bases régionales et tribales (Ifora, Aïr et Azawagh) et les rivalités entre les chefs des diverses factions étant fortes, ils ne déposèrent les armes que peu à peu.

Tous n’acceptèrent cependant pas ces accords et ceux-là se regroupèrent autour de Mano Dayak, qui créa en 1995 l’Organisation de la résistance armée (ORA). Ils reprirent les armes en juillet 1995 avant de les déposer quelques mois plus tard après que Mano Dayak eut trouvé la mort dans un accident d’avion le 15 décembre 1995.

En 1996 eut lieu le coup d’État du lieutenant-colonel Ibrahim Baré Maïsassara qui appliqua les accords signés en 1994. La première guerre des Touareg du Niger prit alors fin.

– **La deuxième guerre touareg (2007-2009)**

En 2007, débuta la deuxième rébellion des Touareg du Niger, animée cette fois par le Mouvement nigérien pour la justice (MNJ), dirigé par Agali Alambo et dont la branche militaire était commandée par un capitaine déserteur, Mohamed Acharif. Deux dissidences apparurent ensuite, le Front des forces de redressement (FFR) de Rissa Ag Boula et Mohamed Outchiki d’une part et le Front patriotique nigérien (FPN) d’Aklou Sidisiki d’autre part.

Le 30 août 2007, comme nous l’avons vu plus haut, une alliance des Touareg du Mali et du Niger fut scellée par la création de l’Alliance Touareg Niger-Mali (ATNM) et par la fondation de la « République du Tumoujgha » fut annoncée. Sans suite cependant en raison des différences historiques et politiques entre les confédérations touareg des deux pays.

Des négociations de paix s’ouvrirent en 2009 en Libye sous le patronage du colonel Kadhafi et le 6 octobre 2009, le MNJ et les divers groupes scissionnistes déposèrent les armes. Puis, afin d’être en position de force dans la négociation qui s’ouvrit en 2009 en Libye, tous se regroupèrent dans l’Alliance de coopération pour la paix (ACP).

III. 2012-2013 : de la guerre touareg à la guerre islamiste

Après la fin de la quatrième guerre touareg, l’État malien abandonna l’Azawad, sous-traitant la sécurité de la région à des milices touareg et arabes qui sombrèrent dans le trafic. Ainsi :

> « À Kidal, les groupes maîtrisant les transports de cocaïne sont des Touaregs Imghad d’origine esclaves qui s’opposent aux Touaregs Iforas et à leurs alliés arabes Kunta » (Raffray, 2013 : 71).

a) Les Touareg déclenchent une cinquième guerre et se font doubler par les islamistes

Au mois d'octobre 2011 fut fondé le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) qui engerbait plusieurs mouvements touareg dont le MNA et le MTNM et dont Mohamed Ag Nagim était le chef militaire. Son ossature était composée de Touareg Ifora qui avaient servi dans l'armée du colonel Kadhafi. Le renversement de ce dernier avait en effet rendu leur liberté à ceux des Touareg qui s'étaient réfugiés en Libye après l'échec de leurs derniers soulèvements et qui y avaient été intégrés à l'armée libyenne.

Iyad Ag Ghali qui avait été tenu à l'écart de cette fondation créa pour sa part *Ansar Dine,* mouvement islamiste à double composante, arabe et touareg. Puis un troisième mouvement fit son apparition, le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) qui était clairement aligné sur les positions d'Aqmi.

Le 17 janvier 2012, le MNLA lança une offensive à Menaka et dans la région de Kidal. Avec ce nouveau mouvement, en plus de la résurgence d'un conflit latent, c'était une nouvelle forme de revendication qui était formulée. Lors des précédentes insurrections les Touareg s'étaient en effet battus pour obtenir plus de justice alors qu'au mois de janvier 2012, ils exigeaient la partition du Mali et la création d'un « État de l'Azawad ».

Le premier problème qui se posa au MNLA était de taille dans la mesure où les Touaregs ne constituent pas les seules populations de l'Azawad. Il existe en réalité trois Azawad : celui des Touaregs, à l'est, celui des Maures ou Kounta à l'ouest et celui du fleuve à la population composite – Songhay, Peul, Maures et Touareg (carte n° 45).

Le second fut qu'à un mouvement initialement uniquement touareg, se joignirent par opportunisme les combattants islamistes et islamo-mafieux du Mujao et d'Ansar Dine qui supplantèrent le MNLA et le chassèrent de Gao, Tombouctou et Kidal.

Face à cette situation, la France tergiversa. Paralysé par la campagne électorale présidentielle, le président Sarkozy demeura attentiste, ce qui eut pour résultat la quasi-élimination du MNLA par le MUJAO et Ansar Dine. Le président François Hollande qui lui succéda eut ensuite une position intenable : pas d'intervention militaire, mais une aide à la formation des contingents africains qui interviendraient ultérieurement… Quant à l'Algérie, sa crainte était que le problème soit déplacé vers le nord, les principaux groupes salafistes opérant au Sahel et au Sahara étant en effet dirigés par des Algériens et

majoritairement composés d'Algériens. C'est pourquoi Alger privilégia le règlement politique, cherchant à isoler les islamistes tout en jouant sur les clivages ethniques.

Ces atermoiements firent que les islamistes se renforcèrent :

> « Jouant des antagonismes locaux, AQMI consolide ses positions. Elle profite des combats pour se réarmer et recruter. Entre 500 et 800 non Maliens se battent sous son étendard. La franchise d'Al Qaïda au Sahel avance masquée derrière les hommes d'Iyad Agh Ghali, qui constituent la façade présentable du jihadisme radical. Ainsi, ses stratèges se rapprochent de leurs quatre objectifs majeurs : sanctuariser l'Adrar des Iforas, où sont cachés nos otages ; se rapprocher de la Libye ; ouvrir un axe de transfert vers la Somalie ; établir un pont vers le Boko Haram nigérian » (Raffray, 2013 : 82).

Alors que les islamistes étaient moins de 300 au mois de juin 2012 et qu'ils avaient commis l'erreur de sortir de la clandestinité désertique dans laquelle ils étaient dilués, pour se rassembler à Gao et à Tombouctou, là où les forces spéciales françaises auraient pu les « traiter », la non-décision de Paris leur laissa le temps de monter en puissance. D'autant plus que le président François Hollande affirmait haut et fort que quoi qu'il advienne, l'armée française n'interviendrait pas au Mali.

Il fallut donc la tentative islamiste de progression vers le sud (Mopti puis Bamako) le 8 janvier 2013 et la prise de Konna, pour que, dans l'urgence, le président de la République française donne l'ordre d'intervention.

Quel était le but des islamistes quand ils lancèrent cette attaque qui déclencha l'*opération Serval* et leur éviction de la zone dont ils avaient patiemment pris le contrôle ? Les raisons de ce qui apparaît aujourd'hui comme une grave erreur militaire et politique sont multiples. Sans leur donner un classement hiérarchique, il est possible d'en distinguer au moins quatre :

– certains parmi les chefs islamistes pensaient qu'une avance foudroyante suivie d'une ouverture politique mettrait la France devant le fait accompli ; d'autant plus que François Hollande avait bien affirmé qu'il n'était pas question d'intervenir militairement ;

– d'autres considéraient qu'il fallait lancer une offensive avant la montée en puissance de l'opération de reformation de l'armée malienne par les conseillers européens ;

– au sein de la nébuleuse islamiste, les rivalités politiques et ethniques étant très importantes certains voulurent, par un coup d'éclat, s'assurer le leadership ;

– à Bamako où la situation politique était illisible en raison des coups d'État

successifs, les islamistes avaient des partisans religieux ainsi que des alliés de circonstance qui comptaient sur eux pour prendre le pouvoir.

b) Les quatre phases de l'opération Serval (carte n° 46)

Cette opération militaire (Flichy, 2013) qui débuta le 11 janvier 2013 eut pour finalité la mise en pratique de la *résolution 2085* du Conseil de sécurité des Nations unies du 20 décembre 2012 qui prévoyait une aide destinée à reconstituer une armée malienne apte à reprendre le contrôle de la partie nord du Mali.

Cette opération s'est déroulée en quatre temps :

1. Les 11-15 janvier, des frappes aériennes eurent pour but d'empêcher une « descente » des islamistes vers Bamako tout en désorganisant leurs arrières.

Le 11 janvier, plusieurs colonnes jihadistes fortes de plusieurs centaines de véhicules se dirigeant vers le sud, furent traitées par des hélicoptères Gazelle équipés de canons de 20 mm et de missiles Hot qui les forcèrent à faire demi-tour. Plusieurs véhicules furent détruits et un lieutenant français tué aux commandes de son hélicoptère. Les 12 et 13 janvier des raids aériens détruisirent plusieurs implantations jihadistes tout en interdisant aux colonnes de se reformer.

2. Du 14 au 21 janvier, les moyens arrivant sur zone, les forces françaises purent se porter sur la ligne de front en direction de Diabaly. Après avoir sécurisé le pont-barrage de Markala, elles se dirigèrent vers les villes de Niono et de Sevare qui furent prises le 19 janvier.
3. Du 22 au 28 janvier, la boucle du Niger fut conquise avec la prise de Gao le 25 janvier à la suite d'une opération combinée aéroportée et terrestre. Le 27 janvier, ce fut le tour de Tombouctou là encore à la suite d'une opération combinée associant le parachutage d'une compagnie du 2e REP (régiment étranger de parachutistes) et une colonne mobile partie de Niono dix jours auparavant.
4. À partir du 29 janvier les islamistes furent repoussés vers le massif des Ifora où ils furent cernés puis peu à peu réduits avec l'aide d'un puissant contingent tchadien fort de 1 800 hommes. Kidal fut prise le 30 janvier. À cette date, les forces de Serval totalisaient 4 600 hommes dont 3 500 sur zone.

De difficiles combats se déroulèrent dans les Ifora où les forces tchadiennes perdirent plusieurs dizaines d'hommes et les Français deux.

Le 8 février, la ville de Tessalit fut prise après un parachutage sur l'aéroport suivi d'un poser d'assaut et accompagné d'un raid lancé par les blindés du 1er RIMa depuis Gao.

À partir du 18 février, fut déclenchée l'« opération Panthère II » qui consista dans la réduction des bandes islamistes repliées et retranchées dans le massif des Ifora.

Le 22 février l'armée tchadienne eut à déplorer 23 morts et 66 blessés. Du 22 au 28 février, les islamistes perdirent 130 morts dont Abou Zeid, l'un de leurs principaux chefs.

IV. Les guerres du Tchad5 (1965-2009)(carte n° 47)

La grille de lecture de la situation tchadienne fut longtemps résumée par l'opposition entre un Nord désertique et islamisé d'une part, et un Sud agricole chrétien ou animiste d'autre part. Selon cette approche, la question tchadienne serait donc du même genre que celle du Soudan avec son Nord et son Sud. Cette explication n'ouvre que sur un seul niveau de lecture car, depuis les années 1965, l'imbroglio tchadien découle en réalité de deux régionalismes :

– d'abord des luttes d'influence entre les factions du Frolinat (Front de Libération nationale du Tchad), mouvement né, non au Nord, mais dans le centre du pays, chez les paysans sédentaires Teda ;

– ensuite, des luttes internes aux populations nordistes. Les rivalités opposant les Toubou-Goranes du Tibesti-Borkou aux Zaghawa (Beri) et apparentés, originaires de l'Ennedi, ainsi que les oppositions à l'intérieur de ces deux grands groupes expliquent en effet la vie politique agitée du Tchad et les guerres qui ont ravagé ce pays. Depuis près d'un demi-siècle, tout s'est joué en effet entre moins du quart de la population du pays qui a pris le reste des Tchadiens en otage au gré de ses déchirements claniques et familiaux.

LES ETHNIES DU TCHAD

Sara 28% de la population totale ; Arabes : 12% ; Mayo-Kebbi : 12% ; Kanem-Bornou (Kanembu) : 9% ; Ouadai : 9% ; Hadjerai : 7% ; Tandjilé :

6,5% ; Toubou-Goranes : 6,5% ; Zaghawa-Beri : 4,5%.

Le Tchad fut à l'origine une facilité administrative destinée à assurer un *continuum* territorial entre l'Algérie, l'AOF et l'AEF. Coupé en deux zones géoclimatiques très individualisées, le pays fait artificiellement cohabiter des nomades sahélo-sahariens profondément islamisés vivant au nord et des agriculteurs sédentaires animistes ou chrétiens au sud[6]. À l'intérieur de ces deux ensembles, les différences sont profondes.

Avant la colonisation française, les nordistes razziaient régulièrement les sédentaires sudistes parmi lesquels ils enlevaient des esclaves qu'ils revendaient plus au nord. Privés de ces ressources par la colonisation, ils ont connu un lent endormissement accentué par le fait que la France privilégia le Tchad agricole du Sud, le « Tchad utile », où la culture du coton fut développée. Les ethnies sudistes, dont les Sara, accueillirent favorablement la colonisation qui les protégeait des rezzous nordistes et ils acceptèrent l'école et le recrutement militaire. Ils en retirèrent un avantage considérable au moment de l'indépendance car, à la différence des nordistes demeurés murés dans leurs traditions, ils disposaient alors de cadres. Une fois la France partie, ils voulurent prendre leur revanche sur les nordistes, ce qui finit par provoquer la réaction de ces derniers.

a) La première guerre : Centre et Nord contre Sud (1965-1979)

Le 11 août 1960, le Tchad accéda à l'indépendance sous la direction de François Tombalbaye, un Sara originaire de la région du Moyen-Chari dans le Sud du pays. Il ancra son régime sur les CTS (Compagnies tchadiennes de sécurité), police politique et ethnique dévouée à sa personne, et imposa le pouvoir sudiste, réalisant ainsi la revanche des Noirs sédentaires[7] sur les nomades du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti). Ces derniers, pourtant fortement divisés, s'unirent alors. Cependant, ce fut dans le centre qu'éclatèrent les premières révoltes.

Dans les années 1965-1968, des soulèvements se produisirent et l'opposition au régime se transforma peu à peu en lutte armée dont le noyau d'origine se rassembla dans l'UNT (Union nationale du Tchad) dirigée par Ibrahim Abatcha, un Ouadaïen (région d'Abéché), qui fonda le Front de libération du Tchad (FLT) transformé en Frolinat (Front de libération national du Tchad) en 1966. Ibrahim Abatcha trouva la mort au combat le 11 février 1968.

Tant qu'Ibrahim Abatcha fut en vie, le Frolinat regarda vers le Soudan, ce qui était normal en raison des origines géographiques de son fondateur ; puis, dans un second temps, avec la montée en puissance des Toubou, peuple réparti entre Tchad et Libye, le Frolinat se tourna vers Tripoli. Cette évolution connut une forte accélération après l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi en 1969, ce qui provoqua l'hostilité constante du Soudan.

Après la mort d'Ibrahim Abatcha, Abba Siddick, un Maba, donc lui aussi originaire du Ouadaï, ne parvint pas à s'imposer aux groupes de combattants qui prenaient de plus en plus d'autonomie. Comme les plus pugnaces étaient alors les Toubou, le cœur du Frolinat glissa donc vers le Tibesti, région adossée à la Libye.

Dès lors, le Frolinat fut déchiré par des clivages ethniques, idéologiques et personnels car il était la réunion de plusieurs courants (Buijtenhuijs, 1977 ; 1978 et 1984). Comme nous venons de le voir, à l'origine, il n'était pas l'émanation des nordistes, mais des Arabes et des sédentaires de la région du Centre-Est, Ouadaïens et Arabes, groupés dans la 1re armée. Or, les Arabes se brouillèrent avec les Ouadaïens et Mohamed el-Baghalani (mort en 1977) fut même expulsé du Frolinat au mois de juin 1970. Il créa alors l'Armée Volcan, puis Ahmat Acyl fonda le CDR (Conseil démocratique révolutionnaire), émanation des Arabes nomades du Centre-Tchad.

De son côté, la 2e armée du Frolinat, de son véritable nom « 2e armée du BET » était l'émanation des nomades du Nord, dont les Toubou, qui se tinrent à l'écart des premiers combats ou bien qui y participèrent ponctuellement au gré de leurs propres intérêts. Les Toubou prirent ensuite le leadership militaire du mouvement quand l'enlèvement de l'archéologue Françoise Claustre en 1974 les propulsa sur le devant de la scène. L'auteur de ce rapt était Hissène Habré qui, le 4 avril 1975, fit également assassiner après l'avoir torturé, le commandant Pierre Galopin venu négocier sa libération.

Les nordistes étaient eux-mêmes divisés en trois courants qui n'allaient plus cesser de s'affronter durant trois décennies. Les deux premiers étaient Toubou et le troisième regroupait de nombreuses ethnies du Nord-Est, dont celle des Zaghawa[8]. Le homeland d'origine des Toubou-Goranes[9] est le Tibesti, mais une partie d'entre eux a jadis émigré vers le sud, au Kanem et à l'est, au Borkou, ce sont les Téda du Kanem et les Daza (Goranes) du Borkou. Ceux qui restèrent au Tibesti sont divisés en deux clans, les Tomagra d'Aouzou et de Bardaï et les Arna de Yébi-Bou et de Gouro (Chapelle, 1982). Ces principaux clans connaissent de nombreuses subdivisions. Deux d'entre eux marquèrent étroitement l'histoire récente du Tchad :

– celui de Goukouni Weddeye, fils du Derdéi, le chef spirituel des Tomagra ou Toubou du Tibesti et d'une partie de l'Ennedi disposait d'un groupe combattant, les FAP (Forces armées populaires) ;

– celui d'Hissène Habré, membre du clan Anakaza d'Oum Chalouba au Borkou disposait pour sa part des FAN (Forces armées du Nord).

En 1968 et en 1969, les deux composantes du Frolinat, à savoir la 1re et la 2e armée, menèrent la vie dure à l'ANT (Armée nationale tchadienne). En avril 1969, la situation militaire étant quasi désespérée, le président Tombalbaye fit appel à la France dont l'intervention militaire qui débuta le 25 août pour s'achever trois mois plus tard le 25 novembre, permit de repousser les forces du Frolinat. Cependant, en 1970, la situation de l'armée gouvernementale redevenant fragile, la France intervint à nouveau. Un gros engagement se produisit le 11 octobre 1970 qui fit une centaine de morts dans le camp du Frolinat et 12 chez les soldats français.

Le président Tombalbaye fut assassiné par les siens dans la nuit du 13 au 14 avril 1975. Un Conseil supérieur militaire (CSM) issu de l'armée sudiste désigna le général Félix Malloum pour lui succéder. Les sudistes conservaient certes le pouvoir, mais ils étaient divisés, cependant que les nordistes montaient en puissance.

Au mois d'octobre 1975, le général Malloum chercha à négocier avec le Frolinat, et, en gage de bonne volonté, il demanda le retrait total des troupes françaises.

Au mois d'octobre 1976, Hissène Habré et Goukouni Weddeye s'affrontèrent au sujet de la répartition de l'aide libyenne, ce qui conduisit à l'éclatement de la 2e armée du BET, les FAN et les FAP prenant alors leur autonomie. Le fond du problème était que Goukouni Weddeye, poulain des Libyens, avait remplacé Hissène Habré à la tête du Frolinat à la suite d'intenses pressions du colonel Kadhafi. Hissène Habré se replia alors du Tibesti vers le Soudan, pays qui n'acceptait pas de voir le Frolinat passer sous influence libyenne et qui l'accueillit donc favorablement.

En 1977, la guerre civile tchadienne s'internationalisa, les différentes factions cherchant à obtenir l'appui de la Libye, du Soudan et du Nigeria. En février, après la libération des époux Claustre, la Libye livra à Goukouni Weddeye d'importantes quantités d'armes dont des missiles SAM 7 qui annulèrent la supériorité aérienne gouvernementale et qui lui permit de prendre Zouar et Bardaï.

Au début de l'année 1978, Goukouni Weddeye réussit à rassembler les FAP,

la 1re armée et l'Armée Volcan au sein d'un Frolinat réunifié avec lequel il prit la ville de Faya. L'armée nationale tchadienne défaite, les rebelles nordistes étaient donc maîtres du BET (BorkouEnnedi-Tibesti).

L'union constituée autour de Goukouni Weddeye était cependant artificielle en raison des tensions existant entre les Goranes et les Arabes. Or, comme elle avait davantage confiance dans ces derniers que dans les Toubou, la Libye les arma, ce qui exacerba les tensions entre les deux ethnies. Durant l'été 1978, Faya fut ainsi le théâtre de graves affrontements dont les FAP de Goukouni Weddeye sortirent à leur avantage. Politiquement, il s'en suivit une rupture de ce dernier avec Tripoli, l'expulsion des conseillers libyens qui encadraient les FAP et une totale redistribution des cartes car au mois de janvier 1978, le général Malloum avait constitué un Gouvernement d'union nationale. Le 29 août 1978, sous la pression du Soudan, Hissène Habré accepta la main tendue du général Malloum et il fut nommé Premier ministre.

Cette alliance contre nature ne dura pas car dès le mois de février 1979, les FAN du Premier ministre entrèrent en guerre contre les FAT (Forces armées tchadiennes) commandées par un sudiste sara, le général Kamougué[10]. Contre ce dernier, l'union ethnique des Toubou-Goranes se reconstitua, les divers clans faisant provisoirement taire leurs querelles pour se joindre aux forces d'Hissène Habré. Les FAP (Forces armées populaires) de Goukouni Weddeye qui, comme nous l'avons vu, venaient de se brouiller avec leur protecteur libyen, volèrent en effet au secours des FAN (Forces armées du Nord) d'Hissène Habré. Au mois de mars 1979, défaites, les FAT se replièrent au sud du Chari où le général Kamougué constitua un « Gouvernement du Sud ».

La partition du pays sembla consommée et les milices nordistes furent alors maîtresses de N'Djamena. La politique franco-soudanaise visant à détacher la rébellion tchadienne de la Libye fut alors une réussite.

b) La seconde guerre : Hissène Habré contre Goukouni Weddeye et la Libye (1980-1987)

Sous la pression de la France et des pays voisins du Tchad, un processus politique fut ensuite initié avec un dialogue entre toutes les composantes politiques tchadiennes, ce qui aboutit à la création d'un Gouvernement d'union nationale et de transition (GUNT) présidé par Goukouni Weddeye, avec pour vice-président le général Kamougué et Hissène Habré comme ministre de la Défense.

Un an plus tard, au mois de mars 1980, les Toubou-Goranes s'entre-déchirèrent à nouveau et Hissène Habré qui contestait l'autorité de Goukouni Weddeye rompit avec le Gunt. Afin de pouvoir l'emporter sur Hissène Habré, Goukouni Weddeye fit alors appel au colonel Kadhafi qui lui envoya plusieurs milliers d'hommes. Hissène Habré, qui fut chassé de N'Djamena au mois de décembre 1980, se retira alors dans l'Est du Tchad, à proximité du Soudan, chez les Zaghawa, ethnie vivant à cheval sur la frontière Tchad-Soudan.

Le 6 janvier 1981, N'Djamena et Tripoli signèrent un accord secret de fusion mais l'OUA et la France exigèrent et obtinrent le retrait des troupes libyennes qui fut effectif au mois de novembre 1981.

En 1982, profitant de leur départ, Hissène Habré qui avait réussi à constituer autour de lui une alliance composée des Goranes du Borkou, des Bideyat de l'Ennedi, des Hadjerai du Guera (région de Mongo) et des Zaghawa, reprit alors l'offensive. Cette nouvelle guerre contre Goukouni Weddeye et les Goranes du Tibesti fut remportée par Hissène Habré qui prit N'Djamena le 17 juin 1982[11].

Replié dans le Tibesti, Goukouni Weddeye refit ses forces grâce à l'aide libyenne et le 21 juin 1983, il lança une offensive vers le sud, s'emparant d'un certain nombre de localités dont Faya-Largeau et Abéché. Une puissante réaction d'Hissène Habré ayant entraîné sa déroute, le colonel Kadhafi intervint directement. En réaction, le 10 août 1983, la France déclencha l'opération Manta (1983-1984) et afin d'interdire à l'armée libyenne toute progression vers le sud, elle positionna ses forces à la hauteur du 16^{e} parallèle, ce qui aboutit à la coupure du pays en deux. Face aux renforts envoyés par la Libye, Paris grossit ensuite son dispositif qui finit par s'élever à 3 000 hommes soutenus par une puissante force aérienne[12].

LA QUESTION DE LA « BANDE D'AOUZOU »[13]

Durant le premier conflit mondial, l'Italie avait négocié son entrée en guerre aux côtés des Alliés et demandé, entre autres, pour prix de sa participation, que sa colonie de Libye soit agrandie. Au lendemain de la guerre, les Alliés oublièrent leur promesse.
Mussolini revendiqua ensuite l'hinterland libyen en direction du lac Tchad. Le 7 jan-vier 1935, fut signé à Rome un traité franco-italien prévoyant la remise à la Libye italienne d'une partie du territoire français, dont le poste d'Aouzou dans le Nord du Tibesti. Les tensions internationales résultant de l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie firent que le traité ne fut pas appliqué.

En 1955, un traité d'amitié franco-libyen fut signé. Tripoli reconnaissait la frontière de 1899 établie alors par un traité franco-britannique.

En 1968, au Tibesti, l'armée tchadienne mise en échec par les maquisards du Frolinat fut contrainte d'évacuer Aouzou.

En 1969, le colonel Kadhafi renversa le roi Idriss et prit le pouvoir à Tripoli. À partir de ce moment, la Libye tenta de faire passer le Tchad sous son autorité. Aidant tous ceux qui pouvaient affaiblir le pouvoir central de Fort-Lamy (N'Djamena), elle revendiqua la bande d'Aouzou. En 1973, la Libye l'annexa et la considéra désormais comme partie intégrante de son territoire. Au mois d'août 1987 les forces tchadiennes reconquirent la bande d'Aouzou.

Au début du mois de février 1986, l'armée libyenne franchit le 16e parallèle pour soutenir Goukouni Weddeye. Aussi, le 14 février, la France déclencha-t-elle l'*opération Épervier* qui succédait à l'*opération Manta*. Le 16 février, l'aviation française bombarda l'aéroport libyen d'Ouadi-Doum, au nord du 16e parallèle.

Le 8 août 1987, les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) prirent Aouzou, repris le 28 par les Libyens. Au mois de septembre 1987, à l'issue d'un raid audacieux, les FANT réussirent à détruire la base de Maaten es-Sara en Libye. En représailles, deux avions libyens bombardèrent N'Djamena et Abéché, mais un des deux appareils fut abattu par les forces françaises.

À partir de ce moment, le colonel Kadhafi comprit que la France ne le laisserait pas s'emparer du Tchad et il cessa d'aider Goukouni Weddeye qui s'exila en Algérie. La paix revint pour un temps.

c) La troisième guerre : Zaghawa contre Goranes-Anakaza (1989-1990)

Hissène Habré était donc vainqueur de l'interminable conflit tchadien. En dépit de ses violations régulières des droits de l'homme et de ses responsabilités dans l'assassinat du commandant Galopin, il fut considéré par Paris comme un pis-aller car étant seul capable de maintenir l'unité du Tchad. Quant aux États-Unis, ils l'avaient toujours soutenu car ils le considéraient comme le leader tchadien le plus hostile à la Libye.

Une fois au pouvoir, Hissène Habré, dont l'assise ethnique était faible, s'appuya naturellement sur les siens, à savoir les Toubou-Goranes, mais également sur les Hadjerai et les Zaghawa. Or, les Hadjerai l'abandonnèrent

bientôt ; puis, à la suite d'une purge, ce fut le tour des Zaghawa menés par Idriss Déby Itno[14], un Zaghawa Bideyat, ancien commandant en chef des FANT. Or, qu'il s'agisse d'Idriss Déby Itno lui-même, de Yakoub Sinine, d'Hamid Abderamane Haggar, d'Oumar Kengui ou encore d'Adam Kessou, quasiment tous les chefs de guerre des FANT étaient Zaghawa ainsi que la plupart des responsables des régions militaires.

Appuyé par la Libye, par le Soudan et assuré de la neutralité de la France qui avait décidé de « lâcher » Hissène Habré, Idriss Déby Itno tenta un coup d'État le 1er avril 1989. Ayant échoué, il se réfugia dans la province soudanaise du Darfour où, au mois de mars 1990, il fonda le MPS (Mouvement Patriotique du Salut), rassemblant autour de lui divers groupes opposés aux Goranes d'Hissène Habré.

Au mois de novembre 1990, après une seconde tentative malheu-reuse, la troisième offensive d'Idriss Déby réussit. Le 10 novembre, le MPS prit le plateau rocailleux de Biltine, et le 25 eut lieu la bataille décisive dont Idriss Déby sortit vainqueur[15] ; le 1er décembre il prit N'Djamena.

À N'Djamena, le nouveau président promit de démocratiser le pays. De fait, le multipartisme fut instauré au mois d'octobre 1991, mais l'émiettement en plus de trente partis ne permit guère l'expression démocratique. Durant les mois de janvier à avril 1993, se tint une Conférence nationale souveraine (CNS) dont les travaux permirent l'adoption d'institutions démocratiques et d'un parlement de transition, le Conseil supérieur de la transition (CST). Des élections se déroulèrent en 1996 et une nouvelle constitution instaurant un régime semi présidentiel fut adoptée par référendum. Dans la réalité, l'État était contrôlé par les Zaghawa.

Des élections présidentielles eurent lieu en juin et juillet 1996 dans un climat de grande confusion et Idriss Déby Itno l'emporta face au général Kamougué. Au mois de janvier 1997, le parti présidentiel, le MPS, remporta la majorité des sièges lors des élections législatives.

Le président Déby était donc légitimement le maître, mais les actions armées ne cessèrent pas pour autant. Ainsi, en 1998, dans le Tibesti où une nouvelle rébellion toubou-gorane éclata avec le MDJT (Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad) dirigé par Youssouf Togoïmi, un Gorane Bideyat, ancien ministre de la Défense d'Idriss Déby.

En 2002, après un premier mandat de cinq ans durant lequel la manne pétrolière commença à irriguer le Tchad, le président Déby fut réélu et lors des élections législatives suivantes, le MPS obtint une nouvelle fois la majorité des sièges.

LES TAMA

Le homeland des Tama est le département de Dar Tama dans la région de Wadi Fira, et sa capitale est Guéréda, bourgade située à moins de 200 kilomètres au nord-est d'Abéché. Les Tama sont des agro-pasteurs sédentaires dont la rivalité avec les Zaghawa s'est exacerbée depuis les années 1980 quand, à la suite de la sécheresse, plusieurs milliers de Zaghawa sont venus s'installer dans la région. Les Tama entreprirent ensuite de chasser les Zaghawa soudanais réfugiés ainsi que les Zaghawa tchadiens. En représailles, les Zaghawa attaquèrent les villages tama.

Après son arrivée au pouvoir, Idriss Déby nomma des Zaghawa à la tête de l'administration provinciale et de la police. Les Tama qui s'estimèrent « colonisés » par les Zaghawa entrèrent en rébellion et en 1994 l'un d'entre eux, Mahamat Garfa, créa l'ANR (Alliance nationale de la Résistance). Ayant signé un cessez-le-feu avec Idriss Déby, Mahamat Garfa fut nommé ministre des Mines. En 2005, à la suite des attaques lancées par les Zaghawa contre les Tama, Mahamat Nour Abdelkarim se sépara de l'ANR et créa le FUC (Front Uni pour le changement).

d) La quatrième guerre : tous contre Idriss Déby (2004-2009)

À partir de 2003, le président Idriss Déby se trouva pris dans l'engrenage du conflit du Darfour. Une partie du premier cercle présidentiel se révolta car le chef de l'État tchadien refusait de soutenir militairement la rébellion du Darfour, malgré les liens ethniques unissant le monde zaghawa de part et d'autre de la frontière soudanotchadienne.

Comme les rebelles soudanais à dominante zaghawa du MJE (Mouvement pour la justice et l'égalité), grâce à des complicités locales – notamment du demi-frère du président tchadien, Daoussa Déby – avaient fait de l'Est du Tchad et notamment du homeland des Zaghawa tchadiens leur base arrière, le Soudan, comme mesure de représailles, décida d'intégrer :

> « (…) des éléments de l'opposition tchadienne au sein des *Janjawids*. Parmi eux se trouvaient des Arabes (…) ainsi que des Tamas, ennemis traditionnels des Beris (ou Zaghawa). Lorsque ces groupes ne combattaient pas aux côtés de l'armée soudanaise au Darfour, ils lançaient des attaques périodiques sur le territoire tchadien » (Tubiana, 2008 : 3).

L'opposition au président Déby se retrouvait alors principalement dans le

FUC (Front uni pour le changement)[16] mouvement de l'ethnie tama dirigé par Mahamat Nour Abdelkarim, chez les dissidents zaghawa du SCUD (Socle pour le changement l'unité et la démocratie) puis du RAFD[17] (Rassemblement des forces démocratiques), dont la direction était assurée par deux neveux du président Déby, les jumeaux Tom et Timan Erdimi.

Ces défections encouragèrent alors Khartoum à armer encore davantage les opposants tchadiens et le 18 décembre 2005, le FUC de Mahamat Nour Abdelkarim investit la ville d'Adré dans l'Est du Tchad. Ce fut la première bataille et la première victoire du président tchadien, marquée par la mort de plus de 110 rebelles. Cette première campagne rebelle menée depuis le Soudan fut suivie de neuf autres, jusqu'à la bataille décisive d'Am Dam, en mai 2009, où la rébellion fut écrasée, perdant en une seule journée près de 300 véhicules.

La situation menaçant de dégénérer et de conduire à une guerre ouverte entre les deux pays, des tentatives de médiation furent engagées. Celle qui fut entreprise par le colonel Kadhafi aboutit le 8 février 2006 quand les présidents Idriss Déby et Omar el-Béchir signèrent les accords de Tripoli qui mettaient théoriquement fin au conflit, mais le 6 mars 2006, les *janjawids* soudanais et les Tama du FUC franchirent une nouvelle fois la frontière tchadienne.

En avril 2006, les rebelles du FUC réussirent un coup audacieux qui aboutit, le 13, à la première bataille de N'Djamena où les forces loyalistes repoussèrent les troupes de Mahamat Nour Abdelkarim. Ces combats firent plus de 800 morts dans la capitale. Cette offensive conduisit N'Djamena à rompre ses relations diplomatiques avec Khartoum.

Au mois de mai 2006, Mahamat Nour rejoignit la rébellion, ce qui signifiait que les Toubou-Goranes entraient à leur tour en guerre contre Idriss Déby. Né à Faya-Largeau, ce Gorane du clan Anakaza avait été un des co-fondateurs des FAN (Forces armées du Nord) avec son parent Hissène Habré. Après qu'il eut rallié Idriss Déby au mois de décembre 1990, il entra donc en rébellion contre lui et il s'associa au CDR et au FUC pour fonder l'UFDD (Union des forces pour la démocratie et le progrès). L'UFDD connut dès sa naissance une scission ethnique avec la création de l'UFDD-F (Union des forces pour la démocratie et le développement-Fondamentale), mouvement composé notamment d'Arabes et de Ouadaiens, dirigé par Abdelwahid Aboud Mackaye.

Alliés au RAFD de Timan Erdimi et à l'UFDD-F, ils réussirent, en novembre 2006, à s'emparer d'Abéché, la capitale régionale de l'Est tchadien. La ville fut rapidement reprise par les forces loyalistes. Le 1er février 2007, cette coalition prit quelques localités dans l'Est sans pouvoir s'emparer d'Adré qui résista à sa

troisième attaque, avant d'être refoulée au Soudan. Puis, un nouveau retournement de situation se produisit quand le Tama Mahamat Nour Abdelkarim, chef du FUC, se rallia au président Déby qui le remercia en le nommant ministre de la Défense avec pour mission de réussir l'intégration au sein des forces de défense et de sécurité tchadiennes de la composante Tama qui se ralliait. Mahamat Nour Abdelkarim fut cependant limogé en décembre 2007 et les Tama ralliés furent alors victimes de représailles.

Dans ces combats à fronts renversés, les Soudanais réarmèrent les rebelles tchadiens qui lancèrent de nouvelles offensives fin 2007. Les mouvements rebelles qui ne cessaient de changer d'appellation et de coalition se regroupèrent pour l'essentiel dans l'Union des forces de résistance (UFR) dont le président était Timan Erdimi. L'UFDD-F, le RFC (Rassemblement des forces pour le changement) et l'UFDD de Mahamat Nouri constituaient l'essentiel des troupes.

Le déploiement de l'EUFOR destinée à protéger les camps de réfugiés des populations du Darfour débuta au mois de janvier 2008. Toutefois, sa montée en puissance au cours des mois suivants n'eut aucune incidence sur les actions des rebelles.

De très dures batailles se déroulèrent pendant le derniers mois de l'année 2007, notamment celle d'Abou Goulem, où le président Déby combattant en première ligne vit de nombreux gardes du corps blessés ou tués autour de lui.

Malgré cette nouvelle défaite, équipée et armée à neuf par le Soudan, la coalition rebelle lança une nouvelle offensive, la huitième depuis 2005, les 30 et 31 janvier 2008. Les coalisés contournèrent la garnison d'Abéché et le point d'appui défensif de Ngoura avant de lancer un raid sur N'Djamena. Ils se heurtèrent, à Massaguet, aux forces gouvernementales qui perdirent cette bataille.

Les forces loyalistes purent cependant vaincre les rebelles après de durs combats dans N'Djamena, notamment les 1er et 2 février, la colonne venue du Soudan n'étant pas en mesure d'y soutenir le combat de haute intensité, consommateur de munitions et de carbu-rant, que leur livrèrent les forces du président Déby qui disposaient de blindés et d'hélicoptères. Le 3 février, l'échec de l'offensive était consommé. Les rebelles ayant laissé plus de 1 000 tués sur le terrain, ils durent retraverser tout le Tchad pour se réfugier au Soudan.

Durant les mois de mars et d'avril 2008, le président Idriss Déby Itno réorganisa ses partisans et une nouvelle doctrine d'emploi des forces fut en vigueur dans les colonnes de combat. À Adé en mai 2008 et Am Zoer en juin, les forces armées de défense et de sécurité (FADS) remportèrent deux succès

importants sur la rébellion.

Au printemps 2009, la dernière campagne de l'UFR se termina par un désastre à Am Dam, près de Mongo, où par une manœuvre décisive en position centrale, de facture purement napoléonienne, les FADS anéantirent la principale colonne rebelle qui perdit 300 véhicules. Sur la centaine de véhicules qui tentaient de s'échapper au Soudan, 75 furent ensuite détruits dans une embuscade qui leur fut tendue à une centaine de kilomètres d'Am Dam.

Après quatre ans de guerre menée par le Soudan par rébellion interposée, après l'échec des dix campagnes, après 43 batailles livrées au Tchad, le 15 janvier 2010, avec les accords de paix et le rapprochement Tchad-Soudan, la quatrième guerre du Tchad s'achevait.

---

1. Pour une vision « sudiste » de la question touareg, voir Mamoudou Djibo (2002).

2. Seules les quatre premières sont étudiées ici, la cinquième le sera plus loin.

3. Pour l'historique des rébellions touareg, voir Raffray (2013).

4. Le recensement de 1977 donnait 5 020 811 habitants dont 2 688 465 Haoussa (53,5%), 1 062 359, Zarma-Songhay (21,2%), 521 707 Peul (10,4%) et 465 772 Touareg (9,3%).

5. Bangoura (2005) ; Laurentin (2007). Sur les débuts des révoltes tchadiennes, voir Buijtenhuijs (1978).

6. Les Tchadiens qui sont désignés sous le nom de sudistes sont les originaires des cinq préfectures du Logone Occidental, du Logone Oriental, du Moyen-Chari, de la Tandjilé et du Mayo-Kebbi.

7. Les 10 millions de Tchadiens dont plus de 60% vivent dans le Sud du pays appartiennent à plus de cent ethnies.

8. *Zaghawa* et *Bideyat* sont des termes arabes. Les membres de ce groupe se désignent sous le nom de *Beri*.

9. *Gorane* est un nom arabe pour désigner les Toubou.

10. Le général Félix Malloum se retira alors de la vie politique et il s'exila au Nigeria.

11. Dans un second temps, il s'attaqua au colonel Kamougué, qui fut battu.

12. Colonel Spartacus, *Opération Manta. Tchad (1983-1984)*, Paris, (1985).

13. Pour tout ce qui concerne la question frontalière entre le Tchad et la Libye, voir Bernard Lanne (1982).

14. Idriss Déby Itno, né en 1952 à Berdoba, dans l'Est de l'Ennedi.

15. Hissène Habré faillit être capturé lors de cette bataille. Le 22 décembre, un avion l'avait déposé à Oum Chalouba d'où il comptait en finir avec Idriss Déby Itno. Poursuivi après la bataille du 25 décembre, il réussit à atteindre Oum Chalouba et son avion décolla au moment où les véhicules de ses poursuivants arrivaient sur la piste.

16. Le FUC se transforma en FUCD (Front uni pour le changement démocratique)

17. Le RAFD se transforme ensuite en RFC (Rassemblement des Forces pour le changement)

CHAPITRE III

LES GUERRES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

(Cartes n^{os} 50, 51, 52)

Monde d'échanges mais aussi de confrontation, la Corne de l'Afrique, en plus d'être bordière d'un axe maritime majeur est la zone de contact entre l'Afrique et le Moyen-Orient. Elle concentre nombre de problématiques conflictuelles traditionnelles réapparues dans les années 1970 avec la rupture du *statu quo* régional découlant du basculement de l'Éthiopie dans le camp soviétique et de la Somalie dans celui des États-Unis. Elles furent amplifiées durant la décennie 1990-2000 par la dislocation de l'Éthiopie.

I. Les guerres d'Éthiopie (1970-1991)

Durant plus de vingt ans, des années 1970 à 1991, l'Éthiopie fut en situation de guerre, qu'il s'agisse du conflit contre la Somalie ou de soulèvements ethno-nationalistes contre le pouvoir central amhara avant 1974 et militaro-marxiste ensuite. En 1991, la victoire de la coalition insurgée menaça l'existence même du pays.

Vieil État rassemblé autour du pays amhara et de ses hauts plateaux, I'Éthiopie est une nation mosaïque composée de plus de soixante-dix ethnies. Toute l'histoire du pays découle de cette réalité, entre cohésion de l'ensemble et désir des périphéries de conquérir leur autonomie. Historiquement, le pays a donc toujours connu un double mouvement :

– expansionniste avec conquête des régions périphériques vers la mer Rouge et l'actuelle Somalie (Ogaden) ;

– repli sur le plateau central amhara qui constitue le cœur du pays.

En 1945 les frontières de 1897 furent rétablies[1] et l'Ogaden peuplé de Somali fut définitivement rattaché à l'Éthiopie. Désireux d'obtenir un débouché maritime, l'empereur revendiqua ensuite l'Érythrée. En 1952, les Nations unies lui donnèrent satisfaction puis, en 1962, Addis-Abeba annexa purement et simplement l'ancienne colonie italienne, ce qui déclencha le début de la guerre de libération de l'Érythrée.

Durant la décennie 1990, l'Éthiopie entra dans une phase de dislocation. Depuis la fin de la « guerre froide », ce phénomène s'est notamment traduit par la reconnaissance de l'indépendance de l'Érythrée, donc par la perte de son seul accès à la mer.

Le 12 septembre 1974, l'empereur fut déposé et incarcéré par le Derg[2]. L'anarchie suivit cette prise de pouvoir et de nombreuses factions s'opposèrent d'une manière violente. Puis l'épuration physique des cadres du régime impérial débuta et le général Andom devint président du gouvernement militaire provisoire. Le 23 novembre eut lieu une purge sanglante durant laquelle 60 officiers supérieurs, dont le général Andom, et nombre de civils de haut rang furent fusillés. Le 27 novembre, le nouveau maître de l'Éthiopie fut le général Teferi Bente. Le 3 février 1977, à l'issue d'un coup d'État, ce dernier fut tué et le 11 février, le colonel Mengistu Hailé Mariam lui succéda.

a) La guerre Éthiopie-Somalie (1977-1978)

Le 27 avril 1977, devant les orientations marxisantes du nouveau pouvoir éthiopien, les États-Unis suspendirent leur aide militaire ; aussitôt, les Soviétiques prirent le relais, ce qui fut considéré comme inamical par le président somalien Siyyad Barré qui expulsa les coopérants soviétiques.

Au mois de mai 1977, soutenu militairement par Mogadiscion, le WSLF (*Western Somali Liberation Front)* lança une puissante offensive contre les troupes éthiopiennes, et le 2 juin, il coupa la voie ferrée Djibouti-Addis-Abeba. Le 7 septembre 1977, l'Éthiopie rompit ses relations diplomatiques avec la Somalie, dénonçant une agression caractérisée.

À la fin du mois de septembre, une mutinerie éclata dans l'armée éthiopienne et les unités qui faisaient face aux rebelles somali abandonnèrent leurs positions. Le WSLF en profita pour occuper tout l'Ogaden et marcher vers Harar et Dire

Daoua où les Oromo se révoltèrent à leur tour contre le pouvoir éthiopien.

Au mois de novembre 1977, un retournement de situation se produisit quand Moscou décida de sauver le régime marxiste éthiopien. Plusieurs milliers de soviéto-cubains intervinrent alors et un pont aérien fut mis en place.

En février 1978, ne prenant pas la mesure de la nouvelle situation, la Somalie déclara la guerre à l'Éthiopie. Pensant que la victoire était à sa portée, son armée s'enfonça de plusieurs centaines de kilomètres en territoire éthiopien mais au mois de mars, sous les coups de boutoir éthiopiens, les Somaliens refluèrent en désordre jusqu'à la frontière. Le 23 mars, les Éthiopiens avaient reconquis tout le territoire perdu.

b) La victoire des guérillas séparatistes

Cette victoire auréola le colonel Mengistu Hailé Mariam mais son régime eut bientôt à faire face à deux guérillas enracinées et structurées, celle du FPLE (ou Front populaire de libération de l'Érythrée), et celle du FPLT (ou Front populaire de libération du Tigré), qui menèrent la vie dure aux troupes éthiopiennes.

Après l'éclatement de l'URSS, comme il ne bénéfia plus du soutien militaire soviétique, le régime éthiopien s'effondra. En 1990, le FPLE s'empara de Massawa et au mois de mai 1991 il prit Asmara tandis que le 21 mai 1991, le FPLT de Meles Zenawi entrait en vainqueur à Addis-Abeba. Le régime marxiste était renversé et le colonel Mengistu en fuite se réfugia au Zimbabwe.

La conquête d'Addis-Abeba par le FPLT de Meles Zenawi fut suivie de mouvements en cascade qui remirent en question l'intégrité territoriale de l'Éthiopie.

C'est ainsi que l'Érythrée se sépara de fait de l'Éthiopie, qu'en Ogaden, le MNS (Mouvement national somalien) combattait pour le rattachement de la région à la Somalie et que les Oromo du FLO (Front de libération oromo) militaient pour une partition. Avec cette revendication des Oromo, la menace pour l'unité éthiopienne devenait gravissime car les Oromo qui forment 40% de la population du pays vivent sur un territoire qui occupe une position centrale, ce qui signifiait qu'une éventuelle indépendance de l'Oromie aurait sonné le glas de l'Éthiopie.

Ces problèmes internes avaient également une influence sur le reste de la région en raison des apparentements ethniques transnationaux. C'est ainsi que dans la ville de Dire Dawa, les Issa du FLI (Front de libération issa) affrontèrent les Oromo. Comme les Issa sont des Somali, les Afar devinrent par conséquent les alliés des Oromo. Au mois de juillet 1991, le conflit gagna Djibouti où les

Afar volèrent au secours des réfugiés oromo victimes de raids lancés par des militants issa. Cette prise de conscience des Afar constituait un nouveau défi, non plus seulement pour l'Éthiopie, mais pour toute la région car le « triangle afar » est comme plaqué sur le territoire de deux autres pays qui sont l'Érythrée et Djibouti.

Ces mouvements séparatistes ou pour le moins fortement identitaires n'étaient pas les seuls qui menaçaient l'existence de l'Éthiopie puisque, dans le Sud-Ouest du pays, les Sidamo avaient créé leur propre mouvement, le FLS (Front de libération sidamo).

L'Éthiopie semblait donc perdre l'une après l'autre, et d'une manière inéluctable, toutes ses conquêtes passées, au point de se voir réduite à son bastion montagneux abyssin, c'est-à-dire aux « petites » limites qui avaient été les siennes au XVIII^{e} siècle, à l'époque de son grand repli. Mais un autre danger de démembrement menaçait le cœur même du pays où les éternelles rivalités opposant les Amharas aux Tigréens se trouvèrent exacerbées à la suite de la victoire de ces derniers. Avec Meles Zenawi, ce n'étaient pas les Amhara en effet qui reprenaient un pouvoir perdu en 1974 avec la déposition de l'empereur Haïlé Sélassié, mais les Tigréens qui tenaient là leur revanche historique.

Passée près du démembrement, l'Éthiopie connut ensuite une véritable renaissance, ce qui la conduisit à la guerre avec l'Érythrée.

LA CORNE ET LA GÉOPOLITIQUE AMÉRICAINE

Quand la puissance soviétique disparut, les États-Unis se retrouvèrent confrontés au retour des lourdes tendances géostratégiques régionales. Or, l'effacement de l'Éthiopie, dont ils étaient largement les responsables, avait créé un climat d'anarchie sur les périphéries de la seule puissance régionale. D'autant plus que la poussée séculaire de l'islam qui avait été masquée par la confrontation Est-Ouest était un nouvel élément d'affaiblissement de l'Éthiopie, redevenue une « citadelle chrétienne » assiégée et coupée de ses débouchés maritimes par l'indépendance de l'Érythrée à laquelle Washington avait tant œuvré.

L'Éthiopie étant au plus bas et l'anarchie somalienne menaçant ses intérêts géostratégiques, Washington dut intervenir directement en Somalie en 1993. L'échec fut à la hauteur des bouleversements régionaux découlant de la calamiteuse politique régionale suivie à l'époque de la « guerre froide ». Avec réalisme, les États-Unis d'Amérique tirèrent alors les leçons de leur catastrophique intervention et ils définirent une nouvelle politique visant à

déléguer le maintien de l'ordre régional à l'Éthiopie, tout en assurant une forte présence militaire à Djibouti où, au mois de juin 2002, ils créèrent le Combined Joint Task Force of Horn of Africa (CJTF-HOA).

Cette politique visant à prendre appui sur le seul État-Nation de la région constitue un bel exemple d'empirisme géostratégique, mais elle contient en germe bien des facteurs de tension. Deux sont déjà au cœur de la géopolitique régionale :

1. l'Éthiopie ne pourra remplir son rôle de puissance régionale que si elle retrouve un accès à la mer. Or cette option passe soit par le retour du port d'Assab, ce qui implique un démembrement de l'Érythrée, soit par la reconnaissance de l'indépendance du Somaliland sous garantie éthiopienne, ce qui assurerait à Addis-Abeba l'utilisation du port de Berbera ;
2. dans le contexte de poussée « identitaire » islamique, une politique centrée sur l'Éthiopie apparaîtra automatiquement comme un appui donné à une puissance chrétienne isolée au milieu d'un océan musulman. D'autant plus que l'indépendance du Sud-Soudan en 2011 a changé la donne car l'Éthiopie n'est plus le seul pays « chrétien » de la région ; les chrétiens sont majoritaires au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda et au Burundi.

II. Le conflit Éthiopie-Érythrée (1998-2000)3

L'Érythrée est une langue de terre longue de 1000 km, bordière de la mer Rouge dont la superficie est de 121 000 km². Le pays est peuplé par 3,5 millions d'habitants appartenant à plusieurs ethnies. Les langues officielles du pays sont le tigrinia et l'arabe, et la population y est divisée à égalité entre musulmans et chrétiens. L'Érythrée coupe l'Éthiopie de tout accès à la mer Rouge.

a) Les origines du conflit

De 1889 à 1941, l'Érythrée fut une colonie italienne. Quand vint le temps du partage des dépouilles des vaincus du second conflit mondial, I'empereur Hailé Selassié revendiqua le territoire. En 1952, l'ONU confia la région à l'Éthiopie comme entité autonome dotée d'un drapeau et d'un gouvernement. Nous avons vu que dix ans plus tard, en 1962, l'Éthiopie l'annexa, y appliqua une rigoureuse

politique de centralisation administrative et entreprit d'en faire une simple province de l'Empire.

Cette annexion provoqua une rébellion qui ne prit fin que trente ans plus tard, au mois de mai 1991 avec, comme nous l'avons également vu, la prise d'Asmara et la victoire sur l'armée éthiopienne.

En 1993, Addis-Abeba accepta l'indépendance de l'Érythrée qui fut reconnue par l'OUA, ce qui brisait le tabou de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

Pour l'Éthiopie, les conséquences économiques de cette indépendance étaient graves car tout le commerce du pays se faisait par les ports érythréens, notamment par celui d'Assab.

L'Éthiopie réagit alors en imposant à l'Érythrée le règlement en dollars de toutes les transactions entre les deux pays. Cette mesure pénalisait sérieusement l'Érythrée qui était importatrice des productions agricoles éthiopiennes. Les relations se tendirent donc peu à peu entre les anciens « frères d'armes », et les griefs enfouis sous l'euphorie de leur commune victoire de 1991 commencèrent alors à refaire surface. C'est ainsi que l'Érythrée accusa l'Éthiopie d'ingérence, tandis qu'Addis-Abeda avait du mal à admettre qu'Asmara eût décidé de voler de ses propres ailes.

Dans un tel climat, il ne fallait plus qu'un prétexte pour déclencher un conflit et ce fut une question de bornage frontalier qui mit le feu aux poudres.

b) La guerre de 1998-2000 (carte n° 00)

L'Érythrée ouvrit les hostilités au mois de mai 1998 en s'emparant par surprise de la région dite du « triangle de Badme » ou « triangle de Yirga », zone contestée entre les deux pays. Ce conflit connut deux phases. Durant la première, l'Érythrée eut l'avantage puis, durant la seconde, la supériorité démographique éthiopienne permit à l'armée d'Addis-Abeba de reconquérir les territoires perdus.

Sur de nombreux points, et parce qu'elle a plusieurs fois été déplacée, la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée n'est pas véritablement matérialisée. Pour l'essentiel, elle fut établie à la fin du XIX^{e} siècle, au moment du traité italo-éthiopien de 1896, signé après la victoire éthiopienne d'Adoua.

En 1935-1936 la frontière fut remaniée après la victoire italienne sur l'Éthiopie ; puis, quand ils eurent chassé les Italiens d'Éthiopie après leur campagne de 1941, les Britanniques rétablirent le tracé de 1896, qui disparut en 1962 quand l'Éthiopie annexa l'Érythrée. Après l'indépendance de 1993, le

gouvernement d'Asmara, se référant aux tracés coloniaux, exigea que l'Éthiopie lui rétrocéde plusieurs zones qu'elle estimait devoir lui revenir.

La question du « triangle de Badme » ou « triangle de Yirga » était particulièrement complexe car le traité italo-éthiopien de 1896 établissait la frontière entre l'Érythrée colonie italienne et l'Éthiopie indépendante sur la rivière Mereb, fondant ainsi les droits de l'Éthiopie sur cette région. Mais Asmara appuya ses revendications sur un accord frontalier postérieur datant de 1902 conclu entre la Grande-Bretagne, alors présente au Soudan anglo-égyptien, l'Italie et l'Éthiopie, et qui attribuait Badme et Tsorona aux Italiens, donc à l'Érythrée.

Après avoir été militairement culbutée, l'Éthiopie réagit en utilisant son principal atout qui était son énorme supériorité démographique – 53 millions d'habitants pour seulement 3,5 millions en Érythrée –, ce qui permit à Addis-Abeba d'aligner plusieurs centaines de milliers de soldats.

Commencée le 22 février 1999, la seconde bataille de Badme s'acheva quatre jours plus tard, le 26 février par une victoire éthiopienne. Au prix de plusieurs milliers de morts, l'armée d'Addis-Abeba reconquit le territoire perdu neuf mois plus tôt.

Le front de Badme ne fut pas le seul à s'embraser lors de la contre-offensive éthiopienne puisque les combats s'étendirent également aux zones de Tsorona et de Burié.

Si la première fait partie des régions contestées, il n'en est pas de même de la seconde et les combats qui y éclatèrent paraissaient bien indiquer que l'objectif éthiopien était alors le port d'Assab. En se rapprochant de son débouché maritime « naturel », l'Éthiopie entendait en même temps « sécuriser » Djibouti et son port, devenu vital pour elle depuis que celui d'Assab lui était fermé.

Le 19 décembre 2000, un accord de paix fut signé à Alger. Aux termes duquel Addis-Abeba et Asmara s'engagèrent à accepter le tracé frontalier qui serait établi par une commission indépendante ; mais en 2002, quand cette commission attribua Badme à l'Érythrée, l'Éthiopie refusa de rétrocéder la zone. Depuis, la tension est permanente sur la frontière et les deux armées restent sur le qui-vive.

Signe de la tension, le 30 juillet 2008, le Conseil de sécurité de l'ONU décida, à l'unanimité, de mettre fin à la MINUEE (Mission des Nations unies en Éthiopie et Érythrée) composée de 1 700 hommes, en raison de la mauvaise volonté des deux belligérants.

Avec la victoire de Badme, l'Éthiopie se reprit à rêver au rôle historique qui était le sien dans la région, entendant désormais bien faire comprendre à la « petite » Érythrée qu'il lui faudrait tenir compte de ses intérêts de grande puissance régionale. Consciente du problème, l'Érythrée noua des alliances avec les fondamentalistes somaliens et les séparatistes de l'Ogaden afin de tenter de provoquer l'éclatement de son puissant voisin.

III. Les guerres de Somalie4 : clans contre clans (depuis 1977)

La Somalie est en guerre depuis 1977, quand un premier conflit l'opposa à l'Éthiopie ainsi que nous venons de le voir. Puis, à partir de 1978, le pays connut une interminable guerre civile qui eut plusieurs grandes phases.

a) De l'indépendance à la guerre contre l'Éthiopie

Le grand ensemble ethnique somali qui occupe une vaste partie de la Corne de l'Afrique est divisé en trois grands groupes, euxmêmes subdivisés en tribus, en clans et en sous-clans. Il s'agit des Darod, des Irir et des Saab (carte n° 52). À l'époque coloniale, ces ensembles furent répartis entre cinq territoires : le *Somaliland britannique*, le *Northern District du Kenya*, l'*Ogaden* éthiopien, la *Somalia* italienne et la *Côte française des Somalis*.

Le 26 juin 1960, le Somaliland devint indépendant, suivi le 1er juillet par la Somalie. Le même jour, les parlements des deux États décidèrent la fusion, donnant ainsi naissance à la République de Somalie. Le nouvel État fut rapidement déchiré par le tribalisme, et le régime parlementaire amplifia les divisions, chaque tribu, chaque clan et presque chaque sous-clan ayant son propre parti. Au président Edem Abdullah Osman succéda le président Ali Shermake qui fut assassiné le 15 octobre 1969. Le chef de l'armée, le général Siyyad Barré prit alors le pouvoir. C'était un Darod de la tribu Maheran. Pour tenter de venir à bout du tribalisme, il pensa trouver un dérivatif dans le nationalisme pansomalien. Le drapeau du pays était d'ailleurs frappé d'une étoile à cinq branches symbolisant la volonté de regrouper tous les Somali en un seul État.

La Somalie, jusque-là pro-occidentale, se tourna vers le bloc soviètique qui prit ainsi pied dans cette zone hautement stratégique. En 1977, grâce à

l’armement qui lui fut fourni, le général Siyyad Barré lança son armée dans l’aventureuse guerre de l’Ogaden ainsi que nous l’avons vu.

Dans un premier temps, et nous l’avons également vu, l’armée éthiopienne fut balayée, mais Moscou ayant compris qu’il valait mieux ancrer sa présence régionale sur un vieil État, à savoir l’Éthiopie, plutôt que sur la Somalie, État en gestation, l’URSS renversa alors ses alliances et abandonna Mogadiscio pour se tourner vers Addis-Abeba.

Pour le général Siyyad Barré, la roue avait tourné car l’offensive somalienne en Ogaden avait été bloquée par les forces éthiopiennes grâce à l’appui fourni par leur nouvel allié. La Grande Somalie n’existerait pas et, le mythe envolé, les réalités tribales s’imposèrent avec encore plus de force qu’auparavant. À la guerre pour l’unité de tous les Somali, succéda une guerre au nom de leurs fractions claniques.

b) La guerre des clans

De plus en plus contesté, le président somalien vit ensuite son pouvoir se déliter et après avoir combattu le tribalisme, il fut contraint de prendre appui sur lui. Bientôt, le gouvernement ne fut plus désigné que sous l’abréviation MOD, qui signifiait Marehan-Ogadeni-Dhulbahante, à savoir les trois clans Darod associés aux affaires.

Au mois d’avril 1978 une rébellion militaire fomentée par des officiers majertein fut férocement réprimée ; les insurgés furent exécutés et le territoire majertein situé dans le Nord-Est de la Somalie fut livré aux représailles.

Une terrible guerre tribale éclata ensuite, à l’issue de laquelle la puissante tribu des Hawiye l’emporta sur les Maheran qui étaient les derniers soutiens du régime. Le général Siyyad Barré fut renversé le 27 janvier 1991.

Après son départ, la Somalie subit la loi de deux factions antagonistes du CSU (Congrès somalien unifié), mouvement des Hawiye, qui éclata sur un critère non pas tribal, mais clanique, les Agbal s’opposant aux Habar Gedir (ou Habr Gedir).

Ali Mahdi Mohamed, chef du clan agbal de la tribu hawiye prit alors le pouvoir et, dès le mois de février 1991, il entreprit de chasser de Mogadiscio ses anciens alliés darod appartenant aux tribus majertein et ogadeni. Puis, au mois de novembre, les clans hawiye se livrèrent une guerre totale pour le contrôle de Mogadiscio. Elle opposa le clan agbal d’Ali Mahdi Mohamed au clan des Habar Gedir dirigé par le « général » Mohamed Farah Aidid.

c) L’opération « Restore Hope »

En 1992, la Somalie fut frappée par une grave famine et les ONG qui distribuaient l’aide alimentaire furent prises en otages par les milices. La situation fut à ce point jugée grave que le 27 avril 1992, le Conseil de sécurité de l’ONU, par sa *résolution 751*, décida l’envoi de 500 Casques bleus dans le cadre de l’ONUSOM I (Opération des Nations unies en Somalie) afin de protéger les humanitaires du racket exercé par les chefs de guerre.

La situation empirant, le 3 décembre, le Conseil de sécurité, par sa *résolution 794* décida de la création de l’UNITAF (Force d’intervention des Nations unies) placée sous commandement américain, et le 9 décembre, dans une mise en scène théâtrale et médiatique, l’opération « *Restore Hope* » fut déclenchée au nom d’une nouvelle doctrine, l’ingérence humanitaire. Le corps expéditionnaire américain initialement fort de 25 000 hommes fut bientôt porté à 30 000 hommes.

En 1993, les Nations unies prirent le relais des États-Unis. Le 26 mars 1993, par la *résolution 814*, le Conseil de sécurité créa ainsi l’ONUSOM II, et le 4 mai 1993, 28 000 Casques bleus débarquèrent.

Le 5 juin, 23 soldats pakistanais furent tués par les miliciens du « général » Mohamed Farah Aidid et le 12 juin, un commando américain échoua dans une tentative de représailles contre le chef de guerre somalien. Le 3 octobre, 18 soldats américains furent tués lors de l’échec d’un raid héliporté, toujours contre le « général » Mohamed Farah Aidid. Le président Clinton annonça alors un prochain retrait militaire.

La bataille de Mogadiscio s’enlisa ensuite, provoquant des centaines de morts côté somalien et plusieurs dizaines dans les rangs des soldats de l’ONU.

Au mois de mars 1994, les derniers soldats américains quittèrent la Somalie. Au même moment, à Nairobi, un accord de réconciliation fut signé entre les deux chefs hawiye, le « général » Mohamed Farah Aidid et Ali Mahdi Mohamed, mais il ne régla rien. À partir du mois d’août, l’anarchie fut même totale, les hommes d’Ali Mahdi contrôlant le Nord de Mogadiscio et ceux du « général » Mohamed Farah Aidid le Sud. Le 22 août, 7 Casques bleus indiens furent tués.

Le 28 février 1995, il fallut un nouveau débarquement baptisé opération « Bouclier unifié » pour extraire les soldats de l’ONU devenus otages. L’ONU quittait donc la Somalie sur un cuisant désastre politique et militaire qui lui avait coûté136 morts et 423 blessés.

d) La reprise de la guerre clanique

Les Somaliens laissés seuls, la guerre reprit de plus belle et le 1er août 1996, le « général » Mohamed Farah Aidid, grièvement blessé au combat, mourut. Son fils Hussein Aidid lui succéda à la tête du CSU/UNS (Congrès somalien unifié/Union nationale somalienne), sa milice tribale, composée du noyau dur du sous-clan des Saad, luimême sous division du clan des Habr Gedir de la tribu hawiye.

Dans le Sud du pays, les miliciens du CSU/UNS s'opposèrent aux Rahanwein. L'on se combattit également dans la ville de Kismayo entre Majertein et Maheran, ces derniers devenus alliés d'Aidid, tandis que dans le Nord-Est, plusieurs composantes Darod dirigées par Abdullahi Yussuf Ahmed, un Majertein, créaient au mois d'août 1998 une région autonome baptisée Puntland.

La Somalie se retrouvait donc divisée en trois : la Somalie proprement dite où les Hawiye se disputaient le pouvoir, le Puntland dirigé par les Majertein et le Somaliland par les Issaq.

En 2002, après plusieurs échecs, une nouvelle conférence de paix s'ouvrit sous l'égide de l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement) qui regroupait les pays de la région. Les délégués se réunirent à Eldoret, au Kenya, et au mois de juillet 2003, un accord fut trouvé entre toutes les parties prévoyant une charte nationale reposant sur le fédéralisme.

Le 10 octobre 2004, Abdullahi Yussuf Ahmed, président du Puntland, fut élu président du Gouvernement fédéral de transition (GFT) après d'interminables discussions entre les diverses factions claniques somaliennes. Son « gouvernement » ne pouvant s'installer en Somalie où les milices s'affrontaient à nouveau, il fut contraint de « gouverner » depuis le Kenya.

e) L'islam est notre seul clan »

Toujours en 2004, un nouveau mouvement fit son apparition sur la scène somalienne, les Tribunaux islamiques dont les milices, les *Shababs* (« Jeunes »), étaient commandées par Aden Hashi Ayro, formé en Afghanistan et qui figurait sur la liste américaine des membres ou sympathisants d'Al-Qaida.

Ce mouvement qui était un conglomérat de groupes différents au point de vue idéologique, religieux et tribal, rassembla en majorité des laissés-pour-compte de la société dont nombre d'anciens serfs négroafricains bantuphones. Son combat fut dirigé contre les clans avec un slogan : « l'islam est notre seul

clan ».

En quelques mois, ces miliciens conquirent une partie de la Somalie, repoussant les forces « gouvernementales » et menaçant de prendre Mogadiscio.

Au mois de décembre 2006, afin d'empêcher la chute du GFT, l'armée éthiopienne entra en Somalie sans mandat international, mais en ayant été encouragée à le faire par les États-Unis. Addis-Abeba affirma que sa présence militaire n'était que temporaire et qu'elle servait uniquement à garantir la survie du processus politique de transition dans l'attente du déploiement des troupes de l'AMISOM (Mission de l'Union africaine en Somalie).

Par le vote de la *résolution 1744* en date du 21 février 2007, le Conseil de sécurité de l'ONU avait en effet autorisé le déploiement d'une mission de l'Union africaine, l'AMISOM. L'UA avait prévu qu'elle serait composée de 8 000 hommes, mais les pays volontaires ne se bousculèrent pas et seuls l'Ouganda, le Burundi, le Nigeria, le Malawi et le Ghana mirent des contingents à la disposition de cette mission, soit à peine la moitié des effectifs demandés. À la fin du mois de mars 2007, 1 600 Ougandais et 200 Burundais étaient sur place, avec pour mission la sécurisation du port et de l'aéroport de Mogadiscio ainsi que de la présidence.

À la fin du mois de décembre 2007, l'AMISOM chassa les Tribunaux islamiques de Mogadiscio, mais les combats ne cessèrent pas pour autant. À cette date, il était possible de mettre en évidence deux grandes coalitions politico-tribales. D'une part les milices soutenant le GFT (Gouvernement fédéral de transition) elles-mêmes appuyées par l'armée éthiopienne. D'autre part la coalition de tous ceux qui se présentaient comme des résistants à l'« invasion » éthiopienne, à savoir les *Shababs*, mais aussi les miliciens tribaux hawiye du clan Habr Gedir. Ces derniers, soutenus par l'Érythrée qui cherchait à affaiblir l'Éthiopie, étaient majoritaires à Mogadiscio où ils combattaient le président du GFT, Abdullahi Yussuf Ahmed, d'abord parce qu'il était Darod.

f) Milices claniques contre milices islamistes

Au mois de mai 2008, alors que le GFT était toujours incapable d'assurer son pouvoir, les milices islamistes et celles du clan hawiye s'affrontèrent. Puis, face au danger commun, les clans finirent par s'entendre et le 9 juin, à Djibouti, le GFT et les milices claniques regroupées sous le sigle ARS (Alliance de relibération de la Somalie) signèrent un cessez-le-feu prévoyant à terme le retrait de l'armée éthiopienne.

Dans les jours qui suivirent, une fraction de l'ARS dirigée par Dahir Aweys,

un Hawiye Habr Gedir membre des Tribunaux islamiques, dénonça ces accords et, de concert avec les *Shababs*, relança les attaques. Le 22 août, les islamistes s'emparèrent de la ville de Kismayo, après en avoir chassé les milices du colonel Aden Bare Shire.

Au mois de décembre 2008, replié à Djibouti, le parlement somalien élit Cheikh Ahmed Sharif, un Hawiye du clan Agbal et ancien haut responsable de l'Union des tribunaux islamiques à la présidence de la République.

Au mois de février 2009 plusieurs groupes islamistes se réunirent au sein du *Hisbul Islam*. Dans cette alliance figuraient une grande partie de l'Union des tribunaux islamiques, mais aussi une fraction des *Shababs* dirigée par Ahmed Abdi Godane dit Abu Zubair, un Issaq du clan Habar Awal du Somaliland.

Le 11 juillet 2010, répliquant à l'envoi d'un contingent ougandais de l'Union africaine en Somalie, les *Shababs* commirent un double attentat à Kampala. La situation évolua ensuite avec l'accentuation des combats. Au mois de mai 2011, les *Shababs* furent chassés de Mogadiscio par les forces fidèles au GFT soutenues par l'Amisom (Mission des Nations unies pour la Somalie), et au mois d'octobre 2011, l'armée kenyane lança contre eux une offensive dans le sud de la Somalie.

Durant la fin de l'année 2011 et une partie de 2012, les chefs de clans se réunirent et après avoir longuement palabré, ils désignèrent une assemblée constituante reflétant les véritables rapports de force socioclaniques du pays. Le 8 septembre, ces députés nommés élirent ensuite le nouveau chef de l'État en la personne d'Hassan Cheikh Mohamoud qui fut élu au deuxième tour président de la Somalie par 190 voix contre 79 pour Cheikh Ahmed Sharif, chef de l'État sortant. Tous deux étaient des Hawiye du clan Agbal. Le nouveau président était réputé proche des Frères musulmans.

Quelques jours après son élection, Hassan Cheikh Mohamoud échappa à un attentat suicide perpétré par les *Shababs*.

---

1. En 1897, trois traités avaient été passés entre le négus Ménélik, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne qui établissaient les frontières de l'Éthiopie moderne.

2. « Comité » en langue amharique et dont l'intitulé complet était « Comité de coordination des forces armées, de la police et de l'armée territoriale ».

3. Le Houérou (2000) ; Clapham (2000) ; Gournay (2001).

4. Bader (1999) et Lewis (1965).

CHAPITRE IV

LES GUERRES DU SOUDAN (1956-2013)

Le Soudan qui est en guerre depuis 1955 a connu trois grands types de conflits :

– des guerres raciales entre le Nord et le Sud ;
– des guerres ethniques au Darfour ;
– des guerres de frontière entre les armées des deux Soudan après l'indépendance du Sud-Soudan en 2011.

Indépendant en 1956, le Soudan fut dirigé par les Arabomusulmans du Nord qui tentèrent de faire l'unité du pays à travers un slogan « Une seule langue : l'arabe ; une seule religion : l'islam ». Comme ils ne voulaient être ni arabisés, ni islamisés, les sudistes prirent les armes. Ce fut la première guerre civile soudanaise connue sous le nom de guerre des *Anyanya* (littéralement « venin de cobra »).

LES TROIS SOUDAN

Avec presque 2 500 000 km² de superficie, le Soudan fut, jusqu'à la partition de 2012, le plus vaste État du continent africain, mais la géographie, l'histoire et le peuplement permettaient de distinguer trois ensembles sur lesquels vivent des populations très différentes les unes des autres :

– le Nord est désertique. La vie y est un « don du Nil » et la région est tournée vers la péninsule arabique et la Méditerranée. Sur 30 millions

de Soudanais, environ 17 millions, quasiment tous musulmans, vivent dans cette partie du pays dont la superficie était, avant la partition de 2011, de 1 900 000 km². Ils sont de carnation basanée, mais les Noirs du Sud et de l'Ouest les considèrent comme des « Blancs » ;

– l'Ouest ou Darfour, occupe environ le cinquième de la superficie du pays soit environ 500 000 km² et sa population est estimée à un peu plus de 5 millions d'habitants. Géographiquement cette région est composée de deux sous-ensembles, la steppe sahélienne, zone de nomadisation des éleveurs nomades « blancs », et les hautes terres, dont les monts Mara, habitat d'agro-pasteurs noirs se rattachant aux populations négro-africaines de l'Afrique centrale ;

– le Sud dont la superficie est d'environ 700 000 km² est luxuriant. L'eau y est partout présente. Ses populations qui sont africaines « nègres » sont au nombre d'environ 8 millions dont environ 50% de chrétiens aux deux tiers catholiques, convertis au christianisme à l'époque coloniale.

Ces populations se rattachent soit au groupe linguistique Niger-Congo (Toposa, Azande, etc.), soit au groupe nilote (Dinka principalement). Les deux ensembles ont le même nombre de locuteurs, environ 4 millions chacun, mais les différences, notamment morphotypiques, sont grandes entre les représentants de ces deux ensembles, entre les Dinka Agar (faisant partie du peuple le plus grand et le plus noir du monde) et les Toposa ; entre les Schilluk et les Zande de la forêt luxuriante de la RDC, entre les Didinga vivant dans les plateaux et les Nuer, etc. De plus, ces populations sont extrêmement divisées. Ainsi en est-il de la grande tribu des Dinka qui se divise en Ngok, Rek, Agar et dix autres sous-tribus. Plusieurs centaines de tribus existent au Sud-Soudan et chacune considère le village voisin comme ennemi potentiel et non comme faisant partie d'un même groupe. Ici, la référence est donc tribale ou clanique et non ethnique.

I. Les guerres raciales Nord-Sud (1956-2010)
(carte n° 53)

Ces guerres entre « Blancs » musulmans du Nord et « Noirs » chrétiens et animistes du Sud étaient la résurgence d'anciennes oppositions dont les plus

récentes remontaient au XIX^{e} siècle quand les traitants soudano-égyptiens dévastèrent l'actuel Sud-Soudan pour s'y procurer des esclaves. Elles se terminèrent par la partition du Soudan et l'indépendance du Sud-Soudan en 2011.

a) La première guerre du Sud (1955-1972)

En 1922, le Sud du Soudan fut placé par les Britanniques sous un régime spécial dit *Closed Districts* destiné à protéger ses populations de l'islamisation. L'usage de la langue arabe, le port de la *djellaba* et la présence des colporteurs arabes furent interdits.

En 1947, Londres changea de politique et abandonna la *Southern Policy,* ce qui entraîna un véritable déferlement de nordistes sur la région ; puis au mois de février 1953, un terme fut mis au Condominium anglo-égyptien et un statut d'autonomie interne fut concédé au Soudan.

Au mois d'août 1955, une révolte éclata dans le Soudan méridional où les animistes et les chrétiens groupés dans le mouvement *Anyanya* combattirent la main-mise nordiste et musulmane. Une guerre de treize ans éclata alors.

Ce premier conflit se termina avec le cessez-le-feu et les accords d'Addis-Abeba, signés en 1972 qui prévoyaient l'autonomie régionale du Sud, le développement régional, une représentation équitable au gouvernement central et une constitution laïque. Débuta alors une période transitoire durant laquelle l'accalmie ne fut que de façade.

En 1981 du pétrole fut découvert dans le Sud et Khartoum souhaita le faire raffiner au Nord, ce que les dirigeants du Sud refusèrent. Le président Nimeiry découpa alors le Sud, faisant de la région productrice de pétrole une nouvelle province directement rattachée au gouvernement central, puis il supprima l'autonomie du Sud.

b) La deuxième guerre du Sud-Soudan (1981-2005)

La guerre reprit aussitôt dans le Sud où le colonel John Garang, un Dinka, fonda la SPLA ou ALPS (Armée de libération du peuple soudanais).

Le 8 septembre 1983, le général Nimeiry promu entre-temps maréchal, institua la *charia* afin de bénéficier de l'appui des Frères musulmans, ce qui aggrava encore le contentieux avec le Sud chrétien et animiste.

Le 6 avril 1985, le maréchal Nimeiry fut renversé par un coup d'État dirigé par le général Dahab. Des élections eurent lieu au mois d'avril 1986 à l'issue

desquelles un nouveau gouvernement fut formé qui ouvrit des négociations avec le SPLA. Le 16 novembre 1988, un accord fut signé aux termes duquel la *charia* serait abolie, l'état d'urgence levé, un cessez-le-feu appliqué et une conférence constitutionnelle convoquée. Au mois de mars, l'accord fut adopté par le gouvernement et approuvé le 3 avril 1989 par l'Assemblée constituante.

Les travaux préparatoires à la conférence constitutionnelle devaient se tenir le 4 juillet, or, le 30 juin 1989 le général Omar Hassan el-Béchir fit un coup d'État et supprima toutes les libertés, suspendit les institutions démocratiques et déclara l'état d'urgence.

Dans le Sud-Soudan, la guerre connut alors une intensité encore inégalée. Puis, en 1992-1993 des pourparlers de paix se déroulèrent à Abuja au Nigeria, mais ils échouèrent devant les préalables incompatibles posés par les deux camps : Khartoum voulait l'unité du pays, et la *charia* et l'APLS l'application de l'accord du 16 novembre 1988.

En 1994 fut constituée l'IGAD (*Intergovernmental Authority for Development*) par le Kenya, l'Éthiopie, l'Ouganda et l'Érythrée. Sous son égide les négociations reprirent entre le gouvernement de Khartoum et les diverses composantes de l'APLS qui, entre-temps, avait connu des scissions tribales entre Dinka et Nuer.

En 1997, un cessez-le-feu fut conclu entre le président Omar el-Béchir et plusieurs factions sudistes. Il ne fut cependant pas suivi sur le terrain car la principale composante de la rébellion dirigée par John Garang n'y avait pas été associée.

Le 9 janvier 2005, les envoyés de Khartoum et les combattants de la SPLA signèrent un accord de paix prévoyant le partage des ressources pétrolières, la mise en place d'une administration autonome et un référendum d'autodétermination dans le Sud en juillet 2011. Signés à Nairobi, au Kenya, ces accords mettaient un terme au plus long conflit de l'histoire de l'Afrique indépendante.

Investi vice-président le 9 juillet 2005, John Garang, le charismatique chef de la rébellion sudiste, trouva la mort le 31 juillet suivant dans un accident d'hélicoptère et Salva Kiir Mayardit, également Dinka, lui succéda.

Au mois de mai 2008, d'intenses combats opposèrent l'armée nationale aux troupes du gouvernement du Sud-Soudan à Malakal, la capitale de l'État du Haut Nil qui produit les trois cinquièmes du pétrole du Soudan et où étaient stationnés des Casques bleus de l'ONU. Les combats s'étendirent ensuite à Abyei, zone particulièrement sensible car enjeu territorial entre la tribu dinka des Ngok et la tribu arabe des Miseriya.

Le 8 juin 2008, un accord de sortie de crise fut signé par le président Omar el-Béchir et le premier vice-président Salva Kiir. Il prévoyait la mise en place d'une administration intérimaire composée de membres du parti au pouvoir à Khartoum, le Parti du Congrès national et du SPLM (Mouvement populaire de libération du Soudan) dans la zone contestée d'Abyei.

II. La guerre du Darfour (depuis 2003)

Au mois de février 2003, au moment où les accords de paix devant mettre un terme à plusieurs décennies de guerre dans le Sud du Soudan étaient en discussion, un conflit éclata au Darfour, dans l'Ouest du pays, menaçant d'embraser le Tchad.

La guerre du Darfour n'était pas économique, la région étant une des plus déshéritée d'Afrique, et elle n'était pas davantage religieuse, toutes les parties concernées étant musulmanes. À la fois ethnique, raciale et politique, elle opposa des tribus dites « arabes » (MacMichael, 1967) à des tribus africaines noires ou d'origine berbère. Les premières soutenaient le pouvoir central soudanais, les secondes le combattaient. Cette guerre puisait elle aussi ses racines dans la longue histoire régionale.

a) Une guerre ethno-raciale

Le Darfour ou « Pays des Fur », du nom de la principale ethnie de la région, constitue la partie occidentale du Soudan. Sa superficie est de 500 000 km² et sa population est estimée à un peu plus de 5 millions d'habitants.

Géographiquement, le Darfour est formé d'une steppe sahélosaharienne, habitat d'éleveurs nomades « blancs », arabes ou réputés d'origine berbère comme les Zaghawa[5], et d'une région d'altitude coiffée par les monts Mara, peuplée par des agro-pasteurs noirs Fur et Massalit, composant 75% de la population.

Les principales tribus non arabes du Darfour sont au nombre de 15, subdivisées en une infinité de sous-tribus, de clans et de sous-clans. C'est contre ces populations que le gouvernement central soudanais fit la guerre par milices tribales arabes interposées. Parmi ces tribus non arabes, trois furent particulièrement engagées dans le conflit, les Fur, les Massalit et les Zaghawa :

– les Fur (ou Four) constituent la population éponyme du Darfour occidental.

Leur habitat d'origine est situé dans la région du djebel Mara.

– Les Massalit vivent dans la partie la plus occidentale du Soudan et environ 50 000 d'entre eux résident au Tchad, ce qui a naturellement contribué à l'extension du conflit ;

– les Zagahwa qui vivent à cheval sur le Tchad et le Soudan sont apparentés aux Bedayat, nomades constituant une population mélangée vivant dans le Nord-Ouest du Darfour et dont environ 80 000 sont établis au Tchad, à proximité de l'Ennedi[6].

Jusqu'en 1916, les Britanniques, qui étaient les co-administrateurs du Soudan anglo-égyptien, laissèrent le Darfour vivre une existence quasi autonome. Tout changea lors du premier conflit mondial. En 1916, le sultan du Darfour sembla en effet se rapprocher des Turcs encore présents en Libye et qui s'appuyaient sur la puissante confrérie sénoussiste[7] ; c'est pourquoi le gouverneur général du Soudan, sir Reginald Wingate, décida d'occuper la région.

Durant la décennie 1980, le Darfour commença sa « descente aux enfers » quand les tensions entre agriculteurs noirs et éleveurs « arabes » furent exacerbées par l'essor démographique, la désertification, la baisse des ressources en eau et l'appauvrissement des pâturages. Entre 1987 et 1989, les Fur s'opposèrent aux Arabes, puis, en 1996 et en 1998, ce fut au tour des Massalit.

En 1994 le Darfour fut divisé en trois États fédéraux afin de donner localement un rôle plus important aux tribus arabes alliées du pouvoir central.

Les deux principaux mouvements du Darfour, l'ALS (Armée de libération du Soudan) et le MJE (Mouvement pour la Justice et l'Égalité) étaient à base ethnique. L'ALS qui recrutait chez les Fur et les Massalit, même si certains clans zaghawa en faisaient partie, demandait une séparation de la religion et de l'État et la fin de la marginalisation économique du Darfour. L'ALS était en liaison avec les mouvements du Sud-Soudan. Le MJE était un mouvement essentiellement zaghawa.

LA FIN DU ROYAUME DU DARFOUR

Dans la région des monts Mara, apparu au début du XVII^{e} siècle et dirigé par la dynastie des Kayra, le royaume du Darfour ou sultanat Fur, fut l'un des plus puissants États de la zone sahélienne. Entre 1682 et 1722, il subit les incursions de tribus arabes, notammennt les Rizeigat, à la recherche

d'esclaves (MacMichael, 1967). Au début du XIX^{e} siècle, le sultan du Darfour Mohamed en-Fadl, qui régna jusqu'en 1838, soumit ces nomades.

Le royaume du Darfour disparut en 1874, à la mort du sultan Ibrahim, tué dans un combat contre les troupes égyptiennes. L'oncle du sultan, Hassan Alla continua la lutte encore une année avant d'être capturé. À cette époque, l'Égypte dominait toute la vallée du Nil jusqu'au nord de l'actuel Ouganda où le trafic des esclaves était florissant.
Indignée par les récits des explorateurs, l'Europe se mobilisa. Afin de montrer sa bonne foi et parce qu'il avait besoin d'emprunter à Paris et à Londres des sommes considérables pour assurer le service de la dette égyptienne, le khédive Ismaël (1863-1879) nomma des gouverneurs européens à la tête de ses possessions soudanaises et nilotiques. Puis, en 1877, il signa une convention avec l'Angleterre par laquelle il s'engageait à faire disparaître l'esclavage en Égypte au plus tard en 1884 et au Soudan en 1889. Ces décisions provoquèrent à la fois la révolte des esclavagistes et celle du Mahdi, chef religieux soudanais autoproclamé qui déclencha un *jihad* contre l'Égypte accusée de s'être vendue aux chrétiens.
Durant l'épisode du Mahdisme (1881-1898) qui aboutit à la prise de Khartoum et à la mort du gouverneur du Soudan, Charles Gordon (Gordon Pacha) le 26 janvier 1885, le Darfour fut défendu par l'Autrichien Carl von Slatin (Slatin Pacha). Gouverneur depuis 1881, il fut fait prisonnier en 1883 par Madibou, un compagnon du Mahdi appartenant à la tribu des Rizeigat[8].
En 1899, après la victoire du général Kitchener sur les Mahdistes, le Darfour fut rattaché au Soudan anglo-égyptien. Un nouveau sultan fut mis en place en la personne d'Ali Dinar, un descendant d'Ibrahim.

b) L'entrée en scène des Zaghawa

Les apparentements ethniques firent qu'à partir des années 2004-2006, la guerre du Darfour se transforma en une guerre entre les Zaghawa et le pouvoir central soudanais, conflit dans lequel furent entraînées les autres populations de la région.

Durant la première guerre du Darfour (1987-1988), les Zaghawa étaient demeurés à l'écart du conflit, le sort des Fur et des Massalit ne les concernant guère car ces peuples étaient traditionnellement les victimes de leurs propres razzias. Mais au mois de février 2003, ils se soulevèrent et mirent en déroute l'armée soudanaise. La révolte du Darfour prit alors une autre dimension et cela

pour trois raisons :

– les Zaghawa étaient de redoutables guerriers ;

– nombre d'entre eux servaient dans l'armée soudanaise ;

– un des leurs était au pouvoir au Tchad voisin en la personne d'Idris Déby Itno.

Un rappel historique est ici nécesssaire. Dans les années 1980-1987, durant la guerre du Tchad, la Libye du colonel Kadhafi alliée au Soudan de Sadek el-Mahdi chercha à renverser le Toubou Hissène Habré en s'appuyant sur Idris Déby Itno, un Zaghawa. Les Zaghawa du Soudan furent alors armés. Une fois Idris Déby Itno maître du pouvoir au Tchad, les Zaghawa voulurent se dégager de la tutelle de Khartoum, ce qui inquiéta le président soudanais Omar el-Béchir car nombre d'officiers soudanais étaient zaghawa. Il demanda donc à Idris Déby Itno de modérer les siens. En vain, car ce dernier ne parvint pas à contrôler ses lieutenants.

Pour le gouvernement de Khartoum la situation fut alors grave car le pays était au bord de l'éclatement. En plus du Sud-Soudan en guerre depuis 1956 et en situation de quasi-sécession, dans la partie orientale du pays, les Béja, population d'éleveurs couchitiques et donc non arabes, demandaient en effet l'indépendance des immensités désertiques comprises entre le Nil et la mer Rouge dans l'arrièrepays de Souakim.

Son armée étant enlisée au Sud-Soudan, le général Omar el-Béchir lança alors contre les Zaghawa les milices arabes qu'il avait utilisées auparavant contre les Fur et les Massalit. Or, ces irréguliers ne limitèrent pas leurs exactions aux campements zaghawa puisqu'ils s'en prirent indistinctement à toutes les ethnies non « arabes » du Darfour, pillant les villages, violant les femmes, volant le bétail et poussant les populations à se réfugier au Tchad. Désignées sous le nom générique de *Janjawid (Janjawed)* ou « hommes à cheval »[9], ces milices tribales dont la fonction traditionnelle était de protéger les troupeaux contre les tentatives de vol reprirent en réalité, et avec les encouragements des autorités soudanaises, une pratique traditionnelle de razzia interrompue à l'époque coloniale.

La guerre provoqua l'exode de plusieurs centaines de milliers de personnes qui s'entassèrent sur la longue frontière entre le Soudan et le Tchad.

Le 10 mai 2008, après une progression de plus de 600 km à travers le désert, les rebelles soudanais du MJE, dirigé par Khalil Ibrahim, un Zaghawa, lancèrent un raid spectaculaire dans la région de Khartoum, atteignant la ville d'Omdurman faisant face à la capitale soudanaise, sur la rive occidentale du Nil.

Le 11 mai, accusant les autorités de N'djamena d'avoir organisé cette opération, le Soudan rompit ses relations diplomatiques avec le Tchad.

Ce raid, qui était la réponse à celui que les rebelles tchadiens avaient lancé contre N'djamena au mois de janvier 2008, était destiné à montrer aux autorités de Khartoum que le président Déby avait les moyens de porter des coups sévères au régime soudanais si ce dernier persistait à armer ses opposants.

Le 6 novembre 2007, l'Union européenne approuva l'envoi de 2 500 à 3 000 soldats au Tchad et en Centrafrique (Rca), à la frontière du Darfour, afin d'y assurer, conjointement avec 300 policiers de l'Onu, la sécurité des populations, d'y protéger les réfugiés et d'assurer leur retour au Darfour ou dans les régions du Tchad affectées par le conflit. Cette opération militaire baptisée « Eufor Tchad-Rca » avait été approuvée le 25 septembre 2007 par la *résolution 1778* du Conseil de sécurité. Le déploiement de cette force était parallèle à celui de la Minuad (Mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour), force mixte formée conjointement par l'Onu et l'Union africaine.

III. La guerre entre les deux Soudan (2011-2012)
(carte n° 54)

Le 9 janvier 2011, en votant à 98% pour la partition du Soudan lors du référendum d'autodétermination, les électeurs du Sud pensaient qu'un point final allait être mis à la guerre. C'était sans compter avec le lourd contentieux territorial et pétrolier opposant les deux pays.

a) La question du saillant d'Abyei

Le 21 mai 2011, la guerre éclata dans la région d'Abyei, enjeu territorial entre les indigènes Dinka et les Arabes Misseriyia.

Durant les années de guerre, et afin d'inverser la majorité ethnique, donc politique de la région, Khartoum s'était appuyé sur les tribus arabes venues du Nord, dont les éleveurs Misseryia. Émues par le sort de leurs troupeaux qui manquaient d'eau, des ONG occidentales décidèrent de leur forer des puits. Le

bétail fut certes sauvé, mais les nomades Misseryia se sédentarisèrent sur les terres des Dinka, puis ils furent enrôlés par Khartoum sous le nom de *Mutahileen*, l'équivalent des *Janjaweds* du Darfour. Pratiquant la politique de la terre brûlée, ils chassèrent des dizaines de milliers de Dinka au sud du Bahr el-Arab et ils s'emparèrent de leurs terres.

En 2004-2005, les négociations de paix entre Khartoum et le SPLA achoppèrent sur la question d'Abyei. Le problème était clair : si seuls les Dinka étaient appelés aux urnes lors du référendum prévu en 2011, ils allaient naturellement se prononcer pour la séparation d'avec Khartoum et leur rattachement au Sud-Soudan ; si au contraire les colons arabes pouvaient également participer au scrutin, le résultat serait différent.

Le 9 janvier 2011, jour du référendum dans le Sud du Soudan, les habitants d'Abyei ne furent pas consultés car, contrairement à ce que stipulaient les accords de paix de 2005, il n'y eut pas d'élection. Au mois de juillet 2009, donc avant le référendum de 2011, la Cour d'arbitrage de La Haye avait en effet rendu un avis très favorable au Nord puisqu'elle préconisait le partage de la région entre Dinka et Misseryia sur la base de l'occupation actuelle, entérinant donc la spoliation des Dinka. Ces derniers ne conservaient que le saillant d'Abyei, tout l'*hinterland*, y compris les zones pétrolières situées plus au nord et plus à l'est, étant rattaché au Soudan Khartoum.

Or, bien qu'il lui soit extrêmement favorable, la tribu arabe des Misseryia refusa cette décision car elle voulalt un accès direct aux eaux du Bahr el-Arab. En position de force, les autorités de Khartoum eurent alors une attitude maximaliste, exigeant que les Misseryia puissent participer au scrutin qui ne concernait pourtant que les Dinka. Les dirigeants sudistes ayant refusé, le vote prévu le 9 janvier 2011 n'eut donc pas lieu. L'approche de la date de l'indépendance du Sud-Soudan tendit ensuite la situation et les heurts entre les deux populations furent de plus en plus fréquents.

b) La guerre de 2011-2012

Le 21 mai 2011, les forces de Khartoum prirent le contrôle de tout le saillant d'Abyei et poussèrent jusqu'au Bahr el-Arab, mettant les deux pays en situation de pré-guerre. Moins d'un an plus tard, le 10 avril 2012, l'armée sudiste envahit Heglig, zone produisant 50% de tout le pétrole extrait dans le Nord-Soudan et qui touche le saillant d'Abyei.

Une violente contre-attaque accompagnée de raids aériens contre certaines villes du Sud, dont Bentiu, permit ensuite aux forces de Khartoum de reprendre

le terrain perdu ; le 20 avril, après de durs combats, les forces sudistes se replièrent.

Pourquoi cette guerre ? Nous avons vu que :

1. avant 2005, la région d'Abyei et d'Heglig, homeland de certaines tribus Dinka dont les Ngok, fut l'objet d'un vaste nettoyage ethnique opéré par les milices arabes favorables à Khartoum ;
2. au mois de juillet 2009, la Cour d'arbitrage de La Haye entérina cette politique en préconisant le partage de toute la région entre Dinka et Arabes de la tribu des Misseryia sur la base de l'occupation résultant de ce nettoyage ethnique, cependant que la zone pétrolière d'Heglig était, elle, définitivement rattachée au Soudan Khartoum.

Avant la partition de 2011, le Soudan produisait 470 000 barils/jour dont les trois quarts au Sud. Les 350 000 barils/jour extraits dans le Sud-Soudan étaient exportés par un pipeline traversant tout le Nord-Soudan pour aboutir sur la mer Rouge. Les négociations entre les deux pays portant sur les droits de transport du brut du Sud à travers le pipe-line du Nord ayant été rompues, et pour ne plus devoir dépendre du Nord-Soudan, le Sud-Soudan signa deux accords de désenclavement prévoyant la construction de deux nouveaux pipelines, l'un avec le Kenya et l'autre avec l'Éthiopie. Puis, le 26 janvier 2012, le Sud-Soudan ferma tous ses puits situés à proximité de la frontière avec le Nord-Soudan. Avec cette mesure, certes il se pénalisait, mais il privait en même temps le Soudan du Nord des droits de transit de ce pétrole.

Quand, le 10 avril 2012, le Sud-Soudan lança son offensive surprise à Heglig, il n'avait pas pour objectif de s'emparer de cette région, ce que Khartoum n'aurait jamais accepté. Son but était simplement d'y détruire les infrastructures pétrolières afin d'affaiblir encore davantage le Nord-Soudan et pour le contraindre à accepter, à la fois ses revendications territoriales et celles portant sur le coût du transit de son pétrole, et cela, en attendant la construction des deux pipelines sudistes.

---

5. Les Zaghawa-Bideyat-Berti, sont originellement des Berbères aujour d'hui métissés avec les Noirs du Darfour.

6. Les Karaan vivent au nord du territoire des Bedayat ; la légende en fait les descendants des Garamantes. Leur langue est très proche de celle des Toubou.

7. Sur le rôle de cette confrérie dans la région, on se reportera à Triaud, (1988).

8. Captif durant une dizaine d'années, il vécut de l'intérieur la vie de l'armée mahdiste avant de réussir une impressionnante évasion. Il a fait le récit de cette extraordinaire aventure dans un livre paru en allemand traduit en anglais et enfin en français en 1898. Cet ouvrage introuvable vient d'être réédité en Grande-

Bretagne : Colonel Sir R. Slatin Pacha, *Fire and Sword in the Sudan*, janvier 2006.

9. Ce terme est un acronyme récent composé de trois mots *jan*, *jawad* et *jin* qui peuvent être traduits par « diable », « cheval » et « mitrailleuse allemande G-3 ou G-4 », ce qui fait que *Janjawid* signifierait « Diables à cheval armés de G-3 » (El-Talib, 2004 : 3).

CHAPITRE V

LES GUERRES ETHNIQUES DE L’OUEST AFRICAIN (1990-2013)

Depuis les années 1990, l’Afrique de l’Ouest littorale a connu plusieurs guerres ethniques, notamment au Liberia, en Sierra Leone, en Côte d’Ivoire et au Nigeria. L’intensité de ces conflits fut variable et certains furent réglés par des interventions étrangères.

I. Liberia : Kru contre Mandé

Au Liberia, une guerre de 14 ans éclata le 24 décembre 1989 entre Krahn, membres du groupe Kru et Mano-Gyo qui sont des Mandé du Sud. Les tribus Mel rejoignirent ensuite le conflit. En 1997, le Gyo Charles Taylor accéda au pouvoir, mais le conflit ne cessa pas pour autant. L’atroce guerre tribale libérienne fit au total plus de 200 000 morts sur une population de 2,5 millions d’habitants et mit sur les routes de l’exil plus d’un million de réfugiés.

Jamais colonisé, le Liberia, fondé par des philanthropes au XIX^{e} siècle, est demeuré jusque dans les années 1980 une société profondément inégalitaire dans laquelle une minorité composée de 2,5% de la population, les descendants d’esclaves affranchis, les Américano-Libériens ou « Honorables », détenaient tous les pouvoirs et pratiquaient le travail forcé sur les plantations de caoutchouc. En 1931, la SDN (Société des Nations) adressa même à ce sujet une mise en garde solennelle aux autorités de Monrovia.

Élu au mois de mai 1943, le président William Shadrach Tubman fut

confronté au réveil des autochtones africains qui revendiquaient une participation aux affaires et le droit de vote qui leur fut accordé au lendemain du second conflit mondial.

Arrivé au pouvoir en 1971, après la mort de son prédécesseur, le président William R. Tolbert maintint la domination des Américano-Libériens dans un contexte devenu explosif.

Le 12 avril 1980, les autochtones prirent leur revanche lors d'un coup d'État particulièrement sanglant mené par le sergent-chef Samuel Doe, un Krahn. Le président Tolbert fut assassiné tandis que treize ministres et hautes personnalités américano-libériennes étaient fusillés.

Le nouveau chef de l'État qui fut ensuite élu président de la République en 1985, créa un Conseil de la rédemption du Peuple, mais en réalité, il confisqua le pouvoir au profit de son ethnie, les Krahn. La guerre civile éclata le 24 décembre 1989 quand Charles Taylor, le chef du NPLF (National Patriotic Front of Liberia), composé de Gyo et de Mano, déclencha une insurrection contre les Krahn.

Au mois de juillet 1990, l'anarchie s'empara du pays, d'autant plus que le mouvement de Charles Taylor connaissait une scission menée par un de ses adjoints, un Mano nommé Prince Jonhson, qui investit Monrovia.

Le 5 août eut lieu un débarquement américain destiné à évacuer les ressortissants étrangers et le 9 septembre, le président Samuel Doe qui avait été fait prisonnier par les hommes de Prince Johnson fut torturé, mutilé, mis à mort, puis dépecé en direct sous l'œil des caméras de télévision[10].

L'internationalisation du conflit libérien débuta en 1990 quand le Nigeria intervint dans le cadre de l'Ecomog (*Ecowas Monitoring Group*) mis sur pied par la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (Cedeao). Par sa seule présence cette force d'interposition empêcha le NPLF de Charles Taylor de prendre Monrovia. Ce dernier ouvrit alors un front en Sierra Leone et au début de l'année 1991 il parraina le RUF (*Revolutionary United Front*) de Foday Sankoh. Quant à la Côte d'Ivoire, elle soutint le NPLF par opposition aux Krahn, tribu apparentée aux Kru/Bété qui menaient alors la vie dure au gouvernement du président Houphouët-Boigny.

Durant sept années, la guerre civile atteignit des proportions indescriptibles au gré des combats entre partisans de Charles Taylor et de Prince Jonhson. Finalement, en 1997, des élections supervisées par l'ONU donnèrent le pouvoir à Charles Taylor qui fut élu président du Liberia le 19 juillet 1997.

À partir de 1999, le président Taylor dut faire face à une puissante guérilla krahn menée notamment par le LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la

démocratie), mouvement soutenu par la Guinée, et dont chef était Charyee Doe, le propre frère de Samuel Doe, le président assassiné en 1990.

Le conflit libérien s'enlisant et menaçant d'embraser et de déséquilibrer toute la région, de fortes pressions internationales furent exercées sur Charles Taylor pour qu'il abandonne le pouvoir. Le 11 août 2003 il quitta le Liberia et obtint l'asile au Nigeria contre l'assurance qu'il ne serait pas extradé.

Au mois de mars 2006, après que le Nigeria eut décidé de revenir sur ses engagements, Charles Taylor tenta de s'enfuir au Cameroun mais il fut arrêté. Extradé en Sierra Leone où siégeait alors la CSSL (Cour Spéciale pour la Sierra Leone), chargée de juger les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis durant le conflit qui avait ravagé ce pays, Charles Taylor fut accusé d'en être l'un des instigateurs.

Au mois d'avril 2006, la CSSL fut transférée à La Haye, aux Pays-Bas et le procès de Charles Taylor s'y ouvrit au mois de juin 2007. Le 26 avril 2012, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone le condamna à une peine de cinquante années de prison.

LES CLÉS ETHNIQUES DU CONFLIT LIBÉRIEN

- Les Kru qui vivent dans le Sud et dans l'Est du Liberia sont divisés en six principales tribus dont les Krahn (4% de la population du Liberia), qui étaient au pouvoir avec le président Samuel Doe (1980-1990). Après la victoire de Charles Taylor en 1997, ils se regroupèrent dans l'Ulimo (*United Liberation Movements*) fondé en 1990 au Sierra Leone. Au mois d'avril 1994, à la suite d'une scission, fut créé l'Ulimo/K commandé par El-Hadj Kromah, d'où le « K » dans le sigle du mouvement. L'Ulimo/K soutenu par la Guinée mena la guerre contre le régime du président Taylor qui répliqua en portant le conflit dans le Sud de la Guinée en prenant appui sur les ethnies guinéennes apparentées aux Gyo et aux Mano.
- Parmi les Mandé, les Gyo et les Mano constituèrent la base ethnique de Charles Taylor, lui-même Gyo. Au Liberia, les Mandé occupent le Nord du pays.
- Le troisième grand groupe, celui des Mel, est à cheval sur trois pays : Guinée, Sierra Leone et Liberia, c'est pourquoi leur entrée en guerre a eu des répercussions régionales.

II. Sierra Leone : Limba contre Mendé(carte n° 55)

La guerre qui éclata le 23 mars 1991 en Sierra Leone fut elle aussi à base ethnique.

En 1961, quand la Sierra Leone devint indépendante, deux partis à fondements ethniques s'opposèrent : le SLPP (*Sierra Leone People's Party*) dirigé par Milton Margai, un Mendé qui devint Premier ministre et l'APC (*All People's Congress*) avec à sa tête Siaka Stevens, un Limba. Dès cette époque, les principaux acteurs ethniques du conflit furent donc en place.

a) La cristallisation des tensions

En 1964, Milton Margai mourut et son frère Albert Margai qui lui succèda inaugura une politique d'exclusivisme tribal, chassant les ministres non Mendé du gouvernement.

LES ETHNIES DE SIERRA LEONE

Il existe une vingtaine de tribus en Sierra Leone. Trois d'entre elles regroupent plus de 70% de la population totale. Il s'agit des Mendé (32%) qui appartiennent à l'ethnie mandé, des Temné (30%) et des Limba (10%) qui sont des Mel.

Les tribus de langue mandé, à savoir les Mendé, Kono, Kuranko, Loko et Soso, sont apparentées aux tribus Bandi, Gbundé, Loma, Kpele, Mano, Kono et Gyo du Liberia.

En 1967, les élections furent remportées par l'APC du Limba Siaka Stevens. Le général Lansana, un Mendé, tenta alors de maintenir A. Margai à la Primature, mais au mois d'avril 1968, la « révolte des caporaux » installa Siaka Stevens au pouvoir. Les Limba étaient vainqueurs et les cadres mendé furent alors chassés de l'administration et une armée ethnique essentiellement composée de Limba fut constituée.

À partir de ce moment, les tensions montèrent, rythmées par de nombreuses tentatives de coups d'État, toutes déjouées et dont les auteurs furent pendus.

Au mois d'avril 1971 un régime présidentiel fut instauré et Siaka Stevens devint président de la République. Il fut réélu en 1976, mais la corruption était

devenue générale et l'impopularité du régime considérable. Aussi, en 1985, au moment de la nouvelle échéance présidentielle, sentant qu'il n'avait aucune chance d'être réélu, Siaka Stevens présenta-t-il aux élections un « homme de paille », le général Saidu Momoh, lui aussi Limba. À travers ce dernier il continua à gouverner et cela jusqu'à sa mort survenue en 1988, tandis que le pays s'enfonçait dans la violence.

b) Le soulèvement des Mendé

La guerre civile éclata au mois d'avril 1991 en contagion du conflit du Liberia. Le noyau dirigeant du principal mouvement impliqué, le RUF (*Revolutionary United Front*), dirigé par Foday Sankoh était composé de Mendé et de Kono. Foday Sankoh, un Kono, donc un Mandé, comme le président Charles Taylor du Liberia, fut appuyé par ce dernier et il lança une offensive dans l'Est du pays.

Comme l'armée sierra-léonaise à composante limba était incapable de maîtriser la situation, la Guinée et le Nigeria volèrent à son secours. Le conflit devint alors régional et une véritable guerre éclata entre la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia. En Guinée, tout l'Est de la région de Forecariah et tout le Sud des régions de Guédégou et de Macenta furent alors en situation de conflit.

Le chef du RUF, Foday Sankoh était un ancien caporal de l'armée britannique qui aurait servi au Congo sous le Casque bleu dans les années 1960. Rendu à la vie civile quelques années plus tard, condamné pour une tentative de coup d'État dans les années 1970, il resta en prison jusqu'en 1980 avant de partir pour les États-Unis d'Amérique où il fréquenta un moment les extrémistes noirs du mouvement des *Black Muslims*.

Véritable chef de secte habité par des visions, toujours vêtu d'une sorte de tunique-boubou de couleur marron, arborant gris-gris et médailles, coiffé d'un étrange bonnet et entouré d'amazones, ce petit homme rondouillard à la barbichette blanche, porta la responsabilité de plusieurs dizaines de milliers de morts et de plusieurs centaines de mutilés, de dizaines de milliers de viols, de l'exode d'une population et de la destruction totale d'un pays.

Il imposait aux combattants une discipline de fer et s'assurait de la fidélité des recrues volontaires ou non, en les faisant participer à des actes de sauvagerie. Conditionnés par des sorciers, les combattants devaient manger des cœurs humains et boire le sang de leurs victimes. Plus que la forme africaine du mouvement Khmer rouge ou du Sentier lumineux péruvien comme certains l'ont prétendu, les pratiques du RUF faisaient plutôt penser au mouvement Mau Mau,

né chez les Kikuyu du Kenya dans les années 1950, avec ses sorciers, ses serments, ses rites initiatiques, ses sociétés secrètes.

Dans cette guerre qui causa plus de 100 000 morts, fait autant de mutilés et des centaines de milliers de réfugiés, les combattants des deux camps étaient drogués et ivres. Leurs chefs qui s'identifiaient aux héros de films d'action américains de série « B » s'en donnèrent même les noms : « General Share Blood », « Superman », « Leather Boots ». Le RUF était également composé de femmes-soldats qui n'étaient pas moins cruelles que les hommes ; ainsi, la tristement célèbre « Queen Cut Hands » tuée au combat en 1999.

En 1992, le capitaine Valentine Strasser, un créole, prit le pouvoir à Freetown et, en 1995, depuis les zones les plus impénétrables de l'Est du pays dans lesquelles il était solidement retranché, le RUF lança une offensive. Pour tenter de l'enrayer, le gouvernement engagea un détachement de mercenaires gurkhas népalais, mais le RUF progressait toujours, s'avançant même jusqu'à 100 km de Freetown.

Au mois de janvier 1996, le brigadier Julius Maade Bio, un des fils du chef des Mendé, chassa le capitaine Strasser du pouvoir et fit appel à des mercenaires sud-africains de la société *Executive Outcome*. Au mois de mai, ces derniers repoussèrent les guérilleros du RUF, notamment autour de Bo, la seconde ville du pays.

En mars 1996, les élections générales furent remportées par Ahmed Tejan Kabbah un Mendé du Sud-Ouest qui voulut apparaître comme indépendant des forces ethniques du pays. Mais ces élections n'avaient pas pu se tenir dans les zones contrôlées par le RUF qui n'en reconnut pas le vainqueur.

Le 17 mars, le mouvement accepta cependant un cessez-lefeu. Le nouveau président engagea des pourparlers avec le RUF, à Yamoussokro en Côte d'Ivoire, mais la guerre ne cessa pas.

c) Les interventions militaires du Nigeria et de la Grande-Bretagne

Au début de l'année 1997, Foday Sankoh fut arrêté alors qu'il se trouvait au Nigeria et le 25 mai 1997, un coup d'État renversa le président Kabbah qui trouva refuge en Guinée. Un Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC) fut formé, associant le RUF et une partie de l'armée. Cette junte était dirigée par le capitaine Johnny Paul Koroma, un Temné dont le père, le général Koroma, avait été fusillé quelques mois plus tôt après un coup d'État avorté. Foday Sankoh, toujours détenu au Nigeria, fut quant à lui nommé vice-président de

l’AFRC. Freetown qui fut livrée au pillage fut alors le théâtre d’évènements atroces, avec mises à mort, torture et mutilation des victimes. Des navires américains et français débarquèrent alors des unités de commandos chargés d’évacuer les Européens pris au piège.

Au mois de février 1998, la junte militaire fut chassée de Freetown par l’armée nigériane qui constituait l’essentiel de l’ECOMOG (Force ouest-africaine de maintien de la paix) mandaté par la CEDEAO (Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest) et dont les hommes portaient le casque blanc. Le président Kabbaj fut rétabli au pouvoir, puis le Nigeria ramena Foday Sankoh à Freetown où il fut jugé et condamné à mort. Mais la guerre continua.

Le 6 janvier 1999, le RUF avec pour chef intérimaire Sam Bockarie, dit « général Mosquito », allié aux hommes du capitaine Koroma, reprit Freetown dont il avait été chassé en février 1998. Il y sema une nouvelle fois la terreur avec l’*Operation no living thing* (« Opération plus rien de vivant »). Les massacres firent entre 6 000 et 10 000 morts et il fallut un mois à l’armée du Nigeria pour reprendre la ville.

Le président Kabbaj comprit alors qu’il lui fallait une fois pour toutes négocier avec le RUF. Les rebelles purent alors rencontrer leur chef, Foday Sankoh, détenu à bord d’un navire nigérian, et ils acceptèrent l’ouverture de discussions conclues le 7 juillet, à Lomé, par un accord de paix signé sous l’égide de l’ONU. L’accord amnistiait le chef du RUF et lui accordait la vice-présidence ainsi que huit postes ministériels. De plus la quasi-possession des zones diamantifères lui était reconnue. En contrepartie le RUF devait se laisser désarmer et accepter une présence des Casques bleus dans les zones qu’il contrôlait.

L’ECOMOG fut remplacé par la MINUSIL (Mission des Nations unies en Sierra Leone) qui s’engagea à déployer 8 000 Casques bleus. Le 2 mai, les derniers soldats de l’ECOMOG quittèrent le Sierra Leone et le même jour, le RUF prenait 500 Casques bleus en otage dans l’extrême Est du pays, violant ainsi l’accord de paix signé le 7 juillet 1999 à Lomé.

Le 8 mai, à Freetown, une foule de manifestants tenta d’investir la villa de Fodah Sankoh, mais sa garde ouvrit le feu, faisant de nombreuses victimes. La guerre civile reprit alors.

La Grande-Bretagne lança une puissante expédition aéronavale. Forte d’une dizaine de navires dont un porte-avions, un porte-hélicoptères, de 6 frégates et de deux navires ravitailleurs, elle mit à terre 800 parachutistes, un bataillon de *Royal Marines* et plusieurs commandos des SAS. Les soldats de l’ancienne

puissance coloniale eurent pour mission première l'évacuation des ressortissants étrangers. Ils venaient également au secours d'une population martyrisée, mais aussi pour sécuriser Freetown, la capitale du pays menacée par l'avancée des hommes du RUF, mais aussi pour sauver le prestige de l'ONU.

Le 10 mai, les rebelles abandonnèrent la ville de Masiaka, important nœud de communication situé à environ 70 km de Freetown. Le 11 mai, de violents combats se déroulèrent à une trentaine de kilomètres de la capitale. Le 16 mai, les rebelles attaquèrent la ville de Port Loko défendue par des Casques bleus nigérians et ils se heurtèrent aux Britanniques autour de l'aéroport de Lungi, dans la banlieue de Freetown. Le 18 mai, Foday Sankoh qui avait disparu depuis le 8 mai fut arrêté par les SAS britanniques.

À partir de ce moment la situation échappa au RUF qui se trouva isolé, les 2 000 hommes du capitaine Koroma ayant rejoint le camp présidentiel pour combattre aux côtés des soldats « réguliers » de la SLA (Armée du Sierra Leone) et des CDF (Forces de défense civiles) de Sam Hinga Norman. Ces derniers étaient ceux que la presse occidentale désigna sous le nom de *Karamajors*, chasseurs traditionnels, mi-brigands, mi-initiés de sociétés animistes recrutant dans les tribus mendé du Sud-Ouest et appartenant donc au même ensemble ethnique que le président Kabbaj. Avec l'appui des soldats britanniques, cette alliance hétéroclite l'emporta sur les combattants du RUF.

Le 18 janvier 2002, la guerre civile du Sierra Leone prit officiellement fin et le 14 mai, des élections eurent lieu. Lors du scrutin des présidentielles, le président sortant, Ahmad Tejan Kabbaj fut réélu avec 70% des voix[11].

III. Côte d'Ivoire : Nord contre Sud

(cartes n^{os} 56 et 57)

En Côte d'Ivoire les évènements qui conduisirent à la guerre civile ont également une origine politico-ethnique. En 1960, avec le président Houphouët-Boigny, ce furent les Baoulé qui s'imposèrent. Le président Houphouët Boigny mourut le 7 décembre 1993 et il eut pour successeur Henri Konan Bédié, d'ethnie Baoulé comme lui.

Avec ce dernier, l'alchimie ethnique élaborée par le défunt président se délita. C'est ainsi qu'en 2000, le président Bédié déclara inéligible car non ivoirien de naissance, le nordiste Alassane Ouattara, principal leader de

l'opposition et qui, pourtant, avait été de 1990 à 1993 le dernier Premier ministre du président Houphouët-Boigny.

a) Les origines de la guerre

Le drame ivoirien se noua autour de la question nationale et ethnique parce que les « sudistes » avaient vu leur terre occupée par des immigrés. Submergée par une immigration déferlant depuis les pays du Sahel, la Côte d'Ivoire accueillait également sur son sol des centaines de milliers de Libériens ou de Sierra-Léonais qui avaient fui les guerres ravageant leurs pays respectifs.

Ces grands mouvements de population entraînèrent de profonds changements. Ainsi, en pays baoulé, des villes comme Dimbroko ou Bouaké sont désormais linguistiquement à majorité dioula. Quant aux Baoulé, ils essaimèrent chez les Gouro, les Bété ou parmi les populations lagunaires.

LES PEUPLES DE CÔTE D'IVOIRE

Au recensement de 1998, on comptait 15,4 millions d'habitants dont environ 4 millions d'étrangers, soit 26% de la population totale. 50% d'entre eux étaient nés dans le pays. 56% des non-nationaux étaient des Burkinabés, 19,8% des Maliens, 5,7% des Guinéens. Les plus fortes concentrations d'immigrés se trouvaient dans les zones agricoles du Sud, qu'il s'agisse de l'Ouest ou de l'Est. À l'Est, à proximité de la frontière du Ghana, en zone akan, dans la région du Sud-Comoé qui a pour chef-lieu Aboisso et celle du Moyen-Comoé dont le chef-lieu est Abengourou, furent recensés 45 et 43,4% d'étrangers. À l'Ouest, en pays kru, la région du Bas-Sassandra dont le chef-lieu est San Pedro en abritait 42,9%. Dans cette région, le département de Tabou détenait un record avec 54,3% d'étrangers dont essentiellement des réfugiés du Liberia installés chez leurs « cousins » kru. Abidjan avec une population totale de 3,1 millions d'habitants comptait 29% de non-Ivoiriens, soit environ 900 000 personnes.

À cette immigration doivent être ajoutées les migrations intérieures qui expliquent également les tensions et les crispations ethniques. C'est ainsi que le pays kru a en quelque sorte été « colonisé » par des nationaux ivoiriens venus du Nord et du pays akan.

Dans les quatre régions du Haut-Sassandra, du Bas-Sassandra, du Sud-Bandama et de Fromager, où vivent 3,7 millions de personnes, les

autochtones kru ne constituaient plus que 13% de la population. 37,4% des « étrangers » y vivant étant burkinabés ou maliens, mais plus de 46% sont ivoiriens (9% Mandé du Nord, 9% Sénoufo et 26,5% Akan). Un bouleversement ethnique a donc eu lieu qui explique l'apparition de la notion d'« ivoirité ».

Le 24 décembre 1999, à l'issue du premier putsch de l'histoire de la Côte d'Ivoire, le général Robert Guei qui était Yacuba, tribu faisant partie de l'ethnie des Dan et du groupe ethno-linguistique mandé, renversa le président Henri Konan Bédié.

Afin de s'organiser une élection présidentielle sur mesure, il écarta à la fois M. Ouattara et le représentant des Baoulé. Puis il choisit un adversaire « à sa main », le Bété Laurent Gbagbo qui lui servit à la fois de caution et de faire-valoir.

Le scrutin présidentiel du mois d'octobre 2000 fut alors vidé de toute signification. M. Ouattara représentait en effet au moins 35% des voix, celles des populations voltaïques (environ 18% de la population ivoirienne) et nord-mandé (environ 17%). Quant à l'ancien président Bédié ou tout autre candidat officiel baoulé, il était assuré de rassembler sous son nom une partie importante des 42% d'Akan/Baoulé et apparentés. À eux deux, ces candidats « pesaient » donc au moins 70% des suffrages. À peu de choses près le chiffre des abstentionnistes lors de ce scrutin. Dans les zones ethniques pro-Ouattara et pro-Bédié, l'abstention fut d'ailleurs considérable tandis que dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, zones dan et kru, la participation atteignit presque 100%.

Le président Gbagbo fut donc élu par 20% du corps électoral ivoirien, à savoir les 12% du groupe ethnolinguistique kru/bété et les 8% de ses alliés lagunaires et attié.

b) La guerre civile et l'intervention française

Pour 70% des Ivoiriens, le nouveau président était donc illégitime et la contestation du scrutin prit de l'ampleur. C'est alors que débuta la guerre civile ivoirienne.

Pour écarter les partisans de M. Ouattara qui réclamaient la reprise de l'élection présidentielle, le nouveau président lança ses milices et la gendarmerie dans la rue. Du 24 au 27 octobre 2000, la « chasse aux nordistes » fit ainsi des centaines de victimes.

Le 19 septembre 2002 eut lieu une tentative de coup d'État suivie d'un soulèvement armé. Le ministre de l'Intérieur, Émile Boga Doudou et l'ancien président Robert Guéi furent assassinés. Les villes de Korhogo et de Bouaké furent prises par les mutins. Le 22 septembre des renforts militaires français arrivèrent à Abidjan où les évacuations d'expatriés débutèrent aussitôt.

Mardi 1er octobre, la France annonça officiellement qu'elle soutenait le président Gbagbo. L'armée française s'interposa entre les insurgés « nordistes » qui avaient alors l'avantage, et les troupes fidèles au président Gbagbo, ce qui interdit aux « mutins » de marcher sur Abidjan.

Oubliant qu'il devait sa survie à l'interposition française, le clan Gbagbo accusa ensuite la France de comploter contre lui, et la tension monta avec Paris.

Le jeudi 4 novembre 2004, les FANCI (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire) lancèrent une attaque aérienne contre les positions rebelles de Bouaké et de Korhogo.

Le 5 novembre, les raids furent étendus à Seguela, Vavoua et Man tandis qu'une offensive terrestre étaient lancée en direction de Bouaké où elle fut stoppée par le contingent marocain de l'ONUCI. Le cessez-le-feu était donc rompu.

Le samedi 6 novembre, le camp français de Bouaké fut bombardé par deux appareils ivoiriens. Le bilan fut de 9 morts et de 38 blessés, dont plusieurs graves. Nous savons aujourd'hui que cette attaque était délibérée comme l'a appris la saisie des disquettes de vol des drones fournis à la Côte d'Ivoire par la société israélienne *Aeronautics Defense Systems*.

La réaction française fut immédiate : les deux avions qui avaient mené l'attaque furent détruits au sol ainsi qu'un hélicoptère[12]. À partir de 16 heures, toujours le 6 novembre, plusieurs roquettes furent tirées contre les troupes françaises stationnées à l'aéroport d'Abidjan, cependant que, dans toute la ville, la « chasse aux Blancs » était déclenchée et les établissements français pillés et incendiés. L'armée française dut alors évacuer au moyen d'opérations particulièrement risquées des familles entières en extrême péril.

Le dimanche 7 novembre, dans les quartiers d'Abobo, de Treichville, d'Adjamé et de Koumassi, certains militaires ivoiriens et les miliciens traquèrent les opposants et les ressortissants du Nord de la Côte d'Ivoire. Devant l'aggravation de la situation, ordre fut alors donné aux troupes françaises positionnées le long de la ligne de démarcation où elles surveillaient un cessez-le-feu qui n'existait plus, de marcher le plus rapidement possible vers Abidjan.

Mardi 9 novembre, l'hôtel Ivoire fut assiégé par une foule agressive. Certains manifestants arboraient des peintures de guerre et déclaraient qu'ils

allaient « manger les Français », cependant que la radio nationale les poussait à affronter l'armée française.

À 16 h 30, la situation fut à la limite du contrôlable car plusieurs véhicules français étaient en passe d'être littéralement « avalés » par la foule. Un manifestant sauta même sur un blindé et tenta d'en armer la mitrailleuse. Un officier français le mit immédiatement hors de combat, évitant ainsi un drame majeur. Au même moment, un gendarme ivoirien tenta de pousser un soldat français dans la foule afin qu'elle le lynche, mais il fut également neutralisé. Les deux coups de feu qui furent alors tirés déclenchèrent une fusillade nourrie car, depuis la foule, des tireurs ouvrirent le feu sur les militaires français qui ripostèrent. Les manifestants se dispersèrent alors.

c) Le coup d'État de Laurent Gbagbo et la seconde intervention française

La situation s'apaisa ensuite jusqu'aux élections présidentielles de 2010 qui furent remportées par la coalition Baoulé-nordistes. À l'issue d'un vote ethnique, Alassane Ouattara fut élu au second tour avec près de 55% des voix, mais Laurent Gbagbo refusa de s'incliner et se proclama vainqueur du scrutin.

Le président élu mais impuissant s'installa à l'Hôtel du Golf et une pantomime de quatre mois se joua alors. Laurent Gbagbo commit l'erreur de s'en prendre à la France qui n'attendait qu'un prétexte pour intervenir, notamment en raison des liens d'amitié qui existaient entre Nicolas Sarkozy et Alassane Ouattara.

Une offensive nordiste appuyée par la France fut donc déclenchée et le président autoproclamé se trouva assiégé dans sa résidence d'Abidjan. Le dimanche 10 avril, comme il fallait en finir, les hélicoptères français attaquèrent la résidence présidentielle où ils détruisirent plusieurs véhicules armés. Les partisans de Laurent Gbagbo demandèrent alors aux miliciens de s'en prendre directement aux soldats français.

À partir de ce moment, la « force Licorne » risqua d'être aspirée dans un engrenage incontrôlable. Le camp Ouattara la poussait en effet à intervenir encore plus directement, cependant que celui de Laurent Gbagbo guettait son moindre faux pas pour pouvoir crier au néocolonialisme.

Pour l'État-major français la priorité fut dès lors de sortir rapidement de ce double piège et le lundi 11 avril, les hélicoptères français procédèrent à des frappes sévères qui réduisirent les derniers défenseurs de Laurent Gbagbo, cependant que d'autres troupes ouvraient le chemin aux forces d'Alassane

Ouattara. Certes, ce furent bien ces dernières qui pénétrèrent dans la résidence présidentielle et qui arrêtèrent l'ancien président, mais sans le fort « coup de main » français, elles en auraient été incapables.

L'arrestation de Laurent Gbagbo ne fit pas oublier que la Côte d'Ivoire était bel et bien coupée en deux et qu'Alassane Ouattara était arrivé au pouvoir dans les fourgons de l'ancien colonisateur, ce qui ne renforçait pas son prestige aux yeux des 46% d'Ivoiriens qui avaient voté pour Laurent Gbagbo lors du second tour des élections présidentielles.

IV. Nigeria : de la guerre du Biafra au conflit ethno-religieux Nord-Sud(carte n° 58)

Comme la Côte d'Ivoire, le Nigeria est un quadrilataire artificiellement découpé par le colonisateur et qui emprisonne un monde sahélien au nord et deux ensembles sudistes. Il s'agit d'un puzzle humain de plus de 120 millions d'habitants divisés en plusieurs dizaines de peuples.

La nature et l'histoire dessinent trois grandes régions dominées par trois grands groupes de populations :

– les Haoussa-Fulani-Kanouri (entre 24 et 30%) vivent dans le Nord du pays et ils sont quasiment tous musulmans ; avant la colonisation les Haoussa-Fulani-Kanouri étaient organisés en puissants empires dont les principaux chefs spirituels et temporels étaient l'émir de Kano et le sultan de Sokoto ;

– les Ibo (environ 18%) vivent dans le Sud-Est du Nigeria et ils sont très majoritairement chrétiens ;

– les Yoruba (plus de 22%) vivent dans le Sud-Ouest du pays et sont majoritairement chrétiens avec une forte minorité musulmane et un reliquat animiste.[13]

Le premier coup d'État militaire que connut le Nigeria eut lieu le 15 janvier 1966 et c'est un Ibo, le général Johnson Ironsi, qui le mena. Ce putsch rompit l'équilibre tacite jusque-là respecté entre les trois grandes ethnies. Il aboutissait en fait à une tentative d'instauration d'un « *Ibo power* » chrétien sur le Nigeria. Pour les Haoussa-Fulani-Kanouri, cela était inacceptable.

a) La guerre du Biafra

Du 6 juillet 1967 au 15 janvier 1970, une terrible guerre ethnopolitique ravagea la partie sud-est du Nigeria. Ce fut la guerre du Biafra (Clergerie, 1994) qui eut pour origine la sécession écrasée de l'autoproclamée République du Biafra sous la direction du colonel Emeka Ojukwu. Ce fut directement un conflit interne et indirectement un conflit entre la France et ses alliés africains (Côte d'Ivoire, Gabon et Afrique du Sud) contre le reste du monde et plus particulièrement les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Le 29 juillet 1966, le général Ironsi fut assassiné et un contre-coup d'État dirigé par le général Yakubu Gowon, nordiste, mais lui aussi chrétien, se traduisit par la prise du pouvoir d'une junte à majorité musulmane.

Ces coups d'État croisés eurent pour résultat un exode des Ibo car ceux qui étaient installés dans le Nord et dans le Centre du Nigeria furent massacrés et ils décidèrent alors de se regrouper dans leur région ethnique d'origine.

Les nouvelles autorités redécoupèrent administrativement le Nigeria afin de soustraire aux Ibo le contrôle sur les zones pétrolières du Sud-Est. En réaction, le gouverneur militaire de la région orientale, le colonel Emeka Ojukwu, rejeta l'autorité du général Gowon cependant que les affrontements entre musulmans nordistes et chrétiens Ibo plaçaient le pays au bord de la guerre civile.

Au mois de janvier 1967, afin d'éviter le pire, le Ghana mena une médiation entre les parties, proposant le redécoupage du Nigeria en douze États et l'instauration d'une nouvelle république fédérale. Le général Gowon accepta ce plan dans ses grandes lignes, mais il demeura ferme sur l'idée visant à détacher les zones productrices de pétrole du territoire des Ibo. En réaction, le colonel Ojukwu décida que la région de l'Est ne verserait plus la part qui revenait aux autorités centrales et cela afin de pouvoir indemniser les Ibo ayant fui le nord du Nigeria à la suite des pogroms.

La tension monta ensuite et le 26 mai, l'État d'urgence fut proclamé au Nigeria. En réaction, le 30 mai 1967, l'indépendance de la région de l'Est fut proclamée par le colonel Ojukwu et le nouvel État prit le nom de Biafra avec pour capitale Enugu.

L'armée biafraise ouvrit les hostilités en lançant une offensive dans la région du Centre-Ouest afin de prendre le contrôle de la totalité de la production pétrolière du Nigeria et afin de contraindre le gouvernement central à négocier. Le Biafra contrôlait en effet déjà 75% de la production de pétrole de tout le Nigeria.

Prise au dépourvu, l'armée fédérale se ressaisit et elle lança une contre-attaque victorieuse en réussissant à s'emparer de la plupart des villes du Biafra, tout en lui coupant ses accès à la mer. Le 28 septembre 1967, Enugu, la capitale, fut prise et fin mai 1968, ce fut le tour de Port-Harcourt et de ses puits de pétrole.

Privé de ravitaillement, le Biafra fut alors asphyxié et une atroce famine frappa la population prise au piège dans la dernière poche de résistance que l'armée fédérale ne parvenait pas à réduire. Les victimes furent au nombre de plusieurs centaines de milliers et des chiffres allant jusqu'à 2 millions de morts furent alors avancés sans qu'il soit possible de les étayer. Ce fut à l'occasion de ce conflit que fut pour la première fois médiatisée une famine africaine et que naquit la politique de l'aide humanitaire.

Au mois de décembre 1969, largement conseillées et soutenues par les Britanniques, les troupes fédérales lancèrent plus de 100 000 hommes sur les dernières positions défendues par une armée biafraise manquant de tout. Le colonel Ojukwu se réfugia alors en Côte d'Ivoire, laissant le pouvoir à son Premier ministre qui signa l'acte de capitulation le 12 janvier 1970. Le Biafra fut ensuite réintégré au sein de la fédération du Nigeria.

Politiquement et militairement, la sécession biafraise ne fut soutenue que par quelques pays, dont la France, qui se prononça pour le droit à l'autodétermination du Biafra (Bach, 1980). L'indépendance du Biafra ne fut reconnue que par Haïti, la Tanzanie, le Gabon, la Côte d'Ivoire et la Zambie.

Le gouvernement fédéral fut armé par la Grande-Bretagne et par l'URSS. Durant cette guerre, plusieurs mercenaires intervinrent aux côtés des Biafrais, dont le Français Roger Faulques et l'Allemand Rolf Steiner (1976), lequel constitua une petite unité de commando qui mena plusieurs raids audacieux derrière les lignes fédérales. De leur côté, les fédéraux eurent recours à des pilotes égyptiens.

LA GUÉRILLA DANS LE DELTA DU NIGER

Depuis 2006, la question du delta du Niger où sont localisés la plupart des puits de pétrole, est le théâtre d'une guérilla mi-ethnique, mi-mafieuse, frappant quatre provinces : Rivers, Akwa Ibom, Delta et Bayelsa.

Les vingt millions d'habitants qui y vivent appartiennent à un très grand nombre d'ethnies dont les principales sont les Ijaw, les Itsereki, les Urhobo et les Ogoni. La guérilla est divisée en mouvements ethno-centrés recrutant

notamment chez les Ogoni comme le Mosop (Mouvement pour la survie du peuple ogoni) ou chez les Ijo, comme le Medn (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger).

À l'origine, dans les années 1990, les premières actions furent menées par le Mosop qui militait pour une meilleure redistribution des revenus du pétrole et dont faisait partie l'écrivain Ken Saro-Wiwa, pendu en 1995. Après 1996, ces mouvements devinrent de plus en plus violents et ils développèrent des actions de sabotage. Puis, des gangs mafieux se mêlèrent très largement aux militants indépendantistes.

Cette guérilla visa les installations pétrolières et les techniciens étrangers qui furent enlevés contre rançon. Les installations du terminal de Bonny et les installations *offshore* furent régulièrement attaquées par des commandos lourdement armés et équipés de vedettes ultra rapides. Une étape nouvelle fut franchie le 19 juin 2008 avec l'attaque revendiquée par le MEDN de la plate-forme Bonga appartenant à la Shell et située à 120 km des côtes.

La situation fut également compliquée en raison de l'apparition d'autres mouvements aux origines confuses, comme le VDN (Vigiles du delta du Niger) fondé en 2003, le NVPDN (Force volontaire du peuple du delta du Niger) créé en 2005 par Alhaji Muhajid Dokub-Asari, un Ijaw, et le MEDN (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) apparu en 2006.

En raison de ces violences, au mois de janvier 2007, la firme française Michelin choisit de fermer son usine de Port-Harcourt et en 2006 et 2007, les extractions pétrolières baissèrent de 6%. En 2008, le Nigeria perdit ainsi sa place de premier producteur africain au profit de l'Angola. En plus du manque à gagner pour le budget de l'État qui dépend à 80% du pétrole, ces attaques entraînaient des dépenses liées à la sécurité.

b) Une guerre civile Nord-Sud larvée

Depuis la fin de la guerre du Biafra, aux conflits ethniques traditionnels s'ajoutent de puissantes oppositions religieuses (les musulmans sont officiellement 43%, les chrétiens 34% et les animistes 19%). En 1999-2000, ces conflits connurent une accélération. Quelques exemples :

– le 15 octobre 1999, à Lagos et à Ilorin, plus de 100 nordistes furent lynchés par des Yoruba, et des milliers de Haoussa échappèrent au massacre en se

réfugiant dans les casernes. Ces tueries faisaient suite à des pogroms anti-sudistes dans les villes du Nord du pays ;

– au mois de mai 2000, l'annonce de l'application de la charia dans l'État de Kaduna provoqua de sanglants affrontements qui firent plus de 2 000 morts, et au mois de novembre, la même mesure provoqua l'embrasement de la ville de Kano où églises et mosquées furent pillées ou incendiées. Dans tout le Nord du Nigeria, il s'en suivit l'exode des chrétiens. En représailles, dans le Sud, les Yoruba massacrèrent des centaines de Haoussa à Lagos et à Ilorin.

À partir de 2002, avec l'apparition du mouvement fondamentaliste *Boko Haram*, la situation dans le nord du Nigeria fut celle d'une quasiguerre civile. Cette organisation terroriste fut fondée par le Kanouri Mohamed Yusuf, qui fut abattu le 31 juillet 2009 après sa capture au terme de cinq jours de combats acharnés avec l'armée nigériane qui firent plusieurs centaines de morts chez les islamistes.

En plus des attentats commis par *Boko Haram*, les affrontements frontaux entre ethnies musulmanes et chrétiennes furent de plus en plus nombreux en lisière des deux zones confessionnelles. Ainsi, le 7 mars 2010, à Dogo Nahawa, dans les faubourgs de Jos, plusieurs centaines de Berom furent massacrés par des Peul Fulani. En 2001, la réaction des indigènes prit la forme d'un massacre de Fulani qui s'étendit aux Haoussa.

Ce conflit inscrit dans la longue durée ethnique régionale n'est devenu religieux que récemment. Dans la région de Jos, l'opposition entre musulmans et chrétiens prolonge en effet la situation précoloniale antérieure qui était celle d'une guerre ethnique entre les populations nordistes en partie islamisées et celles du Sud alors animistes. À la fin du XVIII^{e} siècle, la région de Jos résista à la poussée du royaume musulman de Sokoto. En passe d'être subjugués, ses habitants n'échappèrent à la conquête et à l'islamisation que d'extrême justesse, grâce à la colonisation britannique.

CONGO - BRAZZAVILLE : KONGO CONTRE MBOCHI

Le 15 août 1963, le premier président du Congo, l'abbé Fulbert Youlou, fut chassé du pouvoir et son successeur, Alphonse Massamba-Débat, un Kongo-Lari comme lui, fut élu à la présidence de la République. Au mois de juillet 1968, deux officiers mbochi, les capitaines Raoul et Ngouabi, prirent le pouvoir. Marien Ngouabi s'imposa et créa le PCT (Parti congolais du travail) avant de faire du Congo une République populaire marxiste-

léniniste. Dans la réalité, les Mbochi confisquaient le pouvoir à leur profit.

Le 18 mars 1977, le président Ngouabi fut assassiné et le colonel Yhombi-Opango, lui aussi mbochi, devint président du Congo. En 1979, le colonel Sassou Nguesso, également mbochi prit le pouvoir.
En 1991, contraint par la France d'adopter le multipartisme, il accepta la mise en marche d'un processus démocratique qui allait mathématiquement donner le pouvoir aux plus nombreux, c'est-à-dire aux Kongo. Ainsi, lors des élections présidentielles de 1992, les Kongo qui, toutes tribus confondues, totalisent 48% de la population, l'emportèrent sur les Mbochi qui ne sont que 13% et Pascal Lissouba fut élu.

La campagne pour les présidentielles de 1997 se déroula dans un climat de guerre civile et, sachant qu'il allait mathématiquement les perdre pour la seconde fois, le colonel Sassou Nguesso profita d'une provocation du camp du président Lissouba pour forcer le destin.
Au mois d'octobre 1997, à l'issue d'une guerre féroce, les Mbochi reprirent par les armes un pouvoir perdu cinq ans plus tôt dans les urnes.
Les Kongo se replièrent alors dans leurs régions d'origine (Niari, Bouenza, Lekoumou et Pool). Les miliciens de l'ancien président Pascal Lissouba et ceux de Bernard Kolélas, l'ancien maire de Brazzaville, y menèrent une guérilla pugnace soutenue par les séparatistes angolais du Cabinda.

Les enjeux étant clairement régionaux, le président Sassou Nguesso fut appuyé par l'armée angolaise qui entretenait un contingent permanent au Congo-Brazzaville. Pour Luanda, il était en effet vital que les Kongo soient maintenus à l'écart du pouvoir, et cela afin de sécuriser le Cabinda également peuplé de Kongo. En cas de retour au pouvoir de ces derniers à Brazzaville, la guérilla du Cabinda aurait en effet été assurée de retrouver les bases dont elle disposait avant 1992.

À la fin du mois de décembre 1998, les miliciens kongo pensèrent que le contexte leur était devenu favorable en raison de la guerre qui avait repris en Angola (voir page 360), et ils attaquèrent Brazzaville. De très violents combats de rue eurent lieu et l'armée congolaise, débordée, fit appel aux Angolais. L'incursion kongo fut écrasée après des combats à l'arme lourde. Rue par rue, parcelle par parcelle, maison par maison, le « nettoyage » fut systématique et impitoyable. De nombreux règlements de compte ethniques l'accompagnèrent suivis d'exécutions sommaires. Les victimes se comptèrent par centaines et peut-être même par milliers.

Les miliciens kongo ayant été finalement repoussés, l'armée gouvernementale reprit le contrôle d'une capitale une nouvelle fois détruite après avoir rasé les quartiers de Bakongo et de Makelekele. Puis une lente reconquête des quatre provinces du Sud, Bouenza, Lekoumou, Niari – fief de Pascal Lissouba –, et Pool – région ethnique de Bernard Kolelas –, fut entreprise durant l'année 2000.

Le 10 mars 2002 Denis Sassou Nguesso fut élu président de la République et le 12 juillet 2009, il fut réélu avec 78% des suffrages.

---

10. Sur le film video on voit Prince Yormie Johnson couper les oreilles de Samuel Doe encore vivant. Réfugié au Nigeria depuis 1992, Prince Johnson est ensuite devenu chrétien évangéliste.

11. En 2002 Foday Sankoh fut de nouveau arrêté et il mourut le 29 juillet 2003 à l'hôpital de Freetown.

12. Les hélicoptères et le reste de l'aviation ivoirienne furent ensuite détruits par l'armée française.

13. Les autres ethnies sont au nombre de plusieurs centaines et elles rassemblent environ 40% de la population.

CHAPITRE VI

UN DEMI-SIÈCLE DE GUERRES AU ZAÏRE/RDC (1960-2012)
(carte n° 59)

Depuis son indépendance, la République démocratique du Congo (RDC), l'ancien Congo belge, a été ravagée par d'incessants conflits. Le premier, ou guerre du Katanga, fut séparatiste. Il fut suivi de la guerre de la province orientale où, dans les années 1963-1965 se constitua une république populaire ayant pour capitale Stanleyville. Le pays fut ensuite l'objet de tentatives de déstabilisation lancées depuis l'Angola par le bloc soviétique. Enfin, en 1996-1997, le pays eut à faire face à une offensive en règle lancée par l'Ouganda et le Rwanda, qui aboutit au renversement du maréchal Mobutu et à l'installation au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila. Un an plus tard, en 1998, éclata une guerre qui impliqua militairement une dizaine de pays groupés dans deux coalitions. En dépit des accords de paix signés en 2002, la guerre ne cessa à aucun moment dans les régions orientales du Kivu et de l'Ituri.

I. Les premières guerres du Congo (1960-1978)

Indépendant le 30 juin 1960, l'ancien Congo belge sombra dans le chaos dès le 5 juillet, quand la Force publique, pourtant garante de la stabilité du pays, se mutina. Le Congo explosa alors et la Belgique envoya des troupes pour évacuer ses ressortissants. En plus du chaos, le pays fut au bord du démembrement car, le 11 juillet, le Katanga se proclama indépendant.

a) Les guerres de sécession : Katanga et Kasaï (1960-1963)

Le 11 juillet 1960, soutenue par l'Union minière du Haut-Katanga, la Conakat (Confédération des associations tribales du Katanga), présidée par le Lunda Moïse Tschombé, décida de se séparer du Congo. La province du Katanga déclara donc unilatéralement son indépendance et prit le nom d'État du Katanga. La communauté internationale, États-Unis et URSS en tête ne reconnut pas le nouvel État et la réduction de cette sécession donna lieu à une guerre de près de trois ans entre l'ONU et la petite armée katangaise.

Le 12 juillet, le gouvernement congolais demanda à l'ONU une intervention militaire afin de protéger le pays contre ce qu'il qualifiait d'« intervention extérieure » – l'arrivée des troupes belges –, et pour mettre un terme à la sécession du Katanga.

Le 14 juillet, le Conseil de sécurité de l'ONU vota pour le principe d'une intervention au Congo et demanda à la Belgique de retirer ses troupes du pays. Deux jours plus tard, les premiers Casques bleus débarquèrent. Ils étaient majoritairement indiens. Le 23 juillet, les derniers soldats belges quittèrent Léopoldville et les troupes de l'ONU prirent position dans tout le Congo, à l'exception du Katanga.

Pour Patrice Lumumba, Premier ministre, l'arrivée des Casques bleus devait permettre de réduire la sécession katangaise, cependant que pour l'ONU, leur mission était uniquement d'éviter une internationalisation du conflit, l'URSS ayant proposé son soutien aux auto-rités congolaises.

La situation fut encore compliquée par une autre sécession en cours au Kasaï où les Luba-Kasaï en butte aux persécutions des Luluwa, exigeaient la création d'une province dans laquelle ils seraient en sécurité. Comme le gouvernement Lumumba y était totalement opposé, le 8 août, le Luba Albert Kalondji proclama alors l'indépendance du Sud-Kasaï et il fixa sa capitale à Bakwanga (Mbuji-Mayi depuis 1996), laissant Luluabourg (Kananga) sous le contrôle des Luluwa.

Le 9 août, le Conseil de sécurité demanda à la Belgique le retrait immédiat de ses troupes encore stationnées au Katanga. Le 12 août, le secrétaire général de l'ONU se rendit à Elisabethville où il eut un entretien avec Moïse Tschombé, ce qui provoqua la fureur de Patrice Lumumba qui l'accusa de reconnaître un État rebelle.

Le 25 août le Kasaï et le Katanga formèrent une confédération. Les deux « États » disposaient de l'essentiel des richesses minières de l'ancien Congo belge, mais ils étaient en proie à de graves problèmes ethniques. Les Luba du Katanga groupés dans la *Balubakat*[1] et qui étaient farouchement opposés à la

déclaration d'indépendance du Katanga, s'étaient en effet prononcés dès le 17 juillet, au sein même de l'Assemblée du Katanga contre l'indépendance du Katanga et ils ne tardèrent pas à entrer en guerre contre les gendarmes katangais[2].

Menacé d'une intervention militaire de l'ONU, le Katanga fut ensuite privé de ses cadres militaires belges car Bruxelles, cédant aux injonctions du Conseil de sécurité, retira ses troupes. Le Katanga constitua alors une petite armée, la Gendarmerie katangaise, qui fut encadrée par d'anciens officiers et sous-officiers belges de la Force publique et par des mercenaires, essentiellement français, dont plusieurs officiers supérieurs que le général De Gaulle venait de retirer d'Algérie en raison de leurs positions Algérie française.

Pour réduire ces deux sécessions, Patrice Lumumba lança une opération militaire à la fin du mois d'août 1960. Au Kasaï, Bakwanga fut occupée le 27 août, mais l'armée nationale congolaise y massacra des civils luba-kasaï. Aux yeux de ces derniers, Patrice Lumumba devint « l'assassin des Luba-Kasaï », ce qui expliquera sa fin tragique quelques mois plus tard.

Le 23 septembre, aidés par la gendarmerie katangaise, les séparatistes du Sud-Kasaï reprirent Bakwanga où Albert Kalondji se fit proclamer *Mulopwe* (« empereur, roi ») le 8 avril 1961.

Pour mettre un terme à la sécession katangaise, les troupes de l'ONU menèrent une véritable guerre contre les gendarmes katangais et leur encadrement blanc. Elle se déroula à travers quatre campagnes :

– le 28 août 1961, le chef de la mission de l'ONU au Congo, l'Irlandais O'Brien, décida de capturer les mercenaires qui encadraient les forces katangaises. 300 d'entre eux, dont 180 Belges, furent faits prisonniers par surprise et ils furent expulsés. Cependant, le noyau dur de ces mercenaires, notamment les Français, échappa à la rafle qui n'affaiblit donc pas les moyens de la gendarmerie katangaise ;

– le 13 septembre 1961, une seconde opération dont le nom était Morthor, eut pour objectif la capture de Moïse Tschombé et de ses principaux lieutenants, mais ce fut un échec. Les Katangais contre-attaquèrent, notamment à l'aide de leur unique avion Fouga Magister avec lequel ils bombardèrent les camps de l'ONU, occasionnant pertes et dégâts importants. Partout les Casques bleus furent assiégés.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Dag Hammarskold, décida alors de

négocier un cessez-le-feu avec Moïse Tschombé et rendez-vous fut pris sur l'aéroport de Ndola en Rhodésie du Nord, l'actuelle Zambie, mais l'avion s'écrasa dans des conditions demeurées mystérieuses[3] ;

– le 5 décembre 1961, eut lieu une troisième offensive qui déboucha sur des pourparlers et des accords qui furent signés entre les auto-rités congolaises et celles du Katanga. Cependant, dès son retour à Elisabethville, Moïse Tschombé réaffirma la sécession ;

– le 24 décembre 1962, appuyée par les États-Unis, une quatrième offensive fut lancée par les Casques bleus. Les combats durèrent près d'un mois. Au début du mois de janvier 1963, les gendarmes katangais perdirent pied et Moïse Tschombé s'enfuit en Espagne. Le 14 janvier 1963, le Katanga capitula.

Le Congo sombra ensuite dans la plus totale anarchie. Les opposants s'installèrent à Brazzaville sur l'autre rive du fleuve Congo où ils se regroupèrent dans le CNL (Comité national de Libération), cependant que l'armée nationale congolaise était incapable de faire face aux diverses rébellions qui avaient éclaté un peu partout dans le pays. Son chef, Joseph-Désiré Mobutu et plusieurs responsables politiques eurent alors l'idée de faire appel à Moïse Tschombé. Paradoxe, l'ancien chef de la sécession katangaise fut donc rappelé pour éviter l'éclatement du Congo. Il arriva à Léopoldville le 26 juin 1964 et le 6 juillet, le président Kasavubu le chargea de former un nouveau gouvernement.

b) L'opération *Ommegang* (Stanleyville, 1964-1965)

Le 5 septembre 1960, Patrice Lumumba avait été révoqué par le président Kasavubu et transféré – en réalité livré –, au Katanga où il avait été assassiné le 17 janvier 1961 après avoir été malmené durant son transport par des soldats luba-kasaï qui voulaient venger les massacres des leurs (Brassine et Kestergat, 1991 ; De Vos et alii, 2005).

Des rébellions lumumbistes éclatèrent aussitôt dans l'Ouest, au Kwilu, dans l'Est, dans le Nord du Katanga, au Maniema et au Kivu. Leurs principaux dirigeants étaient Antoine Gizenga, Gaston Soumialot et Pierre Mulele. Une République populaire du Congo fut même créée à Stanleyville où des centaines d'Européens furent pris en otage (Verhaegen, 1987).

Mi-novembre 1964, à Stanleyville (Kisangani), les *simba* (« lions ») emplumés, drogués au chanvre et ivres d'alcool de palme, se mirent à massacrer

indistinctement Africains et Européens. Il fut alors décidé de sauver les otages, mais l'opération était délicate car la région était éloignée et, de plus, les prisonniers étaient répartis dans plusieurs centres.

Deux opérations furent alors lancées, l'une aéroportée, l'autre terrestre. Le 24 novembre 1964 les para-commandos belges sautèrent sur Stanleyville et le 26 sur Paulis, opération doublée par la colonne terrestre de la 5e brigade motorisée commandée par le colonel F. Vandewalle (opération Ommegang), (Vandewalle, 1970 ; Closset, 1995 ; Schramme, 1969). Puis, les mercenaires se lancèrent à la reconquête du Congo oriental pour le compte du gouvernement central.

À la fin de l'année 1965, la révolte des *simba* était écrasée. La « guerre froide » battait alors son plein et les Occidentaux avaient « tué dans l'œuf » un foyer subversif qui risquait d'embraser toute la région.

L'opération Ommegang[4]

Placé aux côtés du Premier ministre congolais Moïse Tschombé par le gouvernement belge, le colonel Frédéric Vandewalle (1912-1994) reçut de ce dernier la mission de constituer une unité destinée à reconquérir la région de Stanleyville. Ce fut la 5e brigade mécanisée qui fut en ordre de marche le 1er novembre 1964.

Composée de 66 officiers et sous-officiers belges, de 350 mercenaires, d'anciens gendarmes katangais et de quelques sections de l'ANC (Armée nationale congolaise), elle fut équipée de matériel de récupération et d'engins militaires de fortune.

Kongolo, le point de concentration, fut atteint par la route, par voie ferrée et par avion. 850 kilomètres séparaient alors la colonne de Stanleyville.
Le 1er novembre 1964, le lieutenant-colonel Liégeois prit la direction de Kindu avec un élément précurseur et à marches forcées de nuit et de jour, il atteignit la ville le 5 novembre, sauvant plus de 300 otages promis à une mort affreuse.

Un pont aérien belgo-américain permit ensuite d'acheminer le reste de la brigade jusqu'à Kindu. Le 9 novembre, la 5e brigade mécanisée fut renforcée par plusieurs petits commandos qui avaient lancé des offensives dans les périphéries de la principale zone tenue par les rebelles. C'est ainsi que Lisala avait été délivrée au mois de septembre, Bumba mi-octobre, Boende le 24 octobre et Ikela le 6 novembre.

Le 19 novembre, la 5e brigade mécanisée se mit en route pour Stanleyville ; le 22 novembre, Lubutu, à moins de 200 km de Stanleyville, fut atteinte. La réaction du gouvernement de la République populaire de Stanleyville ayant été de rassembler tous les otages belges et américains, Bruxelles et Washington décidèrent alors de lancer une opération de secours aéroportée.

Le 23 novembre, *Ommegang* quitta Lubutu avec pour objectif Stanleyville. La progression fut entrecoupée de combats et le 24 novembre à 6 heures du matin, les paras-commandos belges sautèrent sur Stanleyville. Ce fut l'« opération Dragon rouge ». À 10 heures, la jonction fut établie entre les deux forces et Stanleyville prise cependant que des éléments d'*Ommegang* partis à la recherche d'otages isolés dans la brousse sauvaient plus de 200 d'entre eux.

Le 26 novembre, une seconde opération aéroportée belge fut menée, cette fois sur la ville de Paulis, ce fut l'« opération Dragon noir ».

Le 27 novembre, un franchissement d'assaut du fleuve Congo fut effectué et les hommes de l'*Ommegang* découvrirent un charnier contenant les corps de dizaines d'otages massacrés et mutilés.

Le bilan de ces opérations fut de 2 375 Européens libérés. Quant aux Congolais, ils étaient plusieurs milliers. Cependant, tous les otages n'avaient pas été sauvés car il en restait plusieurs centaines entre les mains des rebelles et leur recherche fut extrêmement difficile.

Durant ses douze mois d'opération, *Ommegang* compta 76 morts, soit deux officiers et trois sous-officiers belges, vingt et un mercenaires et cinquante volontaires congolais.

c) Les campagnes du Shaba et l'intervention française à Kolwezi (1977-1978)

En 1971, la RDC fut rebaptisée Zaïre[5]. Sous la ferme direction du général Mobutu, le pays fut un constant allié des Occidentaux, ce qui lui attira l'hostilité du bloc soviétique qui tenta deux invasions du Shaba (Katanga).

Les Soviétiques avaient pris pied en Angola à la faveur de la lutte entre le FPLA et l'UNITA et ils cherchèrent à priver l'Occident de ses sources d'approvisionnement en minerais stratégiques situées au Zaïre, au Sud-Ouest

africain/Namibie et en Afrique du Sud. Or, le Zaïre du maréchal Mobutu était le maillon faible du dispositif occidental. De plus, il constituait la base arrière de l'UNITA, principal adversaire du régime marxiste angolais. Luanda et ses alliés soviétocubains décidèrent en conséquence de s'attaquer à ce pays et l'objectif choisi fut son point le plus sensible, à savoir le Shaba-Katanga d'où était tiré l'essentiel de ses revenus et où le souvenir de la sécession des années 1960-1963 était encore vivace[6].

La base arrière de l'opération contre le Shaba fut installée en Angola où une centaine d'experts est-allemands et plusieurs centaines de soldats cubains formèrent « Katangais » et opposants zaïrois. Les Allemands de l'Est se chargèrent de la logistique et les Cubains de l'encadrement des combattants.

Une première tentative d'invasion eut lieu au mois de mars 1977. L'armée zaïroise étant dans l'incapacité de s'y opposer, l'intervention d'un millier de soldats marocains soutenus par l'aviation française permit de repousser les assaillants. Ce ne fut que partie remise car, un an plus tard, la ville minière de Kolwezi, cœur économique du Katanga-Shaba, fut visée.

Cette seconde tentative eut lieu le samedi 13 mai vers 5 h 30 du matin quand plusieurs colonnes, fortes chacune de 250 hommes, prirent possession de Kolwezi. Les assaillants commencèrent par liquider les membres des ethnies de la région de l'Équateur et notamment les Ngbandi-Mbaka) l'ethnie présidentielle –, tout en se lançant à la chasse aux Français. Six coopérants militaires français furent alors enlevés et massacrés.

Le lundi 15 mai, des divergences apparurent entre Paris qui souhaitait intervenir et Bruxelles qui souhaitait négocier. Le mardi 16 mai, quand il fut clair que les Angolais avaient commencé de massacrer des otages, le colonel Yves Gras, l'attaché militaire français à Kinshasa, demanda une intervention urgente. Le mercredi 17 mai, le 2e régiment étranger de parachutistes commandé par le colonel Philippe Erulin (Erulin, 1979) fut placé en alerte opérationnelle. L'« opération Léopard » se mit alors en marche.

De son côté, Bruxelles hésitait toujours à intervenir. Pour les diplomates belges, une action militaire à Kolwezi allait avoir pour résultat de sauver le régime à bout de souffle du maréchal Mobutu, or, ils auraient voulu que la crise serve à promouvoir une solution politique globale de la question zaïroise. Les menaces pesant sur les Européens devenant de plus en plus fortes, le président Giscard d'Estaing décida alors que la France interviendrait seule.

Le jeudi 18 mai, des fuites se produisirent ou furent orchestrées sur diverses radios et elles firent comprendre aux preneurs d'otages qu'une opération aéroportée était en cours. Leurs chefs ordonnèrent alors de tuer tous les

Européens et de détruire les installations minières. L'intervention de secours était donc urgente car il en allait de la vie de centaines d'Européens et de milliers de Zaïrois.

Le vendredi 19 mai, à 15 h 42, le premier légionnaire sauta sur Kolwezi. La seconde vague fut larguée à partir de 17 h 15. Il faisait un vent de 8 mètres/seconde et les hommes étaient équipés de parachutes américains qu'ils ne connaissaient pas. La « casse au saut » fut néanmoins limitée. Au sol, les Angolais, surpris, furent mis en déroute et quand la nuit tomba, la ville était sécurisée à 50%.

Le samedi 20 mai, une troisième vague fut parachutée. Vers 16 heures, à la cité Métal-Shaba où les envahisseurs s'étaient solidement retranchés, les Français se heurtèrent à une forte résistance, mais, dans la soirée, tous les objectifs étaient atteints.

Le dimanche 21 mai et dans les jours suivants, les soldats français tentèrent d'intercepter la colonne qui se repliait vers l'Angola afin de délivrer une soixantaine d'otages qu'elle emmenait avec elle.

L'« opération Léopard » permit de sauver des milliers d'Africains et 2 000 Européens. Une quantité importante de matériel militaire fut récupérée. La Légion étrangère compta 5 tués et 20 blessés durant les combats, et les « Katangais » 300 morts. Cent trente et un Européens avaient été massacrés et 70 enlevés qui ne furent jamais récupérés. 382 militaires zaïrois avaient été tués lors des combats ou massacrés une fois faits prisonniers par les Angolais. Avant de s'enfuir, ces derniers mirent hors service une partie des moyens miniers de production, ce qui eut pour résultat de paralyser toute la production minière durant des années (Sergent, 1978).

Avec la fin de la « guerre froide », un règlement global de la question de l'Afrique australe fut ensuite négocié. Les Cubains quittèrent l'Angola, cependant les États-Unis cessèrent de soutenir l'Unita de Jonas Savimbi dont les bases étaient situées au Zaïre. De plus, comme les minerais du Shaba n'étaient plus stratégiques, le Zaïre fut abandonné à lui-même et, dès 1990, le régime du maréchal Mobutu fut dénoncé par ses protecteurs de la veille.

La crise zaïroise apparut alors dans son ampleur, le pays étant ravagé par la corruption, le clientélisme et l'ethnisme. Le remède qui fut proposé fut le multipartisme. Acculé, le maréchal Mobutu organisa une conférence nationale, mais les oppositions longtemps bridées voulurent goûter immédiatement et sans aucune retenue d'une certaine forme de liberté retrouvée. L'anarchie s'empara

alors du pays sur fond de troubles au Kasaï où les Lunda chassèrent environ 400 000 Luba (Bakajika, 1997), tandis que de graves affrontements ethniques ensanglantaient le Nord-Kivu.

Le 14 novembre 1992, une nouvelle conférence nationale se tint durant laquelle il fut décidé que le pays deviendrait la République fédérale du Congo et cela, afin de prendre en compte les réalités régionales du pays. Cependant, les évènements du Rwanda et leurs prolongements au Zaïre interrompirent le processus.

LES GUERRES D'OUGANDA (1979 - 1986)

L'Ouganda a connu deux guerres, l'une avec la Tanzanie en 1979 et l'autre qui fut une guerre civile et qui dura de 1979 à 1986.

Indépendant le 9 octobre 1962, l'Ouganda est une création britannique constituée par l'assemblage de quatre royaumes ayant leur histoire et leurs définitions ethniques, le Buganda, le Bunyoro, le Toro et l'Ankole, auxquels furent ajoutés des territoires septentrionaux peuplés par des Nilotiques (Prunier et Calas, 1994 ; Okuku, 2002).
Milton Obote, qui était Langi et qui avait fondé l'UPC (Congrès du Peuple ougandais), parti ethnique des nilotiques nordistes, devint Premier ministre. Le 25 janvier 1971, Amin Dada, un Nilotique kakwa chef d'État-major de l'armée, fit un coup d'État. À la fin du mois de novembre 1978 des militaires mutinés se réfugièrent en Tanzanie. L'armée fidèle au président Amin Dada franchit la frontière pour les combattre. L'Ouganda ayant annexé le « saillant de la Kagera », un territoire de 1 800 km² enclavé, la Tanzanie entra en guerre. Ce fut la guerre ougando-tanzanienne qui se déroula durant les mois de mars et d'avril 1979.
Appuyée par des contingents ougandais regroupés dans l'Armée de libération nationale de l'Ouganda qui fédérait plusieurs groupes rebelles, l'armée tanzanienne qui avait mobilisé plusieurs dizaines de milliers d'hommes, déclencha une offensive immédiatement victorieuse. En dépit d'un renfort de plusieurs milliers de soldats et de l'intervention anarchique de bombardiers libyens, l'armée ougandaise fut mise en déroute. Kampala tomba le 11 avril 1979 et le maréchal Idi Amin Dada s'enfuit en Arabie Saoudite.

Les groupes ougandais qui avaient participé à la lutte contre Idi Amin Dada s'opposèrent ensuite ; ce fut la guerre civile ougandaise qui dura jusqu'en 1986.

Après la prise de Kampala par les Tanzaniens et les rebelles ougandais, la radicalisation ethnique s'amplifia. Yoweri Museveni, un Hima d'Ankole, recrutait parmi les Banyankole, les Batoro, les Banyoro[7], les Tutsi réfugiés du Rwanda[8] et les Baganda. Pour sa part, le général Oyite-Ojok armait les Langi, les Acholi et les Teso. Le pays fut donc coupé en deux sur base ethnique, les sudistes bantuphones s'opposant aux nordistes nilotiques.

Le 15 décembre 1980 à l'issue d'élections truquées, Milton Obote, un nordiste, revint au pouvoir et il fit de l'armée une milice nilotique (Acholi, Teso et Langi) et baïru. Ces derniers, originaires de l'Ankole, avaient rejoint les nordistes par haine de Museveni et des Hima et ils soutinrent donc Obote dans un schéma de type rwandais (Hutu-Tutsi). Au début de l'année 1981 Yoweri Museveni qui venait de fonder l'UPM (*Uganda Patriotic Movement*), commença sa guérilla contre le régime Obote et il élargit alors encore plus largement son recrutement aux émigrés tutsi (Prunier, 2005). Le 22 février 1982, il tenta un assaut sur Kampala, mais ce fut un échec.

Le 25 janvier 1986, Kampala fut finalement prise par l'Armée nationale de résistance de Yoweri Museveni (Prunier, 1986 : 102-114) et le général Tito Okello s'enfuit. Le 29 janvier Yoweri Museveni devint président de l'Ouganda. Une longue guerre civile se terminait et le pays était à reconstruire.

II. De la campagne du Zaïre (septembre 1996 – mai 1997) à la deuxième guerre du Congo RDC (1998-2002)

Au mois de septembre 1996, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi décidèrent de vider les camps de réfugiés hutu rwandais installés au Kivu depuis le mois de juillet 1994, ce qui fut fait en moins de deux mois au terme d'une guerre-éclair initiée par les Banyamulenge, Tutsi vivant au Zaïre sur les hauteurs occidentales dominant les lacs Kivu et Tanganyika, depuis le nord de Goma jusqu'au plateau de l'Itombwe.

Les camps vidés, les réfugiés retournèrent par centaines de milliers au Rwanda cependant que des centaines de milliers d'autres qui avaient pris la fuite

vers Punia et Kisangani, furent exterminés en route par l'armée rwandaise[9]. Face au vide militaire qui s'était créé au Zaïre, l'Ouganda et le Rwanda décidèrent alors de pousser leur avantage et de renverser le régime Mobutu. Une offensive fut donc lancée dont le résultat fut la déroute militaire zaïroise.

L'Ouganda et le Rwanda créèrent alors une fiction d'opposition zaïroise à la tête de laquelle ils placèrent Laurent Désiré Kabila, un Luba du Katanga, personnage controversé qu'ils pensaient pouvoir manipuler. À la fin du mois de mai 1997, l'armée rwandaise était victorieuse après avoir bénéficié le 15 mai à Kenge de l'aide décisive des blindés angolais qui prirent à revers les ultimes défenses zaïroises (carte n° 000). Le président Mobutu fut chassé du pouvoir et le Zaïre redevint République démocratique du Congo (RDC) avec à sa tête Laurent-Désiré Kabila.

La seconde guerre du Congo-RDC éclata un an plus tard, au mois d'août 1998 quand le président Kabila chassa de l'armée les Tutsi rwandais qui l'avaient porté au pouvoir en 1997. Deux coalitions s'affrontèrent alors :

1. la première, autour du président Kabila, regroupait le Soudan, le Zimbabwe, l'Angola, et la Namibie, ainsi que le Tchad. L'Angola avait deux grands impératifs stratégiques dans le pays, d'une part le maintien d'un régime ami à Kinshasa afin d'interdire à l'Unita de Jonas Savimbi d'utiliser le Sud-Ouest de la RDC comme base arrière ; d'autre part la volonté de sécuriser le Cabinda, enclave angolaise située entre les deux Congo et qui produit 75% du pétrole angolais ;
2. le « bloc Tutsi » ou apparenté, à savoir l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

Les combats furent de grande intensité, notamment entre les unités d'infanterie mécanisée zimbabwéennes et les forces rwandaises. En 1999, le conflit s'enlisa. Le Tchad qui était entré en guerre aux côtés du président Kabila, retira ses troupes après plusieurs défaites subies face à des rebelles encadrés par l'armée ougandaise. Quant aux autres protagonistes non congolais, ils cherchèrent une porte de sortie honorable. Tous avaient d'ailleurs atteint leurs buts de guerre :

– les Angolais avaient sécurisé la région de Kinshasa et le Cabinda, tandis que le Congo – Zaïre n'était plus le sanctuaire de l'Unita en déroute ;
– l'Ouganda et le Rwanda avaient également intérêt à figer le statu quo puisque leurs conquêtes territoriales semblaient solidement assurées dans

l'Est du pays ;

– restait le Zimbabwe dont le corps expéditionnaire de 11 000 hommes était embourbé au Katanga et dont l'économie ne pouvait plus supporter les 30 millions de dollars mensuels que coûtait l'intervention en RDC. Harare cherchait donc une issue politique lui permettant de se retirer en bon ordre.

Le 10 juillet 1999, furent donc signés les « accords de Lusaka ». Ils prévoyaient un cessez-le-feu, le déploiement entre les belligérants d'une force de l'ONU de 5 500 hommes, la MONUC (Mission d'observation des Nations unies au Congo). Ces accords devaient entrer en vigueur le 1er septembre 1999, mais ils ne furent pas appliqués et le conflit continua car le président Kabila refusait ce qui aboutissait de fait à une partition du Congo, la présence des hommes de l'ONU allant permettre d'entériner l'occupation des deux tiers du pays par l'Ouganda, le Rwanda et leurs alliés locaux.

Laurent Désiré Kabila fut assassiné le 16 janvier 2001[10] par un officier de son armée originaire du Kivu, région sous contrôle rwandais. Son successeur, Joseph Kabila Kabange était son propre fils qui négocia la difficile sortie de la guerre, jouant un jeu serré entre les protagonistes étrangers du conflit. Un calendrier de retrait de toutes les forces étrangères fut mis au point et à la fin du mois de mars 2001, la Monuc commença son déploiement. Fin mai, 1 500 Casques bleus étaient sur place en RDC.

Le 19 avril 2002, le principe de la réunification de la RDC fut accepté par tous les protagonistes qui signèrent l'accord de Sun City en Afrique du Sud. Le 30 juillet 2002, l'accord de paix Congo-Rwanda qui fut signé à Pretoria prévoyait le retrait des soldats rwandais de la RDC. Le 6 septembre 2002, l'accord de Luanda permit de conclure la paix avec l'Ouganda qui s'engageait à retirer ses troupes de l'Ituri. Dernière étape, le 17 décembre 2002, les membres du *Dialogue intercongolais*, à savoir les milices rebelles plus le gouvernement de Kinshasa, signaient un accord global de paix prévoyant la constitution d'un gouvernement de transition et des élections législatives et présidentielles dans les deux ans. La seconde guerre du Congo était terminée.

III. La guerre de l'Ituri (1996-2004)

Dans les années 1996-2004, l'Ituri fut le théâtre de sanglants affrontements ethniques qui provoquèrent l'intervention de l'ONU et celle de l'armée

française. Située dans le Nord-Est de la RDC, l'Ituri qui tire son nom de la principale rivière qui traverse la région est une zone de hautes terres comprise entre la grande forêt congolaise à l'ouest et le lac Albert à l'est. À l'exception des zones bordières du lac Albert, la région jouit d'un climat salubre propice tant à l'élevage qu'à l'agriculture, ce qui explique ses fortes densités humaines et la variété de ses habitants. En plus d'être un carrefour géographique et climatique, l'Ituri est une zone de grande diversité humaine, plusieurs strates de populations s'y étant superposées mais aussi entremêlées. L'Ituri est en effet une « frontière » entre populations bantuphones, central-soudaniques (Lugbara et Madi), « nilotiques des plaines » (Karamojong) et nilotes « des rivières et lacs » comme les Luo (Acholi et Langi).

En 2003, l'ethnicisation de l'Ituri devint explosive car un chef hema, Kahwa Panga Mandro, fonda le Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC). Entre-temps, les Lendu avaient fondé le Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI) dirigé par Floribert Ndjabu Ngabu. Les Alur avaient décidé de se doter eux aussi d'une structure combattante, les Forces populaires pour la démocratie au Congo (FPDC). Quant aux Kwakwa qui vivent dans la région d'Aru, ils avaient créé les Forces armées du peuple congolais (FAPC) dirigées par Jérôme Kwakwavu Bukande.

Les Lendu s'en prirent aux Hema et ils attaquèrent les villages isolés, massacrant la population et se livrant sur les cadavres à des mutilations rituelles comme l'enlèvement d'organes tels le foie ou le coeur[11].

Appliquant à la lettre les accords de paix de Luanda signés comme nous l'avons dit le 6 septembre 2002, les forces ougandaises commencèrent à se retirer d'Ituri le 24 avril 2003 conjointement avec l'arrivée d'un contingent de Casques bleus uruguayens. Or, la Monuc, envoyée dans le pays pour y superviser l'accord de paix, n'avait ni les moyens et encore moins la volonté de le faire respecter.

En Ituri, elle assista en spectatrice aux massacres ethniques. Le contingent uruguayen fort de 700 hommes disposant d'une vingtaine de blindés fut particulièrement lamentable. Renforcé par un millier de soldats de Kinshasa déguisés en policiers, sa couardise n'eut d'égal que son incompétence ; la ville de Bunia, qu'il était censé protéger, fut livrée à la sanglante guerre ethnique, les miliciens Lendu alliés aux « policiers » congolais se lancèrent dans la chasse aux civils hema. Ces derniers furent massacrés, les femmes violées, les enfants dépecés.

Face à ces tueries, les Hema firent taire leurs divisions et s'unirent pour contre-attaquer. Les combats furent violents. Moins nombreux, mais mieux

encadrés et connaissant un minimum de discipline, ils mirent en déroute les Lendu et les « policiers » congolais, en réalité membres des FAC (Forces armées congolaises, nom de l'armée du régime de Kinshasa). Le 12 mai, Bunia était entre leurs mains, mais les milices Lendu, en fuite mais intactes étaient présentes autour de la ville.

C'est alors que l'Union européenne intervint avec un mandat de l'ONU qui était de sécuriser Bunia et ses environs proches, et cela au moment où les Hema qui venaient d'échapper à un génocide s'étaient sauvés par eux-mêmes. Ce fut l'« opération Artémis » qui dura trois mois, du 6 juin au 6 septembre 2003, et dont la France fut la « nation cadre » en fournissant 80% des 2 200 soldats engagés.

LES POPULATIONS DE L'ITURI

Alur 22%, Lendu 19,80%, Lugbera 13,64%, Hema 12,61%, Bira 5,29%, Kakwa 4,06%, Nyari 2,12%, Ndo 2,85%, Lese 1,79%, Mabendi 0,44%, autres 15,4%.

Source : Recensement de 1995, Institut national de la statistique, Kinshasa.

IV. La deuxième guerre du Kivu (depuis 2007) (carte n° 64)

La région dite du Kivu est située dans l'Est de la RDC. Bordière du lac Kivu, elle englobe le nord-ouest du lac Tanganyika au sud et la région du Masisi au nord du lac Kivu. Elle est frontalière du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. En crise depuis le début des années 1990, le Kivu fut à l'origine des deux guerres du Congo en 1996 et en 1998. Les causes profondes de la déstabilisation régionale résultant de deux tendances lourdes et contradictoires à la fois :

– Kinshasa voulait reprendre le contrôle du Kivu ;

– Kigali souhaitait faire passer la région dans sa zone d'influence.

Afin que le gouvernement central dispose d'une armée opérationnelle, le brassage des milices ethno-régionales composant les FARDC (Forces armées de

la République démocratique du Congo) fut financé par la communauté internationale. Ce fut un échec car, au mois d'octobre 2007 les Tutsi congolais – ou Banyamulenge –, dont le chef était le « général » Laurent Nkunda et qui s'étaient regroupés dans le CNDP (Congrès national pour la défense du peuple), se soulevèrent car ils ne voulaient pas être affectés ailleurs qu'au Kivu. Ils affrontèrent alors les autres composantes des FARDC auxquelles ils avaient été intégrés et ils les défirent.

En 2008, la tension ne baissa pas dans la région car, au mois de juin, des Hutu rwandais regroupés dans les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) attaquèrent les FARDC cependant que le CNDP affrontait à la fois les FDLR et les FARDC.

Sous la pression internationale, le « général » Laurent Nkunda fut placé en résidence surveillée au Rwanda, mais Kigali le remplaça par un autre Tutsi congolais, le « général » Bosco Ntaganda.

Aux termes d'un accord de paix signé le 23 mars 2009, la milice du CNDP intégra à nouveau l'armée nationale, les FARDC, à la condition de demeurer au Kivu. Or, au mois de mars 2012, quand le gouvernement de Kinshasa tenta de déplacer la composante CNDP des FARDC, son chef, le « général » Bosco Ntaganda, que la Cour pénale internationale (CPI) considérait comme un criminel, se mutina, rejoint par un autre Tutsi congolais, le colonel Sultani Makenga. Cette mutinerie s'étant faite en référence aux accords que Kinshasa venait de violer, elle prit le nom de M23 (Mouvement du 23-mars). Fort de près de 5 000 hommes bien entraînés, combatifs et aidés par le Rwanda, le M23 surclassa les FARDC.

Ces évènements se déroulèrent sous le regard impuissant des 20 000 Casques bleus de la Monusco (Mission des Nations unies au Congo) dont l'entretien coûtait 1 milliard de dollars par an à la communauté internationale[12].

La question récurrente du Kivu se pose en réalité au Rwanda. Isolé sur ses hautes terres surpeuplées, le pays va en effet droit au collapsus si, d'une manière ou d'une autre, il ne déborde pas vers le Kivu congolais. Sans une ouverture vers le Kivu, le Rwanda, qui est naturellement tourné vers l'océan Indien, n'est que le cul-de-sac de l'Afrique de l'Est, la forêt de la cuvette congolaise formant une barrière naturelle, politique, ethnique, culturelle et linguistique (kiswahili oriental et lingala occidental).

De plus, l'avenir économique du Rwanda repose très largement sur le pillage des ressources de la RDC. Selon l'ONU, le Rwanda constituait ainsi en 2012 la plaque tournante du commerce illicite des pierres précieuses congolaises. Le trafic se faisait à travers des sociétés écran et des coopératives minières qui

donnaient le label « Rwanda » aux productions congolaises, ce qui permettait de les écouler sur le marché international en dépit de l'embargo.

À travers des mouvements comme le CNDP, le Rwanda pratiquait une véritable stratégie du chaos destinée à interdire le retour de la région dans le giron de Kinshasa. Cette stratégie était double :

– durant les phases de paix, Kigali faisait intégrer un maximum de Tutsi dans les FARDC, sa main-mise sur la région s'opérant ainsi à travers l'armée congolaise ;

– quand Kinshasa tentait de reprendre le contrôle de la région en déplaçant les unités tutsi ailleurs dans le pays, ces dernières se mutinaient.

---

1. Baluba du Katanga.

2. Nous avons vu qu'au contraire, les Luba-Kasaï soutenaient l'indépendance du Katanga.

3. Pour la discussion concernant cet évènement et les hypothèses qui l'entourent, voir la synthèse de Ndaywel è Nziem (1997 : 597).

4. *Ommegang* est le nom d'un cortège folklorique bruxellois. Ce fut son chef, le colonel Frédéric Vandewalle, qui donna avec humour ce nom à la colonne au charroi hétéroclite rassemblée sur la base de Kamina avant sa longue marche vers Stanleyville. Pour tous les détails, documents, photographies et témoignages concernant cette opération de haute tenue, on se reportera avec intérêt au site www.compagnons-ommegang.com.

5. En 1966, la capitale Léopoldville avait été rebaptisée Kinshasa.

6. En 1977, la région produisait 15 000 tonnes de cobalt par an et 450 000 tonnes de cuivre, ce qui représentait 75% des recettes en devises du Zaïre et le tiers de son PNB. De plus, les oppositions ethniques toujours latentes et les plaies non refermées depuis 1963, permettaient d'y entretenir un foyer de troubles.

7. Banyankole : originaires de l'Ankole ; Batoro : originaires du Toro ; Banyoro : originaires du Bunyoro, etc.

8. Il est Hima par son père et Tutsi rwandais par sa mère (Prunier, 1986 : 103).

9. Pourchassés dans la forêt par les troupes rwandaises, ils furent massacrés par dizaines de milliers (Mpayimana, 2004 ; Rugumaho, 2004 ; Ntilikina, 2008).

10. Il mourut le 17 janvier dans l'avion qui le transportait à Harare au Zimbabwe.

11. Plusieurs observateurs ont même parlé de cannibalisme sans qu'il soit possible de confirmer cette accusation.

12. Sur cette somme, la France participait pour 1,84 million de dollars en versement direct, plus sa quote-part dans les 16,8 millions de dollars versés par la Commission européenne.

CHAPITRE VII

LA GUERRE DU RWANDA

(1ER OCTOBRE 1990-19 JUILLET 1994)

(Cartes nos 60, 61, 62, 63)

Cette guerre fut menée à la fois sur le terrain militaire et politique. Ses initiateurs eurent une totale maîtrise de la technique de manipulation des opinions internationales grâce à des médias littéralement mis sous influence et qui furent ses constants relais. Présentée comme le combat du « bien » contre le « mal », elle ressemble aux guerres de la période de la décolonisation, quand un camp était voué aux gémonies cependant que l'autre était paré de toutes les vertus.

L'origine de cette guerre remonte aux années 1958-1960, quand, soutenus par l'Église catholique et la Belgique, les Hutu (85% de la population) renversèrent la monarchie. Les Tutsi (15% de la population) durent alors choisir entre un statut de citoyens de seconde zone ou l'exil. Les fils des exilés déclenchèrent la guerre le 1er octobre 1990 à partir de l'Ouganda, pays qui leur servit tout à la fois de base arrière et d'arsenal durant les quatre années que dura le conflit.

L'idée de la reconquête du pouvoir naquit dans les années 1980 alors que Yoweri Museveni[1] menait une guérilla contre le régime Obote. Nous avons vu plus haut qu'il recruta alors au sein de sa propre ethnie les Hima de l'Ankole, chez les Baganda, mais aussi parmi les Tutsi rwandais réfugiés en Ouganda depuis les années 1959. Au mois de janvier 1986, au moment de la prise du pouvoir par Yoweri Museveni, 20 à 25% des effectifs de son armée étaient tutsi. Après la victoire, plusieurs hauts postes leur furent confiés. Fred Rwigema fut ainsi nommé général-major, puis chef d'état-major adjoint et vice-ministre de la Défense nationale, les majors Chris Bunyenezi et Stephen Ndugute reçurent

chacun le commandement de brigades tandis que Paul Kagame devenait directeur adjoint des services de renseignement[2]. Ce furent ces hommes qui constituèrent le FPR et qui, en accord avec les autorités de Kampala, désertèrent de l'armée ougandaise fin septembre 1990 pour attaquer le Rwanda.

La guerre du Rwanda connut deux grandes phases : d'octobre 1990 à la signature des accords d'Arusha au mois d'août 1993 et de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, à la victoire FPR de juillet 1994.

I. De l'offensive tutsi de 1990 aux accords d'Arusha (4 août 1993)

Le 28 septembre 1990, 3 à 4 000 (?) soldats et officiers tutsi de l'armée ougandaise désertèrent avec leur armement et se dirigèrent vers la frontière rwandaise qu'ils franchirent le 1er octobre par le poste frontière de Kagitumba. Une guerre de quatre ans qui se termina par un génocide et par le bouleversement de la carte géopolitique de l'Afrique centrale débuta alors.

a) L'attaque du 1er octobre 1990

Au moment du déclenchement de la guerre, les FAR (Forces armées rwandaises) étaient fortes de 5 à 6 000 hommes plus 2 000 gendarmes. Elles étaient structurées en bataillons à effectif de 600 hommes, disposaient de quelques armes lourdes, d'une vingtaine de blindés légers (AML) et de cinq hélicoptères Gazelle armés dont la maintenance était assurée par des coopérants français de l'AMT (Assistance militaire technique)[3].

Le 3 octobre dans l'après-midi, au sud de Kagitumba, ces hélicoptères Gazelle détruisirent un convoi logistique de l'APR. Manquant de munitions et de carburant, les assaillants qui avaient parié sur une victoire rapide et qui ne s'attendaient pas à devoir faire face à une résistance pugnace, piétinèrent dans la région de Gatsibo, où leur chef, le « général » Fred Rwigema, fut tué.

Le 3 octobre, donc le même jour, le ministre des Affaires étrangères du Rwanda sollicita l'appui de la France. Pour Paris, la priorité était d'assurer la protection des ressortissants et comme l'aéroport de Kigali était sur la route supposée des assaillants, il fut décidé de le sécuriser.

Le Président François Mitterrand qui était alors en voyage officiel au Moyen-

Orient, décida donc d'intervenir. Ce fut l'« opération Noroît » qui débuta le jour même avec l'envoi de 135 légionnaires de la 4e compagnie du 2e REP (régiment étranger de parachutistes) prépositionnée à Bouar en RCA et commandée par le capitaine Streichenberger, ainsi que d'une équipe de 5 spécialistes transmissions fournis par le 13e RDP (régiment de dragons parachutistes) embarqués à Bangui.

Jeudi 4 octobre, vers 18 h 50, l'aéroport de Kigali passa sous contrôle français. Le dimanche 7 octobre, un contingent zaïrois franchit la frontière à Gisenyi et prit la route de Byumba. Le mardi 9 octobre Gabiro fut repris aux « rebelles ». À partir de ce moment la situation militaire se retourna en faveur des FAR et les assaillants se replièrent en Ouganda.

Militairement battu, le FPR remporta alors une importante victoire politique car la France demanda au président Habyarimana de négocier avec lui, l'imposant donc dans le jeu politique rwandais duquel il venait d'être militairement exclu.

Paris utilisa ensuite la menace du FPR pour faire avancer le régime de Kigali sur la voie de la démocratisation. Ce faisant, la France sapa le pouvoir du président Habyarimana qui fut contraint de lutter à la fois sur le front militaire tutsi, sur le front diplomatique français et occidental ainsi que sur le front interne ouvert par ses opposants hutu qui profitèrent du multipartisme pour le combattre. Le drame rwandais se noua à ce moment-là car le régime « légal » du Rwanda, pourtant victime d'une agression, se vit en plus discuter le droit de recevoir ou même d'acheter des armes, donc de se défendre, tandis que le FPR puisait avec largesse dans les arsenaux ougandais.

b) Le raid sur Ruhengeri 22 janvier 1991

Le 22 janvier 1991, le FPR qui avait reconstitué ses forces dans son sanctuaire ougandais porta un rude coup au régime de Kigali, lançant et réussissant un raid spectaculaire sur la ville nordiste de Ruhengeri. Dès lors, les FAR, qui avaient fait illusion au mois d'octobre 1990, furent continuellement surclassées par l'APR (Armée patriotique rwandaise).

Les 23 et 24 janvier, deux sections des forces Noroît intervinrent à Ruhengeri pour y évacuer près de 300 personnes, dont 185 Français, puis la France décida de soutenir militairement le gouvernement rwandais afin de rétablir l'équilibre des forces, seul moyen d'ouvrir une négociation de paix équilibrée.

Cependant, compte tenu de l'état lamentable des FAR, il fut nécessaire de recycler toutes les unités. C'est pourquoi, le 20 mars 1991, par la *directive 3146*

de l'État-major des armées, il fut décidé, à la demande des autorités rwandaises, d'implanter à Ruhengeri un Détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI) qui reçut pour nom de code « Panda ». Son but était d'aider à la formation d'une armée organisée et structurée, capable de contrôler son territoire, afin que les autorités rwandaises puissent négocier dans une situation d'égalité face au FPR.

À partir de ce moment, la présence militaire française fut donc composée de trois entités, l'AMT, le DAMI et le détachement Noroît proprement dit, formé d'unités tournantes de l'armée de terre, qui se relayèrent tous les quatre mois au Rwanda.

c) Les offensives FPR de juin 1992 et de février 1993

En dépit de cet effort de formation, au début du mois de juin 1992, les FAR ne purent contenir une nouvelle attaque de l'APR lancée sur la région de Byumba, ce qui provoqua l'exode de centaines de milliers de paysans. Les FAR furent alors dépassées et certaines unités se mutinèrent. L'APR, qui réussit à s'enfoncer sur une vingtaine de kilomètres de profondeur, fit de cette région une « zone libérée ».

Face à la gravité de la situation, Paris grossit alors le dispositif Noroît et un renfort fourni par le 8e RPIMa arriva sur zone dans la nuit du 5 au 6 juin. La simple présence française dissuada le FPR de poursuivre son offensive et les combats cessèrent. Il fallut cependant attendre le mois de juillet pour qu'un cessez-le-feu officiel soit signé.

Le 8 février 1993, le FPR-APR lança une nouvelle offensive généralisée vers Ruhengeri, Byumba, Tumba et Gatsibo. L'attaque fut couronnée de succès et les lignes de défense des FAR enfoncées. Byumba fut contournée par l'ouest avec une avancée jusqu'à Rulindo et par l'est, avec une pénétrante jusqu'à Rutare. Les assaillants occupèrent la plus grande partie des préfectures de Ruhengeri, de Byumba et avancèrent jusqu'à Rulindo, à 30 km au nord de Kigali qu'ils atteignirent le 20 février. Ruhengeri avait été conquise dès le 8 février à l'exception de la zone du PC du lieutenant-colonel Bizimungu qui résista jusqu'au 10 février, date de la reprise de la ville par les FAR.

Chez les Hutu, ce fut alors le sauve-qui-peut et l'exode de centaines de milliers de paysans qui vinrent grossir le nombre des 300 à 350 000 réfugiés qui vivaient déjà dans les camps. Au total entre 700 et 900 000 Bakiga (montagnards) s'entassèrent le long des routes conduisant à Kigali, démunis de

tout. Le « noyau dur » du régime Habyarimana avait non seulement perdu une partie de sa base territoriale et démographique, mais en plus, il avait été dispersé. Ne s'embarrassant pas de soucis « humanitaires », le FPR venait de réussir un coup de maître.

Les 8 et 9 février, en réaction à l'offensive de l'APR, la France procéda au renforcement de l'opération Noroît, mais elle n'intervint pas directement dans les combats. Puis, le 22 février, l'opération « Chimère » qui n'était qu'une phase de l'opération Noroît, débuta pour s'achever le 28 mars 1993. Son but était d'éviter la débâcle des FAR qui aurait donné un rôle politique exorbitant à un FPR militairement victorieux. Les 69 hommes[4] qui composaient cette opération eurent pour mission de reprendre en main l'armée rwandaise afin de tenter de garantir la survie du processus de paix qui passait par le partage du pouvoir.

La présence française entraîna une reprise de confiance quasiimmédiate de la part des FAR qui retrouvèrent un minimum de mordant, et un cessez-le-feu fut signé à Dar Es-Salaam le 9 mars.

La France entama ensuite le repli des renforts de « Noroît » et des hommes de « Chimère ». Au mois d'octobre 1993, il ne resta plus qu'une trentaine d'hommes au Rwanda. L'« opération Noroît » avait duré quasiment trois ans. Quand l'année 1994 débuta, il n'y avait plus de troupes françaises au Rwanda où, seuls, demeurèrent 24 coopérants militaires.

Signés le 4 août 1993, les accords d'Arusha prévoyaient le partage du pouvoir à travers de nouvelles institutions. Ces dernières devaient se mettre en place le 10 septembre 1993 au plus tard avec une durée de la période de transition de vingt-deux mois pour s'achever par des élections au suffrage universel. Ces accords ne purent être appliqués car le FPR avait bien compris que l'ethno-mathématique lui interdirait de remporter les élections qui devaient mettre un terme à la transition. Les Tutsi n'étant que 15% de la population, ils n'avaient en effet aucune chance de l'emporter sur les partis hutu, même si ces derniers étaient divisés. Sa seule force étant militaire, il n'avait donc pas d'autre possibilité que la conquête du pouvoir par la force, ce qui passait par une reprise unilatérale des hostilités (Lugan, 2007). Or, l'ONU était garante de l'application des accords d'Arusha et chargée de veiller au bon déroulement de la transition.

Un contingent de Casques bleus fort d'environ 2 300 hommes fut envoyé au Rwanda sous le nom de Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda), et placé sous le commandement du général canadien Roméo Dallaire, et qui dépassé par les évènements demeura sans réaction face à leur emballement.

LA STRATÉGIE DU FPR

La Stratégie du FPR a comporté deux phases, l'une militaire (voir plus haut) et l'autre politique, qui fut réalisée en deux temps. Dans un premier temps, le régime Habyarimana fut déstabilisé, puis l'ensemble du Rwanda hutu fut déstructuré, et cela, de trois façons :

– entre 1991 et 1994, plusieurs responsables hutu « modérés » furent assassinés, ce qui provoqua la condamnation et la mise au ban du régime Habyarimana accusé d'avoir commandité ces crimes. Or, nous savons aujourd'hui que ces crimes furent ordonnés par le FPR. Nous connaissons même les noms des tireurs ;

– en 1991 et en 1992, des dizaines d'attentats aveugles (mines, grenades, etc.) provoquèrent l'exacerbation de la haine ethnique. Attribués à l'époque aux hommes de main du président Habyarimana, les fameux « escadrons de la mort ». Nous savons aujourd'hui qu'ils furent commis par des membres du FPR ;

– les *Interahamwe* dont le nom est associé au génocide des Tutsi, furent crées par un Tutsi devenu plus tard ministre dans le gouvernement tutsi du général Kagame. Le chef de cette milice à Kigali était lui-même tutsi ainsi que nombre d'infiltrés dont nous connaissons les noms et jusqu'aux pseudonymes et qui avaient été désignés en raison de leur apparence physique « hutu ». Leur mission était double : provoquer le chaos afin de créer l'irréversible et discréditer les Hutu aux yeux de l'opinion internationale.

Après l'assassinat du président Habyarimana, le FPR ne laissa pas la moindre chance à la paix, faisant au contraire tout pour amplifier l'anarchie qu'il avait provoquée. L'accord de paix signé à Arusha le 4 août 1993 fut ainsi été délibérément violé, et cela, sans la moindre justification militaire puisque l'APR n'était nulle part menacée par une quelconque offensive des FAR alors déliquescentes ou mutinées. Le 12 avril, quand les officiers hutu demandèrent l'arrêt immédiat et sans conditions des hostilités, ce qui équivalait à une capitulation, ils n'obtinrent aucune réponse (TPIR-98-41-T, Marchal, 30 novembre 2006, p. 30-31).

d) Les insolites « erreurs » militaires du général Dallaire

Les travaux du TPIR, notamment les très longues audiences consacrées au procès du colonel Bagosora (TPIR-96-7 I), ont permis de mettre en évidence les énormes responsabilités du général Dallaire dans les tragiques évènements rwandais de l'année 1994. Accumulant les erreurs d'ordre militaire, il a permis à la fois au FPR de lancer son offensive de conquête du pouvoir et aux génocidaires de massacrer en toute « quiétude ». Seuls sept points seront mis ici en évidence :

1. Le général Dallaire a désinformé la communauté internationale, permettant ainsi au général Kagame d'exécuter son plan de conquête du pouvoir par les armes. En effet, le 1er mars 1994, il reçut un cable de Kampala, envoyé par le colonel Asrar Haque, commandant l'UNOMUR (mission de l'ONU en Ouganda) l'informant qu'une importante livraison d'armes de la NRA (armée ougandaise) au FPR était en cours. Ce cable détaillé contenait la description, le type d'armes et de munitions composant le convoi (TPIR – L0023836).

   Or, le 2 mars, au lendemain de la réception de ce document, lors d'une réunion tenue à Kigali avec les ambassadeurs de Belgique, de France, d'Allemagne et des États-Unis qui lui firent état d'informations reçues du gouvernement rwandais au sujet de ces livraisons faites en totale violation des accords d'Arusha, le général Dallaire déclara que ce que Kigali affirmait à ce sujet était infondé (TPIR, 2000-56-T, mardi 5 décembre 2006, p. 72-73).

   Présent à cette réunion et en faisant le compte-rendu à Koffi Annan, secrétaire général de l'ONU, M. Jacques-Roger Booh-Booh, son représentant spécial au Rwanda et supérieur du général écrit :

   > « He (Dallaire) stressed, for example, that recent Government report of the large-scale movement of FPR military equipment and personnal from Uganda into Rwanda were unfounded » (Booh-Booh à Annan, 2 mars 1994, 6, TPIR – L0006445).

2. Le 7 avril, quand le FPR eut unilatéralement rouvert les hostilités, le général Dallaire ne condamna pas cette violation gravissime des accords d'Arusha. De plus, au lieu d'agir sur la partie qui avait déclenché la reprise de la guerre, il somma au contraire les FAR de rester dans le cadre des accords d'Arusha leur interdisant de fait de simplement se défendre.

3. M. Booh-Booh a porté de graves accusations contre son subordonné. Devant le TPIR, la question suivante lui fut posée :

   > « Page 161 de votre ouvrage vous dites cela : "À plusieurs reprises, les soldats du FPR ont été surpris dans le bureau du général Dallaire en train de se faire expliquer la carte d'état-major de la MINUAR qui indiquait les positions des FAR en ville et dans l'arrière-pays. Est-ce que vous

confirmez cela ?” »

Réponse de M. Booh-Booh :

> « Non seulement je confirme, mais le général Dallaire, lorsque mon livre est arrivé au Canada, a répondu à cette question. Il a dit qu’il recevait tous les militaires des deux côtés dans son bureau, donc, si on a vu les militaires du FPR, ça se passait tout à fait normalement. Mais c’est faux. Lorsque la bataille éclate (le 7 avril 1994), il n’y a plus de militaires des FAR au quartier général de la Minuar (situé en zone conquise par le FPR). Avant il y avait des agents de liaison (…) mais dans la période que j’évoque ici[5], il n’y avait plus de soldats des FAR. Donc, il n’y avait qu’une partie qui venait prendre des renseignements sur la position des troupes sur le terrain ». (TPIR-98-41-T, Booh-Booh, lundi 21 novembre 2005, p. 91) [6].

4. Le général Dallaire a commis des fautes de commandement aux conséquences incalculables. Dès son arrivée au Rwanda il s’est ainsi laissé conduire par des problèmes secondaires, essentiellement logistiques, qui n’étaient pas de son niveau ; ce faisant, il ne s’est pas consacré à sa mission elle-même. À lire son livre (2003), on comprend qu’il ait du mal à distinguer l’essentiel de l’accessoire, sa principale préoccupation semblant être une considération de logement et de confort de sa troupe, ce qui eut une première conséquence militaire : dispositif éclaté en petites ou moyennes unités éparpillées dans la capitale, ce qui rendit la Minuar très vulnérable, lui interdisant toute réaction solide immédiate. Or :

   > « Cette manière de commander, focaliser sur l’accessoire pour mieux négliger l’essentiel qu’on redoute d’aborder, est bien connue des militaires chez lesquels elle est considérée comme un des critères déterminant de l’incompétence militaire (Dixon, 1997).

   Ce trait de caractère est une constante chez le général Dallaire. Ses conséquences en furent tragiques car il :

   > « (…) s’est laissé enfermer, systématiquement par les exigences imposées par le FPR : refus de faire fouiller les véhicules, de contrôler les armements transportés ou détenus au CND, de vérifier les effectifs présents à Kigali qui ont rapidement dépassé le chiffre imposé, le surplus s’installant dans la capitale pour préparer les premières minutes de l’après-attentat ; d’accepter que les accords ne soient jamais respectés en matière de positionnement des forces » (Entretiens de l’auteur avec les colonels Cussac et Robardey).

5. Dès la reprise des hostilités, le général Dallaire se devait de sécuriser au moyen de ses blindés l’axe menant du centre-ville de Kigali à l’aéroport. Sa passivité est incompréhensible car, au lieu de montrer sa force, il la replia tout au contraire dès la nuit du 6 au 7 avril, en commençant par abandonner cet axe vital qui était pourtant sous sa garde, et que le FPR coupa.

6. Il aurait dû dès le 6 avril imposer à tous un couvre-feu et déclarer qu’il ferait tirer sur quiconque le violerait. Le FPR aurait alors hésité à sortir de son

casernement et à lancer une offensive contre les soldats de l'ONU au risque de se mettre à dos la « communauté internationale ». Avec la compagnie para-commando belge, il disposait d'une unité qui pouvait sans problèmes majeurs s'imposer à fois à la garde présidentielle et au bataillon du FPR caserné à Kigali.

7. Il lui aurait fallu occuper en ville des points stratégiques dont la tenue aurait freiné l'extension des massacres et des débordements, ce qu'il n'a pas fait.

Plus largement, Jacques-Roger Booh-Booh qui fut son chef porte un jugement particulièrement sévère sur son subordonné :

> « C'est seulement vers 23 heures (le 6 avril) que le général Dallaire m'a téléphoné (…) j'étais furieux de constater que plusieurs heures après le crash de l'avion du président, Dallaire, mon commandant de la force, ne m'avait pas encore donné un aperçu de la situation militaire de Kigali. » (Booh-Booh, 2005 : 145).« Dallaire (…) apparemment était dépassé par les évènements tragiques que vivait le pays (…) Lorsqu'il vient à ma résidence vers 16 heures (le 7 avril), c'était notre premier contact de la journée, pour me conseiller d'aller à l'hôtel *Méridien*, Dallaire est incapable de me donner une vue précise de la situation : contrôle de l'aéroport, état des combats dans la ville… » (Booh-Booh, 2005 : 156-157).

Les manquements du général Dallaire qui a présidé au plus grand échec militaire de l'ONU depuis sa création sont à ce point nombreux qu'il est licite de demander si une telle incompétence est concevable chez un officier général.

II. Entre guerre et génocide : du 6 avril au 19 juillet 1994

Après l'assassinat du président Habyarimana, le Rwanda fut emporté dans une spirale de la violence. La France et la Belgique évacuèrent leurs ressortissants puis les belligérants furent laissés face à face. En quatre mois, d'avril à juillet 1994, le FPR conquit le Rwanda cependant qu'un génocide se déroulait dans le pays. Face à l'assourdissant silence de la communauté internationale, la France fut alors seule à réagir. Ce fut l'« opération Turquoise ».

a) L'opération Amaryllis

Le 6 avril 1994, le président Juvénal Habyarimana du Rwanda se rendit à Dar es-Salaam, en Tanzanie, pour y participer à un sommet régional réunissant les présidents Ali Hassan Mwinyi de Tanzanie, Museveni d'Ouganda, Cyprien

Ntaryamira du Burundi et George Saitoti, vice-président du Kenya. Le président Mobutu du Zaïre se décommanda au dernier moment (N'Gabanda-Nzambo, 2005) [7]. La réunion terminée, le chef de l'État rwandais décida de rentrer dans son pays.

Vers 20 h 30, alors qu'il allait atterrir à Kigali, l'avion présidentiel fut abattu par deux missiles SAM 16 portant les références 04-87-04814 pour l'un et 04-87-04835 pour l'autre. Fabriqués en URSS, ils faisaient partie d'un lot de 40 missiles SA 16 IGLA livrés à l'armée ougandaise quelques années auparavant (Bruguière, 2006 : 38)[8].

Trouvèrent la mort dans cet acte de terrorisme commis en temps de paix, deux chefs d'État en exercice, les présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi, ainsi que deux ministre burundais, MM. Bernard Ciza et Cyriaque Simbizi. Parmi les victimes se trouvaient également le chef d'État-major des FAR (Forces armées rwandaises), le général Deogratias Nsabimana, le major Thaddée Bagaragaza, responsable de la maison militaire du président rwandais, le colonel Élie Sagatwa, beau-frère du président Habyarimana et chef de son cabinet militaire, ainsi que l'équipage français composé de MM. Jacky Héraud, Jean-Pierre Minoberry et Jean-Michel Perrine, tous trois civils.

En quelques secondes le Rwanda se retrouvait sans chef de l'État et sans chef d'État-major. Le ministre de la Défense, Augustin Bizimana, était en mission à l'étranger, quant au ministre de l'Intérieur, Faustin Munyazeya qui faisait lui aussi partie de la délégation du 6 avril à Dar es-Salaam, il n'avait pas pris l'avion et il décida de ne pas rentrer au Rwanda.

Dans la nuit du 6 au 7 avril, le FPR reprit unilatéralement la guerre.

À Paris, dans la soirée du 6 avril 1994, dès l'annonce de l'attentat qui venait de coûter la vie au président Habyarimana, l'État-major des armées décida la mise en alerte des forces prépositionnées en Afrique centrale et de certains éléments spécialisés.

Le 8 avril, le colonel Henri Poncet, chef de corps du 3e RPIMa, fut désigné comme commandant d'opérations (COMOPS). Pour remplir sa mission, il disposait d'un état-major tactique renforcé par les Éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO), de trois compagnies d'infanterie parachutiste dont un groupe antichar, d'une équipe CRAP(commandos de recherche et d'action en profondeur) et d'un détachement spécialisé chargé de la sécurité des transferts entre les points de regroupement et l'aéroport. La flotte aérienne était composée de 8 C-160 (Transall) et de 1 C-130 (Hercules).

L'opération Amaryllis fut déclenchée par un ordre de mission diffusé le 8

avril à 23 h 30 :

> « (…) tenir et contrôler les installations de l'aéroport international de Kigali pour le 9 avril en fin de matinée ; être en mesure, si les circonstances le permettent, de procéder dans un premier temps à l'évacuation d'une soixantaine de passagers dont le choix et l'acheminement jusqu'à l'aéroport relèvent de l'Ambassadeur de France (…) le détachement français adoptera une attitude discrète et un comportement neutre vis-à-vis des différentes factions rwandaises » (ETR, 1998, t. II : 349).

Dans la nuit du 8 au 9 avril, entre 1 h 27 et 1 h 29, quatre appareils C-160 effectuèrent un « poser d'assaut » à trente secondes d'intervalle. En moins d'un quart d'heure 151 hommes furent mis à terre avec deux véhicules radio et ils prirent position autour de la piste. À 2 h 45, la piste et les bâtiments de l'aéroport étaient sous contrôle des troupes françaises. À 4 h 30, un cinquième avion C-160 déposa un renfort de 40 hommes.

Durant la matinée du 9 avril, il fut procédé à la reconnaissance des axes par lesquels les évacuations devaient se faire. L'après-midi, les centres de regroupement situés dans le quartier de l'ambassade, notamment l'école française, furent sécurisés. Deux unités assurèrent le contrôle de l'aéroport et une autre fut déployée en ville. Deux sections y protégèrent le centre d'évacuation principal situé à l'école française, une troisième assura la sécurité de l'ambassade de France et une quatrième prit position au centre culturel.

À 17 heures un premier avion C-130 décolla avec à son bord 55 personnes dont 43 ressortissants français et 12 membres de la famille Habyarimana, dont la veuve du président.

En début de soirée, quatre C-160 venant de Bangui se posèrent à Kigali, transportant 128 hommes du 3e RPIMa ainsi que du matériel. Amaryllis disposa alors de 359 hommes à Kigali.

Le 10 avril la Belgique déclencha l'« opération Silverback » et depuis Bangui arrivèrent trois C-160 transportant une compagnie du 8e RPIMa venant de Libreville, ce qui porta l'effectif total d'Amaryllis à 464 hommes.

Ce jour-là, huit rotations d'évacuation se firent vers Bujumbura mais les extractions de civils furent de plus en plus difficiles, notamment dans le secteur de l'hôtel Méridien qui était sous le feu du FPR.

La journée du 12 avril fut marquée par le départ à l'aube de l'ensemble du corps diplomatique français et des coopérants militaires vers l'aéroport. Tous quittèrent le Rwanda à 7 h 30 à bord de deux C-160. Le premier transportait le personnel de l'ambassade, le second le matériel ainsi que les corps des trois membres de l'équipage de l'avion présidentiel.

Le 13 avril fut consacré au retrait des hommes d'Amaryllis. Le dernier avion attendit pour décoller que les dépouilles des époux Didot et celle de l'adjudant-chef Maïer, qui avaient été assassinés par l'APR, aient été récupérées.

Il ne resta plus alors sur place aux ordres du lieutenant-colonel Jean-Jacques Maurin que 33 hommes du détachement spécialisé du COS et deux coopérants de l'AMT. Dans la crainte d'une attaque contre le dernier avion français et de l'éventualité d'un appui-feu pour protéger son décollage, le C-135 ravitailleur mis en place à N'Djamena se prépositionna à Bangui où il fut rejoint par deux avions Jaguar armés de roquettes.

Le 14 avril, l'ordre d'évacuation final fut donné au lieutenant-colonel Maurin. Le dernier avion, un C-130, décolla difficilement en réussissant à se faufiler au milieu des avions belges, après deux tentatives interrompues par les tirs de 12 obus de mortier[9].

Le 15 avril vit la fin de l'opération d'évacuation belge.

Au bilan, l'« opération Amaryllis » permit de procéder, et cela en moins d'une semaine, à l'évacuation de près de 1 500 personnes. Le bilan établi au 14 avril 1994 fait état de l'évacuation aérienne par la France de 1 238 personnes dont 454 Français et 784 étrangers parmi lesquels 612 Africains dont 394 Rwandais (40% Tutsi, 60% Hutu). Parallèlement, 115 Français furent exfiltrés par la route vers le Zaïre et le Burundi. La Belgique évacua pour sa part I 226 personnes dont 1 026 Belges, l'Italie et le Canada respectivement une centaine de personnes.

b) La victoire militaire du FPR

Nous avons vu que l'offensive du FPR/APR sur Kigali avait commencé dans la nuit du 6 au 7 avril 1994. Puis, le 7 avril en milieu d'après-midi, depuis son casernement du CND, en plein centreville, l'APR lança une offensive à Kigali-ville et attaqua le camp de la garde présidentielle (TPIR-98-41-T, Dallaire, 23 janvier 2004, p. 6). Simultanément ses éléments montés sur véhicules coupèrent la route de l'aéroport. Le matin du 8 avril, la jonction fut réalisée entre les troupes venant de la frontière ougandaise et les troupes casernées au CND.

L'APR fit tout afin d'amplifier le chaos en désorganisant la police militaire, seule capable d'arrêter les déserteurs en ville :

> « Le FPR avait tout fait pour qu'il y ait des désertions massives. Pourquoi ? Le premier camp à être attaqué fut celui de Kami qui était un camp de la police militaire (…) chargée de la discipline au sein de l'armée. Or, en attaquant en premier ce camp, et en l'occupant, on dirait que le FPR souhaitait que, justement, il n'y ait pas une autorité qui puisse encadrer les déserteurs, en l'occurrence la police militaire. La deuxième attaque était dirigée sur l'état-major de la Gendarmerie. Or la Gendarmerie, en principe aussi, devait s'occuper de la sécurité des personnes et des biens. » (TPIR-98-41-T, Kambanda, 20 novembre 2006, p. 66-67).

Même si certaines unités très motivées offrirent une forte résistance, les FAR

n’existaient plus en tant que force organisée capable de mener des actions d’envergure coordonnées, donc des contreattaques. En dehors de la garde présidentielle, du bataillon de reconnaissance Recce et des para-commandos, soit quelques centaines d’hommes à peine, l’essentiel des FAR se trouvait alors sur la ligne de front gelée depuis les accords de cessez-le-feu de 1993. Les FAR ne disposaient ainsi à Kigali que de 5 bataillons de 400 à 800 hommes, chacun à la valeur très inégale et totalement incapables à la fois de contenir une attaque de l’APR et d’assurer la sécurité de la capitale[10]. De plus, elles subissaient véritablement l’embargo sur les armes et ne pouvaient même pas remplacer les munitions utilisées au combat.

Tout au contraire, l’APR compensait la faiblesse de ses effectifs par une solide organisation et une réelle motivation de combat. Il ne souffrait d’aucune restriction de ses approvisionnements qui lui parvenaient depuis l’Ouganda. La sympathie internationale lui était largement acquise, les médias présentant ses hommes comme des combattants de la liberté luttant contre des forces dictatoriales et bientôt des génocidaires.

Quant à la Minuar, nous avons vu qu’elle s’était repliée dans ses cantonnements, abandonnant même l’aéroport dont elle avait pourtant la garde.

À partir du 20 avril, l’APR s’imposa sur le terrain. Le 21 avril, le verrou de Byumba sauta et le 22 mai l’aéroport de Kigali-Kanombe tomba au pouvoir de l’APR. Entre le 7 et le 13 juin se déroula la bataille de Gitarama. À partir de ce carrefour routier important, l’APR lança une offensive dans plusieurs directions. Vers le nord, en direction de Ruhengeri ; dans le centre, vers Kibuye, et vers le sud en direction de Butare puis de la frontière du Burundi.

c) L’opération Turquoise (23 juin-22 aoûts 1994)

Du mois d’avril au mois de juin 1994, le Rwanda connut un génocide doublé d’une guerre atroce. Face au drame, la communauté internationale se montra à la fois impuissante, incohérente et irresponsable.

La France fut alors la seule à réagir. D’abord diplomatiquement quand, devant l’ONU, elle se battit sans succès pour que la MINUAR renforcée jusqu’à 5 500 hommes soit placée sous *chapitre VII* qui lui aurait donné les moyens juridiques d’engager le combat. Le 15 mai elle fut ensuite la première à qualifier le drame rwandais de génocide.

Le 15 juin, face à l’urgence humanitaire et lors d’un Conseil de ministres restreint, la France prit la décision d’intervenir pour faire cesser ce qui était

désormais clairement un génocide. L'État-major français reçut alors l'ordre de préparer une puissante intervention militaire, et le 18 juin, les premiers contrats furent signés avec l'Ukraine et la Russie concernant l'affrètement d'avions gros porteurs de type Antonov et Illiouchine car la France n'en disposait pas.

Le 22 juin 1994, le Conseil de sécurité adopta la *résolution 929* qui, pendant deux mois, autorisait la France à « employer tous les moyens » pour protéger les populations[11]. Ce fut l'« opération Turquoise » (Lafourcade, 2010).

L'opération Turquoise se déroula du 23 juin 1994, date de l'entrée des premiers éléments français au Rwanda, au 22 août 1994, jour du départ des dernières troupes. Un détachement postcurseur demeura à Goma, au Zaïre jusqu'au 30 septembre 1994.

L'opération Turquoise fut placée sous le commandement du général Lafourcade qui eut pour adjoint le colonel Bruno Le Flem. Le général Lafourcade exerça son commandement du 26 juin, date de son arrivée à Goma, au 21 août 1994. Du 20 au 26 juin inclus, le colonel Rosier, chef « opérations » de l'état-major du COS fut le seul à être déployé sur le terrain à la tête du groupement interarmées des forces spéciales mis sur pied par le COS pour le temps de l'opération. Ce groupement était composé de 222 hommes à peine pour prendre en profondeur le contrôle dans un contexte de guerre, de génocide et de catastrophe humanitaire majeure, d'un territoire de 6 000 km² peuplé de plusieurs millions d'habitants dont une bonne partie réfugiés.

Quand ils furent au complet, pas avant le 3 juillet, les effectifs de l'opération s'élevèrent à 2 924 hommes dont 510 Africains originaires du Sénégal, de Guinée-Bissau, du Tchad, de Mauritanie, d'Égypte, du Niger et du Congo.

Les règles de comportement données aux hommes de Turquoise le furent sans ambiguïté : adopter une attitude de stricte neutralité visà-vis des différentes factions en conflit et affirmer le caractère humanitaire de leur présence.

L'opération Turquoise peut être divisée en deux grandes phases. La première débuta le 20 juin pour s'achever le 4 juillet ; la seconde commença le 5 juillet pour durer jusqu'au 22 août.

1. <u>20 juin-4 juillet 1994 : le temps du COS (Commandement des opérations spéciales)</u>

Le 20 juin en début d'après midi, un Transall se posa à Goma, au Zaïre, dans l'extrême Nord du lac Kivu. En débarqua le groupe des précurseurs du COS, composé de 10 hommes avec à leurs têtes le colonel Jacques Rosier. Son parc automobile était en tout et pour tout composé de deux Toyota.

Le 21 juin, ce groupe procéda à la reconnaissance des capacités de la plate-

forme aéroportuaire de Goma.

Le 22 juin au matin, le Groupement du COS arriva par DC8 militaire à Goma, mais sans ses moyens motorisés, cependant que le Transall du COS « brouettait » quelques véhicules de Bangui à Bukavu (aéroport de Kavumu). Le Groupement fit ensuite mouvement vers Bukavu, partie par la route, partie par avion.

Le 23 juin à 15 h 30 heure locale, le colonel Didier Tauzin (2011) pénétra au Rwanda avec 45 hommes du 1er RPIMa en franchissant le pont séparant la ville de Bukavu au Zaïre de celle de Cyangugu au Rwanda. Le camp de Nyarushishi, situé à une dizaine de kilomètres de Cyangugu et dans lequel se trouvaient regroupés 8 000 à 10 000 Tutsi, fut sécurisé. Toujours le 23 juin, de nuit, les 5 hélicoptères Puma mis à la disposition du COS arrivèrent en vol depuis Bangui et se posèrent à Kavumu.

Le 24 juin, le capitaine de corvette Marin Gillier, qui ne disposait encore que de quelques véhicules, ouvrit la partie sud de la piste Cyangugu-Kibuye, tandis que l'escadron d'intervention des commandos de l'air de Nîmes commandé par le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval était héliporté à Kibuye sans véhicules.

Le 25 juin les véhicules commencèrent à arriver et le Groupement gagna en autonomie.

Le 27 juin, à partir des premiers renseignements dont il disposait, le colonel Rosier adopta le dispositif suivant : le lieutenant-colonel Duval assurera la sécurité de Kibuye ; le colonel Tauzin avancera vers Gikongoro et le commandant Gillier reconnaîtra la zone entre Kibuye et Kirambo. Le même jour, la 1re compagnie du 2e REI (régiment étranger d'infanterie) commandée par le capitaine Franck Nicol entra au Rwanda à partir de Bukavu.

Dans la nuit du 28 au 29 juin, 2 Antonov 124 loués à l'Aeroflot et 1 DC10 de la compagnie zaïroise Shabair enlevèrent à Djibouti la 3e compagnie de la 13e DBLE commandée par le capitaine Daniel Bouchez. Ces éléments étaient placés sous les ordres du lieutenant-colonel Jacques Hogard (2005).

Le 29 juin, toutes les activités furent gelées en raison de la venue du ministre de la Défense François Léotard.

Le 30 juin, à Bisesero, dans la région de Kibuye, le détachement du capitaine de corvette Marin Gillier découvrit une scène d'apocalypse : des milliers de Tutsi qui, durant des semaines, avaient résisté aux génocidaires, y avaient finalement été exterminés. Le même jour, les nouvelles qui parvenaient de Butare faisaient état d'une urgence humanitaire et les ONG présentes suppliaient les troupes françaises d'y intervenir.

Le 1er juillet le détachement Tauzin fit mouvement par voie routière et le

lieutenant-colonel Duval fut héliporté sur la « Plaine », prairie servant d'« aérodrome » à l'entrée nord de Butare, afin de la sécuriser et permettre au Transall transportant les médecins de l'EMMIR (Échelon militaire médical d'intervention rapide) d'y atterrir. Au même moment, l'APR, commençait l'encerclement de la cité.

Durant la reconnaissance à Butare, le colonel Tauzin découvrit qu'il fallait évacuer plus de 1 000 personnes, or les hommes de Turquoise ne disposaient pas des moyens de transport nécessaires. Entre-temps, le général Lafourcade fit savoir au colonel Rosier que Paris qui voulait à tout prix éviter des incidents avec l'APR s'inquiétait de le savoir si loin. Il fallut donc revenir au plus vite vers Gikongoro. Le départ eut lieu vers 1 h 30 le 2 juillet.

Le 2 juillet le général Lafourcade, qui avait finalement obtenu l'autorisation de Paris, décida de retourner à Butare le lendemain 3 juillet. L'aspect humanitaire avait prévalu sur les risques qu'une telle mission comportait. La journée fut employée à réunir les moyens locaux nécessaires au transport, dont des bus qui furent conduits par des hommes du détachement. L'action qui fut lancée le 3 juillet dès l'aube fut une réussite.

2. Du 5 juillet au 22 août : la ZHS (Zone humanitaire sûre)

Deux semaines après le début de l'opération Turquoise, il apparut que le concept de positionnement des forces à partir du Zaïre s'accommodait mal de l'objectif de protection des populations. Turquoise allait-elle donc se réduire à des « coups de sonde », à des allers et retours à partir du Zaïre ? L'ampleur de la tâche ne se satisfaisait à l'évidence pas d'un tel mouvement de va-et-vient pour aller chercher des gens menacés au Rwanda afin de les transporter à Bukavu, au Zaïre. Il convenait plutôt de délimiter une zone au Rwanda même et où le regroupement serait possible.

L'alternative était donc claire : soit se retirer en dehors du territoire rwandais et agir superficiellement, depuis le Zaïre, soit organiser une zone humanitaire sûre dans le Sud-Ouest du pays. La seconde option fut choisie sur proposition de l'amiral Lanxade.

À partir du 5 juillet, la mission de Turquoise changea donc de nature avec la création de la « zone humanitaire sûre » (ZHS) qu'il fallut occuper et quadriller pour la sécuriser. Cette (ZHS) fut délimitée dans le Sud-Ouest du Rwanda dans les préfectures de Gikongoro, Kibuye et Cyangugu. Le 6 juillet, le secrétaire général de l'ONU donna publiquement son appui à l'initiative française.

L'OPÉRATION TURQUOISE

Turquoise est lentement montée en puissance jusqu'au 3 juillet, date à laquelle ses moyens furent à peu près réunis. Entre le 20 et le 30 juin, durant dix jours, le COS fut quasiment seul sur le terrain. Durant la phase la plus délicate de Turquoise, ce ne furent donc pas 2 924 hommes qui opérèrent au Rwanda, mais très exactement 150, articulés comme nous l'avons vu en trois groupes répartis sur des superficies au relief accidenté et en partie forestier. À eux seuls, ils réussirent à sécuriser environ un quart du Rwanda, région peuplée de trois millions de civils dont plus d'un million de réfugiés.
À titre de comparaison, rappelons qu'avec plus de 2 539 hommes, le général Dallaire n'avait pas été en mesure de pacifier la seule ville de Kigali, se montrant même incapable d'y créer un seul véritable point de regroupement garantissant effectivement la sécurité des personnes menacées…

Le 22 juillet, une épidémie de choléra se déclara dans les camps de réfugiés de la région de Goma qui fit de 20 000 à 50 000 morts en dix jours. La France aménagea en conséquence son antenne, initialement conçue pour le soutien médical et chirurgical de ses forces, en une unité de soins aux cholériques. L'épidémie justifia également l'envoi, le 22 juillet, de la Bioforce[12] qui mit en place une campagne de 24 000 vaccinations pour enrayer l'épidémie. Au total 42 000 à 45 000 morts furent inhumés dans deux fosses communes ouvertes par le BSL (bataillon de soutien logistique)[13] commandé par le colonel Le Goff, à proximité de l'aéroport. Le même BSL entreprit également la distribution de 5 500 mètres cubes d'eau épurée, ce qui permit, conjointement aux vaccinations, d'enrayer l'épidémie de choléra. (ETR, 1998, I, p : 317.)

Le 21 août, leur mission terminée, les forces de Turquoise quittèrent le Rwanda conformément au mandat de l'ONU dont la France était dépositaire. La MINUAR prit ensuite leur relais mais 450 hommes demeurèrent cependant à Goma, au Zaïre, affectés à la gestion de l'aéroport. Leur mission essentielle fut cependant de rapatrier le matériel de l'opération et d'assurer initialement le soutien logistique du groupement africain. Cette mission ne dépassa pas les deux mois (Entretien avec le général Lafourcade).

L'« opération Turquoise » prit fin le 30 septembre 1994, date du départ du dernier élément postcurseur de Goma pour Djibouti et la France.

Pendant que Turquoise se déroulait, la guerre continuait entre l'APR et ce qui restait des FAR. Le 4 juillet, à Kigali, les dernières poches de résistance de ces dernières furent réduites, le 7 juillet l'aéroport de Kigali fut ré-ouvert et le 14 juillet, la ville de Ruhengeri passa sous le contrôle de l'APR. Le 17, ce fut le tour de Gisenyi et le 18 juillet des milliers de soldats des FAR gagnèrent le Zaïre. Le major Kagame[14] déclara alors que la guerre était finie et qu'un cessez-le-feu existait *de facto*, même s'il n'avait pas été proclamé. Le 19 juillet, le FPR décida unilatéralement l'arrêt des combats.

---

1. Yoweri Museveni est apparenté aux Tutsi puisqu'il est Hima originaire de l'Ankole dans le Sud-Ouest de l'Ouganda.

2. Au sujet des Rwandais occupant des postes de responsabilité dans la NRA ougandaise, on se reportera à Ruzibiza (2005 : 95 et suivantes).

3. La coopération militaire française au Rwanda comptait une vingtaine d'assistants techniques relevant de la Mission militaire de coopération et rattachés au ministère de la Coopération et du Développement et non au ministère de la Défense. Ils étaient placés sous la responsabilité du colonel René Galinié, attaché de Défense et chef de la Mission.

4. Cinq officiers supérieurs, 9 officiers subalternes, 30 sous-officiers et 25 militaires du rang spécialistes.

5. M. Booh-Booh parle de ce qu'il a pu voir après le 15 avril quand il fut hébergé au QG de la Minuar.

6. La MINUAR a également laissé les commandos de l'APR pénétrer dans le stade Amahoro dont elle avait la garde, pour y enlever et assassiner nombre de cadres hutu qui s'étaient mis sous sa protection. Pour une liste de ces massacres, voir Desouter, S., (2005) *Massacre de personnalités hutu par le FPR juste après l'attentat du 6 avril 1994*. Rapport d'expertise dans l'Affaire TPIR-21-AR 72.

7. Selon l'ancien ministre zaïrois de la Défense et conseiller spécial du président Mobutu en matière de sécurité, le président zaïrois aurait informé son homologue rwandais qu'un attentat le visant était imminent.

8. Comme le juge Bruguière, le juge espagnol Merelles (2008) soutient lui aussi la thèse de l'attentat perpétré par l'actuel pouvoir de Kigali. Or, comme l'a déclaré le 17 avril 2000 M^{me} Carla Del Ponte, ancien procureur devant le Tribunal pénal international du Rwanda (TPIR) : « S'il savérait que c'est le FPR qui a abattu l'avion du Président Habyarimana, l'histoire du génocide devrait être réécrite. »

9. S'agissant des tirs de mortiers qui précédèrent, en l'empêchant à deux reprises, le décollage du dernier C-130 de l'aéroport de Kigali, on se reportera au rapport du colonel Jean Balch (ETR, I : 260-261 ; ETR, II : 360-362).

10. Entretien avec le colonel Jean-Jacques Maurin, adjoint opérationnel du chef de la Mission d'assistance militaire (MAM) française et conseiller du chef d'état-major des FAR.

11. Votèrent pour : Argentine, Djibouti, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, France, Oman, République tchèque, Royaume-Uni, Rwanda. Contre : aucun. Abstention : Brésil, Chine, Nouvelle-Zélande, Pakistan. La France obtint donc l'accord du Conseil de sécurité avec une majorité « serrée » de dix voix et cinq abstentions alors que majorité y était de neuf voix.

12. La Bioforce est une unité du service de Santé des armées spécialisée dans les vaccinations d'urgence et de masse.

13. « Le BSL est une unité de l'armée de terre chargée d'assurer la logistique de la Force Turquoise, c'est-à-dire les ravitaillements, les réparations, les travaux d'infrastructure, le soutien sanitaire, les transits aéroportuaires, etc. Le BSL a joué un rôle déterminant dans l'exécution de l'opération militaire, l'appui à

l’action humanitaire et surtout dans le drame de l’exode à Goma où, en ramassant et en enfouissant des milliers de cadavres, il a permis d’enrayer l’épidémie de choléra. » (Entretien avec le général Lafourcade.)

14. À partir de cette date, les communiqués rwandais donnent à Paul Kagame le grade de général.

CHAPITRE VIII

LES GUERRES D'AFRIQUE AUSTRALE (1965-2002)

De la guerre de brousse rhodésienne (1965-1978) à la *South African Border War* (1975-1989)[1], et de la troisième à la quatrième guerre d'Angola (1992-2002), l'Afrique australe a connu trois décennies de conflits. Celui d'Angola fut même une guerre par procuration entre le bloc soviétique et ses allés cubains d'une part, et le bloc occidental représenté par l'Afrique du Sud d'autre part.

L'emballement des évènements fut consécutif au coup d'État qui eut lieu au Portugal le 26 avril 1974 et dont le but premier était de changer de politique outre-mer. Les guerres menées en Guinée, en Angola et au Mozambique, engloutissaient en effet 40% du budget de l'État portugais et des centaines de milliers de jeunes Portugais accomplissaient leur service militaire en Afrique où la guerre devenait de plus en plus difficile[2].

Pour l'Afrique du Sud, cet évènement eut des conséquences considérables car, jusque-là, sa défense reposait sur l'existence d'un tampon de sécurité assuré par l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie. Or, du jour au lendemain, la ligne de front fut ramenée en Namibie et le long du parc Kruger, phénomène encore aggravé en 1980, quand la Rhodésie devint le Zimbabwe.

I. La guerre de brousse rhodésienne (1965-1978)3 (carte n° 65)

Le 11 novembre 1965, en dépit des menaces de sanctions économiques et

politiques, les Blancs de Rhodésie du Sud – 228 000 pour 4 847 000 Africains –, proclamèrent l'indépendance sous le nom de Rhodésie. Il s'agissait de la seconde rupture unilatérale avec la Couronne depuis la guerre d'Indépendance américaine. En octobre 1968, le pays décida de couper tous les liens qui le rattachaient encore à la Grande-Bretagne, et en 1969, la République fut proclamée. Une nouvelle Constitution fut promulguée, prévoyant une parité entre les Blancs et les Noirs avec un nombre égal de sièges au Parlement.

La Grande-Bretagne refusa de reconnaître le nouvel « État », mais elle ne s'aligna pas sur les États africains qui exigeaient d'elle des mesures militaires. L'ONU vota des sanctions et un embargo total. Les Blancs ne cédèrent pas et créèrent une industrie capable de subvenir à la plus grande partie des besoins du pays.

L'ADAPTATION DE L'ARMÉE RHODÉSIENNE

Au moment de la déclaration unilatérale d'indépendance, l'armée rhodésienne n'existait pas. Ses seules forces organisées étaient la *British South Africa Police* et le bataillon *Rhodesian Light Infantry*.

Confrontée à une guérilla de plus en plus puissante, la petite armée rhodésienne devint remarquablement performante. Composée d'appelés blancs et de volontaires noirs, elle développa une étonnante aptitude à la contreguérilla grâce à sa grande connaissance du terrain et à l'emploi d'éléments légers toujours mobiles et pouvant frapper là où ils n'étaient pas attendus. Certaines de ses unités furent particulièrement performantes, à l'image des *Selous Scouts* ou des *Grey's Scouts*.

La guerre de Rhodésie peut être divisée en trois phases :

1 – de la déclaration d'indépendance de 1965 à 1972 : les forces rhodésiennes eurent très nettement le dessus sur des combattants nationalistes noirs bien timorés ;

2. de 1972 à l'indépendance du Mozambique au mois de juin 1975, aucun des deux camps n'eut véritablement l'avantage ;

3. de 1976 à 1980, assaillie des toutes parts, la petite armée rhodésienne contrôlait encore la situation mais sa position sur le moyen terme allait devenir intenable en raison de l'aide que le Mozambique, la Zambie et les pays du bloc de l'Est apportaient aux nationalistes. C'est ainsi que la livraison de missiles sol-air SA-7 à partir de 1978 fit que la maîtrise du

ciel ne fut plus assurée. Le 3 septembre 1978, un avion de ligne rhodésien fut ainsi abattu.

Durant tout le conflit, le soutien sud-africain au régime blanc rhodésien fut mesuré. Certes, en 1967, la police sud-africaine envoya 2 000 hommes pour rendre étanche la frontière avec la Zambie, mais cette intervention servit d'abord à Pretoria d'école de contre-insurrection. En 1975, le président Vorster retira ces policiers et il fit pression sur le régime blanc en réduisant son aide. Les conséquences furent dramatiques car, et cela à de nombreuses reprises, les unités rhodésiennes n'eurent que quelques jours de munitions en réserve, ce qui leur interdisait de lancer des opérations dans la durée. Ceci fit dire à Paul Moorcraft (1982) que : « Vorster did as much as the guerrilla leader Robert Mugabe to break the Rhodesian fighting spirit ».

Son « allié » sud-africain n'étant pas totalement fiable, Salisbury se lança dans une politique de production autarcique d'armement et de pièces détachées, ce qui lui permit de sauvegarder son autonomie. Cependant jusqu'au bout, le problème du carburant fut insoluble ; c'est d'ailleurs parce que l'Afrique du Sud diminua ses livraisons que la Rhodésie fut contrainte de cesser le combat.

La situation changea au mois de septembre 1978 quand P.W. Botha devint Premier ministre. L'Afrique du Sud aida alors de nouveau substantiellement son voisin, notamment en lui envoyant ses hélicoptères. Autre appui important, lors des raids audacieux lancés au Mozambique et en Zambie par les forces rhodésiennes, Pretoria garantit leur sécurité aérienne contre les éventuelles interventions de Mig cubains basés en Angola et au Mozambique.

En 1976, les services rhodésiens ayant appris que les Cubains avaient préparé un plan d'invasion de la Rhodésie, il fut décidé de déserrer l'étau sur le pays. L'armée rhodésienne lança alors des raids de plus en plus profonds et de plus en plus dévastateurs contre les bases de la ZAPU et de la ZANU installées au Mozambique et en Zambie.

À l'intérieur, ces deux dernières organisations ne purent à aucun moment proclamer certaines parties de la Rhodésie zones libérées. De leur côté, les autorités rhodésiennes ne furent pas en mesure de maintenir les structures de l'État (écoles, administration rurale) dans toutes les zones tribales, même si l'armée y fut constamment présente. De plus, l'équipement des combattants nationalistes surclassa celui de l'armée rhodésienne.

Cependant, cette dernière ne fut pas vaincue car, jusqu'au bout, elle montra une remarquable aptitude à l'adaptation, gardant toujours l'initiative, réussissant des opérations contre les bases éloignées de ses ennemis et menant des opérations d'assassinats ciblés de leurs chefs. Au moment où furent signés les accords de Lancaster, l'armée rhodésienne avait un plan pour faire sauter le barrage de Cabora Bassa et mettre ainsi hors de combat le Mozambique, ainsi que des projets de bombardement de Lusaka. Cependant, une telle escalade supposait un soutien sudafricain qui lui fit une fois de plus défaut.

À partir de bases situées en Zambie, les nationalistes noirs commencèrent une guérilla, mais il fallut cependant attendre 1975 et le retrait portugais du Mozambique pour qu'elle prenne une véritable ampleur. De plus, les nationalistes étaient divisés, chacune des deux grandes ethnies de Rhodésie ayant créé son propre mouvement de lutte.

Les Shona se retrouvaient ainsi dans la ZANU (*Zimbabwe National Union*) dirigée par Robert Mugabe dont l'aile militaire était la ZANLA (*Zimbabwe African National Liberation Army*), tandis que les Matabele avaient fondé la ZAPU (*Zimbabwe African People's Union*) ayant à sa tête Josuah Nkomo et dont la branche militaire était la ZIPRA (*Zimbabwe People's Revolutionary Army*). En 1975 ces deux ailes militaires se rassemblèrent au sein de la ZIPA (*Zimbabwe People's Army*) mais les deux branches se combattirent et la ZIPRA passa sous le contrôle de la ZANLA qui adopta les méthodes révolutionnaires chinoises

Pour mettre un terme aux luttes qui affaiblissaient la guérilla face à l'armée rhodésienne, MM. Mugabe et Nkomo fondèrent ensemble le *Patriotic Front* (PF) et ils décidèrent d'intensifier les actions armées. Dans le même temps, un front modéré noir se constitua avec M^{gr} Muzorewa, le révérend Ndabahingi Sithole et le chef Chirau. Ces trois personnalités négocièrent avec le gouvernement rhodésien. Au mois de mars 1978, un accord fut trouvé sur une base parlementaire de 100 députés, à savoir 72 Noirs et 28 Blancs.

Ce règlement interne de la question rhodésienne fut rejeté par la Grande-Bretagne, par les États-Unis et par les États africains car il avait été négocié sans la participation du PF. Le gouvernement rhodésien organisa néanmoins des élections. En dépit d'attentats, de menaces et de pressions, le scrutin d'avril 1979 réunit 65% de votants. Mgr Muzorewa en fut le vainqueur et le 29 mai 1979, il fut nommé Premier ministre de la Rhodésie. Cependant, l'impasse était toujours totale car ce gouvernement multi-racial dans une Rhodésie gouvernée par une majorité noire ne convenait pas à l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) qui

continuait à soutenir le PF, qui lui-même menait une guérilla de plus en plus pugnace, soutenu militairement par le bloc soviétique largement présent au Mozambique et en Zambie.

Cette même année 1979 vit le retour des conservateurs au pouvoir en Grande-Bretagne, ce qui suscita un immense espoir chez les Blancs de Rhodésie. Il fut vite déçu car le nouveau Premier ministre, M^me^ Thatcher, refusa de reconnaître le gouvernement de M^gr^ Muzorewa, ce qui le condamna. Puis, appuyée par les autorités sud-africaines, elle fit pression sur Salisbury et réussit à réunir autour d'une table de négociations, les représentants du nouveau gouvernement rhodésien et ceux du PF.

En décembre 1979, acculés, les dirigeants rhodésiens signèrent les accords de Lancaster House. La Rhodésie redevenait provisoirement une colonie britannique administrée directement par un gouverneur nommé par Londres, en l'occurrence lord Soams, lequel était chargé d'organiser des élections libres sur la base du suffrage universel. L'armée britannique devait veiller à ce que les trois armées rhodésiennes (celle de la « colonie rebelle », celle de la ZAPU et celle de la ZANU) restent dans leurs casernes.

Le 28 décembre 1979, le cessez-le-feu devint officiel et du 27 au 29 février 1980, eurent lieu des élections. Ce fut un vote ethnique dans la mesure où les suffrages des 70% de Shona se portèrent sur les candidats shona de Robert Mugabe, tandis que les votes des Matabele se retrouvèrent sur les candidats ZAPU de Josuah Nkomo. Comme ils étaient plus nombreux que les Matabele, les Shona de la ZANU remportèrent donc les élections et en avril 1980, la Rhodésie devint officiellement indépendante, sous le nom de Zimbabwe.

Dans le Sud du pays, en zone matabélé, une guerre tribale éclata aussitôt, les Matabele n'acceptant pas de se voir dirigés par les Shona qu'ils avaient soumis avant la venue des Blancs. Cette révolte fut écrasée par la 5^e^ brigade de l'armée du Zimbabwe, exclusivement composée de Shona formés par des cadres nord-coréens.

II. La deuxième guerre d'Angola (1975-1984)
(carte n° 66)

Entre 1975 et 1989, en plus du front intérieur ouvert contre les mouvements nationalistes noirs, l'Afrique du Sud mena une difficile guerre en Angola et en

Namibie. Ce fut la *Border War* qui éclata en 1975 à la suite de la prise du pouvoir en Angola par le MPLA qui était aligné sur le bloc soviétique (Minter, 1994).

Durant toute cette guerre, et alors que les soutiens se firent de plus en plus rares et discrets au sein de l'opinion occidentale, l'Afrique du Sud mena un combat à la pointe de la tactique moderne et dont le sens de la manœuvre et de l'efficacité reste exemplaire. Cependant, cet engagement et l'efficacité des forces sud-africaines restèrent sans effet politique tant l'Union soviétique et Cuba maîtrisaient alors les médias mondiaux.

a) L'intervention sud-africaine

Le 15 janvier 1975 les « accords d'Alvor » furent signés par MM. Agostinho Neto pour le MPLA, Jonas Savimbi pour l'Unita et Holden Roberto pour le Fnla. La date de I'indépendance de l'Angola fut fixée au 11 novembre et un gouvernement provisoire composé du Mpla, de l'Unita et du Fnla fut prévu. Or, ces accords furent violés par le Mpla au mois de mars 1975, quand les Fapla (Forces armées populaires de libération de l'Angola), l'armée du Mpla, attaquèrent par surprise le quartier général de l'Unita à Luanda, tuant plusieurs de ses dirigeants. La seconde guerre d'Angola éclata alors.

La ville de Luanda fut l'objet de violents combats et l'exode de la population portugaise se produisit. Dans l'urgence, Lisbonne improvisa alors un pont aérien destiné à transporter vers la métropole plusieurs centaines de milliers de rapatriés, cependant que 200 000 Portugais émigraient en Afrique du Sud.

Au mois de juin, à Nakuru, au Kenya, les trois mouvements nationalistes acceptèrent d'en revenir aux accords d'Alvor et de fusionner leurs branches armées respectives dans une armée nationale. Les combats ne cessèrent pas pour autant et le Portugal, constatant l'impossibilité de constituer un gouvernement transitoire, décida de reprendre provisoirement l'administration directe du territoire. Mais le Mpla exigea le départ des dernières troupes portugaises avant le 11 novembre, date fixée pour l'indépendance. Lisbonne, dont nombre de représentants locaux étaient acquis au Mpla, reconnut alors le mouvement marxiste comme seul interlocuteur valable.

Le 22 octobre 1975, l'armée sud-africaine déclencha l'« opération Zulu » destinée à empêcher la prise du pouvoir par le Mpla. Les Sud-Africains[4] avancèrent jusqu'aux portes de Luanda sans rencontrer de résistance (Hamann, 2001 : 1-18), avant de devoir se replier devant la réprobation internationale.

Le 5 novembre 1975, en réponse à l'intervention sud-africaine, le bloc soviétique déclencha l'« opération Carlotta » et une noria d'avions gros porteurs achemina un corps expéditionnaire de 7 à 8 000 soldats cubains afin de soutenir le MPLA[5]. Le conflit s'était internationalisé.

Le 11 novembre 1975, l'Angola fut officiellement indépendant et le Mpla proclama la République populaire d'Angola alors qu'à Huambo, dans le centre du pays, l'Unita et le Fnla proclamaient la République démocratique d'Angola.

Au mois de janvier 1976, les troupes sud-africaines commencèrent à se retirer d'Angola et le Mpla en profita pour lancer une puissante offensive contre l'Unita. Les blindés cubains prirent alors Huambo, Lobito et les principales villes du pays, et la victoire du Mpla sembla alors totale car, de plus, dans le Nord du pays, en zone kongo, le Fnla abandonna la lutte.

Pour sa part, l'Unita se replia en brousse et il s'adossa à la frontière avec le Sud-Ouest africain d'où il fut aidé par l'Afrique du Sud. Il développa ensuite une guérilla particulièrment mordante que le Mpla ne parvint pas à réduire, puis, à la fin de l'année 1977 et au début de 1978, il lança une contre-offensive qui bouscula les Fapla (*Forças armadas populares de Libertação de Angola*), la composante militaire du Mpla, en dépit de la présence d'un impressionnant corps expéditionnaire cubain porté à 23 000 hommes.

Le 10 septembre 1979, Agostinho Neto, chef de l'État angolais, mourut à Moscou et José Eduardo Dos Santos lui succéda. De 1980 à 1983, les combats furent incessants et l'armée sud-africaine lança plusieurs raids pour venir en aide à l'Unita quand ses forces se trouvaient directement confrontées aux troupes cubaines.

Au mois de février 1981, l'Unita et les Sud-Africains remportèrent une importante bataille à Mavinga où plusieurs unités blindées cubaines furent détruites, puis, le 16 février 1984, l'Afrique du Sud et l'Angola signèrent les accords de Lusaka par lesquels Pretoria s'engageait à retirer ses troupes d'Angola.

Cependant, le conflit, loin de cesser, gagna encore en intensité et durant les années 1987 et 1988, l'Unita, puissament soutenu par les unités spéciales sud-africaines, déclencha une offensive générale. La guerre qui fut alors totale vit même se dérouler des engagements aériens entre Mig cubains et Mirage sud-africains.

b) La bataille de Cuito Cuanavale

Au mois de décembre 1987, les Fapla lancèrent une offensive majeure contre l'Unita et elles prirent la ville de Mavinga. En mai 1988, I'Unita, aidée par les unités spéciales sud-africaines notamment le 32e bataillon, contre-attaquèrent et reprirent la ville. Isolés et coupés de leurs bases, les Fapla et l'essentiel du corps blindé cubain furent alors menacés d'encerclement, mais ils réussirent à se replier jusqu'à Cuito Cuanavale. L'armée sud-africaine ne leur laissa pas le temps de se reconstituer et elle vint mettre le siège devant la ville (Hamann, 2001 : 63-102).

Pressé par ses généraux de donner l'ordre d'assaut qui aurait permis à l'Afrique du Sud de remporter une victoire de haute portée, le président Botha refusa et le siège fut levé.

Les raisons de cette décision qui constitua le tournant de la guerre étaient claires : l'armée sud-africaine, armée de conscription, n'aurait pas pu supporter les pertes prévues pour un tel assaut et qui furent estimées à plusieurs centaines d'hommes, ce qui était politiquement inacceptable pour une population blanche de cinq millions de personnes. De plus, le président Botha considéra que les intérêts vitaux sud-africains n'étaient pas menacés. En revanche, il avait prévenu : si les Fapla avaient attaqué la Namibie, la réaction sud-africaine aurait été totale (Hamann, 2001 : 99).

Pour les Cubains, la bataille de Cuito Cuanavale fut un désastre, ce qui n'empêcha pas Fidel Castro de revendiquer la victoire, ce qui fit dire au colonel Dean Ferreira, chef des opérations militaires de la SADF en Angola :

> « Si la défaite pour l'Afrique du Sud signifie la mort de 31 soldats, la perte de 3 tanks, de 5 véhicules blindés et de 3 avions, alors, il y a bien une défaite. Si la victoire pour la FAPLA et les Cubains signifient la mort de 4 600 de leurs soldats, la perte de 94 tanks, de 100 véhicules blindés, de 9 avions et d'autres équipements militaires d'origine soviétique d'un montant estimé à 1 milliard de rands, alors, ils ont gagné »[6].

Quelques mois plus tard, en 1989, le bilan de la bataille fut officiellement dressé[7] :

– Côté Afrique du Sud : 31 morts plus 12 morts dans les rangs de l'Unita et 90 blessés. Pertes en matériel : 1 Mirage III et 1 avion de reconnaissance, 3 blindés Oliphant MBT, 4 Ratels.

– Côté Cuba et FAPLA : plus de 7 000 morts, 8 avions MIG-23, 4 MIG-21 et 2 Sukhoi-22 ; 8 hélicoptères MILMI 24. Blindés : 94 T-55 et T-62, 94 BMP-1s, 64 BTR-60s, 32 BRDM-2s, 2 camions de transport de chars (BTS-4), une cinquantaine de canons de divers calibres, 15 missiles SA-8, SA-13 et SA-9, 47 missiles SA-14 et SA-16, 21 canons anti-aériens ZSU-23-4 et ZU-23-3, 5 radars, 4 véhicules de communication, 7 véhicules de commandement TMM et 377 véhicules logistiques, sans compter des dizaines de lance-roquettes, de mortiers,

de lance-grenades.[8]

Le 5 août 1988 un cessez-le-feu fut signé entre Cuba, le Mpla et la RSA, mais l'Unita déclara qu'elle n'était pas concernée par cet accord. Ce cessez-le-feu fut néanmoins suivi le 22 décembre 1988 par le Traité de New York conclu entre Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud et qui stipulait le rapatriement des soldats cubains alors présents en Angola. Il restait à ce moment-là 17 000 soldats cubains en Angola, essentiellement des combattants, les 33 000 qui avaient été rapatriés intervenaient surtout dans le domaine des services ou de la maintenance. Les derniers d'entre eux quittèrent l'Angola le 1er juillet 1991 (Hamann, 2001 : 100).

Le 31 mai 1991 à Lisbonne, le président Dos Santos pour le Mpla et Jonas Savimbi pour l'Unita signèrent des accords de paix qui avaient été auparavant conclus à Estoril le 1er mai. Des élections libres étaient prévues pour les mois de septembre et d'octobre 1992.

Le 26 août 1991, la République populaire de l'Angola devint la République de l'Angola, et les élections eurent lieu. Au premier tour, M. Dos Santos obtint 49,57% des suffrages et Jonas Savimbi 40,07%. Il n'y eut pas de second tour car l'Unita contesta les résultats du premier.

Le 29 octobre 1992 eurent lieu les « massacres de la Toussaint ». Comme au mois de juin 1975, le Mpla attaqua en effet les hôtels abritant les cadres de l'Unita qui furent massacrés et la guerre reprit, l'Unita semblant l'emporter sur le terrain.

LES SADF (SOUTH AFRICAN DEFENSE FORCES)

En 1993, l'armée sud-africaine (SADF) était forte de 70 000 hommes dont 40 000 Blancs qui avaient presque tous une expérience de la guerre. C'était une armée de conscription pour les Blancs, avec des unités d'engagés pour les Noirs.

Après un service militaire de deux ans, les Blancs étaient versés dans la *Citizen Force Reserve* (réserve de l'armée conventionnelle) pendant douze ans, avec des périodes de rappel de trois à quatre semaines par an. Ils rejoignaient ensuite les kommandos, unités d'infanterie légère chargées de la lutte anti-insurrectionnelle dans les campagnes, soit l'équivalent de la DOT française (défense opérationnelle du territoire).

L'Afrique du Sud possédait alors une des armées les plus performantes au

monde, ayant combattu pendant les trente années de la *South African Border War* qui se déroula en Angola et en Namibie jusqu'en 1989.

Les Forces spéciales étaient composées de trois unités, à savoir le 32e bataillon « Buffalo », dissous en 1993 ; les commandos de reconnaissance « Recce », la brigade parachutiste « Parabats » intégrée aux Recce après 1993. À l'exception des parachutistes, ces unités étaient en majorité composées de soldats noirs.

La police sud-africaine (SAP) s'apparentait à une forme de gendarmerie et s'occupait uniquement du maintien de la sécurité et des affaires criminelles ; elle n'était pas chargée de la police de la route. Forte d'environ 80 000 hommes dont 40% de Blancs, elle comptait aussi des réservistes.

III. La troisième (1992-1993) et la quatrième (1997-2002) guerre d'Angola

Le 19 mai 1993 les États-Unis renversèrent leurs alliances en cessant de soutenir l'Unita et en reconnaissant le régime du président Dos Santos. Les découvertes pétrolières qui se multipliaient au large de l'Angola expliquaient cette volte-face. À partir de ce moment, l'UNITA fut sur le déclin.

a) La troisième guerre d'Angola

Ce conflit se déroula en quatre grandes phases :

– entre les mois de décembre et de septembre 1993, l'Unita eut l'avantage. La plus importante bataille de cette phase de la guerre se termina le 6 mars 1993 par une victoire des hommes de Jonas Savimbi qui, après 55 jours de combats acharnés, s'emparèrent de la ville de Huambo. À la fin du mois d'août 1993, I'Unita fut à son apogée militaire puisque 75% de l'Angola était alors sous son contrôle ;

– un retournement de situation se produisit le 19 mai 1993 quand les États-Unis renversèrent leurs alliances, cessant de soutenir l'Unita et reconnaissant le régime du président Dos Santos. Puis, au mois de septembre, les Nations

unies décidèrent un embargo pétrolier et militaire contre l'Unita ;

– à partir du 26 septembre 1993, date de l'entrée en vigueur de l'embargo de l'Onu exercé contre son mouvement, Jonas Savimbi eut de plus en plus de mal à se procurer carburant, armes et munitions, et au mois de décembre 1993 la situation militaire commença à évoluer en faveur des forces gouvernementales ;

– du mois d'août au mois de septembre1994, I'armée gouvernementale reprit Cuito Cuanavale, Huambo et les principales villes jusque-là tenues par l'Unita qui perdit la quasi-totalité des territoires conquis depuis 1993. Vaincu, le 20 novembre 1994, Jonas Savimbi accepta de signer le « protocole de Lusaka » qui prévoyait un cessez-le-feu et la reconnaissance du résultat des élections de 1992.

b) La quatrième guerre d'Angola (1997-2002)

En Angola la guerre qui n'avait jamais véritablement cessé redémarra de plus belle en 1998. Au mois de décembre, l'Unita qui avait repris l'offensive contrôlait environ 40% du pays, mais une scission avait affaibli le mouvement et plusieurs de ses dirigeants qui avaient décidé de se rapprocher du gouvernement angolais avaient même constitué un « comité de rénovation de l'Unita ». Décidés à appliquer les accords de paix signés en 1994 à Lusaka, ils désavouaient ainsi Jonas Savimbi et sa politique jusqu'au-boutiste, allant jusqu'à rompre avec lui en affirmant qu'ils voulaient créer une Unita « démocratisée ».

Mais ce fut l'embargo de l'Onu qui eut raison de la résistance de Jonas Savimbi. Il comportait le gel des comptes bancaires de l'Unita et fut adopté par le Conseil de sécurité le 12 juin 1998. Il entra en vigueur le 1er juillet 1998. Sa finalité était de contraindre Jonas Savimbi à appliquer les termes des accords de paix de 1994. Le 28 juillet 1998, l'Union européenne décida à son tour de prendre des sanctions contre l'Unita, se rangeant donc ouvertement aux côtés du régime de M. Dos Santos.

Au mois de juillet 1999, l'ONU lança un mandat d'arrêt contre Jonas Savimbi pour rébellion, sabotage et tueries après que deux avions de l'ONU eurent été abattus par l'Unita. Désormais seul et traqué, il fut tué au combat le 22 février 2002.

Le 30 mars 2002, le mouvement qui avait été créé par Jonas Savimbi, faisait sa reddition et le 4 avril 2002, le gouvernement angolais annonça que la guerre était terminée.

IV. Les guerres du Mozambique (1975-1992)

Dès l'indépendance du 25 juin 1975, le Mozambique dirigé par Samora Machel sombra dans une guerre civile qui dura seize ans.

Les engagements prévoyant la tenue d'élections pluralistes et la constitution d'un gouvernement d'unité nationale furent oubliés au profit de l'instauration d'une démocratie populaire, de l'établissement du Frelimo comme parti unique et de la mise en place d'un système d'élections indirectes. Dans le domaine économique, les industries et les exploitations agricoles furent nationalisées et, à l'image de ce que tentait le régime tanzanien, Samora Machel chercha à regrouper la population dans de nouveaux villages afin de briser les structures traditionnelles qui étaient autant de résistances à l'instauration d'une société communiste (Cahen, 1985).

En quelques mois, l'économie du Mozambique s'effondra et les populations rurales retournèrent à l'économie de subsistance, tandis que, dans les villes, les pénuries étaient considérables. Le Mozambique eut alors le triste privilège de figurer parmi les trois pays les plus pauvres au monde.

L'opposition au Frelimo se rassembla dans un mouvement de guérilla, la Renamo (Résistance nationale du Mozambique), qui, au départ, soutenu par les sécessionnistes blancs de Rhodésie, prit le contrôle d'une grande partie du Mozambique. Ce mouvement était largement encadré par les Ndau qui sont les Shona du Mozambique et qui composent environ 3% de la population du pays (Geffray, 1990).

En 1979, André Matzangaissa, le chef de la Renamo fut abattu, mais, sur le terrain, la guérilla conserva toute sa force. L'indépendance du Zimbabwe en 1980 porta un coup sévère au mouvement, mais l'Afrique du Sud prit la relève. Les actions de la Renamo semblèrent alors redoubler d'intensité et toutes les voies de communication du Mozambique furent coupées ainsi que les lignes électriques.

En 1984, étranglé par la guérilla de la Renamo, le président Samora Machel fut contraint d'accepter une rencontre au sommet avec Pieter Botha, le président sud-africain. Il en résulta les accords de Nkomati, lesquels étaient une parfaite illustration de *real politique* fondée sur le « donnant-donnant ». Ils prévoyaient en effet l'arrêt de l'aide du Mozambique à l'ANC sud-africain en échange de la fin du soutien sud-africain à la Renamo. Ces accords ne furent pas suivis d'effets.

En 1986, Samora Machel trouva la mort quand son avion piloté par un équipage soviétique s'écrasa en Afrique du Sud, à 300 mètres à peine de la frontière mozambicaine. Joaquim Chissano lui succèda le 4 janvier 1987.

Le nouveau président accéléra la rupture avec l'idéologie marxiste et le bloc soviétique en procédant aux premières privatisations dans l'industrie, puis en rompant avec l'Union soviétique en 1988. Il recueillit immédiatement les fruits de cette nouvelle politique car les Européens et les États-Unis lui accordèrent une importante aide financière. Le retournement idéologique s'acheva au mois de juillet 1989, quand le Frelimo répudia le marxisme. Au mois de décembre 1990, le multipartisme fut introduit.

Durant l'été 1990, les premiers pourparlers de paix eurent lieu entre le Frelimo et la Renamo. Puis, au mois de novembre, des accords furent signés qui prévoyaient un changement constitutionnel et la reconnaissance du pluralisme politique, mais ce n'était pas encore la paix définitive. Elle fut conclue le 4 octobre 1992, à Rome, sous l'égide de la communauté de Sant'Egidio, entre Joaquim Chissano pour le Frelimo et Afonso Dhlakama pour la Renamo. L'Onu déploya ensuite une force de maintien de la paix, l'ONUMOZ (Mission des Nations unies au Mozambique), qui demeura dans le pays jusqu'en1995.

Au mois d'octobre 1994, lors des élections présidentielles, Joaquim Chissano du Frelimo l'emporta sur Alfonso Dhlakama de la Renamo par 44,3% des voix contre 37,8%. Joaquim Chissano fut donc élu président de la république avant d'être réélu le 5 décembre 1999 par 52,3% contre 47,7% à Afonso Dhlakama.

---

1. Voir à ce sujet Steenkamp (1989), Helmoed-Römer (1991) et Gander (2009).

2. Trois mille trois cents soldats portugais trouvèrent la mort en quatorze années de guerre en Angola. Pour ce qui est de la fin de l'Empire portugais, voir Costa Pinto (2008).

3. Voir à ce sujet Lohman et Macpherson (1983) *;* Abbott et Botham (1986) ; Caute (1983), Cilliers (1985), Moorcraft et McLaughlin (1982).

4. Pour tout ce qui concerne les opérations militaires sud-africaines en Angola et au Sud-Ouest africain/Namibie, il est indispensable de se reporter à Steenkamp (1989), à Bridgland (1990) qui traite des années 1988 et 1989 et de l'histoire du 32^{e} bataillon sud-africain qui fut sans cesse présent en Angola aux côtés de l'Unita, ainsi qu'à Hamann (2001).

5. Pour ce qui concerne le rôle des Cubains en Angola, mais aussi au Congo, on se reportera à Dreke (2002).

6. Colonel Dean Ferreira dans *Paratus* (magazine de la SADF) de mars 1989, p.14.

7. *South African Defense Force Review*, 1989.

8. À Cuito Cuanavale, les Forces spéciales créèrent les conditions de l'anéantissement de l'armée cubaine, or cette possibilité leur fut refusée (Luciani, 2009 : 15). L'illustration la plus évidente de cette réalité est présente dans le déroulement des deux batailles de Cassinga (4 mai 1978) et de Cuito Cuanavale (12 janvier-23 mars 1988). En effet, à dix ans d'intervalle, l'Afrique du Sud obtint par les armes un succès militaire fulgurant ou fut en passe de le réaliser, et ce fut au final un désastre politique (Gander, 2009 : 2-3).

INDEX

A
Abd Allah ibn Arbi Sa’ad, 24
Abassi Madani, 221, 222, 225
Abba Siddick, 250
Abbane Ramdane, 188
Abbas, F., 210
Abbott, P., 195, 351
Abd el-Kader, 82-87
Abd el-Kader Timoule, 33
Abd el-Krim, 160, 161, 163, 165-171
Abd el-Krim el-Khettabi, 160, 161
Abd el-Malik (Calife o meyyode), 26
Abd er-Rahmane ibn Abadallah as-Sa’adi, A., 35
Abdelaziz (Sultan du Maroc), 166
Abdelkader Hachami, 225
Abdelmajid Kaddouri, 33
Abdelmalek Droukal, 224
Abdelwahid Aboud Mackaye, 259
Abdullahi Yussuf Ahmed, 272, 274
Abercrombie (Général), 81
Abou Zeid, 242, 247
Aboualfa, M., 33, 34
Abou Youssef Yacoub, 34
Abu al-Muhajir, 25
Abu Zubair / Ahmed Abdi Godane, 274
Adam Kessou, 255
Aden Bare Shire, 274
Agali Alambo, 243
Agoli-Agbo, 90
Ahmadou Ahmadou, 43
Ahmat Acyl, 250
Ahmed Abdi Godane / Abu Zubair, 274
Ahmed el-Mansour, 33-36
Ahmed Tejan Kabbah, 295
Ahmed Zubair al-Senoussi, 231

Ailleret (Général), 193
Aklou Sidisiki, 243
Alassane Ouattara, 297, 301, 302
Albertone, M. (Général), 126
Al-Bokhari, 37
Al-Hadj Omar, 40
Ali, 24
Ali Belhadj, 221, 222
Ali Dinar, 283
Ali Hassan Mwinyi, 338
Ali Kafi, 225
Ali Mahdi Mohamed, 271, 272
Ali Saibou (Colonel), 242
Ali Shermake, 269
Ali, K., 195, 197
Allard-Huard, L., 14
Al-Malik al-Salih, 60
Al-Musizz Aybak, 64
Alpha Oumar Konaré, 240
Alphonse XIII, 162, 166
Amadou Sékou, 42
Amadou Toumani Touré (Lieutenant-Colonel), 239
Amenhotep Ier, 18
Ameziane, 160
Amin Dada, 319, 32
Amosis, 18
Andom (Général), 262
Andurain, J. (d'), 89
Aoste (d', duc), 174
Appien, 23
Archinard, L. 88, 89
Ardisson, M., 95
Arditi, C., 91, 92
Arimondi, G. (Général), 126
Asdrubal, 21
Askia Ishaq Ier, 34
Asrar Haque (Colonel), 335
As-Salih Nagm ad-Din Ayyub, 64
Aumale (d', duc), 86, 87

Aussaresses, P., (Général),, 188
Ayache, G.,, 160
Ayalon, D., 63, 64

B

Bach, D., 206, 305
Baden-Powell (Colonel), 112
Bader, Ch., 269
Badi, D., 239, 241
Badoglio (Général), 173
Bagaragaza, Th. (Major), 339
Bagosora (Colonel), 334
Bakajika Banjikila, Th., 319
Baker, J., 218, 219
Balch, J. (Colonel) 341
Ballot, V., 90
Bangoura, M., 247
Baratieri, O. (Général), 124-126
Barca, Hamilcar, 21
Baring, E. (sir), 183
Bartle Frere (sir), 98, 99
Barton, S., 173
Batran, A.A., 40
Baumgarten (Général), 159
Baybars, 61, 62
Baybars II, 62
Beaufre (Général), 186
Beaulieu, Ch. (Lieutenant-colonel), 121
Beaumot (Capitaine), 190
Bédié, H.K., 297, 299
Béhanzin, 90
Belle, R.M., 118
Belliard (Général), 81
Ben Bella, A., 188, 210, 211, 222, 238
Benabdallah, 39
Beni Zeroual (Général), 166, 167, 169, 225
Benjelloun, A., 162
Bennabès, A., 26
Bennassar, L. et B., 32

Benoît, P., 144
Berenguer, D. (Général), 162, 164-166
Berque, J., 182
Berry (de, duchesse), 83
Berthier, P., 30
Bhebbe, 52
Binger, 94
Bizimana, A., 339
Blake, J.Y., 115
Bock (von),, 147
Bockholt, L.,, 153
Boga Doudou, É., 299
Bohémond de Tripoli, 61
Boichut, E. (Général), 169
Bois, J.-P., 83
Bonaparte, 65, 78-80
Bonaparte, L.-N., 83
Bontinck, F., 130
Booh-Booh, J.R., 335-338
Bookin-Weiner, J.B., 33
Borgnis-Desbordes, (Colonel), 88, 89
Botha, L. (Général), 113, 145, 146
Botha, P.W., 352, 358, 363
Botham, Ph., 351
Boucharb, 33
Bouchez, D. (Capitaine), 346
Bouktou, 13
Boumedienne, H., 193
Bourgès-Maunoury, 189
Boussouf, A. (Colonel), 188
Bouteflika, A., 219, 226
Branche, R., 188
Brassine, J., 314
Brégeon, J.-J., 79
Bretonnet (Lieutenant), 92, 93, 95
Breutz, P.L., 58
Briand, A., 169, 170, 172
Bridgland, F., 356
Brière de l’Isle, 88

Brignon, J., 38
Brueys (Amiral), 79, 80
Bruguière, J.L., 339
Brunet, J.P., 192
Brunschwig, 116
Bryant, A. (RP), 52
Buchoud (Colonel), 190
Bugeaud, Th.R., 77, 81-87, 128
Buijtenhuijs, R., 182, 183, 247, 250
Buller (Colonel), 106
Buller, R.H. (sir, Gal), 106, 111
Bulwer, H. (sir), 98
Bunyenezi, Ch. (Major), 329
Burke, 158

C

Caetano, M., 135, 199, 200, 362-364
Cahen, M., 362
Calas, B., 319
Campos, 160
Camps, G., 13
Caneva, C. (Général), 128
Carey, J.B., 104
Carlier, M., 88
Carmignani, J.-C., 79
Castries, H. (de), 31, 34
Castro, F., 358
Caute, D., 351
Cetshwayo, 97-102, 104
Chadli Bendjedid, 218, 221, 222
Challe, 188-191
Chaltin, L.N. (Commandent), 131
Chamberlain, 113
Chambrun (de, Gal), 167
Champeaux, A. (Lieutenant-colonel), 78, 79
Changarnier (Général), 86
Chanoine (Capitaine), 94
Chapelle, J., 251
Chargois, 129

Charnay, J.P., 160
Cheikh Ahmed Sharif, 274, 275
Chirau, 353
Choiseul, 77
Chovin, G., 34
Christiansen (Lieutenant), 152
Churchill, W., 178
Cilliers, J.K., 351
Ciza, B., 339
Clapham, C., 266
Claustre, F., 250, 252
Clergerie, J.-L., 303
Clinton, B., 271
Closset, A. (Colonel), 314
Clôt, A., 63
Cocard, H., 34
Cointet (de, Capitaine), 96
Collins, R., 28
Conrad, Ph., 173
Constant II, 25
Constantin IV, 26
Corap (Colonel), 171
Corfield, F.D., 182, 184
Cornevin, R., 116
Costa Pinto, 350
Coupez, 17, 48, 49
Courcelle-Labrousse, V., 160, 167
Couteau-Bégarie, 177
Crampel, P., 92, 93
Crispi, F., 123, 124, 127
Currey, J., 182
Cussac (Colonel), 337
Cuttier, M., 88

D

D’hertefelt, 48, 49
Dabormina, V. (Général), 126
Dahia / Dihya, 27
Dahir Aweys, 274

Dallaire, R. (Général), 333-338, 342, 347
Darlan, F. (Amiral), 179
Daugan (Général), 167
Davenport, T.R., 145
Davidson, A., 115
De Bono (Général), 172, 173
De Bruyne, H. (Sergent), 130
De La Rey, J., (Général), 113
De Wet, Ch., (Général), 113
Ded, 17
Dedan Kimathi, 184
Dejong, C., 66, 70, 101
Del Bocca, 173
Del Ponte, C., 339
Delhougne, G., 177
Delius, 58
Demol, 129
Deroo, E., 78, 79
Déroulède, A., 193
Descamps, 129
Descard, F., 241
Desgenettes, R.-N., 80
Desouter, S., 336
Destenave (Colonel), 96
Dhanis, F., 130, 131
Dhlakama, A., 364
Di Rudini (Marquis), 127
Didot, (Adjudant-Chef), 341
Dihya / Dahia, 27
Dingane, 55, 69, 70
Dingiswayo, 50, 52, 53, 57
Dingiswayo, 50, 52, 53, 57
Diori Hamani, 241, 242
Dixon, N., 337
Djemal Paşa (Général), 138
Djibo, M., 237
Dobell, C. (Général), 143
Docquier, 129
Dodds, A. (Colonel), 90

Doe, S., 290, 291
Doering (von), 142
Dos Santos, J.E., 357, 359-362
Dos Santos, M., 199
Dreke, V., 356
Duarte de Menezes, 31
Dubois, C., 79
Dubulamanzi, 102
Duranton-Crabol, A.-M., 193
Durnford (Colonel), 99
Duval, E.-J. (Lieutenant-colonel), 345, 346
Duvivier, 129
Dybowski, J., 47, 93
Dziubinski, A., 33

E

Ebermayer, 144
Ectors, 129
Edem Abdullah Osman, 269
Eden, A., 185
El-Bekay, 43
Eldredge, E., 57
El-Hadj Kromah, 292
El-Hadj Omar / Omar Tall, 40, 42-44
El-Hiba, 158
El-Qadéry, M., 157
Emeka Ojukwu (Colonel), 303, 304
Enver Pasşa/Pacha, 128,138
Erdimi, Tom et Timan, 258, 259
Erulin, Ph. (Colonel), 317
Etherington, N., 65
Étienne, E., 92
Eymerich (Général), 140

F

Fadlallah, 95, 96
Faidherbe, L.(Colonel), 43, 79
Faivre, M., (Général), 77, 140, 191, 195
Farès, A., 194

Faulques, R., 305
Ferragu, G., 156
Ferreira, D., (Colonel), 358
Ferro, M., 186
Filatova, I., 115
Flatters, 94
Fleury, G., 87, 193
Flichy, Th., 246
Foday Sankoh, 291, 293, 295-297
Foureau, F., 94, 95
Fournel, A et B, 6
Franc, C., 156
Franco, F. (Commandant), 162
François, C. (Capitaine), 119
François, H., 119
Franke, A. V. (Colonel), 120, 146
Fredendal, L. (Général), 180
Fynn, H.-F., 51, 52

G

Gagneron, W., 192
Galinié, R. (Colonel), 330
Gallieni, J., (Colonel), 88, 89, 237
Gallliano, G. (Général), 126
Galopin, P. (Commandant), 250, 255
Gander, M., 350, 359
Gaourang, 93
Garang, J., 278, 279
Gardiner, A., 52
Gaulle, Ch. (de, Général), 181, 186, 192, 193, 208, 312
Gbagbo, L., 299-302
Geffray, C., 363
Gentil, É., 92-95
Gershovich, 160
Ghissa Ag Boula, 242
Gill, S.J., 57, 58
Gillet, M., 156
Gillier, M. (Commandant), 345, 346
Giscard d’Estaing, 318

Gizenga, A., 314
Glaoui, 157
Gleijeses, P., 211
Glyn (Colonel), 100
Gordon Ch. / Gordon Pacha, 45, 283
Göring, H., 119
Goukouni Weddeye, 251-255
Goundafi, 157
Gournay (Lieutenant-colonel), 266
Gouraud (Capitaine), 89
Gouraud (Général), 159
Gowon, Y. (Général), 303, 304
Gras, Y. (Colonel), 317
Graziani, R. (Général), 172, 173, 176
Grégoire (Général byzantin), 24
Guéi, R., 299, 3
Guibert, V., 193
Guillaume, A. (Général), 157
Guillaume II, 117, 166
Guillen, 116
Guy, J.J., 98, 104

H

Habyarimana, J., 329, 330, 332, 334, 338-340
Hadj Sadok, 187
Haïlé Sélassié, 173, 177, 211, 264, 266
Hall, M., 15
Hamann, H., 356-359
Hamid Abderamane Haggar, 255
Hamilcar Barca, 21
Hammarskold, D., 313
Hammond-Tooke, 51
Hammou es-Zaïnani / Moha, 159
Hannibal Barca, 21, 22
Harbi, M., 191
Harrison, A., 193
Hasdrubal le Boétharque, 23
Hassan Ag Fagaga, 240
Hassan Alla, 282

Hassan Cheikh Mohamoud, 275
Hassan ibn Numan al-Ghassani, 27, 28
Hassan II (Roi du Maroc), 210, 211, 213, 218
Hassel, J., 115
Hathaway, J., 62
Hatshepsout, 18
Haurie, M., 93
Helmoed-Römer, H., 350
Hendriksen, Th., 196
Héraud, J., 339
Herriot, É., 167
Hertzog (Général), 145
Heyderbreck, J. (von, Colonel), 146
Hicks (Colonel), 45
Hilley, 115
Hinck, 129
Hissène Habré, 250-256, 259, 284
Hitler, A., 148
Hocine Aït-Hamed, 221
Hodister, A., 130
Hogard, J. (Colonel), 346
Hoisington, W.-A., 156
Hollande, F., 245, 246
Holt, P.M., 61
Houphouët-Boigny, F.,, 291, 297
Huan, C., 177
Huard, P., 14
Huet, J.-P., 156
Huetz de Lemps, X,, 170
Hundsbüchler, E., 93
Hussein Aidid, 272

I

Ibrahim (sultan), 282
Ibrahim Abatcha, 249, 25
Ibrahim Ag Bahanga, 240, 241
Ibrahim Baré Maïsassara, 243
Idriss Déby Itno, 233, 254, 255-260
Ifran, 28

Illife, J., 118
Innocent III, 34
Isaacs, N., 51
Isabelle la Catholique, 161
Ishaq II, 35
Ismaël (khédive), 282
Iyad Ag Ghali, 239, 240, 244, 245

J

Jacques, A. (Capitaine), 129
Jauffret, J. Ch., 186
Jaurès, J., 79
Jean, M., 192
Jeanneney, J.M., 194
Joalland, P. (Lieutenant), 94, 95
Joffre, J. (Général), 95
Johnson, P.Y, 290, 291
Joinville (de, prince), 86
Jomo Kenyatta, 183, 184
Jospin, L., 192
Joubert, P. (Général), 112
Jouder Pacha 35, 36
Jourdan (Général), 80
Juin (Général), 177
Julien (Général byzantin), 26
Julien, C.-A., 30

K

Kabila, L.D., 310, 321-323
Kadhafi (Colonel), 208, 218, 226-233, 241-244, 250, 251, 253-255, 258, 284
Kagame, A. (abbé), 46, 48-50
Kagame, P. (Général), 329, 334, 335, 349
Kahwa Panga Mandro, 324
Kalaoun, 61, 62
Kalondji, A., 311, 312
Kamau wa Ngengi, J., 183
Kambanda, 342
Kambonde ka Mpingana, 119
Kamougué (Colonel), 252, 253, 256

Kasavubu, 314
Kauffer, R., 193
Kavandame, 200
Keïta, M., 211, 238
Kellog, 172
Kemal Atatürk, M., 128
Kersauson, R. (de), 115
Kessel, J., 184
Kestergat, J., 314
Kettani (Général), 211
Ketteler (von, baron), 147
Khalil Ibrahim, 285
Kitchener, H. (Général), 111, 114, 283
Kléber, (Général) 80, 81
Koffi Annan, 218, 335
Kolélas, B., 308, 309
Koroma, J.P. (Capitaine), 295-297
Koutouz, 61
Krim Belkacem, 187
Kruger, P., 107
Kusayla, Aguellid, 25-27
Kwakwavu Bukande, J., 324

L

l'Kahina / la Kahena, 27, 28
La Calle, 170
la Kahena / l'Kahina, 27, 28
Laband, J., 51, 97
Lafourcade, J.C. (Général), 344, 346, 348
Laissus, Y., 79
Lamoricière (Général), 86, 87
Lamy, F.-J. (Commandant), 94, 95
Lanne, B., 254
Lanxade (Amiral), 347
Lapeyre, P. (Sous-Lieutenant), 167
Larbi ben M'Hidi, 188
Largeau, E. (Général), 143
Lattre (de, Gal), 177
Laurens, H., 79

Laurentin, J., 247
Laverdure, R. (Colonel), 159
Le Bohec, Y., 20, 22, 23
Le Flem, B. (Colonel), 344
Le Goff (Colonel), 348
Le Houérou, F., 266
Lefebvre, D., 186
Lefeuvre, P., 140
Léger, P.A., 188
Lehmann, G., 193
Léo III, 61
Leontios, 27
Lettow-Vorbeck, P.-E. (von, Général), 137, 146-148, 153, 155
Levillain, Ph., 156
Levisse-Touzé, Ch., 175
Lévy, H., 171, 229
Lewis, I.M., 269
Liesegang, G., 56
Lippens, J. (Lieutenant), 130
Lissouba, P., 308, 309
Llamas (Commandant), 164
Lohman, C.M., 351
Long, 129
Lothaire (Capitaine), 131
Louis IX, 60, 61
Louis XIV, 34
Louis-Philippe, (Roi des Français), 83, 86
Lourido, R., 38
Luciani, D., 359
Lüderitz, F., 119
Lugan, B., 3, 14, 15, 45, 51, 56, 65, 71, 94, 104, 106, 107, 115, 116, 140, 144-146, 207, 212, 333
Luis de Neto, 31
Luis de Oxeda, 31
Lumumba, P., 311, 312, 314, 368, 370
Lyautey, L. H. (Maréchal), 139, 156, 157, 159, 166-170
Lye, W.F., 57
Lye, W.F., 57

M

Ma el-Aimin, 158
Maade Bio, J. (Géneral), 294
Mac Craken, (Géneral), 115
MacCarthy, Ch., 105
MacDonald, (Géneral), 80
Machel, S., 199, 362, 363
MacMichael, H.A., 280, 282
Macpherson, R.I., 351
Madariaga, M., 162
Madibou, 283
Mahamat Garfa, 257
Mahamat Nour Abdelkarim, 257-259
Maherero, 118, 119
Mahmoud ben Zarqun, 36
Maïer (Adjudant-Chef), 341
Maistre, C., 46, 93
Malloum, F. (Général), 251, 252
Mandelkern, D., 192
Mangin (Lieutenant), 89
Mangoutimour, 61, 62
Mano Dayak, 242, 243
Mansouri, M.T., 61, 64
Marchal, (Colonel), 334
Margai, A., 292, 293
Margai, M., 292
Maritz, M., 113, 145
Marmié, N., 160, 167
Mashobane, 57
Massamba-Débat, A., 307
Massinissa, 22
Massu, J. (Général), 187, 188
Mathô, 21
Matiwane, 56
Matlaba, 67
Matzangaissa, A., 363
Maurin, J.-J. (Colonel), 341, 343
McLachlan, S., 122
McLaughlin, P., 351

Meghiev, 17
Meles Zenawi, 263, 264
Mellah, S., 223
Ménélik, 123, 125, 127, 262
Mengistu Hailé Mariam, 262, 263
Menou (Général), 81
Merabbi Rebbu, 158
Merelles, 339
Mérenptah, 17
Méric, E., 210
Mesnager (de), 77
Messali Hadj, 191
Meyers, A.R., 36
Meynier (Lieutenant), 94, 95
Michaux, O., 130
Miège, J.L., 38, 174
Milkias, P., 122
Millán Astray (Colonel), 162
Millerand, A., 167
Millet, J., 170
Minoberry, J.-P., 339
Minter, W., 355
Miot, 129
Mitterrand, F., 330
Mkwakwa, 118
Moaouia, 24
Mobutu, J.-D. (Maréchal), 310, 313, 316, 317, 319, 321, 338, 379
Modéran, Y.,, 24, 26
Modibo Keïta, 211, 238
Moha / Hammou es-Zaïani, 159
Mohamed (Prophète), 40, 41
Mohamed Abdelaziz, 216
Mohamed Acharif, 243
Mohamed Ag Nagim, 244
Mohamed Bello, 41, 42
Mohamed Boudiaf, 222, 225
Mohamed ech-Cheikh, 34
Mohamed el-Baghalani, 250
Mohamed en-Fadl, 282

Mohamed Farah Aidid (Général), 271, 272
Mohamed III el-Hadj, 34
Mohamed Laghdaf, 158
Mohamed Outchiki, 243
Mohamed V, (Sultan du Maroc), 209
Mohamed VI, (Roi du Maroc), 219
Mohamed Yusuf, 307
Mohammed ben Abd el-Krim el-Khettabi, 160, 161, 163, 165-171
Mohammed ech-Cheikh, 30
Mohammed el-Moutaoukil, 30, 33
Mohammed el-Moutaoukil, 33
Mohammed es-Senoussi, 92, 93
Mohammed N'Ifrouten, 159
Mohand N'Hammoucha, 158
Mohsen-Finan, K., 214
Moktar Ould Daddah, 217
Moletsane, 58
Mollet, G., 185, 187
Mondlane, E., 199
Monneret, J., 186, 195
Monnerot, G., 187
Montagnon, P., 186
Monteil, P.L. (Colonel), 94
Montgomery, B. (Général), 176
Moorecraft, P., 351, 352
Moreau, 80
Moreno, J., 165
Morice, A., 189, 191, 217
Moroko, 67
Morris, D.R., 51, 97
Morsy, M., 36, 37
Moshesh, 57, 58
Mostafa ben Boulaïd, 187
Moulay Abd el-Malek, 30, 32, 33
Moulay Abdallah el-Ghalib, 33
Moulay Abderrahmane ben Hicham, 38
Moulay Ahmed Seghrouchni, 158
Moulay el-Mehdi, 166
Moulay Hafid, 158

Moulay Ismail, 34, 36-38
Moulay Slimane, 38
Moulay Youssef, 158, 168
Mourad Bey, 79, 81
Moussa Traoré, 239
Mpande, 97
Mpayimana, 321
Mtouggui, 157
Mugabe, R., 352-354
Muhammad Ahmad, 44, 45
Muhammad Ahmad ibn Abd Allah, 44
Muhawiya ben Hudayi, 25
Mulele, P., 314
Munyazeya, F., 339
Murray, C., 57
Musa ben Nusayr, 28
Mussolini, B., 171, 172, 254
Mustapha Abdel Jalil, 228
Mustapha Allouh, 160
Mustapha ben Ismail, 82
Mustapha el-Ouali Sayed, 216
Mustapha Pacha, 80
Muzorewa (Mgr), 353, 354
Muzzolini, A., 12-14
Mzilikazi, 57, 58, 67, 68

N

N’Gabanda-Nzambo, 338
Nabil Sahraoui, 224
Nahla Zéraoui, 28
Nandi, 52
Napoléon III, 104
Naravas, 21
Nasir Mohamed ibn Kalaoun, 62
Nasser, G. A. (Colonel), 171, 185
Naulin, S. (Général), 168, 169
Navarro, F. (Général), 164, 165
Ndabahingi Sithole (RP), 353
Ndahiro II Cyamatare, 49

Ndaywel è Nziem, I., 313
Ndjabu Ngabu, F., 324
Ndugute, St. (Major), 329
Nekrouf, Y., 30
Neto, A., 198, 355, 357
Ngouabi, M. (Capitaine), 307, 308
Nicol, F. (Capitaine), 346
Niemeyer, 147
Nimeiry (Maréchal), 279
Nkomo, J., 353, 354
Nkunda, L., 326
Noguès (Général), 179
Nolet, M.-A., 36, 37
Nompethu, 57
Nordman, D., 37
Nsabimana, Deogratias (Général), 339
Ntaganda, Bosco, 326
Ntaryamira, C., 338, 339
Ntilikina, F., 321

O

Obote, M., 319, 320, 328
O'Brien, K.A., 312
O'Connor (Général), 176
Okello, T. (Général), 320
Okuku, J., 319
Oloruntimehin, 89
Omar Hassan el-Béchir, 258, 279, 280, 284
Omer-Cooper, J.D., 56
Othman, 24
Ouamrane, A., 187
Ould Mohamed Salek, 217
Oumar Kengui, 255
Ousmane dan Fodio, 40-42
Owen, F. (RP), 52, 69
Oyite-Ojok (Général), 320

P

Pahlavi, P., 195, 197

Pankhurst, R., 174
Pascal, R., 91, 308, 309
Patton (Général), 179
Paul Ngei, 184
Pearson (Colonel), 99, 102
Peires, J.B., 51
Pélissier, R., 212
Pelletier, J.G., 115
Pellow, Th., 37
Perez, J.-C., 193
Péroz, E., 76
Perrine, J.-M., 339
Person, Y., 89
Pervillé, G., 189
Pétain, Ph. (Maréchal), 168-170
Peters, K., 117
Picasso, J. (Général), 165
Pinta, 175
Pizarre, 75
Poeymirau (Général), 159
Poncet, H. (Colonel), 339
Ponthier, P. (Capitaine), 130, 131
Porte, R. (Colonel), 116, 14
Potgieter, 67
Pottinger, B., 115
Poveda, F., 165
Pretorius, A,, 70, 71
Primo de Rivera, F. (Colonel), 164
Primo de Rivera, M. (Général), 164, 166, 170
Prince, T., (von, Capitaine), 118
Prunier, G., 319, 320, 368
Pulleine (Colonel), 101
Puy-Montbrun, D. (de), 188

R

Rabah Bitat, 187
Rabah, 91, 93-96, 187
Raben (von, Capitaine), 143, 144
Raffray, M., 238, 244, 245

Raissouni, 166
Ramsès II, 17-19
Ramsès III, 17
Ramsès IX, 17
Ramsès VI, 17
Ramsès XI, 17
Ranisi, 57
Raoul (Capitaine), 307
Regulus, M.A., 20
Reibell (Capitaine), 96
Reimbold, V., 193
Renault, F. (RP), 130
Renier, 129
Retief, P., 57, 68, 69
Rhodes, C., 112
Ribeiro Rodrigues, M., 195
Rissa Ag Boula, 243
Rivet, D.,, 159
Robardey (Colonel), 337
Roben (von, Major), 142
Roberto, H., 198, 355
Roberts (lord), 111
Robinson, D., 44
Rochas, Y., 177
Rommel, E. (Général), 176, 178, 180
Rondeau, B, 176
Rosier, J. (Général), 344-346
Ross, (Général), 156
Ruark, R., 184
Rubio, 170
Rugumaho, 321
Rukn al-Din Baybars, 62
Rumaliza, 129-131
Ruzibiza, A.-J., 329
Rwigema, F. (Général), 329, 33

S

Sadek el-Mahdi, 284
Saden, F. (von), 118

Sadik, A., 32
Sagatwa, É. (Colonel), 339
Saïd Berke, 61
Saidu Momoh (Général), 293
Saif al-Arab, 230
saint Félix de Valois, 34
saint Jean de Matha, 34
Saint-Girons, A., 240
Saitoti,, G., 338
Saladin, 60
Salammbô, 21
Salan (Général), 189, 19
Salmon, P., 131
Salva Kiir Mayardit, 279, 28
Sam Hinga Norman, 297
Samory, 76, 89
Sanders, P., 57
Sanjurjo, J. (Général), 170
Sarkozy, N., 229, 245, 301
Saro-Wiwa, K., 305
Sassou Nguesso, D. (Colonel), 207, 308, 309
Savimbi, J., 198, 318, 322, 355, 359, 361, 362
Savorgnan de Brazza, 92
Sbacchi, 174
Schere, 80
Schmiedel, H., 119
Schmitt, M. (Général), 188
Schnee, 146, 155
Schoenfeld 147, 151
Schramme, J. (Colonel), 314
Scipion Émilien, 22, 23
Scipion l’Africain, 22
Scott, F., 106
Sébastien Ier, 30
Séfu, 130, 131
Seïni Kountché, 242
Sekonyela, 57, 58, 69
Sékou Amadou, 40-43
Senzangakona, 52

Sergent, P., 318
Sésostris Ier, 17
Sésostris III, 17
Séti Ier, 17
Shaka Zulu, 52-57, 101, 104
Shaykh al-Tidjani, 40
Shepstone, Th., 98
Sidi Akka, 158
Sigujana, 52
Simango, U. (RP), 199
Simbizi, C., 339
Simon, J., 191
Siyyad Barré, (Général), 262, 269, 270
Smith, A.B., 12
Smuts, J. (Général), 113, 145
Soams (lord), 354
Soeren (Lieutenant), 153
Soshangane, 56
Soumialot, G., 314
Spangerberg (Capitaine), 155
Spartacus (Colonel), 254
Spendios, 21
Stanley, H.M.,, 129
Steenkamp, W., 350, 356
Steiner, R., 305
Stevens, S., 292, 293
Storms, 129
Strasser, V. (Capitaine), 294
Streichenberger (Capitaine), 330
Sultani Makenga, 326
Sylvestre, M. F. (Général), 162-165

T

Tabet, 27
Tarik ibn Ziyad, 28
Tauris, 158
Tauzin, D. (Général), 345, 346
Taylor, Ch., 289-293
Teferi bente, 262

Terrasse, H., 28, 37
Thatcher, 354
Thesiger-Chelmsford, F. (sir), 99
Thompson, L., 56, 58
Thoutmosis Ier, 18
Thoutmosis II, 18
Thoutmosis III, 18
Tippo-Tip, 130
Tobback, N., 131
Tolbert, W.R., 290
Tombalbaye, F., 249, 251
Tombeur, Ch. (Général), 152
Townsend, M., 116
Tranié, J., 79
Triaud, J.L., 281
Trotha, L. (von, Général), 121, 122, 147
Tschombé, M., 311-315
Tsegaye Tegenu, 122
Tubiana, J., 91, 258
Tubman, W.S., 289
Turanshah, 60, 61
Tyéba, 89

U
Uqba ben Nafi el-Fihry, 25, 26
Uys, Piet, 68, 99

V
Valat, R., 191, 192
Valbelle, D., 16
Valée (Maréchal), 85, 86
Valensi, L., 30, 32
Valla, J.C., 177
Van Deventer (Général), 155
Van Kerckhoven (Capitaine), 129, 13
Van Walsum, P., 219
Vandewalle, F. (Colonel), 314, 315
Vanuxem (Général), 189
Vasco de Gama, 75

Venner, D., 192
Verdier (Général), 80
Verhaegen, B., 314
Vial, J. (Médecin-Capitaine), 159
Victoria, 113
Videcoq, 56
Villebois-Mareuil (Colonel), 115
Vorster, 352
Voulet (Capitaine), 94
Vrithoff, 129

W

Warwick, P., 107
Wavell, A. (Général), 176
Weisgerber, F., 158
Wessels, E., 115
Weygand (Général), 177
Wheeler, D.L., 197
Wiehn, A., 192
Wilson, 56, 58
Wilson, M., 56, 58
Wingate, R. (Général), 139, 281
Wintgens (Capitaine), 152
Wissmann (von, Major), 117, 118, 149
Witbooi, 118, 119
Woelffel (Lieutenant), 89
Wolseley, G. (Général), 105
Wood, W., 69
Woolman, D.L., 160, 162

Y

Yakoub Sinine, 255
Yesdia, 28
Yhombi-Opango (Colonel), 308
Youlou, F. (abbé), 307
Yous, N., 223
Youssef al-Mankouch, 232
Youssouf, 86, 256
Youssouf Togoïmi, 256

Yoweri Museveni, 320, 328, 338
Yunfa, 41

Z

Zelewski, E. (von, Capitaine), 118
Zeltner, J.-C., 91
Zimmermann, E. (Colonel), 141-144
Zuhair ben Qays, 26, 27
Zulu, 52
Zwendengaba, 56, 68
Zwide, 50, 52, 56, 57

BIBLIOGRAPHIE

A

– Abbott, P. et Botham, Ph., (1986) Modern African Wars (1) : Rhodesia 1965-1980. London.

– Abbott, P. et Ribeiro Rodrigues, M., (1988) Modern African Wars (2) Angola and Mozambique 1961-1974. London.

– Abd el-Krim et la République du Rif., (1976) *Actes du colloque international d'études historiques et sociologiques*, tenu à Paris en 1973.

– Aboualfa, M., (2003) La course salétine et ses conséquences sur les relations franco-marocaines sous les règnes de Louis XIV et de Moulay Ismaïl (1661-1727). Thèse de doctorat de 3e cycle, Universités de Rabat et de Lyon III. 2003.

– Abu-Nasr, J., (1965) The Tijaniyya : A Sufi Order in the Modern World. Oxford.

– Achour, S., (1976) L'époque mamelouke en Égypte et en Syrie. Le Caire.

– Agar-Hamilton, J.A.J. (1928) The Native policy of the Voortrekkers, 1836-1858). Cape Town.

– Ageron, Ch.-R., (1971) « La politique berbère du protectorat marocain (1913-1934) ». Revue d'histoire moderne et contemporaine, janvier-mars 1971, p. 50-90.

– Akindele, A. et Aguessy, C., (1953) Contribution à l'étude de l'histoire de l'ancien royaume de Porto-Novo, Mémoire de l'IFAN, n° 25, Dakar.

– Allard-Huard, L. et Huard, P., (1986) « La femme au Sahara avant le désert ». Études scientifiques, Le Caire, 1986.

– Allard-Huard, L., (1993) Nil-Sahara. Dialogues rupestres. Diajeu (France).

– Allouh, M., (2010) Le Rif face aux visées coloniales : 1921-1927. Bibliographie. Casablanca. En ligne.

– Andurain, J. (d') (2012) La capture de Samory (1898). L'achèvement de la conquête de l'Afrique de l'Ouest. Saint-Cloud.

– Ardisson, M., (2003) « La mission Foureau-Lamy ». Dans Centenaire des missions africaines, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au musée des troupes de Marine, p. 57-62. Paris.
– Arditi, C., (2003) « L'armée de Rabèh ». Dans Centenaire des missions africaines, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au Musée des troupes de marine, p. 97-105. Paris.
– Armstrong, J.C., (1987), "The Slaves, 1652-1795". In Elphick, R. et Giliomee, H., (1987) The Shaping of South African Society (1652-1820). Cape Town, p. 75-115.
– As-Sa'adi, A., (1964) Tarikh as Soudan. Paris.
– Ashton, E.H. (1980) The Basuto. Oxford.
– Atmore, A. et Sanders, P. (1971) "Sotho Arms and Ammunition in the 19th century", in Journal of African History, 12, 1971.
– Aussaresses, P., (2001) Services spéciaux, Algérie 1955-1957. Mon témoignage sur la torture. Paris.
– Awad, M., (1992) « Un fondateur de confrérie religieuse maghrébine : Sidi Ahmad Al-Tijani (1737-1815) ». Maroc-Europe, 1992, n° 2, p.233-266.
– Ayache, G., (1981) Les origines de la guerre du Rif. Paris et Rabat.
– Ayache, G., (1996) La guerre du Rif. Paris
– Ayalon, D., (1996) Le phénomène mamelouk dans l'Orient islamique. Paris.

B

– Bach, D., 2003) « L'Afrique, son intégration, ses frontières ». Marchés Tropicaux, n° 3000, 9 mai 2003, p. 953.
– Bach, D., (1980) « Le général de Gaulle et la guerre civile au Nigeria ». In Revue canadienne des études africaines, vol. 14, n° 2, 1980, p. 259-272.
– Bader, Ch., (1999) Le sang et le lait. Brève histoire des clans somali. Paris.
– Badi, D., (2010) « Les relations des Touaregs aux États. Le cas de l'Algérie et de la Libye ». Note de l'Ifri, 23 pages.
– Bagayoko, N., (2004) « L'opération Artémis, un tournant pour la politique européenne de sécurité et de défense ? ». Afrique contemporaine, n° 209, 2004/1.

- Bakajika Banjikila, Th., (1997) Épuration ethnique en Afrique. Les « Kasaïens » (Katanga 1961-Shaba 1992). Paris.
- Bangoura, M., (2005) Violences politiques et conflits en Afrique : le cas du Tchad. Paris.
- Barnard, A., (1992) Hunters and Herders of Southern Africa : A Comparative Ethnography of the Khoisan Peoples. Cambridge.
- Barthop, M., (1980) The Zulu War. A pictorial history. London.
- Barthorp, M., (1987) The Anglo-Boer Wars (1815-1902). Londres.
- Batran, A.A., (1997) « Les révolutions islamiques du XIX^{e} siècle en Afrique de l'Ouest ». In Histoire générale de l'Afrique, Unesco, Paris, 1997, t. VI, p. 287-295.
- Bautier, R. H., (1965) « Les grands problèmes politiques et économiques de la Méditerranée médiévale ». Revue historique, juillet-septembre 1965, p. 1-28.
- Bayol, J.-M., Voyage au pays de Bamako sur le Haut Niger. Paris, 1881.
- Bayol, J.-M., Voyage en Sénégambie. Paris, 1888.
- Bayoumi, A., (1952) Les Ayyoubides en Égypte. Le Caire.
- Beach, D.N., (1980) The Shona and Zimbabwe (900-1850). Londres.
- Beach, D.N., (1984) Zimbabwe before 1900. Harare (Zimbabwe).
- Beaufre, (général). (1967) L'expédition de Suez. Paris.
- Bekraoui, M., (1987) Le Maroc et la première guerre mondiale (1914-1920). Thèse de Doctorat, Université de Provence, 703 pages.
- Bell, R.M., (1950) « The Maji-Maji Rebellion in the Liwale District".Tanganyika Notes and Records, n° 28, janvier 1950.
- Benabbès, A., (2005) « Les premiers raids arabes en Numidie byzantine : questions toponymiques ». In Briand-Ponsart, C., (2005) Identités et cultures dans l'Algérie antique, p. 459-492.
- Benabdellah, A., (1994) « Processus militaire millénaire ». Maroc-Europe, n ° 7, 1994, p. 35-58.
- Benjelloun, A., (1994) « Réévaluation des causes de l'enrôlement de Marocains dans les rangs franquistes (1936-1939), sous l'angle exclusif du

Maroc ». Maroc-Europe, n° 7, (1994), p. 219-234.

– Benjelloun, A., (1988) Approches du colonialisme espagnol et du mouvement nationaliste marocain dans l'ex-Maroc khalifien. Rabat.

– Bennassar, B. et L., (1989) Les chrétiens d'Allah. L'histoire extraordinaire des renégats. XVI^{e}-XVIII^{e} siècles. Paris.

– Berthier, P., (1985) La bataille de l'oued el-Makhzen, dite bataille des Trois Rois (4 août 1578). Paris.

– Birmingham, D., (1992) Frontline nationalism in Angola and Mozambique. Londres.

– Blake, J.Y., (colonel) (1903) A West Pointer with the Boers. New-York.

– Boilley, P., (1999) Les Touaregs Kel Adagh. Paris.

– Bois, J.-P., (2012) « Bugeaud le Conquérant ». La nouvelle revue d'histoire, hors série n° 4, printemps-été 2012, p. 59-61.

– Bois, J.-P., (1997) Bugeaud. Paris.

– Bontinck, F., (1974) « L'autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Murjebi Tippo-Tip (ca.1840-1905) », Académie royale des Sciences d'outre-mer (ARSOM), Bruxelles.

– Booh-Booh, P-R., (2005) Le patron de Dallaire parle. Révélations sur les dérives d'un général de l'ONU au Rwanda. Paris.

– Bookin-Weiner, J.B., (1992) "The Maroccan Corsairs of Rabat-Salé", in A. Kaddouri, 1992a), p. 163-191.

– Boonzaier, E. et alii., (1996) The Cape Herders. A History of the Khoikhoi of Southern Africa. Cape Town.

– Bottéro, F., (2009) Les stratégies sud-africaines en Namibie : de la diplomatie à la contre-insurrection. Collège interarmées de Défense, mars 2009, 49 pages.

– Bouchareb, A., (1992) « Les Marocains et la mer pendant le XVI^{e} siècle », in Kaddouri, (1992), p. 85-94.

– Bouche, D., (1993) « L'Afrique occidentale française entre Vichy et la France libre (1940-1945). L'Information historique, numéro spécial Agrégation et Capes, 1994, vol. 55, 4-5, p. 177-185.

- Bournazel, G. (de), (1979), Le cavalier rouge, Henry de Bournazel. Paris.
- Boyer, (général), (2001) Historique de ma vie (1772-1851). 2 volumes, Paris.
- Boyer, P., (1970) « Le problème Kouloughli dans la Régence d'Alger ». Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n° 8, 1970, p. 79-94.
- Branche, R., (2001) La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie. Paris.
- Brassine, J. et Kestergat, J., (1991) Qui a tué Patrice Lumumba ? Louvain-la-Neuve.
- Braudel, F., (1928) Les Espagnols et l'Afrique du Nord de 1492 à 1577. Alger.
- Brégeon, J.-J., (1991) L'Égypte française au jour le jour (1798-1801). Paris.
- Breutz, P.L., (1987) History of the Botswana. Margate (RSA).
- Bride Mac, A., (1976) The Zulu War, London.
- Bridgland, F. (1990) The War for Africa : Twelve months that transformed a continent. Gibraltar.
- Brignon, J. et alii., (1967) Histoire du Maroc. Paris
- Bruguière J.-L., (2006) Ordonnance de Jean-Louis Bruguière, Tribunal de Grande Instance de Paris, Paris, 17 novembre 2006.
- Brunet, J.-P., (1999) Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961.Paris.
- Brunet, J.-P., (2002) « Enquête sur la nuit du 17 octobre 1961 ». Les collections de l'histoire, hors série n° 15, mars 2002.
- Brunet, J.-P., (2008) « Sur la méthodologie et la déontologie de l'historien. Retour sur le 17 octobre 1961 ». Commentaire, vol. 31, n° 122, été 2008.
- Brunet, J.-P., (2011) « Combien y a-t-il eu de morts lors du drame du 17 octobre 1961 ? ». Atlantico, 17 octobre 2011.
- Brunet, J.-P., (2003) Charonne, lumière sur une tragédie. Paris.
- Buijtenhuijs, R., (1998) « L'insurrection Mau Mau », in Grignon, F. et Prunier, G., Le Kenya contemporain, Paris, 1998, p. 95-111.
- Buijtenhuijs, R., (1984) « Le Frolinat à l'épreuve du pouvoir. L'échec d'une révolution africaine ». Politique africaine ; En ligne.

– Buijtenhuijs, R., (1977) « Notes sur l'évolution du Front de libération nationale du Tchad ». Revue française d'études politiques africaines, vol.12, n° 138, p. 118-125.

– Buijtenhuijs, R., (1978) Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad (1965-1976). La Hague.

C

– Cahen, M., (1985) « État et pouvoir populaire dans le Mozambique indépendant ». Politique africaine, (1985), p. 36-60.

– Campos, J.-M., (2000) Abd el-Krim y el Protectorado. Algazara.

– Camps, G., (1987) Les Berbères, mémoire et identité. Paris.

– Carlier, M., (2000) Méharistes du Niger. Contribution à l'histoire des unités montées à chameau du territoire nigérien (1900-1962). Paris.

– Castries, H. (de), (1927) « Le Maroc d'autrefois : les corsaires de Salé ». La revue des Deux-Mondes, LXXIIIe année (1927), t. 13, p. 823-852.

– Castries, H. (de), (1905-1926) Sources inédites de l'histoire du Maroc. Paris.

– Caute, D., (1983) Under the Skin : The Death of White Rhodesia. London

– Champeaux, A. (lieutenant-colonel) ; Deroo, E., (2006) La force noire. Gloire et infortune d'une légende coloniale. Paris.

– Chapelle, J., (1982) Nomades noirs du Sahara, les Toubou. Paris.

– Charnay, J.-P., (1978) La guerre du Rif, guerre coloniale ou guerre révolutionnaire ? Ottawa.

– Chovin, G., (1957) « Aperçu sur les relations de la France avec le Maroc des origines à la fin du Moyen Âge ». Hespéris, (1957), t. XLIV, p. 249-298.

– Cilliers, J.K., (1985) Counter-Insurgency in Rhodesia. Johannesburg.

– Clapham, C., (2000) « Guerre et construction de l'État dans la Corne de l'Afrique ». In Critique internationale, numéro 9, Automne 2000, p. 93-111.

– Clergerie, J.-L., (1994) La crise du Biafra. Limoges.

– Closset, A. (colonel), (1995) Les compagnons de l'Ommegang. Stanleyville. 1964. Avin-en-Hesbaye (Belgique).

– Clôt, A., (1996) L'Égypte des Mamelouks. L'empire des esclaves (1250-1517). Paris.

- Cobbing, J., (1988) “The Mfecane as alibi : thoughts on Dithakong and Mbolompo”. Journal of African History, 29, 1988, p. 487-519.
- Cobbing, J., (1974), “The Evolution of the Ndebele Amabutho”. Journal of African History, 15, 4, 1974.
- Cocard, H., (2007) L’ordre de la Merci en France (1574-1792). Un ordre voué à la libération des captifs. Paris.
- Coindreau, R., (1948) Les corsaires de Salé. Paris.
- Collectif (1964) OAS Parle. Paris.
- Collectif (1986) « L’affaire de Suez, 30 ans après », Revue historique des armées, décembre 1986.
- Collins, R., (1989) “The Arab Conquest of Spain 710-797”. History of Spain, vol. III. Oxford.
- Colonel Spartacus (1985) Opération Manta. Tchad (1983-1984). Paris.
- Conrad, Ph., (2003) « Les Français à la conquête du Tchad ». L’Afrique réelle, n° 41, automne 2003, p. 45-56.
- Cornevin, R. (1969) Histoire de la colonisation allemande. Paris
- Conrad, Ph. (2007) « L’aventure coloniale italienne et son échec ». www.clio.fr, 2007.
- Corfield, F.D., (1960) The Origins and Growth of Mau Mau. An Historical Survey. Colony and Protectorate of Kenya. Nairobi, Sessional Paper n° 5 of 1959/60.
- Courcelle-Labrousse, V. et Marmié N., (2008) La guerre du Rif. Maroc 1921-1926. Paris.
- Courrèges, Th. (de), (2009) La guerre contre-révolutionnaire sud-africaine (1978-1989). « Total Strategy » contre « Total Onslaught ». Collège interarmées de Défense.
- Couteau-Bégarie, H. et Huan, C., (1994) Mers el-Kébir (1940), la rupture franco-britannique. Paris.
- Currey, J., (1997) Mau Mau from Below., Oxford.
- Cuttier, M., (2003) La construction des forts du Soudan français au début des années 1880 ; dans Soldats et bâtisseurs, Centre d’histoire des troupes d’outremer (Fréjus), Actes du colloque des 27-28 novembre 2003, p. 79-111.

D

- Daget, S., (1980) « Rôle et contribution des États-côtiers dans l'évolution des rapports entre Africains et Européens du XV^e^ au XIX^e^ siècles », Annales de l'Université d'Abidjan, Série D (Lettres), t. 13, 1980, p. 314 – 336.
- Dallaire, R. (général) (2003), J'ai serré la main du diable. La faillite de l'humanité au Rwanda. Québec.
- Davenport, T.R., (1963) "The South African Rebellion (1914)", in English historical Review.
- Davidson, A. et Filatova, I., (1998) The Russians and the Anglo-Boer war. Cape Town.
- De Vos, L. ; Gérrd, E. ; Gérard-Libois, J. et Raxhon, Ph., (2005) Les secrets de l'affaire Lumumba. Bruxelles.
- Dejong, C., (1981) Die wa-laer in Suid-Afrika. Pretoria.
- Dejong, C., (1983) The Scandinavians in the Anglo-Boer War 1899-1902, Amsterdam.
- Dejong, C., (1984) "Andries Smorenburg-Lewensherinneringe". Christiaan De Wet-Annale, Nommer 6, Oktober 1984.
- Del Boca, A., (1996) I Gas di Mussolini. Il fascismo e la guerra d'Etiopia. Rome.
- Delegorgue, A., (1847) Voyage dans l'Afrique australe, notamment dans le territoire de Natal, dans celui des Cafres Amazulus et Makatisses et jusqu'au tropique du Capricorne exécuté durant les années 1838-1844 par M. Adulphe Delegorgue de Douai. 2 volumes, Paris.
- Delhougne, G., (1945) La guerre dans les hautes herbes. Bruxelles.
- Déroulède, A., (1997) OAS : étude d'une organisation clandestine. Helette, France.
- Deycard, F., (2011) Les rébellions touarègues du Niger : combattants, mobilisations et culture politique. Thèse de doctorat en Science politique. Bordeaux/Cean.
- Dixon, N., 1997, De l'incompétence militaire. Paris.
- Djibo, M., (2002) « Rébellion touarègue et question saharienne au Niger ». Autrepart, (23), 2002, p. 135-156. En ligne.

– Dreke, V., (2002) From the Escambray to the Congo. In the whirlwind of the Cuban Revolution. New-York.
– Du Pisani, J.H., “The Germans’ contribution to the Boer-War”. Knapsak, January 1992, p. 10.
– Dubois, C., (1985) Le prix d’une guerre. Deux colonies de l’AEF pendant la première guerre mondiale, 1911-1923. Thèse de 3e cycle, Université de Provence.
– Dunn, R.E., (1977) Resistance in the Desert, Maroccan responses to French Imperialism (1881-1912).University of Wisconsin Press.
– Duranton-Crabol, A-M., (1996) Le temps de l’OAS. Paris.
– Duval, E.-J., (2002) La révolte des sagaies. Madagascar. 1947. Paris.
– Dybowski, J., (1893) La route du Tchad : du Loango au Chari.Paris.
– Dziubinski, A., (1972) « L’armée et la flotte de guerre marocaines à l’époque des sultans de la dynastie saadienne ». Hesperis-Tamuda, vol. XIII, p. 60-94, 1972.

E

– El-Bisiri, A. (colonel) (2001) « Regard sur la participation du Maroc à la deuxième guerre mondiale ». In Renaud et Susini, (2001), p. 219-228.
– El-Qadéry, M., (2007) « La justice coloniale des ’Berbères’ et l’État national au Maroc ». L’année du Maghreb. En ligne.
– El-Talib, H., (2004) “The Janjaweed”. Inside SA.African Institute of South Africa, n° 5, octobre-novembre 2004, p. 3-4.
– Eldredge, E., (1992) “Sources of Conflict in Southern Africa, 1800-1830. The Mfecane Reconsidered”. Journal of African History, 33, (1992), p. 1-35.
– Eldredge, E., (1993) A South-African Kingdom. The Pursuit of Security in Nineteenth-Century Lesotho. Cambridge.
– Ennaji, O., (2007) Le sujet et le Mamelouk. Esclavage, pouvoir et religion dans le monde arabe. Paris.
– Erulin, Ph. (colonel), (1979) Sauver Kolwezi. Paris.
– Etherington, N., (2001) The Great Treks : the Transformation of Southern Africa, 1815-1854. London.

– ETR (Enquête sur la tragédie rwandaise). (1998) Rapport d'Information déposé par la Mission d'information de la Commission de la Défense Nationale et des Forces armées et de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994. t. I ; t. II ; t. III/1 et III/2, Paris, 15 décembre 1998.

F

– Faivre, M., (général), (1995) Les combattants musulmans de la guerre d'Algérie, Paris.

– Faivre, M., (2010) « L'armée d'Afrique et l'armée coloniale des origines à 1962 ». L'algérianiste, septembre 2010.

– Faivre, M., (général) (2011) « La bataille de Paris du 17 octobre 1961 ». Études coloniales. En ligne.

– Faulkner, R.O., (1953) "Egyptian Military Organization". Journal of Egyptian Archaeology, 39, (1953), p. 32-47.

– Ferro, M., (2006) Suez, 1956. Naissance d'un tiers-monde. Paris.

– Fleury, G., (2004) Comment l'Algérie devint française (1830-1848). Paris.

– Fleury, G., (2002) Histoire secrète de l'OAS. Paris.

– Flichy, TH., (2013) Opération Serval au Mali. L'intervention française décryptée. Paris.

– Franc, C., (2012) Gallieni et Lyautey. Penseurs pour le XXI^{e} siècle. Paris.

– Francisco, L., (2005) Annual, 1921. Cronica de un desastre.Valladolid.

– Frémeaux, J., (2010) Les empires coloniaux. Une histoire-monde. Paris.

– Fremigacci, J., (2007) « La vérité sur la grande révolte de Madagascar ». L'histoire, n° 318, mars 2007, p. 36-43.

– Fynn, H-F., (2004) Chaka, roi des Zulus. Paris.

G

– Galy, M., (2008) Guerres nomades et sociétés ouest-africaines. Paris.

– Gander, M., (2009), L'armée sud-africaine dans le dernier conflit de la guerre froide. La guerre d'Angola (1975-1989). Collège interarmées de Défense, mars 2009, 38 pages.

- Garate Cordoba, J.-M., (1991) « Las Tropas de Africa en la Guerra Civil ». Revista de Historia Militar, (1991), n° 70.
- Geffray, C., (1990) La cause des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile. Paris.
- Gentil, P., (1971) La conquête du Tchad (1894-1916). Tome I : Le Tchad d'Émile Gentil (1894-1902). Tome II : Le Tchad de Victor Emmanuel Largeau (1902-1916). Service historique de l'Armée de terre. Vincennes.
- Gérard-Libois, J., (1963) Sécession au Katanga. Dossiers du CRISP, Bruxelles.
- Gill, S.J. (1993) A Short History of Lesotho from the Late Stone Age until the 1993 Elections. Morija (Lesotho).
- Gillet, M., (2010) Principes de pacification du maréchal Lyautey. Paris.
- Giniewski, P., (1968) « Le nazisme avant la lettre : la solution finale du problème herero au Sud-Ouest africain », in Revue française d'études politiques africaines, mars 1968.
- Gleijeses, P., (1996) "Cuba's First Venture in Africa : Algeria, 1961-1965". Journal of Latin American Studies, n° 58, p. 159-195.
- Gournay, (lieutenant-colonel), (2001) Le conflit « interétatique » entre l'Érythrée et l'Éthiopie : guerre frontalière absurde ou lutte pour la domination de la Corne de l'Afrique ? CID (Collège interarmées de Défense), avril 2001.
- Grandin, N., (1982) « Le Soudan nilotique et l'administration britannique (1898-1956) ». Social, Economic and Political Studies of the Middle East, vol. XXIX, Leiden.
- Grémont, Ch., (2009) « Touaregs et Arabes dans les forces armées coloniales et maliennes. Une histoire en trompe-l'œil ». Note de l'Ifri, 27 pages.
- Grimal, N., (1988) Histoire de l'Égypte ancienne. Paris.
- Grousset, R., (1976) L'empire des steppes, Attila, Gengis Khan, Tamerlan. Paris.
- Guevara, E. (Che), (2000) The African Dream. The Diaries of the Revolutionary War in the Congo. New-York.
- Guibert, V., (2000) Les commandos Delta. Helette, France.

– Guillaume, G., (1938) Les Berbères Marocains et la pacification de l'Atlas central, 1912-1933. Paris.

– Guiral, P., (1992) Les militaires à la conquête de l'Algérie (1830-1857). Paris.

– Guy (J.J.) (1971) "A note on Fire arms in the Zulu kingdom with special reference to the Anglo-Zulu War", Journal of African History, 12, 1971.

H

– Hall, M., (1994) The Changing past. Farmers, Kings and Traders in Southern Africa (200-1860). Cape Town.

– Hamann, H., (2001) Days of the Generals. The Untold Story of South Africa's Apartheid-era Military Generals. Cape Town.

– Hamill, J., (2003) "A disguised surrender ? South Africa's negotiated Settlement and the Politics of Conflict Resolution". Diplomacy and Statecraft, vol. 14, n° 3, September 2003.

– Hamilton, C., (1992)"The Character of Shaka : A reconstruction of the Making of Shaka as Mfecdane Motor". Journal of African History, 33 (1992), p. 37-63.

– Hamilton, C., (1995) The Mfecane Aftermath : Reconstructive Debates in Southern African History. Johannesburg.

– Hamilton, C., (1998) Terrific Majesty : the Powers of Shaka Zulu and the Limits of Historical Invention. Cape Town.

– Hammond-Tooke, W.D., (1991) "Kinship authority and political authority in pre-colonial South Africa". African Studies, vol. 50, n° 1, (1991), p. 185-199.

– Hannoum, A., (1999) « Historiographie et légende au Maghreb. La Kâhina ou la production d'une mémoire ». Annales, Histoire, Sciences sociales, 1999, vol. 54, n° 3, p. 667-686.

– Harbi, M., (1980) « Nationalisme algérien et identité berbère ». Peuples méditerranéens, 11, p. 31-37.

– Harbi, M., (1999) 1954, la guerre commence en Algérie. Paris.

– Hardy, G., (1953) Histoire sociale de la colonisation française. Paris.

– Haroun, A., (1986) La 7e Willaya : la guerre du FLN en France (1954-1962).

Paris.

– Harrison, A., (1989) Challenging de Gaulle : The O.A.S. and the Counterrevolution in Algeria (1954-1962). Exeter.

– Hassan II, (roi du Maroc), (1976) Le Défi. Paris. – Hassan II, (Roi du Maroc) (1993) La mémoire d'un Roi. Entretiens avec Éric Laurent. Paris.

– Hassell, J.A. et Hilley, A.R., (1902) The Mobile Boer. Grafton Press (USA).

– Hathaway, J., (1997) The Politics of Households in Ottoman Egypt : The Rise of the Qazdaglis. Cambridge University Press.

– Haurie, M., (2003) « La deuxième mission Gentil (1899-1900) ». In Centenaire des missions africaines, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au Musée des troupes de marine, p. 45 –52, Paris.

– Helmoed-Römer, H., (1991) Modern African Wars (3). South-West Africa. London.

– Henriksen, T.H., (1978) "Lessons from Portugal's Counter-Insurgency Operations in Africa". The RUSI Journal, vol. 123, n° 2, 1978.

– Henriksen, T.H., (1976) "People's War in Angola, Mozambique and Guinea-Bissau". The Journal of Modern African Studies, vol. 14, n° 3, 1976.

– Hertefelt, M. (d') et Coupez, A., (1964) La royauté sacrée de l'ancien Rwanda. Texte, traduction et commentaire de son rituel. Tervuren.

– Hogard, J., (2005) Les larmes de l'Honneur : 60 jours dans la tourmente du Rwanda. Paris.

– Hoisington, W-A., (1995) L'héritage de Lyautey : Noguès et la politique française au Maroc (1936-1943). Paris.

– Holt, P M., (1975) "Mamluk Sultans". Bulletin of School of Oriental and African Studies, Londres, XXXVIII, 2, 1975, p. 237-249.

– Hrbek, I., (1997) L'avènement des Fatimides. Histoire générale de l'Afrique, Unesco, t. III, Paris, 1997, p. 248-265.

– Huard, P. et Allard-Huard, L., (1978) "Les peintures rupestres du Sahara et du Nil". Études scientifiques, Le Caire, juin 1978.

– Huard, P. ; Leclant, J. et Allard-Huard L., (1980) La culture des Chasseurs du Nil et du Sahara, 1980, Alger.

– Huard, P. et Allard-Huard, L., (1978) « Les peintures rupestres du Sahara et

du Nil ». Études scientifiques, Le Caire, juin 1978.

– Hubert, J.R. (1965) La Toussaint rwandaise et sa répression. Académie Royale des Sciences d'outre-mer, Bruxelles, 181 p.

– Huet, J.-P., (2012) Hubert Lyautey. Avon-les-Roches.

– Huetz de Lemps, X., (1991) « Collaboration franco-espagnole pendant la guerre du Rif (1925-1927). Un mariage d'amour ou de raison ? ». Hesperis-Tamuda, vol. 29, n° 1, (1991), p. 85-111.

I

– Illife, J., (1967) "The organisation of the Maji-Maji Rebellion". Journal of African History, VII, (1967), p. 495-512.

J

– Jauffret, J.-Ch., (1987) La guerre d'Algérie par les documents. 2 tomes, Service historique de l'armée de terre, Vincennes, 1987.

– Jauffret, J.-Ch., (2002) Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie. Bruxelles.

– Joalland, P. (général), (1930), Le drame de Dankori : mission Voulet-Chanoine-mission Joalland-Meynier. Paris

– Julien, C.-A., (1978) Le Maroc face aux impérialismes. Paris.

– Julien, S., (2011) « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques ». Hérodote, n° 142, 3e trimestre 2012.

K

– Kabbaj, T., (1980) L'affaire du Sahara occidental. Rabat.

– Kaddouri, A., (1992a) Le Maroc et l'Atlantique. Université Mohammed V. Rabat.

– Kaddouri, A., (1992b) « Les Marocains et la mer. La Méditerranée et le monde méditerranéen à travers quelques récits de voyageurs maghrébins du XVII^{e} au XX^{e} siècle ». Maroc-Europe, (1992), n° 2, p.13-23.

– Kagame, A. (abbé), (1961) L'histoire des armées bovines dans l'ancien Rwanda. Bruxelles.

– Kagame, A. (abbé), (1963) Les milices du Rwanda précolonial. Bruxelles.

– Kagame, A. (abbé), (1969) Introduction aux grands genres lyriques de

l’ancien Rwanda. Université nationale du Rwanda.

– Kagame, A. (abbé), (1951) La poésie dynastique au Rwanda. Bruxelles.
– Kandyba-Foxcroft, E. (1981) Russia and the Anglo-Boer War (1899-1902). Capetown-Johannesburg.
– Kauffer, R., (2002) OAS : histoire d’une guerre franco-française. Paris.
– Kenyatta, K., (1938) Facing Mount Kenya, Londres.
– Kessel, J., (1954) La piste fauve. Paris.
– Knight, I et Mac Bride, A., (1989) The Zulus. London.

L

– Laband, J., (1995) Rope of Sand. The Rise and Fall of the Zulu Kingdom in the Nineteenth Century. Johannesburg.
– Lacalle, M. et Rubio, P., (2001) Desembarco de Alhucemas 8 de septiembre de 1925. Madrid
– Lacouture, J et Chagnollaud, D., (1993) Le désempire. Figures et thèmes de l’anticolonialisme. Paris.
– Lafourcade, J.C. (général) (2010) Opération Turquoise. Rwanda 1994. Paris.
– Lafuente, G., (1999) La politique berbère de la France et le nationalisme marocain. Paris.
– Lafuente, G., (1984) « Le Dahir berbère ». Encyclopédie berbère, t. XIV, 11 pages. En ligne.
– Laissus, Y., (1998) L’Égypte, une aventure savante (1798-1801). Paris.
– Lamouri, M., (1979) Le contentieux relatif aux frontières terrestres du Maroc. Rabat.
– Lanne B., (1982) Tchad-Libye, la querelle des frontières. Paris.
– Lartéguy, J., (1967) Les Chimères Noires. Paris.
– Laurens, H., (1989) L’expédition d’Égypte (1798-1801). Paris.
– Laurentin, J., (2007) Un demi-siècle de violences au Tchad (1960-2007) : exception ou fatalité ? Mémoire de géopolitique, CID (Collège interarmées de Défense), 2007.
– Le Bohec, Y., (1996) Histoire militaire des guerres puniques (264-146 avant

J.-C.). Paris.

- Le Houérou, F., (2000) Éthiopie-Érythrée, frères ennemis de la Corne de l'Afrique. Paris.
- Lefebvre, D., (1996) L'affaire de Suez. Paris.
- Lefeuvre, D., (2006) Pour en finir avec la repentance coloniale. Paris.
- Léger, P.A., (1983) Aux carrefours de la guerre. Paris.
- Lehmann, G., (2004) La cendre et la braise. Le réseau OAS-Est en Métropole (1961-1962). Paris.
- Lettow-Vorbeck, P. (général von), (1933) La guerre de brousse dans l'est africain (1914-1918), Paris.
- Levillain, Ph. et Ferragu, G., (2011) Albert de Mun, Hubert Lyautey. Correspondance 1891-1914. Paris.
- Levisse-Touzé, Ch., (1999) « La contribution du Maroc à la France pendant les deux guerres mondiales ». Défense nationale, n° 10, octobre 1999, p. 28-37.
- Levisse-Touzé, Ch., (2000) L'Afrique du Nord dans la guerre, 1939-1945. Paris.
- Lévy, S., (1984) « Les origines de la guerre du Rif, de Germain Ayache ». Hesperis-Thamuda, vol. XXII, 1984, p. 121.
- Lewis, I.M., (1965) A Modern History of Somalia. Londres.
- Liesegang, G., (1981) "Notes on the Internal Structures of the Gaza Kingdom of Southern Mozambique, 1840-1895". In Peires J.B. Before and After Shaka.
- Lohman, C.M. et Macpherson, R.I., (1983) Rhodesia : Tactical Victory, Strategic Defeat. Quantico, Virginia.
- Lourido, R. (1969) "Transformacion de la pirateria marroqui en guerre del corso por el sultan Sidi Muhammad ben Abd Allah (1757-1768)". Hesperis-Thamuda, vol. X, 1969, p. 39-70.
- Luciani, D., (2009) Une société militaire privée sud-africaine : Executive Outcomes. Collège interarmées de Défense, mars 2009, 45 pages.
- Lugan, B., (1996) Ces Français qui ont fait l'Afrique du Sud. Paris.

– Lugan, B., (1989) Robert de Kersauson : le dernier commando boer. Paris, 1989.
– Lugan, B., (1990a) Villebois-Mareuil, le La Fayette de l'Afrique du Sud. Paris, 1990.
– Lugan, B., (1990b) Cette Afrique qui était allemande. Paris.
– Lugan, B., (1993) « L'Allemagne et l'Afrique (1870-1918) ». L'information historique, numéro spécial concours Agrégation et Capes 1994, vol. 55, 1993, 4-5, p. 169-176.
– Lugan, B., (1997) Histoire du Rwanda de la préhistoire à nos jours. Paris.
– Lugan, B., (1998a) « Les bases historiques du conflit du Sahara occidental ». Athéna (IHEDN), n° 5, 1er semestre 1998, p. 191-207.
– Lugan, B., (1998b) La guerre des Boers (1899 – 1902). Paris.
– Lugan, B., (2002) Histoire de l'Égypte des origines à nos jours. Paris.
– Lugan, B., (2007) Rwanda :contre-enquête sur le génocide, Paris.
– Lugan, B., (2009) Histoire de l'Afrique. Paris.
– Lugan, B., (2010) Histoire de l'Afrique du Sud des origines à nos jours. Paris.
– Lugan, B., (2011) Histoire du Maroc des origines à nos jours. Paris.
– Lupini, M. (1988) Camillo Ricchiardi, Italian Boer War Hero, Johannesburg.
– Lye W.F., (1967) « The Difaqane : the Mfecane in the Southern Sotho area, 1822-24 », Journal of African History, VIII, 1, 1967.
– Lye, W.F. et Murray, C., (1980) Transformations on the Highveld : the Tswana and Southern Sotho. Cape Town.
– Lye, W.F., (1969) "The Ndebele Kingdom South of the Limpopo". Journal of African History, X, 1, 1969.

M

– Mac Bride, A., (1976) *The Zulu war*. London.
– Macckrakken, D.P., (1989)The Irish pro-Boers (1877-1902), Johannesburg.
– MacMichael, H.A., (1967) A History of The Arabs in The Sudan and some Account of The People who preceded them and of The Tribes Inhabiting

Darfur. 2 tomes, Londres.

- Macnab R., (1975) The French Colonel. Villebois-Mareuil and the Boers 1899-1900, Oxford.
- Madariaga, M. (de), (2005) En el Barranco del Lobo : las Guerras de Marruecos. Madrid.
- Maistre, C., (1895) À travers l'Afrique centrale, du Congo au Niger. Paris.
- Mansouri, M.T., (1992) Recherche sur les relations entre Byzance et l'Égypte (1259-1453) (d'après les sources arabes). Faculté des Lettres de La Manouba, Tunis, 1992, 309 pages.
- Mantran, R., (1986) L'expansion musulmane (VII^{e}-XI^{e}). Paris.
- Marchioni, J., (2007) Boutin : le Lawrence de Napoléon, espion à Alger et en Orient, pionnier de l'Algérie française. Paris.
- Massu, J., (général) (1971) La vraie bataille d'Alger. Paris.
- Mathieu, P. et Willame J.C., (1999) Conflits et guerres au Kivu et dans la région des grands lacs. Paris.
- McLachlan, S., (2011) Armies of the Adowa Campaign 1896 : The Italian Disaster in Ethiopia. London.
- Méraud, M., (1990) Histoire des Goums marocains. t. III. Le service des Affaires indigènes du Maroc. Arcueil.
- Méric, E., (1965) « Le conflit algéro-marocain ». Revue française de science politique, année 1965, vol. 15, n° 4, p. 743-752.
- Meyers, A.R., (1977) "Class Ethnicity and Slavery : The Origins of the Maroccan "Abid". International Journal of African Historical Studies, vol.10, 1977, 3, p. 427-442.
- Miège, J.L., (1968) L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours. Paris.
- Miège, J.L., (1994) « De l'histoire militaire du Maroc. De l'armée traditionnelle aux forces armées royales ». Maroc-Europe, n° 7, 1994, p. 19-33.
- Milkias, P (2005) The Battle of Adwa : Reflections on Ethiopia's Historic Victory against European Colonialism.
- Millet, J., (1987) « L'aviation française dans la guerre du Rif ». Revue

historique des armées, n° 1, (1987), p. 46-58.

- Minter, W., (1994) Apartheid's Contras : An Inquiry into Roots of War in Angola and Mozambique. Johannesburg.
- Modéran, Y., (2003), « Kusayla, l'Afrique et les Arabes », in Identités et cultures dans l'Algérie antique, Actes du colloque international de Rouen, mai 2003, Rouen, 2005, p. 423-457.
- Modéran, Y., (2010), « Sources arabes et sources non arabes sur la conquête musulmane de l'Afrique : 1. Le dossier de l'exarque Grégoire et de l'attaque de 647 ». In L. Garcia-Moreno (dir.), Del Nilo al Ebro I. Estudios sobre las fuentes de la conquista islamica. Madrid-Alcalà de Henares, 2010, p. 96-121.
- Mofolo, Th., (1981) Chaka, une épopée bantue. Paris.
- Mohsen-Finan, K., (1997) Sahara occidental. Les enjeux d'un conflit régional, Paris.
- Monneret, J., (2001) La phase finale de la guerre d'Algérie, Paris.
- Monneret, J., (2006) La Tragédie dissimulée. Oran, 5 juillet 1962. Paris.
- Monneret, J., (2008) La guerre d'Algérie en 35 questions. Paris.
- Montagnon, P., (1984) La guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie. 1er novembre 1954-3 juillet 1962. Paris.
- Monteil, P.L. (lieutenant-colonel), (1895) De Saint-Louis à Tripoli par le lac Tchad, voyage au travers du Soudan et du Sahara, accompli pendant les années 1890-1892. Paris.
- Moorcraft, P. et McLaughlin, P., (1982) Chimurenga : War in Rhodesia. New-York.
- Moreno, J., (2001) Annual 1921 : 80 años del desastre. Madrid.
- Morris, D.R., (1981)The Washing of the Spears. The Rise and Fall of the Great Zulu Nation. London.
- Morsy, M., (1983) La relation de Thomas Pellow ; une lecture du Maroc au XVIIIe siècle. Paris.
- Morsy, M., (1967) « Moulay Isma'il et l'armée de métier ». Revue d'histoire moderne et contemporaine, vol.14, (avril-juin 1967), p. 97-122.
- Mouette, G., (2002) Relation de captivité dans les royaumes de Fez et Maroc. Paris.

– Mouette, G., (1683) Relation de la captivité du Sieur Mouette dans les royaumes de Fèz et de Maroc, où il a demeuré pendant onze ans. Où l'on void les persécutions qui y sont arrivées aux chrêtiens captifs (…). Paris.

– Moussaid, M., (2001) « Regards historiques sur les spécificités de l'armée marocaine ». In Renaud et Susini (2001), p. 59-65.

– Muelle, R., (2001) 7 ans de guerre en France. Quand le FLN frappait en métropole. Paris.

– Muzzolini, A., (1981) « Les chars préhistoriques du Sahara. Archéologie et techniques d'attelage ». In Actes du Colloque de Sénanque, Université de Provence, 1981, p. 45-56.

– Muzzolini, A., (1983) L'art rupestre du Sahara central : classification et chronologie. Le bœuf dans la préhistoire africaine. Thèse de doctorat de 3e cycle. Université d'Aix-en-Provence.

– Muzzolini, A., (1986) L'art rupestre préhistorique des massifs centraux sahariens. Cambridge.

– Muzzolini, A., (1995) Les images rupestres du Sahara. Toulouse (France).

N

– N'Gbanda-Nzambo, H., (2005) Les présidents Habyarimana, Mobutu et moi avant l'attentat. In Onana, Ch., « Silence sur un attentat. Le scandale du génocide rwandais ». Paris.

– Ndaywel è Nziem, I., (1997) Histoire du Zaïre de l'héritage ancien à l'âge contemporain. Louvain-la-Neuve, 1997.

– Nekrouf, Y., (2007) La bataille des Trois-Rois. Casablanca.

– Nolet, M-A., (2008) Les renégats : leur contribution à la construction de l'État marocain du XVI^{e} au XVIII^{e} siècle. Mémoire de Maîtrise, Université du Québec à Montréal, 122 pages.

– Nordman, D., (1996d) « La mémoire d'un captif ». Profils du Maghreb, 1996, p. 75-100.

– Nordman, D., (1986) « La mémoire d'un captif (Thomas Pellow) ». Annales, Économie, Société, Civilisations, 1986, vol. 4, n° 6, p. 1397-1418.

– Ntilikina, F., (2008) Rwanda : la prise de Kigali et la chasse aux réfugiés par l'armée du général Paul Kagame. Récit du secrétaire à l'État-Major de l'ex-

armée rwandaise. Paris.

O

– O’Brien, K.A., (2001a) “Special Forces for Counter-Revolutionary Warfare : The South African Case”, in Small Wars and Insurgencies, vol. 12, Summer 2001, p. 79-109.

– O’Brien, K.A., (2001b) “Counter-Intelligence for Counter-Revolutionary Warfare : The South African Police Security Branch, 1979-1990”, Intelligence and National Security, vol. 16, n° 3, Autumn 2001, p. 27-59.

– O’Meara, D., (1986) “Destabilization in Southern Africa : Total Strategy in Total Disarray”, in Monthly Review, avril 1986, 9 pages.

– Okuku, J., (2002) “Ethnicity, State Power and the Democratisation Process in Uganda », Nordiska Afrikainstitutet, Discussion Paper 17, Uppsala, 2002.

– Oloruntimehin, O., (1971) « Franco-Samori relations 1886-1889. Diplomacy and War ». Journal of the historical Society of Nigeria, 6, 1971, p. 67-92.

– Omer-Cooper, J.D. (1966) The Zulu Aftermath. A Nineteenth-Century Revolution in Bantu Africa. Londres.

– Oppenheim, M. (von), (2001) Le domaine tchadien de Rabah, traduit par Roger Pascal, Paris.

– Ouerdane, A., (1990) La question berbère dans le mouvement national algérien. Paris.

– Owen, F., (1926) The Diary of the Rev. Francis Owen, Missionary with Dingane in 1837-1838. Cape Town.

P

– Pahlavi, P. et Ali, K., (2012) « Guerre irrégulière et analyses institutionnelle : l’intervention du Portugal en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique (1961-1974) ». Revue militaire canadienne, vol. 12, n° 2. En ligne.

– Pakhenham, T. (1979) The Boer War, Londres.

– Pankhurst, R., (1977) « The secret history of Italian Fascist Occupation of Ethiopia”. Africa Quaterly, 16, 4, 1977, p. 35-86.

– Pascal, R., (2001) Préface de von Oppenheim (voir von Oppenheim), p. 5-8.

– Pélissier, R., (2004) Les campagnes coloniales du Portugal (1844-1941).Paris.

- Pelletier, J.G., (1988) « France and the Boer war. I : The Beginning of the war to the death of Villebois-Mareuil », Historia, (Pretoria), vol. 33, mai 1988.
- Pelletier, J.G., (1972) L'opinion française et la guerre des Boers, Thèse de doctorat de 3e cycle, Paris X Nanterre, 564 p.
- Perez, J.-C., (2008) Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie. t. II. Paris.
- Péroncel-Hugoz, J.-P., (2010) Lyautey. Lettres marocaines et autres écrits. Casablanca.
- Péroz, E., (1896) Au Soudan français, Paris.
- Person, Y., (1975) Samory, une révolution dyula, Thèse de doctorat d'État, 2377 pages, 3 vol. dont un de cartes, Dakar.
- Pervillé, G., (1991) De l'Empire français à la décolonisation. Paris.
- Pervillé, G., (2007) « La ligne Morice en Algérie, 1956-1962 ». En ligne.
- Pervillé, G., (2011) Atlas de la guerre d'Algérie. De la conquête à l'indépendance. Paris.
- Pillorget, R., « Une insurrection oubliée : les Mau Mau du Kenya, 1952-1956 ». La revue universelle, p. 35-43.
- Porte, R. (lieutenant-colonel), (2006) La conquête des colonies allemandes. Naissance et mort d'un rêve impérial. Paris.
- Pottinger, B. (1986) The Foreign Volunteers. They Fought for the Boers (1899-1902), Melville (South Africa).
- Poveda, F., (1984) « La Campaña del 21 en cifras reales ». Ejercito, n° 522 et 523, (1984).
- Prince, T. (von), (1914) Gegen Araber und Wahehe : Erinnerungen aus meiner Ostafrikanischer Leutnantszeit (1890-1895).Berlin.
- Prunier, G. et Calas, B., (1994) L'Ouganda contemporain. Paris.
- Prunier, G., (1986) « Le phénomène NRM en Ouganda. Une expérience révolutionnaire originale ». Politique africaine, n° 23, octobre 1986, p. 102-114.
- Prunier, G., (1993) « Éléments pour une histoire du Front patriotique rwandais ». Politique africaine, n° 51, p. 121-138, octobre 1993.

– Prunier, G., (2005) Darfur. The Ambiguous Genocide. Cornell University Press.

– Puy-Montbrun, D. (de), (2002) L'honneur de la guerre. Les vérités d'un officier d'Algérie. Paris.

R

– Raffray, M., (2013) « Les rébellions touarègues au Sahel ». Cahier du Retex, janvier 2013, École militaire. Paris.

– Rasmussen, R.K., (1977) Mzilikazi of the Ndebele. Londres.

– Rasmussen, R.K., (1978) Migrant Kingdom : Mzilikazi's Ndebele in South Africa. Londres.

– Reimbold, J., (1966) Pour avoir dit non (1960-1966). Paris.

– Renault, F., (1987) Tippo-Tip, un potentat arabe en Afrique centrale au XIX^{e} siècle. Paris.

– RHA., (1986) « L'affaire de Suez, 30 ans après ». Revue historique des armées, décembre 1986.

– Robinson, D., (1988) La guerre sainte d'Al-Hajj Umar. Le Soudan occidental au milieu du XIX^{e} siècle. Paris.

– Rochas, Y., (2006) Vérités interdites. Mers el-Kébir, juillet 1940. Paris.

– Rolland, J.F., (1976) Le Grand Capitaine. L'aventure de la mission Voulet-Chanoine, Paris.

– Rondeau, B., (2013) L'Afrikakorps de Rommel. Paris.

– Ruark, R.C., (1955) Le carnaval des dieux. Paris.

– Ruffat, E., (2007) L'Éthiopie entre enclavement et leadership régional. Mémoire de géopolitique, Collège interarmées de Défense, mars 2007.

– Rugamaho, B., (2004) L'hécatombe des réfugiés rwandais dans l'ex-Zaïre. Témoignage d'un survivant. Paris

– Ruyenzi, A., (2004) "Major Kagame behind the shooting down of the late Habyarimana's Plane : an Eye Witness Testimony", 8 pages, 5 juillet 2004.

– Ruzibiza, A-J., (2005) Rwanda, l'histoire secrète, Paris.

S

- Sadi, S., (2010) Amirouche : une vie, deux morts, un testament. Une histoire algérienne. Paris
- Sadik, A., (1994) « Enseignements de la bataille de l'oued Al-Makhazine ». Maroc-Europe, n° 7, (1994), p. 75-79.
- Saint-Girons, A., (2009) Les rébellions touarègues. Paris.
- Salmon, P., (1977) La révolte des Batetela de l'expédition du Haut-Ituri (1897). Académie royale des sciences d'outre-mer, Bruxelles.
- Sampson, A., (1999) Nelson mandela : the Authorised Biography. London.
- Sanders, P., (1969) "Sekonyela and Mosweshwe : failure and success in the aftermath of the difaqane". Journal of African History, X, 3, 1969.
- Sanders, P., (1975) Moshoeeshoe : Chief of the Sotho. London.
- Sbacchi, A., (1977) "Italian colonization in Ethiopia : plans and projects, 1936-1940". Africa (Roma), 32, 4, décembre 1977, p. 503-516.
- Schmiedel, H., (1959) « Bwana Sakkarini : captain von Prince and his Times ». Tanganyika Notes and Records, n° 52, mars 1959.
- Schmitt, M. (général), (2002) Alger-Été 1957. Une victoire sur le terrorisme. Paris.
- Schramme, J. (colonel), (1969) Le bataillon Léopard. Souvenirs d'un Africain blanc. Paris.
- Segurane, C., (2010) 1« Le 17 octobre 1961, essai de dénombrement des morts » 2 « La propagande à l'œuvre ». Agoravox, octobre 2010.
- Sergent, P., (1978) La Légion saute sur Kolwezi. Opération Léopard. Paris.
- SHD (Service historique de la Défense), (1990) La guerre d'Algérie par les documents. Tome I, L'avertissement 1943-1946. Vincennes.
- Simon, J., (2005) Le PPA, parti du peuple algérien (1937-1947).Paris.
- Simon, J., (2006) Le massacre de Melouza. Algérie, juin 1957. Paris.
- Slatin, R.C. (Slatin Pacha), (2006) Fire and Sword in the Sudan : A Personal narrative of Fighting and Serving the Dervishes. London.
- Smith, A.B., (1992) Pastoralism in Africa. Origins and Development Ecology, London.
- Steenkamp, W., (1989) South Africa's Border War (1969-1989). Gibraltar.

– Steiner, R., (1976) Carré rouge, du Biafra au Soudan, le dernier condottiere. Paris.

T

– Tauzin, D., (général) (2011) Rwanda. Je demande justice pour la France et ses soldats. Paris.

– Terrasse, H., (1926) « Les aventures d'un renégat anglais au Maroc sous Moulay Ismail ». Bulletin de l'Enseignement public au Maroc, Rabat.

– Thompson, L., (1975) Survival of two worlds. Moshoeshoe of Lesotho, 1786-1870. Oxford.

– Timoule, A., (1989) Le Maroc à travers les chroniques maritimes. Tome I, de la préhistoire à 1873. Casablanca.

– Timoule, A., (1992) Le Maroc à travers les chroniques maritimes : la mer dans l'histoire du Maroc. Tome II, de Hassan Ier à Hassan II. Casablanca

– Townsend, M., (1930) The Rise and Fall of Germany's colonial Empire (1884-1918), New York.

– Tranié, J ; Carmignani, J.-C., (1988) Bonaparte. La campagne d'Égypte. Paris.

– Triaud, J.L. ; Robinson D., (2000) La Tijâniyya, une confrérie musulmane à la conquête de l'Afrique, Paris.

– Triaud, J.L., (1988) Tchad 1900-1902 : une guerre franco-libyenne oubliée ? Une confrérie musulmane, la Sanusiyya, face à la France. Paris.

– Tsegaye Tegenu, (1997) « The Logistic Base and Military Strategy of the Ethiopian Army : the Campaign and Battle of Adwa, September 1895-February 1896". Part One and Two. En ligne.

– Tubiana, J., (2003) « Deux portraits de Rabèh ». In Centenaire des missions africaines, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au Musée des troupes de marine, p. 77-95, Paris.

– Tubiana, J., (2005) « Le Darfour, un conflit identitaire ». Afrique contemporaine, vol. 2005/2, n° 214, p. 165-206.

– Tubiana, J., (2008) « Effets d'écho. L'instabilité tchadienne et le conflit du Darfour ». HSBA, n° 9, février 2008, 12 pages.

V

- Valat, R., (2007) Les Calots bleus. Histoire d'une police auxiliaire pendant la Guerre d'Algérie. Paris.
- Valat, R., (2009) « La force police auxiliaire : une historiographie sous influence ? Réponse de l'auteur aux critiques formulées contre son ouvrage Les Calots bleus et la bataille de Paris. Une force police auxiliaire pendant la guerre d'Algérie. 13 pages. En ligne,
- Valbelle, D., (1990) Les « neuf arcs ». L'Égyptien et les étrangers de la préhistoire à la conquête d'Alexandre. Paris.
- Valensi, L., (1992) Fables de la mémoire. La glorieuse bataille des trois rois. Paris
- Valette, J., (2001) La guerre d'Algérie des messalistes. Paris.
- Valla, J.C., (2007) « La tragédie de Mers el-Kébir ». La nouvelle revue d'histoire, n° 29, mars-avril 2007, p.27-29.
- Vandewalle, F. (colonel), (1970) L'Ommegang. Odyssée et reconquête de Stanleyville (1964). Bruxelles.
- Vansina, J., (2001) Le Rwanda ancien. Le royaume nyiginya. Paris
- Venner, D., (2005) De Gaulle, la grandeur et le néant. Paris, 2005.
- Verhaegen, B., (1987) « Le rôle de l'ethnie et de l'individu dans la rébellion du Kwilu et son échec ». Dans Coquery-Vidrovitch et alii, Rébellions-révolutions au Zaïre. 1963-1965. t. I, Paris, 1987, p. 147-167.
- Vernet, A. (colonel), (2003) « La mission Voulet-Chanoine ». In Centenaire des missions africaines, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au Musée des troupes de marine, p. 39-43, Paris.
- Vétillard, R., (2008) Sétif, mai 1945. Massacres en Algérie. Paris
- Vial, J. (médecin capitaine), (1938) Le Maroc héroïque. Paris.
- Videcoq (P.) (1978) « Aspects de la politique indigène des Boers du Nord du Vaal (Transvaal, République sud-africaine) de 1838 à 1877 : sécurité des Blancs et utilisation des populations locales », in Revue française d'histoire d'outre-mer, LXV, n° 239.

W

- Wallace, R.L. (1976) The Australians and the Boer war, Canberra.
- Warwick, P., (1983) Black People and the South African War, 1899-1902.

Cambridge.

– Weisgerber, F., (1947) Au seuil du Maroc moderne. Rabat.

– Wessels, E. (1990) “American Scouts fought for Boers”, Knapsak, September 1990, p.6.

– Wessels, E. (1995a) “Italians fought on Boer side”, Knapsak, December 1995, p. 12-14.

– Wessels, E. (1995b) “Russians come to the aid of the Boers”, Knapsak, July 1995, p. 10-12.

– Wessels, E. (1996) “The Fighting German Corps was the first to Volunteer”, Knapsak, July 1996, p. 6-10.

– Wheeler, D.L., (1976) “African Elements in Portugal’s Armies in Africa (1961-1974)”. Armed Forces and Society, vol. 2, n° 2.

– Wilks, I., (1989), Asante in the nineteenth Century. Cambridge.

– Willcox, A.R., (1984) The Drakensberg Bushmen and their Art. Guide to the rock painting sites. Durban (RSA).

– Wilson, M. et Thompson, L., (1970-1971) The Oxford History of South Africa. t. 1 : South Africa to 1870 ; t. II : South Africa 1870-1966. Oxford.

– Wilson, M., (1969) “Co-operation and Conflicts : the Eastern Cape Frontier”. In Wilson and Thompson, The Oxford History of South Africa, vol. I.

– Winquist, A. H. (1978) Scandinavians and South Africa, Cape Town.

– Woolman, D.L., (1968) Rebels in The Rif, Abd-el-Krim and the Rif rebellion. Stanford University Press.

Y

– Yengo, P., (2006) La guerre civile du Congo-Brazzaville, 1993-2002 « Chacun aura sa part ». Paris.

– Yous, N. et Mellah, S., (2000) Qui a tué à Bentalha ? Chronique d’un massacre annoncé. Paris.

Z

– Zeltner, J.C. (1970) Histoire des Arabes riverains du lac Tchad. Abidjan.

– Zeltner, J.C., (1988) Les pays de Tchad dans la tourmente (1880-1903),

Paris.

– Zeltner, J.C., (1992) Tripoli. Carrefour de l’Europe et des pays du Tchad (1500-1795). Paris.

– Zéraoui, N., (2007) Les différents statuts de la Kahena dans la littérature d’expression française. Thèse de doctorat, Université de Franche-Comté, 551 pages dactylographiées.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Première partie
Guerres et sociétés guerrières dans l'Afrique
d'avant la colonisation

CHAPITRE PREMIER : AUX ORIGINES DE LA GUERRE AFRICAINE

I. Sahara et Afrique australe : les plus lointains échos guerriers
II. L'Égypte et ses « neuf arcs »
III. Rome et carthage : les premières guerres coloniales
IV. Une nouveauté, la guerre pour convertir : la conquête de la Berbérie par les Arabes (644-750)

CHAPITRE II : LES GRANDES SOCIÉTÉS MILITAIRES ET GUERRIÈRES AFRICAINES

I. L'armée marocaine, une force militaire polyvalente devenue outil de gouvernement
II. Conquérants et guerres jihadistes au Sahel
III. Le Rwanda, royaume de la lance et de la vache
IV. Le royaume zulu : son « pâturage est le champ de bataille »
V. Les Ndebele-Matabele : des guerriers errants fondateurs de royaumes

CHAPITRE III: DEUX SOCIÉTÉS GUERRIÈRES EXOGÈNES : L'ÉTAT ETHNO-MILITAIRE MAMELOUK ET LE MILITARO-PASTORALISME BOER

I. Les mamelouks : une aristocratie guerrière à titre viager

II. Les Boers : une société guerrière d'inspiration biblique

Deuxième partie
Les guerres de conquête coloniale

CHAPITRE PREMIER : LA FRANCE S'ADAPTE À LA GUERRE D'AFRIQUE

I. La création d'une armée coloniale
II. L'Algérie et la naissance de l'armée d'Afrique
III. La conquête de l'Ouest africain

CHAPITRE II : LA GRANDE-BRETAGNE ET LES GUERRES D'AFRIQUE AUSTRALE

I. Les « surprises » de la guerre anglo-zulu (1879)
II. La guerre des Boers : entre modernité et archaïsme

CHAPITRE III : DE DIFFICILES CAMPAGNES D'AFRIQUE

I. Allemagne : une lente adaptation à la guerre d'Afrique
II. L'échec militaire italien face à l'Éthiopie (1895-1896)
III. Une guerre privée : la campagne anti-esclavagiste au Congo (1890-1896)

Troisième partie
Les guerres de la période coloniale

CHAPITRE PREMIER : LE PREMIER CONFLIT MONDIAL : QUAND L'HOMME BLANC COMBATTAIT L'HOMME BLANC

I. La guerre en Afrique du Nord : objectif Suez
II. Les guerres de l'Afrique de l'Ouest : la « promenade » des Alliés
III. Afrique orientale : le général Paul von Lettow-Vorbeck invente la guérilla moderne

CHAPITRE II : DU MAROC À L'ÉTHIOPIE : LA MUTATION DES GUERRES AFRICAINES

I. La « pacification » marocaine, une guerre par procuration

II. La guerre du Rif : première guerre de libération

III. La dernière guerre de conquête coloniale : Éthiopie 1935

CHAPITRE III : LE SECOND CONFLIT MONDIAL

I. Les années 1940-1942 et la fin de l'Impero italien

II. Le débarquement allié de novembre 1942 et ses conséquences militaires

CHAPITRE IV: LA DÉCOLONISATION : DES GUERRES GAGNÉES, DES EMPIRES PERDUS

I. La guerre des Mau Mau (1952-1956) : un coup de tonnerre dans un ciel serein

II. La guerre d'Algérie (1954-1962) : victoire militaire française, victoire politique algérienne

III. La guerre de décolonisation portugaise (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau (1961-1975)

Quatrième partie
Les guerres contemporaines 1960-2013

CHAPITRE PREMIER : LES GUERRES EN AFRIQUE DU NORD

I. La double conflictualité algéro-marocaine

II. La guerre civile algérienne (1992-2002)

III. La guerre de Libye (février 2011-octobre 2011)

CHAPITRE II : LES GUERRES LE LONG DU RIFT RACIAL SAHÉLO-SAHARIEN

I. Le Sahel : un archipel de conflits

II. Mali-Niger-Azawad : des conflits récurrents

III. 2012-2013 : de la guerre touareg à la guerre islamiste

IV. Les guerres du Tchad (1965-2009)

CHAPITRE III : LES GUERRES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

I. Les guerres d'Éthiopie (1970-1991)

II. Le conflit Éthiopie-Érythrée (1998-2000)
III. Les guerres de Somalie : clans contre clans (depuis 1977)

CHAPITRE IV : LES GUERRES DU SOUDAN (1956-2013)
I. Les guerres raciales Nord-Sud (1956-2010)
II. La guerre du Darfour (depuis 2003)
III. La guerre entre les deux Soudan (2011-2012)

CHAPITRE V : LES GUERRES ETHNIQUES DE L'OUEST AFRICAIN (1990-2013)
I. Liberia : Kru contre Mandé
II. Sierra Leone : Limba contre Mendé
III. Côte d'Ivoire : Nord contre Sud
IV. Nigeria : de la guerre du Biafra au conflit ethno-religieux Nord-Sud

CHAPITRE VI : UN DEMI-SIÈCLE DE GUERRES AU ZAÏRE/RDC (1960-2012)
I. Les premières guerres du Congo (1960-1978)
II. De la campagne du Zaïre (septembre 1996 - mai 1997) à la deuxième guerre du Congo RDC (1998-2002)
III. La guerre de l'Ituri (1996-2004)
IV. La deuxième guerre du Kivu (depuis 2007)

CHAPITRE VII : LA GUERRE DU RWANDA (1ER OCTOBRE 1990-19 JUILLET 1994)
I. De l'offensive tutsi de 1990 aux accords d'Arusha (4 août 1993)
II. Entre guerre et génocide : du 6 avril au 19 juillet 1994

CHAPITRE VIII : LES GUERRES D'AFRIQUE AUSTRALE (1965-2002)
I. La guerre de brousse rhodésienne (1965-1978)
II. La deuxième guerre d'Angola (1975-1984)

III. La troisième (1992-1993) et la quatrième (1997-2002) guerre d'Angola

IV. Les guerres du Mozambique (1975-1992)

INDEX

BIBLIOGRAPHIE

Dépôt légal : juillet 2014
IMPRIMÉ EN FRANCE

Achevé d'imprimer le 18 juillet 2014
sur les presses de l'imprimerie « La Source d'Or »
63039 Clermont-Ferrand
Imprimeur n° 17197





Dans le cadre de sa politique de développement durable, La Source d'Or a été référencée IMPRIM'VERT® par son organisme consulaire de tutelle.
Cet ouvrage est imprimé - pour l'intérieur - sur papier offset 90 g provenant de la gestion durable des forêts, produit par des papetiers dont les usines ont obtenu les certifications environnementales ISO 14001 et E.M.A.S.